
1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

1815 A 1850 — 1859 ET 1860

HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

1815 A 1850 — 1859 ET 1860

HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

1815 A 1850 — 1859 ET 1860

BORDEAUX. — IMPRIMERIE G. GOUNOUILHOU,
ancien hôtel de l'Archevêché (entrée rue Guiraude, 11).

HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

DE 1815 A 1850

avec des notes sur les événements

DE 1859 ET 1860

PAR

M. DIEGO SORIA

PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC EN ITALIE



PREMIER VOLUME

NIMES

CHEZ L'AUTEUR

5, RUE SEGUIER, 5.

1861

AU LECTEUR.

Cette histoire n'est pas le simple récit de la lutte d'un peuple contre son oppresseur. L'Italie réunit le souvenir de toutes les gloires, le remords de toutes les fautes, les humiliations, les misères, les douleurs qui accablent d'autres grandes nations gémissant comme elle sous le joug d'un tyran indigène ou étranger. Aujourd'hui, elle a écrit sur sa bannière deux principes politiques qui intéressent l'humanité tout entière : LIBERTÉ et INDÉPENDANCE NATIONALE. Par ses efforts, par ses sacrifices, par son énergie, elle fait l'enseignement du monde : son triomphe sera le présage de la résurrection de tous les peuples qui sont tombés.

Il est difficile de raconter les faits contemporains. Bien des écrivains versent leur rage d'hommes de parti dans des livres auxquels ils donnent le nom d'histoires. Beaucoup d'autres promettent une œuvre consciencieuse; sourds aux bruits qui s'élèvent autour d'eux, ils se proposent d'écrire avec franchise et loyauté. Mais quand ils parviendraient à s'affranchir de toute influence étrangère, pourraient-ils s'affranchir d'eux-mêmes? Comment distingueront-ils, en politique, le bien du mal, si ce n'est par

leur propre jugement? Tous les événements ne sont pas dignes de l'histoire; il faut choisir : qui dirigera ce choix, si ce n'est l'esprit de l'écrivain? Il n'y a dans le monde ni vertu, ni vice absolus; les hommes les plus vertueux ont toujours quelque faiblesse, les plus mauvais quelque vertu; la plus belle entreprise recèle des erreurs, la plus pure doctrine des imperfections; les revers sont quelquefois le fruit de l'héroïsme, et les succès, celui d'un attentat : qui dirigera la critique, si ce n'est la conscience de l'auteur? On cherchera donc vainement une histoire qui ne laisse pas apparaître la personnalité de l'écrivain. Aussi, sans obéir à aucune passion, mais par sa seule manière de voir et de juger les événements, un historien peut, de très-bonne foi et sans s'en douter, rendre méconnaissable un homme, un peuple, un pays. Sans en avoir l'air, sans en avoir conscience, il ment. Pour éviter ce danger, il faudrait que les siècles pussent raconter eux-mêmes leur histoire.

Mais il y a une difficulté encore plus grande : c'est que, lorsqu'il s'agit de faits contemporains, il est mille fois plus rare de trouver des lecteurs que des écrivains impartiaux. On peut supposer une histoire écrite avec véracité; mais est-il nombreux le public qui aime à savoir la vérité? On compte autant d'opinions préconçues qu'il y a de partis et d'hommes. La vérité est ce que chacun croit; et ces croyances, enracinées avec le temps dans les esprits, intéressent l'amour-propre des individus; de sorte qu'ils repoussent comme un outrage tout ce qui tend à les contredire, et qu'ils appellent ténèbres la lumière qui vient les éclairer. Un historien ne peut compter que sur des partisans; s'il ne s'inspire pas de l'esprit d'un parti, il n'écrit pour personne. Quel est ce livre ouvert devant moi? C'est le récit d'événements qui se sont déroulés sous mes yeux!

Ce livre n'a rien à m'apprendre; il ne peut m'imposer ses jugements; il ne peut que confirmer les miens; s'il leur est contraire, il ment.

A l'égard surtout de la révolution italienne de 1846 à 1850, je ne vois partout que des opinions aveuglément arrêtées. Mon cœur saigne de voir l'Italie traitée comme une coupable, traînée devant des juges qui ont trop souvent oublié son passé, et qui ignorent son état actuel. L'acte d'accusation, fruit d'un procès inquisitorial, ne parle que du libéralisme des princes italiens dont on abusa; des réformes grandioses de Pie IX que le malin esprit de la révolution fit échouer; des prétentions du peuple à une liberté qui n'avait pas de précédents dans son histoire ni d'appui dans sa civilisation; de l'ignorance, de la discorde, de la lâcheté des masses, de quelques brouillons, de quelques utopistes, excités par une coupable ambition, et la satisfaisant au prix des malheurs publics, d'où les armées étrangères vinrent tirer le pays. Opprimés et oppresseurs apparaissent devant cet aréopage trompé. Les premiers trouvent dur de se taire, et croient manquer de fierté à se défendre; et pourtant, pris en flagrant délit de malheur, ils sont condamnés s'ils se taisent, soupçonnés s'ils se justifient. Les vainqueurs diffament les vaincus, et leurs mensonges, couronnés par la victoire, semblent l'arrêt de la justice; car, dans ce monde, où on est toujours prêt à se vendre au plus fort, le premier des arguments c'est le succès.

Comment éclaicir les doutes, rectifier les erreurs, réfuter les calomnies, sans faire un tableau complet des vicissitudes de l'Italie? Et il ne suffit pas de raconter les événements accomplis dans une de ses provinces. Nul fait ne s'est produit dans une contrée italienne qui n'eût été préparé dans une autre, et dont les conséquences ne soient

devenues sensibles sur tous les points de la Péninsule. Aucun prince n'eut à compter qu'avec son peuple seul; aucun peuple n'eut à espérer ou à craindre que de son prince seul : chacun fut pour tous. A moins d'embrasser d'un coup d'œil tant d'événements qui, en apparence, surgissent séparément, mais qui, en réalité, tendent tous au même but, s'enchaînent et s'enlacent, il serait impossible de saisir leurs causes et leurs rapports. Dans ce chaos, il était facile de s'égarer; je me suis imposé la tâche d'y introduire l'ordre : j'ignore si j'y ai réussi.

Dix ans après l'époque où mon récit s'arrête, une nouvelle révolution vient d'éclater en Italie. Mon livre peut laisser désirer une continuation jusqu'aux temps actuels. Cependant, les événements, surtout considérés sous leur côté diplomatique, sont encore si obscurs, qu'ils ne se prêtent guère pour le moment qu'à de simples conjectures. Celui qui entreprendrait de les raconter ne ferait qu'usurper le nom d'historien. D'ailleurs, le lecteur ne tardera pas à s'apercevoir que la révolution de 1846 à 1850 comprend celle de 1859. Les Italiens ne font rien aujourd'hui qu'ils n'aient déjà fait dans la première période. L'expérience du passé a été utile aux peuples. En effaçant un intervalle de dix ans, ils se remettent dans la position d'autrefois, et s'efforcent d'essayer de nouveau, avec plus de sagesse, ce qu'ils ont déjà tenté sans réussir. Ce n'est pas une nouvelle histoire qu'ils se donnent, ils refont l'ancienne. Par conséquent, je n'ai rien voulu changer à mon ouvrage. Mais en le livrant au public tel que je l'avais écrit, j'ai senti la nécessité de rapprocher les deux révolutions italiennes, et de prouver ainsi qu'elles ne sont réellement que la double mise en scène des mêmes événements.

On a déjà trop de peine à dissiper les ténèbres qui couvrent encore bien des faits accomplis depuis dix ans. Les

renseignements abondent, mais on ne peut les accueillir sans de grandes précautions. Les documents officiels qui ont été publiés méritent peu de confiance. Les livres qui pourraient servir d'autorité manquent absolument. Néanmoins, on trouvera que je n'ai rien avancé sans l'avoir suffisamment prouvé. Pour épargner des citations superflues, j'ai marqué fréquemment en caractères italiques les paroles ou les phrases textuelles prononcées ou écrites par les personnages en action.

On trouvera aussi que je me suis occupé beaucoup des faits, peu des personnes; le jugement que je porte sur elles découle de leurs actes.

Je prévois qu'on ne manquera pas de m'adresser un reproche : j'abandonne quelquefois la gravité de l'historien pour me livrer à la polémique. Qu'on ne se méprenne pas sur mon but. Si j'avais eu à parler des révolutions italiennes un siècle après qu'elles auront été accomplies, mon allure aurait été plus franche. J'aurais passé au-dessus de partis déjà éteints; j'aurais écrit au milieu des tombeaux; et mon opinion, communiquée à une postérité indifférente, aurait pu être impunément arbitraire à l'égard d'une époque passée pour jamais. Mais l'Italie compte aujourd'hui autant de partis qu'il y a de contrées, de classes, d'hommes. Chacun y est acharné à soutenir ses principes, ses systèmes politiques; on défigure souvent l'histoire de sa patrie pour la faire servir aux intérêts, aux opinions qu'on veut faire prévaloir. Il n'y avait pour moi qu'une seule manière de me montrer impartial envers les hommes de tous les partis; c'était d'ouvrir mon livre à leurs débats. Chacun d'eux y parle son langage, y soutient sa cause. Rien ne pouvait mieux mettre le lecteur à même de découvrir la vérité et de juger qui se trompa en Italie.

Enfin, je n'essaierai pas de prouver qu'en écrivant ces

pages aucune prévention ne m'a séduit, aucune crainte ne m'a arrêté; qu'un long exil m'a habitué à me prononcer avec calme sur les hommes et les choses de mon pays. Je ne puis exiger qu'on me croie; je l'essaierais que je ne l'obtiendrais point. Je ne veux d'autre justification que mon livre lui-même.

HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

1815 A 1850 — 1859 ET 1860

CHAPITRE I.

Situation de l'Italie en 1815. Tristes résultats de la restauration de la famille de Savoie en Piémont, de Ferdinand de Bourbon à Naples, du Pape à Rome. La Toscane est le pays le moins malheureux. Les Italiens se jettent dans les conspirations. Émeute de Macerata en 1817. Révolutions de Naples et de Piémont en 1820. Dix ans de persécutions dans toute l'Italie. Insurrection de Salerne en 1828; affreux carnage. Principe de non intervention proclamé en France en 1830. La Romagne se soulève. Perfidie de François IV, duc de Modène, et mort de Ciro Menotti. Les Autrichiens interviennent dans la Romagne. Comment le jeune roi de Naples, Ferdinand II, sait maîtriser la révolution prête à éclater de nouveau dans ses États. Demandes de réformes adressées au Pape par les puissances européennes. Nouveau soulèvement dans la Romagne, où les Autrichiens interviennent encore. Les Français occupent Ancône. Situation du Piémont. Mazzini. Couronnement de l'empereur Ferdinand à Milan. Amnistie accordée aux Lombards. Politique de l'Autriche en Italie. Agitation continuelle, conspirations, exécutions sans trêve dans la Romagne, à Naples et en Piémont. Les frères Bandiera. Réflexions sur la condition sociale et politique de l'Italie depuis 1815 jusqu'en 1846.

La domination française avait été pour l'Italie la source de grands bienfaits. La féodalité abattue, les couvents ouverts, les biens nobles et ecclésiastiques distribués au peuple, l'égalité devant la loi proclamée, l'indépendance des magistrats garantie, de nouveaux codes établis, les impôts répartis également sur tous, des encouragements donnés aux arts utiles, à l'industrie, au commerce; de nombreux établissements d'utilité publique fondés, toutes les institutions modifiées, toutes les classes de la société,

toutes les branches de l'administration gouvernementale améliorés, tel est le riche patrimoine de civilisation que les Italiens avaient acquis en moins de quinze années. Le pays ne méconnaissait pas ces bienfaits; mais ils étaient mêlés à un plus grand nombre de maux, qui en effaçaient la valeur. Les Français n'avaient jamais vu l'Italie sur le sol italien; ils n'y avaient vu qu'un agrandissement de leur Empire. Aussi, leur conduite avait-elle toujours été celle d'un conquérant envers un peuple vaincu et soumis. L'insolence de la soldatesque, le poids des impôts faisaient beaucoup souffrir. On voyait les emplois de l'ordre civil, les magistratures les plus élevées, distribués avec despotisme et exercés avec servilité; les opinions respectées, et l'homme assujéti à l'homme; la pensée libre, et le corps esclave; la police toute-puissante, les gendarmes et les espions très-nombreux; les réunions interdites, les esprits glacés par la défiance, les lèvres fermées par la peur, le sentiment national sans cesse et de mille manières humiliés. Pendant les longues guerres de la France, les Italiens, combattant pour la cause et la gloire d'autrui sous un drapeau qui n'était pas le leur, avaient répandu des torrents de leur sang en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Russie; et pourtant ils avaient vu leur sol violé par l'étranger, dépouillé de ses plus admirables merveilles, ravagé, partagé dans les traités entre ses dominateurs, et vendu comme une dépouille. Le clergé soumis, mais frémissant, désirait recouvrer ses richesses et ses privilèges perdus; la noblesse voulait rentrer en possession des fiefs qu'on lui avait ravis. La population était désolée par les continuelles levées militaires. Rois nés des armes, dépourvus de tout l'ancien prestige de la monarchie, les princes de la race napoléonienne auraient pu donner une base plus solide à leurs trônes et se créer un titre supérieur à celui de conquérant, en s'appuyant sur le parti national, qui était puissant et appelait de ses vœux un gouvernement constitutionnel et l'unité italienne. Malheureusement, loin de là, le mouvement politique de la nation fut violemment étouffé dans le sang.

On comprendra dès lors que les Italiens se soient fatigués chaque jour davantage du joug étranger. Leur désir de change-

ment augmenta encore, quand leurs anciens rois, voulant renverser Napoléon, mais peu confiants dans la seule force de leurs armes, commencèrent à dissimuler leur orgueil et à faire au peuple les promesses de liberté les plus séduisantes. Le Bourbon, réfugié en Sicile, est forcé par les Anglais de donner une constitution à cette île. Des correspondances secrètes s'organisent avec les libéraux de Naples; on leur envoie les livres qui contiennent les nouvelles lois siciliennes; on exalte la nouvelle politique du roi; on promet au pays une constitution semblable dès que le Bourbon sera de retour. Joachim Murat, apprenant ces intrigues, redouble de rigueurs, et exerce contre des hommes dont le seul crime était de demander des lois, les cruautés dont on avait auparavant usé contre le brigandage. D'un autre côté, lord Bentinck flattait à la fois la malheureuse Gênes en y établissant la république, et les autres provinces italiennes en parlant de *liberté* et d'*indépendance;* il déclarait *que ses promesses étaient conformes aux principes établis par les souverains alliés*. Il n'y avait pas moins de libéralisme dans une *adresse aux peuples italiens,* publiée par l'archiduc Jean d'Autriche, où on lisait : « Si Dieu soutient les saintes entreprises de l'empereur François, l'Italie aura *une constitution*, et ses frontières *seront mises à l'abri de toute invasion étrangère*. L'Europe sait bien *que la promesse de ce prince est sacrée et aussi immuable que pure : le Ciel parle par sa bouche*. Levez-vous donc, peuples d'Italie! Nous ne venons que vous aider et vous rendre *libres*. Nous ne voulons pas que vous soyez Autrichiens ; *nous voulons seulement que vous soyez Italiens*. » De son côté, le général Nugent faisait grand bruit avec sa proclamation adressée *au royaume indépendant d'Italie,* et dans laquelle il disait aux Italiens : « Vous avez été assez longtemps opprimés; nous voulons vous délivrer : *L'Italie tout entière va devenir une nation indépendante!* »

Ainsi, gouvernement constitutionnel, indépendance nationale, tels étaient les avantages formellement promis aux peuples en récompense de leurs efforts, tel était le nouveau pacte social conclu entre les Italiens et les souverains de l'Europe. Mensonges habituels des cours! Mais la multitude, qui est incapable d'aper-

cevoir les conséquences lointaines des intrigues politiques, se croyant destinée à être bientôt l'instrument du bonheur national, se tourna naturellement contre la France. Quelques hommes sages, instruits par l'expérience, conseillèrent de ne pas ajouter foi aux promesses trompeuses des grands. « Les promesses que nous font, disaient-ils, ceux qui ont toujours été nos oppresseurs, montrent quelle est leur peur et quel besoin ils ont de nous; mais, une fois leur triomphe assuré, ils deviendront comme auparavant nos tyrans. Les Français ont fait beaucoup pour nous; leur chute entraînera celle de tout l'édifice de civilisation qu'ils ont construit ici. Nous subissons une servitude, mais elle est gigantesque et glorieuse; une autre servitude nous attend, mais triste et sans gloire, car ces dominateurs vulgaires, qu'épouvante l'idée de l'avenir, voudraient nous refouler vers le passé. »

Cependant, la réalisation de ces craintes était si éloignée et si douteuse, les maux présents étaient si cruellement ressentis, qu'en admettant les résultats les plus affreux, un changement de douleurs semblait encore aux populations une sorte de repos.

Quand le congrès de Paris s'assembla, les Italiens se demandèrent avec anxiété quel serait le sort de leur patrie. Les uns attendaient de nouveaux rois, les autres le retour des rois anciens; le plus grand nombre se persuadaient qu'il serait créé un royaume d'Italie sous un gouvernement constitutionnel. Lorsqu'arrivèrent de Paris les premières assurances *de l'oubli du passé et du pardon accordé aux populations qui avaient obéi à l'usurpateur français,* ces populations auraient-elles jamais pu supposer qu'on eût pensé à punir leur soumission à la force, contre laquelle les rois alliés n'avaient pas su les défendre? Bientôt on commença à parler du dogme de la légitimité; puis, on en vint au retour pur et simple à l'ancienne organisation politique, déclarée *naturelle* à l'Italie. Les peuples apprirent avec étonnement *que la Providence avait enfin exaucé leurs vœux ardents et leur avait accordé la joie de revenir, en qualité de bons et fidèles sujets, sous la domination des princes chéris qui avaient fait leur bonheur pendant tant de siècles*. Enfin, pour anticiper sur les douceurs que leur promettait la prochaine arrivée *de leurs*

maîtres légitimes, on leur annonçait que les armées autrichiennes allaient occuper le pays.

Le désenchantement vint tard, mais il fut terrible. Les promesses de liberté se réalisaient par un changement de joug; le mot d'indépendance se traduisait par celui de légitimité.

Dans le partage des dépouilles des vaincus, l'Autriche obtint en Italie la Lombardie, la Vénétie, plusieurs provinces et villes fortes détachées des États pontificaux. De plus, elle entoura de ses troupes le trône des monarques italiens : en les protégeant, elle les asservit. Et ces princes, heureux de placer leur despotisme sous la sauvegarde de la domination étrangère, se firent les humbles vassaux du grand feudataire autrichien. Il n'y eut plus de politique italienne en Italie.

Murat, quelque temps auparavant, avait cherché à épargner à l'Italie une si grande humiliation. Il lui avait promis de la mettre à l'abri de l'étranger, oubliant qu'il était lui-même un étranger ; il laissait espérer toute liberté aux Italiens, et maintenait le despotisme à Naples; il disputait alors l'Italie aux Autrichiens, et l'année précédente, pour la partager avec eux, il avait conclu une alliance au préjudice de Napoléon. Le Pape seul, si c'eût été un Grégoire VII ou un Jules II, aurait pu prendre la défense de l'Italie. Mais Pie VII craignait l'Autriche et détestait les partisans de la liberté. Aussi, satisfait d'avoir eu sa part de la grande proie, il aida, dans ses États, l'Autriche à rechercher et à punir ceux qui avaient pris le parti de Murat. Mais autant il se montra éloigné de servir tout grand intérêt national, autant il se montra chaud défenseur de ses petits intérêts particuliers. Seul de tous les souverains de l'Italie, il manifesta contre l'Autriche quelques velléités d'indépendance personnelle, en se plaignant fortement et en protestant au sujet des provinces et villes fortes qu'on lui avait enlevées. Au vainqueur qui l'avait rétabli sur le trône, il parla comme un maître à son sujet. Singulier caractère de la cour de Rome, qui dans le temporel comme dans le spirituel regarde l'antiquité, la tradition, comme des droits incontestables. Qu'on n'espère pas gagner sa reconnaissance par des bienfaits, l'effrayer par la force, l'adoucir par des caresses,

en obtenir l'oubli par le temps; on croit la dompter par la violence, mais elle subit le joug sans l'accepter, et les siècles passeront sans qu'elle pardonne.

Aussitôt rentrés dans leurs États, les souverains italiens se firent les ennemis acharnés des réformes civiles et politiques, soit de celles qu'avaient introduites les Français, soit de celles qu'eux-mêmes avaient inaugurées avant que les Français eussent parlé de liberté. Le malheur ne les avait pas corrigés; car cette race ne croit jamais avoir succombé par sa faute, et ne tire pas de ses dangers passés un enseignement pour elle-même, mais un vif désir de se venger.

Des aspirations irréfléchies d'indépendance poussèrent Milan, la ville favorite des Français, à se révolter contre la France, aussitôt après la chute de Napoléon. Le peuple, grossi des habitants de la càmpagne, se soulève en tumulte, abat les drapeaux de son ancien maître, tue le ministre Prina, méconnaît l'autorité du vice-roi, et nomme un conseil de régence composé d'hommes vains et incapables, qui, se confiant dans le libéralisme des souverains alliés, leur envoient des ambassadeurs pour leur demander une constitution dont ils fixent eux-mêmes les bases. Mais une faction rétrograde, qui a survécu à toute la gloire de Napoléon, ne pense pouvoir se soustraire à la révolution qu'en se plaçant sous la protection de l'Autriche; cette faction appelle l'armée étrangère et s'en fait un appui pour reprendre ses priviléges. L'autrichien Bellegarde répond à l'invitation en entrant à Milan; les insignes et le nom du royaume d'Italie disparaissent. En partie dissoute, en partie dispersée au-delà des Alpes, l'armée italienne, ancienne compagne de gloire de l'armée française, cesse d'exister; et afin qu'il ne reste aucun élément militaire, on révoque le ministre de la guerre, on anéantit l'artillerie, le génie, les colléges militaires, les fonderies de canons, les manufactures d'armes et de vêtements : cent millions en numéraire tombent entre les mains de l'Autriche. Après que Bellegarde eut désarmé les Italiens, il songea à s'emparer des propriétés de l'État. La faction aristocratique, oubliant toute dignité nationale, les avait cédées sans condition, pour être à même de payer plus libérale-

ment l'avantage d'être protégée par l'étranger. Les impôts devinrent alors très-lourds; le trésor impérial de Vienne absorba les richesses de l'Italie. Les traîtres qui avaient livré leur patrie, en se flattant de se faire des Autrichiens une garde d'honneur, ne tardèrent pas à être désillusionnés; l'étranger prenait des manières dures et hautaines, vexait même ses partisans, humiliait tous les jours l'honneur national, que l'esprit de parti n'étouffe jamais complétement; il prouvait enfin qu'il ne voulait être qu'Allemand en Italie. Aussi, après avoir laissé détruire le royaume d'Italie, qu'elle considérait comme un édifice élevé par la révolution; après avoir applaudi à la destruction des derniers germes d'une nationalité belliqueuse, cette même aristocratie milanaise se vit entraînée par un gouvernement barbare à accueillir et à nourrir au fond de son cœur des sentiments italiens auxquels jusqu'alors elle avait toujours été aveuglément hostile.

La cession de la Lombardie à l'étranger avait eu d'aussi tristes effets que la restauration de la maison de Savoie dans ses États. Victor-Emmanuel les avait reçus agrandis par l'adjonction de Gênes : injustice criante, car la république de Gênes était aussi légitime et beaucoup plus ancienne que le royaume de Sardaigne. Bientôt l'on vit s'agiter en Piémont tous les anciens partisans de la monarchie absolue. C'était la seule contrée de l'Italie qui eût conservé, jusqu'au moment de la conquête par les Français, toutes les institutions du moyen âge. Grâce aux conquérants, elle avait eu des lois écrites, les tribunaux exceptionnels avaient été abolis, la publicité des débats avait été instituée, le droit de défense accordé aux accusés, les couvents supprimés, et toute trace de la honteuse servitude féodale avait disparu. Et voici que tout à coup ceux dont cette œuvre de civilisation avait contrarié les vues, font reparaître tous les emblèmes de l'ancienne barbarie. Ils changent jusqu'à la forme des vêtements, remettent en usage les chapeaux pointus, les larges boucles, les manteaux courts, les perruques poudrées et les longues queues. Le roi voit tout cela, trouve que rien n'est changé en Piémont, et s'écrie en toute sincérité : « J'ai dormi quinze ans; je viens de m'éveiller; je n'ai qu'à continuer les affaires de la veille. » Il se fait donc

donner un almanach de 1770, et ordonne que tout ce qui s'y trouve soit remis en vigueur, *sans avoir égard aux lois postérieures*. En conséquence, on fait renaître subitement le droit d'aînesse, les fidéicommis, les priviléges de tous genres, les aristocraties de toutes classes; on rétablit les couvents, et l'on supprime les colléges, les hôpitaux et tous les établissements d'utilité publique qui les avaient remplacés; la justice devient de nouveau inquisitoriale, vingt juridictions exceptionnelles reparaissent; les arts, les industries, les professicns libres redeviennent des positions privilégiées qu'on acquiert à prix d'argent; le protestantisme, religion d'une partie de la population, est interdit; les Juifs reprennent les livrées jaunes, perdent leurs propriétés, les droits civils et tous les attributs de l'homme; on fait revivre l'espionnage, les flagellations, la torture, la roue, les tenailles rougies, la coutume de couper en quatre les suppliciés, de profaner les cadavres, de les donner à manger aux bêtes féroces. On arrache au faible roi des centaines de décrets qui, sans respect pour les lois, pour la justice, pour la loyauté, limitent les contrats, annulent les transactions, cassent les jugements. On accorde enfin aux nobles le droit de suspendre pendant plusieurs années, et sans payer d'intérêts, l'acquittement de leurs dettes. Les mots mêmes sont persécutés : on repousse une demande en grâce adressée au roi, parce qu'elle porte le titre français de *pétition;* on chasse un magistrat qui se déclare citoyen de Gênes, en lui disant : « Ici, il n'y a pas de citoyens; il y a un roi qui commande, une noblesse qui gouverne et une plèbe qui obéit. » Bref, tout l'édifice social s'écroule rapidement; l'État se trouve sans administration, l'armée sans chefs, la magistrature sans magistrats, les employés sans emplois, les propriétaires sans biens; toutes les classes, hors le clergé et la noblesse, restent sans lois, incertaines du présent, inquiètes de l'avenir. On se demande encore jusqu'à quel point on en serait venu, sans la résistance du roi lui-même, qui était aussi bon que privé de lumières. En effet, en rétablissant le despotisme et la barbarie, il croyait sincèrement se rendre agréable à ses sujets, utile à la monarchie. En apprenant que le roi de France était obligé d'accorder une constitu-

tion, il s'écria : « Moi, du moins, je suis un vrai roi. » En revanche, il sévissait contre les intrigants qui l'entouraient, quand il pénétrait leurs perfides desseins, et ne permit jamais qu'ils parlassent soit de vengeance, soit de faire couler le sang.

La Toscane était moins malheureuse. Le prince Rospigliosi, chargé de prendre possession du pays au nom du grand-duc, avait horreur de tout ce qui rappelait les Français; il ferma les nouvelles écoles, abolit les établissements artistiques ou charitables. Comme au temps de Cosme Ier de Médicis, la police eut dans sa main tout le gouvernement. Le Code Napoléon et toutes les garanties judiciaires disparurent; mais Ferdinand III, à son arrivée dans le pays, eut du moins le bon sens de rétablir les lois léopoldines, qui, bien que regardées comme admirables par le siècle précédent, suffisaient à peine au siècle nouveau. Le ministre Fossombroni y gagna pourtant de passer pour un libéral, et jusqu'à un certain point, comparé aux ministres des autres États italiens, il mérita ce titre, ne fût-ce que pour l'hospitalité qu'il accorda aux réfugiés italiens, et pour l'énergique opposition qu'il fit à l'Autriche, qui prétendait occuper militairement la Toscane.

Parme, Modène et Lucques reçurent des garnisons allemandes, vécurent sans lois certaines et sous le régime militaire.

Naples fut aussi occupée par les armées autrichiennes. Le peuple accueillit avec des transports de joie Ferdinand, le roi constitutionnel de la Sicile. Mais dès que celui-ci fut remonté sur son trône, il ne songea plus qu'à se dégager des liens où le retenait une constitution accordée à la Sicile, promise à Naples. Il anéantit toutes les libertés. Ses peuples s'en étaient-ils donc rendus indignes? De quel crime pouvait-on vouloir les punir? Le voici : les Siciliens avaient reçu et soutenu le roi; les Napolitains l'avaient trop désiré, et pour le ravoir avaient abandonné Joachim Murat. Quant au roi, soustrait à l'influence de l'Angleterre et voyant l'absolutisme régner en Europe, il n'avait plus rien à craindre; il n'avait donc plus rien non plus à respecter, pas même son serment, car ayant pris arbitrairement le titre de Ferdinand Ier, il disait que la constitution avait été

jurée *par Ferdinand III de Sicile,* mais que *Ferdinand Ier, roi du royaume des Deux-Siciles,* n'avait rien juré du tout. Les peuples craignirent qu'il ne supprimât également les codes et ne renversât toutes les institutions fondées par les Français. Mais Ferdinand avait bien autre chose à faire. Il confirma les lois et les institutions en vigueur; il maintint aussi la nouvelle organisation financière, qu'il trouva très-avantageuse pour le trésor. Peu soucieux d'ailleurs de gouverner, il ne se donna même pas la peine de nommer un ministre de l'intérieur. Il supprima le conseil d'État, ne pouvant tolérer des conseillers qui lui étaient donnés par la loi, et ne se souvint de son pouvoir que pour l'employer à enlever les richesses du pays. Il avait contracté des dettes avec le Congrès de Vienne, envers le prince Eugène, envers les ministres étrangers, envers l'armée autrichienne et envers ses propres partisans, qui, rentrés avec lui dans le pays, le regardaient comme une proie. En outre, il ne voulait pas qu'on mît des bornes à ses folles dépenses. On vendit donc les domaines de l'État, les biens des établissements publics et ceux de toutes les fondations de bienfaisance. Monts-de-piété, hôpitaux, sociétés artistiques, scientifiques et d'éducation, tout fut dépouillé. La société napolitaine se trouva n'avoir d'autre base et d'autre garantie que la conscience d'un roi déjà parjure, qui pouvait la replonger dans le malheur pour peu qu'il enfreignît ses engagements.

Pourtant, lois, tribunaux, administration, finances, armée, toutes les réformes introduites jadis par les Bourbons, améliorées et étendues par les Français, furent conservées à Naples quand elles se trouvèrent d'accord avec le génie de la monarchie absolue.

On le voit : en 1815, les divers gouvernements italiens, se mettant en opposition avec l'esprit public, devinrent, chacun dans son État, une faction investie du pouvoir. D'un autre côté, le libéralisme, à qui on avait, un peu auparavant, offert la souveraineté de l'Italie, se voyant jeté aux pieds de la légitimité, s'émut, se cacha, et forma un parti conspirateur. La dureté du joug lui servit d'aiguillon, l'adversité d'aliment; les supplices

mêmes ne firent que doubler sa force, et en même temps ils modifièrent sa nature : il était verbeux, il devint actif; pacifique, il devint sanguinaire. Contraint à attaquer pour se défendre, il conspira, dressa des embûches, tua au nom de la patrie, comme ses adversaires tuaient au nom de la monarchie. Souvent la colère passa des fureurs publiques aux passions privées, et par haine ou par vengeance, on répandit beaucoup de sang, innocent ou coupable. De là, des soulèvements continuels dans la Romagne, des réactions, un carnage sans cesse renouvelé. De nouvelles violences provoquaient de nouvelles vengeances : la mort appelait la mort. Tristes souvenirs qu'on ne peut rappeler sans que toute âme honnête ne s'émeuve! Le philosophe a raison quand il dit qu'aucune injustice, aucun crime ne peut servir la cause des peuples; mais peuvent-ils servir celle des gouvernements? Que celui qui prêche la tranquillité d'un côté, prêche donc la justice de l'autre! Comment ne pas s'agiter au milieu d'un bûcher? Qui jamais a eu l'idée de reprocher à l'Océan les tempêtes que soulève le souffle impétueux des vents? On répondra que l'homme est un être moralement libre. Sans doute; eh bien! quand on irrite en lui les passions jusqu'à la rage, quand on inocule dans ses veines une fièvre qui le dévore, qu'on lui dise alors qu'il a la liberté de souffrir, la liberté de mourir.

Les Italiens n'eurent pas cette vertu de l'esclave. Trompés par ces mêmes souverains qui se vengeaient, en répandant leur sang, des promesses qu'ils leur avaient faites, ils comprirent qu'ils devaient se suffire à eux-mêmes. Tel était le désir de prompts changements, qu'en peu de mois une vaste conspiration relia entre elles les provinces de la Péninsule dans le but de chasser les Autrichiens, de proclamer des institutions libérales et de réunir les différentes contrées de l'Italie. Les gouvernements le savaient, et pour surveiller et combattre les sociétés des *Carbonari* et des *Fédéralistes,* ils formèrent d'autres sociétés, celles des *Chaudronniers* et des *Pacifiques*. Peuples et rois s'observaient comme des ennemis prêts à la lutte; ils échangeaient entre eux leurs craintes et leurs menaces. Une conspiration, dont on dit que Macerata était le centre, fut en 1817 le prétexte des pre-

mières vengeances. Bientôt arrivèrent les révolutions de 1820 et 1821, qui devaient éclater simultanément au nord et au midi de l'Italie. Je raconterai en quelques mots leur origine et leurs succès.

J'ai dit que l'Autriche, après avoir désarmé les Lombards, s'aliéna par sa sévérité l'esprit même des nobles qui lui avaient sacrifié la patrie. Le peuple une fois mis hors d'état de secouer le joug, on commença à le former pour la servitude, sa nouvelle condition. On supprima la presse, on défendit les discussions politiques et économiques, on avilit l'enseignement. Les Lombards furent présentés au monde comme un peuple enfant que l'Autriche barbare s'efforçait de conduire à la civilisation. Un siècle auparavant, c'est-à-dire sous Marie-Thérèse, l'Autriche ne possédait en Italie que quelques territoires séparés de l'Empire germanique par d'autres États; il lui avait donc fallu caresser ces populations éloignées pour conserver leurs sympathies. Les Italiens s'étaient dès lors sentis plutôt protégés que dominés par l'étranger : voilà le secret de la prospérité dont on jouissait à l'époque que nous racontons. Mais quand l'Autriche, en vertu du traité de Vienne, eut occupé une grande partie du territoire italien, rendu par ses nouvelles acquisitions contigu à l'Empire, les longues luttes qu'elle avait soutenues contre des puissances unitaires lui firent comprendre les avantages de l'unité. Mais cette unité ne pouvait se fonder dans un empire composé de nations distinctes, opposées même par la langue, la civilisation, les mœurs et les tradition : il ne pouvait se prêter qu'à une fédération de royaumes. Pourtant, il importait peu à l'ambition effrénée de la maison d'Autriche que ces peuples pussent fusionner ou non, pourvu qu'ils obéissent; son génie despotique lui fit donc considérer comme facile l'organisation d'une centralisation purement matérielle, une unité sans nationalité. Les Lombards se trouvèrent alors violemment incorporés dans l'Empire germanique, dont ils commencèrent bientôt à vouloir se séparer.

L'unité politique entraîna avec elle l'unité militaire et financière. Des populations civiles mêlées à des tribus esclaves, humiliées par des barbares qu'elles méprisaient; des Italiens con-

traints de revêtir l'uniforme autrichien et d'aller au-delà des Alpes porter les armes pour la cause et la gloire d'autrui; de riches provinces saccagées pour subvenir à la misère des contrées incultes et sauvages du nord; un royaume florissant traité en pays conquis, et dont l'administration et le commerce étaient sacrifiés pour favoriser les industries arriérées de la Moravie et de la Bohême, toutes ces causes amenèrent la désaffection des bourgeois, puis celle des nobles milanais et vénitiens. Chez tous naquit le désir de s'affranchir du joug autrichien. Mais pour atteindre ce but, il fallait combattre et éloigner l'étranger. Les Lombards étaient désarmés. Leurs yeux se tournèrent alors vers Naples, vers le Piémont, car là seulement il y avait des armes. Mais les familles régnantes de Bourbon et de Savoie étaient, autant que l'Autriche, ennemies de la liberté, étrangères en Italie; jamais elles n'auraient mis leurs armes au service d'une cause nationale : restait donc à les leur arracher des mains, en organisant une conspiration militaire. L'entreprise était facile à Naples, où l'armée, qui était la même qu'au temps de Murat et presque entièrement composée de Carbonari, était prête à se soulever. Il en était autrement en Piémont; l'esprit du peuple et de l'armée y était purement monarchique. Pour remuer ces esclaves, il fallait l'ordre d'un prince de la race contre laquelle ils devaient se soulever. Leur chef était Charles-Albert de Carignan; ses confidents répandaient adroitement le bruit qu'il avait des idées libérales, et qu'il était seul désireux et capable de relever les destinées de l'Italie : on eut avec lui des entrevues secrètes. Mais cette conjuration reposait sur de fausses bases : pour repousser l'Autriche, il fallait se servir de l'armée sarde; et pour avoir cette armée, on méditait de la faire révolter; puis, une fois désorganisée et démoralisée, quelle chance de succès pouvait-elle avoir contre un puissant ennemi? Mais les esprits étaient en feu; aucun n'eut le calme nécessaire pour faire ces réflexions.

Naples se soulève; le roi vaincu accepte la constitution d'Espagne et jure de s'y conformer. Envoyé par le peuple à Laybach pour soutenir la cause populaire contre le mauvais vouloir des rois ligués du nord, il remplit son mandat en se déliant à Flo-

rence de son serment, moyennant un candélabre d'argent qu'il offre à la Vierge; puis, précédé par l'armée autrichienne, il s'avance contre son royaume. Pour résister à ce choc terrible, il aurait fallu que les Napolitains et les Siciliens eussent uni leurs forces, et que la prévoyance du gouvernement les eût soutenus. Mais les Siciliens, qui de 1816 à 1820 avaient obéi au Bourbon despote, repoussent maintenant le Bourbon constitutionnel; eux qui avaient craint les Napolitains quand ceux-ci, instruments passifs du gouvernement absolu, avaient apporté dans l'île leurs propres chaînes, ils les repoussent maintenant qu'ils ont, par leur seul courage, brisé leurs liens, maintenant qu'ils leur apportent la liberté. Les Siciliens ne croient pouvoir être libres qu'en s'isolant; et pendant que dans une lutte fratricide on sacrifie des vies qu'il aurait mieux valu perdre pour la défense de la patrie commune, le prince François, devenu régent, pourvoit si bien aux besoins de la guerre, que les troupes se dispersent; les armes manquent, les cartouches sont trop fortes pour le calibre des fusils et des canons, les chefs sont gagnés, et le général Pepe est le premier à déserter son camp, où l'idée de trahison paraît si étrange qu'elle ne se présente à personne, et que le camp ne se dissout que trois jours après la fuite du général. Jamais on n'avait vu dans le pays une pareille ardeur guerrière; jamais non plus ce peuple ne fut trompé d'une manière plus infâme. Après une si facile victoire, Ferdinand rentra dans le royaume, arrachant aux hommes la liberté et la vie; mais accordant, en revanche, fait incroyable, mais historique! la liberté à quarante ours blancs de la Sibérie, don de l'empereur de Russie, et qu'il amène avec lui pour renforcer la race abâtardie des ours de l'Abbruzze.

Le mouvement n'était pas universel en Piémont comme à Naples. La liberté n'y comptait de partisans que dans la jeunesse des écoles et dans la bourgeoisie. On cherchait à grand'peine à introduire dans l'armée des sentiments italiens; les constitutionnels n'avaient pas plus de trois ou quatre mille hommes armés. Mais pouvait-on laisser seuls les Napolitains, qui se trouvaient alors en face des Autrichiens? On fut donc forcé de précipiter le mouvement. Plus honnête ou plus rusé que le roi de Naples, Victor-

Emmanuel, au lieu de jurer une constitution qu'il abhorrait, avait préféré abdiquer en faveur de Charles-Félix; celui-ci, tranquillisé par son éloignement, lançait de Modène l'anathème sur la liberté sarde. Charles-Albert devint régent; soit que ces anathèmes lui ôtassent l'envie de se mettre à la tête du soulèvement, soit que le succès lui parût assez peu certain pour lui faire craindre qu'il ne se compromît inutilement, l'une ou l'autre de ces considérations prenant l'empire sur son faible caractère, lui faisaient en même temps vouloir agir et s'abstenir : bref, Charles-Albert, qui avait déjà trahi ses parents, se prépara à trahir ses amis. On soupçonna qu'il projetait une fuite; on le pria de dissiper ce bruit par une proclamation : il rit. Une députation de Lombards lui demanda audience, pour l'engager à passer le Tessin; il refusa de la recevoir, simulant une indisposition. La nuit suivante, il convoqua ses ministres en conseil; quand ceux-ci furent réunis, il était parti. Après un engagement avec les Autrichiens, la petite armée des patriotes piémontais se dispersa, pendant que Charles-Albert se réfugiait à Milan. Mal reçu par l'autrichien Bubna, repoussé de Modène par le roi Charles-Félix, accueilli comme un proscrit en Toscane, il finit par se faire pardonner ses velléités de libéralisme, en allant, comme grenadier volontaire, se battre contre les libéraux espagnols; il se montra au premier rang sur les remparts du Trocadero; les preuves qu'il donna de son triste courage lui valurent le retour dans sa patrie et la réconciliation avec sa royale famille.

Aux soulèvements populaires succédèrent, à Naples et en Piémont, les vengeances des rois. Commissions militaires, emprisonnements, proscriptions, internements, tortures, échafauds, aucune cruauté ne fut épargnée. Les Autrichiens sévirent aussi à Milan contre les meilleurs citoyens, qui allèrent expier au Spitzberg le double crime d'avoir trop aimé leur patrie, et d'avoir confié leur salut à un prince. L'Autriche s'abstint pourtant d'élever des échafauds; pendant qu'elle poussait le Bourbon de Naples et le Savoyard de Turin à se venger des révoltés par tous les excès qu'on reproche aux révolutionnaires, elle montrait son horreur pour l'effusion du sang; ruse politique dont l'Autriche

usa toujours en Italie : pousser les princes aux plus excessives rigueurs pour les rendre odieux, et se couvrir du manteau de la clémence, afin d'inspirer au peuple de la péninsule le désir de devenir sujet de Vienne.

La Romagne n'avait fait aucune tentative de révolution pendant les soulèvements du Piémont et de Naples ; mais l'Autriche dominait, et elle voulait qu'aucun prince italien ne restât pur de sang versé. Ayant pris en main la direction de l'inquisition politique dans toute l'Italie, elle sut désigner au gouvernement romain les rebelles ignorés qu'il fallait frapper. Ce gouvernement fut par faiblesse entraîné à sévir sans raison. Ses provinces étaient infestées par des bandes féroces de brigands, et étaient le théâtre de fréquents assassinats politiques ; ceux-ci d'ailleurs inquiétaient beaucoup plus le gouvernement. Mgr Benvenuti apaisait les brigands en leur donnant des pensions ; le cardinal Rivarola condamnait en un seul jour à mort et aux galères 508 individus accusés principalement d'appartenir à la secte des Carbonari. Mais cette cruauté irritait les libéraux, et à Ravenne on attenta aux jours de Rivarola. On établit alors une commission de sicaires, présidée par Mgr Invernizzi : les villes furent mises en état de siége, les couvents convertis en prisons ; les perquisitions nocturnes commencèrent ; les citoyens furent livrés à toutes les violences d'une soldatesque effrénée ; les tortures, les cadavres traînés par les rues, exposés sur les places publiques pour imprimer partout la terreur. Malgré cela, les excès commis au nom des lois furent bientôt vengés par d'autres excès, œuvres d'un peuple désespéré ; et l'opinion publique fut si bouleversée, qu'elle ne considérait pas comme coupables ceux qui avaient conspiré contre le gouvernement, et regardait comme un meurtre le supplice de ces prétendus conspirateurs. Voilà quelle était la situation de la Romagne, quand le Pontife, attribuant toutes ces horreurs aux péchés des hommes, et voulant en purger la terre, ordonna un Jubilé !

La caste sacerdotale, pressée de reprendre ses priviléges et son ancien pouvoir, ne sut plus s'accommoder des changements que les Français avaient introduits dans le pays : les nouvelles lois,

la nouvelle civilisation, étaient pour elle autant d'hérésies. Pour que la cour romaine pût recouvrer son ancienne puissance, il fallut n'avoir pas égard aux besoins et à la condition actuelle du peuple, et faire rétrograder d'un seul coup jusqu'au temps heureux de la barbarie la société qui avait eu l'audace de progresser. On confirma, on augmenta les immunités, les privilèges, les juridictions ecclésiastiques; on rétablit les majorats illimités et les fidéicommis; on cassa les tribunaux, qui furent remplacés par les préteurs, magistrature unique; on remit en vigueur l'horrible inquisition et la torture; on supprima *comme infâme* l'office de l'enregistrement; l'administration des communes fut réservée au gouvernement; les écoles et les établissements de bienfaisance furent placés sous la direction du clergé. Ce n'est pas tout : on proscrivit la vaccine; on défendit l'usage de la langue italienne dans les écoles et au barreau. Immobile en tant que dogme, la puissance temporaire du Pape ne pouvait se civiliser avec le siècle; le siècle devait donc devenir barbare.

La Toscane seule restait calme et donnait un démenti à ceux qui accusaient les Italiens d'être naturellement un peuple turbulent et séditieux. La Toscane restait calme parce que de toutes les contrées de l'Italie elle était la moins mal gouvernée. Elle offrait un refuge à tous ceux qui, des différents points de la Péninsule, réussissaient à s'échapper.

Après quelques années, la condition du Piémont, eu égard aux avantages matériels, devint supportable; Charles-Félix, despote mais non cruel de sa nature, arrêta les persécutions dès qu'il crut avoir anéanti tout germe de libéralisme, et que personne ne contraria plus sa volonté. Le gouvernement était entre les mains d'une aristocratie arrogante; mais, sauf un petit nombre d'hommes qui se plaignaient qu'on leur eût ravi jusqu'à l'apparence d'une nationalité, la multitude, endurcie à la servitude, insensible au despotisme, s'estimait heureuse qu'on la laissât vivre.

La Lombardie était également tranquille. Les seuls pays réellement troublés étaient Naples et les États pontificaux.

Jusqu'à la fin de 1830, on continua dans la Romagne à en-

courager les délateurs, à sacrifier le peuple à la domination d'une caste, à sévir contre les libéraux, soit qu'ils levassent la tête, soit qu'ils se pliassent à une obéissance qu'on n'appréciait guère et à laquelle on ne croyait pas. On y voyait des cardinaux inquisiteurs, des évêques espions, des moines ministres de tortures et d'échafauds, la religion profanée par son mélange avec la politique; la même main qui avait administré aux uns le sacrement de vie, signait pour les autres une sentence de mort; les vengeances, très-nombreuses, étaient toujours viles et atroces, comme le sont d'ordinaire celles des prêtres. D'un autre côté, les peuples souffraient d'autant plus impatiemment le joug qui les accablait, qu'ils comparaient leur triste sort à l'heureuse situation de leurs voisins les Toscans; aussi entraient-ils avec plus d'ardeur que jamais dans les conspirations, soulageaient-ils leur colère par le brigandage, et échangeaient-ils des assassinats avec la faction cléricale.

La condition de Naples était pire encore. A la mort de Ferdinand, son fils François était monté sur le trône; la faiblesse et la peur en faisaient un tyran d'autant plus odieux, qu'il entourait ses actes sauvages d'un grand appareil de bigotisme. Après un séjour de six années, l'armée autrichienne avait dû, bien à contre-cœur, quitter le pays, car si le trône était occupé par François, tout le gouvernement était entre les mains du général Frimont. Les ministres, vendus à l'Autriche, profitaient de la faiblesse et de l'incapacité du roi pour l'épouvanter, en lui dénonçant chaque jour des conspirations; ils lui faisaient croire que son royaume était sans cesse à la veille d'une effroyable révolution, et, pour l'éviter, ne trouvaient naturellement d'autre remède que le retour des Autrichiens. Il serait trop long d'énumérer toutes les persécutions dont les populations innocentes furent alors victimes pour faire triompher cette infernale politique. Mais François, aussi épouvanté du souvenir des humiliations que le général Frimont lui avait fait subir, que de ces dénonciations, au lieu de rappeler les Autrichiens, traitait avec Charles X pour se ménager le secours d'une armée française. Afin d'empêcher l'exécution du traité et l'arrivée de 30,000 Français, les ministres

durent se hâter de faire éclater une révolution. Les populations étaient exaspérées, mais il n'y avait pas d'accord entre elles, et elles n'étaient pas préparées à l'insurrection. Les ministres durent donc se servir d'une compagnie de brigands qui à cette époque parcouraient la province de Salerne ; ils leur firent pousser le cri de liberté, en arborant le drapeau tricolore. Les libéraux honnêtes refusèrent de se joindre à une révolution provoquée par de pareils bandits ; quelques paysans du Cilente crièrent : *Vive la Constitution !* et abattirent un télégraphe ; cela suffit pour faire croire au roi que tout son royaume était en flammes. « Les Français sont loin, disaient les ministres, mais les Autrichiens sont à la frontière ; il faut sans perdre de temps appeler à notre aide les armées les plus rapprochées. » Pourtant, François, se disant prêt à perdre sa couronne plutôt que de la devoir encore aux armes autrichiennes, résolut de vaincre la révolution avec ses seules forces ; il donna de pleins pouvoirs au commandant de la gendarmerie, Delcaretto, l'envoya à Salerne avec ordre de correspondre pour tous les événements de la guerre directement avec lui, et non avec les ministres, dont il soupçonnait les secrets desseins. Delcaretto, placé entre des ministres traîtres et un roi imbécile, saisit l'occasion de s'élever, et donna à sa mission une importance qu'elle n'avait pas. Il devait réprimer la plus insignifiante des insurrections, puisque la population n'y prenait aucune part ; mais il sut créer des rebelles, grandir le péril et déployer un odieux charlatanisme militaire qui faisait croire à des batailles soutenues contre de nombreux ennemis ; il donna l'assaut à des villages paisibles, en brûla les maisons, en passa les habitants au fil de l'épée, rasa entièrement d'autres villages, et défendit d'ensevelir les cadavres. Tous les jours arrivaient au roi des bulletins où l'on exaltait les triomphes obtenus contre *les rebelles*. On croira difficilement que pour jouer une comédie, on ait pu répandre des flots de sang. Les massacres juridiques accompagnaient les massacres militaires. De nombreuses commissions extraordinaires siégeaient le jour et la nuit, doublaient le nombre des victimes, dont les têtes, mises dans des cages de fer, étaient exposées aux yeux de leurs femmes et de leurs enfants,

et promenées de village en village. Ces fureurs venaient de cesser lorsque François mourut, et qu'en France éclata la révolution de juillet 1830.

Les promesses de la France, qui voulait faire dorénavant respecter le principe de non intervention, arrivèrent alors en Italie. A Rome et à Naples, où à cause de la plus grande rigueur des persécutions les esprits étaient plus qu'ailleurs avides de vengeance, les libéraux conspirèrent sans défiance. On entretint des correspondances avec les partisans répandus dans toute l'Italie, avec les amis qu'on croyait avoir en France, et qui ne cessaient de pousser à un mouvement révolutionnaire. Le courage des Romains s'accrut, surtout lorsque le bruit se fut répandu que François IV, duc de Modène, aiderait la révolution, et le fait était vrai. Ce prince était dévoré par l'ambition d'arracher à Charles-Félix le trône du Piémont, auquel il croyait avoir plus de droits; et voyant que les révoltes de France donnaient l'espoir d'improviser de nouveaux monarques, il conçut l'idée de se placer à la tête des libéraux d'Italie, et de parvenir ainsi à usurper la couronne de Savoie. Dans ce but, il se lia intimement avec Ciro Menotti, chef des patriotes de Modène, et l'exhorta vivement à arborer au plus tôt le drapeau tricolore. Mais l'Autriche faisait déjà pressentir que, malgré les déclarations de la France, elle étoufferait dans le sang toute tentative des libéraux italiens; l'on commençait à entrevoir, d'un autre côté, que Louis-Philippe, voulant se faire pardonner par les rois d'Europe une couronne qu'ils lui reprochaient d'avoir usurpée, ne serait pas éloigné de l'idée de leur offrir en expiation de son crime la liberté de tous les peuples : service magnifique que lui seul pouvait rendre, comme souverain de cette même France sur laquelle se reposaient follement tous les peuples libres de l'Europe. Le duc de Modène s'aperçut alors qu'il lui fallait pourvoir à la conservation de son trône plutôt qu'à la conquête du Piémont. Il cessa de conspirer pour se faire traître : armé jusqu'aux dents et suivi de 1,000 soldats, il entoura, pendant la nuit, la maison où Menotti, par son ordre, concertait avec quelques amis le plan de la révolte. Ces malheureux, après une résistance héroïque de

plusieurs heures, en combattant un contre cinquante, périrent presque tous : Menotti fut blessé et fait prisonnier. Modène se souleva pourtant le lendemain. Le duc se réfugia à Mantoue, traînant avec lui Menotti chargé de chaînes.

La nouvelle de ces événements se répand en Italie; Bologne se soulève; Parme chasse Marie-Louise, qui par son immoralité tache le grand nom de son mari. En Piémont, l'épouvante née en 1821 dure encore: Il n'y a donc là que des vœux stériles, de petites réunions furtives, des invitations timides adressées au roi pour qu'il accorde une constitution. Un petit nombre d'exilés piémontais partent de Lyon et méditent de tenter un mouvement dans la Savoie; mais ils sont dénoncés au Piémont par la France révolutionnaire; des gendarmes français les attaquent à Annemasse et les traînent en prison. Cela suffit pour que le Piémont se couvre de commissions militaires qui multiplient les emprisonnements et les exécutions capitales. Au milieu de ce déploiement de rigueurs, meurt le roi Charles-Félix.

Mais c'est à Naples que les esprits sont le plus ardents; dans ce royaume, tous préparent leurs armes; on attend d'un moment à l'autre le signal d'un soulèvement général. Le nouveau roi, Ferdinand II, à peine âgé de dix-huit ans, monte sur le trône qu'un incendie entoure de toutes parts. Cruel autant que son père et son aïeul, mais non imbécile comme eux; au contraire, fourbe et capable de cette espèce de force qui vient d'un entêtement indomptable, ce jeune roi adopte une politique qu'il ne cessera pas de suivre pendant sa vie, et qui consiste à avoir toujours une constitution en réserve pour maîtriser une révolution, et à profiter, en temps opportun, des fautes de ses sujets pour soulever contre eux la hache qu'il a aiguisée à l'ombre de la liberté. Aussi, en 1830, entendant gronder la révolution partout, il s'en déclare résolument le chef et réussit à la contenir. Qui peut dire tout ce qu'il fait espérer au peuple! Chaque acte de son gouvernement est un acte de réparation. Il chasse les ministres généralement haïs, se crée une nouvelle cour, diminue les impôts, répand des consolations et en promet d'autres si grandes, que les armes tombent des mains des libéraux, et il gagne ainsi,

avant de prendre une résolution, le temps de savoir si les affaires générales de l'Europe prendront une tournure favorable ou contraire à la monarchie absolue. Quand il voit enfin le despotisme partout restauré, il se prépare à montrer à ses sujets ce qu'ils devaient craindre de lui.

En attendant, le mouvement s'était propagé de Bologne dans toutes les villes de la Romagne, sans effort du côté des insurgés, sans résistance du côté des troupes; les soldats pontificaux cédaient leurs armes, ou s'unissaient aux patriotes; les magistrats se retiraient spontanément, ou prenaient part à la révolte; les prélats, gouverneurs des villes, se hâtaient, poussés par la peur, d'autoriser l'établissement de gouvernements provisoires et l'armement de la garde nationale. On abattait partout les armes pontificales, on relevait le drapeau tricolore, on déclarait la puissance temporelle des papes abolie. Dès lors, plus de partis irrités, plus de vengeances, mais une joie, une confiance extrêmes; on eût dit qu'une grande fête nationale se préparait. On ne faisait d'ailleurs aucun préparatif de défense; à quoi bon? l'ennemi intérieur cédait sans combattre; contre les ennemis de l'extérieur on avait les promesses des Français : la sécurité était complète. Pour s'assurer davantage la bienveillance de Louis-Philippe, les Romagnols non-seulement refusaient aux fils de Louis-Bonaparte l'autorisation de servir comme simples soldats la cause de la révolution, mais ils les internaient à Forli.

Louis-Philippe, roi sorti d'une révolution d'abord qualifiée de glorieuse, puis nommée catastrophe, se déclara l'ennemi le plus vigilant et le plus clairvoyant des révolutions. Ayant contre lui les légitimistes, et même les libéraux qui l'avaient mis sur le trône, il chercha, pour affermir son règne et sa dynastie, un appui dans les vieilles monarchies européennes dont le caractère contraste le plus avec l'esprit du siècle. L'accord fut facile : à l'intérieur, faire oublier aux Français la liberté par les séductions de la paix, comme ils l'avaient autrefois oubliée par les séductions de la guerre; à l'extérieur, sacrifier la dignité nationale. C'est ainsi que la Pologne fut abandonnée, qu'on aida don Miguel à bouleverser le Portugal et l'Espagne, et que Grégoire put régner

à Rome appuyé sur les bourreaux et les canons autrichiens. Aussi les Français, nation puissante, mais sans cesse menée par un homme, se virent avec regret, car ils furent toujours grands et généreux, réduits par l'inconstance de leur politique à faire craindre leur force plutôt qu'à faire apprécier leur amitié.

Le principe de non intervention proclamé par Lafitte fut rejeté par Périer. Une armée autrichienne s'avança contre les États italiens qui avaient recouvré la liberté. Parme se soumet après une courte résistance; le général Zucchi défend pendant trois jours Modène contre des forces supérieures; obligé de se retirer sur les frontières de Bologne, on ne lui accorde l'hospitalité qu'à la condition que lui et les siens déposeront les armes : les Italiens, qui avaient poussé la simplicité jusqu'à ne pas mettre en commun leurs moyens de défense, continuaient à respecter, même en ayant l'épée des Autrichiens sur la poitrine, le principe trompeur de non intervention. L'ennemi entre dans les États romains; Zucchi remporte un avantage à Rimini; il pourrait résister longtemps encore, quand le gouvernement provisoire se retire de Bologne à Ancône, et se hâte lâchement de capituler sur la promesse d'une amnistie générale et d'une garantie de sécurité pour ceux qui voudraient émigrer. Parmi les membres du gouvernement, Mamiani seul refuse de signer cette capitulation, qui d'ailleurs n'est observée ni par les Autrichiens ni par le Pape; celui-ci refuse l'amnistie; ceux-là arrêtent Zucchi et les Italiens qui se sont embarqués; les uns sont condamnés à mort, les autres envoyés sous les plombs à Venise.

Quand les petits mouvements de l'Italie centrale furent apaisés, la Cour de Rome annonça pompeusement au peuple qu'*une ère nouvelle allait commencer*. On n'en vit pas moins le gouvernement persévérer dans ses vieilles idées, et le parti clérical se venger de mille manières. La diplomatie intervint alors pour prévenir de nouveaux troubles, et remit au Pape un *memorandum* dans lequel on demandait *des améliorations nécessaires,* qui, moyennant *une garantie intérieure,* rassureraient contre les changements inhérents à la nature d'un gouvernement électif: l'admission des laïques dans les fonctions administratives et ju-

diciaires; la réorganisation de la justice; l'institution des franchises, des magistratures municipales et des conseils provinciaux; l'établissement d'une cour des comptes destinée à régulariser les finances et à garantir la dette publique; la création d'un conseil d'État; une amnistie.

Pour la cour romaine, *l'ère nouvelle* promise au peuple ne signifiait pas que l'État dût se changer d'absolu en constitutionnel, d'ecclésiastique en laïque. Depuis longtemps la cour romaine travaille à montrer avec éclat au monde qu'il y a deux règnes distincts : le rêve et la réalité; qu'elle vit dans le premier; que sa parole a sa source dans l'inspiration, mais qu'elle n'oblige et ne lie nullement celui qui la prononce, et ne doit prétendre à aucune influence ici-bas. On ne vit donc pas à Rome d'une vie conforme au langage qu'on y tient : pourvu qu'on parle toujours de vertu, il est inutile de la faire entrer dans les mœurs. Celui qui prêche la résignation et l'abnégation aux autres, ne se croit pas tenu de son côté de souffrir et de se résigner jamais. Voici un navire de guerre qui va répandre la mort : il s'appelle l'*Immaculée-Conception*. Prions, c'est par la prière que l'Église triomphera! et l'on réunit de toutes parts des armes pour obtenir un triomphe sanglant. Qu'on mette l'amour, la charité, l'ordre, la paix dans les encycliques; la discorde, l'ambition, la vengeance se trouvent dans les actes de la vie. La religion est trop divine pour se mêler aux relations et aux affaires mondaines. Donnez-moi vos âmes, dit le prêtre; le salut de vos âmes impose le sacrifice de tous les intérêts, de toutes les douceurs de la vie; l'âme et le corps s'excluent mutuellement; ils peuvent marcher dans un sens opposé. Pourvu que le peuple, sur cette terre maudite, récite des litanies, qu'a-t-il besoin d'un gouvernement civil bien organisé? La justice, la sainteté, sont des perfections réservées au ciel : on ne peut tenter sans sacrilége de les introduire dans les lois, dans les liens sociaux. Le bonheur ne peut descendre d'en haut et entrer dans le monde que par adultère. N'a-t-on pas assez de liberté, si l'on a la liberté de pleurer? Les larmes sont le lot de l'homme, sa destinée, le prix de son rachat. A-t-il le droit de se plaindre? Les bouleversements et la laideur des institutions et

des choses de la terre sont inévitables; ils sont l'effet du péché. Ils sont aussi providentiels : la terre a été livrée par un Dieu jaloux à une guerre éternelle, pour que toutes les aspirations du cœur humain soient dirigées vers l'harmonie et la beauté de la patrie céleste. Que tous les yeux soient donc levés sans cesse vers le ciel : il vaut mieux mourir dans ces extases, que vivre en rentrant dans la réalité.

En effet, on vit alors le gouvernement pontifical répondre aux instances de la diplomatie par des tergiversations; temporiser, contenter les puissances européennes par de petits changements qui avaient quelque apparence de réforme; mais surtout éluder leurs demandes, faire de vaines promesses et mécontenter plus encore les populations. La France et l'Angleterre, qui désiraient que l'armée autrichienne évacuât les Légations, se contentèrent ou firent semblant de se contenter du peu qu'elles avaient obtenu, et Rome redevint ce qu'elle était auparavant.

Dans cet intervalle, Marie-Louise était rentrée à Parme, où elle accomplissait d'atroces vengeances. François IV revoyait Modène, traînant toujours après lui Menotti enchaîné; celui-ci, seul complice de la conspiration du duc, fut étranglé dans sa prison. Sa mort fit rentrer dans les ténèbres les trames ambitieuses et révolutionnaires de François, qui, craignant toujours qu'elles fussent dénoncées à l'Autriche, se chargea alors avec le plus grand zèle, pour se ménager un pardon, du rôle de chef de la police autrichienne en Italie.

Quand l'armée impériale eut quitté les Légations, on n'y laissa pas une garnison suffisante de soldats pontificaux; le parti libéral reprit les armes, chassa de nouveau les magistrats, désarma les gendarmes et ne borna pas là ses actes. Mais on adopta bientôt l'avis de quelques citoyens modérés qui faisaient espérer que Rome accorderait les réformes qui lui étaient demandées par les puissances étrangères. Le mouvement s'arrêta; on envoya dans la capitale des députés de toutes les provinces, qui devaient, aidés des bons offices des ministres de France et d'Angleterre, presser la cour d'accomplir des améliorations tant désirées. Elle parut d'abord céder, fit des promesses, gagna du temps. Le retard

exaspérait le peuple, favorisait le désordre, et le désordre fournissait à la cour de Rome un prétexte pour formuler un refus par lequel elle voulait clore les négociations. Des émissaires secrets de l'Autriche et du parti clérical fomentaient habilement le mécontentement : l'Autriche voulait convaincre l'Europe de la faiblesse du gouvernement pontifical et de la nécessité de l'intervention des armes allemandes pour contenir une population séditieuse; le parti clérical voulait prouver que les Romagnes n'avaient aucun besoin des réformes demandées. Les quelques hommes sages qui, au milieu de l'effervescence des passions, voulaient émettre quelque prudent avis, étaient regardés comme des traîtres par toutes les factions. Quand, enfin, les troupes pontificales furent organisées, quand deux régiments enrôlés en Suisse s'approchèrent, on mit fin aux retards, et on entreprit de réduire par la force les séditieux à l'obéissance. Lord Seymour, ambassadeur anglais, désapprouva officiellement la cour, en s'appuyant sur l'inexécution du *memorandum;* les ambassadeurs des autres nations approuvèrent le pontife, et M. de Saint-Hilaire ajouta, au nom de Louis-Philippe, que, regardant les révoltés de la Romagne comme les ennemis de la paix universelle, le roi, fidèle à la vieille politique de la France, n'hésiterait pas à envoyer une armée pour garantir l'intégrité du pouvoir temporel du pontife. Les Italiens sont si étrangers à leur histoire ou si oublieux, qu'ils ne tirèrent dans la suite aucun enseignement de tous ces faits.

Les troupes pontificales s'avançaient, repoussant partout la vive résistance de la population armée, et marquant leur passage par des atrocités. Ravenne fut le théâtre des cruautés les plus horribles. Les soldats pontificaux, entrés à Forli sans combat, tirèrent sur les spectateurs curieux et tranquilles, tuèrent beaucoup de femmes et s'acharnèrent sur leurs cadavres. A Césena, après avoir tué des femmes et des enfants, pillé et incendié les maisons, ils ne respectèrent même pas le vénérable sanctuaire de la Vierge-du-Mont; les soldats du Vicaire de Jésus-Christ enlevèrent les vases sacrés, dépouillèrent les autels, pénétrèrent dans le cloître, et égorgèrent les vierges qu'ils venaient de désho-

norer. Enfin, la conduite des troupes papales fut si horrible, qu'au moment où elles approchaient de Bologne, la ville ouvrit ses portes aux Allemands; toutes les autres villes imitèrent cet exemple, toutes acclamèrent les Autrichiens comme leurs sauveurs et leurs protecteurs.

Bientôt les Français, jaloux des succès de l'Autriche en Italie, vinrent occuper Ancône. Pour montrer que les populations leur faisaient bon accueil comme aux Autrichiens, les capitaines Combez et Gallois, arrivés en vue de la ville, parlèrent de liberté : les habitants d'Ancône acclamèrent les Français. Les habitants des Romagnes, ouvrant leur cœur à de nouvelles espérances, et ignorant que l'étranger n'apporte jamais la liberté, accoururent à Ancône pendant que les autorités pontificales en sortaient. Les Français les organisèrent en légions et leur donnèrent des armes. Mais pendant que ces légionnaires attendaient de jour en jour l'ordre de marcher sur d'autres villes, Rome, courroucée de la violente occupation française, protesta et lança l'excommunication contre les libéraux d'Ancône. L'ambassadeur Saint-Hilaire, qui, après avoir accompli à Ancône son coup de théâtre, ne voulait pas s'aliéner la cour de Rome, permit qu'Ancône fût gouvernée par un légat du Pape et occupée par des troupes pontificales; les Français conservèrent les forts; Combez et Gallois furent envoyés en Afrique; les légions romagnoles furent dissoutes; puis, vinrent les emprisonnements. Enfin, comme ces concessions obtenues sans effusion de sang ne satisfaisaient pas complétement la cour de Rome, on la laissa pendre, à Ancône, quelques libéraux.

Je dirai tout à l'heure quel fut, depuis ce jour, le gouvernement pontifical.

Pendant que ces événements s'accomplissaient dans les Romagnes, le règne de Charles-Albert en Piémont s'annonçait par quelques réformes insignifiantes. On avait d'abord attribué au nouveau roi des idées libérales, et même l'intention d'accorder une Constitution; mais ces espérances allèrent peu à peu en s'affaiblissant, et s'évanouirent complétement quand on vit Charles-Albert s'entourer d'hommes dévoués au régime absolu. Les

sages conseils ne lui manquèrent pourtant pas : Dal Pozzo, d'Angleterre, où il était exilé, et Mazzini, de Gênes, lui écrivirent pour le presser de chasser l'étranger de l'Italie.

Mazzini, soupçonné dès lors de conspirer, fut chassé du pays et se retira à Marseille, où il fonda la secte de la *Jeune Italie.* Son but était d'organiser une nouvelle société secrète qui, par la fusion de toutes celles qui existaient alors, acquerrait une plus grande force, et donnerait de l'unité aux révolutions d'Italie. Les émigrés italiens s'associèrent volontiers à la *Jeune Italie,* ils s'en firent les propagateurs, et gagnèrent, comme nous le verrons, de nombreux prosélytes.

Pour la seconde fois les libéraux piémontais avaient vainement mis leur confiance en Charles-Albert. Le roi avait souvent exprimé l'intention de procéder dans ses États à des réformes radicales; il était peut-être alors de bonne foi; mais son caractère était si peu énergique, les superstitions religieuses avaient sur lui un tel empire, qu'il fut facile aux jésuites et aux nobles qui l'entouraient de profiter de la faiblesse de l'homme pour dominer le prince. Ils le voyaient si humble devant l'Autriche, qu'ils ne pouvaient guère craindre chez lui des velléités démocratiques; mais redoutant que l'ambition personnelle ou dynastique ne le poussât vers les révolutions que lui proposaient les libéraux italiens, ils résolurent de le séparer d'eux pour jamais en lui faisant tremper les mains dans leur sang. Quelques exemplaires d'un journal que publiait Mazzini entraient secrètement en Piémont; on y lisait que pour délivrer l'Italie il fallait la conquérir sur les rois et sur l'Autriche, la rendre une et la constituer en république. La jeunesse italienne dévorait ces feuilles, qui des mains des bourgeois passaient, non sans danger, dans celles de quelques officiers. On cherchait en outre à opérer de mystérieuses initiations à la nouvelle secte. Partout folles espérances, désirs imprudents, mais nulle part conjuration, accord, moyens d'action. La police eut des soupçons; cela suffit aux rusés de la cour : en altérant les faits, en exagérant les périls, ils firent croire au roi qu'on voulait lui arracher la couronne, et enflammèrent si bien sa colère, qu'elle provoqua en lui la soif du sang. Le sang inno-

cent coula par torrents; d'atroces vengeances s'accomplirent. Il n'y avait réellement pas de crimes; la rage des bourreaux s'en accrut, en même temps que le martyre des prisonniers. Les ministres de France et d'Angleterre protestèrent contre ces exécrables tueries : elles se ralentirent et furent remplacées par l'exil et la réclusion; cent autres persécutions qui désolèrent le Piémont firent enfin connaître ce qu'était ce libérateur sur lequel avait trop compté l'Italie.

Comme si ces malheurs ne suffisaient pas, Mazzini les augmenta en tentant sur la Savoie une folle expédition, qui, facilement vaincue, fut la cause de nouveaux massacres, de nouvelles douleurs, d'une servitude plus dure encore pour le Piémont. Depuis cette époque, Charles-Albert, servilement soumis à l'Autriche, stupidement esclave de Rome, gouverna suivant les conseils des jésuites, en s'aidant des rigueurs de la police. Il n'y eut plus rien d'inviolable, ni domicile, ni parenté, ni honneur, ni dignité personnelle; jamais le Piémont n'avait été aussi opprimé.

Pendant que jésuites et gendarmes, également redoutables, déchiraient le royaume; pendant qu'on fusillait ceux qui lisaient le journal la *Jeune Italie*, et que les prisons regorgeaient de victimes, on parlait à la cour de progrès et d'institutions libérales. On avait fondé des caisses d'épargne, des asiles pour l'enfance, des dépôts de mendicité, des écoles; on songeait à former des ligues douanières avec les États étrangers, et à introduire dans le pays des chemins de fer. Avec cela, on croyait avoir satisfait l'humanité, régénéré le royaume. En même temps, on expédiait de Gênes des navires au secours de don Miguel, qui agissait contre le gouvernement constitutionnel de la reine Marie; on s'occupait de l'armée, non pour lui donner des écoles, des officiers et le matériel de guerre dont elle avait besoin, mais pour lui inspirer la haine contre les citoyens, et en faire un corps de prétoriens où l'on punissait de mort ceux qui parlaient de patrie ou de nationalité. Enfin, le Piémont ayant été jusque-là privé d'une législation fixe, on publia un code civil qui, conservant les tribunaux ecclésiastiques et les priviléges baronniaux, sentait le jésuitisme et l'aristocratie. En attendant, on continuait à sévir

cruellement contre les hommes soupçonnés de libéralisme; car, après les catastrophes de Chambéry, de Gênes et d'Alexandrie, on crut avoir découvert une nouvelle conjuration à Mondovi, puis un complot à Turin; de sorte que les persécutions se succédaient sans relâche. Pendant qu'on publiait un code pénal où *les abus d'autorité étaient rigoureusement punis,* les prisons regorgeaient de victimes des commissions militaires, les bagnes de la Sardaigne étaient encombrés de malheureux traînés là par un simple ordre de la police. On porta le raffinement dans les tortures jusqu'à employer le jeûne, la soif, pour arracher aux prisonniers l'aveu de leur participation à la secte de la *Jeune Italie.*

Ferdinand venait de succéder à François Ier sur le trône d'Autriche; il arrivait à Milan pour ceindre la couronne de fer du royaume Lombard-Vénitien. Cette satisfaction donnée à la vanité de l'aristocratie milanaise la décida à se réconcilier avec la servitude étrangère. On vit reparaître les armoiries, les carosses, les livrées, tout le faste aristocratique qui humiliait la modestie des bourgeois. Une garde noble s'organisa pour servir d'escorte à la famille impériale. La scission devint plus marquée encore entre les deux factions lombardes, la première composée des patriciens et dévouée à l'Autriche, la seconde formée de bourgeois, membres de la *Jeune Italie,* et animés d'un vif sentiment de nationalité. Charles-Albert vint à Milan se prosterner devant le grand autocrate de Vienne, qui lui promit une paternelle assistance contre les ennemis du trône et de l'autel. Mais Ferdinand, qui encourageait ainsi les princes italiens à maintenir leur inflexible système de gouvernement, publiait à Milan une amnistie qui rappelait de l'exil ou faisait sortir de prison tous les Lombards dont l'Italie pleurait depuis tant d'années les malheurs. Cet acte, dicté non par la clémence, mais par une prévoyante politique, ne fut pas une leçon pour Charles-Albert, qui, rentré dans ses États, reprit le cours de ses odieuses persécutions.

La cour de Rome, qui plus que toute autre avait besoin de se montrer indulgente, trouva dans le clément Autrichien un conseiller qui la confirma dans son système de rigueur. Depuis que

les Autrichiens et les Français étaient entrés dans les Légations, le gouvernement romain avait cru pouvoir impunément redoubler de sévérité : peine de mort contre tous ceux qui appartenaient aux sociétés secrètes, emprunts forcés, désarmement des citoyens, destitutions arbitraires des magistrats et des conseillers municipaux. Beaucoup de libéraux persécutés ou effrayés émigrèrent. Les Français et les Autrichiens étaient regardés par le parti clérical comme des amis douteux et même dangereux; par conséquent, les sanfédistes voulurent, pour leur défense, constituer militairement leur société. Ils organisèrent alors des Centurions, dont une partie revêtit l'habit militaire; les autres restèrent constitués en société secrète: recrutés dans la classe des scélérats les plus abjects, ils dominèrent, grâce à leur férocité, montrèrent l'insolence d'une horde de barbares, et commirent au nom de la Vierge mille assassinats politiques. Le gouvernement laissait faire, aveuglé jusqu'à croire qu'il lui fallait, pour son salut, exterminer tous ses ennemis. Mais si les novateurs avaient été assez absurdes pour concourir à la restauration de l'ancien gouvernement, les restaurateurs, de leur côté, devenaient assez fous pour préparer de nouveaux troubles. Les persécutions trop affreuses faisaient naître les idées de vengeance; au lieu d'étouffer l'esprit de rébellion, elles le vivifiaient. Qu'on y ajoute les intrigues de l'Autriche, qui, désireuse de s'étendre en Italie, a toujours cherché à profiter des fautes des gouvernements italiens pour se former un parti dans le pays; but qu'elle n'a d'ailleurs jamais pu atteindre, car ses seuls partisans en Italie furent toujours quelques nobles déchus ou oubliés par leur gouvernement, quelques intrigants avides de l'argent ou du blason impérial. Les Autrichiens se montraient donc caressants envers les libéraux, opposés aux Centurions; leurs émissaires allaient encourageant les malédictions contre le gouvernement des prêtres, vantant celui de la Lombardie. D'autres émissaires, lancés par le duc de Modène, travaillaient également pour l'Autriche; d'autres soutenaient les principes de Canosa, qui avait autrefois fondé à Naples la secte rétrograde des Chaudronniers. En somme, tous les ennemis de l'Italie trafiquaient de l'amour des populations, et stimulaient les

colères des libéraux pour en faire profiter le despotisme. La cour de Rome connaissait ces trames; elle se bornait à chasser Baratelli, à punir Castagnoli, agents secrets de l'Autriche; mais, d'un autre côté, elle n'accordait aucune satisfaction aux populations, et laissait le pays se replier sur lui-même, comme un volcan prêt à faire irruption.

En 1838, Autrichiens et Français, mal vus par tous, et évités comme le feu, quittèrent le pays. Depuis quelques années, les Romagnols ne s'étaient pas ouvertement soulevés; mais leur esprit remuant était tenu en éveil par les nouvelles qui arrivaient de Naples, où, tantôt dans les Abbruzzes, tantôt dans les Calabres, et souvent en Sicile, on découvrait sans cesse des conspirations, suivies de sanglantes répressions : les soldats, les tribunaux, les bourreaux n'avaient plus un seul jour de repos. En 1840, on répandait partout le bruit que le royaume de Naples allait disparaître au milieu d'une révolution générale. Les libéraux des États romains recommencèrent à se compter, à conspirer. Le gouvernement eut quelque soupçon; on arrêta beaucoup de monde, mais sans prudence et sans modération; de sorte que plusieurs conspirateurs effrayés s'exilèrent, d'autres se retirèrent en armes dans la campagne. Une petite bande, conduite par le médecin Muratori, eut quelques rencontres avec les troupes pontificales; d'abord vainqueur, puis cerné, Muratori réussit à se sauver et se réfugier en France. Mille rigueurs s'appesantirent sur ses complices vrais ou supposés, jeunes nobles qui vivaient tranquillement chez eux. Une autre bande, conduite par Ribotti, officier piémontais, heureuse d'abord dans quelques rencontres, dut se disperser. On rétablit des commissions militaires pour juger les prisonniers, qui furent ou fusillés ou envoyés aux galères.

Mais les malheurs et les désillusions n'arrêtaient pas l'énergie des sectes. Mazzini, de Londres, d'autres émigrés, de Malte et de Paris, enflammaient les esprits et faisaient espérer des hommes, des armes et de l'argent. Les gouvernements italiens, ceux de Naples et de Milan surtout, connaissaient ces conspirations et y mêlaient leurs agents secrets; ainsi, un certain Partesotti rapportait à l'Autriche les projets des libéraux de la Romagne, avec

lesquels il conspirait; un nommé Boccheciampe, soldé par le roi de Naples, pressait à Naples les exilés, dont il faisait partie, de tenter un débarquement en Calabre. La conjuration n'était vraiment pas en force : dans la Romagne, parce qu'on était décidé à ne point se soulever avant le succès des mouvements de Naples, sur lesquels on comptait; à Naples, parce que le nombre des troupes royales enlevait tout courage. Une tentative de soulèvement eut pourtant lieu à Cosenza et fut bientôt réprimée. Malgré cela, les jeunes frères Bandiera voulurent, avec vingt de leurs compagnons, s'embarquer pour la Calabre, où Boccheciampe les guida et les fit tomber dans le piége. Ils furent fusillés, et moururent en invoquant la liberté de l'Italie. Le traître quitta le royaume, richement récompensé par le roi de Naples. Les Calabrais recueillirent les balles qui avaient brisé ces généreuses poitrines, et dans la nuit même déposèrent des croix et des fleurs sur la terre qui couvrait ces martyrs. Comment raconter les atroces vengeances que le gouvernement napolitain tira de cette imprudente marque de sympathie! On veilla sur la douleur; le soupçon suffit pour établir des crimes, aussitôt durement punis. Dans tout le royaume, on instruisit six procès pour crimes d'État; des couvents, des colléges furent convertis en prisons. Le roi de Naples, non trompé mais agissant en pleine connaissance de cause, non trahi mais traître, tortura ses sujets, les innocents comme les coupables, trouvant dans ce martyre universel une douce satisfaction pour sa férocité.

Ces répressions atroces, au lieu d'arrêter les conspirateurs des États romains, leur servirent d'aiguillon. Ils employèrent une année à ce concerter, à se munir d'armes, d'argent, de chefs. Le gouvernement, qui veillait, renforça les commissions militaires; elles mirent la main sur des citoyens de toute condition, de tout âge, et provoquèrent ainsi des fureurs désespérées. Massimo d'Azeglio parcourait alors les Romagnes, recommandant partout la prudence; la patrie avait déjà sacrifié inutilement assez de sang; de nouveaux efforts ne pouvaient que l'affaiblir; il fallait attendre des temps favorables, espérer dans l'avenir, regarder du côté du Piémont, où régnait un roi au cœur italien.

Il répandait encore d'autres conseils, de ceux que donnent ces hommes trop civilisés pour consentir à acquérir la liberté par des sacrifices; comme si les Italiens pouvaient rester calmes sous le joug, et le légitimer par leur silence; comme si un peuple dont les plaintes ne sont pas écoutées, pouvait s'affranchir de l'esclavage sans verser le sang; comme si ce prince au cœur italien n'était pas le premier ennemi de l'Italie, et ne devait pas un jour être le dernier à se prononcer en faveur de sa liberté! Cependant, ces conseils eurent alors tant d'influence, que les soulèvements prêts à éclater s'apaisèrent, et l'on s'arrêta à l'idée de rédiger un manifeste pour engager le gouvernement à accorder les réformes que demandaient inutilement depuis seize ans les ambassadeurs de toutes les puissances européennes. La cour de Rome refusa de prendre communication de cette supplique toute légale. De petits soulèvements, promptement réprimés par les troupes pontificales, éclatèrent alors à Rimini et dans toute l'Émilie. Les commissions militaires recommencèrent à sévir : fusillades, condamnations sans jugement, mille autres cruautés émurent jusqu'aux citoyens les plus attachés au gouvernement; l'Europe en fut remplie d'horreur.

J'arrive à l'année 1846 : c'est là que commence l'histoire que j'ai entrepris de raconter. Mais avant d'aller plus loin, je dois faire ressortir du tableau qui précède une vérité évidente; elle réfute l'erreur de ceux qui croient que les aspirations vers la liberté et la nationalité qui se développèrent vers 1848 en Italie étaient sans précédents dans l'histoire, et le résultat des efforts de quelques intrigants. Pendant trente années les Italiens ont, dans ce but, versé des flots de sang; toute leur histoire depuis 1815 n'est qu'une incessante protestation révolutionnaire contre l'esclavage. Si on les accuse d'indocilité, si on leur reproche un esprit séditieux, qu'on me dise si leur incapacité de se soumettre patiemment au mal n'est pas la preuve de l'instinct énergique qui les portait vers le bien. L'existence du mal ne peut être révoquée en doute; ce ne sont pas les Italiens seuls qui la démontrent, c'est encore la France, l'Angleterre, la Prusse à moitié esclave, la Russie complétement esclave, et l'Autriche despotique. Ces

puissances réclamaient depuis 1830 les réformes pour lesquelles les Romains se révoltaient; et les journaux les plus modérés de France, les plus dévoués à la politique de M. Guizot, cherchaient à justifier le peuple et lançaient l'injure contre le détestable gouvernement de Rome. Il faut aussi remarquer que les Italiens ne demandaient ni communisme, ni socialisme effréné, ni renversement d'aucune des bases de la société civile et religieuse : ils demandaient seulement des lois justes, des progrès civilisateurs, des gouvernements modérés. La plèbe avide et ignorante n'était pas l'instrument de la révolte; elle était, au contraire, du côté des plus mauvais gouvernements; le tourbillon de la révolution n'entraînait qu'une partie de la noblesse et même du clergé, des magistrats, des propriétaires, la jeunesse studieuse, les savants. Ceux qui jugent des choses par leurs résultats immédiats, ne savent que déplorer un état continuel de révolte impuissante, qui couvrit de sang le pays et ne fit qu'empirer sa condition; ceux qui remontent aux causes des faits, comprennent que cet état déplorable de désordre était inévitable en Italie. D'ailleurs, la vie des nations a la durée des siècles, et tout développement social est précédé d'une longue enfance remplie de défaillances et de chutes. N'était-ce pas un progrès pour l'Italie que d'avoir réduit le despotisme à la nécessité extrême de n'avoir que la violence pour se soutenir? Dans un pays plus ou moins bien gouverné, il est facile de se faire conservateur et ami de la paix. Mais, qu'avaient à conserver les Italiens, sinon leur joug? En somme, les gouvernements devaient-ils s'améliorer pour conserver la nation, ou la nation devait-elle s'anéantir pour conserver ses détestables gouvernements? Telle était, telle est la question en Italie; tant qu'elle ne sera pas résolue, qu'on n'espère jamais la paix, et qu'on ne se flatte pas que les Italiens, amorcés par un système utilitaire quelconque, démentent jamais tout ce qu'il y a de généreux dans leurs vœux.

CHAPITRE II.

Situation des différents États de l'Italie au commencement de 1846. Ouvrages publiés à cette époque pour relever l'esprit national. Soupçons de l'Autriche et ses démêlés avec le roi de Sardaigne. Arrivée à Rome de Rossi, ambassadeur de France. Mort de Grégoire XVI. Élection de Pie IX. État des finances, de l'administration et de la justice dans les États pontificaux. Amnistie accordée par Pie IX. Fêtes populaires. Mauvaise humeur du parti clérical et de l'Autriche. Commissions nommées pour étudier différents projets de réformes. Loi sur la presse. Consulte d'État. Popularité de Pie IX. Ambassade du Sultan à Rome.

Bien qu'ils fussent tous deux remplis de tumulte et de deuil, le royaume de Naples et l'État romain n'étaient pas dans une situation également déplorable. Le roi de Naples était jeune et incorrigible, le Pontife, vieux et mourant; le premier s'appuyait sur un grand nombre de soldats et de vaisseaux qu'il ne comptait certes pas employer en faveur de la liberté de son peuple; le second était presque désarmé, et si tourmenté par les gouvernements étrangers qui avaient reconnu la nécessité de réformes, qu'on pouvait espérer que son successeur accomplirait d'heureuses modifications dans l'État.

Si nous tournons nos regards vers les autres contrées italiennes, nous voyons la Toscane docilement soumise à un gouvernement absolu, mais rendu doux et bon par la faiblesse du prince et par la modération de la noblesse, du clergé et des soldats. On n'y trouvait donc pas les sauvages factions politiques qui régnaient ailleurs. On applaudissait au théâtre les Vêpres Siciliennes dans *Jean de Procida;* on lisait *Arnaud de Brescia* de Niccolini, qui défiait le clergé et le gouvernement; le *Siége de Florence* de Guerrazzi, qui allumait dans tous les cœurs italiens le désir de la liberté. Là enfin les proscrits de la Péninsule étaient toujours généreusement accueillis. Cette pitié des Toscans pour leurs frères malheureux ne tarda pas à déplaire aux hautains oppresseurs; l'Autriche et la cour de Rome s'en plaignirent amèrement;

en sorte que, dans les derniers temps, l'hospitalité était devenue moins facile. L'influence autrichienne grandit bientôt, à tel point que le ministère toscan commença à gouverner d'après ses conseils. Le mécontentement des populations s'accrut dans la même proportion. Différentes sectes se formèrent : la tempête politique commençait à gronder au loin.

A cette époque, les affaires publiques s'embrouillaient aussi à Milan. Dès que l'empereur eut ceint la couronne de fer, il se montra envers les Lombards aussi rapace, aussi hautain que ses prédécesseurs. La noblesse milanaise, qui cherchait un maître dont elle eût reçu force et puissance, se voyant négligée par l'Autriche, tournait de nouveau ses vœux vers le roi de Sardaigne. Le retour d'illustres exilés qui sortaient du Spielberg, le récit des tourments que ces infortunés avaient endurés, leurs conseils patriotiques, réveillaient chez les nobles et doublaient chez les autres citoyens l'horreur et la honte de la servitude étrangère. La population rompit tout rapport avec les Autrichiens, qui étaient détestés plus pour l'offense qu'ils faisaient à la dignité nationale que pour la manière dont ils gouvernaient; car il est juste de dire que toutes les contrées italiennes pouvaient envier à la Lombardie et à la Vénétie leur situation matérielle. Néanmoins, le bonheur dont auraient pu jouir les Lombards était détruit par leur haine légitime contre la domination étrangère.

En Piémont aussi, on avait cherché à améliorer le gouvernement, autant du moins que pouvait le faire un prince dominé au dedans par l'aristocratie et par le clergé, au dehors par l'Autriche. Charles-Albert s'était assis, malgré l'Autriche, sur le trône laissé sans héritier de la branche directe. Nullement libre dans ses mouvements, pressé par la nécessité de s'affermir, la révolte de son peuple était venue ébranler sa royauté naissante. L'Autriche le dominait, ses conseillers le trompaient; il avait sévi contre ses sujets, sans se douter qu'ils pouvaient être innocents; croyant à des trames perfides, il avait été sans pitié, mais il n'avait pas cru être injuste. Quoiqu'il ne donnât aucune marque de libéralisme, dès qu'il pensa pouvoir se montrer clément sans danger, les condamnations sanguinaires et les tor-

tures mystérieures cessèrent, la prison fut souvent changée en exil; il essuya bien des larmes, consola bien des misères; c'était plutôt le courage que l'intention qui lui manquait pour accorder une amnistie. En attendant, les finances étaient prospères, l'armée et la marine renforcées, et la presse un peu plus libre, malgré l'odieuse censure. On voyait en même temps quelques bonnes idées germer dans le clergé et la noblesse : le bas clergé réagissait contre les excès des jésuites et la sévérité des évêques; la partie la moins riche, mais la plus instruite de l'aristocratie, acceptait presque les idées nouvelles, en y trouvant la satisfaction des nouvelles ambitions qui l'animaient. Des sociétés agricoles avaient été récemment fondées en Piémont; dans l'une de leurs réunions annuelles, quelques allusions politiques s'étaient mêlées aux discussions sur l'agriculture. La vieille aristocratie de cour et de couvent, épouvantée de cette renaissance de l'esprit public, s'efforçait d'y mettre obstacle; mais le roi, qui pensait bien qu'il n'était que le plus haut baron du royaume, ne voyait pas avec peine que la condition du peuple s'améliorât, et autant qu'il le pouvait se montrait moins docile à ses ministres et à ses conseillers.

Il se publiait alors en Italie beaucoup d'ouvrages qui eurent la plus grande influence sur la suite des événements. Comme l'opinion à leur égard varie suivant l'esprit des partis, je dois avec sincérité et franchise en examiner les mérites et les erreurs.

Il y avait en Italie des hommes dominés par les principes exagérés des sociétés secrètes, et qui, obéissant aux ordres des chefs, se jetaient avec un fanatisme aveugle à travers les dangers les plus hasardeux pour tenter de reconquérir la liberté. D'autres, moins exaltés, moins énergiques, sans confiance dans les conspirations, conspiraient pourtant encore par désespoir. Le plus grand nombre, malgré leurs nobles aspirations, hésitaient faute d'un plan bien arrêté; ou, voyant l'inutilité de tous les efforts tentés jusque-là pour régénérer la patrie, s'en exagéraient la difficulté, réprimaient les élans de leur cœur, et leur découragement était près de se changer en indifférence. Quelques hommes éminents sentirent le besoin de donner une direction aux ten-

dances de la nation, de les diriger vers un but commun, indiquant ce qui était possible, ce qui était probable. Ils se proposèrent enfin de donner à l'Italie une foi politique à nourrir et un système politique à suivre en vue de sa régénération; s'ils se trompèrent, ce n'est pas du moins l'amour de la patrie qui leur manqua.

Maxime d'Azeglio publiait *Les Affaires de la Romagne;* il y condamnait le mauvais gouvernement de Rome, qui poussait des sujets désespérés à la révolte; il condamnait en même temps les essais de révolte de ceux-ci. Acerbe envers les oppresseurs, il réfutait leurs calomnies contre les opprimés; il consolait ces derniers, les exhortait à contenir leur impatience, à s'abstenir de toute entreprise moins noble, moins élevée que celle de la future indépendance nationale. Napolitains, Romains, Piémontais, Lombards, placés sur des charbons ardents, devaient s'y endormir, ne rien faire pour obtenir la liberté, et se trouver pourtant toujours prêts à conquérir avec courage la nationalité : leur libérateur viendrait! *Et alors,* disait d'Azeglio, *la grande œuvre de notre régénération pourra s'accomplir les mains dans les poches!!!* Ce qui ne l'empêchait pas de se remuer beaucoup, de courir d'un bout à l'autre de l'Italie pour faire de la propagande nationale et gagner des partisans à Charles-Albert. On voyait clairement où il puisait ses inspirations; on cherchait déjà à faire tourner au profit d'un seul homme le mouvement national de l'Italie.

Vint ensuite Terenzio Mamiani, écrivain plus désireux de servir sa patrie qu'une dynastie. Il convint non-seulement de l'inutilité des sociétés secrètes et des insurrections partielles, mais de leurs dangers, puisqu'elles aigrissaient les gouvernements, justifiaient le despotisme, et retardaient les progrès naturels de la civilisation. Mamiani conseillait à ses concitoyens des moyens pacifiques pour obtenir des réformes progressives. A la lecture, cette doctrine paraissait prudente et sage; fausse en pratique, elle contrastait avec l'esprit des gouvernements et demandait aux peuples l'impossible : c'était une utopie pacifique substituée à l'utopie belliqueuse des sociétés secrètes. Le désespoir où l'Italie

se trouvait alors réduite par ses gouvernements, qui s'obstinaient à lui refuser les réformes dont tout prouvait la nécessité, voilà donc quel était le seul désordre à corriger. Au lieu d'éloigner la cause, Mamiani commençait par réformer l'effet.

Silvio Pellico, revenu bien changé du Spielberg, publiait ses *Prisons,* où, prouvant la perfidie impériale, mettant en relief la prépondérance autrichienne, cause de la misère et de l'esclavage des peuples italiens, il recommandait à ceux-ci de se calmer, et leur indiquait comme unique moyen de salut *de se soumettre à leurs maux avec une résignation chrétienne.* Il avait quitté l'Italie citoyen libre, il y rentrait jésuite.

Gioberti, d'abord républicain, ardent ennemi de la tyrannie pontificale, et chassé du Piémont comme affilié à la *Jeune Italie,* publiait *La Primauté civile et morale des Italiens,* livre diffus, verbeux, quelquefois éloquent. Là, il y avait des éloges pour tout le monde, sans excepter le roi de Naplès, les nobles, les réactionnaires, et même les jésuites; seuls les peuples italiens étaient blâmés. Le docte abbé, désireux de donner une nouvelle direction aux idées de liberté et d'indépendance, conseillait aux Italiens qui les soutenaient, de renoncer aux sociétés secrètes, aux conspirations, aux soulèvements, non-seulement comme inutiles et périlleux, mais encore comme *déshonnêtes.* Une cause juste devait être servie par des moyens *honnêtes,* en tête desquels se trouvait l'amour et la conservation de la religion catholique, qui en tout temps avait béni et sanctifié les entreprises *honnêtes* en faveur de la liberté, et qui seule pouvait tirer l'Italie de sa misérable condition. Il fallait donc s'en remettre au pape, aux princes italiens, et aux Autrichiens mêmes, qui, devenus généreux et libéraux à mesure que les peuples se seraient montrés soumis, accorderaient une *honnête* liberté. Laquelle? Un conseil d'État purement consultatif, la presse soumise à la censure, le droit accordé aux sujets de réclamer humblement contre les abus du pouvoir. Puis, l'auteur s'abandonnant à de béates fantaisies, voyait princes et peuples, étrangers et nationaux, nobles et plébéiens, riches et pauvres, oppresseurs et opprimés, devenus frères comme par enchantement. Voilà pour la liberté;

quant à l'indépendance, le salut de l'Italie reposait sur une alliance, devenue facile quand tous se seraient miraculeusement trouvés d'accord; sur une alliance des princes italiens, y compris l'empereur d'Autriche, et le Pape en tête; et cet empereur, c'était l'étranger! et ce pape, c'était Grégoire XVI! Cette ingénieuse extravagance, qui semblait avoir été conçue au milieu de l'oisiveté de quelque monastère, ou dans une région aérienne placée bien loin de la terre, fut accueillie froidement par les Italiens. Elle ne fit qu'ouvrir un nouvel horizon à la papauté, qui, déchue de sa puissance morale, réduite à employer les armes étrangères pour soutenir sa puissance temporelle, aurait pu un moment y voir un dernier moyen de se relever, moyen efficace, s'il pouvait jamais se trouver un pontife qui fît aujourd'hui, pour la liberté, autant que quelques-uns de ses prédécesseurs ont fait pour les arts en Italie. De toute manière, la suprématie de la papauté rajeunie par le patriotisme, était une conception empruntée au moyen âge et reproduite sous la forme nouvelle et avec les expressions exigées par le siècle. Les jésuites se récrièrent, et la cour romaine répondit par l'excommunication à cette offre de gloire et de grandeur.

A *La Primauté* succédèrent *Les Espérances de l'Italie,* de Balbo. Cet écrivain s'accordait avec Gioberti sur les points principaux de la politique italienne : même respect pour tout ce qui sentait le cloître et la sacristie, même déférence pour l'infaillibilité du Saint-Siége, même prédilection pour les castes sociales, même antipathie pour les révolutions, même haine pour les gouvernements démocratiques. En fait de politique intérieure, Balbo, plus courageux que son maître, se hasardait jusqu'à demander une assemblée consultative émettant des votes. Quant à l'extérieur, pendant que Gioberti recommandait les plus étranges conciliations, Balbo déclarait vouloir repousser vigoureusement l'étranger de l'Italie. En tête de l'alliance des peuples italiens, ce n'est pas le Pape qui aurait marché, c'est le roi de Piémont. Sans doute, il était sage de rappeler aux Italiens que l'indépendance était le premier besoin de leur pays; mais les moyens proposés par Balbo étaient singuliers. Selon lui, il fallait

attendre que la Russie, pour s'emparer des provinces qui bordent la mer Noire, eût abandonné à l'Autriche la Moldavie et la Valachie; satisfaite de ces nouvelles acquisitions, l'Autriche se serait alors laissé tranquillement dépouiller de l'Italie. L'indépendance de l'Italie devait donc venir de la Turquie et être achetée par le sacrifice d'autres nationalités; l'ambition de la Russie devait tourner au profit des peuples; et l'Autriche, éminemment usurpatrice, devait se montrer désintéressée pour ne pas donner un démenti à l'auteur des *Espérances de l'Italie.*

Ce qui manquait à tous ces écrivains, c'était la conscience du droit que le peuple italien avait de s'affranchir. J'ai dû m'occuper d'eux, afin que dès à présent le lecteur sache quels hommes allaient se trouver à la tête de la révolution italienne (1).

Du reste, le plus pur patriotisme dominait dans tous ces livres; tous s'élevaient contre l'oppression, blâmaient les mauvais conseillers des princes, et quoiqu'ils tirassent le principe du droit de la Russie, de l'empereur d'Autriche ou du Pape, quoiqu'ils expliquassent étrangement les idées de liberté et d'indépendance italiennes, ils en parlaient, ce qui ne contribua pas peu à en avancer le réveil. Cependant l'Autriche frémissait; elle craignait

(1) On peut dès à présent distinguer une des différences existant entre le mouvement italien de 1847 et celui de 1859.

Alors, chaque peuple de la Péninsule se plaignait de ses maux particuliers et ne voyait d'autre ennemi que celui qui se trouvait devant lui. On crut partout asseoir la liberté sur la violence qui arrachait aux princes des concessions politiques. Cela fait, on se flatta de marcher contre l'Autriche et d'obtenir l'indépendance par l'alliance de ces princes et sous leur patronage. Ceux-ci ne pouvaient que trahir, et, en effet, leurs trahisons successives paralysèrent les forces nationales qu'on n'avait pas su grouper. Les Italiens firent des efforts isolés. Il manqua un homme de génie qui eût pu les entraîner après lui. Ceux qui avaient pris à tâche de donner une direction aux tendances nationales, étaient des ambitieux, des utopistes, ou des imbéciles, en désaccord entre eux sur toutes les questions d'ordre intérieur et de politique générale.

En 1859, le despotisme, ramené partout en Italie par la victoire de l'Autriche, avait fait comprendre aux Italiens qu'ils n'auraient ni liberté ni indépendance assurées s'ils ne commençaient par se débarrasser en même temps de leurs tyrans indigènes et étrangers. C'est ce qu'ils ont fait dans l'Italie centrale. Dès lors, la nation a acquis toute sa liberté d'action et tend à un seul but avec des efforts combinés. En outre, les hommes capables et dignes de se placer à la tête d'un mouvement national ont eu le temps de se former, de se faire connaître et de gagner la confiance des masses.

ces luttes d'idées plus que les factions dont elle eût facilement triomphé. Il résultait d'ailleurs clairement de tous ces ouvrages, que Charles-Albert était présenté comme le principal fondement de l'unité nationale; et ce souverain, sensible à cette douce flatterie, désireux d'étendre son sceptre sur l'Italie, faisait semblant d'empêcher dans ses États la libre circulation de ces livres, mais en flattait les auteurs, ce qui augmentait le ressentiment de l'Autriche contre ce prince italien qui semblait vouloir s'échapper de ses mains. Elle donna bientôt cours à sa colère dans les journaux lombards, où le gouvernement et même la personne de Charles-Albert furent insultés. On redoubla de sévérité contre les sujets sardes qui habitaient la Lombardie. On obtint du faible ministère de la Toscane que d'Azeglio fût chassé du pays. On voulut enfin, en avril 1846, léser les intérêts du Piémont, en augmentant démesurément le droit d'entrée des vins de la Sardaigne dans le Lombard-Vénitien.

Cette mesure nuisait beaucoup aux propriétaires sardes, et le roi protesta, en laissant percer l'intention de ne pas céder dans cette affaire. Cette résistance toute nouvelle aux hautaines intimations de l'Autriche, de la part d'un prince habitué à lui obéir à genoux, et dont cette fois encore elle attendait une humble soumission, causa en Piémont un enthousiasme immense. Toutes les vieilles rancunes, toutes les anciennes défiances furent aussitôt oubliées; les conseils provinciaux se déclarèrent prêts à tous les sacrifices dans un cas de guerre; la population voulut profiter d'une revue que le roi allait passer pour lui faire une ovation. A l'heure annoncée, le peuple impatient remplit les places, les rues, les balcons : au lieu du roi, on voit sortir du palais royal le gouverneur de la ville, qui, suivi d'agents de police et de carabiniers, pénètre furieux au milieu de la foule. Le roi refusait de se montrer au peuple. Il resta ainsi plusieurs jours enfermé dans son palais, jusqu'au moment où il se retira silencieusement dans un château éloigné de la capitale. Les plus chauds patriotes éprouvèrent un amer dégoût, et en seraient venus à des actes imprudents, s'ils n'eussent su que les troupes étaient consignées dans les casernes. Au contraire, les aristocrates se réjouirent,

disant fièrement qu'un roi ne devait pas s'exposer aux applaudissements du peuple. Ceux qui avaient confiance dans les vues libérales de Charles-Albert tâchèrent d'excuser, approuvèrent même sa détermination, la trouvant prudente. Les ambassadeurs étrangers n'étaient pas d'accord, disaient-ils; l'Angleterre approuvait la fermeté du roi, mais la France voulait qu'il se réconciliât avec l'Autriche; dans cette situation, le roi avait fait preuve d'une rare sagesse en ne se laissant pas entraîner du premier coup plus loin qu'il ne le devait. Quant à moi, sans exclure les motifs de prudence qui purent, dans la circonstance que je viens de raconter, influer sur la conduite de Charles-Albert, j'affirme qu'habitué pendant tant d'années à se défier du peuple et à le désirer muet sur son passage, il ne demanda pas mieux que de se soustraire à ce subit enthousiasme, qui ressemblait un peu trop aux anciennes démonstrations de 1821, et qui l'effrayaient encore. En accueillant aujourd'hui les applaudissements, il s'exposait demain aux reproches; et il savait qu'un roi qui veut rester maître absolu ne doit pas se laisser juger sur la place publique.

Quoi qu'il en soit, la protestation du roi de Sardaigne fut généralement admirée et vantée en Italie. Pour des gens accoutumés à de cruelles trahisons, il suffit d'un acte de justice pour qu'ils croient voir devant eux un libérateur. Les Italiens se donnèrent donc du fond du cœur à Charles-Albert, et fondèrent sur lui les plus grandes espérances. En Romagne surtout, où les souffrances étaient plus grandes, les aspirations des populations se montrèrent plus vives. On y parlait d'émigrés chassés de la Toscane et bien accueillis en Piémont, d'armements, d'une guerre sur le point d'éclater avec l'Autriche. Les esprits s'enflammèrent à un point inexprimable. Seule, la cour pontificale semblait ignorer la nouvelle direction que prenait l'opinion publique; dominée par la peur des sociétés secrètes et des conspirations, elle croyait que les exterminer c'était gouverner. Elle avait demandé avec instance à la Toscane de lui livrer Rienzi, chef de la dernière révolte de Rimini; celui-ci, ayant quitté la France, venait d'être arrêté à Florence, où il s'était rendu. Les victimes qu'elle avait sous la main ne suffisaient pas à cette cour. Le mi-

nistère de Toscane, déjà esclave de l'Autriche, avait, malgré les protestations publiques, cédé aux instances de Rome. Rienzi se trouvait donc à Rome, gardé avec autant de soin que si sa mort eût dû sauver l'État. Mais c'était un lâche : voulant racheter sa vie à force d'infamies, il désigna des conjurés anciens et actuels, et Dieu sait ce qu'il fit immoler de conspirateurs et d'amis, même innocents, pour éloigner de lui la hache des bourreaux et apaiser leur colère. Dans tout l'État redoublèrent les rigueurs; les commissions militaires continuèrent leur œuvre; les arrestations, les supplices se multiplièrent.

C'est à ce triste moment qu'arriva à Rome l'ambassadeur de France Pellegrino Rossi; il avait pour mission d'étudier la condition du pays et d'obtenir satisfaction pour les plaintes de l'opinion publique. Les puissances étrangères, alarmées de l'état des choses en Italie, étaient décidées à y porter remède, non qu'elles désirassent le triomphe des opprimés, les calculs de la politique ne tiennent pas compte de ces questions philanthropiques, mais elles voulaient la tranquillité à tout prix, et conseillaient maintenant des réformes pour éviter des révolutions. Grégoire prévoyait tout cela; il reçut assez mal le comte Rossi, homme qui connaissait très-bien les détours de la cour de Rome, auteur d'un ouvrage condamné par elle, et grand ami de la liberté et de l'indépendance de l'Italie. Quelles réformes Grégoire eût-il jamais consenti à accorder? La ressource dont disposent les Pontifes de se retrancher dans le droit divin, lorsque le droit humain leur échappe; la peur que leur édifice chancelant ne s'écroule subitement si l'on y touche; la crainte que chaque flambeau qu'on allume ne fasse disparaître le fantôme, rendaient Grégoire inébranlable dans sa détermination de refuser toute innovation. Que les peuples progressent et grandissent; que leurs forces s'augmentent avec la conscience de leurs droits, au milieu des fêtes de la civilisation, les Pontifes poussent un cri d'alarme, se couvrent d'un voile funèbre et se mettent à l'agonie.

Cette fois, l'agonie fut réelle pour Grégoire : la mort, après une courte maladie, vint le soustraire, en juin 1846, aux embarras que lui avaient créés les ministres des puissances étran-

gères. François IV, duc de Modène, le précéda de quelques jours devant le tribunal de Dieu.

La prochaine élection d'un nouveau Pontife releva les espérances des populations; loin de vouloir troubler l'État, elles souhaitaient que le successeur de Grégoire, connaissant mieux les nécessités de l'époque, réparât les maux causés par le précédent pontificat. Si en Lombardie on souffrait de la présence des étrangers; en Toscane, des actes d'un ministère vendu à l'Autriche; à Naples, de la dureté d'un gouvernement forcené, ces trois États avaient au moins des lois, des magistrats, une organisation civile et administrative conforme à la civilisation du siècle. Le Piémont sortait du moyen âge, et commençait à se donner des lois et d'autres institutions utiles. Mais la Romagne se trouvait dans une situation déplorable, qu'il faut rapidement décrire pour qu'on puisse juger de la légitimité des plaintes du peuple.

L'administration des finances était un privilége attaché à la personne du cardinal qui la dirigeait; par conséquent, elle n'était soumise à aucun contrôle. Les tributs qui, de tous les points de l'univers catholique, arrivaient autrefois à Rome, avaient sensiblement diminué; dès lors, il avait fallu surcharger le peuple de taxes, et le produit de ces taxes, diminué lui-même d'un tiers par les dépenses d'une administration désordonnée, ne suffisait pas aux besoins du gouvernement; on y avait suppléé depuis longtemps par des emprunts ruineux. On dévorait d'avance le revenu des taxes et des impôts, et toutes les rentes de l'État et de l'Église, en les cédant au profit de ceux qui prêtaient de l'argent. Cela ne suffisant pas, on avait recours à la ressource extrême du papier-monnaie ou de la monnaie d'un taux supérieur à sa valeur intrinsèque. Lorsque les Français occupèrent les États pontificaux, la dette du gouvernement romain montait à 74 millions d'écus. Ils payèrent ou liquidèrent cette dette en peu d'années. Mais après la restauration de Pie VII sur le siége patriarcal, le gouvernement recommença ses anciennes dilapidations, ses emprunts ruineux. On reprit aussi la coutume de vendre les impôts publics, afin d'obtenir par avance de grandes

sommes d'argent. Aussi, quoiqu'on eût augmenté démesurément le poids des impôts, la dette publique, pendant le règne de Grégoire, s'éleva à 27 millions d'écus : on voulut vainement attribuer ce désordre aux insurrections populaires; sans doute elles y furent pour quelque chose; mais le mal, comme nous l'avons vu, était ancien et dérivait d'autres causes.

Je ne veux pas parler des lois économiques, qui s'opposaient à l'augmentation de la richesse publique; ni du commerce et de l'industrie, qui étaient régis par les principes de prohibition, de protection, de tarifs, de priviléges; ni de la contrebande, qui était une école ouverte à des gens habitués à lutter contre l'État, à piller, à commettre toute sorte de crimes, et qui était si étendue, qu'elle avait des bureaux, des assureurs, des caissiers, des expéditeurs, des capitaines et des gardes. Je ne veux pas parler non plus des fidéicommis et des biens de mainmorte qui immobilisaient une grande partie de la propriété, ni du système hypothécaire que l'on avait proscrit.

Il y avait des conseils communaux et provinciaux, dont les membres, de même que les gonfaloniers et les autres magistrats municipaux, étaient nommés par le souverain. Chaque province avait un gouverneur laïque; les conseils ne pouvaient se réunir sans son ordre, ni discuter des questions qu'il n'eût approuvées d'avance. Les gouverneurs élus ici par le pape, là par les barons et payés par ceux-ci, dirigeaient la police, tantôt au nom de l'un, tantôt au nom des autres, pourvoyaient à la tutelle des femmes et des mineurs au moyen de décrets appelés *volontaires,* emprisonnaient, poursuivaient des procès, condamnaient dans les affaires pénales jusqu'à dix ans de galères, et connaissaient dans les affaires civiles jusqu'à la somme de 200 écus. Les provinces, selon leur rang, étaient en même temps gouvernées par les cardinaux doyens, légats ou prolégats, tous différant entre eux d'autorité, mais tous autorisés à diriger de leur côté une seconde police, à avoir aussi la surintendance sur l'administration des communes et des provinces, à commander la gendarmerie, à condamner *par voie sommaire* à de graves peines, et même à faire grâce dans des cas déterminés.

Les recteurs suprêmes de l'enseignement, tant en ce qui avait rapport au personnel qu'en ce qui regardait le système, étaient les curés dans chaque paroisse, le vicaire *foraneum* dans chaque municipe, l'évêque dans le diocèse, d'autres évêques dans les provinces inférieures, un cardinal dans les provinces plus grandes, à Rome, la *Congrégation sacrée des Études,* composée de cardinaux et de prélats, et les jésuites au-dessus de tous. La presse était soumise à une triple censure, celle de l'évêque, du saint-office et du gouvernement. Il n'y avait ni écoles populaires, ni écoles militaires; les asiles de la jeunesse étaient prohibés; on ne pouvait enseigner les sciences économiques; les études de droit et de médecine étaient négligées; l'université de Bologne avait été privée des professeurs les plus éminents qui vivaient dans l'exil.

Il serait bien difficile d'expliquer la confusion de l'ordre judiciaire. J'ai dit que les gouverneurs d'un côté, les cardinaux légats ou prolégats de l'autre, administraient tous la justice dans les affaires civiles et criminelles. En outre, le cardinal-vicaire à Rome, et chaque évêque dans son diocèse, prononçaient aussi des jugements civils ou criminels dans toutes les contestations où un ecclésiastique se trouvait engagé, ou quand elles touchaient aux mœurs. Quelles étaient les contestations où l'on ne pouvait pas voir de près ou de loin un outrage aux mœurs? C'étaient donc des attributions indéterminées, et en même temps malséantes entre les mains du clergé, qui se trouvait ainsi mêlé aux adultères, à la prostitution et à d'autres infamies; attributions oppressives pour les populations, puisqu'elles permettaient de surveiller l'intérieur des familles.

Le croira-t-on? chaque province avait aussi un tribunal laïque, muni de juridiction civile et criminelle; les débats publics n'y étaient pas permis, et le cardinal-légat de la province avait le droit de le présider.

A Rome, il y avait le *Tribunal de la Congrégation,* divisé en deux chambres, l'une civile et l'autre criminelle; ce tribunal jugeait en appel les sentences seules des gouverneurs. Il y avait la *Rote sacrée,* qui embrassait les affaires de tout l'État, et révi-

sait en troisième degré les sentences du premier et du second degré, lorsqu'elles étaient opposées entre elles. Cette haute magistrature n'était pas la gardienne de la loi; affranchie de toutes les lois écrites, elle prononçait *selon la conscience,* et ses sentences n'avaient pas la force de chose jugée, mais simplement celle *d'avis;* de sorte que, même après six décisions, l'affaire pouvait être rappelée devant la justice. On voyait aussi à Rome le *Tribunal de la Consulte sacrée,* qui seul avait la juridiction criminelle, et dont la compétence se bornait à réviser en appel les sentences capitales. Le plus étrange, c'est que ce tribunal avait deux chambres, dont l'une était compétente seulement pour quelques provinces de l'État, et l'autre les embrassait toutes. On y connaissait aussi des crimes politiques, *selon la procédure et les droits qu'on avait assignés aux juges :* on n'y admettait un défenseur qu'à la condition qu'il fût accepté par le président du tribunal et qu'il prêtât le serment de laisser ignorer à l'accusé la nature de l'accusation et les noms des témoins; l'accusé n'était pas confronté avec les témoins à charge; il était traîné devant ses juges pour être interrogé, puis on le renvoyait à la prison; par conséquent, il n'assistait pas aux débats, et ne pouvait pas désigner des témoins à décharge; la sentence était irrévocable, et le condamné connaissait son malheur au moment où la hache le frappait. Il y avait encore à Rome un autre *Tribunal de la Congrégation,* qui prononçait dans les contestations qui s'élevaient entre le Trésor et les citoyens; le *Tribunal de Commerce;* le *Tribunal du Saint-Office,* qui espionnait, arrêtait, jugeait, punissait secrètement et sans appel en matière de dogme, et avait des inquisiteurs généraux, des vicaires, des *famuli,* c'est-à-dire sbires *familiers* avec le privilége de l'impunité; le *Tribunal de la Fabrique de Saint-Pierre,* qui connaissait des legs faits pour le soulagement des âmes; le *Tribunal Lorelan,* qui était réservé pour les contestations touchant les propriétés du sanctuaire de Lorette; le *Tribunal des Camerlengats,* qui veillait sur les affaires relatives au patrimoine privé du Pontife. Il y avait enfin des *commissions* de différentes espèces, quelques-unes extraordinaires, d'autres militaires, d'au-

tres encore mixtes, et toutes appelées *sacrées,* car à Rome tout est sacré, excepté la justice. Devant ces tribunaux, la procédure était basée sur la coutume, la défense se faisait en langue latine, les avocats se présentaient en habit sacerdotal. Tout homme, toute affaire avait son juge, même quatre, souvent dix.

Comme on le voit, le commerce et l'industrie, l'administration des communes, des provinces, des riches et nombreuses institutions de bienfaisance, la direction de la police, le commandement de l'armée, les ministères, les fonctions des nonces, tout se trouvait dans les mains des cardinaux et des prélats. Il y avait des gouverneurs, des juges et des employés laïques, mais ils mouraient de faim. Il suffit de dire que les gouverneurs avaient de 30 à 50 écus par mois; les présidents des tribunaux, de 20 à 40 écus; les avocats-généraux, de 16 à 25 écus. Bref, le gouvernement dépensait pour toutes les branches de l'administration 1,576,500 écus par an, dont 1,300,000 appartenaient aux chefs ecclésiastiques, qui n'étaient que trois cents; 276,500 écus se partageaient entre les employés civils, et il y en avait cinq mille. Pourquoi s'en étonner? La Romagne n'aurait pas été l'État de l'Église si elle n'eût existé pour faire vivre à leur aise les hommes d'église. Tout le mal découlait d'une idée : on ne concevait pas à Rome qu'il y eût un pays à gouverner; mais on voyait un grand bénéfice clérical à se partager. Il n'y avait pas de peuple dans la Romagne, mais trois millions de vassaux de l'Église, qui n'avaient rien à prétendre pour eux, et qui ne payaient rien dont ils pussent se déclarer les propriétaires; ils devaient servir le tribut à leurs maîtres, qui les laissaient vivre dans leur patrimoine privilégié, et le cultiver pour leur compte.

A la tête de l'État, au sein d'une cour luxueuse, entouré de cardinaux, dont quelques-uns étaient respectables par leur science, d'autres honorables par leurs vertus, mais dont nul n'avait les qualités nécessaires pour bien gouverner; entouré aussi d'une foule de prélats bien plus courtisans et hommes politiques que prêtres éclairés et honnêtes; à la tête de l'État et au milieu de cet entourage, dis-je, se trouvait Grégoire, qui, n'accordant jamais d'audiences publiques que pour des affaires

purement spirituelles, avait cédé toute sa volonté à Gaetan Moroni, son ancien barbier. Celui-ci, nommé valet de chambre, décoré de plusieurs ordres, honoré par les cardinaux, encensé par les ambitieux, était devenu le dispensateur des protections, des faveurs et des grâces.

Voilà le gouvernement que M. de Saint-Aulaire, dans le but d'accuser d'exagération les plaintes du peuple, déclarait, à la tribune française, le meilleur gouvernement du monde!

A la mort de Grégoire, le collége des cardinaux prit en main les rênes de l'État, et, craignant des révoltes, surtout dans les Légations, envoya, pour les maintenir dans l'obéissance, Mgr Savelli, avec les pouvoirs de commissaire extraordinaire. C'était un homme mal vu par les populations, qui connaissaient sa cupidité et sa cruauté. Aussi, son regard sévère et la dureté toute nouvelle des commissions militaires n'eurent pas assez de force pour effacer de l'esprit des populations ces vagues espérances qui surgissent toujours à chaque nouveau règne. Mais tandis qu'à l'avénement de Grégoire XVI, elles avaient manifesté leurs demandes les armes à la main, elles eurent cette fois la sagesse de ne s'abandonner à aucune imprudence. Bologne et toutes les autres villes de l'État préparaient des pétitions, signées par leurs citoyens les plus recommandables. On demandait que le gouvernement pontifical prît pour base de ses réformes le fameux *memorandum* présenté en 1831 à Grégoire XVI par les grandes puissances européennes. Les Romains tenaient à montrer, par leur calme et leur modération, qu'on pouvait sans danger leur faire des concessions; mais ils ne comprenaient pas toute l'importance de leurs humbles demandes. Les priviléges exorbitants de l'Église ont été cent fois abolis dans presque tous les pays de l'Europe, et cela pour affranchir l'empire du sacerdoce. Les princes qui ont profité de cet abaissement du clergé ont été généralement loués. Mais, à Rome, le prince et le prêtre ne sont qu'une seule et même personne, et l'abolition des priviléges ne profiterait qu'au peuple. Il ne s'agissait donc pas d'une centralisation de pouvoir au profit de la monarchie;

les Romains demandaient une abdication du pouvoir, une révolution dans le sens démocratique.

En attendant, les ambassadeurs étrangers mettaient tout en œuvre à Rome pour influer sur l'élection du nouveau Pontife; et afin de soutenir leurs démarches par la force, les uns appelaient des navires dans la Méditerranée, les autres faisaient des préparatifs menaçants. Le 16 juin, le sacré Collége se réunit, et le peuple dans l'attente remplissait la place du Quirinal. Le bruit se répandit alors, on ne sait comment, que le nouveau Pape était le cardinal Gizzi, et la joie du peuple fut immense, parce que Gizzi passait pour avoir sagement gouverné dans les provinces. Mais les choses marchaient différemment dans le conclave. Celui qui, au premier scrutin, obtenait le plus de suffrages, et dont l'élection semblait assurée, était le cardinal Lambruschini, à qui plusieurs cardinaux devaient leur grandeur, et dont les partisans avaient été jusqu'à faire la cour aux ministres étrangers pour espionner leurs desseins et les gagner à leur parti. Cependant les cardinaux ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils s'étaient trop aventurés dans leur premier vote; ils délibéraient sous la pression de l'Europe. Ils finirent par reconnaître qu'il fallait élire un Pape qui ne fût ni étranger ni vieux, qui eût l'esprit et la volonté de satisfaire à la dure nécessité d'accomplir quelques réformes. Pour des choses nouvelles, il fallait un homme nouveau : la majorité des suffrages se porta sur le cardinal Mastaï Ferretti.

Le lendemain, quand le nom du nouveau pape fut connu, les Romains restèrent incertains, se demandant les uns aux autres quelle était sa patrie, sa vie, ses mœurs. Mastaï ne s'était jamais mêlé aux affaires publiques, et ses premiers actes ne firent que maintenir l'incertitude des esprits; car il ne nomma pas immédiatement son secrétaire d'État, c'est-à-dire le directeur véritable de sa politique, et il se contenta d'instituer une commission consultative provisoire, au sein de laquelle, à côté des cardinaux Amat et Gizzi, aimés du peuple, on trouvait les cardinaux Lambruschini, Bernetti et Marini, très-impopulaires. Néanmoins,

Pie IX mit des bornes au luxe de la cour, distribua des aumônes, déclara qu'il donnerait tous les jeudis audience publique, et surtout fit cesser les persécutions politiques. Ce n'étaient pas de grands bienfaits; mais ces signes des intentions équitables du nouveau pontife plurent à la multitude, qui commença à nourrir l'espérance d'une destinée meilleure; puis, suivant l'habitude des masses, qui, toujours exagérées, combattent ou flattent aveuglément le pouvoir, selon qu'elles sont mues par la crainte ou par l'espérance, les Romains se prirent à commenter chaque mot qui passait pour avoir été prononcé par le Pape, à exalter tous ses actes de charité ou de justice, et à lui attribuer des desseins plus généreux que ceux que ses conseillers lui laissaient la liberté de réaliser. En effet, on répandit le bruit que Pie IX voulait accorder une amnistie, mais que les cardinaux Lambruschini, Bernetti et Marini s'y opposaient; le peuple couvrit ces derniers d'injures, et encouragea avec toutes sortes d'applaudissements le Pape à persévérer dans la voie de la clémence. Cette conduite fut vivement condamnée, comme dépourvue de toute prudence politique, par des Italiens, qui, réfléchissant que le Pape d'aujourd'hui ne pouvait oublier que la veille il était cardinal, soutenaient que tout acte de réprobation contre un des membres du sacré Collége était un acte contraire à la conciliation tant désirée entre les prêtres et les laïques, entre le Pape et le peuple. Pour ces tièdes amateurs de concorde à tout prix, même au plus impossible, embrasser également comme des frères les amis et les ennemis, c'était faire œuvre de sagesse politique; de sorte que, sans considérer qu'on avait surtout affaire avec des prêtres, ils ne doutaient pas que dès qu'on aurait oublié leur inimitié, ils cesseraient d'être ennemis. Combien de nations, bercées et assoupies par de semblables paroles, se sont réveillées avec le poignard sur la gorge!

Pie IX désirait une amnistie politique générale; mais son entourage, qui était en partie celui de son prédécesseur, cherchait à l'intimider, à le retenir, à paralyser sa bonne volonté. La question de l'amnistie ayant été proposée à la Congrégation consultative, le cardinal Lambruschini et ses amis ne manquèrent

pas de représenter combien serait dangereuse pour le gouvernement et pénible pour ses partisans la résolution de rendre à la liberté ou à leur patrie ce grand nombre d'individus qui n'étaient connus que par leur esprit séditieux; ils firent observer qu'on ne pouvait pas distinguer aisément les bons des mauvais; que les sociétés secrètes étaient toujours actives, et qu'elles n'avaient que depuis peu de temps déposé les armes; qu'il ne fallait pas les renforcer par l'adjonction d'hommes qui, revenant de pays libres, apporteraient avec eux les idées modernes dont ils s'étaient nourris; qu'on ne devait faire que les premiers pas dans la voie de la clémence, et attendre que la grâce souveraine eût été implorée; après quoi on accorderait l'amnistie seulement à ceux qu'on pourrait supposer corrigés, soit par leur âge, soit par la longueur de la peine qu'ils avaient subie. D'autres, au contraire, représentèrent qu'il était bien difficile de dresser des catégories en fait de condamnations politiques prononcées par des tribunaux exceptionnels et avec des formalités arbitraires; que les grâces individuelles donneraient l'idée de faveurs, et que la reconnaissance publique en serait diminuée; qu'il ne s'agissait pas, d'ailleurs, d'adoucir quelques douleurs, de remédier à quelques misères, de faire en un mot des actes de charité: qu'il s'agissait surtout de consoler la masse et d'attendrir même les cœurs les plus durs, au moyen d'une amnistie générale; qu'un règne nouveau enfin ne devait pas être inauguré par le soupçon et par une enquête mesquine de faits particuliers, mais par une grande manifestation de justice et de clémence.

Ce dernier moyen était le plus juste, même en réfléchissant que Pie IX n'avait pas le mérite de l'initiative et de la spontanéité dans tout ce qu'il se proposait de faire à l'avantage de ses sujets. Je ne dis pas que cette conduite lui avait été commandée, mais c'était certainement le but qu'on avait assigné à son élection. La question de l'amnistie était une question essentiellement élevée. Elle ne pouvait et ne devait pas avoir l'apparence d'un pardon aux yeux d'un peuple qui se plaignait de longs malheurs dont il attendait la réparation. L'amnistie était donc moins un acte de clémence que de justice, et elle devait avoir l'éclat d'une

déclaration politique, annonçant un changement de système de la part du nouveau gouvernement.

Le 16 juillet seulement, c'est-à-dire un mois après son élection, Pie IX se décida à publier son décret d'amnistie; il fut un premier indice du caractère irrésolu du Pontife, et montra que l'influence de Lambruschini n'avait pas été entièrement vaine. L'amnistie ne fut pas générale, puisque les ecclésiastiques, les militaires et les employés du gouvernement qui avaient pris part aux conspirations politiques en étaient exclus. On laissa commettre au Pape la faute d'exiger de tous ceux qui voudraient profiter de cette faveur, le serment *de respecter dorénavant l'autorité légitimement constituée en ce qui avait rapport au temporel, et de s'engager à accomplir fidèlement tous les devoirs d'un bon et loyal sujet.* De la part du peuple, c'était faire amende honorable du passé, tandis qu'il attendait, au contraire, une réparation de la part du gouvernement; c'était, avant qu'aucune concession fût accordée, déclarer qu'on se repentait des espérances qu'on avait pendant si longtemps nourries et qui étaient actuellement plus vigoureuses que jamais; c'était, enfin, promettre une fidélité qu'on n'était pas sûr d'observer. Que l'amnistie ne fût que le premier pas d'une politique libérale dans laquelle on attendait que le gouvernement s'engageât, ce fut une pensée conçue même par Rossi, ambassadeur de France, qui écrivait au ministre Guizot : « L'amnistie n'est pas tout, mais c'est un grand pas de fait. J'espère que le nouveau sillon est ouvert et que le Saint-Père saura le continuer, malgré tous les obstacles qu'on ne manquera pas de lui opposer. »

Ce fut également une seconde faute que de terminer l'acte de clémence par ces paroles menaçantes : « Si nos espérances venaient de quelque manière à être trompées, nous nous souviendrons, bien qu'avec une grande douleur de notre âme, que si la clémence est l'attribut le plus doux de la souveraineté, la justice en est le premier devoir. » Cette conclusion déclarait plusieurs choses qui ensuite parurent surprenantes. Néanmoins, les Romains, soit par une louable sagacité, soit par l'entraînement de la passion, n'y prirent point garde.

Les exilés et tous ceux qui se trouvaient en prison se hâtèrent de jurer. Mais les plus honorables des proscrits, et parmi ceux-ci Mamiani, Canuti et Pepoli, se résignèrent à ne point profiter de l'amnistie; ce qui troubla la joie des Romains, pour qui les amnistiés étaient des innocents réhabilités, non des coupables graciés. Le gouvernement pontifical aperçut son erreur, et crut la réparer en en commettant une autre, car, sans révoquer le décret qui imposait le serment, il laissa rentrer tous les exilés et n'exigea d'eux aucun engagement. Comme on le verra plus tard, ce fut par ces mécontentements provoqués avec imprudence et bientôt apaisés avec faiblesse, par ces espérances largement soulevées et éludées à l'improviste, par ce mélange de bonté et de soupçon, de confiance et de peur de la part du gouvernement, que les Romains s'engagèrent peu à peu dans une révolution qui ne ménagea plus rien, et qu'on ne pourrait sans cela expliquer ni comprendre.

L'amnistie fut accueillie par des applaudissements si unanimes et si bruyants, que l'histoire n'en offre pas d'autre exemple, même pour des actes plus importants. On vit les citoyens s'embrasser dans les rues, pleurer de joie, acclamer Pie IX comme le libérateur de la patrie, accourir à son palais avec un enthousiasme irrésistible, l'appeler, se prosterner le visage contre terre lorsqu'il parut à son balcon, et recevoir sa bénédiction au milieu d'un religieux silence. Le bruit de cette amnistie se répandit dans le monde entier et le remplit d'admiration. De la part d'un Pontife, le pardon semblait-il donc un événement si prodigieux? Je ne sais; mais le monde et les Romains se surpassèrent en amour et en gratitude, et ces derniers voulurent que le souvenir de cet acte de clémence fût conservé et gravé sur des tables de marbre. On verra qui fut le premier à l'effacer.

Le 8 août, la nomination du cardinal Gizzi en qualité de secrétaire d'État sembla une concession faite à l'opinion, qui le regardait comme un sincère partisan des réformes; mais ce choix, quoique honorable, était malheureux, car Gizzi, irrésolu comme son maître, n'était pas l'homme dont Pie IX avait besoin. La position était très-difficile; ce n'était pas sans un peu d'audace qu'on pouvait réussir à réformer l'État.

Des personnes illustres venaient des pays les plus lointains pour voir et admirer Pie IX. Le prince de Joinville allait lui présenter ses félicitations au nom de Louis-Philippe. Rossi lui confirmait l'appui de son souverain, et l'exhortait à ne pas laisser fausser l'œuvre si belle qu'il avait entreprise. Le ministre anglais applaudissait aux réformes libérales qui allaient consolider la prospérité de l'État et la paix du monde. Les populations, dans l'attente de grandes choses, calmaient leur impatience et donnaient des signes d'une satisfaction générale. L'excès de la reconnaissance populaire était sincère et nécessaire, parce qu'on savait que le Pontife était bon, mais faible et mal entouré. Il fallait donc l'encourager, en lui montrant que si le parti rétrograde voyait avec dépit les vertus qui remplissaient son cœur, le peuple tout entier était prêt à le soutenir. En effet, le cardinal Vannicelli, légat à Bologne, écrivait des circulaires aux gouverneurs, et reproduisait en hideuses phrases de police le beau langage de Pie IX. Il y eut des nonces, des consuls pontificaux à l'étranger, et quelques gouverneurs dans l'intérieur de l'État, qui ne se montrèrent pas beaucoup plus courtois envers les amnistiés. Les centurions, tous ceux qui trafiquaient des abus, les inquisiteurs, les membres des commissions militaires qui voyaient avec colère les œuvres clémentes du nouveau gouvernement, ne cessaient de maudire tout haut le nom de Pie IX. Ils ne se bornaient pas à critiquer et à maudire, on les voyait aussi mettre en doute la légitimité de l'élection et la foi religieuse du Pontife, et on les entendait répandre toutes sortes de mensonges pour troubler la conscience des paysans.

D'un autre côté, le ministre d'Autriche ne dissimulait pas le mécontentement que lui causait cette joyeuse agitation, qui était propre à raviver les désirs d'indépendance nationale, auxquels les livres de quelques Italiens et les actes de la cour de Sardaigne avaient donné l'éveil. Toute l'ancienne société romaine, qui avait si longuement et si obstinément résisté à toute innovation, ne craignait pas de manifester ouvertement son opposition factieuse. C'était une barrière interposée entre Pie IX et son siècle. Les jésuites, partisans secrets de l'Autriche et solides appuis du

parti grégorien, prenaient enfin, après trois mois, la résolution de célébrer à leur manière l'amnistie, et ouvraient une académie où ils prononçaient des discours qui firent murmurer le peuple.

D'après ce qui précède, on voit que le Pontife, encouragé d'un côté, découragé de l'autre par les obstacles qu'il avait à surmonter, désireux de complaire à ses sujets, plus désireux encore de ne pas blesser l'ordre ecclésiastique auquel il appartenait lui-même, le Pontife, dis-je, déjà faible et hésitant de sa nature, fut amené à adopter cette politique de conciliation par laquelle, tantôt plus prince que chef de l'Église, et tantôt plus chef de l'Église que prince, détruisant aujourd'hui le bien qu'il avait fait hier, devait finir par mécontenter tous les partis. La position, je le répète, était très-difficile. Pie IX, en abaissant la hautaine théocratie, détruisait le principe d'une ancienne puissance; craignant le peuple et ne lui permettant de se relever qu'un peu, il empêchait une nouvelle puissance de se former. Mécontentant les uns, satisfaisant peu les autres, il se condamnait à être abandonné de tous; destiné à régner au milieu de ruines, et terrifié alors du vide fait autour de lui, il se voyait réduit à ne pouvoir en sortir qu'au prix d'une apostasie religieuse ou politique.

Il aurait fallu accomplir avec résolution et promptitude les changements reconnus nécessaires, parce que plus on se hâtait de mettre les mains sur la plaie, plus il était facile de la guérir, tandis qu'elle ne pouvait que l'élargir par le retard, et on serait obligé alors d'employer le fer et le feu pour la cicatriser. Au contraire, Pie IX se trouva parfaitement d'accord avec Gizzi pour ajourner les réformes. Ils résolurent donc de flatter toujours les espérances des novateurs, de leur persuader qu'on avait la volonté de réformer l'État et de ne pas exaspérer par des réformes réelles le parti qui les repoussait. Ils se bornèrent en conséquence à nommer des commissions pour mettre à l'étude plusieurs projets. Mais l'État pontifical était trop arriéré dans le sentier de la civilisation. Toute institution civile réclamée par l'esprit du siècle y était méconnue. Quel besoin y avait-il d'inventer? Avait-on le temps de le faire? Pendant que les jours et les années se

seraient écoulés en vaines dissertations, l'occasion d'appliquer des réformes aurait disparu, et la fatalité aurait entraîné les gouvernés et les gouvernants dans un abîme. Il aurait fallu introduire sans retard dans le pays ces lois et ces institutions qui avaient été reconnues bonnes dans les autres contrées italiennes; le temps aurait fait le reste. Mais cela ne pouvait être l'œuvre que d'un vrai réformateur, qui, après avoir conçu le plan de sa création, eût su résolument l'accomplir, en se servant des obstacles mêmes comme de moyen pour arriver à son but, et lorsqu'il l'aurait atteint, en opposant une résistance inexorable à ceux qui auraient refusé de les accepter ou qui auraient osé les outrepasser. Tels n'étaient ni Pie IX ni Gizzi ; et ce dernier ordonnait le 24 août aux gouverneurs des provinces d'inviter les magistrats municipaux, les ecclésiastiques et les citoyens les plus honorables à élaborer et à proposer un plan d'éducation et d'instruction populaires. En septembre, on nommait une autre commission pour imaginer un bon système d'administration et la meilleure manière de composer un ministère. Il semblait qu'on eût besoin d'inventer le pain pour pouvoir rassasier le peuple affamé.

La papauté, qui ne peut rien innover sans se perdre, se montrait d'autant plus ardente pour les réformes, qu'elle était moins résolue à les accorder. Pie IX, plein de confiance dans son infaillibilité, jouait avec le libéralisme, sans penser que le jeu allait devenir sérieux et plein de dangers. Sa méthode de parler beaucoup et d'agir peu, de promettre et de temporiser, ne servait qu'à agrandir le cercle des discussions et des conjectures, à exagérer les espérances et les craintes, jusqu'à ce que l'imagination, le caprice régnant sans contrôle, les passions, en même temps flattées et déçues, devaient finir par s'abandonner à des excès déplorables. En effet, la peur augmentait de jour en jour chez les rétrogrades, et aigrissait leurs esprits. Les novateurs, dans l'enivrement de la confiance, ne faisant pas attention à la remise indéterminée des réformes politiques, continuaient chaque jour avec plus d'ardeur à porter Pie IX jusqu'aux nues. Le Pape sortait continuellement pour visiter les hôpitaux, les couvents,

les établissements pieux; il était partout accueilli et suivi au milieu des applaudissements de la foule. Le 8 septembre, ayant dû se rendre à l'église de la Vierge, l'on vit toute la rue du Corso merveilleusement parée; il y avait partout des portraits du Pontife et des milliers d'inscriptions louangeuses; un arc de triomphe orné de la statue du Pontife avait été élevé; aux deux côtés étaient deux bas-reliefs, l'un symbole de l'amnistie, l'autre de la souveraine audience publique. Pie IX accueillait avec le sourire sur les lèvres les ovations du peuple; là figurait au premier rang Ange Brunetti, appelé Ciceruacchio, homme du bas peuple, simple, rude et généreux, qui, jouissant d'une certaine aisance et d'une grande influence à cause de ses largesses envers les gens de sa condition, les fanatisait en faveur du Pontife. Tous taisaient le mal, exaltaient le peu de bien qu'on faisait; tous aimaient à faire illusion à autrui et à eux-mêmes : le peuple s'était fait courtisan. Si le Pape restaurait l'académie des *Lincei*, on y applaudissait comme à la renaissance de la civilisation. On criait au prodige si l'on permettait les asiles pour les enfants, les sociétés industrielles, les écoles nocturnes, les cabinets de lecture, les congrès scientifiques. Les désirs des libéraux, au milieu de cette ivresse de flatterie, ne connurent plus de bornes, et le bruit circulait déjà parmi eux que le Pape avait laissé entendre qu'il fallait chasser les étrangers de l'Italie. Les concessions qui auraient suffi d'abord pour contenter les uns, devenaient donc chaque jour plus inefficaces pour satisfaire les nouvelles aspirations; et les autres, qui auraient pu un moment être légèrement offensés, se voyaient désormais menacés de plus grands dangers. La position de Pie IX se compliquait. Il se trouvait déjà en butte à la nécessité de modérer d'un côté les espérances trop grandes, de rassurer de l'autre les craintes excessives; et il se condamnait ainsi à être accusé par les uns d'une trop prompte rétractation, et par les autres d'une trop tardive résipiscence.

En attendant, on continuait à nommer des commissions. On en composa encore trois : la première devait découvrir des règles de procédure civile et criminelle; la seconde devait concevoir un

projet de législation civile et criminelle; la dernière était chargée de trouver un moyen d'empêcher le vagabondage des jeunes gens et de les occuper utilement. On adjoignait aux prélats qui composaient ces commissions, quelques jurisconsultes laïques d'une grande réputation. Cette satisfaction accordée aux laïques, qui commençaient au moins à trouver place dans les commissions consultatives, était contrebalancée par l'admission d'une majorité formée des prélats les plus impopulaires, tels que Mgr Savelli et d'autres. On blâmait généralement le gouvernement de conserver dans leurs emplois des hommes haïs à cause de leur esprit rétrograde; et ceux qui avaient le plus de confiance dans le Pape commençaient à douter qu'on pût jamais réformer l'État en employant à cette œuvre des hommes décriés, vieux instruments des abus. Pie IX se gardait bien de s'éloigner du système de conciliation qu'il avait pris à tâche d'inaugurer; de sorte qu'il consolait Mgr Marini en le nommant cardinal, pendant que, pour céder à l'opinion publique, il le destituait de ses fonctions de gouverneur de Rome et de ministre de la police, fonctions dans lesquelles il s'était fait haïr. Puis, le Pape élevait à ces fonctions Mgr Grassellini, plus haï encore, et maintenait dans leurs fonctions le cardinal Massimo, qui avait laissé de tristes souvenir à Ravenne; le cardinal Vannicelli, qui à Bologne travaillait à l'offenser et à le décrier de toutes manières; le cardinal Della Genga, qui, pendant les dernières années du pontificat de Grégoire, avait maltraité à Pesaro beaucoup de citoyens et persécuté même les membres de la famille Mastaï. Ce c'est qu'après bien des plaintes que Pie IX se décidait à changer quelques gouverneurs, et qu'il envoyait les cardinaux Amat, Ciacchi et Ferretti, l'un à Bologne, l'autre à Ferrare, le dernier à Pesaro, et Mgr Bofondi à Ravenne. Ces prélats jouissaient de toute la faveur de l'opinion publique.

Pendant l'automne de 1846, quelques émeutes vinrent troubler le pays. C'était la seconde année que la récolte manquait. On accusait les Grégoriens d'exercer le monopole. Ceux-ci, de leur côté, ne s'abstenaient pas de répondre. Mécontents du nouveau gouvernement, quelques centurions se mêlaient aux désor-

dres; quelques fonctionnaires les laissaient faire, au lieu de les prévenir ou de sévir contre eux. Le mal était plus imaginaire que réel; mais la haine des partis l'envenimait. Il y eut des bouleversements en différentes provinces. A Rome, une autre calamité survenait : le Tibre, par suite des pluies torrentielles, débordait et inondait la ville basse, en causant de sérieux dommages. La charité du Pape et des citoyens réparait ce malheur, et le cardinal Gizzi tranquillisait le peuple dans les provinces, en empêchant l'exportation du froment.

L'année 1847 commençait, et le Pontife recevait les hommages des ambassadeurs étrangers et les félicitations du peuple romain, réuni sur la place du Quirinal. Il se montrait très-heureux de ces démonstrations de joie et de gratitude. Après quelques jours, il pardonnait à tous ceux qui dans les provinces se trouvaient emprisonnés à cause de tumultes provoqués par la question du blé. Son âme était surtout joyeuse parce qu'il voyait que l'amnistie, cette preuve évidente de son humanité et de sa piété, avait relevé chez tous les hommes le sentiment religieux. Le respect envers les personnes et les choses sacrées avait augmenté, l'observance des cérémonies du culte était plus générale. Les sujets s'étaient réconciliés avec le prince, leur conscience avec Dieu. Tant il est vrai que le triomphe du principe religieux a besoin d'un Pape qui approuve les progrès de la civilisation chrétienne, et non d'un Pape qui soit entouré de toutes les forces temporelles. Tout ce qu'on ajoute à la puissance physique du Saint-Siége est enlevé à sa puissance morale. Les yeux de l'Europe entière étaient tournés vers Rome et vers Pie IX; partout, dans les cercles et dans les livres, on parlait comme d'une étonnante merveille, de Rome, de son Pape, de l'Italie. La fin des schismes qui divisent l'Église du Christ semblait arrivée. Le Sultan même, ce qu'on n'avait jamais vu, envoyait à Rome Chekib Effendi, qui, en présence du Pontife, s'exprima ainsi : « Comme en d'autres temps la reine de Saba allait complimenter le roi Salomon, ainsi l'envoyé de la Sublime-Porte vient aujourd'hui rendre hommage au Pontife Pie IX, au nom de son Seigneur. Les merveilles et les actes étonnants de Sa Sainteté ayant

rempli de ses louanges non-seulement l'Europe, mais tout l'univers, mon puissant Seigneur a voulu m'honorer de la mission de présenter à la souveraine personne du Pontife ses sincères félicitations, de le voir assis sur le siége du Prince des Apôtres. Depuis plusieurs siècles, aucun rapport amical n'existe entre Constantinople et Rome; malgré cela, mon puissant Seigneur désire vivre en bonne amitié avec Votre Sublime Sainteté. Il a la plus grande estime pour votre auguste personne, et pour en donner des marques, il saura dorénavant protéger les Chrétiens qui demeurent dans son vaste empire. » Pie IX assurait au Sultan sa reconnaissance et sa joie, puisque de cet échange de bons offices allait résulter un avantage pour les catholiques résidant dans l'empire turc. Tout le monde concentrait donc son admiration sur Pie IX, qui, enivré de tant d'éloges et de tant d'hommages, commençait à se convaincre qu'il avait déjà beaucoup fait pour ses sujets. Mais ces éloges, ces hommages anticipés s'adressaient aux grandes choses qu'il promettait d'accomplir : le seul qui oubliât les bienfaits que l'univers attendait, c'était Pie IX.

Sur ces entrefaites, le gouvernement au lieu de réaliser des réformes, continuait à les laisser espérer. Voulait-on établir un corps municipal dans la ville de Rome? on nommait une commission chargée d'étudier et de proposer un système d'administration municipale, et on désignait d'avance, pour la diriger, le cardinal Altieri. Le 4 mars, un nouvel hospice s'ouvrait à Rome pour les mendiants, et le cardinal Brignolle en était le président. La censure sur la presse était devenue moins sévère; cependant, on désirait la soustraire à l'arbitraire des magistrats, qui, n'ayant pas les mêmes opinions, permettaient ici de publier ce qu'ils empêchaient ailleurs. A la faveur de ce désordre, la presse clandestine devenait très-hardie : on attendait donc une loi sur la presse. Cette loi fut donnée le 12 mars. Le cardinal Gizzi confirmait dans son décret la censure scientifique, morale et religieuse; quant à la censure politique, il créait un conseil composé de quatre laïques et d'un prélat, et ne permettait aux citoyens de publier leurs opinions sur les

questions d'administration et d'histoire contemporaine, qu'à la condition de le faire en termes qui ne tendissent ni directement *ni indirectement* à rendre odieux les actes et les hommes du gouvernement. Les censeurs étaient obligés de motiver par écrit leurs votes de censure; l'écrivain pouvait appeler du vote d'un conseiller à tout le conseil. Cette loi sur la presse fut bien jugée par Massimo d'Azeglio, qui, après avoir fait remarquer, dans une brochure combien il était impossible de faire une bonne loi de censure préventive, disait que dans celle-ci toute liberté était enlevée par cet article équivoque et subtil qui défendait de faire aucune critique, même *indirecte,* des actes du gouvernement. Néanmoins, il concluait qu'il fallait accepter la loi avec modération, afin de ne pas exposer à une rechute un gouvernement qui relevait à peine d'une si longue maladie. En effet, la partie la plus saine de la population accepta volontiers la loi comme un acheminement vers le bien.

Depuis quelque temps, on imprimait plusieurs journaux. Des écrivains honorables et instruits les dirigeaient, et l'on peut dire en général que tous, plus ou moins ardents à guerroyer contre les Grégoriens, étaient pourtant favorables au gouvernement. La presse clandestine continuait seule de temps en temps à faire paraître des écrits où l'on offensait vivement quelques-uns des gouvernements, et où l'on conseillait au peuple de manifester d'une volonté énergique et de ne pas se laisser berner par le charlatanisme des modérés. Mais les Romains étaient alors dans la période de la confiance, et ceux qui attisaient secrètement le feu étaient les premiers, lorsqu'ils se trouvaient au grand jour, à se plaindre du titre d'exaltés qu'on leur donnait, comme d'une injure qu'ils ne méritaient pas.

Le 14 avril, le cardinal Gizzi publiait un autre édit qui établissait une Consulte d'État. Tous les cardinaux et les prélats, légats ou prolégats, devaient proposer au gouvernement trois citoyens des plus honorables, parmi lesquels on choisirait un consulteur pour chaque province. La consulte devait résider à Rome pendant deux ans au moins, et aider de ses conseils le gouvernement dans l'administration des intérêts publics. L'édit

fut accueilli avec une satisfaction telle, qu'une foule immense encombra, vers le soir, la place du Quirinal, au milieu de mille flambeaux allumés et au son des instruments. Pie IX, appelé à grands cris, se montra souriant et donna au peuple sa bénédiction. La nouvelle loi fut également fêtée dans les provinces; les journaux en parlèrent comme d'une loi divine; les campagnards, attirés dans les villes par les réjouissances qui y avaient lieu, applaudirent, eux aussi, sans rien comprendre des motifs qu'on avait de se réjouir. Lorsque Pie IX, vers la fin d'avril, dut se rendre à Subiaco, il reçut de telles marques de dévotion de la part des populations, qu'il aurait pu se convaincre du peu qu'il lui suffisait de faire pour acquérir l'amour de ces mêmes hommes dont Grégoire, un an auparavant, ne réussissait à comprimer la haine qu'au moyen des armes nationales et étrangères.

CHAPITRE III.

État de la Lombardie et des duchés. État du Piémont, de la Tocane et du royaume de Naples. Nouveau ministère romain. Invincible répugnance de Pie IX à progresser, malgré les conseils de Rossi, ce qui augmente l'agitation populaire. Caractère du mouvement italien. Grande fête du 16 juin à Rome. Concessions faites par Léopold à la Toscane; la joie publique dégénère à Livourne en injures contre le consul autrichien. Complot de la cour romaine pour appeler les Autrichiens dans le pays; ceux-ci occupent Ferrare. Énergie du peuple, qui déjoue les projets des conspirateurs. Contre-coup dans la Toscane des agitations de la Romagne. Tentatives pour éloigner les Autrichiens de Ferrare. Embarras de la cour pontificale. Sa conduite jugée sévèrement par Rossi.

Tournons maintenant nos regards vers les autres contrées italiennes, et voyons quelle influence y exerçaient les événements de Rome.

Après que Pie IX eut brisé les chaînes des prisonniers, permis aux exilés de revoir leur patrie, et donné ainsi l'occasion aux idées de liberté et de nationalité de se réveiller dans les esprits italiens, tout vestige de faction autrichienne avait disparu dans les terres lombardo-vénitiennes. Le mouvement politique, imprimé à l'Italie par le sacerdoce, avait gagné partout les sympathies du clergé, des patriciens et même celles de la plèbe et des paysans ignorants : tous les partis réunis formaient les mêmes vœux; l'Autriche restait isolée. Mais cette unanimité ne s'étendait pas jusqu'aux moyens de réaliser les désirs communs. Pour se débarrasser de l'étranger, il fallait combattre, et la Lombardie n'avait pas d'armée, car les soldats pris dans sa population étaient dispersés dans les garnisons les plus éloignées de l'empire. On ne pouvait avoir recours qu'à un soulèvement populaire que l'ennemi puissamment armé aurait facilement étouffé : la mort ou l'exil des meilleurs citoyens, le pillage des villes, les violences et les mille malheurs publics qui en auraient été la conséquence, auraient pour longtemps rendu la liberté impossi-

ble. Outre cela, il ne fallait pas s'attendre à voir les patriciens consentir à une délivrance qui eût été l'œuvre du peuple; c'était précisément pour s'affranchir d'un gouvernement populaire qu'ils avaient, en 1814, livré leur patrie aux Autrichiens; maintenant qu'ils désiraient se défaire de ceux-ci, tout portait à croire qu'ils ne le tenteraient qu'avec l'aide d'un prince, afin d'avoir toujours devant eux un trône, comme un autel érigé à leur culte aveugle pour le passé. Par conséquent, tous ceux qui aimaient sincèrement la patrie sentirent le besoin de veiller à retenir l'ennemi dans le champ de la légalité, et de s'abstenir de toute agression qui pourrait livrer le pays à la licence militaire. Ils se nourrirent d'espérances bien vagues, parmi lesquelles il y avait celle très-étrange que l'Autriche, dont les finances se trouvaient dans un état déplorable, serait contrainte, pour obtenir des subsides, de mettre un frein à l'arbitraire de la police et de vendre aux Lombards la liberté en détail. En réalité, l'excitation que Pie IX avait communiquée à l'esprit public en Italie avait rendu l'Autriche assez perplexe pour faire croire qu'il lui était impossible de persévérer plus longtemps dans son système de compression et de répression à outrance. Les magistrats mêmes avouaient quelquefois que le gouvernement voyait l'impossibilité de continuer à suivre la fausse voie dans laquelle il s'était engagé, mais qu'il était difficile d'entrer dans une voie meilleure. Les Autrichiens recouraient eux aussi à la dissimulation, et laissaient espérer, ne donnant cependant aux espérances aucun but déterminé. Gouvernés et gouvernants s'embarrassaient, s'observaient les uns les autres, et attendaient conseil du temps.

Les petits duchés, se trouvant sous la dépendance de l'Autriche, étaient dans la même condition.

En Piémont, depuis que le roi avait refusé de s'exposer aux applaudissements du peuple, qui dans la protestation contre le droit exorbitant dont l'Autriche frappait l'entrée des vins piémontais en Lombardie avait voulu voir un défi à l'oppresseur de la nationalité italienne plutôt qu'un simple acte financier, toute confiance dans le prince s'était évanouie. On continuait cependant de temps en temps à introduire dans le pays quelques

institutions : on fondait à Gênes une banque, on stipulait avec Rome un concordat en vertu duquel la compétence de la juridiction ecclésiastique était quelque peu restreinte, on améliorait l'enseignement public, autant que le permettait la puissante opposition des jésuites. D'un autre côté, on ne cessait, à la cour, d'exciter le souverain contre le peuple, en lui faisant croire que les joyeuses démonstrations n'étaient que des prétextes pour se livrer à des émeutes démocratiques. L'irrésolution naturelle de Charles-Albert augmentait chaque jour davantage. Tantôt on affirmait qu'il allait se mettre à la tête de la révolution italienne, tantôt qu'il s'attachait plus étroitement les courtisans les plus dévoués à l'Autriche. C'est ainsi qu'il permettait d'offrir une épée d'honneur à Garibaldi, et défendait à ses officiers d'y souscrire; qu'il interdisait puis autorisait l'introduction du *Jésuite moderne* dans ses États, et, pendant que ce livre figurait sur les étalages, qu'il en faisait arracher le portrait de Gioberti et ne voulait pas que le nom de cet écrivain fût prononcé dans les journaux. Il laissait réunir à Gênes le congrès des savants italiens, et leur accordait une liberté inusitée de parler et d'écrire. Ces savants, animés de l'esprit que Pie IX relevait en Italie, donnaient au congrès le caractère d'une assemblée nationale, où l'on insultait l'Autriche, on exaltait Charles-Albert, on parlait de liberté et de révolution italienne : c'était conspirer scientifiquement. D'un autre côté, un ordre brutal de la police menaçait les femmes qui s'orneraient de rubans aux couleurs de Pie IX, et les hommes qui porteraient des cravates à la Mastaï : *Malheur,* y était-il dit, *à ceux qui oseraient changer les couleurs dont le Piémont se pare depuis huit cents ans.* Charles-Albert déconcertait toutes les espérances qui essayaient de se rattacher à lui. Nous verrons bientôt quels étaient ses desseins.

En Toscane, le ministère, vendu à l'Autriche, dominé par les jésuites, perdait journellement dans l'opinion publique. La police devenait sévère, les sbires insolents; mais tout cela n'empêchait pas les Toscans de blâmer le gouvernement, de chanter des hymnes à Pie IX; et la presse clandestine publiait des satires et des pétitions demandant des réformes, qui, affichées au coin

des rues, répandues dans les théâtres, pénétraient jusque dans le palais.

Le royaume des Deux-Siciles, contrée de l'Italie où l'âpreté et la continuité des factions politiques avaient causé des malheurs plus violents et plus graves, en était plus que jamais affligé. Là, les populations avaient acclamé Pie IX, et s'encourageaient à supporter leurs maux en espérant une destinée prochaine moins cruelle pour l'humanité. Mais à mesure que le gouvernement se civilisait à Rome, il devenait plus cruel à Naples. Le cabinet napolitain insultait la conscience publique lorsqu'il faisait imprimer dans ses journaux qu'il n'y avait rien à améliorer dans le royaume, puisqu'on y possédait déjà tous les avantages récemment concédés ailleurs; et cela avait quelque apparence de vérité, car les institutions civiles, judiciaires et administratives y étaient très-perfectionnées; mais, et c'est la pire des barbaries, le gouvernement de Naples se faisait un jeu de ces institutions, et les foulait aux pieds. Cependant, quand même on aurait pu tromper l'Europe, il n'était pas possible que les Napolitains se fissent illusion sur leur véritable condition; cette condition ne faisait qu'empirer par le langage éhonté du gouvernement, qui ajoutait à l'oppression le plus affreux tourment, la dérision.

Pendant que de toutes les parties de l'Italie les esprits, dans la plus grande anxiété entre l'espérance et la crainte, étaient tous dirigés vers Rome, Rome donnait le spectacle d'une invincible répugnance pour le progrès. On y laissait écouler plus de dix mois entre la nomination d'un secrétaire d'État et la constitution d'un ministère. Le 14 juin 1847, on nomma un conseil de ministres composé entièrement de prélats. Le cardinal Gizzi, homme faible, estimé par quelques-uns comme favorable aux réformes, et par d'autres accusé de duplicité, cumulait la présidence, l'intérieur, les affaires extérieures et l'instruction publique; le cardinal Riario-Sforza, du parti rétrograde, dirigeait l'industrie et le commerce; le cardinal Massimo, qui regrettait le système grégorien, était ministre des travaux publics; Mgr Lavinio Spado, jadis libéral, puis courtisan, enfin libéral outré,

véritable girouette politique, était ministre de la guerre; le cardinal Antonelli, homme avisé et fourbe, disposé à suivre par ambition la marche des temps, mais qui par sa nature et par ses habitudes l'aurait plus volontiers combattue, restait trésorier; Mgr Grassellini conservait les fonctions de ministre de la police, dans lesquelles il s'était fait beaucoup haïr par son caractère soupçonneux, sévère et despotique. La composition de ce ministère montrait aux rétrogrades qu'ils n'avaient pas à perdre toute confiance, et aux libéraux qu'il leur fallait la perdre complétement. Les laïques se voyaient toujours exclus du gouvernement. C'est à ce moment que remontent les premiers symptômes du mécontentement.

Il y avait déjà un an que Pie IX était monté sur le trône, et son gouvernement novateur n'avait rien innové : les lois, les finances, la justice, l'instruction publique, l'armée, le commerce, la propriété, les institutions civiles et municipales, les hommes, tout restait dans l'ancien état de barbarie. Les nombreuses commissions, préoccupées par des questions de forme plus que par le fond des choses, éternisaient leurs travaux. Le vieux gouvernement était tombé sans que le nouveau se donnât une nouvelle base plus solide. Par conséquent, son action était incertaine et molle; au contraire, l'action populaire, par la presse et la liberté de réunion, prenait chaque jour une plus grande force.

Le Père Ventura, éloquent orateur, recommandait aux Romains dans ses sermons *la résistance passive* aux ennemis du progrès civil, et *l'obéissance active* à Pie IX; ce qui voulait dire qu'il fallait faire de l'amour une force qui nécessiterait dans l'esprit du Pontife le développement de ses timides conceptions de réforme sociale. L'agitation populaire prenait ainsi une nouvelle vigueur. Les partisans mêmes du système grégorien, soit pour s'attirer tolérance ou faveur, soit par un dessein plus criminel, attisaient le feu. Pie IX était bien loin de préméditer une réaction contre ses sujets, et de vouloir la justifier en les poussant par sa lenteur à de coupables excès; mais ce qu'il n'opérait pas par malignité, il allait le produire par sa pauvreté d'esprit. La révo-

lution violente allait déjà remplacer l'attente jusqu'alors si confiante et si joyeuse des réformes. Prince et peuple devaient se trouver bientôt au pouvoir du hasard.

Ce fut uniquement la faute du gouvernement pontifical si les tumultes vinrent interrompre à Rome la tranquillité et la joie publiques. Et afin que personne ne puisse douter de ce que j'affirme, voici ce que M. Rossi, qu'on ne peut soupçonner d'être l'ami des révolutions, écrivait à cette époque à M. Guizot : « On n'a encore *rien fait jusqu'à présent,* disait-il, *que des promesses, des propositions; rien créé que des commissions qui ne travaillent pas*. Il n'est donc pas étonnant que le pays commence à entrer en défiance et à s'inquiéter. Il n'accuse pas le Pape de duplicité, mais il le soupçonne de faiblesse. Il importe donc plus que jamais de tranquilliser l'opinion publique, en lui montrant, par de sages mesures, que les promesses de Sa Sainteté n'étaient pas illusoires, et que rien ne s'oppose à leur exécution. J'ai dit avec une entiere franchise au Saint-Père que tout retard serait une cause de troubles, et que, au contraire, si ses actes rassuraient les esprits, j'étais certain qu'on lui laisserait tout le temps nécessaire pour procéder avec tous les tempéraments convenables. »

Rossi se séparait toujours du Pontife avec la satisfaction de voir ses conseils bien agréés; et toujours il avait le déplaisir, quelques heures après, de voir ces mêmes conseils négligés. Parler à Pie IX de ses devoirs comme prince, c'était fortifier ses propres convictions; mais ces convictions étaient facilement combattues par les conseillers mitrés, qui excitaient ses scrupules de prêtre. De telle sorte que Rossi et d'autres ministres étrangers ayant voulu le presser trop, Pie IX n'hésita pas à déclarer qu'il se croyait arrivé au terme des concessions et des réformes, en ajoutant : « Je ne veux pas me perdre pour plaire à messieurs les libéraux. » Et il n'avait encore rien fait.

Ici je dois interrompre un moment mon récit, pour présenter quelques réflexions qui pourront seules donner au lecteur une idée juste du mouvement qui en 1847 agitait l'Italie. De toutes parts on demandait une réforme gouvernementale. Des Alpes au

cap Lilybée, on ne pouvait supporter plus longtemps des dominateurs qui gouvernaient les États comme l'aurait fait une faction furieuse, armée de sbires et d'échafauds; régir les peuples n'était que réagir contre eux. A Rome surtout, une réforme qui n'apportait pas l'égalité civile, et, par suite, l'abolition des priviléges, des immunités et des juridictions exceptionnelles du clergé, l'uniformité des lois, et l'admission des laïques dans le gouvernement, devait nécessairement laisser subsister les causes les plus réelles et les plus anciennes de mécontentement. Cependant, on mêlait partout le nom de l'Italie aux demandes d'institutions équitables. Le mouvement italien n'était pas purement civil : une meilleure administration gouvernementale ne l'aurait pas calmé; il était de plus national, et les Italiens réclamaient des améliorations civiles, beaucoup moins en vue du bien immédiat qu'elles auraient produit, que comme un moyen de réconcilier les peuples avec les princes, d'amener une alliance des puissances italiennes et de finir par effacer la plus inique des injustices, la domination de l'étranger sur le sol sacré de la patrie. Le mobile qui entraînait le plus fortement les Italiens à exiger un adoucissement dans leur régime politique n'était donc que le désir de l'indépendance. Ce n'était là ni l'œuvre des Mazziniens, ni celle d'autres partis. L'amour de l'indépendance nationale se trouvait dans le cœur de tous les hommes intelligents et amis du progrès; il s'était développé davantage avec le besoin de la liberté civile, mais il était plus ancien que celui-ci. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner l'histoire de la littérature, de la politique et des conspirations italiennes. Depuis plusieurs siècles l'Italie était flagellée par ses enfants les plus célèbres, qui cherchaient à la réveiller du sommeil dont elle dormait dans les bras de la domination étrangère. Là les Français fondèrent les premiers gouvernements libres, là ils allumèrent le premier enthousiasme de gloire, là ils trouvèrent leurs premiers alliés et frères; si bien que les Italiens se figurèrent qu'ils étaient venus pour assurer leur indépendance. Mais quand ils s'aperçurent qu'ils n'avaient fait que changer de joug, bien que le nouveau fût d'or tandis que l'ancien avait été de fer, ils ne s'y soumirent pas pour cela, et

les Français ne dominèrent en Italie qu'en écrasant le parti national, qui aspirait toujours à l'indépendance. En 1815, ce fut au nom de l'indépendance que la Restauration se fraya le chemin dans le pays. Depuis, la tyrannie fit couler des torrents de sang en Italie; ses chaînes furent plus lourdes, ses martyrs plus nombreux; le désespoir des opprimés fut toujours indomptable. Les crimes des gouvernements indigènes n'auraient peut-être pas suffi pour produire la grande conflagration de 1847, car la patience des hommes est infinie, s'il n'était pas venu s'y joindre les crimes du conquérant étranger.

Le despotisme domestique s'était constamment appuyé sur la domination autrichienne en Italie. Les Italiens, très-capables de se défaire eux-mêmes de leurs propres tyrans, avaient été tenus ou replacés sous le joug par d'autres tyrans descendus des Alpes : voilà ce qui avait fait que l'esprit de liberté civile et celui de liberté nationale, en s'enflammant à la même étincelle, avaient formé désormais un seul incendie. Cet incendie avait été alimenté par les livres nouvellement publiés, livres souvent dépourvus de tout mérite littéraire, mais qui avaient obtenu un grand succès en Italie précisément parce qu'ils flattaient et encourageaient les plus vives et les plus légitimes aspirations des peuples. Le mois de novembre 1846, anniversaire de l'expulsion des Autrichiens de Gênes, avait été fêté dans cette ville par des banquets, des illuminations et par de grands feux allumés sur les Apennins comme pour symboliser le feu sacré qui brûlait toujours dans le cœur des Italiens. Toutes les autres villes où le gouvernement le tolérait, imitèrent cette protestation contre l'asservissement étranger. Dans l'État romain et en Toscane, on fit plus qu'ailleurs des manifestations de joie publique excessivement injurieuses pour l'Autriche. L'Autriche s'en offensait et adressait des protestations aux gouvernements italiens. Ceux de Rome et de Florence ordonnaient quelques arrestations, mais pour peu de temps et pour la forme, et leurs promesses d'éviter le renouvellement de ces actes d'irrévérence et d'hostilité n'empêchaient pas qu'on y parlât partout d'union et d'indépendance italiennes.

Ceux qui de loin aiment à juger l'Italie sans la connaître, ne cessent pas encore de condamner comme insensée la guerre qu'on fit en 1848 à l'Autriche. Ils ne savent que rappeler le souvenir des anciennes discordes qui divisèrent et affaiblirent les Italiens, et ne peuvent se persuader que cette terre soit désormais une mère nouvelle de nouveaux enfants, qui, unis et préparés aux combats de l'indépendance nationale, ne déposeront pas les armes avant qu'ils soient tous morts. Eh quoi! les municipes pouvaient-ils rester aux Italiens, et l'Italie rester aux étrangers? Quelle importance devait-on accorder aux réformes intérieures des gouvernements, tant que sur eux et sur tout le pays aurait pesé la domination despotique de l'Autriche? Reprocher aux Italiens d'avoir voulu donner pour base à leur liberté la nationalité, c'est les accuser d'avoir été sages, c'est les condamner pour avoir cherché à réparer une faute dont leurs ancêtres ont été coupables. S'ils ne devaient asseoir sur aucun fondement le nouvel édifice qu'ils voulaient élever, autant valait renoncer à l'idée de le construire. Ils devaient donc se résigner à souffrir éternellement les abus de leurs propres gouvernements; abus garantis par l'occupation autrichienne, et sans remède tant que durerait la présence de l'étranger? Et qu'on ne vienne pas juger du but que les peuples se proposèrent par le résultat de leurs efforts : la défaite n'infirme pas la justice d'une cause. Je sais qu'on tenta vainement de s'affranchir de l'Autriche; de là une source nouvelle de calomnies infinies, auxquelles l'histoire répondra bientôt, en montrant si, dans cette occasion solennelle, ce fut l'Italie qui manqua à elle-même, ou d'autres qui manquèrent à l'Italie.

En attendant, qu'on sache que ce peuple italien, plaint, mais méprisé, est doué si vigoureusement, qu'il tombe sans se décourager jamais, et que tous les supplices ne le font pas renoncer à ses généreuses aspirations! La violence qui enchaîne ses bras n'envahit pas son esprit. La servitude, comme un vent glacial, engourdit tous ses membres, mais elle est impuissante à arracher de son cœur le germe de l'avenir. Ce n'est pas par des profits commerciaux, par des chemins de fer, et je dirai encore par quel-

ques institutions civiles et libérales, qu'on pourra l'apaiser et le tranquilliser jamais. Ce peuple est condamné à rester esclave et toujours frémissant au milieu de ses chaînes; mais tant qu'il aura un souffle de vie, un peu de liberté, il s'en servira pour reconquérir son indépendance nationale. Cette revendication pourra se trouver contraire au respect dû aux traités, contraire aux calculs sur lesquels on fonde la paix si désirée du monde; mais ce que j'affirme n'en est pas pour cela moins vrai. Je ne cesserai donc de répéter à ceux qui s'épouvantent de toute audace des peuples : Gardez-vous d'enlever aux Italiens un seul de leurs liens, parce qu'ils les briseraient tous. Cette vérité peut être ignorée en Europe, mais elle est vulgaire en Italie, et il n'y a personne qui ne la reconnaisse mieux que les princes (1).

(1) On a vu dernièrement le prince Maximilien donner à l'empereur d'Autriche le conseil d'accorder des réformes aux Lombards-Vénitiens, dans le but de calmer l'irritation de leurs esprits; l'empereur a rejeté ces conseils. La France et l'Angleterre, pour amener le roi de Naples à relâcher le frein du despotisme dans ses États, ont interrompu pendant trois ans tout rapport diplomatique avec lui; le roi a résisté à la pression étrangère. Le pape s'est également refusé à améliorer d'une manière quelconque l'affreuse condition de ses sujets. Ces princes ont été accusés d'aveugle témérité, d'obstination, d'imprudence. On a cru généralement que, moyennant quelques concessions, ils auraient réussi à apaiser la colère des populations. C'est là une erreur : ces princes ont suivi une politique prévoyante; ils ont montré que, seuls en Europe, ils connaissaient à fond le caractère du peuple italien et l'état réel des choses publiques dans la Péninsule. Les Italiens n'admettant pas de juste milieu, aucune transaction n'est possible avec eux. Entre le despotisme et la liberté, ils ne connaissent pas de forme intermédiaire. Toute concession, toute complaisance de la part des princes ne seraient aux yeux de ce peuple que la tyrannie se faisant hypocrite; au lieu de le satisfaire, elles ne feraient que l'enhardir à la révolte. Entrebâillez-lui une porte, il l'enfonce et se déclare le maître. C'est là la cause qui oblige les princes italiens à rejeter les demi-mesures qu'on leur conseille. Ils ne savent pas pratiquer la vertu; et s'ils veulent en adopter les apparences, ils ont la douleur de ne pouvoir tromper personne. Ils promettent quelquefois des institutions libérales : c'est lorsqu'ils ont peur. Quand on a parlé de la réunion d'un congrès européen à Paris, l'Autriche a laissé croire qu'elle allait bientôt octroyer une constitution à la Vénétie; le roi de Naples a ouvert un soupirail de ses cachots, et les agents de la police ont murmuré des paroles de liberté; le pape même a fait espérer que le Saint-Esprit allait l'illuminer sur la nécessité d'admettre comme légitimes les exigences de la civilisation. Tout cela n'était qu'artifice de leur part : chacun tenait à se présenter devant l'Europe avec le caractère de prince libéral. La peur du congrès passée, les bonnes dispositions se sont évanouies avec le danger. Ils ne peuvent rien faire que rester enfermés dans le despotisme, comme dans un château fort, prêts à résister jusqu'à la mort. De leur côté, les Italiens n'ont d'autre alternative que de s'abîmer dans la servitude, ou de s'élever jusqu'à leur complet affranchissement : l'échafaud, ou le triom-

Si j'ai parlé jusqu'ici de la légitimité du but que les Italiens se proposaient, je dois maintenant avouer que rien ne pouvait être plus insensé que le choix des moyens par lesquels ils se flattaient de l'atteindre. Ils visaient à réformer sans violence les États, et à y établir le système représentatif; ils cherchaient toute sorte de moyens pour se mettre d'accord avec leurs principes, et se proposaient de former une fédération des puissances constitutionnelles, afin de résister à l'Autriche et de faire de l'Italie une nation indépendante. Ceux-là qui les accusent encore d'avoir ruiné leur magnifique dessein par la discorde persévérante qui les a divisés, se trompent étrangement. Leur dessein ne réussit pas parce qu'il n'était pas né viable. L'histoire que j'écris présente deux époques distinctes : dans la première, qui dura jusqu'à la reddition de Milan, en août 1848, l'esprit de modération prévalut dans toute l'Italie. Cet esprit fut une véritable fureur de parti durant l'année 1847, et repoussa comme suspect et contraignit à se cacher comme pernicieux le petit nombre des exaltés qui croyaient qu'on ne chasserait l'étranger qu'au moyen d'une guerre populaire. Les républicains étaient du moins logiques dans leurs conceptions; ils ne se trompaient que sur l'opportunité et la possibilité de les réaliser. Cependant, ils avaient conscience de leur droit; en invoquant la souveraineté du peuple, ils s'appuyaient sur eux-mêmes : ce parti renfermait une nation. Ce fut un grand dommage que dans les premiers dix-huit mois des événements italiens, il n'y prit aucune part, et qu'il n'arrivât au pouvoir que lorsqu'il ne pouvait que causer des maux à l'Italie. Au contraire, les modérés, qui formaient alors, je ne dis pas la majorité, mais presque la totalité de la nation, qui désiraient fortifier les gouvernements, obtenir la liberté par concession de ces mêmes gouvernements, et préparer d'accord avec eux les moyens d'obtenir

phe. Aussi, quand l'armée française est allée leur donner une pleine liberté d'action, ils en ont profité pour renverser toutes les entraves mises à leur indépendance. Quand la paix de Villafranca est venue mettre une borne à leurs espérances, la qualité de libérateur n'a pas suffi à l'empereur Napoléon pour les détourner de continuer par eux-mêmes l'œuvre de leur affranchissement; et, en s'organisant avec sagesse et résolution, ils ont convaincu désormais le monde qu'il serait plus facile de les briser que de les faire reculer.

l'indépendance, montrèrent une simplicité d'enfants en croyant aux heureux résultats d'une conception qui n'avait pas même le vain mérite d'être logique. L'expérience du passé ne les avait pas éclairés. Ils cherchaient toujours un point d'appui hors d'eux. Incapables par là de constituer aucun droit, ils ne savaient s'affermir, et ils s'avançaient sur le vide à la poursuite d'une chimère. Quels étaient ces princes avec lesquels on voulait tomber d'accord ? Le roi de Naples et celui de Sardaigne avaient régné au milieu des échafauds, puissants par le nombre de leurs soldats et de leurs espions; le premier était haï et craint, non comme on craint les grands rois, mais les méchants; le second était méprisé et encensé, non comme on encense un dieu visible, mais une idole imaginaire. Le temps devait prouver que l'un et l'autre ne feraient des concessions à leurs peuples que s'ils y étaient contraints par la violence, et ne seraient favorables à l'Italie ou ses ennemis que par ambition. Le grand-duc de Toscane ne connaissait l'Italie que parce que sa Florence bien-aimée en était une des villes; il aimait son État avec un cœur autrichien. Les petits ducs dévoués à l'Autriche étaient destinés à vivre et à tomber avec elle. Pie IX, esprit très-borné, ferme dans ses convictions religieuses, mais bien plus ferme encore dans ses idées à l'égard de l'autorité de l'Église, bon pontife, bon souverain, mais toujours disposé à oublier l'une de ces deux qualités pour l'autre, aurait voulu donner le bonheur à ses peuples, mais avec peu d'efforts et sans aucun sacrifice; de telle sorte, qu'après avoir promis plutôt que réalisé quelques réformes administratives, il déclarait déjà être parvenu au dernier terme de ses concessions. Voilà les princes auprès desquels le modérantisme italien, espérant quelques changements dans l'ordre civil, usait, depuis un an, d'instances qui restèrent vaines, au point qu'on commençait désormais à ressentir le besoin de les y contraindre au moyen d'énergiques démonstrations populaires. Néanmoins, l'optimisme durait encore dans les esprits, et il devenait une manie envers Pie IX. Une des premières proclamations du nouveau Pontife avait parlé d'une Italie qui serait bientôt indépendante et deviendrait « le lis des nations. » Ces phrases bibli-

ques avec lesquelles la cour romaine sait assaisonner ses allocutions, furent prises à la lettre par les Italiens et expliquées suivant leurs très-ardents désirs. Par conséquent, sans tenir compte que la Papauté a été de tout temps l'ennemi principal de l'unité italienne; que les Guelfes et les Gibelins avaient, autant les uns que les autres, déchiré leur patrie pour servir l'ambition de Rome et celle de l'empire, qui s'en disputaient les dépouilles; sans songer que les Pontifes ne pourraient embrasser la cause de la nationalité italienne qu'en renonçant à la domination la plus vaste du monde catholique, et qu'enfin Pie IX n'avait ni l'audace de concevoir une telle entreprise, ni le cœur et l'esprit de la réaliser, ni même le soupçon qu'on attendait autant de lui, les Italiens s'amusaient à le représenter comme celui qui prenait l'initiative de la délivrance de leur patrie, lui mettaient une croix à la main, le plaçaient à la tête d'une croisade des peuples, le faisaient marcher contre l'Autriche. Cela fait, personne ne doutait qu'en stimulant les paresseux, en entraînant les rétrogrades, en trompant les simples, on pousserait tous les autres princes, sur les pas du Pontife, à la libération de l'Italie. Ces princes, contre lesquels on aurait employé la tromperie ou le fouet, auraient alors oublié ces injures par les applaudissements dont on les aurait couverts, et se seraient tous vivement empressés, pour faire plaisir à leurs peuples rebelles, de faire la guerre à l'Autriche, leur unique appui, leur unique espérance, pour arriver un jour à se réhabiliter.

Voilà le rêve magnifique des modérés en Italie. D'autres peuples, et les Italiens mêmes en d'autres temps, avaient fait de grands efforts pour conquérir la liberté; ils avaient été enfin écrasés; mais, au milieu de leurs malheurs, ils n'avaient pas eu du moins le remords d'avoir mis leurs espérances dans leurs propres ennemis. A l'époque que je décris, au contraire, il y avait des hommes en Italie qui sincèrement se croyaient transportés dans un monde inconnu à l'humanité, dans un monde qui n'avait pas d'histoire. Là, tous ceux qui, dans une autre planète, ont volé, sont prêts à rendre; tous ceux qui ont tué, sont disposés à faire revivre; les plaies sanglantes dont l'Italie est couverte seront

guéries sans peine par la même épée qui les a faites. Il n'est pas besoin de semer pour recueillir; il suffit de rester les bras croisés. Deux générations éteintes dans les combats pour se racheter de l'esclavage, mille martyrs tombés dans l'espérance d'un jour de salut, coupables efforts, pitoyables folies! Le jour du salut est arrivé, et il ne coûte ni combat ni héroïsme. Il y aurait même du danger pour la patrie à endurer une souffrance, à déployer quelque courage, à soutenir une lutte, à répandre une seule goutte de sang : la rédemption politique est un acte de foi; celui qui restera à genoux se relèvera sans chaînes. Vous diriez d'un peuple qui n'a pas un cœur qui batte, incapable d'éprouver les émotions de la vie réelle : il vit dans l'idéal. Ce rêve s'évanouit aussitôt qu'on passa de la béatitude de l'extase à la dure épreuve des faits, et il s'évanouit par ses propres vices, et parce qu'il était réellement un rêve, et non parce que le souffle d'un parti adverse vint le dissiper. De telle sorte que lorsque j'ai entendu, à une époque postérieure, et que j'entends aujourd'hui encore accuser les princes italiens de duplicité et de trahison, je me suis écrié et je dis encore qu'on les offense à tort. Est-ce que ce fut leur faute, si les Italiens se trompèrent? En considérant ces princes tels qu'ils étaient réellement, on reconnaîtra qu'ils ne manquèrent à rien; ils manquèrent en tant qu'on voulut les prendre pour ce qu'ils n'étaient pas. La seule justification des Italiens, c'est qu'ils ne furent pas seuls à se tromper : le monde entier fut leur complice (1).

Un Pontife d'un esprit élevé aurait aperçu qu'aujourd'hui le catholicisme déchoit, parce qu'il veut se tenir attaché à un passé qui n'existe plus, au lieu de s'identifier avec les espérances de l'avenir. Il se tient immobile au milieu du siècle qui marche, et le siècle l'abandonne. Mais Pie IX n'était pas un homme à voir

(1) En 1859, les Italiens ont montré qu'ils comprenaient beaucoup mieux leur cause: ils ont eu confiance dans leur unique force. Ce n'est plus de la main des princes qu'ils attendent leur délivrance; en méconnaissant et en renversant leur empire, ils cherchent la liberté dans leurs propres vertus. Si le succès couronne leur entreprise, on pourra dire qu'ils ont réussi cette fois parce qu'ils n'ont pas rêvé. S'ils sont destinés à tomber sous la violence étrangère, ils n'auront pas du moins le remords d'avoir coopéré à leur ruine

cela. Il aimait ses peuples; mais il ne leur aurait sacrifié ni les priviléges ecclésiastiques, ni les droits du Saint-Siége, ni même les jésuites. Les cardinaux Lambruschini, Bernetti et Antonelli auraient voulu le conduire saintement sur les traces de Grégoire XVI; Pie IX eut le bon sens de repousser ce perfide conseil, et s'appliqua au contraire à préparer quelques réformes administratives; mais il eut le tort de promettre beaucoup, de temporiser sans cesse, et de croire qu'il avait déjà fait assez, pour peu qu'il eût fait; ce qui produisait le double désavantage d'augmenter infiniment les désirs de ses sujets et de les éluder. Les projets de la veille ne se trouvaient plus suffisants le jour suivant, et il devait arriver un moment où l'on arracherait ces réformes qu'on était fatigué d'attendre : la révolution devait commencer à l'instant même où l'attente pleine de confiance du peuple allait cesser.

La joie du peuple augmentait tellement à Rome, qu'on commençait à en avoir peur. On voyait la population accourir continuellement sur les places publiques et les encombrer, ce qui était une menace pour l'autorité et la sûreté du gouvernement. Néanmoins, la cour s'était montrée jusqu'alors satisfaite de cet entraînement populaire, soit qu'elle n'en vît pas le danger, soit qu'elle calculât les raisons qu'elle en tirerait pour refuser plus tard le sacrifice des priviléges et de la puissance temporelle du clergé. Il est certain que plusieurs individus cherchaient à exciter cette fièvre dans le peuple pour servir un parti auquel profiteraient les fautes qui devaient s'ensuivre; et si le gouvernement n'en était pas le complice, on ne peut assez lui reprocher de n'avoir pas cherché à calmer cette effervescence des esprits lorsque cela était encore possible.

Depuis quelque temps, on faisait de grands préparatifs pour célébrer, le 16 juin, l'anniversaire de l'élection de Pie IX. Les magistrats municipaux de toutes les villes s'étaient assemblés à Rome. Rome est divisée en quartiers; chaque quartier a son chef et son drapeau; Ciceruacchio commande en chef; à l'aube, la multitude se réunit dans le Forum; là, elle se range sous les drapeaux et les chefs indiqués; précédée par des tambours, elle monte au Capitole, où elle se réunit au petit corps des anciennes

gardes civiques de Rome, qui porte une bannière donnée par les Bolonais aux Romains comme gage de concorde. On marche du Capitole vers le Quirinal. Les magistrats municipaux, avec leurs drapeaux respectifs, viennent après. A peine arrivé au Quirinal, on appelle le Pontife, et le Pontife se montre au balcon, fait un signe de remercîment et bénit; on chante les hymnes nationaux. La foule joyeuse se retire du Quirinal pour se rendre à l'église de la Certose, où l'on entonne le *Te Deum;* puis il y a des illuminations, des chants, des danses, des cris pendant toute la nuit, et le jour suivant une nouvelle fête, de nouveaux chants, des illuminations plus splendides. Ce mouvement, cet ordre conservé dans une réunion si nombreuse, ces chefs, ces drapeaux épouvantent pour la première fois le gouvernement romain, qui veut enfin imposer un frein à la persévérante agitation du peuple : il était trop tard.

Toute l'Italie suivait les conseils du Père Ventura. Aussi les Toscans obéissaient et demandaient des concessions au grand-duc. L'honorable Gino Capponi présenta au prince une pétition couverte des signatures des meilleurs citoyens. Et ce ne fut pas en vain, puisque, le 8 mai, le frein de la presse fut relâché; le 31 du même mois, on nomma deux commissions, l'une chargée de nommer un code civil mieux adapté aux conditions sociales du pays, l'autre de faire un code où l'on devait définir clairement les attributions de la police. En même temps, Léopold II s'appliquait à améliorer le système municipal et la consulte d'État, convoquait pour le mois d'août une assemblée de notables, afin d'éclairer le gouvernement sur ces objets. On fit dans toute la Toscane de grandes fêtes, qui, à Livourne, aboutirent à des tumultes et à des injures contre le consul autrichien.

Aussitôt que cette nouvelle arriva à Rome, le cardinal Gizzi se hâta de prendre une résolution, et, par un décret du 22 juin, prohiba les réunions populaires, sous prétexte qu'elles étaient un obstacle aux études des jeunes gens, aux travaux des ouvriers, à l'assiduité des fonctionnaires. Prétexter des raisons, au lieu de déclarer franchement les raisons vraies, fut une marque de faiblesse de la part du gouvernement. L'édit fut méprisé d'autant

plus que, quoiqu'on y parlât au nom du Pape, personne ne le crut, et l'on dit qu'il avait été dicté par la rage des cardinaux rétrogrades, au nombre desquels on plaça Gizzi lui-même. On s'éleva amèrement contre eux, et l'on résolut de continuer les manifestations populaires, ayant la certitude d'être ainsi agréable au Pape, qui n'avait pas approuvé l'édit.

La responsabilité morale des actes odieux du gouvernement ne s'élevait pas dans l'opinion du peuple jusqu'à Pie IX, mais elle retombait entièrement sur les ministres dont il s'était entouré, et qu'on savait partisans d'un gouvernement inquisitorial. Désobéir à leurs ordres, ce n'était pas faire acte de rébellion, puisqu'on croyait ainsi obéir aux volontés généreuses du Pape. En outre, les libéraux étaient alors vivement alarmés de l'attitude menaçante que le parti rétrograde prenait ouvertement contre eux; les volontaires pontificaux, les centurions, tous les satellites qui, sous le règne de Grégoire, avaient sévi sans frein, des hommes tels que Freddi, Nardoni, Fontana, Alpi, Allai, Minardi, et d'autres qui, dans les factions, dans la police et dans les commissions militaires avaient gagné de l'or et de la puissance, ne savaient pas se résigner à leur disgrâce présente. Ils luttaient toujours avec ardeur contre les libéraux, décriaient Pie IX, mettaient en doute la légitimité de son élection et opposaient à l'exécution des lois réformatrices la terrible force de l'inertie. Des ambassadeurs étaient venus de toutes les contrées du monde, du Chili, pour rendre hommage à Pie IX : les novateurs italiens s'en étaient réjouis en pensant que les autres princes d'Italie s'efforceraient, eux aussi, de se rendre dignes, par leur initiative, des éloges des peuples civilisés; les rétrogrades, au contraire, maudissaient un Pape qui bouleversait ainsi le monde et anéantissait l'autorité des autres princes italiens. Ces rancunes avaient donné occasion dans toute la Romagne, et surtout à Faenza et à Imola, à de fréquents assassinats politiques. Depuis quelque temps, des prêtres avaient osé prêcher dans les églises contre Pie IX; Alpi courait en tout lieu, excitant les volontaires et les centurions par la promesse d'une réaction prochaine; à Faenza, les Grégoriens avaient tiré contre des jeu-

nes gens qui chantaient des hymnes au Pape; les carabiniers faisaient partout main basse pour rien; à Césena, les Suisses, par ordre de la police, avaient massacré plusieurs citoyens. L'intervention autrichienne était annoncée comme imminente, et l'on répandait le bruit que le gouvernement lui-même, se voyant impuissant à étouffer le libéralisme, entretenait des relations secrètes avec Vienne pour obtenir un secours de troupes impériales.

Ce bruit était fondé, et nous verrons bientôt si l'on peut croire que Pie IX ait été en dehors de la conspiration. Ce qui est hors de doute, c'est que son gouvernement pressait l'intervention autrichienne. On invitait les Croates comme des alliés qui devaient endormir pour toujours un peuple qui voulait renaître. Metternich, résolu de prévenir les événements et de contrarier à tout prix la renaissance de la nationalité italienne, attendait impatiemment qu'on lui demandât officiellement d'entrer en Romagne, pour avoir une occasion légitime de le faire. Le nonce Viale lui parlait sans cesse des actes exorbitants des libéraux, de la faiblesse du gouvernement, du besoin qu'on avait d'une armée étrangère. Le comte de Lutzow, ambassadeur autrichien à Rome, lui écrivait que l'intervention était nécessaire; le vicomte de Ponsomby écrivait le 14 juillet de Vienne à lord Palmerston la lettre suivante : « J'ai fait savoir plusieurs fois à V. S. que si le Pape eût demandé le secours d'une armée, le gouvernement autrichien l'aurait prêté. Maintenant, je dois vous rapporter *que le gouvernement pontifical est si inquiet*, que l'Autriche *a été invitée* à accorder au Pape une protection armée. L'Autriche est *préparée*. Le prince de Metternich *ne m'a pas dit hier que le Pape désirât ces préparatifs, mais je n'ai aucun doute sur ce fait*. Le prince a parlé minutieusement du danger qui menace le gouvernement romain, de la faiblesse de ses moyens de défense, des conséquences qu'aurait la victoire des partis qui l'attaquent. L'Autriche croit nécessaire d'agir à tout risque pour s'opposer à ceux qui, comme il dit, veulent abattre le gouvernement romain. En me parlant, le prince prononça deux ou trois fois la phrase suivante : L'empereur est résolu de ne pas perdre ses possessions italiennes. »

Ce peuple *qui voulait abattre le gouvernement romain,* n'avait d'autre faute à se reprocher que son aveugle confiance dans ce même gouvernement, et depuis plus d'un an, sans manifester aucune prétention subversive, il attendait avec patience et allégresse les réformes que tout le monde avait conseillées au Pontife. Cependant, les appréhensions de conspirations et d'intervention autrichienne agitèrent fortement les esprits. On réclama avec instance l'institution, déjà bien souvent demandée, de la garde civique, pour défendre l'ordre public contre les bandes de brigands que la police, occupée seulement à veiller sur les libéraux, avait laissé s'accroître et commettre impunément des méfaits. Les ministres, et surtout Gizzi, s'opposaient à ce qu'on accordât des armes au peuple. Rossi, ambassadeur français, ne cessait de conseiller à Pie IX de réformer résolument l'État, comme les temps et la partie la plus éclairée du peuple l'exigeaient, en ajoutant et en répétant toujours que ce serait une œuvre véritable de conservation, tandis qu'hésiter, tergiverser, accorder tard et presque par force, c'était une œuvre de révolution. Le Pape, au milieu de conseils opposés, n'en suivit aucun, et eut recours à un expédient : il permit qu'on complétât à Rome la garde civique, dont il existait déjà quelques compagnies, laissant espérer qu'on l'établirait aussi dans les provinces si le besoin s'en faisait sentir. L'hésitation du gouvernement se montra alors avec évidence dans une lettre par laquelle le secrétaire d'État Gizzi ordonnait aux gouverneurs des provinces de *temporiser à tout prix,* et de n'accorder les armes que lorsqu'on les demanderait *avec la plus vive instance.* Cela fait, Gizzi donna sa démission, disant qu'il était impossible à un ministre de sens et de bonnes intentions de marcher d'accord avec un homme tel que Pie IX. La vérité était que Gizzi se trouvait d'accord avec l'ambassadeur autrichien, et qu'il ne pouvait faire autrement que de s'éloigner d'un Pape qui accordait si facilement des institutions désapprouvées par lui-même comme dangereuses.

Les Romains se réjouirent d'autant plus d'avoir obtenu la garde civique, qu'ils sentaient bien qu'on ne pouvait en différer beaucoup l'armement. Ce fut aussi pour eux un triomphe que la

démission de Gizzi, qui avait perdu, en moins d'un an, toute sa popularité. Enfin, ils le virent avec plaisir remplacé par le cardinal Ferretti, parent du Pape, homme sans talent, sans savoir, mais religieux, charitable et nullement ambitieux. Peu confiant dans sa science politique, et voyant les temps orageux, il fit venir auprès de lui, pour assister son inexpérience, son frère Pierre, qui faisait le commerce à Naples. Celui-ci avait pris part à la révolution de 1831 et jouissait de la confiance des libéraux. Il ne tarda pas à dire de Pie IX *que ce prince avait bon cœur, mais qu'il était plus mobile qu'une femme, et qu'il ne fallait jamais compter pour fait ce qu'il avait dit.*

Rossi ne se fatiguait pas de répéter au nouveau secrétaire d'État qu'il y avait une nécessité absolue de hâter des réformes qu'on faisait toujours inutilement espérer. L'agent anglais ajoutait ses plus vives instances, et sir Georges Hamilton écrivait de Florence, le 8 juillet, « que si le gouvernement pontifical ne mettait pas de la fermeté et de la résolution à poursuivre *de bonne foi* les réformes projetées, il n'était pas difficile de prévoir que, dans l'état actuel de l'Italie, la tranquillité serait sérieusement menacée. » Mais le gouvernement pontifical ne songeait certainement pas à perdre le fruit de quinze mois de temporisations calculées, précisément alors que l'intervention autrichienne allait lui assurer le triomphe.

Le jour anniversaire de l'amnistie approchait, et les libéraux ne voulaient pas manquer de le fêter, malgré l'édit qui empêchait les réunions populaires. Le gouvernement en refusa d'abord la permission, puis il l'accorda. On s'occupait des préparatifs de la fête, lorsque se répandit l'alarme que la réaction allait éclater. Le bruit courut que la police travaillait dans l'ombre, que Mgr Grassellini, gouverneur de Rome, dirigeait la conspiration; qu'on voulait s'emparer du Pontife et le jeter en prison; que les carabiniers, commandés par Freddi, Nardoni, Allai, massacreraient les libéraux. On voyait des campagnards et des centurions accourir dans la capitale. Le mot de conspiration fut prononcé. Le peuple cessa aussitôt de se préparer à la fête. Une agitation sourde commença, et bientôt ce fut un cri général de vengeance. On

désigna les chefs et les complices du complot. Leurs noms furent écrits, et le soir du 14 juillet on les lut sur tous les coins des rues : c'étaient des cardinaux, des prélats, des militaires, des espions; parmi eux quelques-uns étaient honorables, mais le plus grand nombre odieux et décriés. A la lecture de ces noms, le peuple s'écrie : *Mort!* Les carabiniers cherchent en vain à arracher les placards, ils sont repoussés ou frappés. La nuit s'écoule dans une grande inquiétude. Le jour suivant, le gouvernement ne pourvoit à rien, les soldats sont consignés dans les quartiers, la multitude ne connaît pas de frein, Ciceruacchio est à sa tête. Vers le soir on appelle aux armes le petit nombre de ceux qui appartiennent à la garde civique, on commence à donner la chasse aux conspirateurs; on fait des visites domiciliaires chez les familles suspectes; on arrête des vagabonds, des espions, des hommes inconnus; Nardoni, Freddi, Allai prennent la fuite; l'assesseur de police Benvenuti se cache dans un vieux château; Minardi, sbire odieux, a grand'peine à se sauver; le peuple, qui le veut vivant ou mort, le cherche chez lui, dans les maisons contiguës, sur les toits. Deux jours se passent ainsi, sans que le gouvernement donne aucun signe de vie.

On laissait régner ce désordre, causé par la crainte de l'intervention autrichienne, précisément parce qu'il offrait une apparence de justification à l'apparition d'une armée impériale dans la Romagne. En effet, le matin du 17 juillet, une avant-garde de 800 Croates et 60 Hongrois, avec trois canons mèches allumées, entra à Ferrare, campa sur la place de l'Hôtel-de-Ville, et occupa les deux casernes de Saint-Benoît et de Saint-Dominique. Le cardinal Ciacchi, légat à Ferrare, adressa au général Auersperg, commandant de la forteresse, une protestation contre cette insolence *imprévue* des Autrichiens; Auersperg répondit qu'il obéissait à des ordres supérieurs, et qu'il ne pouvait donner d'autre raison. Les Ferrarois entourèrent le légat et le cardinal Cadolini, qui ne savaient que gémir avec eux de cet outrage et de l'injure faite à l'indépendance de l'État et de l'Église.

Mais dans toutes les autres villes de l'État on fit autre chose que gémir. Tous les citoyens s'armèrent, s'organisèrent de leur

mieux, de sorte que la garde civique, sans décret, se trouva partout constituée. Cette attitude vigoureuse du peuple, montrant qu'il savait faire mieux que chanter seulement des hymnes, en imposa au gouvernement romain. Le secrétaire d'État Ferretti obligea le gouverneur Grassellini à sortir du ministère et à quitter le pays dans l'espace de six heures. Freddi et Allai, surpris et arrêtés, vers les confins du royaume de Naples, furent conduits à Rome et jetés en prison. Minardi, arrêté en Toscane, fut livré au gouvernement pontifical. Mgr Morandi, nouveau gouverneur de Rome, affirma dans une proclamation l'existence du complot, ordonna d'entamer le procès, conseilla au peuple de laisser par sa tranquillité une entière indépendance aux magistrats et une pleine autorite à la loi, qui punirait les coupables; puis, visitant les quartiers de la garde civique, il prononça ces mémorables paroles : *Montrons à l'Europe que nous nous suffisons*. Le peuple sentit sa dignité et se tranquillisa.

Les volontaires grégoriens furent alors désarmés et dissous; les centurions perdirent leurs patentes; les carabiniers coururent se jeter dans les bras des libéraux, en s'excusant des excès auxquels ils avaient été poussés par les ordres de leurs chefs, ordres écrits qu'ils montraient; les prêtres réactionnaires les plus fameux se cachèrent ou furent expulsés; divers curés et le chanoine Bertoni de Faënza furent amenés à Rome au milieu des gendarmes, par ordre du Pape; les partisans de la secte cléricale, autrefois si protégés, furent recherchés et livrés aux tribunaux. Le parti libéral, qu'on avait menacé comme rebelle, s'éleva au rang de parti du gouvernement, et sortit plus fort du danger. Des mesures énergiques auraient éventé, vingt jours plus tôt, la conspiration et prévenu les désordres; mais on avait laissé grossir l'orage pour recourir ensuite au remède, lorsque le mérite d'avoir sauvé le pays devait rester au peuple seul, dont l'énergie avait montré qu'il ne se résignait pas à périr. En attendant, l'État avait été violé par l'étranger. Pourquoi cette injure? Aucun danger ne menaçait le pays, si ce n'était celui que les agents mêmes du gouvernement y provoquaient. Quelques-uns ont dit, et l'on voudrait peut-être soutenir encore que la cons-

piration romaine fut une fable inventée par les agitateurs libéraux pour parvenir à dominer le gouvernement. D'autres ont ajouté que l'Autriche avait spontanément et sans complot abusé de sa force, en offensant l'indépendance et l'autorité du Pontife, afin de l'intimider et de l'arrêter dans le sentier des réformes où il s'était engagé. Mais sans dire que tout cela est faux d'après le procès qui fut instruit à Rome, à qui voudraït-on faire croire que les menées des réactionnaires dans le pays, la nouvelle d'une prochaine intervention étrangère, confirmée bientôt par l'intervention même, et précédée par le bruit qui en circulait à Vienne, ne soient pas des preuves suffisantes d'une secrète intelligence et d'une conspiration factieuse? Sans doute, l'Autriche frémissait d'impatience d'entrer en Romagne, et d'étouffer dans son foyer l'incendie qui allait se propageant par toute l'Italie; mais l'Autriche attendait qu'on l'appelât, et cela par égard pour les puissances de l'Europe, devant lesquelles il lui fallait de quelque manière justifier son audace. Et il ne faut pas dire que ce furent les conjurés répandus dans le pays qui appelèrent les Autrichiens: l'invitation, faite par eux, n'aurait eu aucune autorité; ce fut le ministère romain qui exhorta l'Autriche à fournir au Pape une protection armée, et personne ne voudra admettre que le conseil des ministres eût tant osé malgré le Pape ou à son insu. Le vicomte Ponsomby écrivait qu'il n'avait aucun doute que Pie IX désirât l'aide d'une armée autrichienne. Ce fut donc après une entente et une invitation que les Autrichiens occupèrent Ferrare; ils y étaient attendus. Les protestations qui s'ensuivirent, et toutes celles dont je parlerai bientôt, ne furent que des démonstrations politiques rendues indispensables au gouvernement pontifical par la fière attitude du peuple romain, qui, ayant en deux jours brisé tous les fils de la conspiration, sut gagner ainsi l'approbation de la France et de l'Angleterre, et enleva à l'Autriche le prétexte de continuer à réduire un pays qui, contre toute attente, prenait les armes résolument pour défendre l'autorité de son gouvernement et de son bien-aimé Pontife.

Ces événements de Rome agitèrent fortement les esprits dans la Toscane. Les concessions du grand-duc n'avaient pas tran-

quillisé le pays; les factions politiques, excitées secrètement par des agents autrichiens, s'agitaient continuellement. On s'étonnait que la Toscane, où l'on avait toujours vécu sans souci et en paix, où l'on n'avait pas eu à supporter les rigueurs qui avaient affligé les autres contrées italiennes, fût devenue le théâtre d'agitations, de violences, de rixes sanglantes, provoquées par les haines de parti ou par la crainte de vastes complots. Aussitôt qu'on y reçut l'avis de l'occupation de Ferrare, le sort de l'Italie parut menacé par l'Autriche : une colère généreuse s'alluma dans tous les cœurs. Les Toscans, invoquant les noms de Ferruccio et de Pierre Capponi, leurs ancêtres, tombés héroïquement en défendant la liberté de leur patrie, consacrèrent leurs vies à l'Italie dans la grande église de Sainte-Croix; et comme ils avaient perdu depuis longtemps l'habitude des armes, ils commencèrent vivement à en demander. Le gouvernement hésitait, par répugnance pour cette demande et par crainte de l'intervention menaçante de l'Autriche, qui, puissante et forte au milieu de peuples désarmés et divisés, ne supportait pas qu'on leur accordât les moyens de se défendre. Le grand-duc, pour ne pas organiser la garde civique, céda sur d'autres points : il abolit la peine de mort et réalisa d'autres réformes qu'on ne lui demandait pas. Enfin, la crainte de perturbations intérieures l'ayant emporté sur un danger plus éloigné, et le péril de l'intervention étrangère ayant été écarté par les assurances reçues de l'Angleterre, le grand-duc ordonna, le 4 septembre, qu'on instituât la garde civique. La joie publique fut extrême. On voulut célébrer la concession obtenue, et l'on fit des préparatifs pour une fête populaire, qui fut plus magnifique que toutes celles qui avaient eu lieu à Rome. Le 12 septembre, chaque province, chaque ville, chaque bourg de la Toscane envoya des députés à Florence avec les vieux drapeaux de l'ancienne république; les paysans, les prêtres, les moines se rangèrent, eux aussi, sous un drapeau; des Américains, des Suisses, des Français, des Espagnols, des Grecs, des Anglais, des Allemands parurent avec leurs bannières nationales. Trente mille hommes allèrent ainsi chanter dans la cathédrale un hymne de remercîments au Sei-

gneur, puis se rendirent au palais, où le prince, se montrant au balcon, salua la foule avec la bannière toscane. On acclama non-seulement l'Italie, Pie IX, Léopold II, mais aussi Capponi, Gioberti, le poète Niccolini, Ferruccio, Savonarole, et plusieurs autres noms illustres, anciens et modernes, y compris les frères Bandiera et tous ceux qui étaient morts pour la liberté. On rendit des hommages publics aux statues de Ferruccio et de Pierre Capponi; on les entoura de bannières sur lesquelles on lisait : *Au camp de Forli! — Guerre à l'Autriche! — Offre d'une alliance populaire aux Romains!* Le gouvernement fut obligé de placer des gardes près du palais de la légation autrichienne pour la soustraire à des insultes plus graves.

L'Autriche n'alla pas contre la Toscane au-delà d'une simple menace d'intervention armée. Elle devenait, au contraire, chaque jour plus insolente à Ferrare; aussi, malgré mon désir d'exposer ce qui arrivait à cette époque dans les autres contrées de l'Italie, je dois m'arrêter encore un instant aux événements de la Romagne, afin de ne plus être obligé d'interrompre mon récit.

Les Croates entrés à Ferrare profitèrent d'un prétendu guet-apens auquel le capitaine Jankovich aurait échappé par un hasard heureux, pour dire au cardinal-légat qu'ils voulaient diriger la police de la ville et la faire parcourir par leurs patrouilles. Ciacchi répondit que ce qu'on avait dit être arrivé au capitaine Jankovich n'avait pas été trouvé exact, et que, même quand il en serait autrement, on ne pouvait permettre que des patrouilles autrichiennes parcourussent toute la ville, ce qui était contraire aux traités et à la coutume. Mais n'ayant pas la force d'empêcher cette nouvelle violence contre les droits du Saint-Siége, il se borna à protester.

Cette protestation plut à tous les hommes qui avaient de l'aversion pour la domination autrichienne en Italie. Le gouvernement français conseillait la prudence; mais Guizot écrivait en même temps à Rossi, que si les Autrichiens, *sans le consentement du Pape,* s'avançaient sur le territoire romain, les Français y entreraient de leur côté; ce qui prouvait que la patience du ca-

binet français par rapport à l'occupation de Ferrare n'était que la conséquence forcée de l'acquiescement que le Pape y avait donné.

Pendant ce temps, les gouvernants se soutenaient à Rome par la force seule de l'opinion publique. Le cardinal Ferretti et Mgr Morandi faisaient un accueil flatteur aux libéraux et conversaient familièrement avec Ciceruacchio et d'autres plébéiens, dont ils agréaient la protection et cherchaient à gagner la confiance par des caresses de toute espèce. C'était une comédie dont le peuple ne s'apercevait pas, parce que la confiance renaissait et que la bonté du gouvernement de Pie IX était portée aux nues. Les Romains, regardant les ennemis de la liberté qu'ils avaient abattus comme les ennemis du Pontife, usaient, à l'avantage et à la gloire de Pie IX, de leur victoire. Dans ces moments de crise, les gouvernements s'abaissent jusqu'à flatter ceux qu'ils craignent, et attendent des temps plus opportuns pour les punir des maux qu'ils auraient pu faire! Aussi, le gouvernement pontifical, accusé de complicité avec le parti austro-clérical, accordait toutes sortes de satisfactions, et, pour se disculper, donnait à la protestation du cardinal Ciacchi une publicité plus grande qu'il n'était convenable dans une affaire délicate de controverse internationale. Quelques impôts diminués, et surtout l'élévation de M. Morichini, estimé sincèrement comme l'ami des progrès civils, à la place de ministre des finances, mirent le comble à la joie publique.

Mais cette joie fut bientôt troublée par d'autres nouvelles reçues de Ferrare. Le 13 août, vers onze heures du matin, deux bataillons d'infanterie et 60 cavaliers, commandés par le général Auersperg, se rangèrent en bataille devant la citadelle, précédés d'artilleurs tenant la mèche allumée. Un major des chasseurs court au palais du cardinal-légat, et, laissant trois soldats à la porte, un officier dans l'antichambre, entre dans le salon du cardinal, lui remet une lettre d'Auersperg, et demande qu'on livre sur-le-champ tous les postes de la ville à la troupe autrichienne. Le cardinal se fâche et refuse, en répondant qu'il cédera à la violence, mais qu'il protestera solennellement. Auers-

perg accorde une heure pour accéder à sa demande. En effet, à midi les troupes se mettent en marche, et en peu d'instants elles occupent toute la ville, fières comme si elles l'avaient prise d'assaut; les boutiques, les portes, les fenêtres se ferment; le peuple dans les rues crie : *Vive Pie IX!* Le cardinal proteste.

Une occupation militaire, accomplie contre tous les traités, sans motif, sans avertissement, à une heure où les rues étaient encombrées de peuple, et avec un mépris manifeste pour le gouvernement pontifical et ses troupes qui occupaient pacifiquement les postes militaires, devait indubitablement exciter vivement les esprits dans le pays tout entier. Le cardinal Ferretti s'en plaignit au prince de Metternich dans une longue dépêche dont je rapporte les passages les plus essentiels à l'histoire. « Le prince de Metternich, écrivait le cardinal, même en reconnaissant le besoin de réformes administratives dans les États de l'Église, nous accuse d'avoir confondu ici l'idée de *progrès* avec celle de *révolution*, qui forme l'aspiration des clubs et qui n'a pas été assez combattue par le gouvernement. La révolution ne peut jusqu'ici s'appliquer qu'aux idées seules d'un parti exalté, qui existe malheureusement chez nous, mais qui est repoussé par la grande majorité et n'a pas été encouragé par les promesses de réformes rendues indispensables par la nature des temps. Il n'y a pas encore deux mois que le même prince de Metternich, le 2 juillet, nous exprimait que les actes jusqu'alors accomplis par le ministère de S. S. ne laissaient rien à désirer. Depuis cette époque, il n'y a eu aucune disposition nouvelle de quelque importance, si ce n'est l'institution de la garde civique. Je me dispense de discuter s'il aurait été convenable de contrarier le vœu unanime des sujets pontificaux. Je dirai seulement que les circonstances la rendaient alors nécessaire, et que maintenant les avantages que l'ordre public et la sûreté privée en retirent sont immenses. L'accusation de révolution étant donc écartée, il reste à parler des maux que l'on prétend s'être développés depuis un an au milieu de nos populations. Pie IX, résolu de jeter les bases de sages réformes, se prépara à vaincre les obs-

tacles considérables qui s'opposaient à toutes les grandes entreprises. Il avait besoin surtout de se concilier entièrement la confiance des populations, et c'est pour cela qu'il s'assit sur un trône de clémence. S'étant ainsi emparé de l'amour de la multitude, il réussit à paralyser en partie l'action des factions extrêmes. On ne peut nier que quelques tristes mais rares épisodes se mêlèrent aux excès de la joie populaire. Mais celui qui connaît l'histoire des grandes réformes, sait que le petit nombre de désordres arrivés chez nous s'efface devant le souvenir des scènes déplorables auxquelles furent exposés, dans des cas identiques, d'autres peuples moins dociles que ceux qui obéissent au Vicaire du Dieu de paix. En outre, ce serait une grave erreur que de confondre les conséquences d'un système de réformes gouvernementales avec le prétexte que quelques-uns en ont tiré pour satisfaire des vengeances privées ou des passions abjectes. Si pour réparer ce désordre, auquel un gouvernement vigilant peut pourvoir par des moyens ordinaires, il avait fallu abandonner les réformes entreprises, on ne pourrait jamais accomplir aucune œuvre de cette nature. Mais il ne semble pas que ce soit là le puissant motif qui ait déterminé l'Autriche à renforcer sa garnison de Ferrare. Qu'on indique un seul désordre dans tout l'Etat pontifical que les forces indigènes, surtout maintenant, ne puissent suffire à prévenir ou à réprimer sans recourir aux armes de l'étranger. Il n'y a chez nous d'autre danger que celui des complications désagréables auxquelles peut donner lieu la provocation que nous fait l'Autriche. Sans doute, pour empêcher des désordres imaginaires, on en est venu à mettre le Saint-Père dans des embarras vrais et sérieux, puisqu'on ne peut exprimer jusqu'à quel point tous les esprits sont ici irrités, et qu'il est impossible d'en prévoir les funestes conséquences. J'espère qu'une puissance amie ne voudra pas se charger d'une responsabilité si énorme devant le monde entier...., etc. »

La réponse qu'on reçut de Vienne fut ainsi conçue : « Le cabinet impérial, après les événements de 1831, fut un des premiers à signaler à la cour de Rome la nécessité d'accorder de sages réformes, et il en indiqua même l'étendue et la nature.

Le renfort envoyé à la garnison de Ferrare ne peut donc être regardé comme un acte d'hostilité contre le projet conçu par le Saint-Père de corriger des abus. Mais si l'Autriche était favorable à la réforme des abus, elle ne l'était point à l'introduction de nouvelles théories plus abusives encore. On réforme en améliorant ce qui existe, et non en y substituant des nouveautés qui n'ont aucune racine dans le passé et dans le respect des peuples, et qui n'offrent, par suite, aucune garantie pour l'avenir. Quant à l'occupation de la ville de Ferrare, le cabinet impérial n'a fait qu'user d'un droit qui lui est donné par les traités. »

En attendant, la colère des Romains augmentait chaque jour davantage. Les villes offraient des secours au Pontife; les citoyens consacraient à la patrie leurs vies et leurs biens; tous achetaient des armes et les donnaient au prince. Les provinces, les villes, les citoyens, les libéraux, les laïques ne se prononçaient pas seuls en faveur de la cause nationale; mais les prêtres mêmes, les évêques, les ordres religieux, poussés par la peur, recueillaient ou donnaient de l'argent pour favoriser l'armement du peuple. La presse, affranchie de la censure, agitait les questions de l'union de l'Italie et de l'indépendance nationale. Tous les jeunes gens s'appliquaient aux exercices militaires; la garde civique s'habillait et se disciplinait; des prêtres bénissaient les drapeaux. On ne mettait pas seulement sa confiance dans les armes profanes : on répandait partout le bruit que le Pape se proposait de lancer contre l'Autriche une excommunication dans l'église de Saint-Pierre parée de deuil, et avec une terrifiante solennité. L'aveuglement des Italiens était tel, qu'on attribuait ce cri : *Dehors les barbares!* à ce prince même qui avait appelé l'intervention autrichienne.

Le gouvernement laissait ces armements continuer, recommandait au cabinet français ceux qui allaient en France pour acheter des armes, ordonnait qu'on établît un camp à Forli et en nommait les commandants, quoiqu'il ne dût jamais le rassembler. Pie IX écrivait une lettre à l'empereur, pour tâcher d'en venir à une composition qui l'eût tiré des embarras où l'avait mis la présence des Autrichiens dans son État. Quant à

l'excommunication, elle n'était qu'un rêve populaire. Ce que Pie IX en pensait, et quelles étaient dans cette circonstance ses espérances, on le voit dans cette note secrète : « Sa Sainteté ne peut pénétrer dans les ténèbres de l'avenir; il sait qu'il y en a qui sèment l'ivraie dans le champ du bon père de famille, et, par suite, il ne peut présager s'il aura un jour besoin d'une main suprême qui vienne à son aide pour extirper cette ivraie déjà grande. Mais, je le répète, ce n'est pas absolument le cas. »

Dès les premiers temps de son pontificat, Pie IX avait conçu l'idée d'une association douanière avec les autres États italiens; on laissait croire que cette association serait le principe d'une ligue politique et le moyen de l'accomplir. Proposée à des princes despotiques, cette mesure n'avait et ne pouvait avoir d'autre but réel que celui d'assurer l'intégrité des principautés contre les exigences des peuples. A l'époque où je suis arrivé, Pie IX, entouré de mille difficultés, se souvint de son ancien projet et envoya à cet effet des ambassadeurs à Florence et à Turin. J'aurai ailleurs occasion de revenir sur ce fait. Pour le moment, il me suffit de faire remarquer que les Italiens se trouvaient dans un tel excès de douce confiance, qu'il ne doutèrent pas que cet acte, provoqué par les démonstrations hostiles du cabinet de Vienne, fût de la part du Pape la manifestation d'une pensée nationale.

Il est évident que le prince de Metternich et le maréchal Radetzky, en défiant l'Italie, au lieu de réussir à y causer du découragement et de la discorde, y provoquèrent un cri général de guerre, fortifièrent le sentiment national, s'attirèrent l'aversion de ces mêmes hommes qui avaient jusqu'alors évité de se mêler aux affaires politiques, et surtout poussèrent la cour romaine bien au-delà du point où elle désirait et voulait arriver. Et je ne dois pas passer sous silence que si, malgré le patriotisme des Romains, la catastrophe qui arriva deux ans plus tard n'éclata pas en Italie en juillet 1847, il faut en rendre grâce à la contenance de la France et de l'Angleterre, et surtout au noble caractère de Rossi, qui gagnait à la cause italienne les sympathies du cabinet

français, en portant dans une lettre adressée à M. Guizot, le 7 septembre, ce vrai et sûr jugement sur la situation des choses et sur la politique autrichienne : « Ce que la multitude, écrivait-il, désire aujourd'hui, ce sont les réformes et le respect de l'indépendance. Sans doute, ce second sentiment, qui maintenant est profond, général et actif, n'est pas favorable à l'Autriche; il faut certainement prévoir que les réformes contribueront peu à peu à le développer davantage. Mais, que veut dire cela! A moins qu'on ne prétende exterminer l'Italie et en faire une terre d'ilotes, on doit s'attendre que dans un avenir plus ou moins prochain elle révèlera ce qu'elle a dans le cœur. Il est nécessaire de s'y préparer peu à peu, et, en attendant, de conserver les bienfaits présents. Il ne faut pas surtout exciter des émotions prématurées, qui seraient funestes et dangereuses pour tous, quel qu'en fût le succès. Or, il semble que l'Autriche veut les exciter par ses démarches, avec lesquelles elle provoque le sentiment national, et par des actes qui irritent et n'épouvantent pas; de sorte qu'elle ne réussit qu'à faire empirer la position du chef de l'Église. »

CHAPITRE IV.

État de la Lombardie. Démonstrations populaires provoquées par les patriciens milanais, et dans quel but. Massacre du 1er septembre à Milan. Conduite de Manin à Venise. Réponse donnée par l'empereur aux demandes de réformes formulées par les Lombards et les Vénitiens. Tumultes à Lucques, à Modène, en Toscane. Condition politique du royaume de Naples. Conspirations. Émeutes de Reggio et de Messine. L'État sarde n'est pas dans une meilleure condition que Naples. Démonstrations populaires à Turin étouffées dans le sang. Conduite de Charles-Albert.

La colère du peuple n'était nulle part plus exaltée que dans les malheureuses provinces italiennes soumises à la domination soupçonneuse et impitoyable de l'étranger par suite de cette violence qu'on appelle *droit de conquête*. L'Italie n'était aux yeux du prince de Metternich qu'un souvenir historique, un nom géographique; là, il n'y avait ni peuple ni nation. Le désir de liberté et d'indépendance qu'on y manifestait n'était pas un besoin profondément senti, mais le délire fébrile de gens infirmes, le rêve éphémère d'esprits égarés. D'ailleurs, l'Autriche n'était pas une puissance qu'on eût pu ébranler, et pour dompter la révolution, les artifices ordinaires de la police étaient de trop: n'avait-elle pas les prisons; en dernier lieu, les baïonnettes; avant tout, la guerre à l'intelligence, et, par suite, la proscription de tous les journaux et des livres qui servaient à la propagande révolutionnaire? Malgré cela, le pays était inondé de publications sorties des presses du Piémont, de la Suisse, des Romagnes, et que toute la vigilance de la douane ne pouvait arrêter à la frontière. On poussait de toute part le peuple lombard, plein de courage mais désarmé, à une lutte imprudente et inégale contre le dominateur étranger. Les patriciens, n'ayant d'autre but que de se venger de la domination autrichienne, voulaient de l'indépendance et non de la liberté; par conséquent, craignant la révolution, ne mettant leurs espérances que dans la

guerre, ils attendaient cette fois leur salut de l'armée piémontaise, de même qu'ils l'avaient attendu, en 1814, de l'armée autrichienne. Le peuple, à leur avis, était inhabile à se sauver; il était dangereux de lui laisser tenter cette entreprise, puisque la liberté conquise par la valeur du peuple aurait été pour eux l'esclavage. Ils ne voulaient que se servir de lui comme d'un instrument de leurs projets; profiter de sa colère, le pousser de mille manières à la manifester, afin de prouver combien l'Autrichien était haï, combien la conquête de la Lombardie était facile, et exciter ainsi l'ambition de Charles-Albert au point de lui faire déclarer la guerre à l'Autriche. Il en résulta que, sans qu'il y eût ni armes, ni munitions, ni chefs, on provoqua des démonstrations qui ne profitaient qu'aux généraux autrichiens, parce qu'elles leur donnaient l'occasion de demander à Vienne des pouvoirs extraordinaires et de concentrer dans la seule autorité militaire toutes les forces du gouvernement. La police, jusqu'alors soupçonneuse et vigilante, feignit de ne plus rien savoir; elle se mêlait même aux démonstrations, et les favorisait en attendant qu'elles prissent un caractère séditieux. Il n'était pas difficile de prévoir que ce peuple allait se trouver exposé à un massacre.

Vers cette époque, les Autrichiens avaient occupé Ferrare, d'acccord avec le parti clérical, qui avait organisé une réaction dans l'État romain. Nous savons que les conspirateurs manquèrent leur but. La conduite énergique des Romains encouragea les Lombards. Les Autrichiens appelèrent en Italie d'autres soldats, et leur attitude vis-à-vis de la population changea subitement. Esclaves de la discipline, dépourvus de toute volonté, ils s'étaient jusque-là rendus tolérables, surtout parce qu'ils n'avaient jamais pris part aux persécutions des sbires de la police; la ville s'apercevait à peine de leur présence. Mais du moment que les démonstrations devinrent plus fréquentes, l'armée fraternisa avec les sbires et les égala en férocité.

On attendait à Milan le nouvel archevêque, Romili, qui était un Italien, et le peuple se disposait à lui faire un accueil des plus brillants. La police, qui était entre les mains d'hommes tels

que Torresani, Bolza et autres monstres, en voulait au comte Casati, gouverneur du municipe, qui avait ordonné les fêtes.

Le 1er septembre, Charles Cattaneo, citoyen très-respecté pour sa science et pour son amour de la patrie, s'aperçut, en passant devant une caserne, que les gardes de la police faisaient aiguiser leurs sabres; il remarqua ailleurs d'autres sinistres préparatifs, et se hâta d'en avertir les membres de la municipalité pour qu'ils préservassent les citoyens de ce guet-apens. Mais les magistrats municipaux ne tinrent pas compte de cet avis, et appliqués entièrement à exciter l'effervescence d'un peuple courageux et désarmé, il firent orner les rues des drapeaux glorieux de la ligue de Pontida, et les arcs de triomphe d'inscriptions qui rappelaient le souvenir des victoires de Milan contre l'empereur Frédéric et la fondation d'Alexandrie. Une foule immense de peuple accueillit l'archevêque au dehors de la ville; elle l'accompagna le lendemain matin au Dôme, et le soir admira devant son palais une magnifique illumination au gaz, spectacle nouveau pour elle. Les acclamations en l'honneur de l'archevêque se confondirent avec celles adressées à Pie IX. Tout se passa sans désordre. La police, au lieu d'empêcher ces réjouissances inaccoutumées, comme elle l'aurait fait en d'autres temps, se répandit silencieusement au milieu de la multitude, compta les cris de *Vive l'Italie,* les injures adressées aux jésuites, et se prépara à la vengeance sous prétexte de rétablir l'ordre. La garnison, renonçant par une feinte modestie à imposer le respect au peuple, cacha sa présence, se renfermant dans les casernes. Le 8, il y avait fête au Dôme. Les rues étaient illuminées et encombrées de peuple; tout d'un coup, à l'occasion d'un de ces tumultes qui surviennent ordinairement au milieu de la foule, des milliers de sbires se montrent et somment avec insolence le peuple de cesser les applaudissements et de se disperser. Les citoyens ne se pressent pas d'obéir, et continuent à chanter des hymnes en l'honneur de Pie IX; les sbires commencent alors à faire usage de leurs sabres et à opérer des arrestations. La foule se disperse, et croyant se sauver, se dirige de la place du Dôme vers la place Fontana; mais là elle trouve posté le comte Bolza, dont les sbires très-

nombreux s'élancent sur les citoyens et commencent traîtreusement à les tuer à coups de stylet. La vue du sang émeut les Milanais, qui crient plus fort : *Vive l'Italie! Vive Pie IX!* se raniment, et quoiqu'ils n'aient pas d'armes, tombent avec une telle fureur sur leurs agresseurs, qu'ils les obligent à prendre la fuite après une lutte sanglante. Pendant cette lutte, les gendarmes, appelés par les sbires à leur secours, restent indifférents, ne font pas de violences, donnent des conseils. Enfin, l'archevêque paraît lui-même sur la place, recommande au peuple de se tranquilliser et le bénit : cela suffit pour apaiser sa colère, que le fer des bourreaux n'avait fait qu'exciter.

Le jour suivant, on pleura les victimes. Le soir du 9 se passa tranquillement; mais le peuple était très-irrité. On ne vit plus alors à Milan que soldats précédés de leurs généraux, que canons chargés à mitraille. On eût dit un jour de bataille. Néanmoins, l'ennemi manquait, puisque le peuple était là en spectateur curieux comme s'il s'agissait d'une parade militaire. On a prétendu que quelques-uns avaient poussé des cris de mort contre les Autrichiens; si ce fut vrai, ce fut l'œuvre de méchants payés pour faire cette provocation. A ce cri, les sbires et les soldats ouvrirent le feu contre les citoyens et ne le cessèrent qu'à minuit. C'est au centre de la ville, et vers Saint-Laurent, qu'on répandit le plus de sang. On compta un grand nombre de morts et de blessés. La municipalité adressa ses plaintes au gouverneur, qui s'excusa et donna des ordres, sans empêcher pour cela qu'un affreux carnage ne se renouvelât le jour suivant.

La municipalité et les patriciens recueillaient le fruit de leur politique, et les Autrichiens, croyant étouffer la haine du peuple, la fomentaient. De plus grands désordres auraient eu lieu si des citoyens éclairés n'eussent senti le besoin d'intervenir afin de prévenir de nouveaux tumultes préjudiciables au peuple. Ils résolurent d'opposer à l'agression militaire une résistance légale. Dès le 3 juin, une commission, composée de Pompeo Litta, Restelli, Rossi et Cattaneo, avait déjà présenté au gouvernement un rapport sur l'enseignement et sur la presse, en demandant diverses réformes dont la nécessité était généralement reconnue. Quant à

l'armée, ils avaient demandé que le collége des soixante nobles, établi depuis peu de temps à Vienne, fût transféré dans la Lombardie et changé en une nombreuse école polytechnique, militaire et civile; que les soldats lombards fussent exercés au service de l'artillerie et de la cavalerie, armes dont ils étaient exclus, puisque l'Autriche destinait chacun des onze peuples qui composent l'empire à une arme spéciale, afin qu'aucun d'eux n'eût tout seul une armée complète. Mais la réponse donnée par le gouvernement à ces demandes avait été la déportation de quelques-uns des réclamants. Cependant, après les événements de septembre dont je viens de parler, Nazari, dont la modération n'avait jamais été suspectée, adressa à la congrégation centrale, qui était une espèce de représentation nationale composée de députés élus par les conseils communaux et présidée par le gouverneur de Milan, la proposition de former un comité chargé de faire un rapport sur les causes du mécontentement général. L'assemblée, étonnée de tant de hardiesse, mais satisfaite au fond, s'associa à la demande. Le gouvernement, irrité autant que surpris, aurait bien voulu repousser la requête; mais le courage lui manqua : il consentit à la nomination d'un comité, et ne tarda pas à s'en repentir. Voici, en effet, les demandes qui lui furent adressées par des hommes dont il avait autorisé l'élection : 1° l'administration du royaume par le vice-roi, assisté de conseillers tous Italiens; 2° le droit pour le royaume de pourvoir à ses propres dépenses et de ne contribuer aux dépenses générales de l'empire que dans une juste proportion avec les autres provinces; 3° la publication des comptes de la dette; 4° l'amélioration du système douanier; 5° la diminution de la durée du service militaire, qui était de huit ans; 6° plus de publicité dans l'administration de la justice et plus de sécurité contre la police.

Pendant qu'on travaillait ainsi à Milan, Venise ne restait pas oisive. Cette reine de l'Adriatique avait longtemps vécu dans l'insouciance de la paix : le peuple ne s'occupait pas de politique; la bourgeoisie s'accommodait de tout, pourvu que le commerce fût florissant; la noblesse faisait presque cause commune

avec l'Autriche. Quelques rares penseurs rêvaient d'indépendance et de nationalité italienne. Il y avait au milieu d'eux Manin, jeune homme énergique. Les temps étaient orageux, et Manin comptait qu'il lui fallait procéder avec une sage lenteur pour réveiller au fond des cœurs les sentiments généreux. Il engagea donc avec le gouvernement une lutte légale, ne s'avançant jamais d'un pas sans en avoir calculé les conséquences. Il profita habilement d'une question industrielle relative aux chemins de fer, pour en faire son arme de combat : c'était une querelle d'ingénieurs; Manin parvint à y intéresser la ville tout entière.

Chargé d'aller à Milan défendre, dans une assemblée générale des actionnaires, les intérêts de ceux qui s'étaient rangés de son côté, il y signala sa présence par un commencement de rébellion contre l'autorité. Il demandait la vérification des titres. Des gens intéressés sans doute à ce qu'on passât outre, provoquèrent, à cette occasion, un si violent tumulte, que le commissaire de police présent à la séance se couvrit et invita Manin à se taire. « Est-ce un ordre ou un conseil? répliqua aussitôt Manin. Si c'est un conseil, je ne l'accepte pas; si c'est un ordre, il est injuste, et je ne céderai qu'à la force. » — Pas de violence! s'écria-t-on de toutes parts. Le commissaire, intimidé, n'insista plus. Manin avait le code à la main : c'était sa première victoire. Le soir, dans un banquet, il laissa entrevoir sa pensée, en disant : « Mes amis, nous avons atteint un but plus important qu'un tracé de chemin de fer. » C'était chose curieuse que de le voir se multiplier, porter partout des listes de souscription, enrôler malgré eux les plus récalcitrants et jusqu'à des membres de l'administration de la police, s'emparer de ceux qu'il rencontrait pour en faire des présidents, des secrétaires du comité de l'administration ou de surveillance. Le gouvernement, faute de pouvoir déplacer la majorité que Manin avait ralliée à son opinion, se décida à dissoudre la Société. Mais l'actif Vénitien trouvait même dans cet échec un moyen de triomphe, en protestant énergiquement. D'ailleurs, il avait atteint son but : il avait mis en mouvement la noblesse lombarde et la

bourgeoisie vénitienne, et son nom était devenu si populaire, qu'il ne pouvait paraître quelque part sans y être accueilli par une salve d'applaudissements.

Le congrès des savants devait se réunirà Venise le 13 septembre de cette année 1847. Manin se proposa de profiter de cette réunion au point de vue politique. Je ne dirai pas quelle habileté il déploya par avance afin d'en être élu membre. Il ne fut point trompé dans son attente. Le congrès se réunit, mais l'attitude très-décidée des autorités autrichiennes ne lui permit pas de faire tout ce qu'on en espérait. Le prince de Canino, après avoir fait du bruit à Rome en invectivant le cardinal Ferretti et le roi de Sardaigne, avait parcouru Livourne, Pise, Florence, avec une suite d'autres comédiens politiques, et il avait partout harangué en prose et en vers le peuple, en l'appelant souverain et en se servant comme d'une tribune des bancs de café ou des balcons d'auberge. Enfin, il se présenta en uniforme de garde civique romain au milieu du congrès de Venise, et il voulut donner là aussi un échantillon de son génie libéral; mais les Autrichiens coupèrent court à ses triomphes et le reconduisirent à la frontière. Il retourna à Rome avec de plus grands avantages : il était désormais une victime. Manin se conduisit bien différemment : il chercha avec art à porter incidemment la discussion sur le terrain de la politique. Un magistrat lombard, à Venise, M. Terzaghi, lui disait un jour : « Vous serez le rédempteur de ce pays. — Avec ou sans crucifiement? demanda Manin. — Sans crucifiement, je l'espère, répondit Terzaghi. » Mais le congrès intimidé se renferma dans le cercle ordinaire des discussions scientifiques. Toutefois, un incident signala sa clôture. Personne ne prenait, suivant la coutume, l'initiative d'offrir des remercîments au gouvernement qui avait donné l'hospitalité à la docte assemblée; un médecin s'enhardit cependant à faire la motion; sa voix fut aussitôt couverte par un cri général : *Assez! assez!* et le congrès se sépara.

Manin ne laissa pas à cette agitation naissante le temps de se calmer. Nazari venait de faire à Milan sa patriotique motion; Manin voulut l'imiter. Ne trouvant pas dans la congrégation vé-

nitienne des hommes assez hardis pour oser le seconder, il écrivit en son nom la demande des réformes politiques, et l'inséra au procès-verbal de la congrégation. C'était un acte illégal, puisque Manin n'était pas membre de cette assemblée. Cependant, il voulut ainsi signaler aux Vénitiens l'inexcusable timidité de leurs magistrats. Ceux-ci, honteux de leur faiblesse, reprirent la demande, la signèrent et l'envoyèrent à la congrégation centrale, qui s'en trouva ainsi légalement saisie.

Mais la réponse de l'empereur ne tarda pas à arriver de Vienne; elle disait : « J'ai fait pour le royaume lombard-vénitien tout ce que j'ai cru pouvoir faire, et je ne suis pas disposé à d'autres concessions. Je compte sur la sagesse de la majeure partie des habitants du royaume pour que des scènes si fâcheuses ne se renouvellent pas, et, en tout cas, je me confie en la valeur et la fidélité de mes troupes. »

Loin d'effrayer, ce hautain langage ne fit qu'aigrir les esprits. Les démonstrations continuèrent plus vives que jamais. Toutes les maisons furent fermées aux Autrichiens. Quiconque leur était supposé favorable vit son nom écrit sur tous les murs et entendit retentir à ses oreilles le mot de traître. Les hommes les plus prudents n'osèrent contrarier l'animadversion populaire. En un mot, pendant l'automne de 1847, on ne cessa de montrer sous toutes les formes au gouvernement le plus grand mépris. La police redoubla de sévérité, emprisonna des enfants pour avoir applaudi, et, comme disaient les Vénitiens, *se donna le ridicule d'un massacre des innocents*.

A Lucques, le duc Charles-Ludovic de Bourbon, fameux dans sa jeunesse par sa vie irréligieuse et déréglée, s'était, dans un âge plus mûr, changé en cafard mélancolique et en prince féroce. On disait que sa conversion avait été l'œuvre du duc de Modène, qui lui avait prêté de l'argent, dont il était avide autant que prodigue. Depuis quelque temps, il vivait à l'écart du monde, peu soucieux des affaires de l'État, qu'il avait confiées à son palfrenier, l'anglais Ward, créé par lui premier ministre. A l'époque des réformes de la Romagne et de la Toscane, il s'était amusé à faire des épigrammes contre le Pape et contre Léopold.

Champion de l'absolutisme et allié de l'Autriche, il n'avait jamais voulu permettre de fêtes pour Pie IX. Il avait fait courir, le 29 mai, les gendarmes sur les jeunes gens qui fêtaient l'anniversaire de la bataille de Legnago. Le magistrat Fornaciari, qui avait voulu l'éclairer sur les dangers auxquels il s'exposait, avait été destitué. Charles-Ferdinand, son fils unique, simple soldat dans le Piémont et renommé pour toutes sortes d'iniquités, employait le fouet et le bâton contre ses sujets, et se plaisait à se mêler avec les sbires et les gendarmes. Mais enfin, le 1er septembre, les Lucquois se révoltèrent; les princes terrifiés accordèrent toutes les réformes que Rome et la Toscane avaient obtenues, et se montrèrent au balcon pour recevoir les acclamations du peuple. Mais, pendant la nuit, ils se sauvèrent dans le Modenais, et de là ailleurs. Ils vendirent leur duché à Léopold II de Toscane. Le beau pays de Lucques, rentré dans la famille toscane, jouit des bienfaits des réformes civiles.

Durant la même époque, c'est-à-dire dans l'été de 1847, les deux autres petits duchés de Parme et de Modène n'étaient pas moins malheureux. A Parme, Marie-Louise laissait la police empêcher les collectes qu'on faisait en l'honneur de Pie IX, et sabrer ceux qui en acclamaient le nom, devenu un objet d'épouvante pour tous les satellites de l'Autriche. A Modène, le jeune duc, marchant sur les traces de son père, menaçait de châtiments et se vantait puérilement d'être le chef d'une armée autrichienne qu'il faisait venir dans le pays, et dont il était plutôt l'esclave que le maître. Cependant, à Modène, à Reggio, à Massa et à Carrare, la difficulté de réprimer les populations en révolte augmentait chaque jour.

Mais le peuple le plus agité de toute l'Italie était précisément celui qui avait toujours été le plus tranquille. C'était peu pour lui d'avoir obtenu sans peine la consulte d'État, la garde civique et d'autres concessions importantes. Le ministère avait empêché de chanter des *Te Deum* patriotiques dans les églises; on les chantait partout, et le curé Valli, à Pise, protestait contre les ordres du gouvernement au nom de la liberté ecclésiastique. La garde civique avait été accordée; les Livournais arboraient des

bannières tricolores et refusaient d'y ajouter une bande jaune, couleur de Pie IX. On possédait des armes, la liberté de la presse, le droit de pétition; néanmoins, lorsque les plus grands États italiens ne s'étaient pas encore prononcés, et que l'Autriche était encore libre de ses mouvements, la petite Toscane voulait seule s'élancer vers une nouvelle conquête, la conquête d'un mot, la constitution. Pour calmer cette impatience, le grand-duc sacrifiait Paver, ministre impopulaire, et appelait au pouvoir Ridolfi et Serristori. Ridolfi, avant d'accepter la tâche difficile de conduire et de contenir la révolution, fit demander à quelles conditions les libéraux accorderaient leur concours. Montanelli, qui représentait le parti des modérés, répondit qu'il suffirait, pour le moment, d'armer le pays, d'affranchir les communes et de former une ligue italienne. Le nouveau ministre suivit ce programme autant que les circonstances le permirent; en outre, il réduisit la puissance de la police, véritable tyran, obtint l'accession du duché de Lucques, et, en prévision d'une guerre possible avec le duché de Modène, ordonna la formation d'un camp à Pietra-Santa. Mais, dans ce moment, cela n'était pas assez. Il aurait fallu mieux comprendre les nécessités d'une époque révolutionnaire. Guerrazzi, dont j'aurai à m'occuper longuement plus tard, était le maître absolu à Livourne. Il commença à crier à la trahison, à demander la destitution des ministres, et s'empara du palais du gouvernement. Le ministère ne pouvait laisser ces excès impunis; mais il n'avait pas assez de popularité pour sévir sans danger pour lui-même. Ridolfi se rendit à Livourne, et il eut l'imprudence, car c'en était une dans ces temps agités, de laisser conduire Guerrazzi dans la forteresse de Portoferraio. Une catastrophe menaçait la Toscane, lorsque, pour la sauver et hâter les événements, survinrent les bouleversements dont l'Italie fut le théâtre au mois de janvier 1848, et dont je parlerai plus tard.

Il me reste à dire un mot du royaume des Deux-Siciles et de celui de Sardaigne.

La condition de Naples n'était pas comparable à celle des autres contrées italiennes. Là, on n'avait pas à se délivrer, comme

en Lombardie, de la présence de l'étranger; on n'avait pas à désirer, comme en Romagne, en Piémont, et même en Toscane, des codes qui existaient et qui étaient bons; ni des ordres judiciaires, administratifs et municipaux, qui ne pouvaient être meilleurs; ni une consulte d'État, qu'on possédait; ni la garde civique, qui depuis longtemps était organisée et armée. En un mot, toutes les souffrances qu'on éprouvait dans les autres sociétés italiennes n'étaient pas ressenties dans la société napolitaine. Là, il n'y avait donc pas besoin de réformes : il fallait seulement que les anciennes institutions, aussi nombreuses qu'excellentes, ne fussent pas corrompues par le souffle impur d'un gouvernement despotique. Or, le changement du caractère des gouvernants n'est pas une de ces choses qu'on demande et qu'on promet par écrit : il faut des liens et d'autres forts instruments pour maîtriser la fureur des fous. La loi existait : ce qu'on désirait, c'était une garantie que la loi fût respectée par ceux qui en disposaient. Le mouvement, qui en d'autres lieux d'Italie était civil, était donc et devait être à Naples nécessairement et uniquement politique. Ailleurs, on demandait aux gouvernements des réformes; à Naples, on se préparait à une révolution pour innover dans la seule chose qui exigeât une réforme, le gouvernement. Là, on faisait des démonstrations; ici, l'on conspirait.

Les gouvernants ne cessaient, à Naples, de se plaindre que la Romagne et la Toscane étaient devenues le théâtre de tous les excès révolutionnaires. Ils maudissaient bien haut Pie IX et Léopold II, qui, en accordant des réformes, comme si les Italiens eussent été mûrs pour la liberté, mettaient en feu la Péninsule, et, ce qui est la même chose pour les despotes, bouleversaient les bases de la société en menaçant l'absolutisme des princes. Ils déploraient enfin que la fièvre révolutionnaire commençât à gagner leurs sujets. Ils n'osaient avouer que leurs sujets avaient marqué chaque année du règne de Ferdinand II par de continuelles émeutes, conspirations et révolutions; que, dans cette année 1847, ils avaient six procès entamés pour crimes d'État; que le pays était couvert de comités révolutionnaires.

Ces comités secrets avaient reçu depuis 1845 une organisa-

tion plus régulière; ils correspondaient entre eux. Les événements de Rome vinrent hâter l'exécution de leurs desseins. Au mois de juillet 1847, les députés des provinces au-delà et en deçà du Phare se réunirent à Naples; la nécessité d'un prompt mouvement insurrectionnel étant reconnue, ils convinrent sottement que ce mouvement serait successif et non simultané; et comme Naples et Palerme, villes qui se trouvaient dans les conditions les plus favorables, refusaient de prendre l'initiative, les députés de Messine et de Reggio se chargèrent courageusement de faire le premier pas; les autres provinces devaient imiter leur exemple.

Le 29 août, on arbora le drapeau tricolore à Saint-Stefano; on y lisait le mot : *Vive l'Italie!* Un millier d'hommes armés étaient là pour le défendre. Le 2 septembre, les insurgés, grossis par les jeunes gens des villages voisins, marchèrent sur Reggio, où le commandant de la province et la garnison se renfermèrent dans le château, qui n'était pas préparé pour une longue défense. La population de Reggio se souleva subitement et fêta l'arrivée du drapeau italien. Quelques bandes de jeunes gens entrèrent également le 1er septembre à Messine, aux cris de *Vive Pie IX! Vive l'Italie!* Leur projet était de surprendre dans une auberge, où l'on savait qu'ils seraient ce jour-là réunis, les officiers du roi et les généraux Landi et Busacca; en s'emparant de ces chefs, ils auraient obtenu de suite la possession de la formidable citadelle qui épouvante Messine. Mais après une courte escarmouche, où tombèrent quelques morts et quelques blessés des deux côtés, les insurgés, ne se voyant pas aidés par la population, se débandèrent.

A Reggio, au contraire, le château, menacé d'un siége, capitula. Deux cents soldats et quatre-vingts gendarmes en sortirent, déposant leurs armes. Ils furent respectés; mais la colère populaire se porta tout entière sur le commandant, que ses cruautés avaient rendu odieux. Ce fut le seul sang de versé. D'ailleurs, on respecta les propriétés, les caisses publiques, les employés du roi. On établit un gouvernement provisoire; on proclama la constitution de 1820. Le district limitrophe de Gerace imita

l'exemple de Reggio. Mais, suivant le plan fixé, les insurgés ne devaient pas rester en ville; ils devaient se diriger vers le centre de la province, afin de se réunir aux citoyens des autres districts.

Le jour suivant, deux frégates napolitaines arrivèrent en vue de Reggio, et, s'étant approchées de la ville à portée de canon, elles commencèrent, sans aucune sommation, à la bombarder. Les insurgés s'en étaient éloignés; la mort frappait des citoyens pacifiques et désarmés; et comme si cela n'était pas assez, deux régiments descendirent à terre et donnèrent l'assaut à la ville, qui n'avait pas de défenseurs; il n'y eut pas de combat, puisque personne ne résistait : il y eut un lâche carnage d'enfants, de femmes et de vieillards. Les prisons, en moins de vingt-quatre heures, regorgèrent de prisonniers. Un conseil de guerre improvisé condamna sans débats et fit fusiller un grand nombre de citoyens. On porta en triomphe les têtes des victimes, puis on les exposa sur les places publiques. Dix-huit citoyens qui s'étaient sauvés furent mis hors la loi, et l'on promit mille écus de récompense à l'assassin de chacun d'eux : c'étaient des hommes respectables par leur vertu ou par leurs talents; quelques-uns d'entre eux étaient octogénaires.

Pendant que ces cruautés s'exerçaient à Reggio et aussi à Gerace, la colonne des insurgés, traversant l'Apennin, occupait une forte position, lieu de rendez-vous, envoyait des détachements sur divers points de la province, attendait les secours promis. Durant le bombardement de Reggio, quelques bombes étant tombées sur la prison et les geôliers en ayant abandonné la garde, 500 prisonniers s'en étaient évadés et avaient rejoint les insurgés; harangués au nom de la patrie et de l'honneur, ils se distinguèrent par leur subordination et s'abstinrent de tout vol, même de celui des fruits dont les campagnes abondaient : tels sont les Calabrais, prompts, quoiqu'ils soient bons, à se livrer au crime si on les irrite; faciles, quoiqu'ils soient méchants, à pratiquer les vertus les plus généreuses si on les caresse. Mais l'on était déjà au 25 septembre, et aucun mouvement n'éclatait à Naples, aucun en Sicile; des circonstances imprévues, de faux rapports et quelque ténébreuse intrigue dissipaient

les bandes qui s'étaient formées dans les provinces limitrophes de la Calabre. Les troupes évitaient toute rencontre avec les insurgés, et ceux-ci, qui pouvaient prolonger la lutte en causant des sacrifices aux populations et en dévastant des campagnes sans aucun avantage pour la patrie, se divisèrent en petites bandes, qui, se répandant dans les forêts, continuèrent à entretenir le feu de la révolte. Quelques-uns, entre autres leur chef Romeo, se présentèrent volontairement aux autorités royales, qui ne les fusillèrent pas : l'opinion publique accusa les uns de lâcheté, les autres de trahison.

Au mois d'octobre 1847, il y avait dans les prisons de cette province 1,300 insurgés qui s'étaient constitués prisonniers volontairement. Ils furent tous condamnés à vingt-cinq ou à trente ans de galères, sauf vingt-un d'entre eux qu'on condamna à mort; la peine de douze de ces derniers fut commuée en celle du bagne; les neuf autres moururent intrépidement en criant *Vive l'Italie!* La crainte poussa le roi à se venger si cruellement, que toutes les provinces du royaume en ressentirent les terribles effets. Dès lors, les Napolitains résolurent de s'abstenir de nouvelles imprudences et de se concerter avant de tenter un soulèvement général.

Si nous passons du roi qu'on a surnommé *bombardeur* au roi *très-italien,* nous trouverons qu'à cette époque ils se valaient bien. J'ai parlé ailleurs de la sévérité que la police de Turin déploya contre ceux qui s'étaient parés de cocardes aux couleurs de Pie IX. La douloureuse résignation du peuple ne dura pas longtemps. On commença là aussi à chanter timidement dans les rues quelques strophes des hymnes composés pour le Pape. Puis, s'enhardissant de plus en plus, on osa, le soir du 1er octobre, et malgré la plus rigoureuse prohibition, chanter bruyamment ces hymnes sur la promenade publique. Aussitôt des soldats, des gendarmes, des sbires avec des sabres nus et des pistolets armés, s'élancent de tous côtés sur un grand nombre d'habitants qui se trouvaient là assemblés. Ils frappent, blessent, emprisonnent des gens de tout âge et de tout sexe; la cavalerie poursuit les fuyards dans toutes les rues de la ville. Cette manière

barbare de réprimer une réjouissance provoqua une colère immense dans tout le peuple. Le jour suivant, on dresse la liste des blessés et des prisonniers; quelques citoyens des plus hardis écrivent une protestation contre les autorités et se proposent de la porter au roi; mais très-peu osent la signer, et personne n'a l'audace de la présenter au souverain. On se résout alors à envoyer la protestation aux magistrats municipaux, qui, remplis d'épouvante, ne veulent ni se charger de la faire parvenir au pied du trône, ni même la conserver dans leurs archives. La plupart de ceux qui ont souscrit tremblent de peur, pâlissent à la vue d'un seul gendarme, et demandent que la pétition soit brûlée. On ne trouve que dix-sept citoyens assez audacieux pour prendre sur eux la responsabilité de cet acte, en le déposant chez un notaire, tant était faible le courage civil chez ce peuple élevé par les jésuites et dompté par les rigueurs des prisons, rigueurs qui dans les contrées romaines et napolitaines étaient un aiguillon pour la hardiesse des hommes.

Cependant, les nouvelles de Rome et de Florence étaient chaque jour de plus en plus encourageantes. A Ferrare, à Milan, à Venise, la population défiait intrépidement les Croates; Naples s'agitait, les Calabres se soulevaient. Comment le Piémont pouvait-il se résigner au despotisme? Charles-Albert observait tout ce mouvement avec défiance, et transmettait aux évêques et aux gouverneurs des provinces des instructions sévères à l'égard des démonstrations publiques par lesquelles, disait-il, *les séditieux se fraient le chemin au nom de Pie IX*.

Eh bien! ce roi avait au dehors, et beaucoup plus encore dans l'intérieur de son État, des admirateurs fanatiques qui se plaisaient à le voir tel que leur imagination excitée, leurs aspirations ou leurs utopies le leur présentaient. Ce qu'on disait de lui était inconcevable. Lorsqu'on répandit le bruit que Pie IX rencontrait des obstacles fort difficiles à surmonter dans la voie des réformes, ces rêveurs imaginèrent que Charles-Albert *l'avait encouragé à marcher hardiment en avant*. Leur opposait-on que ce roi, s'il était l'ami si intime d'un pape réformateur, ne refuserait pas à ses sujets les réformes qu'il conseillait ailleurs et ne

les ferait pas sabrer pour avoir acclamé Pie IX, ils répondaient *qu'à nous, vaporeux rhétoriciens modernes, il n'était pas donné de pénétrer la nature inexplicable de ce prince.* Après l'occupation violente de Ferrare, on répandit la nouvelle que le Pape en était vivement affecté; Charles-Albert, en tout temps aveuglément dévôt au siége apostolique, se fit un devoir de conscience d'offrir au chef du catholicisme un asile dans son État ou un secours de navires ou de soldats, selon que l'un ou l'autre de ces partis lui conviendrait le mieux. Cet acte de piété fut aussitôt expliqué *comme un défi de Charles-Albert aux ennemis de l'Italie, auxquels Dieu enlevait le sens au point de se permettre d'affliger son vicaire sur la terre.* On ajoutait que Charles-Albert *s'offrait au Pape comme son champion, et que son âme mystique implorait la bénédiction céleste pour l'épée qui devait venger le droit national de l'Italie.* S'il portait gravé, depuis tant de siècles, sur ses armoiries de famille ce mot : « J'attends mon astre! » quel était cet astre? Tout s'expliquait : *cet astre était précisément celui qui allait se lever, c'était l'astre favorable à l'Italie.* S'il passait le jour et la nuit à prier avec des moines ou à méditer sur les livres de l'Église, *ce chrétien, ce chevalier du Christ, en étudiant les livres ecclésiastiques, y cherchait les sentences de la malédiction divine sur la domination étrangère, formait son âme à une religion qui consacre à Dieu l'amour de la patrie, se vouait à Dieu pour entreprendre en son nom une croisade en Italie.* Enfin, s'il parlait peu, s'il était naturellement sombre et impénétrable, son silence sinistre, qui dissipait toutes les espérances qu'on plaçait en lui, aurait dû au contraire les fortifier, puisque *c'était l'indice que son esprit était profondément occupé de méditations sur l'indépendance nationale de l'Italie!!!*

Balbo, d'Azeglio, Durando, Gioberti et d'autres écrivains piémontais ne cessaient de pousser la jeunesse lombarde à prendre courageusement les armes, et cependant, ces mêmes hommes se mettaient en colère toutes les fois qu'on disait *que le peuple devait s'immiscer dans les affaires de l'État,* abhorraient *la publicité du système représentatif,* n'aimaient pas *à voir le gouvernement descendre sur la place.* En appelant les Lombards à

la liberté, ils ne réfléchissaient pas que leur propre pays était encore privé de la plupart des bienfaits de la civilisation. Si l'on eût obtenu des réformes en Piémont, l'Autriche aurait eu la main forcée. Voilà le véritable bienfait que les Piémontais auraient pu procurer aux Lombards. Au contraire, lorsque l'ardente Gênes, fatiguée d'attendre, envoyait une députation à Turin pour demander, par voie de pétition, une loi sur la presse, la garde nationale, des réformes civiles et des institutions politiques en harmonie avec l'esprit des temps, Charles-Albert faisait congédier les députés sans vouloir les écouter. Tout cela ne causait aucun étonnement chez les adulateurs fanatiques de ce prince. Ils entendaient parler de liberté avec le dépit de celui qui songe à tout autre but. Ils ne voyaient rien à faire dans l'Italie, si ce n'était la conquête de la Lombardie. *Unum porro est necessarium,* disaient-ils en parlant de l'indépendance italienne; mais ce qui était pour eux vraiment nécessaire, c'était de faire la guerre pour donner une province de plus à leur maître. Animé de cette même espérance, Charles-Albert ne comprenait pas autrement la question italienne. Sur la médaille qu'il distribuait de sa main et en secret à ses confidents, on voyait l'aigle autrichienne, non pas foulée aux pieds par l'Italie, mais plumée par le lion de Savoie. Dans le congrès agricole qui, vers cette époque, se réunit à Casale, le comte de Castagneto lisait une lettre qu'il venait de recevoir du roi, et où celui-ci disait *qu'il ne permettrait pas à l'Autriche d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Italie, et que ce serait pour lui un beau jour que celui où il pourrait monter à cheval avec ses fils, se mettre à la tête de son armée, et faire comme Chamyl en Russie.* Il était clair que tout ce qui n'était pas la guerre lui était importun. Il mettait sa confiance dans son armée, et non dans les Italiens. Nous verrons qu'il ne sortit pas de cet ordre d'idées dans la guerre qu'il soutint plus tard. On lui laissait ignorer une seule chose, c'était que l'Autriche n'avait joui d'une domination pacifique en Italie que parce que tous les autres gouvernements italiens étaient plus mauvais que le sien; que les Piémontais, en fait d'institutions civiles, se trouvaient infiniment au-dessous des Autrichiens; qu'il ne suffi-

sait pas de dire : *Dehors les barbares!* si les nouveaux dominateurs de la Lombardie devaient être encore plus barbares que les premiers; qu'enfin, la terre lombarde ne pouvait être sauvée qu'au nom de la liberté. Mais la liberté, on la donne, et le donateur acquiert le nom de héros, comme Wasinghton; lorsqu'on la vend au prix de la conquête, elle humilie ceux qui l'achètent; et à ce prix, nous verrons que Ferdinand II aurait été un *roi italien* autant que Charles-Albert.

Quelle folie! il semble que le temps soit venu d'évoquer une nation; mais quand on croit que le rêve séculaire des Italiens est tombé, ils se réveillent encore Guelfes ou Gibelins. On ne reconnaît pas de droits à cette nation qu'on veut faire revivre; ses droits sont enfouis sous la poussière des siècles; un leurre les remplace : l'Italie ne se relèvera qu'au profit du Pape ou du roi sarde, et par la vertu de la croix que Pie IX va élever ou par celle de l'épée que Charles-Albert tirera du fourreau. En un mot, les Italiens furent deux fois aveugles à cette époque; ils payèrent bien la faute de leur double illusion. S'ils eurent à se plaindre du succès de leur entreprise, ce fut parce qu'ils n'y avaient rien compris dès l'origine. Cependant, si l'on doit choisir un coupable entre celui qui trompe ou celui qui se laisse tromper, le coupable est le dernier, parce que le succès justifie aux yeux du monde l'homme adroit; mais l'on ne peut, dans les choses politiques, se laisser égarer sans en subir la responsabilité.

En attendant, les démonstrations populaires se renouvelaient en Piémont. Ayant dû se rendre dans les provinces, Charles-Albert fut reçu à Valence aux cris de *Vive les réformes! Vive Pie IX!* A Asti, où il passa vers minuit, les citoyens l'attendirent avec des flambeaux, et, entourant sa voiture, ils s'écrièrent : *Vive l'indépendance italienne!* Les courtisans pâlirent; le roi s'évanouit. A Turin, le peuple ne cessait de se remuer, et les carabiniers ne cessaient de sabrer ceux qui acclamaient Pie IX. Un jour, les Turinois se rendirent en foule chez le nonce du Pape et l'étourdirent d'applaudissements pour lui témoigner leur sympathie pour Pie IX; les carabiniers foulèrent aux pieds de leurs chevaux les citoyens. Un autre jour, on arrêta un pauvre garçon

qui jouait sur l'orgue l'air des hymnes composés en l'honneur du Pape. Cette violence émut tellement les citoyens, qu'ils allèrent protester sur la place Saint-Charles, sous les fenêtres du gouverneur; mais ils furent repoussés par deux compagnies de chasseurs. Ensanglantés, foulés, les citoyens se dispersèrent pour revenir, le soir suivant, se faire écraser de nouveau et poursuivre par la troupe jusque dans les cours des maisons, sous les portiques, dans l'intérieur des cafés. Ces scènes d'horreur se renouvelaient chaque jour. La fureur du peuple était immense. Gênes refusa d'illuminer le jour de la fête du roi. Les prisons de la ville de Turin et de la citadelle ne suffisaient plus au grand nombre des prisonniers. Le ministre Villamarina, voulant répudier toute complicité dans ces cruels sévices envers un peuple inoffensif, donna sa démission de ministre de la police. Irrité, le roi lui enleva aussi le portefeuille de la guerre. Puis, pour neutraliser le mauvais effet produit par cette destitution, car Villamarina, comparé aux autres ministres, était considéré comme un homme libéral, le roi déposa aussi le ministre Solaro Della Margarita, champion du jésuitisme. Ces deux hommes d'État furent remplacés par Broglia de Casalborgone et par San-Marzano, cléricaux outrés; de sorte que l'opinion publique fut peu satisfaite de ce changement dont les jésuites profitèrent seuls.

Enfin, le 30 octobre, parut un décret royal qui adoucissait la sévérité de la censure de la presse, bien qu'une liberté complète fût refusée; on promettait une amélioration dans l'administration de la police, mais l'arbitraire continuait toujours; on abolissait quelques juridictions exceptionnelles, mais la compétence ecclésiastique était conservée; on supprimait les odieux commandants de place qui gouvernaient militairement les provinces, mais on conservait les gouverneurs militaires, plus odieux encore; enfin, on laissait espérer la publicité des débats dans les jugements criminels, on créait une Cour de cassation, on augmentait le pesonnel du Conseil d'État, et l'on déclarait les registres de l'état-civil indépendants de ceux du clergé : c'étaient des nouveautés très-anciennes dans les autres États Italiens; néanmoins, pour les Piémontais si arriérés, le progrès était sensible,

et les citoyens fêtèrent ces concessions avec un éclat qu'on n'aurait pas donné ailleurs à la proclamation d'une complète liberté politique. Mais le roi, acclamé vivement par le peuple, et invité à se montrer, ne se montrait pas. On savait qu'il devait se rendre à Gênes; on attendit son départ pour le voir et l'acclamer; on fit de grands préparatifs pour cette fête. Le jour indiqué, toute la population se trouvait dans les rues, sur les places, et chantait des hymnes à Charles-Albert; les balcons étaient ornés de tapisseries, d'étendards, de guirlandes de fleurs. Cependant le temps s'écoulait, et le roi ne partait pas. Les courtisans lui disaient qu'il trouverait la mort au milieu de la foule. Le roi hésitait toujours; il prit enfin la résolution de partir, et, malgré la reine, qui, trompée elle-même, se prosternait devant lui, pleurait en le suppliant de ne pas s'exposer aux coups des conspirateurs, Charles-Albert sortit du palais, suivi de ses fils et de ses aides-de-camp. Il était pâle; mais il ne tarda pas à se sentir ému par les acclamations dont le peuple le comblait. Son cheval, retenu par la foule, ne pouvait s'avancer que lentement, tandis que des balcons on lui faisait pleuvoir sur la tête des nuées de fleurs. Ce fut le plus beau jour de sa vie.

Le même accueil l'attendait à Asti, à Alexandrie, à Novi. Il entra à Gênes au milieu d'une fête si splendide, que le plaisir fut en lui vaincu par l'étonnement. Seulement, cette ville sut joindre à l'expression de sa reconnaissance celle de ses désirs. On vit le roi serrer la main des citoyens de tout rang qui l'acclamaient avec ivresse, qui pourtant ne tardèrent pas à lui faire entendre le cri : *Amnistie!* Plus loin, une autre voix s'éleva : *Roi Charles-Albert, passe le Tessin, nous te suivrons tous!* D'unanimes applaudissements accueillirent cette parole. Le roi pâlit et se tut. Le cortége royal passant devant le collége des Jésuites, le roi voulut entrer dans leur église. Tout-à-coup les acclamations cessèrent; le roi resta seul sur le seuil du temple. Quand il en sortit, il ne trouva plus le même peuple, et aux cris de : *Vive Charles-Albert!* avaient succédé ceux de *Vive Gioberti! Dehors les Jésuites! A bas Loyola!*

Pendant ce temps, on fêtait à Turin les réformes par des chants

et des banquets. On attendait le retour du roi de Gênes pour l'accueillir avec des honneurs plus grands. On eut de la peine à obtenir de la police la permission de construire des arcs de triomphe, de préparer des chars de triomphe et des illuminations, de déployer des drapeaux nationaux. Il semblait que fêter Charles-Albert, c'était insulter les ministres, les courtisans, les aristocrates. Le jour de l'arrivée du roi, la multitude alla à sa rencontre jusqu'à Moncalieri. Mais ce fut avec un étonnement douloureux qu'elle vit arriver Charles-Albert, méfiant et sombre, traversant rapidement ces flots de peuple en carosse fermé, entouré de ses carabiniers et ne répondant même pas par la moindre inclinaison de tête à l'enthousiasme populaire. Il était évident qu'on avait jeté dans son esprit de nouvelles craintes. Néanmoins, rentré dans son palais, il ne tarda pas à se montrer au peuple du haut de son balcon, la tête découverte, dans l'attitude du remercîment. Ému jusqu'aux larmes, il s'écria : *On m'a trompé une seconde fois!* Plus tard, sortant d'une douloureuse méditation, il ajouta dans son cabinet : *J'ai laissé passer la plus grande partie de ma vie sans m'être procuré jusqu'ici une heure comme celle-ci!* Et alors un de ses plus moroses conseillers lui murmura tout bas : *Sire, souvenez-vous des fêtes des Français à Louis XVI!* Le jour suivant, une proclamation du roi remerciait le peuple des témoignages d'affection qu'il lui avait donnés; mais elle se terminait par un reproche, puisqu'elle portait que dorénavant les démonstrations devaient cesser comme désagréables au souverain, et que la police veillerait, comme par le passé, à empêcher les banquets et les fêtes publiques. Voilà ce qu'était Charles-Albert, prince ennemi de toute liberté politique, ambitieux sans énergie, bon par le cœur, mais inhumain par faiblesse et par inconstance de caractère.

CHAPITRE V.

Comment les réformes marchent à Rome. Démonstrations populaires. Tentatives pour l'évacuation de Ferrare. Illusions des Romains sur la ligue douanière contractée entre la Romagne, la Toscane et le Piémont. Accueil fait par Pie IX aux membres de la Consulte d'État. Conditions accordées pour l'évacuation de Ferrare. Réflexions sur la politique suivie par Pie IX dans les affaires intérieures de l'État. Mécontentement des Romains. Conseils inutilement donnés au Pape par lord Minto et par Rossi. Comment Pie IX hâte la révolution par les moyens mêmes qu'il emploie pour la conjurer. Décret qui établit un conseil de ministres. Rapport sur l'état déplorable des finances. Le premier jour de l'année 1848 le peuple est repoussé du Quirinal par la troupe. Irritation des esprits; pour la calmer, le pape ordonne aux troupes de se retirer, et fait une promenade dans la ville. Il est dans les mains de Ciceruacchio. Réflexions sur cet événement.

Après avoir jeté rapidement un regard sur toutes les contrées italiennes, et conduit cette histoire jusqu'aux événements de décembre 1847, si nous retournons à Rome pour voir ce qui y était arrivé pendant l'automne de cette année, nous trouvons qu'on n'y publia pas avant le 2 octobre le décret qui instituait un corps municipal dans la ville. Quelles étaient les règles de cette administration municipale, pour laquelle une commission, nommée avec solennité, avait travaillé pendant un an et demi? C'étaient les règles mêmes par lesquelles, suivant l'édit du 5 juillet 1831, étaient gouvernés tous les municipes de l'État. Les réformes annoncées aboutissaient donc à ne rien réformer. En attendant, on laissait espérer pendant des années ce qui pouvait être fait en un jour, et on excitait ainsi l'impatience, on inspirait des soupçons, on augmentait les désirs, on provoquait les désordres qu'on était appelé à prévenir. Malgré tout, le peuple romain ne voulut pas discontinuer ses fêtes; tous les jours et dans toutes les occasions, il illuminait la ville, courait au Quirinal, acclamait Pie IX et l'Italie, se prosternait pour recevoir la bénédiction papale, et se dispersait satisfait et tranquille. Lorsque fut ensuite publié, le 8 octobre, le décret qui instituait la consulte

d'État, et qu'on lut les noms des conseillers généralement agréés, les illuminations, les acclamations, les bénédictions furent plus que jamais vives et fréquentes.

Cependant, on discutait à Rome, en même temps qu'à Vienne et à Milan, la question relative à l'occupation de Ferrare. Le ministre de Prusse Usedom, qui de Rome se rendait en Allemagne pour saluer son souverain, avait été chargé par le cardinal Ferretti de l'intéresser en faveur de Rome. En effet, le roi de Prusse interposait ses bons offices auprès de Metternich, et l'on arrivait à convenir, avec le consentement du nonce Viale: 1° que les troupes impériales se retireraient dans les casernes et dans la citadelle, en conservant la faculté de faire des patrouilles dans les rues qui relient celles-là avec celle-ci; 2° que le gouvernement pontifical s'abstiendrait d'instituer à Ferrare la garde civique, et y expédierait pour le service militaire de la ville les régiments suisses; 3° que le commandement de la place serait donné au général autrichien.

Aussitôt que ces propositions furent communiquées au cardinal Ferretti, il fit sentir à Mgr Viale, nonce à Vienne, qu'il le voyait avec étonnement et regret écouter des propositions inacceptables pour un homme sensé et un ministre soucieux de l'honneur de son souverain; que les bons offices offerts par Usedom lui-même et acceptés par courtoisie, n'emportaient pas une autorisation de traiter diplomatiquement, non-seulement sans instructions, mais encore contre celles données par le Pape et par ses ministres; que les conditions proposées étaient encore plus déplorables que l'occupation de Ferrare, parce que placer les troupes pontificales sous les ordres d'un général étranger, ce n'était pas seulement accepter en fait l'occupation de Ferrare, mais aussi la reconnaître *en droit,* et s'obliger à en supporter les frais; qu'enfin, il tenait à ce qu'il remerciât le prince de Metternich de l'accord projeté, ce prince n'ayant pu prendre au sérieux les propositions de M. Usedom, qui n'avait pas de mission pour cet objet.

Pendant ces négociations, il n'y avait plus de tranquillité dans la ville de Ferrare. La population célébrait, sous les yeux des Autrichiens, l'anniversaire de la mort des frères Bandiera; le 14

octobre au soir, une sentinelle autrichienne tirait sur un citoyen, d'autres soldats donnaient des coups de sabre à quelques personnes inoffensives; le 17, le comte Graziadei, octogénaire, et Constabili, colonel de la garde civique, étaient grièvement blessés. Les Autrichiens rejetaient la faute de leurs violences sur ceux qui en étaient les victimes, en les accusant d'avoir proféré des injures; ils se plaignaient surtout des journaux, en les appelant révolutionnaires, nom qu'ils donnaient à tout imprimé où l'on parlait de l'indépendance italienne. D'un autre côté, la presse, tant à Ferrare qu'à Rome, en Italie et au-delà des Alpes, ne cessait de flétrir les soldats autrichiens en les appelant *les brigands impériaux*. Sans doute, l'occupation de Ferrare ne faisait qu'augmenter l'agitation en Italie, et si l'Autriche ne se proposait pas ce but en s'obstinant à la maintenir, je ne sais quel autre elle espérait atteindre. Le gouvernement papal, qui avait tant désiré la présence des Autrichiens, avait appris trop tard à la redouter, et aurait voulu à tout prix la faire cesser.

Le 3 novembre, les délégués de la Sardaigne, de Rome et de la Toscane, contractaient à Turin une ligue commerciale et douanière entre les trois États. Ceux qui rêvaient une nationalité italienne ayant à sa tête le Pape et les autres princes, ne manquaient pas d'attribuer à Pie IX le dessein de faire de cette ligue le lien le plus fort d'une ligue politique qui devait créer en Itatie la nation. Il fallait se perdre dans les nues pour imaginer avec Gioberti cette alliance de la nation italienne qui devait se former par le concours de tous les princes de la Péninsule, y compris l'empereur d'Autriche, c'est-à-dire une nation sans peuples et une Italie sans Italiens. La nationalité italienne ne pouvait surgir tant que l'étranger dominerait dans le pays. La ligue douanière ne pouvait donc se changer en ligue politique qu'à la condition d'expulser d'Italie les Autrichiens. Or, l'évidence des faits déjà accomplis et de ceux qui devaient arriver jusqu'en 1849, ne prouve-t-elle pas assez que Pie IX surtout ne voulut jamais entendre parler de guerre contre l'Autriche? Qu'on cesse donc de lui attribuer des pensées de nationalité et de lui faire un mérite, comme prince, de ce qui aurait été en lui un

démérite comme chef de l'Église universelle. Pie IX ne fut qu'un Pape.

Néanmoins, il était toujours l'objet de continuelles ovations. Le 15 novembre, toute la ville était en mouvement; la population se trouvait en proie à une fièvre d'allégresse; les partisans les plus ardents de la liberté politique haranguaient le peuple sur les places. C'était ce jour-là que la consulte d'État devait se réunir. Les conseillers allèrent d'abord se prosterner aux pieds du Pape, et une multitude immense les accompagnait. Tout cela troubla l'esprit de Pie IX. A l'approche des conseillers, son visage, ordinairement serein, s'obscurcit. Après avoir dit qu'il était satisfait de les voir à ses côtés, qu'il avait confiance en eux, qu'il attendait de bons résultats de cette institution de la consulte, il ajouta : « J'espère que Dieu ne voudra pas laisser fondre sur l'Italie la tempête qui se forme autour d'elle! » Puis, dans une attitude grave et sévère, il dit quelques mots des désirs immodérés et des folles espérances dont quelques-uns se nourrissaient. Enfin, il bénit et congédia les conseillers, qui, attristés de l'amertume de ses paroles, se retirèrent pour se rendre à l'église, où les attendait une cérémonie religieuse.

Le 24 du même mois, les cent conseillers qui composaient le municipe romain se présentèrent également au Pontife, et après avoir été bénis par lui, allèrent au Capitole.

En décembre, la question de Ferrare se terminait par un accord. On mit de côté le point de droit, et on fit semblant de part et d'autre de retirer de Ferrare le général Auersberg et le cardinal Ciacchi; on reprit alors les négociations à Florence. L'Autriche prétendait conserver le droit de faire des patrouilles, d'occuper les casernes et les portes de la ville, de donner le mot d'ordre, d'exercer d'autres actes relatifs au service militaire; la cour de Rome insistait pour qu'on revînt à l'état de choses existant avant le mois d'août. Puis, moyennant des concessions réciproques, on arriva à établir que les portes de la ville seraient occupées par les troupes de ligne du Pape, qui témoigna cependant sa confiance dans la garde civique en se réservant le droit de s'en servir suivant ses convenances; que la porte du Pô serait

gardée par deux sentinelles sans fusil, l'une pontificale et l'autre autrichienne, et aussi par les soldats de la douane romaine; que les Autrichiens ne feraient pas de patrouilles, mais garderaient les casernes et auraient le passage libre et direct de la citadelle, où ils concentreraient leurs forces; que le mot d'ordre serait donné par le légat du Pape. Je dirai bientôt si cet étrange accord pouvait jamais calmer l'effervescence des esprits dans les États romains.

S'il réfléchit à l'état des affaires publiques dans la Romagne à cette époque, tout homme impartial ne peut se dispenser de se livrer aux considérations suivantes : Personne ne pouvait mettre en doute l'impulsion qu'on avait communiquée à Pie IX, au moment de son élection, vers les réformes généralement reconnues nécessaires à son peuple; il n'est pas douteux non plus que si celui-ci eût vu s'améliorer un peu sa condition sociale, encore si barbare, il aurait été le peuple le plus heureux et le plus reconnaissant. Mais les améliorations telles que les Romains les attendaient et que les puissances européennes les conseillaient, ne se réalisèrent jamais. Pie IX ne se proposait d'accorder que quelques changements administratifs dans des bornes fort étroites, et à mesure que des circonstances favorables se seraient présentées. Dans ce cas, pour maintenir la tranquillité dans le pays, il aurait fallu que la population pût se contenter de minimes concessions, et que ses maux fussent si légers, qu'elle eût eu le loisir et la docilité d'attendre que le gouvernement effectuât les réformes à son gré et à son aise. Tous ces projets devaient s'écrouler si jamais une pensée d'indépendance nationale venait comme un éclair traverser l'esprit de ce peuple italien. Les temps imposaient de plus grandes nécessités, et Pie IX ne put pas en comprendre la gravité, ou, ne la comprenant que trop, il en fut épouvanté, et au lieu de prévenir la tempête, il la laissa grossir en y opposant un système inerte et passif de temporisation.

Pie IX, ignorant les temps et les hommes au milieu desquels il vivait, laissa infiniment trop espérer aux Italiens; de sorte que ceux-ci, interprétant ses promesses suivant leurs désirs, crurent que le Pape marchait tellement en avant d'eux, qu'ils ne pour-

raient jamais courir assez pour le rejoindre. De là, il résulta que lorsque Pie IX voulut s'arrêter, les Italiens dans leur élan passèrent par-dessus lui.

Ce serait une sottise que de voir la main occulte d'un parti dans tout ce qui arriva en Italie jusqu'à décembre 1847; les événements se développèrent naturellement et procédèrent les uns des autres; l'œuvre des partis vint après.

Dix-huit mois s'étaient écoulés depuis que Pie IX avait pardonné aux crimes politiques et promis d'améliorer l'État. Ce qu'on avait fait depuis n'avait rien changé à l'ordre et aux institutions anciennes. La composition d'un ministère avait été le fruit d'un an de méditation; celle d'une consulte d'État et d'un corps municipal pour la ville de Rome avait exigé de plus longues études. Quelques institutions, copiées sur celles qui existaient jadis, ou imitées de celles en vigueur dans les autres pays du monde, et inutilement retardées si longtemps, avaient l'air de concessions faites à contre-cœur. Les commissions travaillaient toujours pour trouver le moyen de créer des lois sur la justice, sur les finances, sur l'instruction publique, etc.; mais elles ne réussissaient jamais à réaliser cette création. Si l'on eût publié ces lois, fût-ce après vingt ans d'études, on aurait vu qu'elles n'étaient que celles de la Toscane ou de Naples. On reproche aux Romains la joyeuse ivresse dans laquelle ils vivaient; ce fut un bonheur pour la cour pontificale qu'ils s'étourdissent dans cette ivresse et s'abstinssent de toutes préoccupations positives : le peuple français, par exemple, aurait été moins joyeux et plus exigeant. Mais ce délire devait avoir un terme, et il fallait prévoir que les Romains passeraient de l'excès d'une confiance extrême à l'excès d'une colère terrible.

En un mot, l'année 1847 s'écoulait, et les finances, la justice, l'instruction, toutes les institutions restaient aussi rétrogrades qu'elles l'avaient été auparavant; la presse était soumise à une complaisante censure; les hommes qui administraient les affaires publiques étaient à peu près les mêmes hommes que du temps de Grégoire; l'État, qu'on appelait nouveau, conservait ses vieilles bases; on amusait l'esprit public avec des promesses, la multitude

avec des caresses; les lois n'avaient pas d'autorité, les magistrats n'étaient pas respectés, le peuple ne connaissait pas de frein; une licence nouvelle se mêlait à l'ancienne licence.

La garde civique, constituée sans loi, mais au gré des citoyens, n'avait ni ensemble ni uniformité; chacun organisait un corps spécial; ces corps, sans discipline commune, étaient désunis par des rivalités.

Le traité de Ferrare ne calmait pas l'émotion générale, l'effervescence des esprits, le désir d'indépendance nationale que les Autrichiens avaient provoqué en occupant violemment le territoire romain; au contraire, ce pacte avait aigri davantage le peuple, parce qu'il lui semblait que les conditions établies étaient une injure faite à la garde civique et un rapprochement entre les soldats de ligne du Pape et les troupes de l'empereur.

On se plaignait aussi beaucoup que les laïques n'eussent pas dans l'administration du pays cette part qu'en 1831 la diplomatie étrangère avait jugée nécessaire à la réforme de l'État et comme sa condition vitale. Ces plaintes ne venaient pas d'hommes exaltés, avides et ambitieux, mais de toutes les classes de la population. Rossi écrivait à Guizot, le 8 décembre, la lettre suivante: « Ce qui m'épouvante toujours le plus, c'est la question relative aux laïques. Cette question se trouve au fond de toutes les autres; je l'ai fait cent fois observer au Pape et au cardinal secrétaire d'État. Malgré l'incontestable autorité morale du Pape, il est certain que la caste cléricale ne peut résister au parti radical, si le parti laïque, modéré, mais mécontent, même sans s'unir aux radicaux, les laisse agir. Ce danger est réel. J'entends prononcer des paroles très-âpres par des hommes qui n'appartiennent pas au parti radical. Ils assurent que les laïques craignent bien peu une catastrophe, parce qu'ils se souviennent qu'en 1831 les puissances conseillaient la sécularisation partielle du gouvernement temporel, et ils ne doutent pas qu'on l'exige avec plus de raison en 1848. J'ai insisté vivement afin que le décret par lequel on se propose d'étendre prochainement et de perfectionner le conseil des ministres, y accorde une part aux laïques. Voilà, à mon avis, le nœud de la question. En rapprochant les modérés

du gouvernement, on en rapprocherait aussi la garde civique, on aurait un excellent moyen d'action sur la consulte, et on isolerait les radicaux. » On verra que Rossi n'eut le bonheur de faire accepter par Pie IX aucun de ces sages conseils.

Un gouvernement qui avait contre lui les radicaux et qui mécontentait le parti bien plus étendu des modérés, ses amis et ses défenseurs naturels; un gouvernement qui rendait toujours le lendemain incertain, puisqu'il n'avait pas une règle positive de conduite et n'en prescrivait pas à autrui, de sorte qu'on ne savait jamais ce qu'il voulait ni ce qu'il cessait de vouloir, ce gouvernement, dis-je, avait peu d'autorité, et il ne pouvait pas en communiquer aux cardinaux et aux prélats qui gouvernaient les provinces. L'administration de ceux-ci se ressentait donc de l'instabilité et de la mollesse du gouvernement central. Par conséquent, il arrivait que là où par hasard se trouvaient en qualité de légats des hommes respectables par leur esprit et par leur cœur, et surtout jouissant de la faveur du peuple, tels que le cardinal Amat à Bologne, le cardinal Ciacchi à Ferrare, le cardinal Bofondi à Ravenne, et le cardinal Marini à Forli, il n'y avait pas de désordres, et les populations témoignaient leur confiance. Mais sur cent autres points où se trouvaient des cardinaux et des gouverneurs haïs comme anciens grégoriens, ou nouveaux et inhabiles à gouverner, ou faibles jusqu'à se laisser diriger par ceux qui dominaient dans les rues, ou enfin fourbes et ambitieux au point de favoriser, pour conserver le pouvoir, les tendances licencieuses, là les factions s'abandonnaient à tous les excès, et l'on commettait plus d'assassinats que n'en avaient commis les anciens centurions.

Les provinces étaient bouleversées; l'agitation était immense à Rome, surtout depuis que Pie IX avait signalé aux conseillers d'État cette tempête prête à éclater sur l'Italie. Aussitôt que ses paroles se répandirent dans la ville, on commença à douter des dispositions favorables du Pape à l'égard des autres réformes plus libérales qu'on désirait ou que le temps pouvait exiger. Or, il n'y a qu'un pas du doute à la défiance et de la défiance à l'agitation. Les tribuns du peuple profitèrent de cette occasion

pour exciter les passions des masses, et il devint alors évident que les Romains passeraient bientôt des émotions de la joie à celles du soupçon et de la crainte.

A tout ceci, il faut ajouter une triste nouveauté introduite à Rome par Mgr Savelli, réactionnaire fameux qui avait été rappelé de Forli, où il était prolégat, pour occuper dans la capitale le ministère de la police. On avait établi à Rome, avec la permission du gouvernement et des règlements dictés par lui, un cercle où des citoyens respectables se rassemblaient pour lire les journaux et se livrer à d'honnêtes discussions. Il était bien naturel que dans ce temps la politique formât le sujet préféré de leurs causeries, et que cette réunion eût le caractère d'un club. Mais les idées de modération y prévalaient, et ce n'était pas de là que sortait l'excitation des passions populaires. Ce cercle était haï par Mgr Savelli, qui savait que les folies les plus effrénées pouvaient aider ses projets de réaction bien plus que de sages délibérations. Les radicaux accusaient les membres du cercle de tiédeur dans leur amour pour la liberté, et souvent aussi de trahison; mais leurs réunions avaient lieu sur les places et dans les cafés. Mgr Savelli voulut leur accorder un lieu fixe de réunion, et il établit un grand cercle appelé *populaire*. On dit et on crut alors, ce que le bon sens suffit pour faire reconnaître, que Mgr Savelli avait l'idée d'opposer cette seconde réunion à la première, de neutraliser l'œuvre de ceux qui travaillaient à maintenir la concorde et à réfréner les passions, de favoriser un parti qu'il pourrait mener à son gré, au moyen de ses partisans et des artifices ordinaires de la police; de faciliter enfin le succès de ses desseins, qui consistaient à restaurer l'ancien état de choses, en s'aidant des excès de la licence populaire. Quoi qu'il en soit à cet égard, il est certain qu'on pourrait difficilement expliquer autrement comment les radicaux arrivèrent à jouir de la faveur du ministre de la police, tandis que les hommes connus pour leurs opinions modérées se virent toujours regardés avec défiance et tenus éloignés du gouvernement.

Aussi la presse devenait chaque jour plus licencieuse, et la censure fermait les yeux. La presse clandestine suppléait à ce

que les journaux ne pouvaient dire publiquement, et le gouvernement fermait les yeux. Les hommes de mérite renonçaient à l'office d'éclairer et de diriger l'opinion de la multitude, qui se trouvait à la merci de ceux qui savaient le mieux l'exciter, et le gouvernement se montrait insouciant ou impuissant à soutenir le bien qui disparaissait, à prévenir ou à réprimer le mal qui progressait d'une manière effrayante.

Dans les circonstances où Rome se trouvait, l'intervention des ambassadeurs d'Angleterre et de France ne devait produire aucun heureux résultat. Vers l'automne de cette année (1847), lord Minto, après avoir visité Turin et Florence, s'arrêta à Rome. On parla de lui et du but de son voyage en Italie, de diverses manières, chacun selon ses désirs ou ses craintes. L'on disait, d'un côté, qu'il venait pour dénoncer des complots et pour étouffer la révolution; on assurait, de l'autre, qu'il conspirait et qu'il soufflait le feu révolutionnaire. Il était l'objet d'accusations et de soupçons de tout genre. Je ne veux rechercher le caractère vrai de sa mission que par l'examen même de ce qu'il accomplit en Italie, et que je devrai exposer dans le cours de cette histoire. Pour ce premier moment, tout ce qu'on peut dire, c'est que lord Palmerston l'accréditait auprès de la cour de Rome par une lettre ainsi conçue : « Le gouvernement de Sa Majesté est profondément convaincu que ce qui convient le mieux aux souverains italiens, c'est de suivre dans l'administration des affaires un système d'améliorations progressives, de supprimer les abus, de modifier les anciennes institutions pour les adapter aux progrès des esprits et des doctrines politiques. Le gouvernement de Sa Majesté estime que lorsqu'un souverain indépendant entreprend des réformes efficaces pour procurer le bien-être à son peuple, aucun gouvernement étranger n'a le droit de le retenir et d'intervenir dans l'exercice d'un des attributs de la souveraineté. » Quant au gouvernement romain, lord Palmerston ajoutait spécialement ces conseils : « Le Pape actuel a commencé à pratiquer un système d'améliorations administratives, et le gouvernement de Sa Majesté croit qu'il mérite pour cela des éloges et les encouragements de tous ceux qui ont

à cœur le bien-être des Italiens. Le gouvernement de Sa Majesté ne sait pas que les réformes jusqu'ici réalisées aient encore atteint l'étendue de celles qu'on avait vainement recommandées par le *Memorandum* de 1831 au pape Grégoire; et il croit, par conséquent, que les puissances qui ont concouru à la rédaction de ce *Memorandum* doivent aider Pie IX, s'il demande leurs encouragements et leurs secours, pour effectuer toutes les réformes indiquées dans cet acte. En tout cas, le gouvernement anglais est disposé à suivre cette conduite, et il assure le gouvernement romain qu'il ne verrait pas avec indifférence une agression contre l'État pontifical pour empêcher l'accomplissement des réformes intérieures dont la nécessité est bien constatée. »

Rossi, ambassadeur français, avait, lui aussi, la mission d'exciter le Pape à marcher avec plus de franchise dans la voie des réformes, pour ne pas risquer d'avoir à accorder par force ce qu'il pouvait et devait donner spontanément. Mais c'était engager à agir franchement un homme qui s'était jeté par terre pour ne pas marcher. Le Pape laissait tout espérer sans rien faire; il se plaignait dans son intimité qu'on le poussât à se lancer au milieu de la révolution. D'ailleurs, ces démarches avaient été vingt fois renouvelées par les diplomates anglais ou français sans produire un grand effet; par conséquent, elles étaient vues désormais par la population avec indifférence et avec soupçon : les modérés accusaient la diplomatie de vouloir exercer sur le Pontife une violence en l'engageant à faire plus qu'il n'était disposé à accomplir, et en détruisant ainsi l'entente qui devait exister entre le prince et ses sujets; les radicaux trouvaient que cette entente était un rêve, puisque le peu qu'on avait obtenu avait été le résultat de la violence, et ils disaient que le conseil donné par les diplomates étrangers de suivre un système d'améliorations progressives, n'était bon qu'à les laisser bercer par de nouvelles promesses qui ne se réaliseraient jamais, et à les retenir sur la pente de la révolution, qui seule pouvait désormais accomplir ce qu'on attendrait toujours vainement de la bonté du prince. En un mot, considérés comme révolutionnaires par les uns, comme agitateurs par les autres, comme réaction-

naires par les derniers, lord Minto et Rossi étaient accusés par tous.

En effet, tous les changements opérés jusqu'alors dans le gouvernement pontifical avaient été obtenus à la suite de démonstrations populaires. De là, le malheur que Rossi avait sagement prévu : la confiance dans la parole du prince diminua; les Romains commencèrent à ne compter que sur eux-mêmes. La grande majorité des Italiens, qui attendaient leur liberté des réformes, leur force de l'entente des princes avec les peuples, et leur indépendance nationale de la ligue de ces mêmes princes, avait dominé dans le pays tant que les premiers éléments qui forment les factions avaient manqué, c'est-à-dire le mécontentement, le désespoir, le désir de se venger. Alors, le petit nombre des radicaux avaient dû dissimuler, se cacher, se mêler à la foule de ceux qui espéraient et applaudissaient sans cesse; et Mazzini même, voyant prévaloir en Italie l'esprit de modération, avait envoyé des conseils modérés aux populations et des encouragements aux princes réformateurs, sans que je puisse dire si lui aussi, à cette époque, s'était fait illusion ou se pliait seulement à la nécessité. Mais lorsqu'à Rome surtout la confiance dans les dispositions libérales du gouvernement commença à diminuer, lorsque l'agitation s'accrut, les radicaux en profitèrent, et plusieurs explorateurs et orateurs mazziniens vinrent en Italie pour étudier et diriger l'esprit public dans les voies nouvelles qu'il abordait. Dès lors, l'autorité du grand parti des modérés s'affaiblit, et il ne fit qu'injurier les radicaux, en les accusant de tous les maux qu'on craignait, et qui, en réalité, avaient une autre source directe. Cette source était connue de Rossi, qui n'avait pas manqué en effet de prédire tout ce qui arriva. Il avait maintes fois fait observer au gouvernement romain que, pour isoler les radicaux, il fallait qu'il rapprochât de lui, au moyen de franches et promptes réformes, le parti très-considérable des modérés; que, au contraire, ceux-ci, mécontentés, pourraient se réunir aux radicaux, ou simplement les laisser agir seuls; et que, dans l'un ou dans l'autre de ces cas, le Pape n'aurait pas assez de force pour s'opposer à la révolution.

Le malheur de l'Italie voulut que Rossi fût un prophète prêchant dans le désert. Il y avait, il est vrai, à Rome, des esprits qui, selon l'expression de Pie IX, se nourrissaient de désirs immodérés et d'espérances insensées; mais ce que Pie IX ne parvint jamais à concevoir, ce fut que les désirs ne se faisaient immodérés et les espérances insensées que parce que ce qu'on avait si longtemps désiré et espéré ne s'était jamais réalisé. Pie IX préparait lui-même le triomphe de ces insensés qu'il admonestait.

Les Romains, impatients des maux qu'ils souffraient depuis si longtemps, se déterminèrent enfin à indiquer au Pape, à l'occasion de sa fête, le 27 décembre, quelques-unes des réformes les plus ardemment souhaitées, telles que la liberté de la presse, la ligue italienne, l'émancipation des juifs, les écoles d'économie politique, la publicité des actes de la consulte d'État, la colonisation du territoire romain, l'abolition de la loterie, l'éloignement des jésuites.

Quelques-unes de ces demandes se rapportaient à des libertés politiques auxquelles Pie IX ne voulait pas consentir. La ligue italienne telle que les Romains la concevaient, n'était pas la même chose que la ligue douanière contractée avec les cours de Florence et de Turin; elle impliquait la guerre contre l'Autriche, et Pie IX y répugnait, et comme prince et comme chef de la chrétienté. L'émancipation des juifs troublait sa conscience. Mais ce qui l'irritait le plus, c'était l'éloignement des jésuites. Cette Société, surtout après la publication de l'ouvrage de Gioberti, *le Jésuite moderne,* préoccupait vivement les esprits dans toute l'Italie; on l'accusait d'avoir causé la décadence civile des Italiens, et d'être l'ennemie de toute institution libérale et la complice de l'étranger. L'aversion publique s'était changée en haine profonde, lorsqu'on vit, pour une question de jésuites, la Suisse désolée cette même année par toutes les horreurs de la guerre civile. On avait espéré que Pie IX préviendrait cette lutte fratricide, et proposerait quelque transaction, ainsi que Grégoire l'avait fait précédemment pour la France. Mais Pie IX s'était borné à adresser des souhaits de concorde au grand Conseil des Grisons et à envoyer des paroles de paix: c'était peu et tard. Le Sonder-

bund était battu, et quand la nouvelle en arriva à Rome, le 30 novembre, le peuple entoura l'habitation du consul suisse, acclama la victoire et cria : *Mort aux jésuites!* Cette démonstration fut imprudente mais non *barbare et folle,* comme elle était appelée par les écrivains du parti des modérés italiens, qui en fut très-affecté. On a amèrement reproché aux Romains *d'avoir pris parti* en faveur *de factions étrangères,* de s'être *réjouis d'un massacre fratricide*, d'avoir *maudit les vaincus, surtout lorsque ces hommes vaincus étaient des catholiques,* et enfin *d'avoir déclaré la guerre à des moines faibles et désarmés*. Les combats soutenus pour la cause de la liberté ne sont jamais étrangers aux peuples qui ont à soutenir la même cause. Si l'on ne doit pas maudire les oppresseurs qui ont été vaincus par cela seul qu'ils sont des catholiques, de quel droit ces écrivains poussaient-ils les Italiens à vouloir combattre la catholique Autriche? D'ailleurs, ces moines qui, pour des intérêts personnels, mettaient les armes aux mains de toute la population d'un État, n'étaient pas faibles et désarmés. Quant à la haine très-juste pour une guerre fratricide, elle doit se retourner tout entière contre ceux qui l'ont provoquée. Cependant, je ne nie pas que la conduite des Romains, dans cette occasion, n'ait été imprudente; ils renversèrent tout le système de concorde qui formait les délices des modérés. Ils étaient sous les yeux du chef du catholicisme, qui pleurait la défaite du Sonderbund; et c'était de ce chef qu'il fallait attendre la liberté! Personne n'ignorait que Pie IX aimait la Compagnie de Jésus de préférence au collége même des cardinaux, et beaucoup plus que l'Italie. Il était évident que les cris de colère et de mort contre les jésuites devaient troubler fortement son esprit, et lui faire croire que sa dignité était outragée, et qu'on voulait attenter à sa suprême autorité spirituelle. Telles furent, en effet, les graves et sinistres impressions qu'éprouva Pie IX. Les demandes qu'on lui avait adressées pouvaient par elles-mêmes être agréées; mais la dernière de ces demandes compromettait à jamais toutes les autres.

Pour toute réponse, Pie IX publia, trois jours plus tard, le 30 décembre, un décret sur le conseil des ministres. Selon l'ha-

bitude, on était parvenu, après de très-longues études, à créer une organisation ministérielle qui était modelée complétement sur le système pratiqué dans tous les pays du monde. Le nombre des ministres, les attributions de chacun d'eux, les règlements du conseil des délibérations, de la présidence, étaient les mêmes que partout ailleurs. Le conseil des ministres devait se conformer à la loi publiée par la consulte d'État, c'est-à-dire qu'il devait s'abstenir de discuter et de résoudre les affaires sur lesquelles la consulte avait le droit de donner son vote. Le préambule du décret était ainsi conçu : « Les attributions des ministres sont séparées et clairement déterminées, afin que chacun d'eux puisse être chargé d'une responsabilité, laquelle descendant aux employés subalternes, donnera au gouvernement la garantie qu'il doit attendre de tous ceux auxquels est confiée l'administration des choses publiques. » Une responsabilité décrétée et non organisée a été dans tous les pays du monde une vaine proclamation de principes et jamais une institution politique. Mais à Rome, elle était illusoire, puisqu'en l'absence de toute assemblée, les ministres ne pouvaient être responsables que vis-à-vis du Saint-Père, ce qui, pour la nation, réduisait toute garantie à la bonne volonté de Pie IX. Enfin, les ministres choisis furent : 1° Pour les affaires étrangères, *le cardinal* Ferretti; 2° à l'intérieur, *monseigneur* Camille Amici; 3° à l'instruction publique, *le cardinal* Mezzofanti; 4° au ministère de la justice, *monseigneur* Roberti; 5° aux finances, *monseigneur* Morichini; 6° au commerce, *le cardinal* Riario-Sforza; 7° aux travaux publics, *le cardinal* Massimo; 8° à la guerre, *monseigneur* Rusconi; 9° à la police, *monseigneur* Savelli. Le décret admettait comme principe que les ministres *pourraient être nommés en dehors des cardinaux :* voilà tout. Rossi se trouva bien trompé dans son attente en faveur de l'admission des laïques dans les affaires.

Il semblait que le mal n'eût pas de remède, et il menaçait l'État de mort. Il suffit que je conserve à l'histoire un résumé du rapport que Morichini fit au Pape sur les finances, pour qu'on se fasse une faible mais juste idée de la détestable administration temporelle des prêtres. Morichini fut le ministre qui seul et le

premier osa tenir au Pape le langage de la vérité et de la science. Les finances de l'État présentaient 9,500,000 écus de revenus bruts, 10,500,000 de dépenses, 37,000,000 de dette publique. Pour mettre en équilibre les revenus avec les dépenses, et pour avoir un excédent destiné à amortir la dette, il fallait diminuer les dépenses et augmenter les recettes, non dans la vue de remplir avaricieusement les caisses du fisc, mais dans celle d'assurer le bien-être général. Par conséquent le ministre proposait : 1° de supprimer la prime de 50,000 écus accordée aux fabriques de draps, ce qui se réduisait à un tribut imposé aux sujets à l'avantage de fabricants paresseux et ignorants; 2° de supprimer l'administration immorale et ruineuse de la loterie; 3° de supprimer le nombre infini des petites délégations, créées pour donner de l'emploi à une foule de prélats inutiles; ces délégations pouvaient se fondre dans d'autres plus grandes; 4° de restreindre les dépenses de l'armée, trop somptueusement habillée, trop nombreuse, autant qu'inhabile au service; cela pouvait se réaliser d'autant plus facilement, que la garde civique veillait désormais au maintien de l'ordre; 5° de réduire la rente consolidée de 5 à 4 0/0 par an, en remboursant ceux qui ne voudraient pas s'en contenter; cette mesure, eu égard à l'intérêt courant de l'argent, donnerait un épargne de 200 à 300,000 écus par an; 6° de diminuer les frais de douane, d'autant plus que la ligue douanière conclue avec la Toscane et le Piémont ayant fait disparaître les frontières des États, il n'y avait plus besoin d'un grand nombre d'employés pour les garder; 7° d'abolir la *papeterie camérale,* l'État pouvant se fournir de papier dans toutes les fabriques existant dans le pays. Puis, comme moyen d'augmenter les revenus, on proposait : 1° de changer la condition *des biens caméraux*, c'est-à-dire de la cour romaine, qui ne consistaient qu'en canons, et tendaient à diminuer tous les ans; 2° d'abaisser le tarif postal, afin d'accroître la correspondance; 3° d'améliorer les douanes en abaissant des droits exorbitants, et de supprimer ainsi la contrebande; 4° d'abolir l'usage d'affermer le recouvrement de l'impôt public, et de veiller, jusqu'à l'abolition, à ce que les fermiers actuels ne continuassent pas à

tromper le gouvernement dans leurs comptes; 5° de réformer sur d'autres bases le système d'enregistrement, qui était onéreux pour les pauvres et n'embrassait qu'un petit nombre de contrats; 6° d'abolir le privilége de l'imprimerie *camérale;* 7° d'imposer une taxe sur les cens et les capitaux placés à intérêt, sans tenir compte des innombrables immunités personnelles existantes; 8° de soumettre à une taxe tout exercice lucratif des facultés personnelles, proportionnellement aux classes, et sans respect pour les priviléges abusifs du clergé, des militaires, de la noblesse, etc.; les ouvriers à la journée, les petits employés, les curés, ordinairement très-pauvres, seraient exempts de cette taxe; en seraient aussi exempts les hôpitaux et les écoles, puisque la taxe frapperait sur les pauvres et empirerait l'état de l'instruction publique, déjà si déplorable; 9° d'imposer le clergé, qui, à cause des mainmortes inaliénables, ne payait ni taxe d'enregistrement, ni de transcription, ni de succession; on le frapperait d'un impôt de 2 0/0, ce qui mettrait ses propriétés dans une condition égale à celle des autres citoyens; 10° de grever d'une taxe la vente des spiritueux, taxe qui, à cause des habitudes du peuple, chargerait peu les pauvres et beaucoup plus les riches; 11° d'abolir au contraire la taxe sur la mouture, bien plus onéreuse au pauvre qu'au riche; 12° de détruire tous les monopoles que le gouvernement conservait, surtout celui du tabac, fatal à l'industrie; 13° de rendre moins illusoire l'institution de la caisse d'amortissement, en lui accordant une dotation proportionnée et inaliénable; 14° d'améliorer le système pénitentiaire, qui se trouvait dans un état barbare; 15° de veiller efficacement sur les dépenses publiques, objet de tant de malversations et de pillage, et d'établir à cet effet une magistrature de contrôle; 16° de favoriser l'agriculture, surtout en affranchissant les propriétés des bénéfices ecclésiastiques et en abolissant les priviléges de pâturage; 17° d'endiguer les rivières, de dessécher les marais, d'établir un système d'irrigation, de permettre les chemins de fer; 18° de réorganiser le système hypothécaire.

Ce résumé du rapport de Mgr Morichini ne peut donner qu'une

idée affaiblie de la triste situation dans laquelle végétait l'*État de l'Église*. Si les autres ministres eussent eu le même courage pour exposer les désordres existant dans les branches respectives de leur administration, on aurait le tableau complet d'un pays livré à toutes les misères, et on s'étonnerait que le peuple romain restât encore tranquille sous le poids de tant de maux, auxquels on n'avait jusqu'ici apporté aucun soulagement.

Le décret relatif au conseil des ministres n'avait que médiocrement satisfait le peuple romain. Néanmoins, se trouvant au premier jour de la nouvelle année, il ne voulut pas négliger l'occasion de se rendre, selon l'habitude, en procession vers le Quirinal pour s'agenouiller et recevoir de Pie IX la bénédiction. Vers le soir, la multitude, rassemblée sur la place du Peuple, ayant ses chefs, ses drapeaux, sa musique et ses flambeaux, se mettait déjà en marche, lorsqu'on répandit le bruit que le Quirinal était entouré de soldats prêts à repousser le peuple. En effet, Savelli, ministre de la police, avait répandu à la cour le soupçon que le peuple se proposait ce jour-là un but séditieux. Pie IX avait eu grand'peur, et il avait donné l'ordre de faire venir des soldats et de préparer une résistance. Le cardinal Ferretti, perdant dans cette occasion sa présence d'esprit ordinaire, avait lui-même harangué la troupe, en l'encourageant à résister. Cette nouvelle, répandue au milieu du peuple rassemblé, parut d'abord impossible, incroyable; mais lorsqu'on se fut assuré de la vérité du fait, les Romains, dont la confiance en la personne de Pie IX était inébranlable, commencèrent à crier contre le ministre de la police, le secrétaire d'État, les Jésuites, en les accusant d'avoir trompé le Pape. On passait déjà des cris aux menaces, quand on vit paraître le vieux prince Corsini, sénateur de Rome, généralement respecté. On le pria de se rendre au Quirinal et de manifester son mécontentement au Pontife. Le prince Corsini se rendit aux désirs de la foule, et revint peu après dire que Pie IX, confiant dans le peuple et dans ses intentions, était disposé à en donner le jour suivant un témoignage public. Il annonça aussi que les troupes étaient rentrées dans leurs quartiers, et que le passage du Quirinal était libre. Il s'éleva alors de la place un

cri unanime : *Vive Pie IX!* et ce fut ainsi que se termina cet accès de fièvre de la cour et du peuple.

Le jour suivant, 2 janvier, on cria bien haut que Pie IX, pour dissiper le mauvais effet produit par la tentative de résistance du jour précédent, parcourrait, vers le soir, quelques rues principales de la cité, et passerait devant quelques quartiers de la garde civique. Tout d'un coup, les rues furent ornées comme dans un jour de grande fête, cent drapeaux se déployèrent, la foule encombra les places publiques. Lorsque le carrosse pontifical, sortant de la rue de Ripetta, arriva sur la place du Peuple, l'on vit Pie IX serein et souriant, entouré de la garde civique, pressé par la multitude, qui ne laissait avancer que lentement les chevaux de la voiture. On l'étourdissait par des acclamations frénétiques, et lui ne faisait que donner à droite et à gauche des bénédictions. Alors, Ciceruacchio, chef du bas peuple, par un élan d'enthousiasme, monta derrière le carrosse du Pape, én agitant une grande bannière, où on lisait : *Saint-Père, fiez-vous au peuple!* Pie IX faisait des signes de tête affirmatifs. En même temps, et au milieu des cris d'allégresse se mêlaient des injures à l'adresse des rétrogrades, des ministres, de la police, de tous ceux qu'on soupçonnait avoir voulu éloigner du peuple la bienveillance de Pie IX. En poursuivant ainsi sa marche, le Pape arriva devant la caserne du second bataillon de la garde civique; et là, il ordonna à tous de faire silence, ce qui fut immédiatement exécuté. Enfin, rentré au Quirinal, Pie IX prie la multitude de se retirer, et elle se disperse joyeusement. Tel est le peuple romain.

On parla très-longtemps de cet événement. On en fit des commentaires de toute sorte. Quelques-uns s'étonnèrent que le peuple ait pu s'irriter en apprenant que le Quirinal se trouvait environné de soldats, *comme si le gouvernement, en faisant cela, n'avait pas agi dans les bornes de son droit.* D'autres s'émerveillèrent que Pie IX, qui avait réellement commandé les préparatifs de résistance, *ait eu ensuite le mérite de les faire cesser, tandis que toute la responsabilité de cette mesure était retombée sur des innocents, tels que le cardinal Ferretti et Mgr Savelli.* D'autres encore s'emportèrent contre le peuple, qui, en criant

contre les rétrogrades, les ministres et la police, *avait offensé en Pie IX la majesté du prince et du pontife.* Quant à moi, je crois que Pie IX ne démentit pas dans cette occasion le caractère qu'il montra dès les premiers jours de son pontificat : il se laissa trop facilement épouvanter; voilà la part de sa faiblesse, et ce fut son tort. Mais aussitôt que Corsini lui fit connaître la vérité, il eut la bonté d'éloigner les troupes, et la prudence de se montrer le jour suivant au peuple. Si les réunions populaires avaient été regardées depuis quelque temps avec frayeur, je comprendrais qu'on leur eût opposé quelque frein lorsqu'il en était temps encore; mais on les avait laissées fonctionner avec une grande complaisance, et les arrêter si tard, si inopinément, avec un appareil si menaçant, et surtout un jour comme le premier de l'an, c'était plus qu'une imprudence. Nul doute que les gouvernements aient le droit de se défendre; mais quel autre sentiment que la colère, ces soldats réunis à l'entour du Quirinal pouvaient-ils inspirer à une population qui se trouvait rassemblée pour offrir ses hommages et ses souhaits à son bien-aimé Pontife, et qui avait la conscience de ses intentions? D'ailleurs, à quels excès ce peuple s'abandonna-t-il? Était-ce quelque chose de coupable que ces cris de joie et de reconnaissance qu'on adressait à Pie IX seul, parce que seul on le regardait comme bon? Prétendre que les reproches adressés à ceux qu'on accusait d'avoir trompé le Pape et cherché à détourner sa bienveillance du peuple, fussent une insulte faite à la majesté du prince et du pontife, c'était déclarer que Pie IX pouvait être le complice des méchants qui l'entouraient. Je ne nie pas que la dignité du souverain patronée par Ciceruacchio eut beaucoup à souffrir : dès ce moment, tous ceux qui voulaient faire disparaître de l'Italie tous les trônes prirent courage. Mais qu'on examine les choses sous tous les rapports, et puisque je reconnais les torts du peuple, qu'on reconnaisse aussi et qu'on avoue franchement qu'il existait, dans la Romagne surtout, une faction étendue et puissante, laquelle s'agitait furieusement pour ramener les temps barbares de Grégoire. Ce fut elle qui appela les Autrichiens à Ferrare; ce fut elle qui abusa de l'esprit simple du

Pape pour le faire trembler chaque fois qu'il était disposé à entrer dans la voie des réformes; ce fut elle qui provoquait de mille manières le désespoir du peuple, afin de faire des excès de la licence un moyen de triomphe pour le despotisme; ce fut elle enfin qui organisa la résistance armée du 1er janvier, dans le but d'exciter le peuple à une révolte. Mgr Savelli, ce fameux réactionnaire, ce vieux loup de police, était-il un homme simple qui s'était laissé égarer sur les véritables intentions des Romains? Non. Cependant, il remplit la cour d'épouvante en annonçant l'imminence d'une sédition populaire. Pie IX a peur, et demande qu'on le défende. Le cardinal Ferretti, sans être en dehors peut-être de la conspiration, a toujours le tort de s'alarmer trop facilement, de haranguer la troupe, de l'encourager à la violence. Le sang est près de couler, et Mgr Savelli calcule froidement le parti qu'il en tirera. Mais Pie IX et le peuple, qui sont dupes de cette intrigue, se ravisent, et, par leur modération, font manquer le coup dans la main des traîtres. Qu'on prononce maintenant, et qu'on dise: Si la dignité du souverain fut humiliée lorsque Pie IX parcourait Rome, à qui la faute?

Le jour suivant, Mgr Savelli, condamné par l'opinion publique, ne trouva d'autre moyen de se disculper que de rejeter son crime sur l'un de ses subalternes, le plus docile et le plus soumis par avance à ces disgrâces, ressource ordinaire des intrigants qui échouent : Dandini, commissaire de police, destitué de sa place, paya pour tous.

CHAPITRE VI.

Caractère de Ferdinand II et ses opinions politiques. Illusions du parti modéré à Naples. Démonstrations populaires. Histoire de la Sicile. Mouvement de Messine et d'autres villes. Soulèvement de Palerme. Progrès de la révolte. Bombardement de la ville. Le comte d'Aquila, arrivé à Palerme avec des renforts, repart pour demander au roi de nouveaux secours. Attaque de la porte Montalto. Protestation des consuls étrangers contre le bombardement. Concessions faites à la Sicile par le roi; elles sont refusées par le Comité révolutionnaire de Palerme. Assauts du quartier de Novezziato et du palais royal. Position respective, le 27 janvier, des troupes et des insurgés. Les nouvelles de Palerme précipitent le mouvement à Naples. Demi-mesures du roi pour arrêter le soulèvement. Démonstration populaire du 26 janvier. Le général Statella empêche le carnage en promettant une constitution. Opposition, fureur du roi; il ne cède pas. Démonstration menaçante du 27 janvier. Une constitution est accordée. Ferdinand, contraint de faire à Naples le prince constitutionnel, ordonne en attendant de bombarder Messine. Les Napolitains sont obligés d'évacuer Palerme et bientôt toute la Sicile. Influence de la victoire des Siciliens sur la marche des affaires générales de l'Italie.

Pendant que les affaires marchaient ainsi à Rome, et que là, comme dans la Lombardie et dans le Piémont, l'impatience des esprits se manifestait par des démonstrations qui prenaient chaque jour davantage le caractère de la violence, la première étincelle de cet incendie politique dont toute l'Italie devait être embrasée partait du pays où le désespoir du peuple était le plus extrême et la résistance du prince le plus inexorable, de telle sorte qu'aucune transaction n'était possible entre eux.

Le gouvernement napolitain raillait les princes italiens qui étaient contraints de faire des concessions pour maintenir leurs sujets dans l'obéissance. Il se croyait assez fort pour n'avoir pas besoin de l'amour du peuple. Par conséquent, sourd aux conseils de la diplomatie anglo-française, il défiait insolemment la colère des Siciliens et des Napolitains.

On connaît mal en Europe le caractère de Ferdinand II, roi de Naples. Le mépriser, c'est ne pas le connaître. Ferdinand n'avait pas la grossièreté de son aïeul, ni l'imbécillité de son

père, ni la stupide férocité de tous les deux. Laborieux et persévérant, d'une activité infatigable, joignant à un esprit fin et à un grand tact pratique des affaires politiques une indomptable obstination qui avait l'air d'une grande fermeté de caractère, il ne régna pas, mais il gouverna seul, de telle sorte que ministres et magistrats ne furent que des instruments qu'il employait ou qu'il brisait suivant sa volonté. Rien ne se faisait dans le pays qu'il n'eût commandé ou permis. Professant l'attachement le plus superstitieux pour le catholicisme, il en révérait les formes et en honorait les ministres; mais si ces derniers voulaient sortir du rôle d'aides subalternes de la monarchie absolue, s'ils osaient prétendre à le dominer, il n'hésitait pas à les fouler aux pieds. Ce caractère d'indépendance, il l'a toujours conservé dans ses rapports avec les puissances étrangères, recherchant toujours l'amitié de l'Autriche sans jamais accepter son protectorat. Menacé plusieurs fois par la France et par l'Angleterre, il a persévéré dans sa politique, sans s'effrayer ni se laisser entraîner au-delà de ce qu'il avait résolu. Protestant contre tout système d'intervention dans la bonne ou la mauvaise fortune, il a voulu garder seul le mérite ou le démérite du bien ou du mal qu'il a fait. C'est cette même fierté qu'il a montrée envers ses sujets. Décidé à ne pas leur permettre d'oser le prévenir dans ses intentions, il a considéré et puni comme rébellion les plus humbles et les plus justes réclamations; il a refusé ou retiré par orgueil froissé les concessions que, de lui-même, il avait ou il aurait accordées pour satisfaire son amour-propre. Pendant vingt ans de règne, il a permis rarement que les sentences capitales fussent exécutées dans le royaume; la peine de mort était ainsi de fait abolie; mais lorsque ses sujets ont voulu lui résister, sa vengeance n'a connu ni justice, ni mesure, ni pitié: le sang a coulé par torrents. Bref, maître indépendant, véritable roi absolu, et dans certaines occasions tyran, mais tyran déclaré, franc jusqu'à l'impudence, le roi de Naples a donné à tous le droit de le haïr, à personne celui de le mépriser.

Le caractère de Ferdinand II et ses idées en fait de gouvernement, tels que je viens de les dépeindre, se révèlent claire-

ment dans une réponse qu'il fit à Louis-Philippe, lorsque celui-ci lui adressa, en 1831, une lettre où il lui disait : « Il y a bien longtemps que j'ai entendu faire des éloges de l'énergie et de la perspicacité de Votre Majesté, et je ne doute nullement qu'elle traversera avec bonheur ces jours d'orages, car Votre Majesté se trouve obligée de résister en même temps, et aux dangereux conseils du dehors qui pourraient la pousser à une politique antinationale et funeste à ses intérêts et aux intérêts du peuple qu'elle gouverne, et aux pressions intérieures que des passions égarées pourraient exercer sur la libre marche de son gouvernement. — Nous sommes dans une époque de transition où il faut souvent céder quelque chose pour ne pas se laisser arracher tout, et je verrais vraiment avec joie Votre Majesté rompre avec ce système de compression. — Que Votre Majesté se rapproche du système de la France ; elle y aurait tout à gagner, car en sacrifiant un peu d'autorité, elle assurerait la paix de son royaume et la stabilité de sa maison. Les symptômes d'agitation sont tellement prononcés en Italie, qu'il faut s'attendre à un éclat plus ou moins rapproché. Votre Majesté pourrait tout sauver en prévenant volontairement et avec prudence, mesure et sagesse, les désirs et les besoins de son peuple, et m'éviterait des complications et des embarras ; car si la révolution éclate en Italie, l'Autriche voudra agir en maîtresse absolue, et je serai poussé à des démarches que je voudrais éviter à tout prix. »

Ferdinand répondit en déguisant mal le sarcasme envers un monarque issu de la révolution. « Je dois remercier Votre Majesté, disait-il, des conseils et des désirs qu'elle a bien voulu me transmettre dans sa lettre, et qui m'ont été fort agréables par cela même que mon cœur les partage. Je voudrais bien m'approcher de la France de Votre Majesté, qui ne peut être que modérée et loyale; mais je suis lié par les traités et les alliances précédentes, auxquelles il faut rester fidèle, d'autant plus que dans les jours malheureux de ma famille, ce sont elles qui me sont venues en aide. Pour m'approcher de la France de Votre majesté, si elle peut jamais être un principe, il faudrait renverser la loi fondamentale qui a constitué la base de notre gouvernement, et m'en-

gouffrer dans cette politique de jacobins pour laquelle mon peuple s'est montré félon plus d'une fois envers la maison de ses rois. Je n'occupe pas le trône d'autrui, mais celui de mes ancêtres. L'esprit révolutionnaire est fatal à la famille des Bourbons; et moi je suis décidé d'éviter à tout prix le sort de Louis XVI et de Charles X. Dieu aidant, je donnerai à mon peuple la prospérité et l'administration honnête à laquelle il a droit; mais je serai roi, je serai roi seul et toujours. — Sa Majesté l'empereur d'Autriche m'a fait adresser des paroles très-flatteuses et m'a fait faire des propositions, comme prince italien, pour la conservation et la consolidation du système politique et de délimitation territoriale de la Péninsule. Comme je n'ambitionne point d'agrandir mon État, je ne souffrirai pas non plus que d'autres sortent des bornes que les traités nous ont tracées. J'écouterai tout ce qu'il plaira au prince de Metternich de me faire dire, mais j'agirai selon mon cœur et selon les intérêts de mon royaume. Pourtant, j'avouerai avec franchise à Votre Majesté, qu'en tout ce qui concerne la paix et le maintien du système politique en Italie, j'incline vers les idées qu'une vieille expérience a montrées au prince de Metternich efficaces et salutaires. J'ai hérité de bien des rancunes, de bien des désirs insensés, de toutes les fautes et de toutes les faiblesses du passé : il faut que je rétablisse tout, et je ne le pourrai qu'en m'approchant de l'Autriche sans me subordonner à ses volontés. Les Bourbons sont vieux, et s'ils voulaient se calquer sur le patron des dynasties nouvelles, ils seraient ridicules. Nous serons comme les Hapsbourg. Que la fortune nous trahisse, nous ne nous trahirons jamais. »

Dans une autre occasion, un diplomate lui avait conseillé d'accorder une constitution à ses sujets; il répondit par cette phrase plébéienne : « Je ne suis pas de ce bois dont on fait les dévidoirs. »

Je ne puis qu'admirer, sans l'approuver, cet homme qui, au milieu du XIX[e] siècle, a la constance de croire et d'avouer que monarque et peuple sont des êtres irrévocablement distincts, en tant que l'un doit commander et l'autre obéir.

Ce que j'admire également, et que je désapprouve davantage, c'est que le parti très-étendu des modérés en Italie ait compté sur ce roi pour en faire un des membres de la ligue des princes italiens qui devaient relever et défendre la liberté et l'indépendance nationale! Ceux qui, à Naples et en Sicile, visaient à des nouveautés, étaient aussi des modérés; ils s'illusionnaient jusqu'à considérer comme victime de sa crédulité et de sa faible intelligence un roi passé maître en fait de ruse et de tyrannie; ils attendaient des réformes spontanées de la part du ferme et résolu despote bourbonnien. Tel était le roi que le peuple, six mois après, poussait à déclarer la guerre à l'Autriche, surtout alors que Charles-Albert se faisait proclamer roi d'Italie! Je ne veux pas anticiper sur les événements; mais le peu que j'en ai dit suffit déjà pour prouver qu'il est injuste de reprocher aux Italiens d'avoir compromis leur cause par défaut de modération, puisque ce fut, au contraire, leur modérantisme qui causa leur ruine; il y avait là plus de poésie que de bon sens. Il n'y avait de possible en Italie que de légères réformes purement civiles, ne faisant que peu de violence aux princes, et ne donnant que peu de satisfaction aux peuples. Mais aussitôt que les Italiens étendirent leurs désirs jusqu'à la liberté politique et à l'indépendance de la patrie, c'est-à-dire aussitôt que leur cause, de misérablement municipale qu'elle était, fut devenue nationale, croire à la possibilité d'atteindre leur but d'accord avec leurs princes, c'était une folie.

Le royaume des Deux-Siciles était la contrée la plus malheureuse et la plus digne d'un sort meilleur, car il n'y avait pas là seulement une petite faction qui s'opposait au gouvernement, mais la population tout entière, si l'on en excepte la plèbe abrutie. Là, les nouveautés n'étaient combattues ni par le clergé ni par la noblesse; la meilleure partie du clergé sympathisait avec le peuple, et les nobles étaient les premiers à donner l'exemple de l'amour de la liberté et du courage civique.

Dès le mois de novembre, les manifestations du mécontentement général se renouvelèrent sans cesse, et le terrible ministre de la police Delcarreto ne manqua point d'abuser de la force.

Les plaintes contre les prévarications de Santangelo, ministre de l'intérieur, étaient surtout si animées, que le roi se crut obligé de destituer un serviteur qu'il aimait. Cette destitution parut une satisfaction accordée à l'opinion publique; les hommes politiques qui voulaient engager Ferdinand dans une voie nouvelle en lui faisant goûter les douceurs de la popularité, organisèrent des démonstrations de joie; bientôt la plèbe même commença machinalement et sans but à crier : *Vive le roi!* Mais Ferdinand s'offensa de cette joie comme d'une humiliation que le peuple infligeait à son autorité : triompher de la démission d'un ministre, c'était oser croire que cet acte impliquait une justice faite aux réclamations du peuple, plutôt qu'un effet de la volonté du maître. Par conséquent, Ferdinand fit emprisonner de nombreux citoyens, mettre le palais en état de défense, et prohiber par une proclamation de la police le cri de *Vive le roi!*

Tout cela ne suffit pas pour désillusionner le peuple; il continua à espérer dans le cœur paternel du roi. On lui fit parvenir, dès les premiers jours de décembre, une lettre où on lui disait : « Sire, vous êtes entouré d'hommes qui se moquent de votre nom, de votre gloire, et même de votre âme. Savez-vous ce que font vos ministres? Ils nous volent nos biens, nous torturent, nous fusillent, nous empêchent de vous parler, de vous écrire; ils nous menacent de mort si nous osons répéter le cri de *Vive Ferdinand!* Ils vous rendent l'opprobre des rois et vous trompent; ils mentent et conspirent contre votre existence. Ils vous font croire vos soldats fidèles et ils ferment devant vos yeux les pages de l'histoire, où vous liriez qu'en 1820 la révolution a été commencée par l'armée. Ils vous conseillent de tirer sur le peuple désarmé, et vous laissent ignorer que lorsqu'un peuple désespère, il se lève en masse, se fait décimer par la mitraille, abat les bastilles, coupe la tête des rois et renverse les plus anciennes dynasties..., etc. » Combien de choses voulait-on apprendre à ce niais de Ferdinand! Entre les libéraux et le roi de Naples, j'ignore qui se trompait davantage, et qui profitait le mieux de l'histoire.

Cependant, l'ordre sévère de la police n'empêchait pas qu'on

entendit retentir de nouveau, le soir du 14 décembre, le cri de *Vive le roi!* avec une chaleur qu'on n'y avait pas mise jusqu'alors, et en y mêlant d'autres cris séditieux, comme ceux-ci : *Vive les réformes! Vive Pie IX! Vive l'Italie!* En entendant ces clameurs, Ferdinand donne ordre à ses soldats de dissiper la foule. Une lutte s'engage, le sang coule de part et d'autre, les arrestations recommencent. C'est en parlant de cette soirée que M. Thiers disait : « Un seul prince, le roi de Naples, quand son peuple se pressait autour de lui, lui a montré la pointe de son épée, et ce peuple s'est jeté dessus. »

Le 25 du même mois, les manifestations se renouvellent; seulement, cette fois les Napolitains ne crient plus : *Vive le roi!* mais *Vive Palerme!* Palerme avait osé proposer au roi d'acquiescer aux conditions qu'elle lui faisait, et sans lesquelles elle refusait de lui obéir.

Les circonstances sociales, la condition des hommes, leurs opinions et la civilisation des peuples n'étaient pas égales en deçà et au-delà du Phare. Il ne faut donc pas s'étonner si la révolution y éclata avec un caractère différent. Les raisons de cette différence ne pourraient pas être comprises, si je ne donnais d'abord quelques renseignements historiques sur la Sicile, d'autant plus nécessaires, qu'il faut se former une juste idée de la question sicilienne, laquelle, ainsi qu'on le verra plus tard, eut l'influence la plus fatale sur les affaires générales de l'Italie.

Les barons normands, s'étant emparé de l'île en 1060, se réunirent, pour pourvoir à la guerre, dans une assemblée appelée Bras baronnal. Par respect pour la puissance du clergé, l'on y ajouta bientôt le Bras ecclésiastique. L'État, sous un gouvernement barbare, où les finances n'étaient pas connues, se soutenait moyennant les offrandes volontaires des sujets. On permit donc qu'aux autres Bras s'unît aussi celui des propriétaires, appelé Bras domanial. Les membres du premier bras étaient héréditaires; le second Bras se composait des évêques et des abbés de certains siéges; le dernier, des députés élus par le conseil municipal de quelques villes. Les trois sections se confondaient tous les ans dans une seule assemblée, qu'on nommait Parlement.

Ses attributions consistaient à fixer les tributs, le gouvernement, hors quelques cas très-pressants, n'en pouvant imposer par lui-même.

Cela dura jusqu'en 1810. La Sicile avait alors une administration particulière, une monnaie à elle et un drapeau différent du drapeau napolitain. Elle était exempte de la conscription. Aucune dignité ne pouvait être conférée à d'autres qu'à des Siciliens.

En 1810, le roi Ferdinand, relégué en Sicile, trouva les tributs de l'île insuffisants à soutenir le luxe de la cour et une armée avec laquelle il menaçait le roi Murat. Il réunit le Parlement et en obtint des subsides inférieurs à ceux qu'il en espérait. Alors, au mépris des droits de l'Assemblée de l'État, respectés pendant huit siècles par trente et un rois, il greva le pays de taxes énormes, et vendit les bien des communes. Le Parlement protesta. Ferdinand fit arrêter cinq des principaux barons de l'île, et les envoya aux galères, confondus avec les derniers bandits. L'indignation publique fut immense.

Je ne raconterai pas ici comment la reine Caroline, haïssant la domination anglaise, organisa des intelligences secrètes avec Napoléon en France, et résolut de chasser les Anglais de la Sicile, Murat de Naples, et, tout le royaume ainsi regagné, de le gouverner dans l'alliance et la dépendance de la France. Napoléon, qui abhorrait les Anglais et se défiait de Murat, entrait dans les vues de cette reine orgueilleuse. Mais l'Angleterre connut le traité et envoya à Palerme lord Bentinck, qui fit condamner à mort les agents subalternes de la conspiration, obligea Caroline à s'exiler, et força le roi à changer la forme du gouvernement. La constitution accordée alors à la Sicile, et modelée sur la constitution anglaise, a fait dire et croire ensuite généralement que l'Angleterre visait à se concilier la bienveillance de ces insulaires, espérant que son rôle de *protectrice* ne serait point oublié par eux. Je ne nie pas que le cabinet britannique pût se proposer ce but éloigné, qui a flatté toujours et qui flatte encore son ambition; mais ce que personne n'a jusqu'ici entrevu, ce qui n'a pas même été soupçonné par les Siciliens, et ce qui, par conséquent, les a rendus aussi stupidement recon-

naissants, en 1812, pour le libéralisme anglais, qu'étonnés et irrités plus tard, en 1816, lorsque l'Angleterre leur a laissé arracher sans opposition la constitution accordée, c'est que, à la première de ces époques, cette puissance, ainsi que l'Autriche, la Prusse et même la Russie, soulevait, pour abattre Napoléon, tous les peuples par des promesses de liberté, sauf à rétablir la légitimité aussitôt qu'elles auraient obtenu leur triomphe contre l'homme terrible qui les épouvantait. Lord Bentinck faisait donc accorder une constitution à la Sicile, de même que, après quelques mois, il allait à Gênes y proclamer la république. A la chute de Napoléon, Génois et Siciliens, raillés par leurs libérateurs, tombèrent de nouveau dans le servage : triste et ordinaire destinée des peuples qui ne se confient pas dans leurs seules forces et leur seule vertu.

Les peuples réfléchissent peu malheureusement, et de tout ce qui les entoure, ils ne perçoivent que ce qu'ils voient ou écoutent. C'est ainsi que les Siciliens tombaient en extase au nom de constitution; et lord Bentinck dans l'île, lord Castlereag à Londres, ne cessaient de les affermir dans la confiance *qu'ils ne seraient jamais abandonnés par la puissante Angleterre;* de plus, le prince régent de la Grande-Bretagne ajoutait à ces assurances de riches cadeaux au prince sicilien de Belmonte, en lui faisant entendre *que l'alliance entre les deux nations était désormais fondée sur des bases indestructibles.*

En 1815, Ferdinand s'assit de nouveau sur le trône de Naples. Ce roi, de la race des Bourbons, contre lequel lord Bentinck avait pointé des canons pour le contraindre à concéder une constitution à la Sicile, se trouvant enfin libre, et voyant l'absolutisme triompher en Europe, voulut se dégager des liens qui l'attachaient à la constitution sicilienne. C'est à quoi il fallait s'attendre, et c'est ce qui parut monstrueux aux peuples de la Sicile. Sir William Accourt, ministre d'Angleterre à Naples et confident de la cour, rapportait faussement au cabinet britannique que les Siciliens eux-mêmes, fatigués de leur état politique, demandaient de nouvelles lois; la Grande-Bretagne, beaucoup moins convaincue que désireuse de le paraître, et plutôt trom-

peuse que trompée, abandonna la Sicile. Quoiqu'on dût encore s'y attendre, ce manque de promesse fit crier au miracle. En vérité, les peuples auraient bien moins l'occasion de s'étonner, s'ils savaient prévoir.

Le duc de Calabre fut nommé lieutenant du roi en Sicile. L'administration, les finances, la justice, toutes les branches du gouvernement y restèrent indépendantes. On déclara égale la condition des deux parties du royaume; la cour résiderait tantôt à Naples, tantôt à Palerme; les Siciliens entreraient pour un quart dans le conseil d'État et dans le ministère. Le Parlement ne fut plus rassemblé, la presse cessa d'être libre; on destitua ou on expulsa du pays les chefs du parti appelé anglais, c'est-à-dire constitutionnel; les deux couronnes se réunirent en une seule; les deux pays furent régis par le code français; le drapeau et la monnaie sicilienne furent supprimés. La Sicile se plaignit d'avoir perdu son indépendance, la constitution de 1812, ainsi que celle à laquelle elle avait été soumise pendant huit siècles. Cette indépendance, cette constitution très-ancienne, avaient maintenu la Sicile en plein moyen âge; elles l'avaient empêchée, de participer à tous les progrès civils que la société napolitaine avait faits au XVIII[e] siècle. Là, il n'y avait donc ni industrie, ni agriculture, ni écoles, ni routes, ni un seul des signes de la civilisation; au contraire, toutes les servitudes féodales et cléricales se conservaient; la terre était la propriété de quelques familles; la grande masse du peuple, pauvre et esclave, se montrait incapable d'apprécier les avantages de la vraie liberté.

La constitution de 1812, que personne n'avait demandée ni conquise, mais qui avait été un don de l'étranger, s'était rendue agréable aux nobles et aux abbés, parce que, se trouvant calquée sur la constitution anglaise, elle consacrait les suprématies aristocratiques. Toutes les libertés qu'elle sanctionnait avaient trouvé la multitude à peu près indifférente; mais à peine détruites, ces institutions, qui n'avaient pas été appréciées lorsqu'elles étaient en vigueur, furent regrettées, et l'indépendance de l'île, dont les résultats étaient graves, mais qu'on n'aperce-

vait pas, parut d'autant plus inestimable qu'elle avait reçu la consécration des siècles. La force victorieuse aurait pu légitimer un changement de régime politique; mais les Siciliens n'avaient pas le sentiment de leur défaite : il leur manquait donc cette patience que la nécessité commande. Il faut aussi faire remarquer que les codes de Napoléon, ces codes qui, peu d'années auparavant, avaient été, par ordre du même roi, brûlés sur la place de Palerme par la main du bourreau, comme des livres sacriléges, et qu'on introduisait maintenant dans l'île, devaient paraître des monuments d'une barbarie insupportable. En effet, ces codes changeaient violemment la condition sociale de l'île. A Naples, où l'on était mieux préparé à les recevoir, ils avaient été subitement la source d'une prospérité générale. Mais cette égalité civile, cette liberté dans les possessions, toutes ces franchises introduites dans un pays féodal, où l'origine des richesses, les pratiques de l'administration, les mœurs, les coutumes, la civilisation, les repoussaient, ne pouvaient être que des monstruosités inopportunes. Ces codes opéraient en Sicile une révolution aussi détestée par les nobles et par le clergé, qui en étaient les victimes, qu'utile au peuple, qui n'en comprenait pourtant pas la portée. Aussi, ce peuple toujours malheureux, duquel on méconnaissait les droits, accablé sous le poids des injustices et des tributs, fatigué des nouveautés, fut dans un état continuel de mécontentement jusqu'en 1820, époque où les Napolitains, s'étant soulevés et ayant proclamé la constitution d'Espagne de cette même année, voulurent en faire jouir également leurs frères de la Sicile.

Il y avait alors à Naples plusieurs nobles palermitains auxquels la constitution anglaise de 1812 convenait bien plus que la constitution populaire des Cortès. Ils se hâtèrent de retourner à Palerme, où, d'accord avec leurs amis, ils lancèrent au milieu de la foule le nom de la constitution de l'an XII; mais on se moqua d'eux : les patriotes siciliens pressentaient déjà les douceurs d'une liberté plus large. La première espérance tombée, on prononça un autre mot, celui d'indépendance, qui fut accueilli comme un vœu depuis longtemps dominant dans l'île.

Constitution d'Espagne et indépendance, voilà donc le cri qui souleva Palerme, gardée alors par un petit nombre de soldats, sous les ordres d'un chef imbécile. Méconnaître les magistrats, assaillir les châteaux, torturer les soldats, abattre le drapeau royal, mutiler les statues du roi, ouvrir les portes des prisons et des galères, piller le palais, dépouiller, incendier les maisons privées, tuer quelques citoyens et des Napolitains, et porter des têtes coupées en triomphe par la ville, ce fut l'œuvre d'un jour. Puis on nomma une junte souveraine, sans que le mouvement se répandît dans l'île tout entière, puisque des sept provinces dont elle se compose, cinq repoussaient l'invitation de se soulever. Les Palermitains envoyèrent à Naples des ambassadeurs pour traiter comme d'État à État; ils ne cessaient pas, en attendant, de continuer dans l'intérieur les horreurs de l'anarchie, la dévastation des campagnes, le pillage du pays, les assassinats; on s'emparait des richesses publiques et privées déposées à la Banque; on saccageait les bibliothèques, les établissements d'art et les églises.

Lorsque ces nouvelles arrivèrent à Naples, elles y soulevèrent une fureur immense. Les provinces de la Sicile qui étaient restées tranquilles excitèrent le gouvernement à réprimer le mouvement de Palerme et de Girgenti. Une armée fut envoyée en Sicile, et dans quel moment? lorsque l'Autriche menaçante préparait déjà ses armes pour arracher au pays la liberté qu'il s'était donnée. Napolitains et Siciliens auraient dû unir leurs bras pour repousser l'étranger : c'était précisément alors que Palerme croyait assurer sa liberté et son indépendance en s'isolant. En attendant, elle attirait contre elle les meilleures troupes et les meilleurs généraux napolitains. Après quelques escarmouches, le général Florestan Pepe entra à Palerme par un accord qui, en définitive, concédait à la ville, comme conditions de la paix, plus que ce que le gouvernement, avant la guerre, avait refusé aux instances des ambassadeurs siciliens. L'accord ne fut pas ratifié à Naples. La ville de Messine adressait au gouvernement une lettre qui se terminait par cette phrase : « Si vous récompensez la rébellion, quelle ville ne vous sera pas rebelle? »

Le général Colleta alla remplacer Pepe, avec ordre de réduire à l'obéissance la ville soulevée. Cette rigueur ne fut pas moins impolitique que le soulèvement de Palerme, si l'on réfléchit aux circonstances dans lesquelles le pays se trouvait. Colletta, dès son arrivée à Palerme, dissout la junte, effaça tous les signes de la révolution. Les Palermitains se plaignirent encore de l'infraction au traité, en disant que, si on voulait le violer, il fallait les remettre en possession des châteaux et des armes qu'ils avaient cédés en vertu des conventions. Mais dans quel but? Ils auraient répandu encore du sang sans se sauver. Ils cherchèrent aussi à justifier leur insurrection, en affirmant que les concessions libérales du roi ne méritaient aucune confiance. Sans doute, elles n'en méritaient pas. Mais il fallait d'abord placer le roi dans l'impuissance de les violer; et, pour atteindre ce but, il ne suffisait pas de se détacher de lui, il fallait le vaincre, et la force du roi ne résidait pas dans son armée, mais bien dans l'armée de l'Autriche. Ce n'était pas contre les Napolitains, sous les murs de Palerme, que les Siciliens devaient combattre, s'ils voulaient obtenir leur indépendance : ils devaient se réunir aux Napolitains pour proclamer leur victoire commune contre les Autrichiens sur les monts des Abruzzes. C'est ce qu'ils ne comprirent pas alors, et ce dont ils ne parurent pas plus convaincus dans une occasion solennelle qui survint plus tard.

La situation de la Sicile ne fit qu'empirer dans les dernières années de Ferdinand et sous le règne de François I[er]. La condition des Napolitains était encore pire. Néanmoins, la haine des Siciliens contre ceux-ci ne faisait que s'accroître chaque jour davantage. Ils ne cessaient de dire, en les accusant, que libres chez eux, ils s'étaient, en 1820, portés dans l'île *pour maintenir dans l'esclavage un peuple frère.* Les Napolitains répondirent avec raison que lorsque tous en Sicile supportaient patiemment le joug, ce n'avait été que par leurs efforts que le despotisme fut vaincu à Naples et la liberté proclamée; que lorsqu'ils voulurent faire part de leur bonheur aux Siciliens, *ce peuple frère* se retourna contre ses libérateurs. « Voilà, ajoutaient-ils, les fruits que nous en recueillons : nous sommes tous asservis. »

Cependant, la Sicile avait conservé une ombre d'indépendance suffisante pour la rendre moins malheureuse que la partie continentale du royaume. L'île possédait un lieutenant général du roi et une administration séparée; elle était représentée à Naples, auprès du roi, par une consulte sicilienne; enfin, les employés étaient tous Siciliens. Mais en 1837 le choléra s'étant développé en Sicile avec beaucoup de violence, ce peuple ne manqua pas de s'écrier que le gouvernement de Naples avait à dessein introduit la maladie. On vit les populations des provinces de Catane et de Syracuse se soulever de nouveau, proclamer l'indépendance, renverser les statues du roi, mutiler, brûler vifs les magistrats napolitains et en manger les chairs. Le fameux Delcarretto, expédié de Naples avec des soldats napolitains et suisses, parvint à étouffer la révolte au moyen de cruautés encore plus terribles; et ce fut pour Ferdinand II le motif de changer entièrement le système gouvernemental de l'île, en y abolissant tous les priviléges qui la distinguaient de la partie continentale du royaume, et en la rendant semblable à celle-ci en fait de lois, de tributs, de magistrats, de service militaire. Le roi, pour rapprocher les deux populations ennemies entre elles, introduisit aussi le partage des emplois, de sorte qu'il y eut dans l'île des employés napolitains, de même que les Siciliens occupèrent des places sur la terre ferme. Mais tout cela ne fit que raviver la haine. Dès lors, les plaintes des insulaires contre Naples redoublèrent. La comparaison de leur état de barbarie avec la prospérité dont on jouissait sur le continent leur offrit des prétextes permanents de soutenir que leur infériorité civile était l'œuvre des Napolitains, sans songer qu'ils avaient eu toujours des magistrats et une administration à eux, et que, par suite, la misère, l'ignorance, le servage féodal, l'absence de toutes les institutions de la civilisation moderne étaient leur œuvre propre. De même, ils ne s'aperçurent pas que l'assimilation introduite entre les deux parties du royaume, inutile à la terre ferme, ne pouvait être qu'avantageuse à leur pays, qui commença dès lors à jouir de quelques ports restaurés, de quelques routes ouvertes à travers les bois, d'une agriculture mieux entendue, d'un commerce plus favorisé.

Néanmoins, on souffrait de graves abus, des tributs énormes, des administrateurs infidèles, des magistrats tyranniques, des violences, des injustices de toute sorte, de toutes les rigueurs du despotisme bourbonnien. Mais est-ce que ces maux étaient particuliers à la Sicile? Naples n'en gémissait-elle pas doublement? Le royaume tout entier subissait un joug de fer : Napolitains et Siciliens avaient des douleurs et des espérances communes. S'ils devaient un jour briser leurs chaînes, devaient-ils s'armer des débris de ces chaînes pour s'en frapper entre eux ? Ce fut pourtant ce qui arriva.

Les germes de l'ancien mécontentement se développèrent ouvertement dans les derniers mois de 1847. A Naples et en Sicile on refusa également dans quelques localités d'acquitter l'impôt foncier; les agents du fisc durent recourir à des moyens de rigueur pour vaincre l'opposition. En attendant, les bandes des insurgés de la Sicile et de la Calabre, qui avaient dû se replier devant les troupes royales, parcouraient les campagnes, secrètement favorisées par les populations. L'agitation s'était répandue dans toutes les villes du royaume, et il ne se passait pas un jour sans que la noblesse et la bourgeoisie n'acclamassent Pie IX, ne fissent des pétitions, tantôt suppliantes, tantôt menaçantes. Les Siciliens se crurent assez forts pour exposer ouvertement leurs demandes au roi, en lui adressant une pétition couverte de dix mille signatures. Ils demandaient : la décentralisation du pouvoir, un gouvernement et un ministère à eux, qui administrassent le pays sous l'autorité du roi, la cessation de la promiscuité des emplois, une garde civique, une loi qui définît les pouvoirs de la police et en punît les abus, une loi qui laissât libre la presse et en punît les excès. Le roi refusa de recevoir la pétition, disant que le nombre des signataires ne faisait qu'aggraver le délit à ses yeux.

Les Siciliens n'attendaient qu'une occasion pour éclater, et elle se présenta dans la ville de Messine. Le matin du 6 janvier 1848, on aperçut, exposée au milieu de la principale place publique, une grande image allégorique qui représentait la ville de Messine sous la forme d'une femme appuyée à une colonne qui s'élevait à côté d'un volcan; cette femme étendait la main

pour s'armer d'un fusil, tandis que ses yeux étaient fixés sur un drapeau italien gardé par un lion et un chien. A cette vue, une foule de citoyens s'étaient arrêtés sur la place. Un agent de la police voulut détacher l'image de la muraille; mais la multitude l'accabla de coups, au point de menacer sa vie si d'autres citoyens n'étaient venus s'interposer et calmer la fureur populaire; après quoi, la foule se dispersa lentement aux cris de : *Vive la Sicile! Vive Palerme! Vive Pie IX!* Le soir, on vit les rues remplies de gens qui manifestaient leurs vœux patriotiques par des cris enthousiastes. On répétait les mêmes acclamations que le matin, en y ajoutant celles pour la ligue italienne: c'était une fête, une joie inénarrable, auxquelles prenaient part les femmes, les enfants, les hommes de la plèbe la plus abjecte. Cependant, les esprits s'échauffant peu à peu, on en vint à des excès. On mutila la couronne qui surmonte au théâtre la loge royale, on brisa les carreaux du palais; les armoiries des Bourbons furent jetées dans la boue. L'ivresse populaire ne parut pas satisfaite avant quatre heures du matin. Pendant cette scène, la troupe était restée impassible; les gendarmes avaient veillé sans rien empêcher, et, contraints souvent par le peuple, ils avaient dû crier comme lui. La soirée suivante, des patrouilles de citoyens parcoururent la ville; rencontrées par des patrouilles de soldats qui leur demandaient de quelle autorité ils avaient pris les armes, elles répondirent : *Au nom de la patrie!* On les laissa continuer leur service.

Catane, Trapani et d'autres villes imitèrent Messine, et ce fut le prélude des événements terribles dont Palerme allait devenir le théâtre.

Lorsque les Palermitains eurent appris que le roi avait refusé de recevoir leur pétition, leur colère fut extrême. Ils se rassemblèrent à l'ermitage de Sainte-Rosalie; les chefs prêtèrent serment de prendre les armes si le gouvernement persistait à s'opposer à leurs vœux. Mais le roi connaissait leurs projets, et ne s'en montrait pas épouvanté. Le duc de Serra Capriola, chef du parti libéral modéré, l'exhortait en vain à la prudence. Ferdinand préférait l'avis de Delcaretto, qui lui montrait la facilité

de dompter des sujets insolents. Le 9 janvier, le duc de Villarosa, le comte Amari, MM. Dondes, Ferrara, Perez et d'autres furent arrêtés à Palerme. Ces arrestations déconcertèrent le plan du complot, dont les chefs commençaient déjà à ne plus savoir que faire, lorsqu'un jeune homme, appelé Bagnasco, osa défier le gouvernement dans une proclamation qu'on trouva placardée aux coins des rues de Palerme : il accordait un délai de trois jours, jusqu'au 12 janvier, pour concéder au peuple ce qu'il demandait. Si d'ici là, lisait-on dans les placards, il n'est pas fait droit aux réclamations, la Sicile prendra les armes. Le gouverneur de la ville méprisa cette bravade de jeunes gens désarmés, et après avoir commandé de nouvelles arrestations, consigna les troupes et attendit les événements.

Le 10 au matin, on trouva dans les rues d'autres placards qui invitaient les Palermitains à se réunir tous, le 12, dès l'aube du jour; la masse du peuple devait occuper les postes du centre de la ville, en attendant que leurs chefs se fissent connaître; on prescrivait de ne pas tirer sur la troupe sans provocation sérieuse, de respecter les propriétés, d'obéir aux ordres du comité. Tout cela faisait supposer une formidable conspiration, des armes prêtes, un comité secret, un plan de soulèvement. Néanmoins, quand on pense à ce peuple hardi mais désarmé, à ce petit nombre de téméraires qui, seuls et sans accord, soutinrent le défi; quand on songe à la faveur si inattendue de la fortune, à la lâcheté si grande des royalistes, on pourra dire, en parlant de la révolution de Palerme, que lorsque la mesure de la tyrannie est à son comble, il suffit de la hardiesse de quelques-uns, soutenue par le frémissement de tout un peuple désarmé, pour donner l'essor à une mouvement national.

Le 12 au matin, pendant que le canon des forts était tiré en signe d'allégresse pour célébrer la fête du roi, la population remplissait pacifiquement les rues, comme dans un jour de réjouissances. De fortes patrouilles de cavalerie parcouraient les faubourgs; on voyait environ trente fantassins et quelques sbires rangés sur la place Vigliena; les troupes étaient sous les armes dans les quartiers. Tous les balcons étaient encombrés de dames

et d'enfants, mus par la curiosité de voir ce qui allait se passer. Tout le monde était dans l'attente; personne n'osait donner le signal. Enfin, près de la Vierge du Cassero, un jeune homme appelé Buscemi tire de dessous ses habits un fusil qu'il tenait caché, tourne ses regards de tous côtés, se voit seul en armes, crie : *A la trahison!* et tire en l'air. Le comité directeur, les chefs de l'insurrection ne se montrent pas. Des groupes de citoyens désarmés, dispersés par les patrouilles de cavalerie, rentrent désespérés chez eux. Joseph Lamasa s'aperçoit que le moment est décisif pour la Sicile, et que le défi jeté à l'ennemi va devenir un enfantillage; il ose donc, suivi de quelques amis, descendre le premier dans la rue. Le premier mouvement est un mouvement de terreur; la foule se sauve, les boutiques se ferment; les familles, se souvenant encore du pillage, des incendies, des tueries que le peuple avait commis dans la dernière insurrection de 1820, s'étant pourvues de vivres pour plusieurs jours, ferment les portes de leurs maisons et s'arment pour en défendre l'entrée contre les insurgés. Quelques jeunes gens téméraires, armés de bâtons ou de stylets, se mêlent à ceux qui possèdent des fusils. Ils courent d'une église à l'autre et font retentir les cloches. Ceux qui regrettent de n'avoir pas d'armes, crient dans les rues et en demandent aux propriétaires qui se cachent dans leurs maisons; on voit descendre par les fenêtres quelques fusils, quelques pistolets; puis arrive un renfort de dix citoyens, munis d'épieux et guidés par Miloro armé d'un mousquet. Un peu plus tard survient l'abbé Ragona, qui soulève une croix, et la petite bande pousse un hurlement : *Vive le Christ!* Comme les membres du comité n'avaient pas encore paru, Lamasa se fait passer pour leur secrétaire; il écrit à la hâte dans un café une proclamation en leur nom, dans laquelle il appelle le peuple aux armes; et, s'étant emparé d'un roseau auquel il attache des mouchoirs aux couleurs nationales, il s'élance, suivi de sa troupe avide de combat, vers le centre de la ville. En ce moment, passe par hasard un prêtre avec le saint viatique; les insurgés se prosternent, le prêtre les bénit, et ils se lèvent plus sûrs et plus fiers de leur puissance.

La nuit approchait et les troupes n'avaient encore fait aucune démonstration. Le duc de Majo, gouverneur, avait, dès l'aube, envoyé deux compagnies de soldats et quelques gendarmes à Monreale et à la Bagherie, pour faire peur aux villages avoisinant la capitale. La garnison, commandée par le général Vial, avait dispersé les premiers groupes sans faire usage des armes. Mais, soit à cause de l'hésitation des chefs, soit par effet de la faiblesse numérique des troupes, qui ne permettait pas l'occupation entière de la ville, les groupes, chassés d'un côté, s'étaient reformés d'un autre, et les soldats n'avaient pas osé les poursuivre dans les quartiers étroits et populeux où ils se concentraient.

Enfin, vers le soir, la colonne des insurgés, guidée par Lamasa, rencontre les troupes à la descente des Juges. Elle compte déjà cinquante hommes armés de fusils; mais vingt d'entre eux, à l'approche du danger, se débandent; il ne reste pas plus de trente citoyens prêts au combat, combat qui n'a pas lieu, puisque les soldats se retirent sans faire d'opposition, ce qui fait crier aux insurgés qui les accompagnent : *Vive les soldats!* Les fantassins et les sbires, qui occupaient la place Vigliena, se retirent eux aussi dans le palais royal sans être molestés. Il est évident que Majo, se confiant peu dans ses forces, ne veut pas provoquer un soulèvement général par la vue du sang : soit que la prudence le conseille, soit que la peur l'emporte en cela, il est inférieur à sa position, dont un autre chef serait sorti victorieux au moyen de mesures promptes et énergiques. Une poignée d'insurgés rencontrent dans la rue de l'Albergherie quelques cavaliers et des sbires, tirent contre eux trois coups de fusil et prennent la fuite; les soldats se bornent à faire prisonniers une quarantaine de citoyens désarmés qu'ils rencontrent sur leur chemin, et rentrent dans le palais. D'autres rencontres ont lieu ailleurs, mais toutes sont sans importance; après quelques coups de fusil et quelques blessures, fantassins, cavaliers, gendarmes et sbires se hâtent de se renfermer dans leurs casernes. Quarante cavaliers environ, commandés par le fils du général Vial, paraissent dans la rue Neuve : le peuple s'écrie : *Vive la troupe!* Mais les soldats font jouer leurs sabres, et le peuple se

défend; il y a des blessés de part et d'autre, parmi lesquels l'officier Vial et le citoyen Pierre Omodei. Bientôt l'escadron des cavaliers se retire.

Les Palermitains proclament leur victoire; mais tous les vainqueurs n'ont pas la même confiance dans leur triomphe. Plusieurs d'entre eux réfléchissent que s'ils ont chassé devant eux dans les rues les soldats bourbonniens, les forts remparts de la ville sont au pouvoir de l'ennemi. Les insurgés, au nombre de quelques centaines, avec peu de fusils, sans munitions et sans argent, ont contre eux 6,000 soldats de ligne, 700 cavaliers, des gendarmes, des sbires, de l'artillerie et les châteaux-forts. De sorte qu'un certain nombre de citoyens, épouvantés presque de leur victoire, et jugeant le succès impossible, prennent la fuite et vont se réfugier dans la campagne ou sur les navires étrangers. Lamasa, voulant empêcher la dispersion de sa petite bande, se retire avec ce qui lui en reste sur la place de Fieravecchia, où, dès le lendemain, il avait établi son quartier général. La nuit arrive, et la faible résistance de la troupe ayant donné à la population crédule la pensée que la bataille était gagnée sans autre contestation, on vit les fenêtres se couvrir de flambeaux et les balcons se remplir d'hommes, de femmes et d'enfants, criant : *Vive la Constitution! Vive l'indépendance! Vive l'Italie! Vive Pie IX!*

Cependant, Lamasa ne s'était déterminé à se retirer sur la place de Fieravecchia que parce qu'elle se trouvait près de la porte de Termini; et il fit connaître son projet dans une proclamation où il déclarait au peuple que s'il ne lui arrivait pas de renforts, il se jetterait dans les montagnes et continuerait à combattre en guérillas. Lamasa avait à peine fini de haranguer dix nouveaux combattants qu'il venait de recruter, qu'un grand bruit s'élève du côté de la porte de Termini : c'était une masse de peuple qui traînait avec force un char où il y avait 100,000 francs, argent du trésor qui venait de l'intérieur de l'île, et dont une bande de citoyens s'était emparé, sans trouver de résistance de la part des gendarmes. Cet argent, qui fut déposé au couvent de Sainte-Anne, et dont un certain Santoro, tanneur, fut nommé

caissier, servit merveilleusement la cause des insurgés. Ceux-ci délibéraient sur ce qu'ils devaient faire. Il était évident qu'il n'avait jamais existé ni plan de soulèvement, ni armes, ni comité directeur, ni chefs; ou tout au moins les promoteurs secrets de l'insurrection avaient peur et attendaient que la victoire fût remportée par le peuple avant de se montrer et de se déclarer les héros et les sauveurs de la patrie. Pendant la nuit, on construit des barricades autour de la place de Fieravecchia, et l'on fait parcourir la ville par des patrouilles qui se succèdent sans relâche, afin de donner une grande idée des forces de l'insurrection, ce qui pouvait pousser les Palermitains à y prendre part et décourager les royalistes. Quelques citoyens fournissent du plomb et de la poudre; on découvre deux vieux canons, oubliés et ensevelis dans une tour; on assigne un subside aux combattants pauvres; on fabrique des bons, valables pour acquérir des vivres et payables sur la caisse du comité établi au couvent de Sainte-Anne. L'aube du 13 s'annonçait, lorsque de grands cris de joie signalent des secours qui arrivent du dehors: c'est une centaine d'hommes armés qui descendent des montagnes. Ces montagnards sont escortés jusqu'à la place Fieravecchia au milieu des flambeaux, des acclamations et au son des cloches. Ils ne veulent pas se reposer un seul instant, et s'élancent avec les autres insurgés à l'assaut de l'hôtel des finances. Les citoyens qui, le soir précédent, s'étaient sauvés dans la campagne ou sur des navires étrangers, rentrent en ville, désireux de laver la tache de leur désertion. De hardis enfants, armés de broches ou de couteaux, se mêlent aux combattants.

Les insurgés, au nombre de quatre cents, dont la moitié à peine se trouve munie de fusils, et dont l'autre se sert d'armes improvisées, telles que faux, couteaux, épieux, arrêtent un détachement de cavalerie qui veut les disperser; quelques citoyens sont tués. Des cris de vengeance éclatent aussitôt. Bientôt les rues sont obstruées par les meubles qu'on y précipite des fenêtres, la ville se couvre de barricades; le peuple se rue sur les cavaliers, une partie du détachement reste sur le pavé, l'autre bat en retraite. A ce moment, on voit arriver deux cents jeunes gens

que les frères Paternostro conduisent de Milsimeli au secours des Palermitains; ils sont bien armés. Un fabricant de poudre, Palmieri, pourvoit les combattants de munitions en abondance. Des bandes nombreuses de campagnards entrent en ville. Un navire anglais débarque des fusils. Quelques moines, la croix en main, se mêlent au peuple en criant : « Le Christ est mort pour vous, vous devez mourir pour la patrie. » Tous ces secours doublent les forces de l'insurrection, réchauffent les esprits. Dans tous les endroits où la troupe paraît, elle est assaillie par des coups de feu, par une grêle de pierres, ou inondée de flots d'eau et d'huile bouillantes qu'on répand des terrasses. On voit des officiers de la marine anglaise descendre à terre et prêter leur appui moral aux révoltés, qui s'écrient : *Vive la Constitution de 1812!* Quelques-uns d'entre eux déploient dans les rues de petits drapeaux tricolores attachés au bout de leurs épées. Enfin, l'attitude de la population devient si menaçante, que les soldats vont se renfermer dans leurs quartiers. Les châteaux commencent à lancer des bombes sur la ville. Le duc de Majo expédie à Naples le vapeur *Vesuvio* pour demander des secours; et les insurgés, de leur côté, envoient des émissaires dans la campagne pour appeler les paysans à leur aide, en même temps qu'ils s'emparent d'un bateau à vapeur, *le Giglio,* et lui font faire le tour de l'île avec la mission de soulever les populations du littoral.

On ignorait à Naples les événements de Palerme; mais le peuple, impatient de secouer le joug, frémissait sourdement. C'était le soir du 12 janvier, et Ferdinand, dédaignant les conseils du duc de Serra Capriola, voulut obstinément, selon qu'il avait coutume de le faire le jour de sa fête, se rendre au théâtre de Saint-Charles. Il y fut reçu par un silence glacial; puis quelques applaudissements maladroits des partisans de la cour s'étant fait entendre, un orage de sifflets éclata aussitôt de toutes parts. Le roi se retira furieux, et il méditait déjà sa vengeance, lorsque les lettres du duc de Majo lui arrivèrent. En apprenant le succès du soulèvement de Palerme, sa colère fut telle, qu'il fallut le saigner. Le matin suivant, il assista à l'embarquement de 8,000 hommes, commandés par les généraux

Desauget et Nicoletti, et destinés à renforcer l'armée de la Sicile. Il confia le commandement en chef de l'expédition au comte d'Aquila, son frère.

Les troupes occupaient encore à Palerme leurs quartiers, les forts, le port et la ligne des remparts extérieurs tout entière. Les insurgés ne réussissaient pas à grossir leur nombre, car la classe aristocratique, réfugiée dans la campagne ou renfermée en ville, dans ses palais, se tenait à l'écart, et maintenait avec elle les bourgeois, les propriétaires, les lettrés. En un mot, le mouvement n'était soutenu que par des jeunes gens audacieux et nourris de ces idées de liberté et de nationalité qui dominaient en Italie. Leur succès pendant deux jours n'avait été que le fruit de la faiblesse inqualifiable du duc de Majo. Mais on attendait d'un moment à l'autre de Naples de nouveaux soldats et d'autres généraux; et les insurgés, en petit nombre, isolés au milieu d'une ville populeuse, et ayant déjà consommé en deux jours les 100,000 francs confisqués sur le gouvernement, se trouvaient à bout de ressources. Lamasa s'aperçut que tout était perdu, si on ne parvenait pas à gagner à la cause de l'insurrection les classes aristocratique et bourgeoise, où se trouvait la force véritable, soit à cause de leurs richesses et de leurs noms, soit par l'influence qu'elles avaient sur la multitude. Pourtant, ce but n'était pas réalisable sans transiger. Ce n'était certainement pas aux cris de *Vive l'Italie, la ligue italienne et Pie IX!* qu'on pouvait obtenir quelque succès auprès de l'aristocratie : c'étaient là des cris que la multitude ne comprenait pas par ignorance, et qui sonnaient très-mal à l'oreille de ces classes où dominait un esprit étroit de municipalisme et de caste. Il fallait des principes compris par le pays, des principes traditionnels, c'est-à-dire l'indépendance de l'île vis-à-vis de Naples et la constitution de 1812 garantie par l'Angleterre. Lamasa, se pliant aux circonstances, et après avoir surmonté avec effort la vive opposition de ses amis, réussit, en mettant ces principes en avant, à décider Rogier Settimo, le marquis Spedalotto, le duc de Monteleone, le prince de Scordie et d'autres, à composer un gouvernement provisoire et à prendre en main la défense de la cause publique.

Il fallut aller les chercher et les tirer de leurs châteaux où ils se cachaient. Ils acceptèrent, aux conditions de l'indépendance et de la constitution aristocratique de 1812, ce qui leur promettait les sympathies de l'Angleterre. Quatre comités furent créés pour les subsistances, la guerre, les finances et la direction à donner à la publicité. Alors, la caisse publique se remplit d'or, tous les palais et les maisons s'ouvrirent; les boutiques, qui avaient été fermées par crainte du pillage, s'ouvrirent de nouveau pour satisfaire les besoins des combattants. Les propriétaires, les employés, les nobles s'armèrent, eux aussi, de fusils, et distribuèrent au peuple des armes de fabrique anglaise. La révolution se trouva ainsi complète et puissante. Les canons ne manquèrent plus; des canons de marine traversaient la ville. Enfin, diverses bandes de brigands, qui avaient été jusqu'alors la terreur de la Sicile, accoururent à Palerme en se déclarant les défenseurs de la liberté et de la patrie. L'on vit parmi eux le terrible Vincent Pagano, et Joseph Scordato, et Miceli, avec leurs partisans. Les deux derniers, avant d'entrer en ville, avaient désarmé et fait prisonnières les colonnes mobiles que le duc de Majo avait envoyées, le 12, à la Bagheria et à Monreale.

Voilà ce qui arrivait à Palerme le 14, sans que les cloches cessassent de retentir, sans que la fusillade fût interrompue et sans que les châteaux s'abstinssent de bombarder la ville. Les Palermitains, au milieu de l'incendie de leurs maisons, luttaient en désespérés. Indignés, les consuls étrangers, à l'exception de celui d'Autriche, dictèrent, le matin du 15, une protestation contre cet acte de froide barbarie. Ayant à leur tête le consul de France, M. Ernest Bresson, ils se rendirent, précédés de deux drapeaux blancs, auprès du gouverneur. Accueillis d'abord à coups de fusil, ils parvinrent enfin près du duc de Majo, et obtinrent une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Les deux partis avaient également besoin de gagner du temps : les Palermitains pour s'organiser, et les royalistes pour recevoir les renforts attendus de Naples. Pendant cet intervalle, les étrangers furent embarqués. Vers le soir du 15, arriva en vue de Palerme une escadre de neuf frégates à vapeur, commandée par le comte

d'Aquila, qui débarquait 8,000 hommes de troupes. Le bombardement recommença alors avec une vigueur plus grande. Enhardi, le duc de Majo intima aux citoyens de se rendre, en les menaçant, en cas con raire, d'assaut, de pillage et d'incendie de la ville. Les consuls étrangers se hâtèrent, le matin du 16, de se rendre au milieu des chefs de la révolte; ils exagérèrent le danger et les forces de l'ennemi, et s'efforcèrent de les amener à se soumettre; mais ceux-ci ne se laissèrent pas intimider, et renvoyèrent, avec un refus très-énergique, les consuls humiliés de leur tentative. Cependant, l'épouvante régnait dans la ville. Un grand nombre de familles, dans la nuit précédente, avaient émigré. Cette fuite nocturne découragea les bandes qui se formaient dans la banlieue et dans la campagne, et elles s'empressèrent de se dissoudre et de se cacher dans les bois, croyant que les Palermitains allaient abandonner la ville à l'ennemi. Les bandes de citoyens réunies à Palerme avaient aussi commencé à se disperser; il ne restait de complètes que celles qui, accablées de fatigue, dormaient; de telle sorte que le 16, à l'aube du jour, le général Vial ayant résolu de tenter une sortie et de diriger une forte colonne de fantassins et de cavaliers sur la porte Maqueda, qui, comme toutes les autres portes de la ville, était au pouvoir des insurgés, ne trouva qu'une cinquantaine d'hommes prêts à la défendre. Pascal Bruno, chef du poste, a la vue des royalistes qui descendaient en force du côté des Quatre-Vents, donna aussitôt avis de sa détresse au comité de la guerre, présidé par Lamasa. Celui-ci dormait; mais, réveillé en sursaut, il s'élança furieux dans la rue, et parcourut la ville en demandant du secours; il parvint ainsi promptement à réunir beaucoup de citoyens et quelques canons, et il accourut à la porte Maqueda, où s'engagea le combat. On répond à l'attaque des royalistes par des décharges très-nourries. Plusieurs pièces d'artillerie, chargées à mitraille, soutiennent le feu et font d'affreux ravages dans les rangs des troupes napolitaines. La cavalerie est taillée en pièces. Les colonnes des assaillants, battues de front, de flanc et par derrière, reculent en désordre et vont se réfugier dans les forts du port et de l'arsenal. Les

châteaux recommencent alors à jeter des bombes et des obus sur la ville.

Le comte d'Aquila n'en voulut pas voir davantage, et, après un séjour de vingt-quatre heures, il repartit pour Naples, afin d'informer le roi de la situation.

Le matin du 17, les royalistes, voulant se venger de l'échec du jour précédent, préparèrent un nouvel assaut à la porte Montalto. Leur attaque sur ce point devait être protégée par les troupes qui occupaient les quartiers voisins. Pour leur plus grand bonheur, le bastion de cette porte n'avait qu'une sentinelle; les défenseurs dormaient ou étaient absents. Néanmoins, ce citoyen, animé par le courage du désespoir, ayant répondu avec son fusil à l'assaut des royalistes, ceux-ci n'imaginèrent pas qu'un seul homme se trouvât à défendre le bastion, et, s'avançant avec précaution, ils consommèrent de loin inutilement leurs balles et leur mitraille. Ce bruit de canon donna l'éveil aux Palermitains, qui se précipitèrent en masse vers le lieu du combat. Le bastion était entouré de maisons, de couvents, de ruelles, que les bandes des insurgés occupèrent avec une fureur enthousiaste. De là, à couvert, ils tiraient à coup sûr contre la colonne ennemie, qui était entièrement exposée à leur feu; aussi, après un long et sanglant combat, fut-elle obligée de rétrograder. Les royalistes, en reculant, lorsqu'ils furent près du couvent des Bénédictins, voulurent assouvir leur rage sur ce couvent d'où l'on avait tiré sur eux; ils en enfoncèrent les portes, pénétrèrent à l'intérieur, et, comme des barbares, dépouillèrent les autels, ruinèrent l'église, massacrèrent tous les hommes qu'ils y trouvèrent, avec ou sans armes, enveloppant dans ce carnage les moines même les plus âgés. Ils furent bientôt chassés de là par les bandes de citoyens accourus sur ce point, et payèrent cher ce crime odieux.

Le même jour, le duc de Majo, feignant d'avoir honte de ce fait, écrivait au préteur de la ville : « Une si grande effusion de sang fait horreur. Si vous pouvez venir me voir en vous servant du même moyen qu'hier, j'aurai à vous proposer la manière d'écarter de nouveaux maux, autant qu'il sera possible. » Le

préteur lui repondit : « La ville, bombardée depuis plusieurs jours, les maisons des pauvres gens incendiées, moi assailli à coups de fusil par les soldats pendant qu'avec le consul d'Autriche, et escorté d'un drapeau parlementaire, je me retirais; les consuls étrangers, quoiqu'ils eussent un drapeau blanc, reçus également à coups de fusil; des moines lâchement assassinés par des soldats, tandis que les soldats faits prisonniers étaient traités comme des frères par le peuple : voilà l'état de la ville. Il existe chez nous un comité : V. E. peut, si elle veut, lui adresser ses propositions. » Le gouverneur visait à gagner du temps; son intention fut devinée, et il n'obtint pas une heure de trève.

Le bombardement reprit avec plus de force. Le Mont-de-piété et les gages des pauvres étaient déjá brûlés, d'autres établissements publics étaient en flammes. En ces circonstances, tous les consuls étrangers, même ceux du Brésil et de la Russie, à l'exception toutefois du consul autrichien, firent afficher, le 19 janvier, cette noble protestation : « Le corps consulaire, qui fut assez heureux pour obtenir une suspension de vingt-quatre heures de bombardement en faveur des étrangers, frappé de l'immense unanimité et de l'exaltation prodigieuse des sentiments de la population palermitaine, croit avoir à remplir un devoir plus sacré encore.

» Les soussignés pensent que, pour faire cesser et prévenir d'incalculables désastres, pour empêcher une de ces grandes catastrophes qui font tache et époque dans l'histoire d'un peuple, il faut que les horreurs d'un bombardement soient épargnées, dans tous les cas, à une population de deux cent mille âmes, à l'antique et vaste cité de Palerme.

» Si, cependant, ce qu'à Dieu ne plaise, le commandant en chef des troupes royales devait en venir à cette extrémité sauvage et déplorable, les soussignés protestent d'avance, et de toutes leurs forces, au nom de leurs gouvernements, contre un acte fait pour exciter à jamais l'exécration du monde civilisé.

» Ils protestent déjà avec toute l'énergie possible, et sous toutes réserves, contre cette absence totale de formes, d'avertisse-

ment, de délai qui a eu lieu à leur égard, avant qu'au péril de leurs jours ils pussent pénétrer jusqu'à l'autorité supérieure pour arrêter le bombardement commencé, dont plusieurs étrangers ont été victimes dans leurs personnes et dans leurs propriétés. »

La situation ne changeait pas pour cela. D'heure en heure la force et la confiance des insurgés s'accroissaient. A chaque instant les comités faisaient afficher sur les murs des placards qui entretenaient l'agitation : tantôt, c'étaient les habitants de Messine qui avaient arboré le drapeau tricolore; tantôt, c'était Catane, Syracuse, Trapani, qui avaient organisé la garde civique. Les nouvelles de l'intérieur annonçaient un soulèvement presque général. Les Palermitains assaillent les escadrons de cavalerie qui gardaient la ligne de Montalto et de Saint-Antonine, et les forcent à rentrer dans leurs quartiers. La nuit suivante, quelques citoyens très-hardis mettent le feu aux magasins de fourrages, fait qui devait faciliter la victoire des Siciliens en diminuant les ressources des troupes royales, entassées dans des endroits resserrés.

Pendant ce temps, le comte d'Aquila arrivait à Naples; son retour inattendu y produisit une impression profonde. Le prince fit un récit épouvantable de la situation de Palerme. Le roi en fut terrifié. Il assembla immédiatement son conseil d'État, et y manifesta sa résolution de persister dans son dessein de soumettre par la force des sujets rebelles. Mais d'autres dépêches vinrent aggraver le rapport du comte d'Aquila; Palerme continuait de résister au bombardement; les campagnards y arrivaient de tous côtés pour affronter la mitraille; les provinces en deçà du Phare, les Calabres, les Abruzzes, les deux principautés se soulevaient. La peur fit fléchir Ferdinand, sans pouvoir le dompter. Il dicta quatre décrets, par le premier desquels il investit la consulte de Naples et celle de Sicile de quelques pouvoirs additionnels, qui se réduisaient à donner leur avis sur les projets de loi, le budget, la dette, les traités de commerce, les douanes; les communes administreraient elles-mêmes leurs revenus sous la surintendance du gouvernement. Le second prononçait la séparation complète sous le rapport administratif et judiciaire entre

le royaume de Naples et la Sicile : il n'y aurait dans l'île que des employés nationaux. Le troisième décret nommait conseillers extraordinaires les ministres napolitains lorsque le roi résiderait à Naples et les ministres siciliens lorsque le roi résiderait en Sicile. Le quatrième nommait le comte d'Aquila vice-roi de Sicile, avec un ministère composé de siciliens, dont suivaient les noms. Le jour suivant, 19, paraissait un cinquième décret, qui soumettait la presse à une loi préventive, mais en reconnaissant *son existence légale*. Le même jour, le roi accorda une amnistie générale pour les détenus politiques des deux royaumes.

Ces décrets, rendus deux mois plus tôt, auraient non-seulement obtenu les applaudissements du peuple, mais exercé une grande influence sur les affaires d'Italie, en facilitant les réformes attendues des autres princes italiens, et en éloignant opportunément de la Péninsule la catastrophe dont elle était menacée. Mais Ferdinand devait être réduit à l'humiliation de capituler avec l'insurrection triomphante. Et alors, ses concessions furent tardives et minces : il donnait tard ce que les peuples avaient déjà conquis; il donnait peu en comparaison de ce que la victoire laissait désormais espérer.

Lorsque ces décrets parvinrent à Palerme, le duc de Majo crut être au bout de ses peines. Il les communiqua officiellement au gouvernement palermitain. Mais les Siciliens ne tinrent la générosité royale que pour ce qu'elle était, c'est-à-dire qu'ils virent en elle un signe de peur et de faiblesse. D'ailleurs, ils savaient déjà la confiance qu'ils devaient avoir dans les serments des Bourbons. Aussi, le marquis de Spedalotto, préteur de la ville, fit cette noble et fière réponse au gouverneur : « J'ai communiqué au comité général la lettre que Votre Excellence m'a adressée aujourd'hui même, et je suis chargé de lui répondre que les dispositions dont il est fait mention dans la lettre de Votre Excellence, ne peuvent s'appliquer à un peuple qui, depuis neuf jours, en proie aux horreurs du bombardement, de la mitraille et de l'incendie, soutient glorieusement ses droits à des institutions nationales, seules capables d'assurer un bonheur durable à cette île. Le comité, fidèle interprète de la ferme résolution du peu-

ple, ne peut que persister dans les idées déjà transmises à Votre Excellence par mon intermédiaire, à savoir : que les armes ne seront déposées, que les hostilités ne seront suspendues que lorsque la Sicile, réunie à Palerme en parlement, adaptera à notre époque la constitution que notre pays a possédée plusieurs siècles, qui a été réformée en 1812 sous l'influence de la Grande-Bretagne, et qui a été confirmée implicitement par le décret royal du 11 octobre 1816. »

Le jour suivant, le général Desauget voulut recommencer les négociations, en s'en tenant aux conditions contenues dans les cinq décrets; cette fois, le comité s'exprima plus catégoriquement, et répondit que la portée de ces dispositions royales avait été irrévocablement jugée par le peuple; que dès lors on admettrait des parlementaires pour d'autres communications, mais qu'on n'aurait plus aucun égard à celles faites pour le même objet.

La continuation de la lutte, après ces faits, étant inévitable, les Palermitains voulurent centraliser leur gouvernement; ils décidèrent que les quatre comités, restant investis de fonctions spéciales, ne délibéreraient sur les affaires générales du pays qu'en se réunissant en une junte, dont Rogier Settimo fut nommé président, et Mariano Stabile secrétaire général.

Pendant ce temps, on préparait les armes; les femmes et les enfants fabriquaient des cartouches; les riches offraient de l'argent; l'argenterie et les bijoux étaient fondus; chaque jour, les villes du littoral et de l'intérieur envoyaient des renforts à la capitale. Les troupes royales occupaient le fort Castellamare, les casernes du môle, la prison située entre le môle et la ville, les casernes qui joignent le palais royal. Mais les rues de la ville étaient tellement barricadées, qu'il leur était impossible d'y pénétrer. On était au 22 janvier; c'est ce jour-là que le général Desauget reçut du comité palermitain la fière réponse ci-dessus à la communication qu'il lui avait faite. Les vivres et les munitions commençaient à manquer; les soldats mouraient de froid et de faim. Desauget chercha de nouveau à entrer en négociation avec la junte, à laquelle il fit proposer : 1° de conclure une sus-

pension d'hostilités; 2° de faire parvenir des vivres aux prisonniers criminels enfermés sous la garde des troupes; 3° d'envoyer une députation de la junte à Naples, exposer au roi les demandes du peuple. La seconde proposition seule fut accordée, et le peuple marcha à l'assaut du quartier de Novezziato.

Ce quartier, qui domine d'autres quartiers et le palais Royal, était occupé en force par les royalistes. Après un long et sanglant combat, pendant lequel les Siciliens pénétrèrent plusieurs fois dans ses murailles et plusieurs fois en furent repoussés, puis poursuivis par les troupes, ils se retirèrent vers minuit sans avoir obtenu aucun résultat. Dans le cours de la nuit, les soldats napolitains faits prisonniers ayant donné à entendre que leurs camarades n'attendaient qu'une occasion pour déserter, les Palermitains se firent suivre de ces prisonniers et s'avancèrent avec des échelles sous les fenêtres du Novezziato et sous la caserne Saint-Jacques; mais, accueillis à coups de fusil, ils furent obligés de se retirer encore avec quelques blessés. Ils crièrent à la trahison, et leur colère ne fit que s'accroître, de telle sorte qu'ils s'acharnèrent à l'entreprise du Novezziato. A l'aube du 23, sans attendre que le canon enfonçât les portes du quartier, un certain nombre de jeunes gens exaltés s'élancèrent, sous une grêle de balles, jusqu'au devant des portes, et manièrent si bien la hache, qu'ils parvinrent à entrer dans le quartier. D'autres citoyens enfoncèrent en même temps les trois portes d'une église contiguë; une multitude immense de peuple pénétra de là dans les vestibules, dans les corridors, et engagea une lutte corps à corps avec les royalistes, se servant bien plus de haches et de stylets que de fusils. Enfin, on parvint à en expulser les troupes, et, pour empêcher qu'elles n'y rentrassent, on mit le feu au quartier et à l'église.

Après avoir détruit le Novezziato, bastion qui défendait le palais royal et soutenait la ligne de correspondance avec la division du général Desauget, campée au môle, les Siciliens profitèrent de l'enthousiasme que leurs succès avaient excité, pour tenter un second coup décisif contre l'ennemi. La junte résolut de faire donner l'assaut au palais. Les troupes napolitaines occu-

paient le quartier Saint-Jacques et les petits forts qui sont à côté du palais; la cavalerie, rangée dans la plaine de Sainte-Thérèse, soutenait la défense. Les insurgés employèrent la nuit du 24 à se préparer à l'attaque; ils placèrent des canons sur les tours de la porte Montalto. A l'aube du 25, le feu commença très-vif d'un côté et de l'autre; mais les insurgés avaient le dessus, car les soldats, découragés et affamés, avaient plus envie de déserter que de combattre. L'artillerie, favorablement postée à la porte Montalto, battait par le travers les deux petits forts qui gardent le palais, et inutilisait ou rendait incertain le feu des canons dont ils étaient pourvus. Des milliers de citoyens investirent avec fureur l'hôpital civil d'un côté, le quartier Saint-Jacques de l'autre. La cavalerie, placée à Sainte-Thérèse, se trouvait exposée au feu des mousquets partant de tous côtés, dans la campagne environnante. Le combat fut cruel et dura tout le jour, sans que la division Desauget fît mine d'y prendre part. Confiant peut-être dans le succès, le général se borna à faire tirer continuellement du môle des bombes et de la mitraille sur la partie basse de la ville. La nuit survint, et les citoyens durent abandonner leur dangereuse entreprise, sans avoir rien enlevé de plus que l'hôpital civil, que le commandant napolitain, inexpérimenté dans les armes, et craignant la vengeance populaire, leur avait rendu après une légère résistance. Les Siciliens avaient combattu avec l'énergie du désespoir; les enfants avaient rivalisé avec les hommes; exaspérés de leur défaite, ils se préparèrent en plus grand nombre à renouveler l'attaque le jour suivant, en promettant deux cents onces d'or à celui qui, le premier, arborerait le drapeau national sur le palais. Mais, à l'aube du 26, ils s'aperçurent avec étonnement que le palais avait été évacué par les troupes royales, qui s'étaient retirées pendant la nuit, après avoir encloué les canons. Les troupes de montagnards, des brigands, une multitude d'enfants et de femmes envahirent le palais, le pillèrent, le dévastèrent de fond en comble, ne respectant que les femmes, les enfants, les blessés, au nombre de mille environ, que les soldats y avaient laissés. Le duc de Majo et le général Vial avaient accompli dans cette nuit leur dernière lâcheté. Leur

retraite nocturne, avec plus de deux mille soldats, ne s'était pas effectuée sans obstacle, puisque, traversant les campagnes de l'Ollivuzza et des Colli, ils avaient été accueillis par le feu des insurgés qui, par hasard, se trouvaient de ce côté. Ils se sauvèrent dans le camp de Desauget, d'où ils ne tardèrent pas à s'embarquer pour Naples.

Les troupes royales étaient désormais réunies toutes au môle, et dans la partie qui entoure les nouvelles prisons. Elles avaient la mer libre, le bâtiment très-fortifié des prisons, le château voisin, les quartiers des Quatre-Vents, huit vapeurs dans la rade et quelques barques canonnières dans le port. Les Siciliens possédaient toute la ville, moins le palais des Finances, qui restait à conquérir. Ce palais avait, le premier jour de l'insurrection, résisté vigoureusement aux assaillants; mais en ce moment, après une faible et courte défense, le commandant en fit la reddition avec toute la garnison. Les insurgés y trouvèrent deux millions de ducats.

C'était le 27 janvier, et avant de raconter les autres combats qui eurent lieu devant Palerme, je suis rappelé à Naples par d'autres événements plus graves.

Les Calabres, la Basilicate, les deux principautés et les Abruzzes s'étaient déjà soulevées; les paysans avaient rompu les ponts, brisé les lignes télégraphiques et coupé toute communication avec la capitale. Le roi, poussé par la nécessité d'accorder quelque chose à ses sujets de la terre ferme, afin de ne pas les avoir aussi pour ennemis pendant que la lutte continuait avec acharnement à Palerme, avait rendu les cinq décrets dont j'ai déjà parlé. Mais les Napolitains, qui avaient en d'autres temps joui de libertés plus grandes, ne regardèrent les concessions faites par Ferdinand que comme des expédients par lesquels il voulait se moquer de l'opinion publique. Ils signèrent de tous côtés des pétitions pour obtenir une constitution. A Naples, les chefs du parti libéral s'étaient mis en correspondance avec les Siciliens, auxquels ils écrivaient : « Ce Ferdinand qui récemment se faisait gloire de son obstination dans le despotisme; ce Ferdinand qui avec un cœur atroce fait bombarder Palerme,

recourt maintenant aux artifices et à la fraude, simule des concessions, rend à la Sicile les lois de 1816 qu'il lui avait enlevées en 1837, sauf à les fouler aux pieds à la première occasion propice; il n'éloigne pas de lui un seul des scélérats qui l'entourent, et qui seraient les plus odieux des monstres s'il ne l'était pas lui-même. Est-ce qu'il se flatte de tromper la nation en ajoutant de vaines attributions à celles qu'ont déjà les conseils provinciaux et les consultes du royaume, en élargissant faussement une censure digne de l'inquisition? Comme son invincible orgueil se plie sottement! Ses fureurs mêmes sont à la fois un aveu de sa faiblesse, une insulte et une embûche. Mais l'embûche devait ne point avoir de résultat; l'insulte devait être repoussée par le mépris; l'aveu seul de sa faiblesse subsistera, et sera pour les insurgés un encouragement à persévérer dans leur entreprise, et pour ceux qui ne se sont pas déclarés un aiguillon à le faire. Nous ne déposerons les armes que quand Ferdinand aura déposé sa tyrannie; et il ne nous suffira pas que l'oppresseur ait allégé nos chaînes; il faut le mâter. Lorsqu'il s'agit de réformes progressives qui ont eu lieu d'accord entre le peuple et son prince, la bonne foi est une garantie de leur observation et de nouveaux progrès. Mais là où un despotisme cruel a fatigué la patience des peuples, s'ils se lèvent pour conquérir leurs droits, une constitution est à peine suffisante à les rassurer contre la flagrante mauvaise foi du prince. Des constitutions, nous en avons eu tous, en deçà et au delà du Phare; elles nous furent enlevées ou par l'iniquité aggravée d'ingratitude, ou par les armes étrangères combinées avec la trahison. De longues et communes douleurs nous ont rendus tous frères. Constitution! voilà donc notre cri; et si parmi les autres peuples italiens nous sommes les derniers à réclamer, surpassons-les en formant l'avant-garde de la résurrection italienne. »

Enfin, la nouvelle que les Palermitains avaient repoussé les décrets arriva à Naples. Les soldats qui revenaient vaincus de la Sicile exagéraient les forces des Siciliens pour diminuer leur propre honte. On répandit le bruit que l'Autriche voulait accourir au secours de Ferdinand, mais que le cardinal Ferretti avait

refusé aux Croates le passage à travers les États pontificaux, en disant, avec une énergie soldatesque, qu'il irait plutôt défendre lui-même la frontière au prix de son sang. On propageait mille autres mensonges, qui étaient crus même par ceux qui les imaginaient. A ces nouvelles, le peuple murmurait, les libéraux s'agitaient, les autorités tremblaient; on suspendait les affaires, l'argent disparaissait de la circulation, la Banque se voyait retirer la plus grande partie de ses dépôts, des orateurs haranguaient la foule dans les cafés, quelques cris de *Vive la Constitution!* se faisaient entendre dans les rues, l'émeute s'essayait.

L'opinion populaire paraissait vivement excitée contre Delcarretto, ministre de la police, et contre Mgr Cocle, confesseur du roi. Ferdinand, dominé par la peur, mais malgré tout incapable par son obstination de céder, crut satisfaire l'opinion publique et arrêter le mouvement en recourant à une demi-mesure. Il lui fallait faire retomber sur quelqu'un de ses instruments la responsabilité de tant d'actes odieux, qui avaient signalé son règne. La fidélité de Delcarretto avait été mise en suspicion auprès de lui; on lui faisait craindre que la grande autorité dont il était investi, ne fût pour lui une invitation à trahir la couronne, et qu'il ne favorisât en secret la révolution pour servir une coupable ambition personnelle. Le roi le fit inviter à se rendre au palais, où aussitôt arrivé, il lui fit signifier sa destitution et l'ordre de sortir sur-le-champ du royaume, sans vouloir ni le voir, ni lui parler, ni lui permettre de rentrer chez lui et de faire ses adieux à sa famille. Ferdinand exila également Mgr Cocle dans ses terres. Ingratitude digne d'un Bourbon envers des hommes dont l'un avait si promptement frappé les victimes désignées par lui, et l'autre avait si facilement fait descendre le pardon du ciel sur le sang qu'il avait répandu. Mais ce double départ ne produisit aucun bon effet sur l'esprit de la population.

Le 26 janvier, trente mille personnes se précipitent dans la vaste rue de Tolède, aux cris de *Vive le roi! Vive la Constitution!* Les fenêtres se garnissent de dames qui encouragent la résistance, en faisant voltiger des écharpes et des drapeaux tri-

colores. La garde nationale se mêle au peuple. La révolution se tourne en une fête, indice d'un mouvement irrésistible. Le peuple est désarmé et joyeux, et sa démonstration pacifique est d'autant plus étrange, que l'on connaît les sinistres intentions du roi, qui, rendu féroce par l'opposition, selon la coutume des Bourbons, a fait donner des ordres terribles aux troupes et aux commandants des quatre forteresses qui dominent la capitale. L'autorité militaire exécute les ordres reçus. Le fort Saint-Elme arbore le drapeau rouge et tire les trois coups de canon convenus; le château de l'Œuf lui répond. Les troupes sortent de leurs casernes, entourent le palais et cherchent à pénétrer dans la rue de Tolède; mais la foule qui l'encombre se tient compacte, impénétrable. Quelques cavaliers tentent une charge; mais une petite pluie venait de rendre le pavé si glissant, que des hommes d'un premier escadron il en reste très-peu en selle; tous les autres tombent sur le pavé pêle-mêle avec leurs chevaux. On voit alors le peuple se jeter sur eux, les dégager de dessous leurs chevaux, les relever, les embrasser, les appeler leurs frères. A cette vue, les autres soldats hésitent; un mouvement de sympathie et de fraternité avec le peuple se manifeste dans leurs rangs. Le général Statella, qui est à leur tête, reste, lui aussi, terrifié et ému en voyant cette multitude immense, qui se compose de plus de cent mille personnes, conserver une attitude si ferme et si sereine au milieu des armes et des canons. Son esprit est agité par des pensée diverses : il veut, par fidélité à son serment, servir le gouvernement; il craint de combattre des compatriotes; il ne veut pas trahir la monarchie, il ne veut pas se montrer ennemi de la liberté; il est irrésolu, affligé. Que faire contre un peuple immense dont le triomphe est tôt ou tard certain; contre des milliers de femmes et d'enfants qui, plus haut que les hommes, crient à tue-tête : *Vive le roi! Vive la Constitution!* Enfin, il pénètre seul au milieu des masses, et les exhorte à répéter le cri de *Vive le roi!* La foule répète ce cri, en commandant au général de crier à son tour : *Vive la Constitution!* Le général, sans obéir à cette injonction, répond : *Vous l'aurez!* Et sur-le-champ il va chez le roi lui représenter le danger qu'il y

aurait à engager un combat contre la population tout entière de la ville. Pendant ce temps, le peuple se disperse lentement, et deux heures après tout était rentré dans l'ordre.

Ferdinand, enfermé dans son palais, inquiet, entêté, ne sait à quel parti s'arrêter. Entouré de timides conseillers, d'hommes habitués à commander un peuple obéissant et à obéir à un prince absolu, il fait tous ses efforts pour se montrer serein, et ses courtisans, pour imiter son exemple, ce qui dans la servitude de la cour est un ordre, s'efforcent aussi de se montrer tranquilles. On donne des ordres, on commande de mettre sous les armes d'autres troupes, on enjoint avec véhémence d'engager le feu contre un peuple rebelle. A peine un aide-de-camp, sûr de réprimer l'insurrection et content de gagner ainsi les faveurs de son souverain, part-il avec ces ordres, que l'on commence à suspecter sa fidélité; les ministres élèvent des doutes, le roi se repent de ce qu'il a fait, et il envoie un autre aide-de-camp, chargé de rappeler le premier et d'exécuter les ordres transmis. Cependant, ce nouvel officier ne jouit pas non plus lui-même de la pleine confiance du roi. C'est ainsi que souverain et ministres, tourmentés par leur conscience, oscillent et perdent ce qui dans les troubles civils importe le plus, les heures : triste condition d'un gouvernement auquel les richesses, les charges, les honneurs et un siècle corrompu n'avaient pas suffi à procurer des partisans! Le marquis Pietracatella ose alors faire comprendre au roi que s'il veut garder sa couronne, il faut se décider aux plus larges concessions. Ferdinand se voit abandonné, presque trahi par tous; néanmoins, il ne cède pas. Avant de condescendre au vœu populaire, il veut fuir et se réfugier sur une frégate à vapeur qu'il fait chauffer dans la darse. Il entend de loin les cris du peuple. Comme s'il avait mille spectres devant lui, il recule, passe, soupçonneux, d'une pièce à l'autre de son appartement, prend toutes les précautions de la peur et se dirige vers la darse; mais il n'est pas à la moitié de son chemin, que, n'entendant plus le bruit du tumulte populaire, il a honte de sa lâche résolution, et rentre dans la salle du conseil; le général Statella est là. Les conseils, les prières du général ne produisent aucun effet

sur le roi. Il ose lui dire que cette résistance le mène à sa perte, et Ferdinand répond avec dépit : « Eh bien! nous jouerons la partie, et si je la perds, je la perdrai; mais, au pis aller, j'aimerais toujours mieux le grade de colonel dans un régiment russe, que le vain titre de roi dans un État constitutionnel. » Cela dit, il dissout le conseil et ne permet de rester chez lui qu'à un petit nombre de ses confidents les plus intimes. Il engage avec eux un débat qui conduit à adopter les résolutions suivantes : se garder du découragement, gouverner les événements, espérer dans le hasard, employer les tergiversations et la ruse, et, s'il le faut, la violence. On résout d'armer de canons les vestibules, les balcons et même les toits du palais. Certain personnage propose d'acheter quelques chefs des libéraux, de gagner avec de l'argent les *lazzaroni* et de les pousser le jour suivant à faire un carnage de citoyens. Quoique traiter avec ses sujets soit un parti désagréable à un roi hautain, Ferdinand approuve l'avis et en commet l'exécution à celui qui l'a proposé. C'est ainsi que finit le 26 janvier, sans que les Napolitains voient se réaliser les promesses faites par le général Statella.

Le jour suivant, 27, le peuple se rassembla, non plus joyeux, mais menaçant; la garde nationale était sous les armes; il n'y avait plus cent mille âmes, mais toute la population de la ville dans les rues. On voyait les troupes rangées partout en ordre de bataille, les canons avec les mèches allumées, le palais armé comme une forteresse. Il était clair que Ferdinand voulait sévir comme il l'eût fait contre une rébellion en armes; ce qui serait arrivé s'il n'eût pas trouvé de l'opposition dans ceux-là mêmes sur lesquels il comptait pour infliger à ses sujets un rude châtiment.

Les ministres effrayés se rendent au palais. Pietracatella, président du conseil, retrace au roi la sombre agitation de Naples, et le supplie de souscrire au vœu général en octroyant une constitution. Tous sont épouvantés : Ferdinand seul est inébranlable. Il répond qu'il ne craint nullement la ville; que les choses ne sont pas mieux dans les provinces. Et, montrant des dépêches, il révèle qu'à Salerne, les insurgés, conduits par Carducci, ont

battu les troupes et vont marcher sur Naples; qu'à Palerme, le duc de Majo et le général Vial se sont embarqués, laissant le général Desauget poursuivre une lutte désormais sans espoir. Il conclut que, malgré cela, il n'est pas encore vaincu. Atterrés, les ministres se plaignent en secret qu'une si grande fermeté de caractère se déploie vainement pour une cause si désespérée.

Pendant ce temps, le général Statella est à la tête des troupes, et il attend le signal convenu, que le château Saint-Elme doit donner, pour ouvrir le feu contre le peuple. Le signal ne se fait pas entendre. On pousse alors de tous côtés les cris de : *Vive le Roi! Vive la Constitution qu'il va nous donner!* Quelques chefs du peuple s'avancent jusqu'à la place Saint-Ferdinand, où il y a des troupes nombreuses, et, entourant le général Statella, le supplient de faire connaître au roi quelle est la nature et le but de la démonstration populaire. Le général consent à envoyer dans ce but un de ses aides-de-camp au palais.

L'aide-de-camp se présente au roi, et en peu de mots lui explique la situation des choses; il finit par lui dire que ce n'est pas seulement le peuple et la bourgeoisie qui se soulèvent, que l'aristocratie et les dames des plus anciennes familles crient du haut de leurs balcons : *Vive la Constitution!* Le roi garde un sombre silence; l'officier ajoute que les *lazzaroni,* ayant tenté un coup de main, ont été repoussés ou, contents de recueillir quelques monnaies jetées devant eux par la garde nationale, se sont dispersés. Ferdinand devient furieux, et chasse de sa présence l'aide-de-camp, pendant que dans ce moment même lui parvient un billet du général Roberti, commandant du château Saint-Elme, à qui il a envoyé l'ordre de mitrailler Naples et de donner aux troupes le signal d'attaque. « Sire, écrit le noble soldat, je ne me sens pas le cœur de bombarder une ville florissante depuis tant de siècles, sur laquelle ont régné vos ancêtres, ni de donner la mort à une population inoffensive. Dans cette cruelle alternative, je préfère envoyer ma démission à Votre Majesté. » Le roi n'a pas achevé cette lecture, que le général Statella se présente lui-même, et déclare que lui aussi refuse de commander le feu contre le peuple. Le général Filangieri sur-

vient et s'unit à ses collègues pour conseiller à son maître de céder. Ferdinand est contraint de renoncer à ses projets, mais il ne sait pas encore s'y résoudre. Il commande à ses généraux, sans les regarder, de partir; il veut rester seul.

Ce qu'il avait alors dans la pensée, il est facile de le deviner par ce qu'il a été en tout temps et par les événements qui suivirent. La Sicile était libre et victorieuse; le soulèvement s'étendait dans les provinces de la terre ferme et triomphait à Naples; les meilleurs généraux désobéissaient ouvertement aux ordres reçus; la troupe fraternisait avec le peuple. Beaucoup moins que cela avait suffi à faire fuir deux fois du royaume le vieux Ferdinand Ier. Sans doute, les Napolitains négligeaient la plus belle occasion de se défaire de Ferdinand II. Ils doutaient avec raison de sa bonne foi; néanmoins, c'est en elle qu'ils s'en remettaient en demandant des concessions qu'ils savaient qu'on aurait bientôt foulées aux pieds. Ils remportaient un triomphe, et en même temps ils effeuillaient le laurier de leur victoire et le jetaient aux pieds du vaincu. Encore un effort, et ils auraient contraint le roi à fuir, et cette fois, non plus dans le sûr asile de la Sicile, mais en Autriche ou en Russie, où il aspirait au rang de colonel d'un régiment. Je ne puis reporter ma pensée aux événements qui suivirent, sans m'affliger qu'ils ne l'aient pas fait. Toutes ces considérations n'échappèrent pas à l'esprit si fin de Ferdinand II, qui, comprenant le danger immense dont il était menacé, ne put que regarder avec pitié la simplicité extrême du peuple napolitain, qui s'arrêtait à la satisfaction de lui arracher une constitution. Différents souvenirs durent alors lui rendre la résignation facile; il dut se rappeler combien de fois Ferdinand, son aïeul, avait aussi cédé aux vœux du peuple, et que les événements lui avaient toujours fourni tôt ou tard l'occasion de revenir sur ses serments. Il dut se consoler avec ses souvenirs et se résoudre ainsi à accorder la constitution demandée, et à surmonter par là le danger présent; se confiant, quant à l'avenir, dans les artifices tortueux, avec l'espoir que Dieu aiderait un prince très-catholique à reprendre à un peuple coupable les prérogatives de la couronne.

Deux heures plus tard, le roi fit appeler le général Statella, et le chargea d'annoncer au peuple que la constitution venait d'être accordée. Lorsque, après quelques instants, les cris joyeux et les applaudissements populaires parvinrent à son oreille, il fut l'homme le plus content du monde, et, souriant malicieusement avec l'un de ses confidents, il ne put s'empêcher de lui ouvrir sa pensée, en disant : « Nous l'avons échappé à bon prix ! »

Vers les huit heures du soir, parut au coin des rues une proclamation dont voici le préambule : « Ayant entendu le vœu général formé par nos bien-aimés sujets d'avoir des garanties et des institutions conformes à la civilisation actuelle, nous déclarons que notre volonté est de condescendre aux désirs qui nous ont été manifestés, en donnant une constitution sur les bases suivantes, etc. » Suivaient les bases de la constitution à publier dans un délai de dix jours.

Ferdinand, qui avait ordonné le bombardement de la ville, comme s'il eût eu affaire à une poignée de factieux, déclarait enfin céder *au vœu général* de ses *bien-aimés* sujets. Les temps changeant, il ne devait pas tarder à changer de langage, et on le verra bientôt déclarer qu'il ne s'était pas trouvé en présence d'un mouvement national, mais *d'une manœuvre de parti*. Mais le dé était alors jeté, et il lui fallait jouer au prince libéral ; pourtant, il y mettait une si mauvaise grâce, que personne ne se trompait sur son compte. Le 28 janvier, une multitude immense se réunit sur la place du palais, demandant à grands cris le roi. Ferdinand sortit à cheval, suivi de ses deux frères, les comtes d'Aquila et de Trapani, et parcourut la rue de Tolède au bruit désagréable des cris de *Vive le Roi ! Vive la Constitution ! Vive Charles-Albert ! Vive Gioberti !* Et les *lazzaroni* qui, trouvant à s'amuser, criaient avec les autres, demandaient naïvement aux bourgeois qui étaient ce Charles-Albert et ce Gioberti. Puis le mot *Vive* exprimant dans leur patois l'action de boire, ils s'écriaient qu'ils faisaient boire tout le monde, tandis qu'ils ne buvaient jamais. Les bourgeois leur donnaient quelque monnaie et ils criaient encore plus fort. Pour le même prix, ils devaient crier plus tard : *Meure la Constitution ! Vive le Roi absolu !* C'est

la race abjecte des *lazzaroni,* que les écrivains bourbonniens appellent le *vrai peuple.* En attendant, le roi était triste et sombre. Son cheval, au milieu de la foule qui le pressait, ne pouvant avancer, Ferdinand s'écria d'une voix à se faire entendre : « Voici un cheval constitutionnel ! il ne peut marcher. » On lui demandait l'adoption de la cocarde tricolore : « Non, répondit-il; mieux vaut ma cocarde rouge : c'est la couleur du cœur ! » Le peuple ne comprenait pas alors le sens que le roi donnait à ces phrases. Le soir on criait dans le théâtre de Saint-Charles : *Vive le Roi constitutionnel !* Ferdinand garda le silence : il se voyait vaincu, mais il n'acceptait pas sa défaite.

Dans les premiers jours, la résistance obstinée du roi avait ravi l'ambassadeur d'Autriche. Mais dès qu'il connut la promesse faite au peuple de lui accorder une constitution, il se souvint d'un article secret du traité de Vienne qui empêchait le roi d'*introduire dans le royaume aucun changement qui ne pût se concilier avec les anciennes institutions monarchiques.* Par conséquent, il protesta. L'Autriche était alors trop occupée dans la haute Italie pour faire plus qu'une protestation; mais elle ne manqua pas de préparer pour des temps meilleurs un *casus belli.*

Le jour suivant, Ferdinand formait son nouveau ministère, et publiait, avec une pompe ridicule de clémence, un décret d'amnistie pour tous les délits politiques. Le même jour, ce prince clément et constitutionnel faisait bombarder Messine.

Le général Nunziante, fameux par ses turpitudes, commandait la place de Messine, dont la garnison était forte de 4,000 hommes; trois cents canons étaient prêts à détruire la ville du haut des châteaux. Cet appareil de guerre, et la menace du commandant de la place de mettre la ville en état de siége si l'émeute éclatait, ne réussissait pas à empêcher les démonstrations populaires. Le peuple refusait le paiement des tributs, déchirait les cinq décrets du roi placardés au coin des rues, insultait l'intendant Bagnoli qui se montrait au balcon, et les troupes rangées sur la place Ferdinandea, qu'il accompagnait de sifflets dans leur retraite aux quartiers. Messine attendait du comité de Palerme

le signal de se soulever, et elle lui faisait savoir qu'elle était *préparée à périr pour l'indépendance,* comme on devait l'attendre *d'une ville sicilienne, uniquement sicilienne.* Les dernières nouvelles des succès de Palerme ranimèrent les Messinois. Le 29 janvier, ils se trouvèrent tous sous les armes. Nunziante leur communiqua le décret royal qui promettait une constitution; ils répondirent qu'ils ne déposeraient pas les armes, et qu'ils ne reconnaîtraient d'autre autorité que le gouvernement provisoire de Palerme. Les troupes font une sortie; un combat acharné s'engage. Les soldats, quoique aidés par leur nombreuse artillerie, sont vaincus par le nombre et se retirent dans le camp retranché de Terranova. La nuit, par une vengeance sauvage, Nunziante fait bombarder la ville pendant deux heures : les citoyens éclairent la ville de mille et mille flambeaux et mêlent au fracas de l'artillerie le cri de *Vive l'indépendance!* Le matin suivant, le corps consulaire se rend auprès du général et lui reproche, en termes énergiques, son odieuse conduite; le général s'indigne qu'on ose le supposer capable d'un pareil crime, et rejette la faute du bombardement sur un de ses subordonnés, le général Busacca. Le soir du 30, les troupes retranchées à Terranova veulent tenter une nouvelle sortie, mais elles sont repoussées avec perte. De nouvelles bandes d'insurgés descendent déjà à Messine de tous les bourgs et des monts voisins. Dans les deux jours qui suivent, presque sans résistance, tombent aux mains du peuple le château de Rocca Guelfonia, le grand Hôpital, le quartier de Saint-Jacques. Les soldats qui sont à Terranova, avides de pillage, enfoncent les murs du couvent contigu de Sainte-Claire, pénètrent dans l'église et dans les cellules des religieuses; les citoyens y accourent, et, après une heure d'un feu très-vif, les chassent de là. La victoire n'est plus douteuse pour Messine.

Toute la Sicile était en flammes. Les habitants de Catane, le 27 janvier, après un assaut qui dura dix heures, s'emparent des forts de Cutelli et de Sainte-Agathe; le jour suivant, ils attaquent le fort Saint-Ferdinand, où se trouvaient les principales forces des royalistes.

Trapani, ville entourée de murailles, de bastions et de châteaux, avec une forte garnison, ne pouvait facilement imiter Palerme. Cependant, les citoyens étaient impatients de combattre; tous les pays de la province s'étaient soulevés à l'instigation de Henri Fardella, qui, suivi de quelques milliers d'hommes armés, marchait sur Trapani. Le commandant de la place, découragé à cette nouvelle, abandonne lâchement la ville, les forts, et s'enferme dans la citadelle. Ce triomphe, remporté sans effusion de sang, enflamme l'enthousiasme du peuple. On illumine la ville, on arbore le drapeau tricolore béni par l'évêque, on forme un gouvernement provisoire. Toutefois, la citadelle ne cessait pas de troubler la joie populaire par son feu continu d'artillerie, et vers le soir du 30 janvier la troupe tente une sortie. Les citoyens accourent en foule, occupent les maisons qui entourent la citadelle, et engagent par les fenêtres et du haut des toits un combat assez vif, qui ne cesse pas avant trois heures du matin, pour recommencer le jour suivant. Pendant le cours de cette nuit, on ferme par des barricades toutes les rues qui font face à la citadelle; les femmes, les enfants, les vieillards transportent des tonneaux, des chars, des fascines; on poste un grand nombre de canons enlevés aux forts abandonnés; on monte de petits canons sur les toits, sur les tours des églises; on éclaire toute la ville. On prépare des cartouches; on va recueillir des balles et du plomb. De nouvelles bandes d'hommes armés entrent en ville. Le commandant terrifié demande à capituler, à la condition de sortir de la forteresse avec armes et bagages; le peuple lui répond qu'il ne sortira que désarmé. L'aube paraît, les hostilités recommencent, et voici un nouveau parlementaire qui annonce de la part du commandant l'acceptation de l'humiliante condition. Les citoyens s'emparent de la citadelle avec toutes les munitions et tous les instruments de guerre qui s'y trouvent; la garnison y reste désarmée et prisonnière.

Le commandant du fort de Licata se rendit, le 2 février, également à discrétion, sans même faire semblant de résister. La ville de Caltanisetta, n'ayant pas de garnison, arbora le drapeau tricolore et organisa sa garde civique. Toutes les villes placées

dans les montagnes, au centre de l'île, firent de même; ces montagnards se déclaraient prêts à montrer qu'ils étaient de *vrais Siciliens*. Syracuse, à cause des châteaux inexpugnables qui la dominent, se trouvait dans l'impuissance de suivre l'exemple des autres villes; mais ses habitants élevaient de grandes clameurs, et témoignaient des sentiments très-vifs qui embrasaient leurs cœurs siciliens.

Pendant ce temps, à Palerme, après le départ du duc de Majo, le général Desauget, resté avec sa division dans les quartiers voisins du môle, avait voulu exécuter, le 27 janvier, une nouvelle attaque contre la ville; mais, après un combat de quelques heures contre un peuple nombreux et exalté, il avait dû rétrograder vers le môle et l'arsenal. Ses soldats étaient démoralisés. Faiblement commandés lorsqu'ils auraient pu tout d'abord facilement étouffer l'émeute, on les avaient laissés spectateurs passifs des premières tentatives des Palermitains. Puis, conduits au combat sans plan arrêté, sans ordre, alors que naturellement ils voyaient de mauvais œil une guerre dirigée contre des citoyens, ils avaient presque toujours été battus. La lâcheté des chefs découragea les soldats. Quatorze jours de privations de toute sorte les avaient réduits à la misère. On n'avait pas même songé à sauver leurs blessés et leurs femmes des mains des Palermitains. Ils étaient donc aigris de se voir forcés encore de soutenir une lutte devenue désormais impossible. Avant d'ordonner le mouvement de retraite, le général Desauget fit demander à la junte, par l'intermédiaire du commandant d'un navire anglais, une autorisation afin que l'embarquement des troupes pût se faire dans le port de Palerme. La junte y mit différentes conditions, et entre autres la cession du château de Castellamare et le désarmement des soldats. Le général répondit que l'acceptation de ces conditions outrepassait ses pouvoirs, et, reculant devant l'humiliation à laquelle on voulait le soumettre, il encloua ses canons et se dirigea vers Salerni : décision honorable, mais qui devait lui coûter cher.

La junte, en s'opposant à l'embarquement dans le port, avait dit qu'elle ne pouvait permettre aux soldats de retourner à Naples

avec leurs armes *afin de combattre un peuple frère des Siciliens*. Mais ces soldats n'auraient pas manqué d'autres armes à Naples, et les Napolitains avaient dès lors peu à craindre, satisfaits qu'ils étaient de la constitution obtenue. Les Siciliens avaient d'ailleurs négligé en tout temps de montrer cette affection fraternelle pour les habitants de la terre ferme : leur barbare résolution vis-à-vis d'un ennemi vaincu qui demandait à se retirer ne fut donc que l'ivresse d'un vainqueur insolent, un signe du caractère propre à ces insulaires, prêts à se jeter dans les partis les plus extrêmes. En effet, ils ne se bornèrent pas à ne consentir à la retraite qu'au prix de l'infamie, ils se mirent à poursuivre et à harceler ces troupes exténuées, qui, marchant au hasard, cherchaient une plage pour s'embarquer. Favorisés par l'obscurité de la nuit, embusqués dans les oliviers et dans les gorges des montagnes, les Siciliens assaillaient les royalistes de flanc, par-derrière, de tous côtés, et jonchaient les campagnes des cadavres des soldats. Le général Desauget faillit y perdre la vie. Séparé des siens et entouré d'ennemis, il fut blessé à l'épaule et renversé de cheval; on parvint difficilement à le dégager. On avait trouvé, non sans peine, un homme du pays qui voulut bien servir de guide. Mais quand le jour parut, on s'aperçut que le guide avait fait tromper de route les premières colonnes et les avait ramenées vers Palerme, sous les coups de ses concitoyens apostés dans les passages des montagnes. Les troupes arrivèrent enfin à Salerni, mais épuisées et diminuées de nombre; quant aux blessés et aux dispersés abandonnés le long de la route, ils trouvèrent dans la population l'accueil qu'on peut supposer d'après l'acharnement avec lequel on les avait poursuivis sans autre mobile que celui de tuer. Les soldats commencèrent à s'embarquer; pendant cette opération, il leur fallut encore se battre contre les paysans, qui s'acharnaient à tirer sur eux malgré la protection d'un vapeur de guerre qui lançait ses bordées contre les assaillants. Une scène touchante eut lieu alors. Faute de place sur les navires, ordre fut donné de tuer tous les chevaux. Quelques soldats obéirent, mais d'autres ne purent se résoudre à consommer ce sacrifice. On les voyait embrasser en pleurant, au moment de la

séparation, ces compagnons de leurs fatigues et de leurs dangers; les pauvres bêtes, mises en liberté, se répandirent dans la campagne.

Cette dernière équipée, dont les Siciliens se firent la plus grande gloire, fut tout à fait indigne du patriotisme énergique avec lequel ils avaient défendu leur ville capitale. Malheureusement, la colère des peuples est aveugle et terrible autant que celle des rois.

Les bandes qui avaient poursuivi Desauget, quand elles le virent parti, se dirigèrent sur Termini pour délivrer cette ville de la garnison qui en occupait le château. Elles se réunirent à d'autres bandes de montagnards descendus de Caccamo et des villages voisins, et imprimèrent une telle crainte au commandant du château, que celui-ci, sans faire résistance, capitula à la condition que la garnison s'embarquerait avec armes et bagages si dans le cours de trois jours il venait des navires napolitains pour la relever; ce terme écoulé, elle resterait prisonnière de guerre et désarmée. Ce ne fut qu'une formalité, puisque les Siciliens savaient que la ligne télégraphique était rompue, et qu'à Palerme il ne se trouvait aucun vapeur pour venir relever la garnison.

Les Napolitains ne possédaient plus en Sicile que la citadelle de Méssine, les châteaux de Syracuse et les forts de Monreale et de Castellamare à Palerme, où Desauget avait laissé 800 hommes de garnison. Le 4 février, après neuf heures de combat, les Palermitains s'emparèrent du fort de Monreale; et le jour suivant, la position n'étant plus tenable pour les troupes, qui manquaient de vivres et n'avaient plus de munitions, le fort de Castellamarre fut rendu par capitulation.

Le 8 février, le commandant Louis Yauch arriva de Naples avec trois frégates à vapeur, chargé de conclure avec les insurgés une convention qui permettait aux prisonniers militaires, ainsi qu'à leurs familles et aux employés civils, de quitter la Sicile, tandis que les employés siciliens qui se trouvaient dans le royaume de Naples devenaient libres de rentrer en Sicile. La junte de Palerme voulut d'abord mettre à son consentement la

condition que le gouvernement napolitain, en échange des prisonniers, cèderait la citadelle de Messine et les châteaux de Syracuse. Mais Louis Yauch se borna à promettre ses bons offices pour obtenir de son gouvernement cette cession. La junte ayant abandonné son étrange prétention, six mille prisonniers napolitains, répandus dans l'île, en sortirent sous la promesse de ne plus revenir combattre en Sicile.

La révolution de Sicile était donc accomplie. Ce fut le fruit de l'entêtement de Ferdinand II à contrarier le vœu des populations. L'exemple de la Sicile et de Naples eut une grande influence sur toute l'Italie. Tous les peuples italiens, auxquels on administrait les réformes à petites doses, eurent conscience de leur force et apprirent que les révolutions conduisaient plus directement au but qu'on se proposait ; de telle sorte que ce roi bourbon qui se vantait d'être le plus ferme conservateur du pouvoir absolu, fut précisément celui qui l'ébranla dans l'Italie tout entière.

CHAPITRE VII.

Agitation des Piémontais en vue d'obtenir une constitution. Hésitation de Charles-Albert. Fête des bannières à Turin. Les Jésuites sont chassés de l'État, et la garde civique s'organise malgré le gouvernement. Constitution promulguée en Toscane. Irritation des esprits dans la Romagne; crainte d'une invasion autrichienne. Ardeur belliqueuse de la jeunesse romaine, neutralisée par l'inertie de la cour et les utopies du parti des modérés. Les Romains s'adressent à la consulte d'État pour obtenir des armes; demi-mesures du gouvernement. Position de l'Italie et des divers partis à cette époque. Les Romains demandent, eux aussi, une constitution. Embarras de la cour pontificale. Deux ministères se succèdent à Rome en quelques jours. Proclamation de Pie IX. Une constitution est promise. Craintes des modérés à cause de cette constitution et de la révolution de février en France. Constitution romaine.

La nouvelle des premiers troubles de Palerme agita beaucoup les esprits en Piémont. Dans ce pays, le parti libéral, n'ayant pas de racines dans la multitude, dans le clergé ni dans les classes privilégiées, était faible et timide; par conséquent, on n'osait pas demander ouvertement une constitution, on se bornait à réclamer l'expulsion des Jésuites et l'institution de la garde civique. Des députés de Gênes se présentèrent à Turin pour implorer du roi ces deux concessions. Aucune contrée de l'Italie n'était moins disposée que le Piémont à une révolution, et ce fut un bonheur qu'il y dominât cette politique sentimentale qui espérait tout de tous. On voulait expulser les Jésuites, c'est-à-dire on faisait la guerre à quelques individus, sans songer que le jésuitisme avait pénétré si avant dans l'esprit du peuple, que tout le pays était un couvent. Le Piémont entrait dans les voies révolutionnaires sans le savoir; on tendait à recueillir le fruit de la violence, et tous, royalistes, aristocrates, réformistes, constitutionnels et républicains unionistes ou fédéralistes, tous s'embrassaient béatement en s'écriant : *Concorde! Concorde!* Les journaux qu'on y publiait représentaient toutes les opinions : l'un la monarchie, l'autre la démocratie, celui-ci les utopies de

Gioberti, celui-là celles de Balbo, quelques-uns l'aristocratie, qui acceptait une constitution à la condition qu'elle consacrât ses priviléges. Les Jésuites mêmes, voyant l'ouragan fondre sur leurs têtes, ne négligeaient rien pour le dissiper, et se transformaient, avec leur habileté ordinaire, de mille manières, selon l'exigence des temps et des lieux; et comme ils sentaient très-bien que les abus, protégés un jour par le monopole, peuvent se conserver à l'ombre d'une liberté qui approche de l'anarchie, ils répétaient alors à Turin le cri que les cléricaux de la Belgique poussèrent en 1830 : *Liberté en toute chose et pour tous!* Ils firent même imprimer un livre où ils demandaient des franchises sans bornes, surtout en matière d'enseignement. Mais cette habileté ne devait pas les sauver.

Aussitôt que les députés de Gênes arrivèrent à Turin, ils tinrent une séance avec d'autres citoyens; unanimes à désirer quelque chose, ils étaient tous en désaccord sur ce qu'ils devaient vouloir. A peine avait-on ouvert la discussion sur la demande à faire au roi pour l'expulsion des Jésuites et pour l'institution de la garde civique, que le comte de Cavour se leva en disant que ces mesures étaient insuffisantes, et qu'il fallait demander une constitution. Tous les aristocrates, d'Azeglio, Santa Rosa, Durando, donnent leur adhésion à cette proposition, que Sineo, Valerio, Cornero, Lanza, futurs démocrates qui devaient plus tard trop vouloir, combattent comme une manifestation prématurée d'exigences trop grandes; Brofferio, au contraire, déclare que, d'après lui, il n'y a jamais trop à exiger. Les premiers se retirent à l'écart, et prennent la résolution d'agir seuls; mais ils ne réussissent pas à trouver dans la ville quelqu'un qui veuille imprimer leur pétition au roi. Heureusement pour eux que Charles-Albert les mit tous d'accord, en déclarant qu'il ne voulait entendre personne.

Cependant, Palerme triomphait, Naples se soulevait, et Ferdinand II était contraint de donner une constitution.

L'incendie n'était pas si vaste dans le Piémont que dans les Deux-Siciles : les peuples n'y étaient pas animés du même désespoir, les deux rois n'étaient pas également féroces et entêtés.

Le soulèvement de la Sicile, accompagné du cortége ordinaire de ruines et d'horreurs, n'aurait peut-être pas eu d'imitateurs en Italie; mais la révolution de Naples, arrivée sans larmes, ni sang, ni aucun malheur public, plut surtout aux âmes timides qui désirent une liberté facile à conquérir. Elle épouvanta davantage les princes italiens, qui auraient eu des armes et des raisons pour résister contre la force ouverte, mais qui se sentaient désarmés en présence de cette manière pacifique de changer les gouvernements. Les Piémontais ne s'agitèrent jamais autant qu'alors; ils n'eurent jamais plus d'énergie et d'ensemble. Ils affluèrent en masse au palais de l'ambassadeur napolitain pour le complimenter; mais l'ambassadeur, qui était un rétrograde fameux, ne voulut pas se montrer; il mourut quelques jours après de douleur pour le scandale constitutionnel qui venait d'être donné par sa patrie. Le peuple passa à Turin tout ce jour-là et la nuit suivante à crier par les rues : *Vive la Constitution!* sans que les sbires osassent s'y opposer. On savait que le succès de la démonstration aurait été facilité par le consentement de l'armée; on chercha donc à gagner de toute manière la bienveillance des officiers et des soldats. Quelques-uns des premiers essayèrent de boire à la santé de l'Italie, et quelques-uns des seconds poussèrent le cri de *Vive l'Italie!* Ceux-là furent arrêtés ou dégradés, ceux-ci soumis à un conseil de guerre. Charles-Albert, qui aurait pu alors consentir au vœu de ses sujets, et se donner l'apparence d'une générosité toute spontanée, ne se ravisa que lorsque l'ardente Gênes, prenant les armes et chassant violemment les Jésuites, se fut donné elle-même ce qu'elle avait vainement demandé, et lorsque le corps municipal de Turin, composé de nobles ou de bourgeois anoblis, hommes craintifs et arriérés, mais entraînés par la situation, eut demandé au roi une constitution; lorsque, enfin, le peuple en masse campé sur la place Royale, et faisant un tumulte continuel, le jour et la nuit, fit prévoir que les événements de Palerme allaient se renouveler. Charles-Albert, quoiqu'il fût contraire à toute liberté politique, et qu'il eût aussi une armée pour écraser ses sujets, n'était pas homme pourtant à imiter l'opiniâtreté et la barbarie

de Ferdinand II : il céda, mais lorsqu'il n'y avait plus de mérite à le faire, et ce fut là son tort. Il réunit plusieurs fois le conseil des ministres, ennemis déclarés de toute concession libérale ; il hésita longtemps entre le parti de la résistance et celui des concessions. L'Autriche semblait devoir s'offenser s'il fléchissait sous la pression des idées nouvelles ; le ministre anglais, Abercromby, faisait, au contraire, observer que consentir à la demande du peuple, c'était peut-être le seul moyen d'éviter de graves complications. Au milieu de ses doutes, Charles-Albert s'impatientait des clameurs populaires qui s'élevaient de la place, et il s'écriait : « Tant que je verrai des gens assemblés, je ne prendrai aucune détermination. » Le peuple l'ayant su, se tut et se retira. Puis, irritée par le retard que le roi mettait à se déclarer, la multitude se rassembla de nouveau ; de nouveaux cris, de nouveaux tumultes annonçaient de plus grands dangers. Les ministres, dominant leur mollesse et leur aversion, prirent à contre-cœur la résolution de proposer au roi la concession d'un statut qui éloignât le péril au moyen des moindres sacrifices de la part de la monarchie.

Le soir du 7 février, l'on vit placardé aux coins des rues le décret royal qui promettait une constitution, et la joie du peuple éclata alors par les signes accoutumés de cris, de chants, d'illuminations, de drapeaux ; ce fut une joie immense à laquelle personne ne prévoyait alors que devaient bientôt succéder les désenchantements, la honte, le repentir et les larmes !

Pendant que la main de Charles-Albert signait ce décret, son esprit était ailleurs. Les Turinois voulurent, le même jour 7 février, se parer de cocardes tricolores, symbole de la nationalité italienne ; ils durent toutefois les déposer lorsque le roi eut manifesté son mécontentement de ce qu'on laissât de côté ses propres couleurs. Tous s'abandonnant à l'espérance de voir satisfaire leurs vœux, s'attendaient à l'armement de la garde nationale et au rappel sous les drapeaux des soldats en congé, qu'on eût fait ensuite marcher vers le Tessin. Charles-Albert, repoussant certaines mesures par antipathie, en différant d'autres par prudence vis-à-vis de l'Autriche, déjoua ces espérances trop

promptes. Il n'éloigna pas même de lui les personnes haïes généralement pour l'avoir conseillé jusqu'alors au gré des ordres reçus de Vienne. Tout ce qu'il fit, ce fut d'imiter les temporisations de Pie IX, en nommant des commissions pour étudier des projets de réformes; comme si c'était le temps de consulter plutôt que d'agir. La jeunesse de Turin, dans le but de tirer le gouvernement de son inaction au moyen d'une démonstration imposante, invita toutes les provinces de l'État à fêter dans la capitale la promulgation du statut. Cette fête devait servir à engager davantage la situation.

On fit de grands préparatifs pour cette fête nationale, fixée au 27 février. Je ne dirai pas quels obstacles on eut à surmonter pour vaincre la résistance de la police, qui ne cessait d'assurer à tout le monde que ces démonstrations déplaisaient à la cour. Tantôt la municipalité s'opposait à l'apparition imprudente d'un char triomphal qui devait symboliser la ligue lombarde et la bataille de Legnano; tantôt c'était l'archevêque qui faisait grand bruit parce qu'on élevait un autel sur la plaine du Pô, près des colonnes extérieures d'une église. Enfin, au jour fixé, des centaines de députations de toutes les villes principales de l'État se réunirent à Turin, sur la place d'Armes. Au son des cloches et au fracas de l'artillerie, les bandes de citoyens se mettent en marche, précédées de la bannière du peuple, de celle de Gênes, glorieuse par le souvenir de ses anciens exploits, et des drapeaux des autres villes. Les anciens exilés piémontais étaient réunis sous un drapeau particulier, sur lequel on lisait ces trois dates : 1821, 1831, 1833, insulte atroce pour Charles-Albert, sous les yeux de qui on allait défiler. Une bande de jeunes gens venait ensuite les yeux baissés, des signes de deuil au bras, et sans drapeau, comme s'ils pleuraient leurs parents et leur patrie : c'étaient des Lombards. La marche était fermée par les magistrats municipaux et judiciaires, par le corps universitaire, les membres de l'académie, les représentants des professions libérales et des arts et métiers. Dans ce moment, comme un coup de foudre, se répand le bruit que la France s'est soulevée, que Louis-Philippe a été chassé et que la république a été proclamée. A ces nouvelles

quelques-uns font éclater leur joie, d'autres pâlissent; les citoyens continuent à défiler, et lorsqu'ils sont arrivés devant Charles-Albert, qui les attendait sur la grande place, ils le saluent par des acclamations bruyantes. Le roi répond; mais le peuple est affligé de le voir pâle, amaigri, et si vieilli, lui jeune encore, qu'il est méconnaissable. Le soir, entre mille flambeaux, paraît le char, dont la vue ément fortement les cœurs : les anciens drapeaux italiens, les soldats couverts d'armures de fer, les noires visières, les lances, les massues, et ce moine qui fait sans cesse retentir une cloche pour appeler les citoyens à la défense de la patrie, tout est propre à exciter aux armes un peuple naturellement belliqueux.

Le jour suivant, de sérieux débats s'engagèrent dans les conseils secrets de la cour. Les événements se pressaient si menaçants, qu'ils rendaient inutile toute prudenee ordinaire : il n'était plus temps de s'arrêter, il fallait avancer ou se hâter de rétrograder. Radetzki avait fièrement annoncé qu'il entrerait le 6 mars en Piémont, pour occuper la citadelle d'Alexandrie; mais depuis la révolution de France, il avait abandonné toute attitude hautaine pour ne songer qu'à se rapprocher de Charles-Albert, qui, de son côté, ne demandait pas mieux. En effet, on vit le consul sarde à Milan faire de fréquentes visites au maréchal autrichien. Telle était, à cette époque, la politique italienne du roi de Sardaigne.

Cependant, on continuait à Turin à demander l'amnistie, la garde civique, la liberté de la presse et l'expulsion des Jésuites. Voyant qu'on ne réussissait à rien obtenir, on organisa une nouvelle et énergique démonstration, pour faire sentir la nécessité de donner une prompte satisfaction aux vœux publics. Au milieu de la foule des citoyens rassemblés à cet effet, il y avait des jeunes gens turbulents, quelques-uns peut-être payés pour l'être, et surtout un certain Joseph Torres, jeune homme courageux mais exalté, et, assure-t-on, trompé par des intrigants; ces jeunes gens, changeant le but de la démonstration, crièrent : *Vive la République!* Ces cris républicains, que l'on dit avoir été conseillés par Brofferio, mais dont celui-ci prouva qu'il était

innocent, provoquèrent un grand tumulte. Il s'ensuivit des proscriptions, des emprisonnements; dans le nombre, Torres fut arrêté. Les troupes furent consignées dans les casernes; de fortes patrouilles parcoururent la ville le jour et la nuit; la cour se montra défiante, le ministère soupçonneux, le public inquiet.

Il était tard. Les Turinois, imitant les Génois, s'apprêtèrent à faire justice eux-mêmes des Jésuites, acte aussi absurde que celui de l'homme qui, pour se soustraire à la mort qu'il porte dans le sang, imaginerait de détruire le cimetière dans lequel il doit être enseveli. Une foule immense entoura le couvent des Jésuites et leur intima l'ordre de déménager: ce fut un vrai déménagement, puisque les pères eurent le temps de vendre à l'enchère ou d'emporter leurs meubles et leurs lits. Le gouverneur se hâta d'envoyer des troupes, qui assistèrent paisiblement à ce spectacle, consommé sans violence et au milieu des rires et des épigrammes populaires. On répandit le bruit, le jour suivant, qu'on allait adresser la même invitation de partir à l'archevêque Franzoni et au gouverneur Della Torre, également haïs. L'ordre public semblait en danger; plusieurs citoyens s'offrirent volontairement pour le maintenir; le gouvernement dut faire distribuer cinq cents fusils, et dès ce moment la tranquillité publique ne fut plus troublée. Ainsi, la garde civique, qu'on n'avait pas voulu organiser par une loi, se trouva établie par la force des choses.

Le 4 mars, le texte du statut fut promulgué: institution de deux Chambres, dont l'une *aristocratique et composée au gré du roi;* l'autre populaire, mais dont était exclu le mérite sans fortune, par suite du refus de toute indemnité à ses membres; pour le roi, droit de dissoudre les Chambres à volonté et de rester quatre mois sans les convoquer; faculté pour la majorité de délibérer en secret; absence de toute détermination des attributions et de la responsabilité des ministres; maintien des ordres de chevalerie, des couvents, des mainmortes, de la juridiction ecclésiastique, des tribunaux d'exception; simple tolérance des cultes autres que le catholicisme: voilà quelles étaient les bases du statut.

Le jour suivant, parut un nouveau ministère qui satisfaisait peu les libéraux, puisqu'il avait pour président Balbo, ami de la gloire dynastique bien plus que de la liberté populaire; Revel était nommé ministre des finances, Revel, aristocrate dans l'âme, Autrichien de cœur. Les autres ministres représentaient tous, plus ou moins, l'aristocratie piémontaise. On attribuait à deux d'entre eux seulement, Ricci et Pareto, des sentiments démocratiques; mais ils devaient bientôt démentir l'opinion qu'on en avait eue.

Enfin, le 7 mars, un décret constitua la garde civique; mais comme ce décret réservait au pouvoir exécutif le droit de la dissoudre à son gré, elle devint, organisée de cette façon, plutôt une institution auxiliaire de la police qu'une garantie pour la nation.

D'ailleurs, pas d'amnistie : ceux que le prince absolu avait proscrits ne trouvaient pas grâce auprès du prince libéral; pas de mesures de prévoyance pour la guerre, bien que quinze jours plus tard on entrât en Lombardie avec une armée. Mais le hasard seul devait amener cet événement.

Pendant qu'en Piémont on publiait le statut après de longues hésitations, et qu'on en organisait l'exécution avec un esprit peu libéral, l'heure des constitutions avait sonné pour tous les autres États italiens. Le grand-duc Léopold s'empressait d'imiter Charles-Albert, et, le 17 février, donnait aussi son statut. A Rome, la chose ne devait pas se réaliser aussi facilement qu'en Toscane.

Pour exposer comment les Romains arrivèrent, eux aussi, à obtenir une constitution, événement étonnant chez d'autres États italiens, mais prodigieux pour les États de l'Église, il faut reprendre le récit de ce qui était arrivé à Rome depuis la bruyante démonstration du premier jour de l'an.

L'agitation des esprits ne faisait qu'augmenter chaque jour à Rome; elle était excitée par les fureurs de l'Autriche, qui, voyant une menace pour elle dans tout ce qui arrivait dans les différentes contrées de l'Italie, les menaçait à son tour d'une invasion, et ne cessait, comme on le verra plus tard, de répandre

le sang des Lombards et des Vénitiens. Le roi de Naples répondait alors avec les baïonnettes aux acclamations du peuple. Ferrare, après tant de promesses, n'avait pas encore été délivrée des Croates. Radetzki formait avec le duc de Modène et avec les Bourbons de Lucques, qui venaient de monter sur le trône de Parme par suite de la mort de Marie-Louise, un traité d'alliance défensive et offensive qui lui donnait l'occasion d'occuper militairement ces duchés et de menacer l'indépendance de la Toscane, sous prétexte de certaines questions territoriales pendantes entre elle et les États voisins de Modène et de Parme, désormais inféodés à l'empire. On savait, d'ailleurs, que le maréchal autrichien nourrissait des projets très-hardis, qu'il poussait Vienne à agir, qu'il faisait descendre de nouveaux régiments en Italie, qu'il mettait l'armée sur le pied de guerre, préparait l'artillerie de siége pour entrer en campagne, déclarant nettement qu'il voulait s'emparer des destinées de l'Italie par l'occupation de Rome, de Florence et d'Alexandrie. Pendant que la jeunesse romaine brûlait d'un enthousiasme martial, demandait des armes au gouvernement, résolue, si elle n'en recevait pas, à périr avant de laisser l'étranger fouler le sol de la patrie; tandis qu'elle était déterminée à marcher contre l'armée autrichienne avec des faux et des haches, le parti *des modérés*, ami lui aussi de la liberté, mais d'une liberté qui devait s'acquérir par la seule force de l'inertie, ne cessait de condamner *ces vapeurs enfantines*, cette *insubordination des esprits,* œuvre de *sectes insensées* qui faisaient *rêver une résistance fantastique contre les phalanges autrichiennes*. Si Maxime d'Azeglio décrivait en traits ardents les cruautés des Autrichiens à Milan et à Pavie, si les Romains pleuraient sur les victimes lombardes, les partisans de la concorde à tout prix et avec tous, même avec les bourreaux, reprochaient à d'Azeglio de s'être montré *plus généreux que prudent*. Ils convenaient qu'en vue du danger, le gouvernement romain s'arrêtait ou revenait en arrière; mais que pouvaient-ils faire, eux qui étaient résolus à rester à genoux pour attendre que la manne descendît du ciel pour les nourrir; eux qui se vantaient d'être *des hommes auxquels les vapeurs ne faisaient pas tourner la*

tête, et qui s'applaudissaient *d'avoir l'âme abattue et d'être dans l'attente de grands malheurs, convaincus de la faiblesse de leurs forces et complétement impuissants à se sauver?* Si le corps des officiers pontificaux signait une pétition dans laquelle il demandait humblement la réorganisation de l'armée pontificale; si le colonel Stewart présentait cette pétition au cardinal-ministre de la guerre qui la rejetait, Stewart était coupable, aux yeux de ces trappistes du libéralisme italien, d'avoir voulu *faire violence* au gouvernement; et ils dirigeaient des accusations encore plus graves contre tous ceux qui se plaignaint que le gouvernement refusât les dons qu'on lui faisait pour acheter des canons, et même les canons offerts par les villes de Milan et de Gênes. Puis, lorsque la jeunesse romaine, les 11 et 12 janvier, accompagnée des membres de la consulte d'État et du ministre sarde, voulut se rendre à l'église et prier pour les âmes de ceux qui avaient été massacrés par les Autrichiens; lorsque Gavazzi, père barnabite, fit entendre à cette occasion du haut de la chaire des paroles belliqueuses, ce qui lui attira la colère du gouvernement et l'exil, il n'y eut pas de termes assez forts pour flétrir un ecclésiastique qui avait jeté le cri de guerre *dans le temple d'un Dieu de paix,* et tous les citoyens qui, indignés de la peine infligée à Gavazzi, *appelaient libéralisme l'infraction de ce moine à la discipline.*

Sans doute, les Italiens n'étaient pas préparés à soutenir une guerre contre l'Autriche; tout ce qu'on aurait fait pour la provoquer aurait été une imprudence. Mais puisque l'Autriche n'était provoquée que par la liberté, dont les États italiens s'étaient emparés; puisque le défi ne venait désormais que du côté de Radetzki, je ne puis comprendre ce qu'avaient dans leur pensée tous ceux qui, en Italie, à cette époque, travaillaient à réprimer ce noble élan d'amour de la patrie qui se manifestait dans les populations. Autant aurait valu qu'un peuple plein de vie s'enveloppât volontairement dans un linceul funèbre et se déclarât désormais rayé du nombre des nations.

Les Romains ne se résignaient pourtant pas à s'ensevelir vivants, et, voyant l'indifférence du gouvernement, ils résolu-

rent d'adresser leur demande à la consulte d'État. Mais la consulte elle-même n'était pas d'accord avec le gouvernement, et on se souvient du triste accueil que Pie IX fit à ses membres; depuis, le Pape temporisa beaucoup avant d'accepter leur adresse, ce qu'il fit de très-mauvaise grâce. Un article du règlement organique accordait aux conseillers l'initiative de toute proposition; ceux-ci, pour donner à leurs vœux et à leurs actes une certaine autorité, demandaient qu'ils fussent publics. Sans doute, on ne pouvait raisonnablement exiger cette publicité d'actes qui n'étaient que de simples conseils; mais ces conseils n'étaient ni demandés, ni agréés. On avait affaire à des cardinaux, à des prélats qui, habitués trop longtemps à enchaîner la liberté, ne pouvaient se résigner maintenant à la dépendance. Il fallait donc donner quelque vigueur aux conseils, en les entourant de la faveur publique, de sorte que le gouvernement fût contraint à les respecter. Il était évident que les gouvernants, haïssant cette institution de la consulte d'État, et lui enlevant toute influence, poussaient malgré eux ce corps politique à outrepasser les limites de son institution, et à prendre, pour être utile au pays, l'aspect d'une chambre législative. Le cardinal Antonelli, président de la consulte, entrevoyait tout cela, et commençait à regarder avec soupçon un corps qui pouvait faire au gouvernement une opposition puissante; aussi ne cessait-il tous les jours de combattre les manœuvres parlementaires par les manœuvres bien autrement astucieuses de la cour romaine.

Tels étaient les rapports entre la consulte et le gouvernement, lorsque le 10 janvier, fut présentée aux conseillers la pétition des citoyens, que je résume, parce qu'elle peut donner une idée de la disposition des esprits à Rome. « Depuis quelques jours, y disait-on, il règne dans cette ville de l'agitation; l'idée de perdre non-seulement les bienfaits que le prince nous a accordés, mais aussi l'espoir de tout développement successif de la prospérité nationale, occupe tellement les esprits, qu'il y a lieu de craindre une démonstration populaire, énergique, générale et peut-être irrésistible. Il faut prévenir ce malheur, et conserver les formes légales pour faire parvenir au souverain les désirs de son peuple.

Par conséquent, nous, qui faisons partie de ce peuple, qui en connaissons les pensées, et qui avons un si grand intérêt à garantir le salut et la dignité de la patrie, nous nous présentons à vous, illustres conseillers, en vous priant d'être auprès du trône les interprètes de nos vœux, et de vous interposer afin que la paix publique soit conservée. »

On exposait ensuite toutes les raisons qu'il y avait de craindre une prochaine invasion des Autrichiens, et on ajoutait : « Lorsque l'indépendance d'un État est menacée par un puissant ennemi, la loi suprême est que le peuple pourvoie aux moyens de se protéger. Les gouvernements italiens qui ont obtenu des réformes doivent donc négliger tout ce qui n'a pas rapport à la défense de la patrie commune et à l'indépendance italienne. Se confier dans les traités, c'est une folie; se reposer sur la force de la raison, c'est ignorer l'histoire; croire à l'efficacité des protestations, c'est se tromper. Réveillée par le bruit des armes étrangères, l'Italie s'aperçoit du danger qu'elle court, et un cri s'élève déjà de tous côtés, un cri qui appelle les princes à la défendre par les armes. Nous, Romains, qui sommes les premiers dans la haine de l'ennemi de notre pays, puisque nous avons été les premiers à donner le signal de sa délivrance, nous ne devons pas être les derniers à nous préparer à la défense du souverain, des lois, de la patrie. Mais notre armée, quoiqu'elle soit composée de vaillants soldats, est un corps faible, parce qu'il n'a personne pour la commander. On a cherché pendant longtemps à la convertir en une force appliquée uniquement à opprimer et à sévir : qu'elle soit aujourd'hui sagement organisée; qu'on établisse une discipline sévère, une administration honnête; que nos soldats reprennent leur dignité et le sentiment de leurs devoirs. Le matériel de guerre est insuffisant et négligé : il faut le réparer, l'augmenter; il faut concentrer nos forces dispersées, pourvoir à leur prompte instruction, et surtout leur donner des commandants actifs, expérimentés, connus par leur courage et dignes de toute confiance par leurs opinions constamment favorables au progrès de la civilisation italienne. Voilà ce que le peuple romain demande, et à lui se réunissent pour

le même objet les provinces et le corps des officiers tout entier.

» Vous direz, au nom de nous tous, que nous plaçons dans les mains du prince ce que nous avons de plus cher au monde, l'indépendance de la patrie. Vous lui direz que ce peuple est prêt à tout sacrifier, et que toute la jeunesse est disposée à courir partout où l'appellera le besoin de la défense de la patrie. Les offrandes généreuses des communes, les souscriptions volontaires prouvent suffisamment quel esprit anime les populations.

» La confiance du peuple ne doit pas être trompée. L'armée pontificale doit acquérir le lustre et la force que les circonstances exigent; la garde civique doit être promptement organisée dans toutes les villes de l'État. Si les conseils de ceux qui appellent nos craintes des visions et qui voudraient nous endormir devaient jamais prévaloir, vous, conseillers, vous direz respectueusement que le peuple est déterminé à user de son droit d'agir, sans reculer devant aucun moyen, pour la défense du prince, des lois, des biens, de la liberté, de tout ce qui, en un mot, constitue la patrie. Au milieu des efforts nécessaires pour armer la multitude, et de l'enthousiasme dont une nation a besoin pour accepter tout sacrifice, si la prudence ne pouvait assigner des bornes à l'élan des passions, si la voix des chefs n'était plus écoutée, que la faute et le châtiment en retombent sur ceux qui trompent les gouvernements et qui trahissent les peuples, en cachant aux premiers la vérité, et en poussant les seconds à entrer par désespoir dans les voies illégales lorsqu'ils voient leurs justes demandes méprisées. »

La consulte publia un rapport rédigé par deux de ses membres, le prince Odescalchi et le comte Campello. Dans ce rapport, elle conclut à la nécessité de pourvoir au premier des besoins de l'armée, en invitant sans retard à en prendre le commandement des officiers supérieurs distingués par leur renommée. Le rapport fut communiqué au gouvernement, qui demanda au Piémont un bon officier. En même temps, le ministère des travaux publics fut donné à Mgr Rusconi, remplacé dans le ministère de la guerre par le comte Gabrielli, ancien soldat renommé pour sa sévérité et son intégrité; quoiqu'il ne fût pas un homme libéral, sa nomi-

nation plut généralement, parce qu'il était le premier laïque qui entrât dans les conseils du Pape.

Vers la fin de janvier, de vagues nouvelles des mouvements de Palerme, des démonstrations de Naples, et surtout des préparatifs de répression de Ferdinand II se répandaient déjà à Rome. On parlait du carnage de Naples, du bombardement de la ville. On vit alors dans la Romagne se dessiner davantage les deux partis qui, prenant également pour principe l'amour de la liberté, se distinguaient entre eux quant aux moyens de l'obtenir. Les uns appelaient à la défense de la patrie les forces populaires, les autres s'en remettaient à la vertu des princes; les premiers aspiraient désormais à des réformes politiques, les seconds restaient immobiles et ne désiraient que de simples réformes administratives. Ceux-là criaient contre Ferdinand en l'appelant un tyran qui répandait le sang de ses sujets, et, pour venir en aide à leurs frères de Naples en danger, ils allaient partout en quête d'armes et d'argent, se faisaient suivre des soldats pontificaux, et se préparaient à s'élancer dans le royaume voisin. Mais quand ils surent que Ferdinand avait accordé une constitution, leur joie éclata, et au milieu de drapeaux et de flambeaux, musique en tête, ils parcoururent la ville, firent bénir leurs bannières par le cardinal Altieri, tout en mêlant à leurs cris d'allégresse d'autres cris menaçants contre l'Autriche et les Jésuites. Les membres de l'autre parti désiraient aussi s'affranchir, mais ne pouvaient croire qu'ils s'appartinssent. On aurait dit qu'ils étaient effrayés de vivre de leur propre vie, et que leur conscience d'esclaves cherchait à légitimer par l'assentiment du maître l'audace d'aspirer à la liberté. Qui a le droit de briser nos chaînes? se demandaient-ils, et la source de ce droit se trouvait dans le bourreau. Aussi, à ceux qui s'agitaient pour secourir les populations, ils objectaient *des raisons de prudence civile, de respect du droit international.* Les Napolitains, qui réclamaient leurs droits foulés aux pieds par le Bourbon, étaient *des usurpateurs;* le Bourbon, qui s'obstinait à repousser les vœux légitimes de ses sujets, n'était coupable que d'*imprudence.* Tous méritaient des reproches, puisqu'on menaçait de la ruine ce beau système de la grande harmonie entre

les opprimés et les oppresseurs, d'où devait dériver le salut de l'Italie. Enfin, lorsqu'ils surent qu'on avait promulgué à Naples une constitution, ils n'eurent pas assez d'injures pour flétrir Ferdinand, qui, *ouvrant avec trop de hâte les portes de son palais au peuple, et marchandant le titre de roi libéral, osait dépasser les bienfaits accordés par les autres princes italiens, détournait le mouvement italien du chemin d'un progrès modéré, lançait les autres États jusqu'à des limites où ils n'avaient jamais pensé arriver, fermait en Italie la période des réformes et ouvrait celle des constitutions*.

Le passage de l'une à l'autre de ces deux périodes était inévitable et prévu. M. Guizot assignait le terme de dix ans à son accomplissement, et ses paroles se seraient réalisées si les princes italiens eussent satisfait en 1846 les désirs alors modérés des populations, par des réformes sages, promptes et spontanées. Mais ils avaient tous montré une grande hésitation, une aversion plus ou moins prononcée à marcher avec l'époque qui les pressait. Il faut convenir qu'à Rome surtout, en deux ans, on n'avait fait que nommer des magistrats; mais aucune des améliorations réclamées du gouvernement depuis 1831 n'avait été réalisée. De plus, le peu qu'on avait fait avait été toujours le résultat des démonstrations populaires. La révolution existait en Italie depuis deux ans. Il fallait être très-pauvre d'esprit pour ne pas s'en apercevoir. Le roi de Naples le savait, et, fidèle à son programme que la fortune pourrait le trahir, mais qu'il ne se trahirait pas lui-même, il fut le seul en Italie à soutenir le triste règne du despotisme. Les autres princes s'étaient affaissés sur eux-mêmes, sans devenir pour cela meilleurs; lui, il avait fallu le renverser. Si Ferdinand eût eu le dessus, les autres princes l'auraient béni pour leur avoir assuré pour quelque temps encore une domination absolue; mais il fut vaincu, et, tombant de tout son poids sur les autres souverains, il les entraîna dans sa chute.

Les constitutions déjà obtenues dans le Piémont, en Toscane et à Naples, mettaient le gouvernement romain dans un embarras sérieux. Lorsque je réfléchis à la condition où se trouvaient les cardinaux et les prélats qui composaient le ministère romain, je

ne puis m'empêcher de les plaindre. Étranges révolutionnaires que ces anges de douleur qui à grand regret devaient proclamer les droits de l'homme, et d'une bouche tremblante de frayeur prêcher les délices de la liberté dans le monde! C'étaient des âmes qui, pénétrées de l'immutabilité du principe religieux, avaient transporté cette conviction jusque dans le principe social. Le cardinal Ferretti renonça à la présidence du conseil des ministres, craignant de se voir entraîné à une transformation radicale des États de l'Église. Il alla remplacer à Ravenne le cardinal Bofondi, qui vint occuper sa place à Rome. Les Romains crurent que ce changement avait pour but de faciliter la satisfaction de leurs désirs. Mais dès qu'ils virent l'inertie du nouveau ministre et qu'ils surent que le gouvernement avait désapprouvé les armements proposés par la consulte, ils s'assemblèrent sur les places en criant à la trahison des ministres. Ce fut en vain que, pour calmer leur colère, le sénateur Corsini et d'autres personnages distingués accoururent; ce fut en vain que le vieux prince, après s'être rendu au Quirinal, en revint pour donner l'assurance que le Pape consentait à changer de ministres: A quoi cela servira-t-il, répondait le peuple, si leur place doit être occupée encore par des cardinaux et des prélats? On ne voulait plus de ministres ecclésiastiques; on demandait de sérieux préparatifs militaires; on criait : *Mort aux Jésuites!*

Le jour suivant, 10 février, une procclamation fut placardée où Pie IX, après avoir parlé de tous les bienfaits qu'il avait accordés à ses sujets, poursuivait ainsi : « Nous vous avons donné les preuves les plus évidentes de notre amour, et nous vous en donnerons encore d'autres, si Dieu nous juge digne d'obtenir qu'il fasse passer dans vos âmes et dans les cœurs de tous les Italiens l'esprit pacifique de sa sagesse. Mais nous sommes prêt aussi à résister par la force même des institutions déjà établies, aux mouvements de désordre et à toute demande contraire à nos devoirs et à votre bonheur. Écoutez donc la voix paternelle qui vous exhorte, et fermez l'oreille à ce cri qui part de bouches inconnues pour agiter l'Italie par la crainte d'une guerre étrangère, aidée et préparée par des conspirations intérieures et par

la coupable inertie des gouvernants. C'est une tromperie. Ce qu'on veut, c'est vous pousser par la terreur à chercher le salut public dans le désordre; c'est confondre, au milieu de tant de bruit, les conseils de tous ceux qui gouvernent; c'est vous jeter dans l'erreur et vous offrir des prétextes pour imaginer une guerre qu'on n'a pas de motifs d'engager contre nous. Quel danger, en effet, peut menacer l'Italie, tant qu'un lien de gratitude et de confiance, qui n'est brisé par aucune violence, unira ensemble la force des peuples avec la sagesse des princes et avec la sainteté du droit? Mais nous principalement, nous chef et Pontife suprême de la très-sainte Religion catholique, n'aurions-nous pas pour notre défense, si nous étions injustement attaqué, d'innombrables enfants qui soutiendraient, comme la maison de leur père, le centre de l'unité catholique? Voilà le plus grand don qui ait été fait à l'Italie : trois millions à peine de nos sujets ont deux cent millions de frères de toute nation et de tout langage qui veillent sur eux. En d'autres temps, et au milieu de la chute du monde romain, ce fut le salut de Rome; c'est ce qui fit que la ruine de l'Italie ne fut jamais complète : voilà sa véritable défense, qui durera tant qu'au milieu d'elle s'élèvera ce siége apostolique...., etc. »

Cette proclamation représentait Pie IX tout entier. Il ne consentait pas à admettre que la paix publique fût troublée par aucune appréhension. La guerre ne pouvait être rendue possible que par des tumultes intérieurs : cependant, c'était après des tumultes qu'il avait établi la garde civique, nommé une consulte d'État, et accordé les bienfaits dont on jouissait; c'était après un tumulte qu'il allait enfin ouvrir aux laïques la porte des emplois.

La révolution, après une lutte plus ou moins vive, avait triomphé au midi, au centre, au nord de la Péninsule. On criait partout : *Dehors les barbares!* Le Piémont était à la veille d'une guerre. La faible Toscane se hâtait de réunir des armes. Milan et Venise étaient ensanglantées, et menaçaient par leurs frémissements les bourreaux étrangers. De nouvelles troupes autrichiennes descendaient des Alpes. Radetzky faisait entendre bien haut que son épée était impatiente de sortir du fourreau. Les

Croates avaient occupé Ferrare, et sans l'opposition de la France et de l'Angleterre, ils seraient déjà arrivés sous les murs de Rome; l'invasion étrangère était donc flagrante. Naples et la Sicile étaient en feu; Pie IX seul l'ignorait. Plus le péril était proche, plus sa sécurité augmentait. Pour mieux se cacher le danger, il voyait l'Église dans ses siècles glorieux; il rétrogradait aux temps de Grégoire VII. A peine s'il se souvenait que ses protestations contre l'occupation de Ferrare avaient été faites en vain. L'invasion autrichienne ne représentait pour lui en aucun cas une de ces invasions de barbares contre lesquels on devait avoir besoin de soulever cette croix dont Léon se servit pour chasser Attila : les barbares auraient été chassés par des étrangers qui seraient accourus au secours de Rome. Il n'y avait pas d'Ialiens pour l'Italie. L'Italie n'était pas la patrie des enfants qu'elle produit, mais la patrie de deux cent millions d'hommes de toute nation et de tout langage. L'ancienne cause des misères et de la servitude de cette terre malheureuse était sa seule chance de salut, et un privilége que Dieu lui avait accordé. L'Italie devait persister dans la mort.

Quoi qu'il en soit, Pie IX avait parlé, et les Romains, ivres de joie à ses paroles, se réunirent sur la place du Peuple et marchèrent vers le Quirinal. De nombreuses bandes de garde civique, citoyens et soldats mêlés ensemble, quatre compagnies de prêtres précédés du drapeau pontifical et placés au milieu d'autres compagnies de paysans avec des bannières et des cocardes tricolores, marchaient en chantant des hymnes, sans trop savoir pourquoi, tant les joies comme les colères du peuple sont aveugles. Quand ils furent arrivés au Quirinal, Pie IX se montra au balcon, et, ayant fait signe qu'il voulait parler, tout le monde se tut, au point qu'on aurait pu entendre le battement des cœurs; on se hâta même de fermer les conduits des fontaines, afin que le silence ne fût troublé par aucun bruit. « Avant que la bénédiction de Dieu, dit le Pape, descende sur vous, sur le reste de mon État, et je le répète encore sur toute l'Italie, je vous recommande d'être tous d'accord, de tenir fidèlement la promesse que vous avez faite au Pontife. » Un tonnerre de cris répondit :

« Oui, nous le jurons. » Et Pie IX poursuivit ainsi : « Je vous ferai cependant observer qu'il ne faut plus élever certains cris qui ne viennent pas du peuple, mais d'un petit nombre de gens, et qu'il ne faut pas me présenter des demandes qui sont contraires à la sainteté de l'Église, et que je ne peux, ni ne dois, ni ne veux admettre. A ces conditions-là, je vous bénis de toute mon âme. »

Les cris et les demandes désagréables au Pontife étaient tout ce qui menaçait les Jésuites. Quelques-uns pensèrent que Pie IX avait voulu parler des demandes d'une constitution; mais l'on sut bientôt que le Pape avait chargé une commission de préparer *les réformes,* car, cette fois encore, il reculait devant le mot de *constitution*. Cette réticence déplut aux Romains; aussi, le journal officiel dut se hâter d'annoncer que la commission avançait dans ses études de réformes, en faisant entendre que les sujets du Pape auraient une constitution analogue à celles des autres États italiens.

Dès le 12 février on avait formé un nouveau ministère, où l'on vit pour la première fois figurer des laïques : il y en avait quatre. Je ne les nommerai pas; ils devaient bientôt ne plus se trouver au niveau des temps et tomber après quelques jours. Pie IX, voulant raviver dans la garde civique le zèle pour la défense de l'ordre public, la passa en revue le 20 février, lui adressa des paroles bienveillantes, la bénit. Il voulut aussi satisfaire l'opinion publique, sans cesse préoccupée par la crainte de la guerre; il ordonna en conséquence l'armement des gardes civiques de la réserve, et la formation d'un camp dans les provinces supérieures de l'État. Enfin, on restaura les finances moyennant un emprunt avantageux contracté avec la maison Delahante de Lyon.

En attendant, la commission travaillait au projet de constitution. Les membres étaient tous des ecclésiastiques, ce qui faisait douter très-fort des résultats. On s'attendait aussi à l'opposition que ferait le collége des cardinaux. Quelques-uns craignaient qu'on obtînt peu, d'autres qu'on obtînt trop, et parmi ces derniers, les libéraux sentimentalistes conseillaient aux ministres d'agir avec prudence dans cette affaire, et de réfléchir qu'une constitution sem-

blable à celles des principautés laïques ne conviendrait pas *à une principauté ecclésiastique*. Chacun formait des projets. Pie IX demandait des conseils à Rossi, qui répondait que comme embassadeur, il approuvait et louait tout ce que le prince accomplissait spontanément; comme homme privé, il proposait *des combinaisons telles, que la nouvelle loi constitutive de l'État ne dût pas contenir les germes de graves conflits entre les pouvoirs qui participeraient à l'exercice de la souveraineté temporelle et l'immuable et indivisible puissance spirituelle du Pontife.* Sages paroles, par lesquelles cet homme illustre voulait indiquer la nécessité de séparer autant que possible le pouvoir temporel du pouvoir spirituel. Mais Rossi ne devait pas être plus heureux dans ce conseil qu'il ne l'avait été dans tous les autres. Tout-à-coup, le bruit se répandit de la révolution de Paris et de la république qu'on y avait proclamée.

Quel aiguillon pour les peuples italiens! quelles craintes pour les princes! Les premiers croyaient avoir osé trop en aspirant à des gouvernements constitutionnels, et les seconds, en les accordant, croyaient avoir déjà subi trop de violence. Et voici le mot de république qui vient retentir au milieu d'eux! La première impression est celle de l'étonnement chez les uns, de la peur chez les autres. Les peuples s'abandonnent à la joie, sans que cependant la majorite veuille alors dépasser les bornes de la monarchie. Ainsi, à Rome, le peuple acclama la république parisienne, renversa les armoiries royales de la France, pria dans les églises pour tous ceux qui étaient tombés morts pour la liberté à Paris; puis, ces mêmes hommes, qui devaient un an plus tard devenir les partisans les plus ardents de la république, recommencèrent à s'occuper de leur constitution avec deux Chambres, dont ils accordaient l'une au collége des cardinaux, et n'espérèrent pas moins qu'auparavant dans la vertu de leur monarque. Je désire qu'on remarque cette disposition des esprits en Italie, afin qu'on sache comment les Italiens furent, malgré eux, poussés, un an plus tard, à des excès que tout le monde s'empresse de reprocher à ceux qui en furent plutôt les victimes que les auteurs.

Au contraire, la peur causée par la nouvelle de la révolution française ne s'effaça pas de l'esprit des princes italiens. Nous avons vu que Charles-Albert chercha à se rapprocher de Radetzky. Pie IX, plus ingénu, s'applaudit d'avoir songé à des réformes constitutionnelles. Le roi de Naples seul, esprit perspicace et fort, au lieu de se laisser troubler par la république française, y plaça l'espérance du despotisme. Mais beaucoup plus que les princes mêmes, les modérés italiens se troublèrent à la nouvelle de la révolution parisienne, et perdirent le repos à l'idée de *ces déclamations* à l'aide desquelles on avait demandé du haut de la tribune française la révision de la loi électorale, *alors que le gouvernement ne la trouvait pas opportune;* de ces députés qui, *dans l'ivresse des banquets*, se plaignaient des infractions faites à la charte; de cet Odilon-Barrot qui, *pour satisfaire son ambition,* avait osé signer un acte d'accusation contre les ministres; de *ce peuple séditieux de Paris qui avait sévi, comme lui seul sait le faire,* et avait contraint *le bon roi, déplorable spectacle!* à voir le triomphe de la révolution et à fuir.

Le ministère qu'on avait nommé à Rome vingt jours auparavant, ne parut plus à la hauteur des circonstances. Il renfermait quatre ministres laïques, mais qui pensaient et agissaient comme des cardinaux. Le 10 mars, un nouveau ministère fut formé; des neuf ministres, trois seulement étaient ecclésiastiques. Le cardinal Antonelli, président du conseil, se montrait à ce moment très-modeste et libéral; Mgr Morichini s'était rendu nécessaire aux finances par son habile administration; le cardinal Mezzofanti, ministre de l'instruction publique, était un homme respecté à cause de sa science. Des autres ministres, Recchi, Minghetti, Pasolini et Aldobrandini appartenaient au parti des modérés; l'avocat Sturbinetti, au contraire, destiné à jouer dans la révolution un rôle considérable, s'en éloignait quelque peu. On le voit, il manquait à ce ministère l'élément démocratique, et, par suite, n'ayant pas la faveur populaire, il semblait destiné à ne pas vivre plus longuement que le ministère précédent.

J'ai cherché jusqu'ici à retracer avec la plus grande clarté le caractère et les tendances des deux partis qui se partageaient

alors la direction des populations italiennes; je crois donc avoir démontré que les modérés étaient des hommes sans doute honnêtes et amis de leur pays, qui, poussés d'un côté par les événements, tirés d'un autre côté par leurs idées de paix à tout prix, perplexes et se plaignant continuellement de tout et de tous, étaient enfin arrivés à un tel point, qu'ils auraient difficilement pu se rendre sincèrement compte à eux-mêmes du but qu'ils se proposaient. Ils désiraient tout le bien du monde; mais comme ils rejetaient tous les moyens pour l'atteindre s'ils devaient coûter le moindre effort, leurs souhaits étaient un rêve, et ils ne s'en apercevaient pas. Dans les époques de tranquillité, on les avait mal à propos tenus éloignés du pouvoir; on venait le confier à leurs mains maintenant que la révolution grondait. Ne voulant pas la seconder, n'osant pas la contrarier, ils hésitaient et sentaient profondément leur impuissance à gouverner. La conscience de leur faiblesse et leur perpétuelle illusion à l'égard de ce système de concorde entre des partis qui s'excluaient l'un l'autre, leur firent désirer dans le sein du ministère un homme qui représentât cette fraction du peuple qu'on appelait les libéraux outrés. Le choix tomba sur le docteur Galletti, connu par les malheurs qu'il avait endurés à la suite des conspirations ourdies contre l'ancien gouvernement absolu. On lui assigna le ministère de la police.

En attendant, l'impatience du peuple était extrême, et l'on adressait au Pape des pétitions dans lesquelles on demandait constamment la constitution; on proposait que des membres laïques fussent admis dans la commission chargée de l'élaborer. Pie IX s'en indigna; il voulait que cette affaire fût traitée par des ecclésiastiques seulement; d'ailleurs, il ne pouvait tolérer que des pétitions vinssent lui enlever la spontanéité du bienfait nouveau qu'il avait résolu d'accorder.

Enfin, le 14 mars, parut ce statut tant désiré par les citoyens. Le sacré collége formait, dans la constitution nouvelle, comme un sénat suprême; au-dessous étaient deux conseils: le haut conseil, composé de membres à vie nommés par le Pape, véritable sénat; et le conseil des députés, formé de membres nommés

par le peuple. Le conseil d'État était chargé de préparer les lois, lesquelles n'étaient exécutoires qu'après avoir été soumises aux deux conseils délibérants et au Pape, en consistoire secret. Les assemblées délibérantes étaient donc au nombre de trois, puisque le consistoire des cardinaux, dépositaire de la souveraineté, avait l'autorité du sénat politique, et en outre le privilége de délibérer en secret. Il pouvait s'opposer aux résolutions des deux conseils sans donner de raisons. Les délibérations secrètes étaient de nature à susciter sans cesse ces conflits qui dérivent de l'exercice inquisitorial du pouvoir. A ces conflits ouvrait aussi la voie cette faculté illimitée et absolue que le Pape se réservait sur les matières ecclésiastiques, en interdisant aux deux conseils de présenter des propositions relatives à des matières mixtes ou contraires aux canons et à la discipline de l'Église. Cette interdiction rendait impossible le rôle des chambres tant qu'on n'aurait pas rigoureusement déterminé quelles seraient les matières mixtes. D'ailleurs, dans un gouvernement spirituel et temporel tout à la fois, à quoi n'était-il pas aisé d'attribuer ce caractère? On trouvait dans cet article du statut d'autant plus de facilité pour la violer, que le conseil suprême, celui des cardinaux, délibérait en secret.

Du reste, le statut romain n'était pas une difformité plus monstrueuse que les statuts obtenus dans les autres États italiens. Les Romains eurent la sagesse de s'en montrer contents. Pie IX, qui avait, en réalité, une médiocre intelligence de la condition des choses publiques en Italie, se réjouissait d'avoir à si bon marché satisfait ses sujets. « Je crois, disait-il aux membres de la municipalité qui allèrent lui offrir des remercîments, je crois que le peuple est content. Dans tous les cas, j'ai fait ce que je pouvais; je ne saurais accorder davantage. »

Voici comment Pie IX légitimait à ses yeux la part qu'il avait prise à la réforme politique de l'État. Au fond de sa conscience, ce qu'il trouvait c'était l'image de l'Église aux temps de Grégoire VII; il en était ébloui. Par une illusion à laquelle tout concourait, l'idée d'une félicité sans bornes était attachée pour lui au souvenir de l'ancienne puissance de la papauté. Il y voyait

une époque de concorde, d'unité, de paix universelle, où le monde, sans douleurs, sans orages, obéissait à un seul chef. C'étaient des siècles de délices que les hommes ne pouvaient assez regretter d'avoir perdus. Aussi sa pensée exaltée lui présentait Rome comme conservant toujours l'idéal de sa première grandeur. Les enfants d'un monde esclave adoraient encore à genoux l'héritier de leurs anciens maîtres : lui seul tenait d'une source divine le principe de toute autorité politique. Aucun État ne pouvait se baser sur aucun principe s'il ne le tenait de lui. Avec cette confusion qui se faisait dans son intelligence, Pie IX, qui ne comprenait rien aux choses constitutionnelles, croyait de bonne foi que les autres États européens avaient pris modèle de leurs institutions sur celles de Rome. « La chambre des députés, disait-il, c'est notre collége des avocats consistoriaux. Leur chambre des pairs n'est qu'une imitation du collége des cardinaux. » Dans le préambule de son décret sur le statut, on lisait ces paroles : « Dans les institutions que nous accordons à nos sujets, nous n'avons fait que reproduire quelques institutions anciennes qui furent pendant longtemps le miroir de la sagesse de nos prédécesseurs, et qui, les temps étant changés, demandaient à être adaptées à notre condition actuelle, afin de rendre la vie à ce majestueux édifice qu'elles avaient un jour servi à soutenir. » Rien ne prouve mieux que ces paroles que Pie IX n'avait pas cru innover, mais simplement restaurer ce majestueux édifice qui existait autrefois. Il ne s'agissait pas de donner à l'État la liberté en vue du progrès à venir, mais de le remettre sous le joug oublié et dans le vasselage de l'antiquité. La constitution faisait son apparition appuyée sur le fantôme du passé, et recevait de lui l'investiture.

CHAPITRE VIII.

Démonstrations populaires à Milan. Carnage du 3 janvier. Programme politique adressé par Manin et Tommaseo au gouverneur de Venise; ils sont arrêtés. L'agitation augmente à Milan. La nouvelle de la révolution de février en France vient marquer un temps d'arrêt. La révolution éclate à Vienne. Le peuple se soulève à Venise. Manin et Tommaseo sont remis en liberté. Deux jours de combat. Manin s'empare de l'arsenal. Les Autrichiens évacuent la ville. Venise proclame sa liberté. On y établit un gouvernement provisoire. Casati. Cattaneo. Un soulèvement éclate à Milan le 18 mars. Radetzky se retire dans le château. Combat du 19. Combat du 20. Conduite de Charles-Albert dans cette occasion. Les patriciens milanais se déclarent investis des pouvoirs d'un gouvernement provisoire; faiblesse de Cattaneo dans cette affaire. Radetzky est chassé de tous les points de la ville. Double attaque aux bastions. Fuite nocturne de Radetzky.

Tous les États italiens avaient désormais des gouvernements constitutionnels. Si la révolution avait pu en Italie s'arrêter à ce point, ses résultatats auraient eu quelque chance de durée, autant qu'il est possible d'en espérer dans ces gouvernements de transaction sortis de la violence et basés sur la défiance. Mais les soulèvements de Venise et de Milan vinrent changer l'aspect des choses et compliquer considérablement la question italienne, qui de politique devint nationale : si celle-ci devait ne pas réussir, elle aurait par là ruiné l'autre.

Pour éclaircir ce sanglant épisode du grand drame italien, j'ai besoin de reprendre mon récit où je l'ai interrompu, c'est-à-dire aux événements des premiers jours de janvier, lorsque les Lombards donnaient continuellement des signes de mépris à leurs bourreaux. Il y eut des démonstrations dans les théâtres et dans les églises. On renonça à la loterie, à l'usage du tabac. Les magistrats municipaux et judiciaires, les hommes dévoués à toute autorité, les individus qui avaient reçu le plus de bienfaits de la maison d'Autriche, protestèrent par amour de la patrie contre le gouvernement des étrangers. Les chambres de commerce, les conseils provinciaux, les congrégations, ranimés par l'opinion

publique, commencèrent à remplir véritablement les fonctions qu'on leur avait assignées, et réclamaient tous les jours contre les abus et en faveur des lois inobservées ou enfreintes. Cette opposition légale blessait mortellement les gouvernants bien plus que les démonstrations inutiles ou dangereuses.

Radetzki désirait ardemment voir arriver le jour où il pourrait assouvir sa colère, et se vantait de vouloir renouveler en Italie le carnage de la Galice. Tous les citoyens étaient conveuus entre eux de s'abstenir de fumer à partir du 1er janvier 1848. La police voulut profiter de cette petite conspiration pour provoquer une émeute dans la ville. On distribua trente mille cigares aux soldats et aux sbires, en leur ordonnant de parcourir les rues et de fumer avec un air d'insulte. Quand ils étaient isolés, on les forçait à jeter leurs cigares; quand ils étaient réunis par groupes et qu'ils en imposaient par leur nombre, on se contentait de les suivre et de les huer. On s'apercut qu'on avait mis en liberté une quantité de galériens qui, déguisés en bourgeois, irritaient le peuple en fumant, ou le poussaient à huer les soldats qui fumaient. Une proclamation menaçante prohiba les rassemblements, qui, malgré cela et en vue de la provocation toujours manifeste, ne cessèrent pas. Le soir du 3 janvier, des piquets de dragons et de grenadiers eurent ordre de dissiper la foule, et ils l'exécutèrent avec une telle brutalité, que du côté du peuple il y eut cinq morts et un nombre de blessés si considérable, qu'on n'en compta pas moins de quatre-vingts qui périrent des suites de leurs blessures. Plusieurs citoyens furent traînés en prison, et l'on n'en trouva pas un seul armé, ce qui mit à découvert le guet-apens de la troupe. La population tout entière eut le courage de prendre le deuil des victimes, et déserta les rues où le massacre avait eu lieu. Une députation, dont le maire Casati et l'archevêque faisaient partie, alla se plaindre au v ce-roi et au gouverneur, qui répondirent *qu'on verrait bientôt ce que le gouvernement méditait pour le bien public*. C'était une menace. En effet, revenant du palais municipal, Casati reçut des coups de crosse de fusil. Le jour suivant, on mit en vigueur l'état de siége et une loi qui prononçait la peine de mort pour le

cas de rébellion et de tumulte, et donnait deux heures pour juger et pour exécuter.

Les mêmes faits arrivaient à Crémone, à Côme, à Mantoue et à Brescia, où l'on voyait avec horreur paraître, munis de pouvoirs civils et militaires, Benedek et Breindl, deux fameux égorgeurs de la Galice.

A Venise, la lutte, seutenue par Manin avec beaucoup d'habileté, ne sortait pas des limites de la loi. Vers cette époque, s'était joint à lui l'illustre Tommaseo, élégant écrivain, bouillant orateur et poète estimé en Italie et à l'étranger. Tous deux résolurent de présenter au gouvernement une pétition contre la censure. Pour la faire signer, malgré la police, par un grand nombre de citoyens, Tommaseo annonça qu'il prononcerait un discours à l'Athénée, le soir du 29 décembre, sur l'état de la littérature italienne. La renommée dont il jouissait attira beaucoup de monde à cette séance. L'orateur prit la parole, et, passant habilement des considérations littéraires aux aperçus politiques, il démontra que la loi sur la presse donnée par l'Autriche en 1815 était préférable à celle que Charles-Albert venait d'accorder au Piémont, et que Venise n'avait qu'à la faire appliquer selon son véritable esprit. « Adressons-nous donc à qui de droit, ajouta-t-il, pour atteindre ce but; voici la pétition; vous la signerez tous après moi, j'en suis convaincu. » Tous se hâtèrent de signer, et le succès de cette tentative retentit dans toute la ville et jusque dans les provinces.

De son côté, Manin, qui, comme je l'ai dit ailleurs, avait présenté à la congrégation centrale une pétition tendant à obtenir quelques réformes, insistait pour qu'on la discutât. Le 4 janvier, elle fut examinée et approuvée. Le jour suivant, il fut mandé par le directeur général de la police, qui lui dit : « Vous et Tommaseo, unis ensemble, causez seuls l'agitation des esprits; seuls aussi vous pouvez l'apaiser. Faites-le donc, si voulez des réformes; le gouvernement n'en pourrait accorder auparavant sans avoir l'air de céder à l'intimidation. — Cela est fâcheux, répondit Manin, car le calme ne se rétablira pas tant que des réformes ne seront pas accordées. » Le directeur de la police,

étonné de ce langage, promit d'intervenir pour obtenir quelques concessions. Manin, sorti victorieux de cet entretien, eut le courage d'adresser, en son propre nom, des représentations au gouverneur civil Palffy. Palffy, qui était président de la congrégation centrale, s'était vu obligé de nommer une commission pour examiner les vœux et les besoins du pays; mais il en avait si bien choisi le rapporteur, que les conclusions ne pouvaient qu'être négatives. « Le pays n'a besoin de rien, disait le rapporteur; il ne demande rien, et les propositions de Manin sont des folies. » — « Est-ce ainsi, écrivait Manin au gouverneur, qu'on espère rétablir le calme et contenter le royaume? » Puis, sous prétexte de remercier la congrégation centrale d'avoir adopté sa motion, il lui adressait un mémoire qui était un programme politique, et dans lequel il demandait que la nationalité italienne fût respectée; que la Vénétie et la Lombardie eussent un gouvernement séparé, une représentation nationale; que le budget fût annuel, les cultes libres, les lois et les codes révisés, l'union douanière établie, les droits de la police déterminés. « Pour que l'ordre ne soit pas troublé, ajoutait-il, il faut accorder beaucoup, accorder vite, et déclarer de suite qu'on a la volonté d'accorder. »

Manin avait conscience du danger auquel il s'exposait. « En ma qualité de légiste, disait-il à Tommaseo, je dois vous avertir que le chemin que nous suivons conduit tout droit à la prison. » — « Je le sais, répondit simplement Tommaseo; mais peu m'importe pour moi, je suis seul. Quant à vous, qui avez une famille, prenez garde. » Mais Manin n'était pas un homme qui reculât. En effet, le 18 janvier tous les deux furent emprisonnés.

Pendant que ces choses se passaient à Venise, les Milanais, gémissant sous l'état de siége, sentaient cependant que l'heure du combat approchait; on entendait un sourd frémissement, avant-coureur d'une insurrection générale. A Pavie, à Padoue, les étudiants quittaient les cours de l'Université et rentraient dans leurs familles; les professeurs donnaient leur démission. Tous les jours des nouvelles arrivaient, qui augmentaient l'agitation des esprits. C'était Palerme qui s'était révoltée; c'était Naples qui venait d'obtenir une constitution; c'était Florence et

Turin qui jouissaient de nouveaux priviléges. De fausses nouvelles se mêlaient aux véritables. L'un parlait de soixante mille fusils que Charles-Albert tenait prêts pour les Lombards; l'autre assurait que ces fusils se trouvaient déjà en ville. Des gens, se prétendant bien informés, racontaient qu'à Turin l'on avait appelé sous les armes un contingent, puis deux, enfin trois et quatre, et que la guerre allait éclater dans deux mois, puis dans un mois, enfin d'un moment à l'autre. Radetzky armait le château, faisait partir de Milan le gouverneur Spaur, le vice-roi et sa famille, chassait M[me] d'Azeglio, fille de Manzoni, et le prince Pio, grand d'Espagne, avec sa femme malade. Il ajoutait à ces violences la menace de détruire Milan; déclarait vouloir porter la guerre au centre de l'Italie; fixait le jour du 6 mars pour son entrée en Piémont. A Milan, tous les habitants étaient en deuil; pendant la nuit, on n'entendait dans les rues que le pas grave de fréquentes patrouilles. L'anxiété du peuple augmentait; mais tout l'appareil de la terreur ne l'empêcha pas, aussitôt qu'on reçut la nouvelle de la victoire des Palermitains, d'accourir au Dôme en telle foule qu'on n'en avait jamais vu de pareille, pour rendre à Dieu des actions de grâces, et cela sous les yeux de Radetzky, qui se trouvait dans le palais voisin. On aurait pu croire qu'il y avait accord ou plan de conspiration, et ce n'était cependant pas la vérité : c'était un soulèvement spontané, instinctif, étrange, d'une population tout entière et désarmée, contre un gouvernement fort, et méprisé autant que haï.

Dans ce moment, on sut que la révolution avait éclaté et triomphé en France. Cet événement, qui aurait dû précipiter le mouvement à Milan, marqua un temps d'arrêt. L'Autriche craignit de s'être trop avancée dans le chemin de la réaction, et ses gouverneurs, prenant un front moins sévère, commencèrent à sourire à ceux qu'ils avaient menacés de mort le jour précédent. Les patriciens, effrayés de la révolution française, repoussèrent la pensée de l'introduire dans la ville, et se prirent à désirer que l'Autriche accordât des réformes. Le peuple seul sentit augmenter son courage. Pendant que ces événements se passaient à Milan, les représentants du gouvernement autrichien

à Venise comprirent le danger de soumettre Manin et Tommaseo à une accusation de haute trahison. La population, qui regardait ces deux hommes comme ses chefs, avait déjà pris, depuis leur arrestation, des habits de deuil. On s'était abstenu de tout spectacle, de toute fête. Devant les fenêtres de la prison, les hommes ôtaient leur chapeau, les femmes agitaient leur mouchoir. Le corps des avocats tout entier avait protesté contre cet emprisonnement illégal. Le maire et les citoyens les plus distingués s'étaient engagés à servir de caution aux deux prisonniers. Le tribunal criminel avait refusé d'instruire l'affaire. Un jour que Manin voulut prendre le frais derrière les grilles de sa fenêtre, un gamin, l'ayant aperçu, avait crié de toutes ses forces : *Vive Manin!* Les Autrichiens, qui en d'autres temps auraient promptement envoyé à l'échafaud ou aux cachots du Spielberg les deux prisonniers, reconnurent qu'ils ne pouvaient prolonger plus longtemps leur détention. Devenant plus humains à mesure que l'effroi s'emparait d'eux, ils commencèrent à répandre le bruit que le vice-roi résiderait désormais à Vérone, et que son conseil, modifié, augmenté même, aurait des pouvoirs plus étendus; qu'enfin, on créerait à Vienne une chancellerie des affaires d'Italie.

Tout à coup arriva la nouvelle que la révolution avait éclaté à Vienne et que l'empereur avait promis une constitution. Par cet aveuglement qui frappe les gouvernements quand l'heure de leur ruine approche, plus les événements se pressaient, et moins l'Autriche se montrait disposée à faire des concessions à l'Italie. Ce fut beaucoup pour elle d'avoir supprimé la censure et autorisé la réunion des congrégations centrales. Mais d'un autre côté, plus devenait certaine la réussite des concessions, moins les Italiens se montraient disposés à s'en contenter. Les soulèvements de Venise et de Milan éclatèrent alors ensemble; et comme il n'exista pas de lien entre eux, je les raconterai séparément, en commençant par la première de ces villes, dont la révolte fut un événement isolé auquel ne vinrent pas se mêler les mouvements simultanés des autres États italiens.

Aussitôt que l'on connut à Venise la révolution viennoise, le

peuple se souleva aux cris de *Vive Manin! Vive Tommaseo! Vive la Liberté!* Puis, courant en foule sous le palais du gouverneur, il demanda la délivrance des prisonniers. Palffy voulut essayer, de son balcon, de parlementer avec le peuple, qui l'interrompit impatiemment, en criant : « Nous les voulons, et à l'instant même! » Il fallut céder. Mais le peuple n'attendit pas que l'ordre de la délivrance fût donné : il courut à la prison, en désarma les gardes, enfonça les portes, arracha les grilles de fer. « Place au fils de Manin! » crie une voix retentissante; et voici arriver ce jeune homme, porté en triomphe sur les épaules d'un citoyen. La foule s'écarte respectueusement et le laisse passer; puis se resserre, et recommence l'œuvre de destruction contre les portes et les grilles de fer de la prison.

Dès ce moment, nous apprendrons à connaître quel homme était Manin. Nous le verrons éminemment doué de toutes ces rares qualités qui sont nécessaires à celui qui se place à la tête d'une révolution, et qui seules peuvent le mener à triompher; de sorte que nous aurons plus tard à regretter amèrement que les destinées de l'Italie tout entière n'aient pas été placées dans ses mains.

Manin entend le bruit populaire sans en comprendre le motif. Son geôlier accourt à lui, pâle et atterré, lui ouvre les portes, le supplie de quitter la prison et de calmer le peuple menaçant. Mais le prisonnier fait semblant de ne pas entendre, et se promène gravement dans sa cellule ouverte. Enfin, la foule a tout brisé, arrive à lui et lui dit : « Vous êtes libre! » — « Non, non, répond Manin sans s'émouvoir. Je n'entends pas être délivré ainsi. J'ai été illégalement arrêté, je veux être légalement élargi. » Le geôlier, inquiet et tremblant, insiste : — « Entendez-vous ce bruit au dehors?... » dit-il d'un air suppliant. — « Cela vous regarde, réplique Manin. » — « Mais c'est par ordre du tribunal que vous sortez! » — « Qu'on m'apporte donc une affirmation formelle du président. » Et il ne consentit à sortir de la prison que lorsque le magistrat fut venu lui en adresser la prière.

Le peuple le porte en triomphe, et, en arrivant sur la place, l'engage à haranguer. Manin, qui ne sait rien de ce qui s'est

passé, se borne à avouer son ignorance, et félicite le peuple de l'accord qui règne dans son sein. Il est accompagné chez lui; puis la foule se disperse par les rues, se pare de cocardes, et crie : *Vive l'Italie!* Des drapeaux tricolores sont hissés sur les trois mâts du pavillon de la place, et l'on coupe les cordes, afin que la police ne puisse de si tôt en faire descendre les drapeaux arborés.

Soit pour prévenir de nouveaux désordres, soit pour profiter de la première terreur des gouvernants, quelques amis de Manin demandèrent au gouverneur Palffy l'autorisation d'armer la garde civique. Palffy s'y refusa, en disant qu'il n'y avait jamais eu de garde civique dans une place de guerre. La foule, qui encombrait la place, exaltée par ce refus, en était déjà venue à crier *Vive la Constitution! A bas le Gouvernement!* Les troupes, après les sommations d'usage, eurent ordre de faire feu, plutôt pour épouvanter que pour faire du mal, puisque trois cents balles ne tuèrent qu'un homme et trois enfants. Le peuple répondit en lançant des pierres; mais, à une seconde décharge, devenu furieux, il se précipita sur les soldats, lutta corps à corps avec eux, et les contraignit enfin à se retirer. Manin, appelé à se placer à la tête de cette échauffourée, s'y refusa.

Le jour suivant, les ponts, les places étaient occupés par les troupes, rangées en bataille. Le peuple était là, en face d'elles, en grande masse, applaudissant les soldats italiens, insultant les Autrichiens, et dépavant la place Saint-Marc pour leur jeter des pierres. Ces insultes provoquèrent une décharge de mousquets, qui, comme la veille, tua peu de monde; mais une effusion plus grande de sang était imminente. Il était urgent d'obtenir la garde civique. Palffy continuait à s'y opposer avant qu'il n'eût reçu de Milan l'autorisation du vice-roi. C'était une réponse dilatoire. Manin s'aperçut qu'il n'y avait pas de temps à perdre; cependant, voulant épuiser tous les moyens de la prudence, avant d'en arriver à une hostilité manifeste, il somma la municipalité de faire une dernière démarche. C'était un homme qui voulait quand il conseillait, et qui agissait quand il voulait; il ajouta aux municipaux ces paroles : « Si vous obtenez l'autorisation,

tant mieux; sinon, nous saurons nous en passer. En attendant, mes amis et moi, nous allons rédiger le règlement provisoire de la garde civique. »

Le gouverneur céda. Les quatre cents citoyens dont il avait permis l'armement devinrent bientôt quatre mille, armés les uns de fusils, les autres de piques, de couteaux ou d'épées anciennes enlevées des musées particuliers. Des écharpes blanches distinguaient les officiers des soldats. Manin, armé d'un fusil de chasse, se mit à leur tête, et, parcourant tous les quartiers de la ville, fit ouvrir les boutiques et renvoya à leur travail les ouvriers qu'il rencontrait, en s'engageant à défendre, au prix de son sang, les biens et la liberté de ses concitoyens. Ses paroles étaient des ordres, et comme elles étaient sincères, tous s'empressaient d'obéir.

Pendant que le calme et l'ordre se rétablissaient partout, Palffy songeait à révoquer la permission accordée, et obligeait la municipalité à publier une proclamation où l'on commanderait le désarmement du peuple. Manin ayant appris cette nouvelle, se présenta au milieu des municipaux et s'écria avec véhémence : « Si vous en publiez un mot, ce fusil ne sera plus au service de l'ordre, et je soulèverai dans Venise une insurrection formidable. » On lui fit observer que le gouvernement, maître de la place Saint-Marc et du quai des Esclavons, avec des canons sur la Piazzetta et des chaloupes canonnières sur le grand canal, réprimerait toute insurrection en moins de vingt-quatre heures. « Eh bien! faites, répondit Manin; que Venise soit entre mes mains, et, quoique je ne sois pas soldat, je me chargerai de la défendre. » En effet, en laissant les troupes sur les grandes lignes stratégiques, et en retirant le peuple dans les ruelles, où la défense est facile et l'attaque impossible, on aurait vu que les paroles de Manin n'étaient pas un défi peu redoutable. La municipalité renonça à l'idée de publier sa proclamation; Palffy même oublia ses anciens errements, après avoir reçu de Vienne une dépêche dont il voulut donner lui-même lecture au peuple. L'empereur accordait la liberté de la presse, la garde civique, la prochaine réunion des congrégations centrales. Quand il eut achevé sa lecture, Palffy

exprima sa joie d'être le premier gouverneur constitutionnel de Venise. Des acclamations bruyantes répondirent à ces paroles. Le soir, la ville fut illuminée.

C'était là une trève, et non la paix. Les autorités militaires s'apprêtaient à bombarder la ville. Le peuple s'en douta, puis en acquit la certitude, et s'agita tumultueusement. Un crime abominable vint alors signaler ce désordre. Le colonel Marinovich, commandant supérieur de l'arsenal, s'était rendu odieux aux ouvriers par ses excès de sévérité. Les soulèvements populaires favorisent l'assouvissement de la haine longtemps comprimée. Le maréchal Martini, craignant pour les jours de son subordonné, l'avait envoyé à bord d'un navire de guerre. Mais le malheureux colonel, ne voyant pas se renouveler l'ordre d'y rester, crut, le 21 mars, qu'il pouvait revenir à terre, et il partit, en s'écriant après un moment d'hésitation : « Un soldat ne doit pas craindre de mourir. » A sa vue, l'agitation redouble; on l'enferme dans une tour pour le sauver; les ouvriers en brisent les portes à coups de hache. Forcé dans sa retraite. « Me voulez-vous vivant ou mort? demanda-t-il. —Vivant! » répondirent les assaillants. Il livra alors son épée, soumission qui aurait dû protéger sa vie. Mais quelques misérables se jetèrent sur lui et le massacrèrent avec leurs outils. Les autres ouvriers se retirèrent, honteux de ce lâche assassinat. Et tout cela était arrivé dans l'arsenal même, sous les yeux des troupes autrichiennes, qui n'avaient rien fait pour l'empêcher. Après quelques heures, cette nouvelle fut rapportée à Manin, qui courut à l'arsenal, suivi d'un petit nombre de gardes civiques. Il reprocha vivement au maréchal Martini, comme un chef à son subordonné, le crime qu'il avait laissé commettre, tandis que la garde civique avait suffi à maintenir l'ordre dans la ville. Puis, parlant déjà en maître, au grand ébahissement de Martini, il déclara que le peuple voulait des gages sérieux; que les troupes croates seraient éloignées; les officiers qui avaient menacé le peuple, remplacés; les munitions, les canons, remis à la garde civique; les ouvriers armés.

Accorder l'honneur de prendre les armes aux ouvriers, aux

infâmes meurtriers de Marinovich! Cette pensée de Manin aurait fait horreur à tous ces honnêtes personnages qui devaient se mettre à la tête des révolutions qui éclatèrent en d'autres contrées d'Italie. Mais ces hommes pusillanimes firent misérablement périr leur patrie; Venise fut la ville italienne qui tomba la dernière, et avec gloire. Les révolutions sont des fléaux pour l'humanité, et les hommes honnêtes, comme ceux dont je devrai parler plus tard, agiront sagement en ne s'y mêlant jamais; mais celui qui s'y dévoue ne peut sans faute se refuser à en subir les terribles lois : vouloir les diriger avec le code et le catéchisme à la main, c'est en tourner la force contre soi. On ne peut assez exécrer la cruauté lâche et sans excuse de ces ouvriers vénitiens; mais Venise était menacée d'un bombardement; Manin ne pouvait compter que sur une force révolutionnaire : les ouvriers en formaient la partie la plus vigoureuse, et Manin ne pouvait se passer d'eux.

Le maréchal Martini, forcé de livrer les armes conservées dans l'arsenal, ne trouvait pas les clés des magasins; Manin tira sa montre et lui assigna cinq minutes pour retrouver les clés, lui affirmant que ce terme écoulé, on enfoncerait les portes. Les clés parurent aussitôt; les ouvriers et la garde civique furent pourvus de bonnes armes. Le colonel Graziani remplaça Martini dans le commandement de l'arsenal, et le maréchal resta provisoirement prisonnier, soit par précaution, soit pour sauver sa vie.

Manin rentra alors en ville, et quand il fut arrivé sur la place, il monta sur une planche et harangua le peuple, en lui proposant de proclamer la république. Mais comme il fallait prévoir que Venise ferait bientôt partie de la confédération des États italiens, Manin ajouta *que Venise républicaine se prêterait à tout changement de forme politique, si l'intérêt général de la Péninsule venait à l'exiger*. Le peuple consentit, et un cri unanime répéta après Manin : *Vive Saint-Marc! Vive l'Italie! Vive la République!*

Pendant que Manin agissait dans l'arsenal, un autre citoyen, l'avocat Avesani, avait réussi à délivrer complétement Venise de

la domination autrichienne. Il s'était présenté avec quelques-uns de ses amis, et en sa qualité de délégué de la municipalité, au gouverneur Palffy pour lui réclamer la remise de tous les pouvoirs. Palffy, épouvanté, et ne voulant pas se charger de la responsabilité de cet acte vis-à-vis de son gouvernement, résigna ses fonctions dans les mains du gouverneur militaire Zichy. Celui-ci, après une longue résistance, consentit au départ des troupes autrichiennes, à la remise aux gardes civiques du matériel de guerre et des caisses de l'armée, à la réserve cependant de ce qui était nécessaire pour la solde de trois mois des régiments qui allaient s'éloigner. Zichy dut aussi s'engager à partir le dernier, c'est-à-dire à rester en ôtage. Ces énormes concessions de la part de chefs qui disposaient de 6,000 hommes et de toutes les ressources d'une place de guerre, seraient inconcevables si l'on ne songeait pas que la troupe autrichienne était très-démoralisée, et que Zichy, après vingt-cinq ans de séjour à Venise, aimait la ville comme si elle eût été sa patrie, et ne voulait pas y rendre son nom exécrable; ce qui parut clairement dans ces paroles qu'il adressa à Avesani : « Je pourrais inonder vos rues de sang; je ne le ferai pas. En abandonnant Venise, je signe peut-être mon arrêt de mort. Rappelez-vous du moins que j'ai payé à l'Italie ma dette de reconnaissance, et quand vous maudirez les soldats de l'Autriche, exceptez mon nom. » A Vienne, il fut jeté en prison.

Une proclamation de la municipalité annonça aux Vénitiens que la ville venait d'être délivrée de ses ennemis. On invita Manin à former un gouvernement provisoire. Manin, après avoir composé un ministère où figuraient avec lui Tommaseo et d'autres citoyens distingués, se présenta aux membres de la municipalité avec sa liste à la main, et leur dit : « Le temps nous manque pour la discuter : il faut l'adopter sans délai. » Le choix fait par lui fut approuvé et acclamé par le peuple; mais les membres de la municipalité s'offensèrent vivement de ce ton de maître que prenait déjà le chef de la révolution. Ils ignoraient, et bien des nations ignorent aussi, combien de mal font à la cause des peuples, au moment d'un bouleversement politique, les as-

semblées nationales. La liberté, qui, quand elle est bien établie, se conserve au moyen des délibérations des sages, n'a, au moment de son début, qu'une seule chance de triomphe : le despotisme d'un grand citoyen.

La lutte à Milan ne devait pas être, comme à Venise, également favorisée par la fortune.

La nouvelle du soulèvement de Vienne, arrivée à Milan le 17 mars, y avait causé une telle effervescence dans la population, que le maire Casati, afin de tranquilliser les esprits, résolut de se rendre au palais du gouvernement pour essayer d'obtenir quelques concessions. Mais avant d'y aller, il voulut s'entendre avec Cattaneo et prendre son conseil; il redoutait ce citoyen éclairé, à cause de l'influence qu'il avait sur les Milanais. Je dois m'arrêter un instant pour tracer les caractères de ces deux personnages, qui jouèrent un si grand rôle dans les événements de leur patrie.

Casati appartenait à l'aristocratie milanaise. C'était un homme timide qui avait été poussé à l'action uniquement par l'avidité des titres et des honneurs, qu'il avait sollicités et obtenus tantôt de l'empereur d'Autriche, tantôt du roi de Sardaigne, pour ne pas manquer ainsi de protecteurs. Aujourd'hui qu'il les voyait entrer en lutte, il ne savait de quel côté tourner, ne sachant de quel côté serait le triomphe. Placé à la tête du peuple par ses fonctions, et à la tête du soulèvement par son ambition, plutôt ennemi que partisan de la liberté, et plus soucieux de lui-même que de la patrie, il était disposé à se servir des masses comme d'un instrument qu'il aurait dirigé ou brisé, selon les intérêts du maître qu'il aurait vu favorisé par la fortune.

Cattaneo, profond philosophe, habitué à une vie méditative et retirée, était le chef du parti national, c'est-à-dire de ceux qui rêvaient le bien de leur patrie et non les intérêts d'une caste ou d'une cour. Le même jour, 17 mars, profitant de la liberté que le gouvernement avait accordée à la presse, il avait commencé à publier un journal, où il engageait les citoyens à profiter de l'occasion pour demander le plus possible de liberté et d'armes, et surtout pour exiger que les jeunes soldats italiens restassent

en garnison en Italie. C'était demander que l'Autriche fournît une armée à l'insurrection. Cattaneo repoussait le système de l'unité italienne, car il croyait qu'elle ne pouvait s'établir sans contrainte, et, par suite, ne pouvait être l'œuvre que de la monarchie. Il n'était pas moins contraire au système de la fusion de la Lombardie avec le Piémont, disant que l'entreprise des citoyens comprenait la conquête de la liberté et de l'indépendance, et qu'il ne voulait pas *d'une indépendance à la Russe.* Acceptant cependant le secours du roi sarde, il désirait que les Milanais se trouvassent armés, afin que la ligue italienne pût commencer, et que ce monarque fût un allié utile et non un maître importun. L'influence du nom de Cattaneo sur le peuple et son énergie étaient grandes; mais s'il égalait en cela Manin, il lui manquait cependant le talent pratique de celui-ci, l'esprit d'initiative, le génie vrai des révolutions. Philosophe spéculatif, il donnait aux idées plus d'importance qu'elles n'en ont, croyant qu'elles seules guident et dominent le monde; de telle sorte que là où Manin entraînait, Cattaneo se bornait à persuader.

Les amis de Casati se rendirent donc chez Cattaneo pour prendre son avis sur ce qu'il y avait à faire dans le cas presque inévitable d'un conflit. Cette fureur de recourir à la force lorsqu'on n'avait rien fait encore pour la posséder et l'organiser, parut au philosophe un danger dont l'ennemi aurait profité. Il s'engagea alors entre lui et les délégués de Casati le dialogue suivant : « Le gouverneur fera mitrailler les citoyens, dit Cattaneo. Avec quelles forces voulez-vous assaillir 20,000 soldats qui se sont préparés au massacre et qui le désirent? — Toute la ville se lèvera. Nous avons quarante mille fusils. — Avez-vous vu ces fusils? — Non, mais nous savons que le comité directeur les attendait du Piémont. — Allez donc d'abord vous assurer s'ils sont arrivés. Et êtes-vous certains que ce comité existe? — Sans doute, tous en parlent. — Eh bien! vous verrez qu'il n'y a ni fusils, ni comité. Je connais ces chambellans qui vous envoient à moi; ils placent leur confiance en Charles-Albert, qui y répondra selon son habitude. Charles-Albert n'aime pas la liberté, il ne peut l'aimer. Soyons prudents. Ne jetons pas devant

la bouche du canon un peuple désarmé. Il faut gagner du temps pour nous armer et pour que toute l'Italie soit en position de nous aider : il ne nous faut pas moins de toute l'Italie. »

Les délégués partirent mécontents, et ayant rapporté ces paroles à Casati, celui-ci ne persista pas moins à faire la démarche projetée auprès du gouvernement, sauf, si une insurrection éclatait, à prendre conseil des circonstances et à décliner au besoin toute responsabilité. En effet, aussitôt que, suivi d'une foule de peuple portant des drapeaux tricolores, il fut arrivé devant le palais du gouvernement, la sentinelle fit feu; le peuple se rua sur elle, la tua et envahit le palais. On désarma la garde, on jeta les meubles par les fenêtres. On éleva sur-le-champ des barricades dans les rues. Les citoyens accouraient de toutes parts avec des pistolets, des sabres, des bâtons : on ne voyait pas les quarante mille fusils. Si quelqu'un mettait la tête à la fenêtre, le peuple lui criait que son poste était dans la rue. Un jeune homme hardi, Henri Cernuschi, surprit dans le palais le vice-gouverneur O'Donnel, et le contraignit à signer trois décrets : l'armement de la garde civique, l'abolition de la police, la remise de tous ses pouvoirs à la municipalité. Cela fait, il le traîna avec lui prisonnier, et, ayant rejoint le maire Casati, qui tremblait, il les escorta tous, au milieu de la foule, jusqu'au palais municipal.

Quand ce groupe de gens fut arrivé à la rue du Mont, il essuya le feu d'une patrouille de cent soldats. Le peuple se dispersa. Cernuschi, sans perdre de vue le maire et son prisonnier, les mit en sûreté dans la maison voisine de Vidiserti, qui devint ainsi par hasard le quartier général des combattants. Et ce fut un bonheur que Radetzky l'ignorât, car, vers le soir, croyant surprendre à l'Hôtel-de-Ville les révoltés et le prétendu comité directeur, auquel lui-même ajoutait foi, il fit assaillir cet édifice de deux côtés et enfoncer les portes; sa surprise fut grande de n'y trouver à faire prisonniers que quelques citoyens qui étaient accourus là pour chercher des nouvelles. Alors, croyant avoir affaire à un grand mouvement conduit par une main puissante, épouvanté par le son non interrompu des cloches qui faisait

accourir toute la population, préoccupé de la pensée d'assurer les communications entre un si grand nombre de postes dispersés et de sauver les employés autrichiens et leurs familles, il alla s'enfermer avec eux dans le château, et la précipitation de sa retraite fut telle, qu'il oublia, à l'Hôtel-de-Ville, la caisse avec deux millions de livres, et dans son palais le pourpoint et l'épée avec laquelle il avait menacé d'exterminer l'Italie.

Le château est un carré séparé de la ville par une large plaine. De là, vers huit heures du soir, Radetzky écrivit aux membres de la municipalité : « Qu'on désarme sur-le-champ la garde civique; après cela, je me réserve le pillage sur une ville rebelle, que je réduirai facilement à l'obéissance, ayant avec moi une armée formidable de 100,000 hommes et 200 canons. » Il fit en même temps occuper par ses troupes les bastions de la ville, qui se trouva ainsi séparée de la campagne, les édifices principaux, le Dôme, les palais du vice-roi, de la justice, du trésor, de la municipalité, du commandant et du génie militaire, plusieurs casernes et tous les postes de la police. Des soldats tyroliens, cachés dans les tours du Dôme, blessaient des hommes et des femmes dans les rues et jusque dans l'intérieur des habitations. Les portes de la ville étaient gardées par de nombreux soldats et des canons. D'autres colonnes poussaient l'assaut dans les rues les plus larges et les plus droites qui aboutissaient au cœur de la ville.

De leur côté, les Milanais n'eurent pas, dans cette première nuit, 18 mars, plus de trois ou quatre cents fusils de toute sorte, avec lesquels ils livrèrent leur premier combat à l'ennemi. Les divers quartiers de la ville ne pouvaient communiquer entre eux, et le quartier général, caché dans la maison de Vidiserti, n'ayant pour sa défense que deux faibles barricades et une soixantaine de jeune gens, était en danger, à l'aube, d'être assailli, et tout le monde pouvait être fait prisonnier. Cattaneo fit transmettre à Cernuschi le conseil de retirer le quartier général dans un lieu plus éloigné et mieux défendu, ce qui fut exécuté, et de chez Vidiserti l'on passa chez le comte Taverna, où, par des barricades et des ouvertures pratiquées dans les murs des jardins, on pourvut à une forte défense et à une retraite assurée.

Au jour, retentirent en ville le son des cloches et le cri aux armes. Les citoyens sortaient pleins de courage et s'arrêtaient à la première barricade. Après un instant, éclata de toutes parts le fracas de la fusillade et de l'artillerie des Autrichiens. Le général Rivaira ayant eu connaissance du décret d'O'Donnel qui remettait la direction de la police à la municipalité, fit offrir au maire Casati les 250 gendarmes qu'il commandait; ces gendarmes étaient des Italiens, le peuple les aimait; ils auraient pu fournir des officiers. Mais Casati commençait à regretter d'être allé si loin, et ne cherchait qu'une occasion de revenir sur ses pas. Par un scrupule de légalité, il écrivit à Torresani, chef de la police autrichienne, en lui demandant la permission d'accepter ce précieux secours. Casati voulait changer le gouvernement sans le renverser, et faire une révolution avec l'approbation de l'empereur. Ceux qui se trouvaient à ses côtés élevèrent un tel murmure, qu'il fut obligé de déchirer sa lettre. Le secours des gendarmes fut accepté, mais il était trop tard : le combat avait eu lieu et avait été très-vif; tous les passages se trouvaient interceptés. Ce défaut de concours de la gendarmerie nuisit beaucoup, et surtout à Lodi, à Creme et à Mantoue : ce fut un obstacle à l'insurrection du peuple. Casati, couvert de honte et d'opprobre, dut se retirer, et il alla, dit-on, se cacher dans un grenier.

Pendant cette seconde journée, on combattit sur tous les points de la ville sans plan arrêté, chacun s'efforçant de gagner du terrain devant sa propre maison, d'élever des barricades, de découvrir des armes dans les maisons particulières et dans les musées d'antiquités, de désarmer les ennemis et de leur ravir des munitions. Les uniques armes étaient, sur plusieurs points, des pierres et des tuiles. Les séminaristes mêmes descendirent dans la rue pour travailler aux barricades et pour les défendre. On avait eu l'idée de placer des hommes dans les clochers pour surprendre les mouvements de l'ennemi, et ces vigies envoyaient aux insurgés, par le moyen de fils de fer, les feuilles qui contenaient le résultat de leurs observations.

Vers le soir, des jeunes gens, enflammés par l'ardeur du combat, et irrités par le défaut d'armes et de munitions, commen-

cèrent à crier contre les fausses promesses faites au nom d'un comité directeur qui ne donnait aucun signe de vie, ni pour ses chefs, ni pour les fusils qu'on avait promis. Ils demandèrent donc qu'on établît un gouvernement, qu'on proclamât la république, qu'on expédiât des hommes en France et en Suisse pour se procurer des armes et des munitions. Cattaneo, Cernuschi et leurs amis trouvèrent dangereuse la proclamation de la république : les princes italiens récemment devenus constitutionnels n'auraient pas aidé Milan ; toute la classe des patriciens de la ville, par haine contre la république, aurait rejoint Radetzky dans le château ; leur défection aurait découragé le peuple. On proposa alors un gouvernement provisoire. Pour le moment, il ne s'agissait que de combattre ; il suffisait de composer un conseil de guerre d'un petit nombre de citoyens énergiques qui donnassent un appui et de l'ensemble à la défense. Les avis ayant été recueillis, on commença à choisir les conseillers ; mais pour cela il fallait que Casati fût présent, et Casati avait disparu. Cernuschi se chargea de le retrouver, et réussit à le tirer de sa cachette. Le matin du troisième jour de combat, Casati s'obstinait à s'opposer à l'établissement d'un gouvernement provisoire, en répondant sèchement à ses collègues, qui le gardaient comme prisonnier, qu'*il ne voulait pas sortir des bornes de la légalité, ni être autre chose que le chef de la municipalité*. On le suppliait d'appeler à diriger le combat des officiers vétérans ; il répondit qu'*il ne voulait pas se trouver enveloppé avec des hommes déjà compromis dans les conspirations militaires de 1815!* Enfin, au lieu d'un gouvernement, il consentit à nommer des assesseurs à la municipalité, et il les choisit ou parmi les aristocrates, comme Durini et Porro, ou parmi les fonctionnaires de la police autrichienne, comme Guicciardi et Grasselli. Son ordonnance était ainsi conçue : « Considérant que, *à cause de l'absence imprévue de l'autorité autrichienne*, la loi confère à la municipalité l'exercice de la police et l'obligation d'exécuter le décret du gouvernement *qui permet l'armement de la garde civique pour le maintien du bon ordre*, nous chargeons... etc. » Ainsi donc, après trois jours de rébellion, Casati se fondait sur l'absence imprévue de l'autorité

et sur l'ordre d'un vice-gouverneur prisonnier, pour permettre aux citoyens de s'armer et de se défendre. Quelques citoyens énergiques, indignés de ces lâches hésitations en face du danger, se retirèrent à l'écart, et là, Cattaneo, en un trait de plume, écrivit les noms de Cattaneo, Cernuschi, Terzaghi et Clerici, membres du conseil de guerre. Ils résolurent d'écarter pour le moment toute controverse de principes et de formes politiques, et de parler uniquement au nom de l'Italie et de la Liberté, en écrivant sur les actes : *Italie Libre!*

Le conseil de guerre donna ses premiers soins à relier entre eux les efforts du peuple qui combattait et à inviter les vétérans à défendre la patrie. Une proclamation recommanda aux citoyens de ne pas endommager, en chassant l'ennemi, les établissements publics, et d'être généreux envers les vaincus, en ne les punissant de leurs cruautés passées et présentes que par le mépris. Enfin, pour les animer au combat, on publiait une seconde proclamation, où l'on glissait un mot politique; on y lisait entre autres choses : « L'armée autrichienne est en complète déroute. Plusieurs officiers se rendent prisonniers; d'autres demandent à traiter. Les bombes qui tombent sur nos maisons, sont le dernier salut de la tyrannie qui s'en va. D'ici à quelques jours, le drapeau italien sera arboré sur la cime des Alpes. *Là seulement* nous pourrons faire une paix honorable avec les gens que nous combattons aujourd'hui. Bientôt vous aurez vaincu; *la patrie décidera de ses destinées; elle n'appartient qu'à elle-même.* On recommande à vos soins les blessés; la patrie pourvoira aux familles pauvres. »

Par des mouvements très-simples et bien dirigés, on parvint à couper les postes ennemis qui étaient au centre de la ville, on s'empara de quelques-uns, et l'on réduisit les Autrichiens à n'avoir plus de communications avec le château que par deux ruelles étroites. Dans ces rencontres, on fit beaucoup de prisonniers.

La famille de Torresani, directeur de la police, tomba aux mains du peuple, qui la traita avec toutes sortes d'égards. Le comte Bolza, bourreau redouté qui avait dirigé le carnage de septembre et de janvier, se cacha dans une retraite d'où le peu-

ple voulait l'arracher. Quelques citoyens coururent chez Cattaneo pour savoir ce qu'ils devaient faire de ce monstre, et Cattaneo leur répondit : « Si vous le tuez, vous ferez une action juste; elle sera sainte si vous le sauvez. » Il fut sauvé. Un instant après, deux officiers, Cracfort, d'origine anglaise, et le comte de Thun-Hohenstein, furent conduits prisonniers devant le conseil de guerre. Pour sauver leur vie, ils dirent qu'ils venaient en parlementaires, et réclamèrent l'inviolabilité due à leur qualité. « Eh quoi! des parlementaires! s'écria Cattaneo; votre armée doit être dans une bien fâcheuse position pour envoyer si tôt des propositions à des révoltés! » Survinrent alors trois autres officiers faits prisonniers; les deux premiers ne nièrent plus qu'ils l'étaient aussi. Ils furent traités avec humanité; pendant ce temps, les Autrichiens fusillaient tous leurs prisonniers.

Il ne tarda pas beaucoup à arriver un véritable parlementaire: c'était un major de Croates, Ettinghausen. On l'adressa à Casati. Il déclara que Radetzki voulait savoir quelle était la pensée des magistrats de la ville. Après un quart d'heure de colloque secret, Casati invita les membres du conseil de guerre à entrer dans la salle, et leur dit que le maréchal autrichien, *cédant à un sentiment d'humanité*, lui avait fait des ouvertures, et qu'il avait proposé une suspension d'armes de quinze jours, en attendant que Radetzky pût demander à Vienne et obtenir des concessions. Pendant la durée de cette trève, les troupes auraient été consignées, et les citoyens auraient renoncé au combat. Au nom de ses collègues, Cattaneo répondit qu'il était impossible d'arracher les citoyens à leurs barricades; et, après l'observation de Casati que cela aurait pu se faire peu à peu, Cattaneo répliqua que, même en supposant la possibilité d'y réussir, il n'y aurait aucune sûreté; que rien ne garantissait que les citoyens ne fussent pas tous surpris pendant leur sommeil et envoyés au gibet. Le Croate s'offensa de cette insulte faite à l'honneur militaire; et alors s'engagea entre lui et Cattaneo le dialogue suivant: « Croyez-vous, monsieur, disait Cattaneo, que l'honneur militaire nous assure contre la police et l'état de siége? Qui peut dire que les hostilités ne recommenceront pas par la faute d'un

soldat ou d'un citoyen? Après avoir goûté les prémices de la victoire, il est difficile que les citoyens se résignent à souffrir plus longtemps la présence des soldats étrangers. Voilà déjà le troisième jour que le son des cloches appelle aux armes le pays tout entier; on doit avoir entendu le fracas de votre canon jusqu'aux frontières de la Suisse et du Piémont; nos amis sont sans doute en chemin à cet instant pour nous secourir. Assiégés comme nous le sommes dans le centre de la ville, nous n'en avons pas de nouvelles certaines; mais du haut des clochers nous voyons des mouvements extraordinaires. Si après avoir consenti à l'armistice, nous voyions vos troupes en profiter pour tomber au dehors sur nos amis, nous ne pourrions rester témoins impassibles sans être appelés lâches par eux, et nous ne pourrions sortir pour les secourir sans être appelés traîtres par vous. Ou le combat doit continuer, ou il doit cesser partout. Si votre maréchal est mû par un vrai sentiment d'humanité, qu'il envoie au-delà des confins tous les soldats étrangers, et qu'il laisse seulement dans le royaume des soldats italiens, qui, avec les gendarmes et la garde civique, suffiront pour le maintien de l'ordre tant qu'il n'arrivera pas de Vienne de nouvelles instructions. — Voulez-vous qu'un maréchal, avec de l'artillerie et de la cavalerie, recule devant des bourgeois? — Je croyais que vous ne parliez pas de guerre, mais de conciliation. D'ailleurs, il s'agit d'un changement de garnison : si le maréchal a trouvé opportun, la semaine passée, de faire partir les grenadiers italiens, qu'il fasse maintenant partir les grenadiers hongrois et qu'il rappelle les italiens. Les dernières nouvelles de Vienne donnent le droit à l'autorité militaire, ou plutôt lui imposent le devoir de modifier les mesures adoptées. Comment Radetzki pourrait-il se regarder comme lié par les ordres reçus par des ministres qui sont tombés depuis? S'il n'en suspend pas l'exécution en attendant que de nouveaux ordres lui soient transmis par les nouveaux ministres, ne réfléchit-il pas à la grave responsabilité dont il se charge? »

Le major répliquait qu'il s'agissait toujours d'une retraite; Cattaneo le pressait avec de nouvelles raisons; et Casati, qui les écoutait avec anxiété, donnait des signes d'improbation contre

tout ce qui tendait à refuser l'armistice. Il n'avait dans son cœur qu'un désir, celui de gagner du temps, afin que Charles-Albert pût arriver au secours de Milan. On ne peut dire que, doutant de la victoire populaire, la prudence le guidât; il persista dans la même politique, même après que la victoire fut assurée.

Dans ce moment, on vit arriver un ecclésiastique qui raconta comment les Autrichiens venaient de tuer le prédicateur dans l'église Saint-Barthélemy, et de commettre d'autres atrocités. Casati devina, par la colère que cette nouvelle excita dans tous les membres du conseil de guerre, que tout espoir d'un traité amiable était perdu; il s'adressa alors au parlementaire et lui dit : « Monsieur, veuillez représenter à Son Excellence, d'un côté, les sentiments de la municipalité, et de l'autre, ceux des combattants, afin qu'il puisse prendre ses résolutions en vue de cet état de choses. » Cette déclaration, par laquelle Casati séparait sa cause personnelle de celle du peuple, étonna douloureusement tous ceux qui étaient présents; ils la cachèrent à la population, et par là on peut dire qu'ils sauvèrent Casati.

Le major demanda à se retirer. Quand il fut arrivé aux barricades, il fallait lui bander les yeux; mais les Milanais refusèrent de le soumettre à cette humiliation. Émù alors visiblement, il serra la main d'un citoyen en lui disant : « Adieu, peuple brave et valeureux. »

Il était midi. Vers une heure, la municipalité déclara publiquement qu'elle concentrait dans ses mains tout pouvoir jusqu'au rétablissement de l'ordre, et s'associa comme collaborateurs Strigelli et Borromeo, beaucoup plus dévoués encore que Casati à la maison de Savoie. C'étaient les mêmes hommes qui, en 1814, avaient mis la Lombardie dans la servitude autrichienne, et qui maintenant, sans répudier l'Autriche, fondaient un gouvernement favorable au nouveau maître. Ils créaient aussi deux comités de finances et de police, et opposaient au conseil de guerre un *comité de défense,* dont les membres, au lieu d'entrer dans les mystérieuses voies des gouvernants, ne tardèrent pas à fraterniser loyalement avec Cattaneo et ses amis.

En attendant, le combat continuait; mais les citoyens étaient

désespérés à cause du manque d'armes et de munitions. Quelques-uns, pour s'en procurer, osaient sortir des barricades, se mettre en embuscade, attendre le passage de quelque petit groupe d'ennemis, pour leur courir sus et les désarmer. Au quartier général, on distribuait la poudre en petites quantités; aux barricades, les citoyens tiraient l'un après l'autre, en disant qu'ils ne voulaient pas dépenser deux coups pour tuer un seul Croate. Le feu était donc lent, mais meurtrier, tandis que l'ennemi prodiguait le sien, en brisant avec des boulets de canon jusqu'aux toits des maisons. On voyait des enfants se moquer des Autrichiens de mille manières, en détournant leurs coups par quelque chat ou quelque chapeau posé sur un bâton, et en donnant ainsi la facilité de les viser avec sûreté. Enfin, le troisième jour, les Milanais s'étant emparés de plusieurs bâtiments où les Autrichiens avaient accumulé des armes et des munitions, la disette cessa. On comptait déjà 1,700 barricades, et on en élevait d'autres en y employant des ballots de marchandises, des meubles, des voitures élégantes; il y en avait une vis-à-vis du château, construite de masses de granit reliées par des chaînes en fer et couvertes de terre; on en construisait une autre à la porte orientale, et les séminaristes y travaillaient et se servaient à cet usage de leurs lits. Il y avait sur tous les toits et à côté des fenêtres des monceaux de pierres et de tuiles. On avait rompu les ponts et enfoncé les canaux souterrains. Les femmes prenaient part à la fusillade autant que les hommes. Vers le soir du troisième jour, on avait chassé du Dôme les Autrichiens; et pendant la nuit, ceux qui occupaient le palais municipal, assaillis de toutes parts, se sauvaient précipitamment. Tout ce qu'on raconta par la suite de la cruauté des soldats de Radetzky ne s'éloigne pas beaucoup de la vérité : des Illiriens, des Bohémiens, des Croates, gens sauvages, composaient en grande partie l'armée autrichienne. Pour se procurer des vivres, ils exerçaient toutes sortes de violences sur les habitants des quartiers qu'ils occupaient; ils massacrèrent dans la famille Fortis onze personnes désarmées, pillant tout ce qu'il y avait dans la maison. On trouva sur le cadavre d'un soldat la main d'une femme ornée de bagues; on pendit aux arbres des

prisonniers; on viola des jeunes filles déjà mortes; on passa au fil de l'épée des petits enfants; plusieurs familles furent brûlées vivantes. Les Milanais, au contraire, s'honorèrent par leur humanité.

Les citoyens occupaient désormais toute la partie intérieure de la ville jusqu'à ce large fossé qui, creusé autrefois pour se défendre contre l'empereur Frédéric, devint ensuite un canal de navigation; les Autrichiens dominaient toute cette vaste partie de la ville qui, du fossé, s'étend jusqu'aux bastions. Ceux qui combattaient aux barricades avaient besoin de se communiquer des ordres : on établit une poste aux lettres ambulante, en y employant les élèves du collége des Orphelins, qui, reconnus à leur uniforme, circulaient librement au milieu des barricades. On sentit aussi le besoin de se mettre en communication avec les habitants des campagnes : on imagina alors de lancer des ballons qui portaient des proclamations. Les Autrichiens, qui occupaient les bastions, voyaient avec étonnement ces messagers aériens traverser leurs lignes, et les visaient en vain avec leurs fusils. Les proclamations invitaient tous les Lombards à accourir à l'aide de Milan, afin de serrer l'ennemi dans un cercle. Plusieurs de ces ballons tombèrent là où le bruit du canon n'était pas arrivé; il en tomba jusque sur le territoire de la Suisse, du Piémont, de Plaisance. Les ballons mirent partout les populations en mouvement; dans quelques lieux ils furent le signal du soulèvement. Cinq cents hommes arrivèrent de la Suisse italienne : réunis aux montagnards de Côme, ils assiégeaient et battaient 450 ennemis à Borgoforte, 800 près de Porta-Torre; puis, soulevant sur leur chemin tous les villages, et remportant à Monza une nouvelle victoire, ils arrivaient en vue de Milan. Là, ils recevaient un renfort de 300 hommes venus de Varèse, et d'une autre bande qui avait échappé sur le lac Majeur aux soldats de Charles-Albert, chargés de la désarmer. Vers midi, arriva une autre bande de paysans soulevés, sur les rives du Pô, par un ballon qui y était tombé; l'un de ses chefs, Guido de Milan, venait d'être mortellement blessé sous les bastions; l'autre, Trabucchi de Belgiojoso, était fait prisonnier et fusillé à Lodi. Lecco,

Val Sassina, Valtellina, Brienza, s'armaient. Bergamo envoyait plusieurs centaines de combattants. Jérôme Bergazzi, inspecteur du chemin de fer de Monza, pénétrait furtivement à Milan, vers midi du quatrième jour, avec 2,000 hommes, afin de concerter un assaut à donner au dehors des bastions dans le courant de la nuit. On choisissait la Porte Tosa. Mais pendant qu'il conduisait sa troupe à l'assaut, dans l'obscurité de la nuit, une balle autrichienne l'étendit mort, et l'assaut de cette porte fut différé jusqu'à la nuit suivante.

En attendant, on contruisait dans la ville des canons en bois, cerclés en fer, qui pussent suffire à tirer un certain nombre de coups; on faisait de la poudre et du coton fulminant, on fondait des balles, on recueillait les projectiles de l'ennemi, parmi lesquels on trouvait de grandes médailles en fer fondu, sur lesquelles, ce qui était une dérision, on voyait l'image de Pie IX. Les Milanais renvoyaient aux Autrichiens des balles où ils avaient fait imprimer ces mots : *Liberté italienne!*

On mettait à sec dans ce même jour des aqueducs qui, passant par-dessous les bastions, mettaient la ville en communication avec la campagne. Les Milanais s'emparaient, à la baïonnette, du palais du génie militaire; ils avaient appris, en trois jours, à se battre comme des vétérans. Au dehors, cinquante hommes de Marignano surprenaient, dans une embuscade, un bataillon de chasseurs, qui, croyant avoir contre eux un corps nombreux, prenaient la fuite, abandonnant leurs morts et leurs blessés. Les Autrichiens manquaient de vivres et demandaient un armistice, qui était refusé. Leur retraite était rendue difficile par l'état des routes, qu'on avait coupées et encombrées d'arbres abattus. Huit mille hommes, réunis dans la campagne, se préparaient, d'accord avec les Milanais, à serrer de tous côtés les bastions et à dégager les portes. De nouveaux ballons avec d'autres proclamations portaient partout ces paroles : « En avant, valeureux Lombards! la honte de trente ans a été lavée! l'Europe parlera de vous! Vive l'Italie! »

En effet, Radetzki demandait de nouveau un armistice. Les consuls étrangers, dès le premier jour du combat, s'étaient

adressés à lui, en le priant de cesser le bombardement. Le vieux maréchal avait répondu que ses troupes avaient été assaillies par surprise et contre le droit des gens; et il n'avait pas eu de peine à persuader aux consuls que du succès de l'Autriche dépendait la paix de l'Europe; si bien que ces magistrats consentirent à se faire, en quelque sorte, ses interprètes auprès de la municipalité, et à proposer, en son nom, trois jours de suspension d'armes, laissant libre une des portes de la ville, tant pour l'entrée des vivres que pour la sortie des étrangers et même des citoyens: la trêve ne s'étendait pas à la campagne. Casati, Durini, Borromeo et tous les autres membres de la municipalité y consentaient, excepté leur secrétaire, Achille Mauri. Mais comme l'on ne pouvait rien décider sans consulter les membres du conseil de guerre, on invita Cattaneo à venir à la séance. C'était le quatrième jour du combat, vers midi, et Cattaneo se trouvait alors à concerter avec Borgazzi l'assaut nocturne du bastion. Il fit comprendre que ces trois jours suffiraient à l'ennemi pour écraser au dehors ceux qui venaient au secours de Milan, et pour faire abandonner la ville d'abord par les étrangers et par les femmes, puis par les hommes prudents, enfin par les plus intrépides; que l'insurrection avait, d'ailleurs, le plus grand intérêt à ce que les étrangers ne quittassent pas la ville, car ils étaient sa seule garantie contre l'incendie et le pillage. En effet, la correspondance du maréchal, saisie plus tard, montra qu'il ne demandait ces trois jours de trêve que pour investir plus commodément la ville, et donner le temps d'arriver aux vivres et à 1,200 bombes qu'il faisait venir de Plaisance. Néanmoins, les membres de la municipalité inclinaient à accepter la proposition. « Milan n'a plus de munitions, disait Borromeo. — Eh bien! répondit Cattaneo, l'ennemi nous en a fourni jusqu'ici, et il continuera à nous en fournir. — Mais, poursuivaient les partisans de la trêve, nous n'avons de vivres que pour vingt-quatre heures. » Cattaneo répliqua qu'il s'était occupé toujours de statistique, et qu'il pouvait affirmer la fausseté de ce calcul. Puis il ajouta ces mémorables paroles : « Du reste, vingt-quatre heures de vivres et vingt-quatre heures de jeûne, c'est plus de

temps qu'il ne nous en faut pour vaincre.» Il prouva ensuite que l'ennemi ne pouvait plus tenir longtemps, puisqu'il en était déjà réduit à marauder, et il conclut qu'il valait mieux, au surplus, mourir de faim qu'au gibet. Son énergie était soutenue par la volonté du peuple, qui protestait au dehors contre tout arrangement; Cattaneo dut courir le calmer. Après quelques instants, les consuls étrangers arrivèrent en grande tenue, et Casati eut la douleur de leur annoncer le refus de l'armistice, en attribuant cette décision à la volonté du peuple.

Cette affaire était à peine terminée, qu'il s'en présenta une autre encore plus grave : le comte Martini, qu'on avait envoyé à Charles-Albert, arrivait à Milan avec les propositions de ce roi. C'est un des points importants de l'histoire que j'écris, et pour l'éclaircir, il me faut laisser un instant les Milanais se battre contre Radetzki et me transporter en Piémont.

La nouvelle de la révolution de Vienne arriva en Piémont en même temps que celle du soulèvement de Milan. On ne peut dire quelle fut chez les Piémontais l'émotion des esprits. Le danger où se trouvaient les Milanais, engagés dans une bataille si inégale, produisit surtout une telle anxiété parmi les jeunes gens, qu'ils s'assemblèrent tumultueusement à Turin, et demandèrent à courir sur-le-champ à Milan. On répandit le bruit que les Lombards demandaient du secours de toutes parts, et c'était vrai. Le 20 mars, à midi, le roi réunit le conseil des ministres. On ne sut rien des déterminations qui y furent adoptées; on apprit seulement, vers le soir, que quelques régiments marcheraient vers la frontière; qu'on formerait à Chivasso, à Novi et à Casale des corps de volontaires. Les Milanais se battaient, et en Piémont on songeait à organiser des légions de volontaires. On comprit que ce qu'on voulait, c'était refroidir l'élan des cœurs par des mesures lentes, plutôt que secourir Milan.

Les avocats Brofferio et Vineis, le colonel Durando et le marquis d'Azeglio furent chargés de se présenter à Balbo, président du conseil, et de lui signifier que les citoyens étaient fermement résolus à prendre les armes pour entrer en Lombardie et secourir Milan. Balbo répondit qu'envoyer des secours aux Milanais,

c'était déclarer la guerre à l'Autriche et jeter le Piémont dans un abîme de malheurs; qu'il fallait attendre que les événements vinssent démontrer quel parti il convenait d'adopter; que des motifs de prudence avaient conseillé d'envoyer des troupes sur la frontière; que ceux qui voulaient prendre les armes pouvaient s'enrôler pour trois ans sous les drapeaux du roi; que les volontaires qui espéraient passer en Lombardie, seraient arrêtés sur la frontière par les troupes, auxquelles on en avait donné l'ordre.

Ces paroles furent rapportées au peuple, dont la colère éclata d'une manière terrible. Torres, qui venait de sortir de sa prison par l'effet de l'amnistie, se présenta au ministre Ricci pour lui demander une centaine de fusils : on les lui refusa. Sans se décourager pour cela, il se mit à la tête d'une colonne de jeunes gens très-ardents, armés de toutes manières, et marcha, le soir même, vers la frontière. A Gênes, où il y avait plusieurs Lombards, le peuple s'agitait encore plus violemment. On demanda des armes au gouverneur, qui répondit en menaçant ceux qui oseraient partir. Malgré cela, tous ceux qui purent se pourvoir d'une arme quelconque partirent; mais quand ils furent arrivés à Novi, ils rencontrèrent le maire, qui, un décret du roi à la main, leur ordonna de se rendre à Chivasso. « Les Autrichiens sont à Milan, et non à Chivasso, » répondirent-ils. Tous les volontaires sortis de Turin et de Gênes trouvèrent donc sur la frontière les troupes prêtes à les repousser par la force. Il s'en fallut de peu qu'on n'en vînt aux mains, et que la guerre contre l'étranger ne commençât par l'effusion du sang des Italiens s'égorgeant entre eux. Indignés, et résolus à tout prix de passer le Tessin, d'où l'on entendait le bruit du canon qui foudroyait Milan, les volontaires firent semblant de se retirer; puis, à la faveur de la nuit, se portant sur d'autres points de la frontière où l'on avait réuni des barques, ils passèrent, malgré les troupes, sur la terre lombarde.

Pendant ce temps, on ne cessait à Turin de protester vivement contre l'hésitation du gouvernement. C'était le 23 mars, et les cris de guerre s'élevaient sur les places et sous les fenêtres du roi. L'irritation des esprits s'était communiquée aux militaires,

qui, se sachant accusés par les Milanais de lâcheté et d'infamie, puisqu'ils les abandonnaient, s'écriaient avec force : « Les lâches et les infâmes, ce ne sont pas nous, mais ceux qui nous commandent. » Quelques officiers avaient résolu de déserter avec leurs compagnies. Le gouvernement ayant connu ces dispositions, faisait de suite partir de Turin différents régiments, non pour la Lombardie, mais pour Trino et pour Chivasso, ce qui ne fit qu'augmenter davantage l'impatience publique, qui s'exaltait de plus en plus par les graves nouvelles qui arrivaient de la Lombardie.

Enfin, dès que l'on sut que Modène et Parme avaient chassé leurs ducs et établi un gouvernement provisoire, une terrible démonstration devint imminente, et une imprudence de l'ambassadeur autrichien concourut à la hâter. Pendant que le sang coulait dans les rues de Milan, cet ambassadeur donnait à Turin une fête magnifique, pour laquelle l'aristocratie piémontaise n'avait pas honte d'accepter des invitations. Une grande masse de peuple entourait le palais de l'ambassade, et pour le protéger, on fit venir un escadron de cavalerie, ce qui n'aurait fait qu'exciter l'incendie, si une nouvelle, vraie ou répandue à dessein, n'était venue attirer la colère du peuple sur l'hôtel d'Europe, où l'on disait que le duc de Parme était arrivé, après avoir fait mitrailler ses sujets. La fureur de la multitude était à son comble. Les membres de la municipalité accoururent pour déclarer que le duc n'était pas à Turin; mais le peuple, habitué aux mensonges des aristocrates, ne cessait de fouiller tous les recoins de l'hôtel. N'y trouvant pas le tyran, il crut qu'on l'avait caché dans le palais royal. La foule se dirige alors vers le palais. Mais tout-à-coup on voit paraître sur le balcon du roi deux Milanais, dont l'un est le comte Martini, qui annonce la libération de Milan, la fuite de Radetzky et la victoire complète des Lombards. Le peuple oublie alors le duc de Parme, et pousse des acclamations bruyantes. Et le comte Martini ajoute bientôt d'une voix forte : « Nous avons fait une grande révolution, vous ferez une grande guerre. » Ces paroles font comprendre qu'à la cour on s'est prononcé pour la guerre. Voici ce qui était arrivé.

Dès le premier jour du soulèvement de Milan, les patriciens lombards, fidèles à leur programme politique, avaient envoyé à Turin le comte Martini et d'autres personnages pour inviter Charles-Albert à entrer en Lombardie avec une armée. Ces délégués ne faisaient que grandir aux yeux du roi sarde leurs propres forces, la faiblesse de Radetzky et la facilité de le chasser de la Lombardie, qu'ils offraient comme une riche et belle récompense à son libérateur. Charles-Albert ne se montrait pas satisfait de vagues promesses, et s'il fallait jouer le tout pour le tout, il voulait d'abord, en cas de succès, s'assurer d'une récompense proportionnée aux risques qu'il allait courir. En conséquence, il chargea Martini de retourner à Milan et de proposer aux Lombards ses secours en échange de la couronne de Lombardie. Martini arriva à Milan vers le soir du quatrième jour de combat, au moment où j'ai interrompu mon récit.

Martini se présenta à Casati au moment même où les consuls étrangers se séparaient de lui avec la réponse négative de l'armistice proposé. Il exposa que si on voulait faire don du pays à Charles-Albert, l'armée sarde arriverait de suite pour les sauver. Casati fit immédiatement rappeler des barricades les membres du conseil de guerre, auxquels la politique de la municipalité donnait désormais plus à faire que le canon de Radetzky. Aussitôt que Cattaneo sut ce qu'on venait de proposer, il répondit, au nom de ses collègues, que le pays appartenait aux citoyens, et que personne n'en pouvait disposer sans leur consentement; qu'au moment où ils étaient occupés à défendre leurs familles et leurs vies, c'était une folie de vouloir leur demander de délibérer sur leur sort à venir; que cela occasionnerait probablement de graves discordes. Enfin, il conclut en disant : « Messieurs, ce jour n'est pas un jour de politique : nous avons trouvé avant-hier inopportun de proclamer la république; il n'est pas moins inopportun de proclamer aujourd'hui la monarchie. Puisque Dieu nous envoie la liberté, sachons la conserver au moins pour quelques jours. Vous est-il donc si pesant d'être une seule fois dans votre vie maîtres de vous-mêmes? Commencez l'ère nouvelle par le respect de tous les droits et de toutes les opinions,

et par le respect aussi des illusions généreuses de ces jeunes gens tout le temps au moins qu'ils combattront pour vous. Quand nous aurons expulsé l'ennemi du territoire lombard, quand notre cause sera gagnée, le moment sera venu de délibérer. Nous pourrons alors sans danger nous trouver divisés en mille partis. » Et comme on voulut lui parler de nouveau du manque de munitions et de la faiblesse de leurs forces, le philosophe répliqua : « Cela prouve qu'il ne fallait pas exciter avec tant de hâte le peuple à se soulever, lorsque rien n'était préparé. Le conseil de guerre vit si clairement cette insuffisance de moyens, que, dès le premier jour, il dit qu'on avait besoin de l'aide de toute l'italie, et que, vu le désordre actuel de ses forces, elle serait tout entière insuffisante peut-être à l'entreprise. Or, si nous commençons par nous donner au Piémont, nous ne pourrons avoir avec nous les autres États italiens; on verra se renouveler l'ancienne histoire des rois lombards et des ducs de Milan, qui provoquèrent dans toute la Péninsule le soupçon et l'inimitié. »

Ces paroles étaient prophétiques!

Cattaneo et Cernuschi, afin de prévenir la faction patricienne, se retirèrent à l'écart et écrivirent une proclamation dans laquelle ils faisaient un appel à toute l'Italie : Charles-Albert venait d'être réduit à la condition d'un allié. Ils se proposaient de répandre la proclamation au moyen des ballons; voici comment elle était conçue : « La ville de Milan, pour compléter sa victoire et chasser pour toujours au-delà des Alpes l'ennemi commun de l'Italie, demande le secours de tous les peuples et de tous les princes italiens, et surtout celui du puissant et guerrier roi du Piémont. » Ils étaient occupés à faire plusieurs copies de cette proclamation, lorsque le comte Martini entra dans leur cabinet. Martini, se plaignant de la faiblesse de Casati, pressa Cattaneo de composer lui-même un gouvernement provisoire qui fît à Charles-Albert la cession si désirée. Il lui disait du ton de l'exhortation : « Vous savez qu'on ne trouve pas tous les jours l'occasion précieuse de rendre un service si important à un roi. » Cattaneo lui répondit : « Ce n'est pas à moi de rendre aux rois des services : je sers ma patrie. Je suis déterminé à appeler toute la nation

italienne. Depuis plusieurs siècles, c'est la première fois qu'il arrive de pouvoir réunir l'Italie dans un seul but. » Puis il se présenta à Casati et lui communiqua la proclamation, dont la lecture le jeta dans une telle perplexité, qu'il n'osa plus accéder aux propositions de Martini.

On ignore le texte précis de la réponse faite à Charles-Albert. Il est certain que les patriciens lombards ne l'invitèrent alors à leur venir en aide que dans le but de les soustraire *au despotisme* du parti national. Le comte Martini se disposa le soir même à partir pour Turin; mais quand il fut arrivé aux barricades, on lui refusa le passage. Cette nuit et tout le jour suivant, c'est-à-dire tant que dura le combat contre Radetzky, Cattaneo ne lui permit pas de sortir de Milan, de telle sorte que, comme on le verra, Martini ne put arriver à Turin avant la soirée du 23 mars.

Tous ces pourparlers avaient lieu à la dérobée, et dans les intervalles que laissait le combat. Mais la lutte tournait déjà à l'avantage des citoyens. Les membres de la municipalité, se voyant alors délivrés du doute que Radetzky pût rentrer dans la ville, cessèrent de craindre d'enfreindre la légalité autrichienne. D'ailleurs, ils étaient désormais sûrs de l'arrivée prochaine d'une armée piémontaise. Dans cet état de choses, il leur restait encore un doute, encore une crainte : c'était que les chefs du parti national ne fissent ce qu'ils avaient jusqu'alors refusé d'exécuter, et que, suspectant déjà l'arrivée de Charles-Albert, ils ne la prévinssent en prenant en main le pouvoir public et en se constituant en gouvernement provisoire. Ils résolurent donc d'anticiper à leur profit un coup d'État, et, jetant le masque, ils se déclarèrent investis du gouvernement provisoire : ce fut le soir même du 21 mars.

Cattaneo, de son côté, avait eu soupçon de ce projet des patriciens, et ses amis, Cernuschi et Terzaghi, l'avaient vivement engagé à prévenir la faction municipale en déclarant résolument qu'il appartenait au conseil de guerre de composer un gouvernement provisoire; ils avaient même écrit une proclamation à ce sujet, et la lui avaient donnée à signer, en l'assurant que la

masse entière des citoyens aurait, par son consentement, légitimé cette audace. Mais Cattaneo, arrivé tout près du Rubicon, se refusa de le passer, ne voulut pas signer, et se montra de beaucoup inférieur à la position où sa popularité l'avait placé. Il eut peur, à son tour, d'enfreindre la légalité en usurpant le gouvernement; chef insuffisant d'une révolution, comme le sont tous les idéologues, il se détermina pour une de ces demi-mesures dont l'honnêteté flatte les âmes faibles : il le proposa donc au comte Pompée Litta et au marquis Cusani, qui refusèrent de prendre sur eux le poids du pouvoir public. Il pensait qu'avec ces hommes on aurait eu un gouvernement qui n'épouvanterait pas beaucoup les patriciens, et qui serait le moins servile possible. Perdant ainsi ce qui, dans ces circonstances, était le plus important de tout, le temps, lui qui avait, par ses conseils et ses actes, le plus contribué à la délivrance de son pays, quand celle-ci était déjà assurée il en laissait recueillir le fruit à ceux qui avaient tout fait pour la faire échouer. En un mot, Casati et ses amis, voyant leur faiblesse surpassée par celle de leur adversaire, se déclarèrent investis du gouvernement provisoire; et Cattaneo poussa la résignation jusqu'à déposer, le jour suivant, 22, aux pieds des gouvernants, les pouvoirs du conseil de guerre dont il était membre, et qui, selon lui, était devenu illégal après la constitution d'une autorité publique suprême. Non content de s'effacer complétement, il accepta humblement de cette nouvelle autorité le poste qu'elle voulut lui assigner de membre d'un comité de guerre, substitué au conseil de guerre qu'il avait dirigé et guidé au triomphe de la révolution.

Mais les membres du gouvernement provisoire étaient si certains de l'improbation publique, et si étonnés et épouvantés de leur audace, qu'ils n'osèrent pas se déclarer ouvertement. Dans une proclamation où l'on parlait des deux armistices refusés, ils annoncèrent que la patrie adoptait les enfants de ceux qui étaient morts en combattant, et assurèrent aux blessés l'aide et la gratitude publiques; là, par une phrase incidente, ils glissèrent une déclaration qui faisait de ces mesures un don *du gouvernement provisoire, que d'impérieuses circonstances avaient rendu né-*

cessaire. Cette manière furtive de se placer à la tête de la révolution offensa doublement le peuple, qui jeta de tels cris de fureur, que Casati et ses collègues, pour affermir leur autorité chancelante, furent contraints de publier de suite une adresse aux Lombards, où ils proclamaient (ce que le temps devait prouver être un mensonge) que « tant que durerait la lutte, on ne devait pas soulever de questions sur la destinée à venir de la patrie très-chère à tous. Nous sommes pour le moment appelés à en conquérir l'indépendance : les bons citoyens ne doivent s'occuper que de combattre. *Lorsqu'une victoire complète sera remportée,* c'est alors seulement que *nos destinées seront discutées et fixées par la nation elle-même.* »

Radetzky n'avait plus aucune espérance de succès. Ses troupes avaient été expulsées de tous les points de la ville. Il ne conservait que les bastions et la citadelle. Les Milanais résolurent de prendre l'offensive. Il fallait couper la ligne des bastions : on aurait ainsi séparé les corps qui gardaient les portes. On délibéra s'il convenait mieux de s'étendre également tout autour des murailles, ou de faire ce que les militaires appellent une *pointe.* Cattaneo opina qu'il fallait commencer par délivrer un quartier de la ville, en le choisissant entre les plus peuplés, où les assaillants auraient trouvé des renforts. On choisit le quartier Ticinese, très-peuplé, et s'allongeant, au-delà des murailles, en deux grands faubourgs; maîtres de ce quartier, ils auraient intercepté, à grande distance, les communications de l'ennemi et lui auraient fermé toute retraite. Cattaneo se chargea lui-même de cette entreprise. Il fallut passer sur des barques le fossé intérieur de la ville. De là, les Milanais, pénétrant pour la première fois dans des quartiers occupés jusqu'alors par l'ennemi, les trouvèrent si déserts, désolés et remplis de fumée, qu'au milieu du jour on marchait dans les ténèbres. On n'entendait dans cette morne solitude que le fracas de deux batteries voisines et de la fusillade. Les portes et les fenêtres étaient barricadées. Il y avait quatre jours que la population s'y tenait cachée dans les chambres ou dans les caves; les maisons communiquaient entre elles par des trous pratiqués dans les murs; plusieurs familles étaient

mourantes, faute de vivres. Les Milanais, qui marchaient à l'assaut, durent se faire reconnaître par des cris; sur-le-champ, les portes s'ouvrirent, de toute part sortirent des jeunes gens armés et un nombre infini d'enfants et de femmes tremblantes qui demandaient s'il était vrai que le Dôme avait été détruit de fond en comble par les bombes; ils racontaient en même temps que les Autrichiens avaient, dans ce quartier, tué et brûlé des femmes et des petits enfants; que pour faire peur, ils avaient tiré du bastion le plus proche des balles qui avaient brisé les fenêtres et tué des gens dans leurs appartements.

Cattaneo dirigea les femmes et les enfants vers le centre de la ville. Les femmes robustes marchèrent en poussant devant elles des chars et des carrosses pour s'en faire une barricade mouvante, tandis que les hommes les suivaient en tirant sur les ennemis postés sur le bord du bastion. En s'avançant ainsi, on arriva tout près du grand bâtiment de la douane de Viarenna, où on parvint à pénétrer en perçant un mur et en arrachant les grilles de fer. Cet édifice touchait au bastion. Quelques hommes impatients, contrairement à l'ordre de Cattaneo, commencèrent, par les fenêtres, à faire feu sur l'ennemi. Dans cet intervalle, Cattaneo et Borgo Casati, dont le dessein était de suivre le canal qui, dans cet endroit, passe par-dessous le bastion, de sortir du côté opposé et d'entourer les Autrichiens, trouvaient, avec regret, le passage du canal fermé par la grille en fer, dont les douaniers avaient emporté avec eux les clés en fuyant. Ils cherchaient à ébranler les fortes barres et n'y réussissaient pas; les Autrichiens s'aperçurent de la tentative et firent un feu très-vif; l'entreprise des assaillants semblait ne pas devoir réussir, quand on vit tout à coup le bastion occupé par une autre bande de Milanais, qui, conduits par le citoyen Colombo, avaient, plus au nord, donné l'assaut.

Pendant que cela se passait au nord, Lucien Manara, qui s'était mis à la tête d'une forte colonne de citoyens, accomplissait, dans la partie opposée de la ville, une des plus belles actions de cette journée immortelle. Il avait imaginé de faire entasser et fortement relier de grandes masses de fagots que les citoyens pous-

saient devant eux en les faisant rouler : c'étaient des barricades mobiles qui couvraient parfaitement les assaillants. Ceux-ci purent de la sorte s'avancer sans perte jusque sous la bouche des mousquets et des canons ennemis, à Porta Tosa. Cette porte était défendue par 2,000 Autrichiens, avec six canons. Après une lutte opiniâtre à bout portant, Manara s'emparait de ce poste. Vers le soir, les insurgés de la campagne prenaient de vive force la porte Comasina. On ne pourrait décrire l'allégresse des Milanais pour les succès obtenus, et avec quelle ardeur ils se préparèrent à donner l'assaut, le jour suivant, aux ennemis qui occupaient les bastions, et qui étaient alors coupés en trois corps sans communication entre eux. A l'aube, on devait les attaquer du dedans et du dehors; ils auraient été anéantis par le nombre des assaillants.

Radetzky ne pouvait plus longtemps se soutenir dans la position où il était réduit; les vivres lui manquaient complétement; les munitions commençaient aussi à lui faire défaut; les routes avaient été coupées; des bandes nombreuses, accourues de toutes parts, en gardaient les issues; plus il tardait, plus les obstacles et le nombre de ses ennemis augmentaient. La retraite était devenue inévitable, urgente, s'il ne voulait pas, avant un ou deux jours, être fait prisonnier avec le reste de ses troupes.

La nuit venue, pendant que les citoyens étaient réunis en conseil, on entendit un grand bruit de tambours et un fracas horrible d'artillerie, comme si l'ennemi voulait entreprendre un assaut désespéré. Les Milanais coururent aux barricades; mais les Autrichiens ne se montraient pas. On voyait brûler dans la campagne plusieurs maisons, et, un instant après, on aperçut un grand incendie qui, vers le couchant, derrière les tours de la citadelle, s'élevait épouvantable, immense. Il semblait que l'ennemi avait mis le feu à la citadelle; mais non : Radetzky, ainsi qu'on s'en assura ensuite, faisait brûler une quantité extraordinaire de paille, de chars, d'autres objets, et dans ce bûcher faisait jeter les cadavres de ses soldats, pour ne pas les laisser aux mains des Milanais comme un trophée de victoire; il faisait également jeter et mourir dans les mêmes flammes, fait horrible

mais prouvé, tous les blessés qui eussent empêché sa fuite et tous les prisonniers et les ôtages lombards. Pendant que les lueurs de l'incendie et des canons tenaient les Milanais immobiles derrière les barricades, les colonnes autrichiennes défilaient furtivement des bastions dans la campagne, pour aller se masser derrière la citadelle. Mais un certain nombre de citoyens, s'en étant aperçus, commencèrent à les tirailler; au dehors, les montagnards montaient sur les arbres pour se trouver au niveau des bastions et mieux tirer sur l'ennemi en retraite. Les Autrichiens s'arrêtaient de temps en temps, et répondaient par de vigoureuses décharges. Les soixante cloches de la ville et celles des villages environnants sonnaient à toute volée. Les ténèbres de la nuit étaient éclairées par l'éclat de l'incendie, et çà et là les coups de mousquet éclataient comme des étincelles de feu sur un manteau de deuil.

A l'aube, l'ennemi avait disparu. Les Milanais coururent pleins de joie au château. Ils n'y trouvèrent personne, excepté quelques prisonniers qui s'étaient sauvés en en se cachant. Ils racontèrent que plusieurs de leurs amis avaient été égorgés et brûlés; d'autres avaient été entraînés par les soldats. On ne voyait que des corps mal enterrés ou à demi consumés par les flammes, des membres épars, des fossés pleins de sang. D'après un rapport de Radetzki, il avait eu dans ces cinq jours 4,000 morts; de 400 canonniers, il ne lui en était resté que 5. Les Milanais avaient perdu pendant la lutte 350 morts, parmi lesquels 10 femmes et 20 enfants; de leurs blessés, il mourut au bout de quelques jours 40 femmes, 34 enfants et 600 hommes.

C'est ainsi que se sauvait par la fuite le vieux maréchal, qui par ses menaces barbares de pillage et de bombardement avait réduit un peuple paisible à devenir désespérément vaillant; et sa fuite, acte aussi nécessaire que prudent, qui pour lui était le sacrifice de son orgueil militaire, donne la preuve de son humiliation en même temps que de sa force d'âme.

Ce fut à l'aube du 23 mars, pendant que les Milanais étaient occupés à se réjouir de leur victoire, que le comte Martini put partir pour Turin, où il arriva dans la même journée. La réponse

qu'il apportait n'était pas très-encourageante pour l'ambition de Charles-Albert, qui, ne se voyant pas accepté comme roi des Lombards, ne se serait peut-être pas déterminé pour la guerre, si un autre mobile plus fort ne fût venu l'y engager. Martini lui disait que les Lombards, désormais victorieux et fortement armés, exaltés aussi par le succès, ne tarderaient pas à proclamer la république si une armée piémontaise n'accourait pour les réfréner. Ces paroles firent pâlir Charles-Albert, qui craignait que ses sujets ne fussent enclins à imiter l'exemple des Lombards. L'obtention de la couronne lombarde devint alors pour lui une affaire secondaire en comparaison de la frayeur qu'il avait que la république ne s'introduisît en Italie et mit en danger sa propre couronne. Il se prononça pour la guerre immédiate et sans y être préparé : il accourait en Lombardie comme pour y étouffer un incendie.

Voilà comment, le soir du 23 mars, fut annoncée la guerre au peuple rassemblé sur les places de Turin. Et c'en est assez pour prouver combien se trompent ceux qui croient que la crainte de l'approche d'une armée piémontaise fut la considération qui obligea Radetzki à se retirer à Milan. Il suffit de consulter les dates pour se convaincre que c'est une simple vanterie des partisans du roi sarde : jusqu'au 22 mars, Charles-Albert persista à réprimer chez ses sujets toute tentative pour marcher au secours des Lombards; le même jour, Radetzky était contraint, on a vu comment, de s'éloigner de Milan; la guerre n'était résolue à Turin que le 23 au soir, et ce fut le résultat de la nouvelle de la victoire des Milanais. L'armée autrichienne fut donc vaincue et mise en fuite par le soulèvement de Milan.

CHAPITRE IX.

Réflexions sur la politique de Charles-Albert par rapport à la guerre lombarde. Jugement sur la conduite des chefs du parti national à Milan. Caractère de l'intervention offerte par le gouvernement français.

Si l'on veut, avant de passer outre, s'arrêter un instant à examiner la politique de Charles-Albert, les mobiles qui le poussèrent et le but qu'il assigna à la guerre lombarde, voici, tout bien considéré et sans aucun esprit de parti, quels sont mes sentiments.

L'indépendance de l'Italie était le vœu très-ancien des habitants de la Péninsule ; pour le réaliser, il ne fallait qu'une occasion et qu'un homme : l'occasion parut naître lorsque se manifesta la vaste agitation des peuples suscitée par les grands desseins qu'on attribuait à Pie IX; on espéra que Charles-Albert serait l'homme qu'on attendait. On ne comptait pas sur son amour de la patrie, mais sur son ambition. Ce n'était point par des vues de liberté politique qu'on pouvait l'attirer : le Piémont, pour la cause de la liberté, avait eu à peu près autant de proscriptions à souffrir et de sang à verser que le royaume de Naples. On n'avait même pas l'espoir de ranimer Charles-Albert par des sentiments de gloire et d'indépendance nationales, sentiments qui ne pouvaient entrer dans son cœur. D'ailleurs, ceux qui lui avaient les premiers conseillé dans leurs ouvrages la guerre lombarde, les Gioberti et les Balbo, étaient les premiers aussi à haïr, comme on l'a vu, toute réforme politique. Soit par suite de la connaissance de l'homme auquel ils s'adressaient, soit à cause de leur nature de courtisans, ils avaient présenté leurs idées de telle manière, que délivrer la Lombardie de l'étranger, ce n'était que la conquérir contre l'étranger. Charles-Albert s'était nourri de ces idées ; elles flattaient l'ancienne tradition de sa famille *de descendre en Italie*

à l'aide des siècles et par le Pô. Ces idées satisfaisaient toutes ses tendances, sa rancune contre l'Autriche, son ambition, ses velléités guerrières. Mais pour remplacer la conquête autrichienne par la conquête piémontaise, Charles-Albert aurait dû s'appuyer sur une force, sur une idée, sur un droit divin ou humain supérieurs à ceux qu'avait l'Autriche. Il ne dominait pas l'Autriche par la force. Quant au droit, le traité de Vienne avait mis le roi sarde et l'empereur au même niveau : tous les deux puisaient leur droit à la même source. Est-ce qu'on pouvait se battre au nom de la religion? Le fanatisme n'était plus l'esprit du siècle, et d'ailleurs les Autrichiens n'étaient pas des Sarrasins. On aurait pu invoquer le principe de la nationalité; mais ce ne devait être qu'un leurre, car la nation italienne aurait absorbé le Piémont, et Charles-Albert, cherchant la nation sans vouloir sortir de son royaume, ne savait comprendre qu'une Italie absorbée dans le Piémont. Par où donc saisir l'Autriche? Comment passionner les peuples et les pousser au combat? Restait la liberté. Mais Charles-Albert ne se doutait même pas que la liberté fût nécessaire pour le succès de son entreprise. En réalité, il ne comptait que sur la force de son armée. Il ne lui fallait que vaincre. Délivrés des Autrichiens, les Lombards se seraient regardés comme indépendants. Que pouvait leur importer de savoir à qui le pays appartiendrait? Le sort de l'Italie avait toujours été d'appeler un maître pour en chasser un autre.

Voilà la pensée et les desseins du roi sarde; il en avait fait, par crainte de l'Autriche, un secret d'État; ses confidents, ses ministres les avaient ignorés. Si l'on veut supposer le contraire, si l'on veut croire qu'il ait compris que la liberté seule pouvait ui ouvrir le chemin de la Lombardie, lui qui avait à se faire pardonner vingt-sept ans de règne liberticide, il aurait dû se préparer à l'entreprise qu'il méditait par des démonstrations agréables aux Italiens; il aurait dû, au moins depuis que Pie IX avait relevé les espérances de l'Italie, se gagner l'amour des populations, en administrant son État avec sagesse, en donnant le premier à ses sujets une constitution politique appropriée aux temps et aux mœurs. Au dehors, il aurait dû se montrer fidèle

aux traités sans être esclave de l'Autriche, et ennemi des ennemis de l'Italie par intérêt pour ce pays qui était sa patrie, et non par colère personnelle et par avidité de domination. C'étaient les armes honnêtes avec lesquelles il aurait dû se préparer à la conquête de l'Italie.

Au contraire, il avait proscrit, emprisonné, répandu du sang pour ce seul cri : *Vive Pie IX!* proféré par ses sujets; il avait refusé d'accueillir les députations qui s'étaient chargées de lui demander des réformes; il avait, par son silence et son air irrité, éloigné de l'esprit de ses peuples toute confiance en lui; il avait laissé le roi de Naples le précéder dans la concession d'une constitution à son peuple; puis, comme il le prenait pour modèle, il avait aussi accordé une misérable constitution. Il avait trop combattu la liberté pour faire croire à ses promesses libérales, trop foulé aux pieds des engagements pris pour mériter qu'on se reposât sur sa bonne foi, trop manifesté d'ambition pour laisser admettre en lui aucune idée généreuse d'indépendance nationale. Le soulèvement de Milan éclate; il reste étonné que les Lombards le préviennent et cherchent à se délivrer par eux-mêmes. Néanmoins, Radetzky est encore puissant, et les probabilités de la victoire sont de son côté. Charles-Albert hésite. Il ne cesse pas d'envoyer à l'Autriche des paroles amicales, refuse des armes et le passage de la frontière aux volontaires de Turin et de Gênes, veut faire arrêter et désarmer sur le lac Majeur François Simonetta, lombard, qui, avec une petite troupe de Lombards, vient de la Suisse pour entrer en Lombardie, sa patrie, et y défendre sa famille. Le 20 mars, la mitraille et les bombes répandent encore à Milan la mort et l'incendie : Charles-Albert le sait et hésite toujours. La victoire penche pour les citoyens, et il craint alors que la grande proie ne lui échappe. Avant de se résoudre à la guerre, il veut s'assurer que cette proie lui appartient, et il charge le comte Martini de se rendre à Milan et de marchander son secours. Ces négociations, que les Piémontais et le peuple de Milan ignorent, sont l'objet de conférences privées et secrètes. Martini revient avec la nouvelle de la défaite de Radetzky : en vue de l'impossibilité de temporiser plus longtemps,

et lorsqu'une hostilité déclarée contre l'Autriche n'offre plus de danger et laisse entrevoir au contraire une récompense, Charles-Albert signe enfin, le 23 mars au soir, la proclamation de guerre.

C'est en vain qu'on a cherché à prouver que la conduite de ce roi a été sage, en disant que c'était chose bien grave que d'envahir des provinces autrichiennes sans aucune provocation directe de cette puissance. Il fallait au moins trouver, disent-ils, un prétexte, puisque la cause véritable n'était pas avouable, surtout au point de vue international. Que Charles-Albert prît les armes parce qu'il ne voulait plus que l'Autriche possédât un pouce de terrain en Italie, c'était une résolution révolutionnaire qu'il ne pouvait convenir à un roi légitime de proclamer tout haut. Le prétexte qu'il voulait, c'était que les Milanais l'appelassent à leur secours. Il fallait donc attendre; il fallait voir si l'insurrection milanaise ne serait pas une échauffourée sans lendemain; il fallait enfin avoir l'air d'écouter les conseils des ambassadeurs, qui, sans excepter celui de la France républicaine, recommandaient tous à Charles-Albert de rester neutre dans la querelle de l'Autriche avec ses sujets lombards.

Si Charles-Albert ne pouvait envahir la Lombardie sans avoir un prétexte tel que l'appel direct des Lombards, ce prétexte il l'avait déjà après la demande de secours adressée par les Milanais avec leurs ballons à tous les peuples et à tous les princes de l'Italie, et surtout après l'invitation formelle d'intervention que le comte Martini venait de lui faire à Turin. Cependant, tout cela ne suffit pas au roi sarde : il mit son intervention en Lombardie au prix de la reddition du pays. Or, profiter du soulèvement d'un État voisin avec lequel vous êtes en paix, pour provoquer les révoltés à vous reconnaître comme leur maître, et à cette condition marcher avec une armée pour les aider à chasser leur ancien maître en vertu des traités, ce n'est pas rechercher un prétexte au moins plausible, c'est un acte révolutionnaire au premier chef. Au point de vue international, les Milanais, eussent-ils été cent fois vainqueurs de Radetzky, ne cessaient pas d'être un peuple rebelle, et un prince étranger ne pouvait jamais légitimement accepter d'eux la couronne.

On pourrait m'opposer que si Charles-Albert voulait être immédiatement récompensé, il entendait du moins bien mériter la récompense; que ce fut lui qui prononça le premier ce mot fameux : *L'Italie fera par elle-même.* Cependant, ce mot ne fut pas l'expression d'un sentiment national. Celui qui, comme moi, n'a pas de vertus à méconnaître, ni de fautes à pallier, mais la vérité à rechercher, n'hésitera pas à se convaincre que Charles-Albert, insensible au carnage de Milan, et mettant son secours au prix de la reddition du pays, après qu'il eut reçu, le 23 mars au soir, une réponse du comte Martini contraire à ses désirs, aurait peut-être laissé soulever Turin avant de publier son manifeste de guerre, si un autre mobile puissant ne fût venu précipiter sa détermination. Martini venait de l'épouvanter en lui disant nettement que Milan, abandonnée à elle-même, proclamerait probablement la république. D'un autre côté, la France venait aussi de l'épouvanter par l'offre d'une armée prête à passer les Alpes pour prendre part à la guerre. Charles-Albert voulait séparer sa cause de celle de la république française. Il n'avait d'autres partisans en Lombardie que les patriciens, auxquels la nouvelle de la fuite de Louis-Philippe et de Metternich était arrivée comme une menace; il fallait donc qu'il les rassurât et les soutînt bien vite, s'il ne voulait n'avoir en Lombardie que des ennemis. Tout annonçait un soulèvement général de l'Europe entière. Il appartenait à Charles-Albert de soutenir, au moins en Italie, le principe monarchique qui s'ébranlait de tous côtés. L'État lombard-vénitien avait secoué le joug de l'Autriche; arbitre de ses destinées, il pouvait se contenter de la conquête de son indépendance; mais il pouvait aussi aller trop loin dans le chemin de la liberté. Manin avait sans doute proclamé à Venise la république avec l'espoir de se gagner la sympathie des Français; les Lombards avaient aussi les yeux et le cœur tournés vers la France : Charles-Albert avait donc hâte de prévenir en Italie les influences françaises. Il ne s'était point empressé de reconnaître officiellement la république française. En s'élançant seul dans la Lombardie, il y aurait pesé sur les opinions des peuples de la force de son armée; vainqueur, il aurait doublé son royaume;

vaincu, il aurait rendu à l'Autriche le pays occupé, et il en aurait été remercié pour l'avoir au moins sauvé de la contagion et de la puissance de la France; enfin, en rentrant fatigué dans ses États, il y aurait trouvé un trône pour se délasser. De toute manière, il valait mieux périr par la main de la despotique Autriche, que d'avoir l'air de se sauver par les secours de la France républicaine. Voilà l'explication du mot fatal : *L'Italie fera par elle-même.*

Ce fut par ces motifs que Charles-Albert mit pour un instant de côté ses calculs ambitieux, et en deux heures se décida pour la guerre. Il attesta, et c'était vrai, dans une dépêche à toutes les cours d'Europe, qu'en envahissant la Lombardie il ne voulait qu'empêcher la proclamation de la république. Le ministre Pareto, écrivant à Abercromby, envoyé d'Angleterre à Turin, s'exprimait ainsi : « Assurer la conservation de sa propre existence, c'est pour tout État le premier des devoirs et des droits.... Tout conspire à maintenir dans les provinces et dans la capitale une agitation propre à faire craindre qu'il puisse en sortir d'un instant à l'autre une révolution qui mettrait le trône en grand danger, parce qu'on ne peut se dissimuler, après les événements de France, que le péril d'une proclamation de la république en Lombardie ne soit pas imminent.... Telle est la position du Piémont, qu'un mouvement semblable ne tarderait pas à s'y manifester. Le roi se voit donc obligé de prendre des mesures pour empêcher que le soulèvement lombard ne prenne un caractère républicain et pour éloigner du Piémont et de toute l'Italie les catastrophes qui seraient la conséquence de l'introduction chez nous de cette forme de gouvernement. » Abercromby, de son côté, écrivait à lord Palmerston : « Le péril de la monarchie sarde s'est présenté comme si imminent aux yeux des ministres, *qu'ils ont été contraints* d'accéder aux demandes de secours faites par les chefs de l'insurrection milanaise. Le cabinet sarde actuel a été ainsi *forcé* d'adopter une ligne politique *qu'il n'aurait jamais suivie spontanément.* »

On commençait déjà par ces rapports à fausser aux yeux des puissances étrangères le caractère des événements d'Italie. Aussi

ne faut-il pas s'étonner si l'opinion du monde se montre encore si aveugle et si erronée à l'égard de tout ce qui concerne cette contrée. L'existence des États est représentée comme en danger; les peuples s'élancent après de dangereuses folies, menacent les trônes, bouleversent la société; un roi, qui convoite une conquête, s'arme pour sauver l'humanité. Cependant, la crainte de voir paraître une république en Italie ne pouvait émouvoir l'esprit de personne : le roi et les patriciens lombards ne faisaient, en réalité, qu'exploiter cette crainte pour arriver à d'autres buts. Je ne veux pas nier qu'il n'y eût des républicains en Italie, et il ne faut pas aller en rechercher l'origine dans les menées mazziniennes. « Toutes les institutions, dit sagement un historien italien, ont depuis trois mille ans une racine républicaine en Italie... Rome, l'Étrurie, la grande Grèce, la Ligue de Pontide, Venise, Gênes, Naples, Amalfi, Florence et Pise obtinrent gloire et puissance du principe républicain... Le mot de république se relève sur chaque page de l'histoire d'Italie, se mêle aux souvenirs du patriciat et de l'Église, réside dans les traditions des populations les plus distinctes. Acclamer la république dans les vallées de Bergamo ou du Catore, ce n'est pas une chose moins naturelle que de crier : *Vive le roi!* dans la Vendée. » Néanmoins, il faut reconnaître que la proclamation de la république en Italie en 1848 aurait renversé de fond en comble tout le système de modération adopté par la grande majorité des Italiens, qui ne trouvaient possibles la liberté et la nationalité qu'en les recevant de la main de leurs princes. Par conséquent, si une telle tentative eût eu lieu, elle n'aurait été l'œuvre que d'une minorité imperceptible. Cette minorité n'avait jamais jusqu'alors levé un peu la tête, qu'elle ne fût appelée factieuse; en un mot, il n'y avait pas en Italie de république possible. Quel soupçon d'un mouvement républicain pouvait-on avoir dans le Piémont, où pendant de longues années un peuple essentiellement monarchique, et aussi plein de valeur militaire que dépourvu de courage civique, n'avait pas même osé demander par suppliques des réformes constitutionnelles? Quant à Venise, Manin, en proclamant la république, avait déclaré qu'on renoncerait à cette forme de

gouvernement si elle se trouvait incompatible avec le bien-être général de l'Italie. Une modération si louable avait été surpassée par les chefs du parti national à Milan, qui avaient dirigé le soulèvement : Cattaneo avait annoncé aux patriciens que le temps de la politique n'était pas encore arrivé ; qu'il avait empêché de prononcer le mot de *république;* qu'on s'abstînt également de prononcer celui de *monarchie;* qu'il fallait d'abord expulser l'ennemi ; qu'après la victoire, on consulterait la nation, afin qu'elle donnât son avis. Où existait donc ce besoin si pressant d'exorciser un fantôme qui protestait ne vouloir pas se montrer ? Ce qu'il y avait de vrai, le voici : les chefs du parti national lombard cherchaient à échapper aux mains de leur nouveau maître; et Charles-Albert, qui pour faire pencher la balance de son côté, allait y jeter le poids de son épée, avait besoin de justifier son entreprise vis-à-vis des puissances étrangères en faisant passer pour des républicains furieux ceux qui n'étaient réellement que peu disposés à se reconnaître ses sujets.

Quelques écrivains ont avoué qu'il n'est pas douteux que Charles-Albert se hâta trop de mettre au grand jour son ambition, mais que cela importait peu, puisque la seule chance de salut pour les provinces autrichiennes était précisément de se réunir au Piémont. Charles-Albert était seul assez près, disent-ils, pour arriver à temps et empêcher que la défaite momentanée de Radetzky ne se transformât bientôt en une sanglante victoire. Il fallait donc à tout prix acheter son intervention. Le prix réclamé fût-il hors de proportion avec le service rendu, la question, pour les Lombards, n'était pas là : elle était de savoir, puisqu'ils n'avaient aucune force militaire organisée et suffisante pour faire respecter leur autonomie, s'il leur valait mieux être sujets de l'empereur d'Autriche que sujets du roi du Piémont. Ils auraient dû comprendre que l'abnégation absolue est de toutes les vertus la plus rare. Le royaume de la haute Italie, tel était l'intérêt évident des provinces lombardes, comme du Piémont et de la Vénétie. Or, quel en pouvait être le roi, si ce n'était le vainqueur de l'Autriche?

Ceux qui parlent ainsi oublient plusieurs choses, et la pre-

mière c'est que Charles-Albert demandait la couronne de fer avant qu'il eût tiré son épée. Cette demande était d'autant plus odieuse, qu'elle était faite mal à propos. Personne n'aurait refusé d'obéir au vainqueur de l'Autriche. « Qu'il triomphe, disait Cattaneo, et il pourra compter sur notre gratitude; mais doit-il maintenant exiger de nous le prix d'un service qu'il ne nous a pas encore rendu? » Et dans une autre occasion, il ajoutait: « Nous faisons jour et nuit retentir les cloches pour appeler à notre aide tous les peuples et tous les princes italiens, surtout ceux du vaillant Piémont. Si Charles-Albert vient généreusement nous aider, il se gagnera l'amour des hommes *de toutes les opinions*. La reconnaissance seule pourra nous faire oublier la république et nous réunir dans une seule volonté. » Enfin, il expliquait plus nettement sa pensée en s'écriant : « A quoi servirait cette reddition prématurée du pays? Si Charles-Albert triomphe, nous tous proclamons à haute voix vouloir le reconnaître et l'acclamer comme notre roi; s'il succombe, le pays ne lui appartiendra jamais, même alors que nous le lui aurions donné cent fois. »

Après cela, qu'on aille chercher dans les couvents les exemples d'une abnégation absolue! Si les Milanais avaient été capables de cette résignation, ils n'auraient pas eu l'énergie de se soulever et de combattre seuls et sans armes une armée de 20,000 Autrichiens qui avaient 200 canons. Il faut au moins se trouver maître de sa propre maison et de sa propre volonté, pour sentir qu'on est quelque chose. Et dans quel moment exige-t-on des Milanais cet effacement de leur individualité? Au moment où ils combattent sur les barricades. C'est au milieu de cette excitation des esprits, dans l'ivresse de la lutte et de la victoire, c'est alors qu'on va leur dire : *Avouez votre impuissance; faites une abdication de vous-mêmes; pour vous sauver, il vous faut accepter un maître*. Et cette abdication doit avoir lieu sans réserve, purement et simplement; c'est se rendre à discrétion. « Si vous voulez faire des conditions avec Charles-Albert, ce n'en est pas le moment, disait Cattaneo aux patriciens milanais: vous seriez comme le pauvre à la porte de l'usurier. Si vous voulez vous

donner sans condition, ce sera la plus grande imprudence. Dites-moi : avez-vous été contents de vous être donnés, en 1814, à la maison d'Autriche? » Et comme on voulut lui répondre que la maison d'Autriche était étrangère, le philosophe ajouta : « Oui, étrangère; mais alors vous n'y avez pas pris garde, de même que maintenant vous ne prenez pas garde à plusieurs choses. Messieurs, les familles royales sont toutes étrangères. »

Enfin, avec quelle armée Charles-Albert allait-il affronter l'Autriche? Au moment d'entrer en campagne, on découvrait que cette armée manquait de tout. Elle manquait d'armes, de munitions, de bagages, de chevaux, de fourgons, de trains d'artillerie, d'objets de campement, en un mot de tout ce qu'il faut à un soldat qui va à la guerre. Quand on arriva en Lombardie, on s'aperçut qu'on avait négligé d'apporter une carte topographique de cette terre inconnue. L'état-major était ignorant, les généraux presque tous incapables, ayant vieilli dans les exploits militaires de la police. C'était tout au plus si quelques-uns d'entre eux avaient deux ou trois ans de service effectif dans l'armée française au temps de l'empire. Le statut ayant enlevé aux militaires les magistratures civiles, la plupart des officiers supérieurs, qui avaient cessé d'être commandants et gouverneurs de province, haïssaient les réformes et la guerre. On voyait dans cette armée, qui allait combattre pour la liberté italienne, un des fils de don Carlos, capitaine de la réaction espagnole; le général qui avait le premier l'ordre de passer le Tessin au nom de la liberté et de l'indépendance, était Passalacqua, qui n'aurait jamais voulu être libre ni indépendant; à la tête de l'armée se trouvait Charles-Albert, qui, comme roi, n'avait pas de responsabilité, et, comme général, ne connaissait rien à la guerre. C'était avec raison que Cattaneo s'écriait que le concours de tous les peuples et des princes italiens n'aurait pas été de trop; et il laissait échapper cette triste prophétie : « Si nous commençons par nous donner au Piémont, nous ne pourrons plus avoir avec nous les autres États italiens. » On lui opposait que les autres États n'avaient pas d'armée. La Toscane et la Romagne s'armaient; les Lombards s'organisaient en corps réguliers; le roi de Naples avait plus de

soldats que le Piémont, et ils étaient surtout mieux disciplinés et mieux commandés. Nous verrons plus tard qu'une des causes qui éloignèrent les autres princes italiens de la guerre lombarde, ce fut la jalousie de l'agrandissement d'État auquel le roi sarde songeait, mêlée à la crainte de l'entendre toujours parler *de sa couronne italienne et de son royaume d'Italie*. La même cause attiédit l'ardeur de toute la jeunesse italienne. Charles-Albert, qui refusait les secours de la France et qui détournait ceux des autres princes italiens, décrivait tout autour de son armée, avec son épée, que son ambition seule lui faisait tirer, un cercle dans lequel il la condamnait à se maintenir et à tomber seule.

D'ailleurs, ce n'est pas la faute de l'Italie si l'esprit municipal y prédomine; elle fut partagée en cent républiques militaires avant les temps de Rome; engloutie par Rome, elle n'acquit pas pour cela l'unité, puisque les Romains, en respectant l'autonomie de tant d'États, et en leur laissant leurs lois et leurs magistratures propres, sous le titre de municipes, de confédérations et de colonies, tinrent l'Italie soumise et démembrée. Le droit de citoyen romain, malgré la guerre italique, ne fut pas accordé aux Italiens. Rome, maîtresse du monde, ne fut qu'un municipe. Cet état se continua pendant tout le temps des empereurs et pendant tout le moyen âge; il s'est conservé et dure encore, et l'on ne doit pas le regarder comme un grand mal. La fédération a ses avantages, comme l'unité a les siens; les avantages de l'unité consistent dans la plus grande force matérielle de l'État, ce qui est aussi un aide pour le despotisme; les avantages de la fédération consistent dans une plus grande garantie de la civilisation et de la liberté. Quoi qu'il en soit, l'unité, la véritable unité, celle des esprits, existait déjà en Italie : tous ne voulaient que liberté et indépendance. Après tout, l'Italie est ce qu'elle est, et non ce qu'on peut imaginer qu'elle doit être. Dans un moment de dangers pour la patrie commune, il fallait habilement profiter des éléments qui se présentaient, et laisser au temps le soin de faire le reste. On ne relève pas un État en voulant changer les mœurs et déplacer les circonstances; oser le tenter, c'est se condamner à mourir sur un bûcher, comme Savonarole. Il faut ac-

cepter les faits tels qu'ils sont; il faut souvent chercher le bien dans l'excès du mal, et s'armer même des vices pour les faire concourir au salut public. Au contraire, tous les éléments qu'on avait sous la main en Lombardie furent froissés, foulés, pour les remplacer rudement par d'autres qui n'avaient de racine ni dans l'opinion ni dans les mœurs des populations. Les Lombards et les Vénitiens, qui avaient tant osé, auraient osé encore davantage pour rester Lombards et Vénitiens, mais n'auraient rien fait pour devenir Piémontais.

Les chefs du parti national agirent avec modération, et dans les circonstances où se trouvait leur patrie, firent tout ce qu'on pouvait attendre de plus raisonnable. Ils contribuèrent à donner unité, vigueur et légalité au mouvement du peuple. Ils déjouèrent deux fois cette tentative d'armistice qui, attiédissant l'ardeur de la jeunesse, aurait permis à l'ennemi de se remettre. Substituer la ligue italienne à la reddition piémontaise, c'était appeler sur-le-champ les peuples et les princes de l'Italie tout entière, et ne pas se trouver confié à la fortune et à l'arbitraire d'un seul. Différer la question de l'ordre politique à donner à l'Italie, jusqu'à ce que l'ennemi fût complétement vaincu, c'était maintenir l'accord entre tous les partis, au moins jusqu'après la victoire. Si des discordes intestines devaient un jour éclater, elles auraient été moins dangereuses après l'expulsion de l'étranger, qu'elles ne devaient l'être alors que celui-ci se trouvait encore fort et menaçant dans le pays. Enfin, remettre les destinées à venir de l'Italie à la décision d'un congrès national, c'était concilier le vœu pour l'indépendance avec le respect dû à la liberté : dans un congrès de tous les princes italiens, chacun d'eux servant de frein au caprice de l'autre, la liberté de tous aurait été favorisée; et les intérêts de l'Italie formant l'objet d'une grave et solennelle délibération, le peuple en aurait été éclairé, et l'on serait arrivé à une conclusion sage et durable. En un mot, ceux qui s'opposèrent à l'ambition du roi sarde firent pour le triomphe de la cause nationale autant qu'il fit pour la ruiner.

Cattaneo et ses amis, qui furent accusés d'emportements démagogiques, donnèrent la preuve d'une grande longanimité, qui

les fit également accuser par d'autres. Il n'aurait pas été difficile à Cattaneo d'imiter Manin, qui se déclarait maître de l'arsenal et emprisonnait l'amiral Martini. Assuré de l'appui de la majorité des Lombards, Cattaneo, qui avait méconnu l'autorité de Casati lorsqu'il avait écrit d'un trait de plume les noms des membres du conseil de guerre, aurait pu écrire aussi franchement les noms des membres du gouvernement provisoire, intimant à Casati et à ses collègues l'ordre de rentrer dans leurs palais. Qu'aurait-il eu à craindre dans ce moment-là des patriciens et de Charles-Albert? Celui-ci aurait-il pu violemment occuper Milan ou du moins abandonner la guerre? Le roi sarde n'aurait jamais osé remplacer Radetzky et reprendre le siége de Milan. S'il l'eût voulu, ou s'il eût simplement voulu renoncer à la guerre, l'aurait-il pu, ayant derrière lui tout son peuple qui le poussait à entrer en Lombardie, et qui se serait soulevé s'il eût tardé encore une heure à se déclarer prêt à combattre contre l'étranger? Charles-Albert aurait donc été contraint à n'être plus qu'un membre de la ligue italienne. Et si l'on veut dire que, dans ce cas, il aurait fait froidement la guerre contre l'Autriche, personne n'ignore que quoiqu'il ait obtenu plus tard la reddition de la Lombardie, il ne s'en comporta pas mieux. D'ailleurs, si Charles-Albert s'est élancé dans cette guerre avec l'ambition d'un roi, je ne veux pas par ces réflexions lui enlever la gloire qui lui appartient d'avoir succombé en homme d'honneur; je ne veux non plus rien diminuer des éloges dus à Cattaneo, excellent citoyen, grand Italien, mais philosophe plus qu'homme d'action, et, comme lui-même l'avoue, *transporté au-delà de la ligne en-deçà de laquelle seulement ses forces lui permettaient de servir sa patrie* (1).

(1) D'après cela, on peut comprendre quelle différence il existe entre les deux époques de 1848 et de 1859.

Il manquait à l'Italie, en 1848, un homme qui, par le prestige de son grand nom, attirât à lui la faveur de l'opinion publique. Charles-Albert n'avait été proposé comme le champion de la cause italienne que dans les écrits de quelques courtisans. Ce choix n'était pas sanctionné par le vœu populaire. Charles-Albert était connu comme celui qui, en 1821, avait trahi l'Italie; le grenadier du Trocadero en Espagne, ne pouvait se faire passer pour le soldat de la liberté en Lombardie. Ensuite, il avait gouverné au gré des Jésuites et de l'Autriche; il avait fait répandre par faiblesse autant de sang que le roi de Naples en avait répandu par

On pourrait s'étonner que le gouvernement français de cette époque ait trouvé un obstacle à intervenir en Italie dans ce mot de Charles-Albert : *L'Italie fera par elle-même*. En vérité, ce

cruauté. Tout le monde acclame le nom de Pie IX : ceux qui le prononcent à Turin sont foulés aux pieds de la cavalerie. Ces soldats qui égorgent aujourd'hui ceux qui crient : *Vive l'Italie!* doivent être appelés, un mois plus tard, les libérateurs de l'Italie. Une constitution difforme n'est arrachée que par le peuple soulevé; les Milanais combattent contre les Autrichiens, et l'on arrête en Piémont les citoyens qui veulent courir en aide à leurs frères. L'insurrection triomphe à Milan, et Charles-Albert entre dans la Lombardie avec une armée qui n'est ni préparée à combattre ni destinée à vaincre. A Lodi, il parle d'indépendance aux Lombards; à Milan, il exige leur soumission à son empire; sur le Mincio, il veut se partager l'Italie avec l'Autriche; à l'Europe, il fait entendre qu'il ne vise qu'à étouffer la démagogie italienne, prête à proclamer la république.

En 1859, Victor-Emmanuel est connu par la valeur déployée en combattant contre les ennemis de l'Italie dans la campagne de 1848. Après la catastrophe de Novare, lorsque les patriotes craignent et que les rétrogrades attendent de lui une réaction anti-libérale favorisée par les circonstances, il confirme la constitution par son serment. Il la soutient et la défend pendant dix ans contre les menées des partis extrêmes à l'intérieur et contre la pression de l'Autriche. La république française tombe aux pieds de l'empire; les institutions libérales restent debout en Piémont. Le Piémont, la Suisse et la Belgique forment trois petits coins de terre où la liberté trouve un abri contre l'asservissement qui envahit le continent européen. La croix de Savoie brille toujours au milieu du drapeau tricolore, signe de ralliement pour tous les partis dans le grand but de la liberté et de l'indépendance nationale. Les Italiens reconnaissent leur rédempteur.

Charles-Albert, ne jouissant point de la sympathie et peu confiant dans la gratitude des peuples italiens, met le secours de ses armes au prix de l'annexion au Piémont des pays qu'il aurait arrachés à l'Autriche. La question italienne tourne à une question dynastique. Pour être citoyen italien, il faut se déclarer sujet piémontais.

Victor-Emmanuel se jette, sans conditions, sur les champs de la Lombardie; et pour avoir dit qu'il n'est que le premier soldat de l'indépendance italienne, il est acclamé partout roi de l'Italie.

En 1848, les deux partis des modérés et des exaltés se trouvaient en présence. Charles-Albert, en se hâtant de manifester son désir d'étendre sa domination sur toute l'Italie, épouvanta également les deux partis, et ceux qui, n'espérant que dans la force du peuple, se défiaient des princes et beaucoup plus de lui, et ceux qui voyaient détruit par l'ambition du roi sarde cet accord entre les peuples et les princes italiens, sur lesquels ils fondaient leurs espérances. Charles-Albert se trouva seul à combattre contre l'Autriche.

En 1859, l'aveugle confiance des Italiens dans le patriotisme de leurs princes est tombée dans tous les coins de la Péninsule. Ce n'est plus par eux, mais c'est malgré eux qu'on espère atteindre le but de la liberté et de l'indépendance de la patrie. Tous les yeux sont tournés vers Victor-Emmanuel. Personne ne doute que l'ambition ne soit le plus fort de ses mobiles; mais on ne s'offense pas d'une ambition qui s'identifie avec les intérêts de la nation. Les exaltés, qui avaient autrefois repoussé l'immixtion des princes dans la cause nationale, sont aujourd'hui les premiers à se ranger dans le parti d'un roi qui se met au service du peuple. Tous les partis disparaissent, toutes les forces de la nation se trouvent réunies.

mot tombé au milieu de l'Italie dans un moment de fièvre et d'orgueil national, devint la devise de tout le peuple. L'ambassadeur français à Turin écrivait à M. de Lamartine la dépêche suivante : « Le caractère essentiel du mouvement qui agite l'Italie, ce qui le distingue profondément de tous les précédents, c'est qu'il veut par-dessus tout *rester italien*. Chaque parti se croit appelé à le gouverner et à concentrer dans un effort suprême les efforts épars qui, abandonnés à eux-mêmes, seraient inféconds; mais il n'y en a aucun *qui veuille substituer la France à l'Autriche*. Il faut qu'on le sache bien en France, si l'armée de la république passait les Alpes sans être appelée par les événements, les intérêts et les désirs, l'autorité de la France et les idées françaises seraient pour longtemps perdues en Italie. Dans toute l'Italie septentrionale, à Florence, à Rome, à Naples, partout enfin, à l'exception de quelques cercles républicains de Milan, on ne veut le secours militaire de la France que le jour où il sera prouvé par une grande défaite que l'Italie seule est impuissante à chasser les Autrichiens au-delà des Alpes. »

Sans doute, toute la Péninsule était en flammes; on désirait avant tout rester Italiens; on n'aurait pas toléré que la France se substituât à l'Autriche; mais tout cela ne voulait pas dire autre chose sinon que le mouvement italien était national. Les Italiens ne se seraient pas offensés d'une intervention française dans le but d'aider le triomphe de leur cause, mais seulement d'une armée qui serait descendue des Alpes pour s'emparer du pays sous le prétexte de le délivrer, ce qui n'aurait pas été un exemple nouveau. Les armes de la France étaient désirées dans la Lombardie, non *par quelque cercle républicain,* mais par ce comité qui représentait alors l'opinion de la majorité dans le pays. Venise proclamait la république, en se flattant de plaire au gouvernement français. Cependant, ce gouvernement refusait de reconnaître la république vénitienne. Manin demandait quelques navires dans l'Adriatique, dussent-ils même ne s'y montrer qu'en gardant le rôle de neutralité; ils auraient couvert Venise du côté de la mer : la France refusait cette faveur. Manin cherchait enfin à obtenir que le gouvernement provisoire de Paris lui

vendît des fusils et des bateaux à vapeur : on lui refusait tout. La France offrait à Charles-Albert le secours d'une armée, ce qui laissait supposer qu'elle voulait soutenir la cause italienne: la France abandonnait Venise à elle-même, et refusait de reconnaître le drapeau italien.

Il n'est plus besoin d'hypothèses pour expliquer cette énigme depuis que M. de Lamartine nous en a donné la clé dans ses ouvrages dernièrement imprimés. Le roi sarde, dit-il, nous demandait instamment un mot de consentement et d'encouragement à la guerre. Le gouvernement provisoire refusa de prononcer ce mot *avec une inflexible réserve et une grande probité politique.* La république française voulait être *pure de toute faute* de provocation à la guerre. Elle ne s'expliqua pas, parce qu'elle ne le devait pas; mais elle prévit et se prépara. Elle prévit que le roi de Piémont rencontrerait en Lombardie des succès ou des revers : dans tous les cas, la France était intéressée à agir. Une armée de 60,000 hommes se trouvait sur les Alpcs, prête à l'action. Si le roi de Piémont chassait les Autrichiens et réunissait à ses États tout le nord de l'Italie, la France *n'aurait pas toléré qu'à ses portes une puissance de second ordre se transformât de suite en grande puissance :* ce nouveau royaume d'Italie aurait touché presque aux portes de Lyon. Dans le cas d'une ligue avec l'Autriche, ce royaume aurait renversé entièrement les conditions défensives de la France, et alors la France *aurait mis la main sur deux gages : Nice et la Savoie.* Si le Piémont était vaincu, si une armée autrichienne voulait amoindrir ce royaume et occuper ses forteresses, qui sont indirectement celles de la France, les Français, *pour protéger leur sûreté et leur légitime influence sur un pays faible et limitrophe,* devaient descendre en Piémont sous forme de médiation armée. L'Italie entière se remettrait de sa déroute derrière la protection de l'armée française; l'armée autrichienne s'arrêterait pour traiter; l'Europe tremblerait et accourrait au quartier général pour s'interposer; on ouvrirait les conférences; *la légitime influence de la France* dans les États italiens augmenterait; la Lombardie et Venise obtiendraient *une existence politique semi-nationale* garantie *par le patronage col-*

lectif de la France et de l'Angleterre, *fondement de l'indépendance de l'Italie.*

Voilà les projets de M. de Lamartine, qui devait, bien à raison, appeler plus tard l'Italie *la terre des morts,* puisque les républicains italiens avaient mis en lui leur confiance : idées d'influence et de protectorat, crainte d'une Italie réunie, desseins d'occupation et de démembrement de ses provinces. On voit clairement, après cela, que ce ne fut pas le grand mot de Charles-Albert qui ferma le passage des Alpes à l'armée française. Il serait étrange que ce mot eût arrêté la France, si elle eût vu dans l'intervention en Italie cet intérêt direct qu'elle y aurait dû voir. Il faut reconnaître plutôt que les renseignements donnés par l'ambassadeur français dérangèrent les desseins politiques des membres du gouvernement provisoire sur l'Italie. Un mouvement qui voulait *rester italien,* un peuple qui ne voulait pas *substituer la France à l'Autriche, les idées françaises* compromises en Italie si une armée républicaine passait les Alpes, il n'en fallait pas davantage pour déterminer M. de Lamartine à abandonner à lui-même un pays indocile qui avait la prétention de vouloir s'appartenir. On devait donc attendre un succès ou un revers de Charles-Albert, pour en profiter, soit en occupant Nice et la Savoie, soit pour réduire l'Italie à être une *demi-nation* sous le protectorat de la France et de l'Angleterre : voilà une nouvelle signification donnée au mot d'indépendance italienne. La fraternité n'existe qu'entre les princes, quand il s'agit de renverser la liberté; les nations doivent se mouvoir seules dans une cause qui les intéresse toutes; chacune d'elles se suffit; sortir de ce salutaire égoïsme, se donner la main pour se soutenir ensemble, reconnaître que les peuples ne triomphent qu'en se réunissant, cela aurait été, pour M. de Lamartine, manquer *à toute probité politique.*

Bientôt le gouvernement de la république française passa en d'autres mains; on fit retour au respect des traités de 1815, que quelques mois auparavant la France avait enfreints avec une audace qu'elle cherchait alors à se faire pardonner. On eut peur de susciter une guerre en Europe; la république française con-

tinua, selon l'esprit de M. de Lamartine, à se maintenir *pure*. Ceux qui, dans l'assemblée constituante, voulaient agir sans retard, furent vaincus par ceux qui trouvaient plus sage d'asseoir définitivement la république à l'intérieur, et *de rayonner ensuite au dehors par la propagande de l'exemple*. Contrairement à cette idée de propagande, l'exemple de s'affranchir avait été donné cette fois par l'Italie à la France, et les Italiens, se trouvant en face de leur ennemi, avaient besoin d'armes généreuses et non de principes hypocrites. Quoi qu'il en soit, et quel que puisse être le jugement du monde, il est certain que la France, qui n'intervenait pas en Italie en 1848, à l'avantage de tous, se condamnait à y intervenir un an plus tard, au dommage de tous.

CHAPITRE X.

Les Napolitains se plaignent du statut et du gouvernement. Le ministre Bozzelli favorise l'anarchie pour arriver à une réaction anti-libérale. État de la Sicile. Les Siciliens refusent les concessions que le roi leur accorde, et aussi les concessions plus larges que lord Minto leur apporte. Armistice conclu à Palerme. Contre-propositions des Siciliens, que le roi rejette. Caractère et conduite de lord Minto. Les Siciliens convoquent le Parlement pour le 25 mars. En attendant, l'anarchie augmente à Naples. Menées des réactionnaires; inaction de Bozzelli; conduite des autres ministres. Les Jésuites sont violemment chassés de Naples par le peuple. Le ministre Saliceti est obligé de donner sa démission. Efforts des patriotes sincères pour rétablir l'ordre; ils sont déjoués par Bozzelli. Politique ambiguë de Ferdinand; son libéralisme. Le peuple veut qu'on prenne part à la guerre de Lombardie; Bozzelli s'y oppose. Il est obligé de se retirer du ministère. Nouveau ministère du 3 avril; son programme. Départ pour la Lombardie des volontaires et d'un régiment de ligne. Conduite du roi dans cette occasion. Proclamation du 7 avril adressée par Ferdinand à ses sujets.

Voyons dans quelles conditions se trouvaient les États italiens au moment où Charles-Albert s'aventurait dans la guerre lombarde; nous saurons quelle aide il pouvait attendre des autres princes.

Les Napolitains, après la publication du statut, le 10 février, ne tardèrent pas à montrer qu'ils en étaient peu satisfaits. On murmura contre le cens trop élevé, qui faisait de la législature un privilége des riches; on murmura contre la pairie. On ne peut se faire une idée de l'inopportunité de cette institution, à moins de savoir que Naples est un pays où l'aristocratie a cessé d'exister cinquante ans avant la révolution française de 1789. Lorsqu'en 1798, après la fuite du roi, une assemblée se réunit pour pourvoir l'État d'une nouvelle forme de gouvernement, le prince de Canosa, qui voulut proposer un gouvernement aristocratique, provoqua l'hilarité de tous les membres de l'assemblée : il leur parut que ce n'était pas sérieusement qu'on leur parlait de ressusciter les morts. Tous les abus de la féodalité avaient disparu par la force des mœurs avant que la loi les eût

abolis; la civilisation des hommes avait avancé et préparé celle de la société. Les derniers restes des priviléges baronniaux, que Joachim Murat avait effacés, ne l'avaient été que sur la proposition de son conseil, composé des descendants des familles les plus nobles du royaume. Depuis cette époque, toute distinction de classes avait disparu; personne ne faisait plus usage des titres de noblesse; Naples n'était qu'une réunion de citoyens, parmi lesquels ceux qui se montraient encore avec des décorations et des écharpes, ne le faisaient qu'en la qualité de courtisans et non de nobles. Après cela, on peut bien concevoir qu'on eût accueilli volontiers dans le pays une seconde chambre, c'est-à-dire un sénat; mais une pairie était une institution faite pour un ordre de citoyens qui n'existait pas. La monarchie absolue avait gouverné sur un peuple homogène, au moins par la servitude; la liberté s'annonçait par la création d'une aristocratie héréditaire : voilà ce qui choquait surtout l'opinion publique.

Le prince et le peuple se regardaient donc avec défiance. Les serments du roi ne pouvaient rassurer la multitude dans un pays habitué à voir ses souverains se parjurer. Comme un premier acheminement à la répression des abus, on attendait une réforme dans la magistrature, dont la plupart des membres étaient sortis de la police; mais au contraire, bien avant que le statut fût publié, la magistrature avait obtenu des promotions et des changements de place avantageux. On avait nommé quelques juges nouveaux qui avaient été très-mal choisis; aussi, ceux qui étaient honnêtes, pour ne pas se trouver confondus avec des gens mal famés, avaient-ils donné leur démission. L'opinion publique s'était en outre prononcée hautement contre les employés de l'administration, qui avaient toujours abusé de leur pouvoir; on ne peut dire combien il était désagréable à la population de les voir maintenus dans leurs places.

Les fonctionnaires, surtout ceux de la police, poussés par la crainte d'être punis de leurs anciens excès, commencèrent alors à se confondre avec les libéraux, à se montrer les plus ardents, à élever les plus grands cris contre le statut si peu démocrati-

que [1]. Voilà ce qu'ils faisaient au grand jour; mais, en secret, n'ayant aucun espoir de pouvoir se soutenir longuement par ces artifices contre les citoyens vraiment dignes que leurs opinions politiques avaient fait jusqu'alors exclure des emplois publics, ils travaillaient pour rétablir l'ancien état de choses. Le ministère, dont Bozzelli était l'âme, ne pourvoyait à rien, et donnait libre cours au désordre, que le mécontentement augmentait. Bozzelli employait toute son intelligence au service de la cause du despotisme; aussi on en vint jusqu'à ce cri général : *A bas les fonctionnaires!* Et voilà comment quelques-uns d'entre eux furent chassés de leurs places par le peuple soulevé. Bref, Naples passait tout-à-coup de la licence de l'arbitraire du roi à celle de la multitude. Les soupçons contre le gouvernement s'accrurent après une tentative de réaction faite par les lazzaroni, le 14 février, et vivement réprimée par la garde nationale : on ne douta plus que cette race de larrons, toujours dévoués au plus offrant, n'eussent obéi à l'impulsion reçue par les partisans de l'absolutisme. On attaqua alors fièrement le ministère; on lui reprocha de ne pas pourvoir à une meilleure organisation de la garde nationale et de ne pas lui donner des chefs expérimentés; on l'accusa de maintenir en charge d'anciens fonctionnaires, odieux pour leur passé et par conséquent sans autorité pour commander sous un régime plus paternel, sans influence pour conserver ou rétablir l'ordre. On se plaignit aussi que rien ne fût réglé relativement à la presse, et qu'en la faisant passer sans transition d'un mutisme obligé à la liberté absolue, on l'exposât à des excès qui en amèneraient bientôt la suppression. Bozzelli se croisait les bras, et tous les bons citoyens, se souvenant des maux que les Bourbons avaient en tout temps causés, étaient de plus en plus convaincus

[1] Lorsque, après la réaction du 15 mai, on fit le procès de tous ceux qui s'étaient montrés les partisans les plus chauds de la liberté, l'avocat Barbarisi, l'un des accusés, n'hésita pas à adresser à ses juges cette apostrophe : « Vous, monsieur le procureur-général du roi; vous, monsieur le président; vous, messieurs les juges, qui siégez ici pour nous condamner, vous étiez avec nous dans ces temps dont nous parlons; vous preniez part aux démonstrations populaires, et personne n'a oublié quelle ardeur toute particulière vous mettiez dans ces démonstrations. Nous étions tous des libéraux, et tels nous nous montrions tous alors publiquement. »

que Ferdinand, par vengeance ou par génie, ne visait qu'à combattre la liberté par l'anarchie.

Les événements de Sicile ne contribuaient pas peu à maintenir Ferdinand dans l'apparence d'un homme modeste et repentant, quoique conservant toujours intérieurement la ferme volonté de ne point favoriser la régénération de ses sujets. Les Siciliens, en montrant qu'ils concevaient la liberté non comme une modification des formes et des principes du gouvernement, mais comme un morcellement de la monarchie, détruisaient la possibilité même la plus éloignée que les promesses libérales du roi fussent jamais sincères. On avait envoyé des troupes pour renforcer la garnison de Messine et de Syracuse. Des forces avaient aussi été dirigées de Palerme vers Messine pour expulser les Napolitains de la Sicile tout entière. De temps à autre, des engagements avaient eu lieu entre le peuple et les soldats; on avait donné l'assaut à la citadelle; la garnison s'était défendue et avait bombardé la ville. A Palerme, la junte de gouvernement s'était constituée en gouvernement provisoire. Le baron Riso, le prince Butera, Marion Stabile et d'autres qui représentent l'aristocratie de sang et de finance, s'étaient emparés du pouvoir, héritant ainsi du fruit des efforts héroïques du peuple. Ce pouvoir n'était alors que fictif, puisque les armes se trouvaient aux mains de la multitude; mais les hommes qu'on avait mis à la tête de l'État étaient un danger pour l'avenir. Ils entreprenaient de diriger la révolution pour la tourner à leur profit.

Aussitôt que le gouvernement provisoire fut constitué, on nomma un conseil de recrutement chargé de lever huit bataillons de ligne, deux escadrons de cavalerie et deux compagnies d'artillerie.

Les Siciliens étaient ivres de leurs succès contre les troupes napolitaines. Ferdinand avait cru prudent de leur faire offrir une amnistie, avec l'assurance que le statut qu'on allait promulguer à Naples serait applicable à l'île. Défiants, parce qu'ils avaient été souvent trompés; fiers, parce qu'ils attachaient une grande portée à leur révolution, les Siciliens accueillirent froidement les nouvelles promesses du roi; ils se plaignirent que le prince, en

leur accordant la constitution napolitaine, *suivait toujours l'ancien système d'opprimer l'île par le continent.* Les opprimer, ce n'était pour eux que maintenir l'union de l'île avec le continent. Ils ne cessaient de proclamer à cet égard *que la cause de l'indépendance nationale était pour eux plus sacrée que celle de la liberté*, et ce langage était conforme à leur opinion qu'il y avait en Italie une nation à part, la nation sicilienne. Leur opposition ne provenait pas seulement de leur défiance envers le roi, mais aussi de leur haine contre les Napolitains, peuple qu'ils accusaient *de vouloir maintenir sa domination sur la nation sicilienne, laquelle n'avait eu de commun avec eux que trente-trois ans de despotisme.* Les prétentions de 1820 furent donc remises en avant. Le comité révolutionnaire de Messine empêcha la publication du décret royal. A Palerme, Roger Settimo répondit officiellement au gouvernement napolitain, le 3 février, dans ces termes : «..... Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons tant de fois déclaré, savoir : que la Sicile ne déposera les armes et ne suspendra les hostilités que lorsqu'un parlement général, assemblé à Palerme, aura adapté aux temps actuels la constitution qu'elle n'a jamais cessé de posséder. Nous pouvons seulement ajouter que notre vœu incessant est de nous rattacher au royaume de Naples par des liens particuliers qui doivent être sanctionnés par le parlement de Sicile, et de former ensemble deux anneaux de la belle fédération italienne. »

A la même époque, lord Minto arrivait à Naples. L'Angleterre ne voulait pas de bruit en Italie; s'il s'en élevait, elle voulait qu'on l'apaisât de suite et à tout prix. Voilà la politique que lord Minto servait avec l'adresse propre à la diplomatie anglaise. Dès qu'il avait reçu à Rome, le 18 janvier, la nouvelle des premiers mouvements de Palerme, il s'était hâté d'écrire à lord Palmerston une lettre où on lisait entre autres choses : « L'aspect des affaires au sud de l'Italie est tel, qu'il réclame l'attention la plus sérieuse du gouvernement anglais. J'ai cherché jusqu'ici, par le rapprochement de notre flotte navale et par ma conversation publique et privée, *à décourager les mouvements révolutionnaires dans les États napolitains.* Le soulèvement de Palerme,

qui s'est propagé déjà à d'autres points de la Sicile, vient de détruire toute espérance de conserver plus longtemps la paix..... Une tranquillité stable ne pourra s'obtenir qu'en garantissant au peuple *de larges concessions.* » De l'excès de *décourager* le peuple, passant rapidement à l'excès contraire de le *contenter largement,* lord Minto résolut d'aller de Rome à Naples et d'offrir à Ferdinand son intervention, afin d'apprécier les dissensions avec la Sicile. Ferdinand désirait cette intervention, parce que l'Angleterre et son agent diplomatique n'avaient non-seulement favorisé jusqu'alors en Italie aucun signe de soulèvements populaires, mais avaient, au contraire, tout fait pour les empêcher; par conséquent, le Bourbon se flattait d'obtenir à bon marché la soumission de la Sicile. Il se trompait. Lord Minto ne voyait désormais d'autre moyen d'étouffer l'incendie qui menaçait de s'étendre de la Sicile à l'Italie, qu'en accordant aux Siciliens tout ce qu'ils désiraient. Il allait donc demander à Ferdinand des sacrifices, et, pour l'engager à s'y soumettre plus facilement, il voulut, avant d'abandonner Rome, prier Pie IX de soutenir les négociations qu'il allait engager à Naples par une lettre pontificale adressée à Ferdinand. Il rendait compte à lord Palmerston de toutes ces intrigues, en lui écrivant le 2 février dans ces termes : « Je partirai demain pour Naples. Le premier but qu'il faut avoir en vue, *c'est de conclure très-promptement la question sicilienne, à quelque prix que ce soit.* Si les Palermitains consentent à accepter la constitution offerte par le roi, tout marchera bien; mais s'ils s'obstinent, comme je le crois facilement, à demander une séparation, *il faut souhaiter qu'ils l'obtiennent sans délai.* Que les deux États aient un seul parlement ou deux constitutions séparées, cela importe peu; mais ce qui importe infiniment, c'est qu'on ne perde pas un instant à terminer cette querelle. J'ai vu le Pape et je l'ai prié d'interposer ses bons offices pour hâter un accord. J'ai trouvé dans le Pape une grande hésitation. Il m'a manifesté sa répugnance à conseiller publiquement l'acceptation d'une constitution qu'il n'approuve pas, puisqu'il ne veut pas l'admettre dans ses propres États. »

Lord Minto arriva à Naples juste au moment où la constitution

venait d'être publiée. Il écrivit au comité général de la Sicile, en lui demandant la permission d'intervenir dans la question pendante entre l'île et le roi, afin d'en venir à un arrangement amiable, ainsi que le roi lui-même lui en avait manifesté le désir. Sa lettre renfermait ce passage : « Puisqu'il semble que le décret royal pourvoit à un seul parlement, je me suis hâté de m'adresser pour cet objet au gouvernement, et j'en ai reçu un éclaircissement satisfaisant sur ses intentions. Ce décret, en ce qui concerne l'établissement du parlement, doit être considéré pour le moment comme applicable seulement à Naples. Il est bien entendu que la Sicile aura un parlement séparé, et on est très-disposé ici à consulter les désirs du pays sur certains points relatifs à l'organisation des deux chambres. J'ai aussi reçu des assurances positives qu'on aura la plus grande déférence pour les anciens droits de la Sicile et pour la constitution de 1812, etc. »

Rien de plus faux que ce langage et ces renseignements. Ferdinand ayant établi un parlement commun, était bien loin de consentir à la séparation des deux pays et de faire aux Siciliens des promesses qui, non-seulement satisfaisaient leurs désirs, mais allaient presque jusqu'à les outre-passer. D'un autre côté, il fallait s'attendre à ce que le comité de Palerme s'empressât, comme il le fit, de répondre et d'accepter avec le plus grand plaisir la médiation de lord Minto, aux conditions exprimées dans sa lettre, c'est-à-dire que le décret ne regarderait que Naples; que la Sicile aurait la constitution de 1812, réformée au sein de son parlement; que l'on consulterait les désirs des Siciliens et que l'on reconnaîtrait leurs anciens droits.

Les Siciliens ne demandaient pas mieux que d'accepter un accord, pourvu qu'il supposât une soumission du roi à leurs volontés. Il était évident que la séparation des deux couronnes était pour eux la conséquence naturelle et nécessaire de la défaite de Ferdinand. Il fallait s'attendre cependant à ce que celui-ci ne consentît pas aux prétentions de l'île à la séparation. La révolution de Paris, dont la nouvelle venait d'arriver à Naples, avait pourtant augmenté ses craintes et l'avait décidé à accorder de plus larges franchises pour se faire reconnaître roi constitution-

nel de Sicile. Il devait se hâter. Le comité général de Palerme convoquait le parlement pour le 25 mars, et l'acte de convocation était conçu de manière à être considéré comme une simple exécution de la constitution de 1812. Le gouvernement napolitain était donc pressé de trancher la question de Sicile, pour enlever au comité de Palerme l'initiative d'un acte tel que la convocation du parlement, appartenant exclusivement à la prérogative souveraine. D'un autre côté, lord Minto travaillait activement à amener le gouvernement à accéder aux demandes des Siciliens, et s'engageait, moyennant de nouvelles et larges concessions, à rétablir bien vite la concorde dans l'île. Ferdinand chargea le ministre Scovazzo de lui proposer les expédients efficaces pour atteindre promptement ce but pacifique, et, le 6 mars, il signa à Gaëte une série de décrets par lesquels il accordait à la Sicile un parlement séparé, une milice et des ministres siciliens, sauf celui des affaires étrangères. Roger Settimo était nommé lieutenant général du roi, le prince del Cassero devenait président du conseil des ministres, et le commandeur Scovazzo ministre pour la Sicile à Naples; les deux généraux Statella étaient nommés gouverneurs de Palerme et de Messine; les citadelles de Messine et de Syracuse devaient seules conserver une garnison de troupes napolitaines; enfin, en cas de dissentiment, le roi choisissait pour arbitres du différend entre lui et les Siciliens le grand-duc Léopold de Toscane, le roi de Piémont Charles-Albert, et en appel le pape Pie IX. Ferdinand ne pouvait aller plus loin.

Le 10 mars, lord Minto partit pour la Sicile porteur de ces décrets. Personne ne doutait qu'ils ne fussent acceptés avec joie. Ce fut le contraire qui arriva; et pour qu'on comprenne comment les Palermitains en vinrent à cette résolution, il faut que j'expose quelle était à cette époque la disposition des esprits.

Il y avait en Sicile deux partis, l'un appelé des exaltés, l'autre des modérés; le premier comprenait tous ceux qui avaient commencé et fait triompher la révolution au prix de leur sang; le second était composé de l'aristocratie et des partisans de l'Angleterre, qui voulaient faire tourner la révolution au profit de leur

caste; celui-là faisait parade de sentiments italiens, celui-ci était dominé par le plus étroit municipalisme; la masse, incapable de deviner les calculs de la politique, était un élément aveugle et prompt à se jeter avec ardeur du côté où on lui ferait croire que l'intérêt de la Sicile l'appelait. Cependant, les rôles étaient changés: ceux qu'on nommait les exaltés se distinguaient par la modération de leurs conseils, et l'exaltation ne se trouvait que dans ceux qu'on nommait les modérés. En effet, le 20 février, les membres du comité avaient discuté la question de savoir s'il convenait mieux de convoquer le parlement ou une assemblée nationale. Les révolutionnaires avaient fait observer que l'absence d'un pouvoir exécutif légitime rendait illégale la convocation du parlement; que, puisqu'on devait traiter avec lord Minto, il n'était pas convenable de convoquer d'avance ce corps législatif, et par cela de préjuger le résultat des négociations. « La médiation offerte par l'Angleterre, disaient-ils, nous impose la nécessité de réunir une assemblée nommée par le suffrage universel, laquelle soit ici l'expression de l'opinion publique et puisse traiter et définir les destinées futures de la patrie. Au contraire, le rétablissement du parlement selon la loi de 1812, dans un moment où nous attendons qu'un accord avec le Bourbon décide de notre constitution définitive, est un acte qui tend à compliquer la situation et à préjuger l'avenir. Il est vrai que nous devons conformer nos idées aux principes admis et compris dans notre île, tels que les principes traditionnels d'indépendance et de parlement; mais une assemblée nationale, dans ce moment décisif pour nous, ne serait aux yeux du peuple qu'un parlement national. » Ceux qui voulaient de toute façon établir dans l'île la constitution de 1812 comme un monument de féodalité qui convenait si bien à leurs intérêts, avaient repoussé au contraire les idées de leurs adversaires. Déterminés résolument à défendre leurs priviléges et à les soustraire à l'influence des passions populaires et des négociations qu'on entamerait avec lord Minto, ils avaient répondu qu'il fallait de suite convoquer le parlement; que cela pouvait se faire légalement, puisqu'on devait considérer le comité provisoire de gouvernement comme un véritable pouvoir exécu-

tif; qu'il était plus avantageux de traiter ayant un gouvernement déjà constitué et historiquement légitime, que de se reposer sur une assemblée nouvelle dont la légitimité serait peut-être méconnue plus tard.

La discussion fut vive, très-agitée. Les doctrinaires, les aristocrates étaient impatients de jeter la première base de l'avenir politique de l'île; les révolutionnaires voyaient les conséquences funestes et inévitables de la résolution arrêtée par leurs adversaires, et ne se lassaient pas de la combattre. Les premiers eurent alors recours au détour ordinaire : ils demandèrent à confier à une commission le soin de résoudre la question. Ils savaient combien les intrigues de caste et les armes doctrinales triomphent facilement au sein des commissions et y étouffent l'esprit énergique des hommes d'action, qui s'opposèrent inutilement à ce que la question fût discutée et résolue en plein comité. La commission fut nommée, et comme elle ne se mit pas d'accord, on en nomma une seconde. Lorsque les commissaires en vinrent au vote, on vit des aristocrates faire violence à quelques-uns d'entre eux, en les engageant à voter dans leur sens. Lamasa, l'un des chefs des révolutionnaires, s'en apercevant, leur adressa cette menace : « Si ce scandale devait se répéter, je vous renverrais dans vos palais, d'où je suis allé un jour vous arracher pour vous appeler à siéger au sénat et à vous constituer en comité général. » Néanmoins, le parti anti-révolutionnaire, en se servant adroitement des doucereuses paroles d'*union* et de *légalité*, parvint à remporter la victoire, et il fut décidé qu'on convoquerait le Parlement conformément à la constitution de 1812, c'est-à-dire chambre des communes et chambre des pairs.

Le 10 mars, les canons du fort Castellamare saluèrent l'arrivée de lord Minto. Aussitôt que cette nouvelle se répandit dans la ville, une foule immense de peuple, qui voyait avec soupçon la médiation anglaise, accourut sur le bord de la mer et dans les salles du comité, en criant d'un ton de menace : *Les Anglais nous ont jadis trahis, nous ne voulons pas d'Anglais!* La garde nationale, muette mais dans une attitude sévère, se trouvait rassemblée sur la place de la Victoire, et envoyait au comité une

députation pour protester contre toute idée de paix et de protectorat anglais. Quelques membres du comité se montrèrent au balcon pour haranguer et calmer les citoyens armés; mais leurs voix furent étouffées par un cri unanime qui s'éleva de la place : *Guerre! guerre!* Lamasa descendit alors dans la rue, et adressant la parole au peuple et à la garde nationale, leur expliqua que lord Minto était ce noble Anglais qui s'était montré en tout temps favorable aux droits de la Sicile; que l'Angleterre avait jadis trahi l'île, mais qu'il n'était pas étonnant qu'elle voulût maintenant effacer cette tache; qu'en tout cas, on ne pouvait l'empêcher d'envoyer en Sicile ses diplomates; qu'il importait aux Siciliens de veiller à ce qu'ils ne fussent pas trompés par la diplomatie et ramenés sous un despotisme qu'ils avaient su abattre à coups de fusil. A ces paroles, tout le monde se tranquillisa; et afin de débarrasser la place de cet encombrement d'hommes armés, Lamasa se mit à leur tête; pour les conduire à leurs casernes, il ordonna une promenade militaire par la ville, ce qui fut exécuté au milieu des applaudissements de toute la population; enfin, cette démonstration d'énergie, d'union et de force de la part du peuple eut aussi pour Lamasa un autre but indirect : ce fut de communiquer aux gouvernants plus de crainte et plus de respect pour la volonté populaire.

Mais les gouvernants, rassurés désormais par la protection des puissances étrangères et surtout de l'Angleterre, craignaient peu les manifestations patriotiques du peuple sicilien. Pour traiter avec lord Minto, on nomma une commission de six citoyens, qui se rendirent, au milieu d'une foule de peuple silencieux et menaçant, à bord du vaisseau pour complimenter l'ambassadeur anglais. On fixa le jour suivant pour les conférences diplomatiques. En attendant, on convint d'un armistice entre les Siciliens et les troupes napolitaines là où la lutte continuait encore.

Cet armistice n'était favorable qu'au roi de Naples; ses troupes n'occupaient que les places de Messine et de Syracuse. A Messine, tous les forts se trouvaient déjà au pouvoir des citoyens, hors celui de Saint-Sauveur et la citadelle, d'où l'on continuait à lancer sans cesse des grenades, des bombes et de la mitraille, en

menaçant de préférence, avec une féroce lâcheté, les points de la ville où les commandants voyaient un encombrement d'hommes, de femmes et d'enfants. Déterminés à sortir de cet enfer, les citoyens avaient construit des batteries nombreuses et favorablement placées. Le 6 mars au matin, ils avaient ouvert un feu général d'artillerie et de mousqueterie contre les deux châteaux formidables. Les troupes avaient plus d'art et un plus grand nombre de canons; les Messinois, ivres d'enthousiasme, combattaient furieusement au milieu des encouragements de leurs femmes et du son de toutes les cloches de la ville. Le combat dura treize heures, et la nuit seule vint l'interrompre. Les troupes se défendirent aussi avec courage. Abandonnant les batteries extérieures qui avaient été démantelées, ils se retirèrent dans le corps des deux châteaux, et continuèrent de là à endommager la ville avec des bombes. Les tranchées du fort Saint-Sauveur furent abattues, ses murailles ruinées de tous côtés, sans que les soldats cessassent de tirer. Les tours tombaient, et ils tiraient toujours. Leur feu cessa seulement au moment où les débris des murailles eurent comblé tous les passages intérieurs, et que la brèche, entièrement ouverte, eut laissé à découvert les artilleurs. Ils se massèrent alors dans la partie du château encore intacte, sans l'abandonner, parce qu'ils étaient sûrs que les citoyens ne donneraient pas l'assaut : ils auraient dû pour cela en effet franchir un bras de mer qui les séparait du château, et qui était dominé par les canons de la citadelle. Cependant, le fort Saint-Sauveur était ruiné de fond en comble du côté qui regarde la ville. Ranimés par le succès, les Messinois se préparaient à poursuivre l'attaque; et il y avait toute probabilité qu'après quelques autres efforts, ils seraient parvenus à chasser entièrement l'ennemi de cette place importante, lorsqu'arriva à Messine l'avis de l'armistice conclu à Palerme.

L'armistice maintenait les choses dans l'état où elles se trouvaient; conclu pour un temps indéterminé, il fallait, huit jours avant de reprendre les hostilités, en donner avis. On défendait aux citoyens de construire de nouvelles batteries, et aux soldats de recevoir des renforts; les soldats pourraient se fournir de

vivres dans la mesure limitée de leurs besoins durant l'armistice. Le consentement donné à cet acte fut la première marque de déférence accordée à l'Angleterre de la part de ceux qui avaient en main le pouvoir public en Sicile. D'un autre côté, les patriotes les plus ardents s'écriaient que l'Angleterre ne se déterminait à intervenir diplomatiquement que lorsque la république venait d'être proclamée dans toute l'Europe, bouleversée d'un bout à l'autre; qu'elle se proposait d'exercer l'influence de ses séductions sur la Sicile, après avoir vu que de là partait la révolution qui menaçait tous les trônes des despotes; qu'en faisant étalage du but humanitaire de suspendre l'effusion du sang, alors surtout que, pour compléter sa victoire, la Sicile n'en avait que quelques gouttes encore à répandre, elle faisait conclure un armistice dont le bruit avait été accrédité hypocritement par lord Minto en disant qu'il l'avait imposé lui-même au Bourbon, armistice qui brisait les armes dans les mains du peuple, et donnait aux troupes la facilité de se remettre pour renouveler la lutte dans des circonstances plus favorables pour elles.

Toutes les espérances du parti gouvernemental étaient, au contraire, placées en lord Minto. *La sympathie anglaise* fut dès lors la base assignée au triomphe de la révolution; ce fut toute la force sur laquelle la Sicile se reposa. Le peuple fut négligé; on craignit son énergie. Lorsque l'Angleterre se retirerait de la médiation, Ferdinand devait soumettre sans grands efforts un peuple dont on avait confié le salut à l'intervention de la diplomatie étrangère. Lamasa avait sans doute le pressentiment de tout cela; Marion Stabile, anglophile, l'engageait à avoir confiance, puisque la Sicile, soutenue par l'Angleterre, triompherait sans tirer un coup de fusil; mais Lamasa lui répondait : « Nous avons triomphé avec nos bras, sans l'aide ni la sympathie de l'Angleterre; si nous voulons achever notre victoire, au lieu de nous illusionner, armons-nous, ou nous trahirons le pays. »

Le jour des conférences diplomatiques arriva. Le comité général ayant déjà arrêté que la Sicile aurait la constitution de 1812, avait tranché la question qu'on devait discuter dans ces conférences. Elles étaient donc devenues superflues. Il ne s'agis-

sait plus d'un arrangement à chercher, le parti était pris : il restait seulement à l'imposer au roi. En effet, aussitôt que lord Minto voulut parler des décrets du roi qu'il apportait, le comité les déclara contraires à la constitution de 1812, et refusa même d'ouvrir les lettres closes contenant la nomination des principaux fonctionnaires. La confiance dans l'appui de l'Angleterre, dix mille fusils et huit canons qu'une frégate anglaise venait de débarquer à Palerme, avaient exalté les espérances des aristocrates, ce qui ne contribua pas peu à leur faire rejeter follement des concessions que, quinze jours plus tôt, ils auraient peut-être agréées.

Lord Minto se montra, lui aussi, convaincu que les décrets au moyen desquels il s'était engagé vis-à-vis du roi de Naples à tranquilliser la Sicile n'offraient pas à l'île des garanties suffisantes; il invita en conséquence les membres du comité à formuler des contre-propositions, en assurant que, pourvu que l'unité de la couronne fût sauvée, il était autorisé à consentir à ce que les garanties les plus larges d'indépendance et de liberté fussent accordées aux Siciliens; il ne demandait même que quarante-huit heures pour obtenir la sanction du roi.

Le soir, les membres du comité se rassemblèrent pour délibérer sur la résolution qu'il y avait à prendre. La majorité était agitée et indécise; on craignait la colère du peuple, prompte à fondre sur tous ceux qui parlaient de transaction avec le Bourbon. La commission ouvrit la discussion par ces simples mots : « Lord Minto vous offre une couronne unique pour Naples et pour la Sicile. A cette couronne, adaptez la constitution et les garanties qui peuvent le mieux assurer la liberté de la Sicile. » La plupart des membres de l'assemblée, voulant se décharger de toute responsabilité personnelle, inclinaient à répondre à l'ambassadeur anglais que la question pendante ne pouvait être résolue que par la Sicile tout entière, réunie au moyen de ses représentants dans un parlement général. Lamasa fit observer que le moment était décisif; qu'il fallait donner des signes de modération, et conformer la politique sicilienne au besoin que l'Italie avait de tous ses enfants pour la délivrer de la domination étran-

gère; que leur devoir était de formuler un pacte propre à rendre possible, d'une manière efficace et digne, la transaction avec le roi Ferdinand; que l'ambassadeur anglais avait déclaré qu'après deux jours il abandonnerait la rade de Palerme; que lui donner une réponse évasive, c'était rejeter toute idée d'arrangement avec le Bourbon, et s'attirer l'animadversion de l'Angleterre. Ces raisons triomphèrent de l'opposition : et il fut unanimement résolu d'assigner aux négociations des bases telles, qu'elles rendissent la constitution une réalité et non une chimère comme par le passé.

Voici l'*ultimatum* rédigé dans cette séance, *ultimatum* qui, présenté le jour suivant à lord Minto, et examiné par lui, fut trouvé un chef-d'œuvre de raison et de justice, et envoyé sur-le-champ à Naples par un bâtiment à vapeur : Ferdinand devait envoyer un vice-roi pour gouverner la Sicile; lorsque ce vice-roi ne serait pas membre de la famille royale, il devrait être sicilien; dans tous les cas, il jouirait irrévocablement du pouvoir d'un *alter ego* et de tous les droits que la constitution de 1812 donne au pouvoir exécutif; l'acte de convocation du parlement, publié par le comité général, formerait une partie intégrale de la constitution; le vice-roi aurait auprès de lui un ministère complet, sans en excepter les portefeuilles des affaires étrangères et de la marine; les nominations aux emplois faites par le comité général seraient maintenues; les emplois diplomatiques, civils et militaires, et les dignités ecclésiastiques seraient conférés uniquement à des Siciliens, et par le pouvoir exécutif résidant en Sicile; on conserverait la garde nationale, avec les réformes que le parlement voudrait y introduire; dans l'espace de huit jours, les troupes royales sortiraient de Messine et de Syracuse, dont les châteaux, reconnus nuisibles aux deux villes par le jugement que les magistrats municipaux en porteraient, seraient démantelés; les ligues commerciales et politiques avec les autres États seraient contractées directement par les chargés d'affaires de la Sicile, nommés par le pouvoir exécutif de la Sicile; les questions d'intérêt commun aux deux pays seraient résolues d'accord par les deux parlements; la Sicile aurait sa cocarde, son drapeau tricolore et sa monnaie frappée suivant le système que le parle-

ment adopterait; on remettrait à la Sicile le quart des bâtiments à vapeur de la poste et de la douane, le quart de la flotte de guerre, le quart des armes et du matériel de guerre qui se trouvaient dans tous les arsenaux du royaume; les dégâts commis par la troupe durant l'insurrection devraient rester à la charge du trésor napolitain; le roi aurait le titre de roi des Deux-Siciles.

Dès qu'il eut accompli sa grande mission, le ministre anglais descendit du vaisseau l'*Hibernia*, et fut reçu avec toutes sortes d'honneurs par le peuple de Palerme. Cependant, les jours passaient, et l'on s'étonnait que le roi ne s'empressât pas d'envoyer de Naples une réponse favorable. A vrai dire, les nouvelles exigences des Siciliens étaient telles, qu'y souscrire eût été une véritable abdication; ne faire aucune concession et les demander toutes au roi, c'était montrer qu'on ne voulait pas se mettre d'accord. Que restait-il, en effet, à Ferdinand, sinon le titre de roi des Deux-Siciles, titre honorifique, mais aussi vain que celui de roi de Jérusalem? Ferdinand refusa, et par un décret du 22 mars déclara rejeter les propositions de la Sicile, protestant à l'avance contre tout acte qui ne serait pas dorénavant accompli conformément à la constitution qu'il avait publiée.

Quand ce décret arriva à Palerme, les Siciliens s'écrièrent que le roi s'était moqué de l'ambassadeur anglais. Je crois, au contraire, que celui-ci s'était moqué du roi : il avait trouvé les décrets du roi suffisants pour apporter la paix dans l'île; je veux bien admettre qu'il eût reçu des pouvoirs pour traiter et promettre au besoin de plus grandes franchises; mais les négociations ne pouvaient avoir pour base que les décrets mêmes, dont on devait tout au plus accepter de légères modifications. Ce n'est pas ainsi que les choses se passèrent : les décrets furent rejetés, et le noble Anglais provoqua lui-même, en se chargeant de les faire accepter au roi, des contre-propositions qui rompaient violemment l'unité de la monarchie. Si lord Minto n'eut pas pour but de brouiller davantage les affaires, je ne sais quel autre il put se proposer.

Les Siciliens crurent aussi trouver dans le refus du roi une preuve qu'il n'entendait pas donner à la liberté des garanties

sérieuses, mais illusoires et telles, qu'en les acceptant, la Sicile se serait trouvée à la merci d'un Bourbon habitué à la trahison. Et cependant, on ne peut révoquer en doute que les cinq décrets contenaient des concessions en tout conformes aux demandes primitives du gouvernement de Palerme. Si le roi avait accédé aux nouvelles exigences, il est bien présumable qu'on en aurait formulé de plus impérieuses encore. Le soupçon était profond et non injuste dans le cœur des Siciliens : il n'y avait pas d'accord possible; il fallait résolument séparer les deux pays, tout en conservant au roi le joyau de la couronne sicilienne : voilà ce qu'on voulait à Palerme.

Du reste, le gouvernement palermitain, sans s'arrêter au refus exprimé par le roi dans le décret du 22 mars, convoqua définitivement le parlement sicilien pour le 25 du même mois, et décida, par une amère dérision, *que Ferdinand serait invité à se faire représenter à son ouverture.*

Pendant ce temps, on ne cessait à Naples de faire du bruit, de dire des injures aux ministres, de demander la guerre contre l'Autriche. Il y avait des citoyens qui aimaient une honnête liberté, mais qui, eu égard aux défectuosités du statut et à la conduite du gouvernement, ne pouvaient pas ajouter foi aux promesses libérales du roi, et les considéraient comme une tromperie plutôt que l'expression sincère de sa volonté. De ces doutes, de ces appréhensions profitaient certains démagogues pour se livrer à des excès qui eussent un vernis de justice. Mais ceux qui attisaient le plus violemment le feu, c'étaient tous les hommes menacés par le nouvel ordre de choses politique : ces hommes, tout en prenant le nom de démocrates, organisaient une réaction tendant à étouffer la liberté par ses abus mêmes. Le ministre Bozzelli dirigeait ce complot. Il renouvelait les mêmes artifices au moyen desquels, occupant en 1820 le ministère de la police, il avait fait crouler la révolution de cette époque. Fourbe de sa nature, très-expert dans toutes les intrigues d'État, il avait alors conseillé de ne pas réprimer les excès des carbonari; il en avait espionné les démarches, dirigé les mouvements, excité les désirs, et il avait assuré le souverain que, si on n'eût pas voulu

couper ou embrouiller les fils si bien ourdis de la conspiration, il aurait bientôt ramené le rétablissement complet de l'ordre. On sait comment il remplit sa promesse. En 1848, l'ingénu libéralisme de Ferdinand de Bourbon ne pouvait donc se reposer sur une âme plus candide que celle du même Bozzelli. La révolution de la France et l'insurrection de la Lombardie avaient enlevé aux réactionnaires napolitains toute espérance d'une intervention étrangère. Ferdinand était seul contre son peuple; il ne pouvait par ses propres forces réprimer le mouvement populaire, puisque la molle résistance faite à Palerme par ses soldats, et leur hésitation en face du peuple rassemblé à Naples le 27 janvier, lui avaient appris qu'il ne fallait pas compter sur eux; il comptait peu aussi sur les Suisses. Force lui fut donc de s'en tenir aux artifices ordinaires de la police, et à les ériger en système de gouvernement. Il aura toujours sur les lèvres les mots d'intégrité, de justice, de religion. Un peu de vertu ne lui sera pas nuisible, pourvu qu'il n'y croie point. Il faudra cependant manier la dissimulation avec une grande habileté, parce qu'on ne doit pas en venir jusqu'à inspirer de la confiance, ce qui enlèverait tout prétexte à frapper. Au contraire, il faudra qu'on se méfie de lui, et qu'on attribue à sa faiblesse ce masque de bonté qui ne réussit pas à le déguiser; qu'on le croie désarmé, vaincu; qu'on le méprise. Plus grand sera le mépris qu'on aura de lui, et plus sa vengeance, éclatant par surprise, sera facile et terrible. Enfin, agiter le pays, se lier avec tous les esprits turbulents sans se montrer, provoquer toutes sortes de désordres en ayant l'air de s'en plaindre, il n'en faudra pas davantage pour pousser le pays à un état complet d'anarchie, d'où l'on passera facilement au rétablissement du despotisme. Le moment venu, le tigre se dépouillera de la peau du renard, et fera alors sentir de tout leur poids ses colères amassées. Le secret se dévoilera tout-à-coup, et la liberté sans bornes laissée au peuple n'aura servi qu'à le précipiter plus profondément dans la servitude.

Il existait des cercles où se réunissaient des hommes honnêtes; les réactionnaires eurent l'adresse d'y pénétrer pour brouiller les esprits. Ils fondèrent aussi des cercles, quelques-uns publics,

d'autres occultes et ténébreux. Il y en avait un, dirigé par Joseph Dardano, un misérable connu avant le statut comme espion; de là sortirent des projets qui allèrent troubler toute la ville. Un café, appelé *de Buono*, était le centre de la démagogie. C'est là qu'éleva sa chaire un certain Dominique Mauro, qui, en se faisant gloire d'avoir subi, à cause de ses opinions politiques, un long emprisonnement dont l'amnistie était venue le délivrer, s'appliqua à prêcher sans frein les doctrines les plus folles et les plus exagérées. L'avocat Jean Vecchi, attaché à la police et agent de la réaction, profita de cette occasion pour s'établir dans le même café et y tenir des discours incendiaires. Une foule de jeunes gens lui faisaient écho, et bientôt vinrent s'ajouter aux autres orateurs l'inspecteur et le chancelier de police, Joseph Rastelli et Pandolphe Spadea, devenus tout-à-coup des libéraux outrés. Puis, des hommes qui faisaient encore plus de bruit, c'étaient quelques Siciliens qui demeuraient à Naples ou y allèrent expressément pour répandre des troubles, séduire les jeunes gens et soustraire ainsi leur île à la vengeance du roi en faisant éclater des désordres dans la partie continentale du royaume. Ailleurs, des hommes adroits, mêlés à un grand nombre de jeunes gens étourdis, abusaient de l'ignorance de la multitude, répandaient des principes anarchiques, semaient dans les esprits des soupçons contre le roi, excitaient le peuple à se soulever. Et ils ne s'arrêtaient pas là : ils abusaient aussi de la presse. Des milliers de pamphlets jetaient chaque jour l'infamie sur toutes sortes de personnes, répandaient la calomnie et le mécontentement, n'épargnaient aucun acte du gouvernement, ne reculaient devant aucune injure, qu'elle fût méritée ou non, envers la personne royale. Bozzelli n'adoptait aucune mesure pour faire cesser ces scandales, faire respecter le gouvernement et réduire au silence les provocateurs à la discorde. Et cependant, tout cela pouvait s'obtenir sans grand effort : ce même Bozzelli, que nous verrons, après le massacre du 15 mai, si énergique et si féroce, laissait, en mars, comme un homme faible et doucereux, insulter non-seulement le ministère dont il était le chef, mais aussi tous les membres de la famille royale et le roi lui-même. En un

mot, le pays était abandonné à la merci d'une poignée d'intrigants qui travaillaient activement pour amener une réaction sanglante. En blasphémant contre le roi, ils le servaient en secret, et afin de hâter son triomphe, ils ne négligeaient aucune occasion de le faire passer aux yeux de la multitude pour un roi perfide contre lequel il n'y avait qu'un moyen de réussir, la violence.

Quant aux autres membres du cabinet, Poerio, esprit cultivé et noble, aurait été un excellent ministre à une époque de tranquillité; mais il était complétement inhabile à gouverner l'État dans un moment de troubles civils. Les vertus privées qui le rendaient très-estimable comme citoyen, devaient, comme homme public, être la source de bien des malheurs. Saliceti, au contraire, était un citoyen d'une grande vigueur; mais il n'en usa pas heureusement. Le lendemain de son entrée aux affaires, il proposa d'expulser les Jésuites de Naples : voilà la grande mesure qui devait sauver le pays. Sa proposition fut repoussée par ses collègues; le ministre en informa le peuple des clubs. Peu de jours après, le 9 mars, une foule nombreuse envahit les places qui avoisinent le collége des Jésuites, et se mit à vociférer des cris hostiles. Les pères firent résistance, en disant qu'ils ne partiraient que lorsqu'ils en auraient reçu l'ordre du gouvernement. Le roi se vit contraint de consentir à leur embarquement et à leur sortie du royaume. Cela fait, Saliceti déclara au roi que si l'on voulait conserver le régime constitutionnel actuel, il fallait hâter la réforme du personnel dans le ministère de la justice et dans toutes les autres branches de l'administration publique. Et comme il occupait le ministère de la justice, il commença immédiatement à introduire des hommes nouveaux dans la Cour de cassation et dans les Cours d'appel. Mais le roi, placé vis-à-vis du ministre le plus hardi et le plus avancé de tous, trouva que la mesure de sa patience était comble : il disait que le visage de Saliceti avait quelque ressemblance avec celui de Robespierre; Bozzelli l'accusait d'être un républicain. Sa perte fut décidée. Il était retenu chez lui par une grave indisposition : on lui fit signifier d'avoir à se rendre au conseil, ou d'envoyer sa démission. Il n'hésita pas.

Cependant, ses œuvres avaient déjà produit le plus grand mal. Tous les magistrats et les fonctionnaires qu'il avait destitués ou menacés, devinrent, de simples opposants qu'ils étaient auparavant, les réactionnaires les plus ardents. Le parti hostile à la liberté se trouva ainsi fortifié; et comme la provocation au désordre était le grand moyen dont il se servait pour atteindre son but, il arriva qu'il ne se contenta bientôt plus de tenir des discours séditieux, mais qu'il en vint à répandre la discorde entre la troupe et la garde nationale, entre la troupe et le peuple. On émettait de vive voix et par écrit l'opinion que la révolution avait été une victoire du peuple sur l'armée; on imprimait mille injures contre les soldats qui s'étaient laissé battre en Sicile. De là, pour ceux-ci, le désir d'une revanche. Le gouvernement voulut profiter de cette discorde, et l'exciter en faisant semblant de la calmer. En effet, sous prétexte de prévenir les troubles qui pourraient naître de cette situation, on consigna dans leurs casernes soldats et officiers; mais on ne fit par là que les irriter davantage, qu'empêcher qu'en se trouvant en communication avec le peuple, ils pussent s'entendre. Dès lors, l'armée désira la chute de la constitution pour se venger des citoyens.

Au milieu de si grands dangers, les hommes prudents, qui voulaient sauver à tout prix le pays, ne manquèrent pas de se réunir et de convenir qu'une commission de police, munie de pleins pouvoirs, serait efficace à ramener le calme et à éventer les menées des réactionnaires en montrant qu'on veillait sur eux. Ce projet fut communiqué à Bozzelli, qui ne le prit pas en considération, et se contenta, au lieu de la commission, de nommer l'avocat Barberisi commissaire d'un des premiers quartiers de la capitale. Barberisi était un homme respectable, plein d'un amour ardent pour la patrie. Il se serait cru dégradé en acceptant une place dans la police; néanmoins, il trouva que rien n'était honteux de ce qui pouvait contribuer au bien-être social : il accepta, en renonçant au traitement attaché à sa charge. La qualité de commissaire dans un des premiers quartiers le mit bientôt à même de connaître les énormes abus de l'ancienne police. Voyant que la haine publique contre les agents de la police était raison-

nable, et qu'on ne voulait pas entendre leurs noms, ce qui enlevait toute force morale à cette institution, Barberisi conçut un plan de réforme adapté aux temps actuels. Il fit sentir au préfet que sa police n'avait plus d'influence, que tous les agents de son administration étaient haïs et insultés, qu'il fallait pourvoir à ce qu'on veillât sur la ville d'une manière efficace pour y étouffer l'anarchie. Il lui proposa donc de nommer, sous la présidence des commissaires, une commission composée des citoyens les plus honnêtes et les plus influents; cette commission se chargerait de veiller sur les personnes suspectes et sur celles qui troubleraient l'ordre public. C'était le seul moyen de ramener la tranquillité; et Barberisi alla jusqu'à indiquer les noms de ceux qui pourraient en cela seconder les vues du gouvernement. Mais son projet, dicté par la loyauté et le patriotisme, fut rejeté; l'anarchie eut son libre cours et progressa; et après que la réaction eut triomphé, le 15 mai, Barberisi devait même être accusé par Bozzelli comme un fauteur de sédition et d'anarchie.

Le rejet de son plan de réforme ne découragea pas Barberisi. Il avait l'habitude de faire tous les jours un rapport au roi sur tout ce qui pouvait intéresser le pays; il ne craignit donc pas de se présenter à Ferdinand, et de lui dire : « Sire, les cris, les démonstrations et toute l'anarchie qui règne dans la ville sont fomentés et dirigés par quelques Siciliens et les agents de la police de l'ancien régime; une poignée de jeunes gens imprudents se réunit aux premiers, sans comprendre la portée des désordres qui arrivent tous les jours. » Ferdinand en convint. Cependant, ni lui, ni Bozzelli ne déployèrent plus d'énergie. Tous les hommes sages se demandaient si l'ignorance, la crainte ou un artifice politique causait l'inertie du gouvernement. On arriva bien tard à s'apercevoir que c'était alors pour Ferdinand l'application de ses règles de gouverner : céder aux opinions, et ne rien faire pour elles; pousser au désordre, et se cacher; se plaindre des maux, et les tolérer, règles que le despotisme devait un jour appeler sages, et l'humanité, infâmes. Pour briser dans la main du gouvernement les fils du complot, il aurait fallu un homme doué de sagesse et d'audace, qui, favorisé par une vaste

popularité et par la lâcheté d'un ministre réduit désormais aux misérables ressources de l'intrigue, se fût rendu plus fort que le gouvernement, en l'obligeant à prendre des précautions d'ordre public, qui, dans le cas contraire, seraient émanées d'un comité de salut public élu par la volonté du peuple. Naples avait un grand nombre de citoyens honnêtes et savants; mais si, parmi eux, il y en avait quelques-uns de hardis, ils dirigeaient leurs coups contre des moulins à vent, croyant abattre des géants; pas un seul ne possédait les qualités indispensables à ceux qui veulent préserver un État des dangers qui le menacent.

La réaction voyait donc chaque jour augmenter ses forces. On disait au peuple que le roi nourrissait des projets perfides; on confirmait le roi dans l'idée que le peuple le haïssait et rêvait la république. Les choses en vinrent à ce point, que Barberisi, pour prévenir une catastrophe, résolut de se présenter de nouveau au roi, et de lui rapporter franchement tous les bruits sinistres qui couraient en ville sur son compte, ne négligeant pas de lui faire observer quels étaient les tristes effets qui en pourraient résulter. Stupéfait, indigné, Ferdinand souleva les bras, et, ayant les yeux fixés au ciel, s'écria d'un ton solennel : « Barberisi, j'ai prêté serment à la Constitution, et je la ferai respecter. Si je n'avais pas voulu l'accorder, je ne l'aurais pas fait. » Puis, il voulut savoir quels motifs il y avait dans la population de répandre ces bruits sur son compte, et Barberisi les lui expliqua avec franchise. Quelque peu perplexe alors, le roi lui demanda : « Et vous, monsieur, qu'est-ce que vous pensez de ce qu'on dit à mon égard? » Barberesi, qui avait été mis dans l'extase par le mouvement biblique dont Ferdinand avait accompagné sa protestation en faveur de la Constitution, s'écria : « Sire, ma confiance est en Dieu, en Votre Majesté et dans le pays. Dieu, roi et peuple! Sire, je considère le bien-être de Votre Majesté et celui du peuple comme une seule et même chose. — Bien, répliqua le roi, allez donc rectifier les erreurs répandues sur mon compte, et assurez à tous que je donnerai bientôt au régime constitutionnel la physionomie qui lui convient. »

Ferdinand avait souvent prononcé des phrases qui pour des

hommes avisés auraient été une menace; telle avait été sa recommandation au peuple de conserver sa cocarde, *qui avait la couleur du cœur;* telles étaient ces paroles *de la physionomie qu'il se proposait de donner au régime constitutionnel.* Barberisi n'y vit que de la bonne foi et de la sincérité, et il sortit du palais pour répandre partout les assurances les plus formelles sur les sentiments généreux du souverain.

Sur ces entrefaites, le 15 mars, Pierre Léopardi, après quinze ans d'exil, arrivait à Naples. Il se présenta au roi, et lui donna par écrit un manifeste où il avait nettement tracé la conduite politique que les circonstances imposaient au gouvernement. Deux grandes nécessités y étaient exprimées : 1° fonder, sur des bases le plus larges possibles, le régime représentatif; 2° former une véritable confédération italienne. Sans ces deux réformes essentielles, les graves questions relatives à l'indépendance et à la nationalité de l'Italie restaient sans cesse dans un état d'indécision funeste aux peuples et aux princes. Léopardi concluait par ces mots : « Quand ces deux nécessités suprêmes seront pleinement satisfaites, le génie italien, créateur par excellence, se trouvera délié des chaînes rouillées qui l'enlacent. Alors, honteux d'imiter servilement l'étranger, il saura, sous la divine influence du catholicisme, trouver des lois gouvernementales qui serviront de modèle à toutes les autres nations, sœurs de l'Italie, et placer sur le front révéré des princes italiens une couronne immortelle de lauriers. Cette couronne, je la souhaite à Votre Majesté. » Ferdinand applaudit également à ce magnifique souhait, et il sourit intérieurement en songeant combien il était facile de l'obtenir de la part d'hommes qui faisaient de la poésie pendant qu'il faisait de la politique.

C'est ainsi que le roi berçait et endormait tous ces grands enfants tapageurs. Les réactionnaires travaillaient pour lui, tandis qu'il éloignait, au moyen de démonstrations publiques de libéralisme, tous les soupçons que leurs manœuvres faisaient rejaillir sur sa personne. Laisser croire le bien, laisser faire le mal, tels étaient les deux moyens à l'aide desquels il marchait vers son but. Ses complaisances, ses flatteries envers les libéraux n'a-

vaient pas de bornes; tous étaient indistinctement admis à son audience; il offrait populairement sa maison, à toute heure, à ceux *qui voudraient lui faire le plaisir de le visiter;* il parlait de Poerio et d'autres, qu'il désignait comme ses victimes, avec les éloges les plus flatteurs; à l'entendre, il n'y avait personne parmi ses sujets qui les égalât en bonté, en vertu, en dévouement pour le trône. Quelques députés de la ville d'Aquila eurent l'occasion d'être reçus, et il leur parla du statut *comme d'un nouveau pacte d'amour qui désormais unissait le prince au peuple;* il les engagea à vouloir bien se faire les interprètes de ses sentiments auprès des habitants de leur ville. En même temps, il laissait entendre qu'il se rapprocherait des autres princes italiens; et le comte Ludolf, son ambassadeur à Rome, donnait également des signes de l'amour le plus ardent pour la liberté, en proposant au nom de son roi de convoquer les députés *afin d'établir les bases irrévocables de la ligue italienne.*

Cependant, tout le monde savait que dans le palais même, à Naples, se rassemblaient des commissaires et d'autres agents de police, des généraux et des magistrats, qui tous appartenaient à la faction des royalistes les plus outrés; là se trouvait le centre de la conspiration contre le régime constitutionnel. Une autre cause puissante de suspicion, c'était le général Garzia, conservé au poste de ministre de la guerre, lui qui avait été, avant le statut, directeur au même département et le soutien principal de l'ancien despotisme : il était clair que le roi avait voulu, comme auparavant, se réserver la suprême direction de l'armée et des affaires militaires.

A cette époque, la Lombardie se trouvait en combustion; Milan, par sa résistance, avait forcé l'Autriche à reculer, et semblait avoir donné le signal de la ruine de la puissance impériale dans les pays situés au nord de la Péninsule. En présence de l'enthousiasme qui se manifestait en Italie pour l'unité nationale, le Piémont cherchait à se faire le centre de cette unité; déjà le roi Charles-Albert avait adressé sa proclamation aux peuples de la Lombardie et de la Vénétie. Le grand-duc de Toscane avait appelé ses sujets à prendre les armes pour la cause de l'in-

dépendance italienne. Était-il possible que les Napolitains ne brûlassent pas de prendre part à une lutte où la destinée de l'Italie était en jeu? Mais on comprend que malgré son parti pris de céder en tout, Ferdinand hésitât à envoyer des troupes contre l'Autriche, sa protectrice si dévouée. Bozzelli vint à son aide. Au moment où l'Italie entière était animée d'un sentiment commun, Bozzelli affectait de ne point se mêler des choses du dehors, qui seules faisaient vibrer tous les cœurs. La question de la guerre ayant été posée dans le conseil, ce ministre, entêté de sa politique exclusivement napolitaine, pencha pour la négative et entraîna avec lui la majorité du cabinet. Les membres les plus décidés de la minorité, Poerio et Savarese, se retirèrent aussitôt et ne laissèrent au pouvoir que des hommes déjà mal notés dans l'opinion.

Les patriotes de Naples ne connurent plus alors de frein, et la question de la guerre menaça de faire changer en un violent soulèvement le mécontentement qu'on réprimait depuis longtemps à grand'peine. Pour mettre le comble à la confusion, Saliceti fit imprimer dans les feuilles libérales et circuler un nouveau programme politique. Il demandait la réforme du statut, la suppression de la chambre des pairs, la faculté pour la chambre des députés de réformer la constitution, enfin une déclaration de guerre à l'Autriche.

Le 25 mars, dans la soirée, une foule de citoyens se rassemblent. On y voit mêlés plusieurs Lombards, des Belges, des Siciliens. Ils courent à l'ambassade autrichienne, détachent les armes impériales, les mettent en pièces et les brûlent, aux applaudissements de la garde nationale. Le prince de Schwarzenberg demande aussitôt une éclatante réparation. Le ministère, trop faible pour la donner, traîne en longueur. L'ambassadeur, indigné, part sans attendre la conclusion de l'affaire.

En peu de temps, les idées de Saliceti firent des prosélytes; la volonté générale était surtout bien marquée à l'égard de la guerre. L'agitation croissait, grâce au silence ministériel. Une foule compacte se présenta devant le palais. Les hommes qui la dirigeaient portaient l'*ultimatum* rédigé par Saliceti. Ferdinand fut

obligé de paraître au balcon, de recevoir les délégués du peuple et de s'engager à faire la guerre, résolument et vigoureusement, en leur disant qu'il n'avait pas besoin que les libéraux lui rappelassent la lutte des Lombards pour sentir toutes ses sympathies éveillées en faveur de ce peuple, vaillant soutien de la cause de l'indépendance italienne; qu'il avait à plusieurs reprises manifesté son opinion à ce sujet dans le conseil, et que, si ses désirs ne s'étaient pas réalisés, il fallait l'attribuer à la résistance de la majorité du conseil.

Après cela, le ministère ne pouvait plus tenir : la conséquence naturelle était la retraite de Bozzelli; elle fut accueillie avec joie. Cet outrage, joint au ressentiment de son échec, aigrit profondément l'âme de l'ancien traître, qui se prépara avec une plus grande ardeur au rôle qu'il devait jouer plus tard.

Le ministère dissous, le roi confia le soin de le recomposer au vieux général Guillaume Pepe, revenant d'un exil de vingt-sept années, mais dépourvu d'intelligence politique et incapable de comprendre les nécessités du moment; ses amis lui firent mettre à son entrée au pouvoir des conditions inacceptables : il ne fut pas possible de s'entendre. Mais où trouver des ministres à d'autres conditions? Le nouveau ministère ne fut pas formé avant le 3 avril; sa présidence fut accordée à Charles Troya, écrivain distingué, exilé de 1821, guelfe attardé qui refaisait l'histoire du moyen âge, dans laquelle il montrait la papauté comme la fidèle gardienne de la nationalité latine. Parmi les autres ministres, il y avait des hommes savants, qui apportaient dans les affaires les abstractions dont ils s'étaient nourris dans leurs études, et quelques autres, appartenant à l'opinion avancée, qui y apportaient leurs passions. Si ce ministère ne devait pas pécher par mauvaise foi, comme le précédent, il était destiné à nuire encore davantage au pays. Son programme annonçait : 1° qu'on fixerait au plus tôt le jour de l'élection des députés selon la loi provisoire électorale déjà promulguée, mais avec cette modification qu'on pourrait élire comme députés les hommes de capacité, indépendamment du cens qu'on exigerait pour tous les autres éligibles, et qui restait abaissé et mis au même taux que

celui des électeurs; 2° que les élections des députés seraient directes et par arrondissement; que le dépouillement des votes se ferait par la commission centrale de scrutin dans le chef-lieu de chaque province; 3° qu'on entendrait par capacité l'exercice louable et actuel des professions libérales du commerce, des sciences, des lettres, des beaux-arts et de l'industrie; 4° que pour cette première fois, le roi, voulant que le vœu public lui indiquât les noms de ceux qu'on estimait les plus dignes de faire partie de la chambre des pairs, commettrait à chaque collége électoral le soin de présenter une liste des personnnes jugées dignes de cette dignité si élevée, afin de choisir pour le moment sur ces listes le nombre de cinquante pairs; 5° qu'à l'ouverture du parlement, les deux chambres, d'accord avec le roi, auraient la faculté de modifier le statut, principalement à l'égard de la chambre des pairs; 6° qu'on enverrait sur-le-champ des agents diplomatiques pour contracter l'alliance avec les autres États d'Italie; 7° qu'on mettrait à la disposition de la ligue italienne un gros contingent de troupes, qui partiraient le plus tôt possible, et qu'en attendant, on expédierait comme avant-garde et par mer un régiment de ligne; 8° que les bannières seraient entourées des couleurs italiennes, de manière à former un seul corps de drapeau; 9° qu'on hâterait vivement l'armement de la garde nationale dans tout le royaume; 10° qu'on enverrait à cet effet dans les provinces des délégués chargés d'organiser la garde nationale, et munis d'instructions émanées du ministère de l'intérieur; que, dans tous les cas, on ne conférerait pas ces pouvoirs aux intendants des provinces.

La pensée de rattacher aussi étroitement que possible le royaume de Naples aux autres États de la Péninsule était sensée; la grande préoccupation du moment devait être la guerre de l'indépendance. A l'exception de cette exigence, qui était dans la situation et aurait dû former pour les nouveaux ministres l'objet unique de leur opposition au roi, tout le reste du programme était inopportun; il était une faute. Sans doute le statut était mal vu dans tout le royaume; une institution adaptée à la civilisation du XVII° siècle ne convenait pas au XIX° et à un pays où

l'on avait déjà beaucoup parlé de liberté, d'égalité, de droits du peuple. Néanmoins, les libéraux napolitains, pressés par de plus graves nécessités publiques qui auraient dû attirer toute leur attention, ne donnèrent signe ni de sagesse ni de prudence en se montrant hostiles au statut, si imparfait qu'il fût. Deux cents citoyens allaient se trouver réunis dans un parlement, où ils auraient pu parler librement en face d'un roi assiégé de mille craintes. L'esprit des réunions nombreuses, quels qu'en soient les membres, est toujours conforme aux temps, comme le prouvent les siècles de la féodalité, des libertés municipales, de la papauté, des croisades. De même, les Napolitains auraient trouvé dans leur constitution difforme un frein au despotisme, et les tendances de l'époque leur auraient fourni les moyens d'en corriger les vices. Qu'on ne dise pas que, n'ayant aucune confiance dans la sincérité du roi, ils voulurent lui arracher de nouveaux gages : cela ne fait qu'aggraver leur faute. Cette défiance n'était pas récente, mais ancienne. Il fallait donc, le 27 janvier, s'élever contre le Bourbon. Combien de douleurs et de honte les Napolitains n'auraient-ils pas épargnées à la Péninsule, si, au lieu de mendier de minces et incertaines franchises, ils eussent alors compris qu'il n'y avait pas de liberté possible avec Ferdinand de Bourbon? Ne virent-ils pas que, par le fait même que le roi avait accordé malgré lui une constitution, il devrait se croire délié de l'obligation de maintenir ce que la violence lui avait arraché, aussitôt qu'il en aurait la force? Ne comprirent-ils pas que la liberté des divers États italiens reposait sur la conquête que l'Italie ferait de son indépendance; que cette conquête ne pouvait être accomplie que par une épée autre que celle d'un Bourbon, allié naturel de l'Autriche? Il fallait donc, le 27 janvier, réfléchir à tout cela, et au premier cri du soulèvement de la Sicile, se lever pour l'imiter. Les Napolitains n'avaient pas su profiter de l'occasion que le hasard leur offrait; ils n'avaient pas voulu de la révolution. Que croyaient-ils donc obtenir désormais au moyen d'une agitation appelée légale et pacifique? Il était trop tard; cette agitation était ce qui facilitait le triomphe de Ferdinand et donnait le coup de la mort à la cause italienne.

Dans la position où ils s'étaient volontairement placés, ils auraient dû s'apercevoir, par cela même qu'ils étaient convaincus de la mauvaise foi du roi, que plus on lui arracherait de concessions, plus il serait tenté de revenir sur ses pas, attendu qu'il ne manquerait pas de qualifier ces nouvelles exigences d'œuvre insidieuse et violente de la démagogie. Mais les ministres se montraient convaincus que soutenir une petite guerre contre le roi, c'était assurer la liberté; en attendant, le monstre de l'anarchie tendait à favoriser par le désordre le rétablissement de l'absolutisme. Naples devait combattre contre les réactionnaires dans le pays, contre les Autrichiens dans la Lombardie. Les plus dangereux ennemis de la liberté n'étaient pas ceux qui tramaient contre elle, mais ceux qui en parlaient le plus bruyamment. Demander, obtenir qu'on entreprît énergiquement la guerre contre l'Autriche, tranquilliser le pays, attendre pour toutes les questions d'ordre intérieur de l'État une époque plus favorable : des ministres sages ne se seraient proposé rien de plus. Toutes les libertés auraient été possibles à un peuple qui fût revenu des Alpes avec la victoire; vaincu, toutes celles qu'il avait su arracher à son roi ne lui auraient été d'aucune utilité. Comment les aurait-on conservées lorsque ce roi, ayant ressaisi sa puissance, aurait voulu s'en venger comme d'injures qu'on lui avait infligées? Napolitains et Siciliens se trompèrent donc : ce n'était pas à Naples ni à Palerme, mais bien en Lombardie, qu'ils pouvaient espérer triompher du Bourbon. Ces considérations ne purent s'offrir aux esprits, au milieu des passions qui les tyrannisaient. Il est dans la nature des hommes qui sortent d'un passé où ils étaient privés de tout, de vouloir, dans le présent, obtenir sans délai les avantages les plus complets; de se proposer toujours plus qu'ils ne peuvent embrasser, et d'ignorer que l'œuvre la plus sage, mais la plus difficile dans les révolutions, est d'agir sans précipitation.

Cependant, une foule de jeunes gens s'agitaient à Naples et demandaient à grands cris de partir comme volontaires pour la guerre de l'indépendance. Une première bande de 200 volontaires avait été rassemblée par la princesse de Beljiojoso, dame

milanaise animée des sentiments les plus énergiques. A cette bande s'étaient réunis d'autres jeunes gens; ils avaient formé un bataillon. Présentés au roi, ils furent comblés d'éloges et de caresses. Le 29 mars, ils partirent sur un navire de l'État qui les conduisit à Livourne, accompagnés du 10e de ligne, que Ferdinand mettait à la disposition du grand-duc de Toscane : il eût voulu éviter de faire ouvertement la guerre à l'empereur d'Autriche. Les jours suivants, d'autres volontaires en grand nombre étaient aussi partis, et le roi les avait également passés en revue, entretenus familièrement et encouragés par la promesse *qu'il irait bientôt lui-même en Lombardie se mettre à la tête de ses troupes*. Ce furent ces mêmes jeunes gens, armés et bénis par le roi au moment où ils marchaient pour défendre l'Italie, qui rentrant un an plus tard dans leur patrie, décimés par la mitraille autrichienne, furent envoyés par Ferdinand lui-même aux galères comme de vils brigands.

Mais reprenons notre récit. Le conseil se réunit, et les ministres, soutenus par le vœu général, triomphèrent avec beaucoup d'efforts de la répugnance du roi pour la guerre. Il fut décidé qu'on enverrait en Lombardie un corps d'armée de 16,000 hommes, ainsi qu'un certain nombre d'officiers instructeurs dont le gouvernement de Venise avait fait la demande. En même temps, le roi nomma Pierre Léopardi son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le roi de Sardaigne et près la Diète suisse. Les instructions qu'il lui donna, munies de sa signature, et appuyées non-seulement de ses lettres de créance, mais de sa propre parole toute ardente d'amour pour l'Italie, furent les suivantes : 1° chercher de toute manière à resserrer davantage, entre les deux familles royales, les liens anciens de parenté et d'amitié, fortifiées par la conformité des institutions et des intérêts politiques; 2° se rendre au camp de Charles-Albert pour lui annoncer l'arrivée d'une armée et d'une flotte destinées à coopérer activement à la guerre jusqu'à ce que l'Italie fût tout à fait délivrée de la présence des étrangers; lui promettre aussi d'autres secours aussitôt que les conditions du royaume le permettraient; 3° veiller à ce que l'armée napolitaine se rendît au

poste qu'on lui avait assigné; et à cet effet, on remettait à Léopardi une dépêche pour le commandant en chef des troupes, qui était engagé à se mettre d'accord avec lui; 4° s'occuper de tous les agrandissements de territoire et de puissance qui, dans le cas d'une victoire complète, dont on ne doutait pas, seraient en rapport avec la coopération des armes napolitaines; 5° développer et publier partout les sentiments de patriotisme italien que le roi avait manifestés dans une proclamation du 7 avril.

Voici cette proclamation : « Peuple très-chéri! votre roi partage avec vous le vif intérêt que la cause italienne éveille dans tous les cœurs, et il est, par suite, déterminé à contribuer à sa victoire de toutes les forces que la position exceptionnelle d'une partie du royaume nous laisse disponibles. Quoique la ligue italienne n'ait pas encore été resserrée, l'accord universel des princes et des peuples nous la fait considérer comme existant déjà en fait. On réunira bientôt à Rome le congrès que nous avons été le premier à proposer, et nous serons le premier à y envoyer les représentants de cette partie de la grande famille italienne. Nous avons déjà fait par mer une expédition, et une division s'est mise en marche pour agir d'accord avec l'armée de l'Italie centrale. Les destinées de la commune patrie vont se décider dans les plaines de la Lombardie, et tous les princes, tous les peuples de la Péninsule sont obligés d'accourir et de prendre part à la lutte qui doit assurer l'indépendance, la liberté, la gloire de l'Italie. Nous sommes gênés par d'autres nécessités particulières qui retiennent et occupent une grande partie de notre armée; mais cela ne nous empêchera pas de concourir à la noble guerre italienne avec toutes nos forces de terre et de mer, avec nos arsenaux et avec les trésors de la nation. Nos frères nous attendent sur le champ d'honneur, et nous ne manquerons pas de tirer notre épée là où l'on combat pour le grand intérêt de la nationalité italienne. Peuples des Deux-Siciles, serrez-vous aux côtés de votre roi. Restons unis pour être forts et pour nous faire craindre. Préparons-nous au combat avec le calme qui naît du sentiment de la force et du courage. Confions-nous dans la valeur de l'armée, pour obtenir dans cette magnifique entreprise

la part qui convient au plus grand État de la Péninsule. Pour déployer au dehors toute notre vigueur, nous avons besoin au dedans de concorde et de paix. Nous nous reposons sur l'excellent esprit de la garde nationale et sur l'amour de notre peuple pour la conservation de l'ordre et pour l'observation de la loi, de même qu'il doit se reposer sur notre loyauté et sur notre amour pour les institutions libérales que nous avons solennellement jurées et que nous entendons maintenir au prix de tout sacrifice. Union, abnégation et fermeté, et la liberté de notre belle Italie sera réalisée. Que ce soit votre unique pensée; que cette passion généreuse fasse taire toutes les autres moins nobles; et vingt-quatre millions d'Italiens auront bientôt une patrie puissante, un commun et très-riche patrimoine de gloire, et une nationalité respectable qui pèsera d'un poids considérable dans la balance politique du monde. — FERDINAND. »

Peuple malheureux, qui ne sortait des étreintes du despotisme que pour tomber dans les embûches que lui dressait l'amour de son roi !

CHAPITRE XI.

Désordres en Sicile. Les aristocrates qui sont au pouvoir négligent la formation d'une armée et désorganisent la garde nationale. Violences et vols dont Palerme est le théâtre; brigandage dans les campagnes; tuerie, qui dure deux mois, de tous les agents de l'ancienne police. Inaction du gouvernement vis-à-vis de l'anarchie. Réunion du Parlement le 25 mars. Le Parlement prononce, le 13 avril, la déchéance de la dynastie des Bourbons du trône de la Sicile. Colère du roi Ferdinand. Réflexions sur la conduite des Siciliens. Lettre de Mazzini et ses conseils au peuple sicilien; comment les Siciliens y répondent. Imprudences non moins funestes des ministres à Naples. Position de Ferdinand. Les Italiens trahissent leurs propres intérêts.

Pendant que ces événements arrivaient à Naples, le désordre était immense à Palerme. Quoique aux premiers jours de février les divers comités provisoires créés au milieu du combat eussent été fondus en un comité général, celui de Fieravecchia, qui avait dirigé le peuple dans la lutte, s'était conservé; renonçant aux attributions gouvernementales, il s'était réservé un pouvoir de fait, prompt, au besoin, à se faire respecter par les armes. Ses membres avaient prêté serment de ne déposer leurs armes et leur pouvoir provisoire qu'entre les mains de la patrie, lorsqu'on aurait réuni en Sicile un parlement général. On adopta cette détermination après que les révolutionnaires se furent aperçus que les aristocrates, dont le comité général se composait, étaient plutôt dociles à la peur qu'ils avaient du peuple que reconnaissants envers ceux qui les avaient portés au pouvoir; de sorte que les clubistes de Fieravecchia les avaient plusieurs fois menacés de les chasser s'ils ne remplissaient pas la mission qu'on leur avait confiée, en leur annonçant que le peuple reprendrait *ses fonctions révolutionnaires*. Dès lors, les gouvernants de Palerme, n'osant lutter ouvertement contre la faction populaire, n'eurent qu'un but, celui de dominer le comité de Fieravecchia par des intrigues, de lui enlever toute force en y introduisant le désordre et l'anarchie.

Le comité général manifesta le dessein d'organiser militairement les citoyens, pour s'en servir au maintien de l'ordre; il sentit aussi le besoin de former une armée, et comme on l'a vu ailleurs, il ordonna la levée de plusieurs régiments. Mais aussitôt qu'on en vint à fixer les bases de l'organisation de la garde nationale, le gouvernement y jeta au dedans le germe de la corruption avec un art tel, qu'en faisant semblant de flatter les passions populaires, il détruisait complétement les forces du peuple; en un mot, on conféra les grades militaires aux révolutionnaires mêmes, suivant les services qu'ils avaient rendus à la patrie. Lamasa, Oddo et d'autres citoyens s'opposèrent à cette mesure, en disant qu'elle allait éveiller des jalousies; qu'il fallait élire des chefs instruits dans l'art militaire; qu'on ne devait aux révolutionnaires d'autre récompense qu'une devise distincte avec le titre simple et glorieux de *soldats du 12 janvier*. Ces raisons ne prévalurent pas dans le sein du comité, qui allait jusqu'à vouloir accorder aux hommes de la révolution les grades de généraux et de maréchaux : c'était un projet qui flattait la vanité de mille prétendants, mais qui devait désorganiser la garde nationale. L'opposition devint en cela plus forte. Lamasa, nommé général, refusa un rang si élevé, qu'il ne pouvait en conscience accepter; il préférait rester le soldat du peuple. Enfin, le gouvernement dut abandonner cette partie de son projet, et consentir à ce qu'on appelât à la tête de l'armée un des généraux italiens les plus renommés. Mais rien ne put empêcher que l'élection des officiers se fît parmi ceux qui s'étaient le plus distingués dans la révolution. On vit alors surgir les prétentions les plus étranges : des galériens devinrent les concurrents d'hommes d'un rang élevé; l'ambition, l'envie, la colère, toutes les passions violentes d'un peuple méridional s'enflammèrent; la garde nationale devint un amas de gens où primèrent les plus intrigants; et, par suite, sans consistance, sans moralité, elle ne fut qu'une source continuelle de rancunes, d'indiscipline, de luttes intestines; le désordre s'accrut de jour en jour, car les gens de la plèbe qu'on avait nommés colonels étaient les premiers à se plaindre qu'on n'eût pas assez tenu compte de leur mérite, et aucun des

officiers intéressés ne pouvait pardonner qu'on ne l'eût pas nommé général; de sorte qu'on voyait continuellement des rassemblements, des démonstrations menaçantes contre le gouvernement, par lesquelles on demandait d'être promu aux premiers rangs de l'armée. Qu'on ajoute à cela le tort considérable d'avoir, de préférence, favorisé les rétrogrades les plus haïs et tous les partisans du gouvernement qui ne s'étaient pas mêlés à l'insurrection. Ce fut ainsi qu'on mit la garde nationale au service de l'aristocratie; mais, en réalité, elle n'offrit de force ni pour la défense de la liberté, ni pour le maintien de l'ordre.

Il manquait un dernier coup pour anéantir la force armée du peuple, et on le donna en nommant Pierre Riso président de la guerre. Riso avait été un fameux contrebandier qui, après avoir amassé des richesses par le vol, avait acheté du gouvernement bourbonnien le titre de baron. Il réunissait l'orgueil à l'ambition, qui est le propre de tous les plébéiens abjects arrivés à la fortune. Très-ignorant, mais doué de la perspicacité astucieuse d'un marchand, il s'était caché dans les premiers jours du soulèvement pour échapper aux patriotes et aux bourbonniens. Lorsque les insurgés, comme je l'ai raconté ailleurs, pour soutenir leur entreprise, eurent besoin de transiger avec les citoyens influents par noblesse et par richesse, on alla chercher Riso, qui se préparait alors à fuir du pays, et on le traîna de force dans les salles du comité. Cet homme devait maintenant accomplir l'œuvre la plus difficile de la victoire : l'organisation du peuple armé. Voici le rôle qu'il joua dans cette affaire. Il ordonna une revue générale, à laquelle, comme cela devait arriver de la part de gens non habitués à la discipline militaire, beaucoup de monde manqua. Riso exclut de la solde de la milice tous les absents. Il y avait parmi ceux-ci des gens très-pauvres qui avaient vaillamment combattu : ils se trouvaient ainsi humiliés et privés de pain. De plus, on voulut purger la milice de tous les hommes accusés de vol, et on exécuta ce règlement si aveuglément et avec une partialité telle, que la plupart des proscrits étaient des patriotes irrépréhensibles. Dès lors, le découragement, la colère, le désir de la vengeance s'empara des citoyens qui étaient le

mieux disposés à défendre le pays. Ceux qui étaient connus par leurs anciennes scélératesses, se voyant repoussés et privés de pain, se répandirent dans Palerme, et, toujours en armes, le jour et la nuit, ils pillèrent les boutiques, les maisons, les églises; cette ressource épuisée, ils se jetèrent dans la campagne et organisèrent un brigandage si vaste, que personne ne pouvait plus, dans toute la Sicile, sortir de chez soi sans être dépouillé et massacré. Le pays faisait de sa liberté une arme pour se suicider.

Par surcroît de malheurs, quelques Siciliens désarmés, qui avaient servi dans la police bourbonnienne, des gendarmes, des commissaires, des inspecteurs, des sbires, des espions, étaient restés dans les villes d'où les troupes napolitaines avaient été chassées; c'était par eux que le peuple avait été pendant si longtemps torturé; il fallait donc s'attendre à ce qu'un peuple irrité et féroce massacrerait et mutilerait ces agents de police partout où il les rencontrerait. L'horreur m'empêche de raconter les tueries dont Palerme fut alors le théâtre, non pas durant quelques jours, mais pendant les deux mois entiers de février et de mars, car les victimes désignées à la colère du peuple se cachaient, et on ne réussissait à les immoler que par occasions: ce fut une orgie de sang. Quelques citoyens pressèrent le comité de prendre des mesures pour arrêter le carnage; le comité se montrait indécis, terrifié; en attendant, la férocité du peuple s'exerçait librement, et les assassinats ne faisaient qu'augmenter. Le comité émit un ordre par lequel on rétablissait les tribunaux criminels, qui avaient cessé de siéger: sotte mesure dans un pays ébranlé sur ses bases, où le gouvernement n'avait pas d'autorité, où la puissance se trouvait dans les mains du peuple, et où les excès à punir étaient l'œuvre du peuple. Aussi, la populace semblait-elle ne pouvoir jamais se rassasier des victimes qui tombaient. On proposa d'établir un tribunal extraordinaire de sûreté publique; le comité ne donna pas son approbation, parce qu'il craignait plus ce tribunal, entaché d'idées radicales et d'épouvantables souvenirs historiques, que les tueries du peuple. Alors, les membres de l'ancien comité de Fieravecchia osèrent pour-

voir par eux-mêmes à l'établissement d'un tribunal extraordinaire; mais le gouvernement se récria sur cette usurpation de son autorité, et annula le tribunal. Enfin, Lamasa appela les patriotes les plus déterminés, et les invita à faire avec lui des patrouilles dans la ville. Pendant vingt-quatre heures, on vit l'ordre se rétablir et le carnage cesser. Mais le comité général s'offensa même de cette infraction à son autorité, et intima à Lamasa l'ordre de déposer les armes. La ville fut de nouveau ensanglantée, et lorsque les assassinats devinrent plus rares faute de victimes, on ordonna alors seulement que si l'on venait à découvrir d'autres agents de l'ancienne police, on les transporterait dans l'île d'Ustica.

C'est au milieu de cette sanglante anarchie que le gouvernement de Palerme vint à s'occuper des élections pour le parlement de Sicile, qui devait se réunir le 25 mars.

Les chefs du parti des patriotes voyaient de très-mauvais œil cette convocation du parlement. Ils sentaient qu'on soutient une révolution de la même manière qu'on la fait, avec les armes et l'unité du commandement. Plus le nombre de ceux qui possèdent le pouvoir est restreint, dans un temps où il faut agir et non discuter, plus l'énergie, la promptitude, la constance de la force populaire augmentent. Par conséquent, les patriotes ne voulaient qu'armée et dictature. Castiglia, qui voulut le premier proposer au sein de l'aristocratique comité de placer à la tête de la révolution, non le parlement, mais un triumvirat, rencontra une telle opposition, qu'il fut obligé de sortir de la Sicile. La protestation qu'il publia au moment de son départ fut une prophétie des malheurs qui devaient frapper sa patrie.

La convocation du parlement ayant été décidée, on s'appliqua à compiler une loi électorale provisoire. Tout électeur était éligible; le cens était abaissé à 225 fr.; les négociants, les maîtres ouvriers, les gardes nationaux et ce qu'on appelle les capacités furent de droit électeurs. Les modifications apportées à la constitution de 1812 étaient donc libérales; mais l'esprit qui animait les nouveaux législateurs de la Sicile se révéla clairement dans cette disposition : qu'on ne pouvait comprendre dans les listes

électorales tous ceux qui ne savaient pas lire. Vu l'état de civilisation des Siciliens, cette exclusion frappait 99 individus sur 100. Il était évident que les élections n'intéressaient qu'un très-petit nombre de citoyens. Pendant les élections, les aristocrates ne négligèrent aucun moyen de séduction pour se faire élire. Une élection libre est le fruit des lumières et de l'expérience acquise par un peuple; les Siciliens n'avaient ni les unes ni l'autre. Ne pouvant distinguer les citoyens qui étaient dignes de les représenter, ils coururent après les hommes qu'ils étaient habitués à respecter par instinct, eu égard à la richesse ou à leurs traditions aristocratiques. Aussi la chambre du peuple fut-elle remplie de doctrinaires; et ceux-ci pourvurent à cette partie de la chambre des pairs qui devait être nommée par eux, en y envoyant les aristocrates les plus renommés par leur naissance, leurs intérêts ou leurs principes; les pairs d'élection populaire furent aussi des nobles, et dans le plus grand nombre, des abbés.

Le parlement s'assembla le 25 mars. A onze heures du matin, le sénat, les membres de la cour suprême de justice, les hauts fonctionnaires et le clergé se rendirent à l'église Saint-Dominique, où étaient déjà réunis les pairs, les députés et les membres du corps consulaire. La séance s'ouvrit par la célébration de la messe, et au bruit des cloches et des détonations de l'artillerie. Après l'office, le gouvernement déposa tous ses pouvoirs entre les mains du parlement. Roger Settimo monta dans une tribune disposée au centre de l'église, et lut un discours d'ouverture, où, après avoir rappelé les difficultés qu'on avait rencontrées depuis le commencement de la lutte, les obstacles qu'il avait fallu vaincre et les travaux qu'on avait accomplis, il continuait ainsi : « Qu'on fasse le dénombrement des hommes en état de porter des armes; qu'on y ajoute les enfants, les femmes, les vieillards; qu'on mesure, si c'est possible, l'élan d'un courage sûr de lui-même; qu'on recherche et dans l'antiquité et dans l'époque actuelle les titres de gloire de la Sicile, on saura quelles sont ses ressources si elle est contrainte à défendre ses droits par les armes. Le parlement le sait, puisqu'il est composé de Siciliens. Les forces prêtes à entrer en ligne sont : la garde nationale, la garde

municipale, les bandes armées, la troupe de ligne et la marine de guerre. Nous avons à Palerme douze bataillons de garde nationale, armés la plupart de fusils, qui commencent à s'exercer et qui seront bientôt complétement équipés. La garde nationale s'organise aussi dans le reste de l'île. On a commencé la levée de plus de quatorze bataillons de troupes de ligne, de deux escadrons de cavalerie, de deux batteries d'artillerie et de quelques compagnies de tirailleurs choisis dans les bandes soldées. Les hommes sont presque tous enrôlés, les chevaux rassemblés; les frais d'habillement et de casernement ont été soldés. Nous avons confié l'organisation de l'armée à un officier des plus expérimentés venu d'Italie dès les premiers jours de la révolution, et qui s'est immédiatement rendu à Messine pour y diriger les opérations militaires. L'état-major de l'armée est formé, les officiers de tout grade sont nommés, jusqu'aux chefs de bataillon. On a pourvu au personnel des hôpitaux militaires, organisé l'administration de la guerre et celle de la marine. Quant au matériel, outre le parti qu'on peut tirer de l'artillerie et des autres objets abandonnés par l'armée, on a ouvert deux fonderies, l'une de bronze pour les canons, l'autre de fer pour les projectiles. Les fabriques de poudre et l'arsenal travaillent avec la plus grande activité. Le siége du fort de Messine a duré assez longtemps pour ouvrir chez les nôtres une école d'application d'artillerie. » Après avoir parlé des finances, il concluait ainsi : « Avant de se séparer, le comité exerce la dernière attribution du pouvoir exécutif reconnue par la constitution de 1812. Le comité, ne tenant aucun compte de la protestation de Ferdinand II, datée de Naples, le 22 de ce mois, déclare ouvert légalement à Palerme, aujourd'hui 25 mars 1848, le parlement général de la Sicile. Que Dieu bénisse et inspire les votes du parlement; qu'il jette un regard favorable sur la terre de Sicile, et la rattache libre, unie et indépendante, aux grandes destinées de la nation italienne! »

Le parlement commença aussitôt ses travaux. Par un décret du lendemain, le pouvoir exécutif fut confié à un président du gouvernement de Sicile, qui était tenu de l'exercer par l'organe

de six ministres élus et remplacés par lui. Roger Settimo fut nommé président à l'unanimité. Le ministère se composa ainsi: affaires étrangères, Marion Stabile; guerre et marine, le baron Riso; justice, le baron de Lamia; intérieur, Calvi; finances, le marquis Corda; instruction publique, le prince Scordia.

Désormais, la direction des affaires publiques se trouvait enlevée aux hommes de la révolution et confiée au principe légal qui avait rassemblé les chambres législatives et élu le pouvoir exécutif. On n'avait pas osé jusqu'alors se déclarer ouvertement contre le parti populaire: tout changea. Roger Settimo avait parlé de grands armements, de nominations de généraux, d'approvisionnements de guerre très-étendus; on aurait pu à peine pardonner ces exagérations à un jeune homme, car on ne songeait nullement à créer une armée; elle aurait été une force mise à la disposition du parti révolutionnaire, qu'on voulait à tout prix étouffer. Les recrues restèrent pendant huit mois sans quartiers, sans habillements, sans armes. Le grand général auquel on avait confié l'organisation de l'armée, était un noble Sicilien, colonel de cavalerie dans les troupes royales, qui, après avoir refusé le serment à la constitution de Naples, était rentré en Sicile; habitué à servir un gouvernement despotique, il n'avait ni les lumières ni l'esprit nécessaires pour diriger les armements d'un pays révolté. Les deux généraux Statella étaient aussi venus de Naples offrir leurs services, et le pouvoir allait les nommer maréchaux, lorsque le peuple se souleva et les força à s'éloigner de l'île. D'ailleurs, les ministres et les députés étaient tous d'accord à reconnaître que la levée d'une armée sicilienne ne pouvait se composer que de mendiants, de voleurs et de révolutionnaires, ce qui était vrai jusqu'à un certain point. Une révolution faite par désespoir, et non en vertu de principes, ne pouvait en un jour effacer du peuple sicilien les vices et les turpitudes enracinées en lui par l'ignorance et par des siècles de despotisme. Mais il n'est pas moins vrai que ceux qui s'étaient mis à la tête de ce peuple auraient pu guider les bons citoyens par les lois et par l'émulation, contenir les méchants par la rigueur de la discipline militaire. Jeter l'injure indistinctement

sur les uns et sur les autres, c'était avilir les premiers et laisser les seconds se perdre à jamais dans la corruption. Quelques députés eurent donc raison de s'écrier ainsi contre les ministres au sein du parlement : « Punissez les coupables, mais ne diffamez pas ceux qui n'ont commis d'autre crime que celui de vous avoir rendus libres et appelés au pouvoir. » Ce fut en vain. Il n'est pas possible que des hommes qui ne sont pas sortis de la révolution en comprennent les besoins et sachent la diriger. La majorité dans les chambres et le ministère poursuivaient leur plan de comprimer la révolution et la force nationale. Marion Stabile endormait la multitude, en ne cessant de répéter que la Sicile en avait assez de la sympathie anglaise. On organisa, on arma la garde nationale, parce que se trouvant la seule désormais composée et commandée par des hommes dévoués au gouvernement, elle n'était qu'une faction armée et assez puissante pour réprimer tout mouvement du peuple.

Si l'on considère avec attention les phases de la révolution sicilienne, on y voit des masses populaires excitées à un soulèvement qui bientôt dépasse leur audace; effrayées de leurs premiers succès, elles se hâtent de pactiser avec les classes riches et de leur confier une autorité qu'elles n'osent exercer. On voit ces mêmes classes, entrées tête basse dans le gouvernement, se redressant à l'improviste dès que la lutte a cessé, pour renier les vainqueurs et les maîtriser. Ceux qui ont fait la révolution sont regardés comme les premiers ennemis du pays aussitôt qu'il s'agit de soutenir l'œuvre qu'ils ont commencée; le fruit de cette œuvre est cueilli par ceux qui n'ont rien fait, et qui, parvenus au pouvoir sans combat, sans héroïsme, travaillent pour asseoir leurs priviléges. Un mouvement démocratique aboutit, faute de hardiesse, à créer une nouvelle servitude. Les gouvernants espéraient dans la garantie étrangère et dans les miracles. La diplomatie, habituée à trahir par calcul, devait les abandonner; la Sicile, au jour du danger, devait se trouver sans armée régulière; les miracles du peuple devaient manquer, parce qu'ils ne se réalisent qu'une fois : tout contribuait donc à attirer sur l'île des désastres qui devaient l'écraser.

Mais dans ce moment-là, si l'on en excepte quelques patriotes éclairés et sincères, tous ceux qui étaient à la tête de la nation ne sentaient leur conscience troublée par aucun doute; le succès n'était pas à obtenir, on l'avait déjà.

Le parlement procéda à sa constitution. Après la vérification des pouvoirs, le duc Serra de Falco fut élu président de la chambre des pairs; la chambre des communes choisit pour présidents Torrearsa et Fardella. On décida que les prérogatives de la couronne seraient confiées à un régent, et on éleva à cette dignité le même Roger Settimo.

Il restait à prendre une position nette et définitive vis-à-vis du roi de Naples. Le ministère se proposait de faire, dans la séance du 13 avril, une motion qui devait être décisive pour la révolution sicilienne. On avait réuni, le matin, plusieurs représentants chez Roger Settimo; un seul des chefs du parti des patriotes, Lamasa, avait été invité à cette réunion secrète. Là, le ministre Stabile avait exposé l'idée de proposer la déchéance du roi de Naples et de sa dynastie du trône de la Sicile, et l'établissement de la monarchie constitutionnelle comme gouvernement définitif de l'île. Lamasa avait demandé quels avantages on attendait de cette proposition prématurée, surtout quand on n'avait pas un roi tout prêt à mettre à la place de celui de Naples; le ministre répondit que la déchéance et la déclaration de la forme définitive du gouvernement sicilien étaient des mesures indispensables pour traiter avec les puissances étrangères et être reconnu par elles. Lamasa avait cherché à combattre ces idées, insistant particulièrement sur la nécessité où l'on était de ne pas jeter au roi de Naples un défi extrême et de ne pas se détacher entièrement des libéraux napolitains, avec lesquels ils fallait, au contraire, marcher d'accord; mais ses raisons ne produisant aucun effet sur l'assemblée, il s'était borné à demander qu'on différât pendant deux jours de proposer au parlement la motion projetée, ce temps lui étant nécessaire pour préparer l'opposition au sein des chambres. Le ministre Stabile avait consenti à ce délai; mais à peine Lamasa s'était-il éloigné pour se concerter avec ses amis, disposés comme lui à s'opposer à la motion, qu'un citoyen sici-

lien, Giovanni Raffaele, arriva de Naples, apportant au gouvernement les dernières concessions du roi. Ferdinand consentait à offrir à la Sicile son fils puîné pour souverain, et proposait un traité défensif et offensif avec Naples, ainsi que la liberté du commerce. Cette communication était propre à déranger le projet ministériel; par conséquent, ne voulant pas que la nouvelle s'en répandit dans le pays, les membres de l'assemblée, sans tenir aucun compte du délai qu'ils venaient d'accorder à l'instant, résolurent de se rendre immédiatement au sein du parlement et d'y proposer leur motion.

Aussitôt qu'ils furent arrivés dans la chambre des députés, un des leurs s'exprima ainsi : « L'opinion publique a déjà prononcé sur la famille de Bourbon; il ne nous reste donc plus qu'à promulguer le décret. Les infâmes traités de 1815 sont partout foulés aux pieds par la révolution victorieuse. Les deux petits duchés de Parme et de Modène ont chassé leurs oppresseurs; les armes piémontaises soutiennent à Milan la glorieuse insurrection lombarde, et combattent pour expulser du nord de l'Italie les hordes barbares qui la profanent. J'ai entendu prononcer le mot de déchéance; j'y applaudis de toute mon âme, non pas seulement à la déchéance du roi, mais à la déchéance de toute la dynastie. Non, elle ne peut plus régner sur une terre qu'elle a ensanglantée et ruinée par ses fureurs. La dynastie de Bourbon ne peut plus relever son trône sur les tombeaux de ses martyrs. » Le parlement, avec une ardeur qui ne donna pas le temps à l'opposition d'exprimer sa pensée, se hâta de rendre un décret qui contenait ces deux articles : « ART. 1er. Ferdinand de Bourbon et sa dynastie sont pour toujours déchus du trône de Sicile. ART. 2. La Sicile aura un gouvernement constitutionnel et appellera au trône un prince italien aussitôt qu'elle aura réformé sa constitution. »

La motion de déchéance fut reçue à la chambre des pairs avec le même élan. Le baron Stephano, chargé de faire connaître aux députés la décision de la chambre haute, s'exprima en ces termes, au milieu des applaudissements du public : « Monsieur le président, la chambre des pairs n'a pas voté, elle a acclamé

le décret de la chambre des communes qui déclare la déchéance de Ferdinand II. »

Ce décret fut accueilli partout avec enthousiasme. La ville de Palerme fut illuminée pendant trois jours en signe de réjouissance. Les statues des Bourbons, depuis Philippe V, qui ornaient les places et embellissaient les musées, furent abattues, brisées en morceaux; on épargna seulement la statue de Charles III, parce qu'il avait été juste et bienfaisant.

Les deux résolutions adoptées par les chambres furent fatales à la Sicile, la première parce qu'elle excita le Bourbon à une guerre sans merci, et laissa le gouvernement sicilien, qui n'avait pas d'armée, dans les bras de la sympathie anglaise; la seconde parce qu'elle livra l'avenir au hasard et au premier venu des princes italiens, qu'on n'eut pas et qu'on ne pouvait pas avoir. La Sicile n'avait d'autre parti à prendre que celui de conserver son gouvernement provisoire, attendant, pour décider de son sort, que les destinées de l'Italie fussent définies.

Lorsque ces nouvelles arrivèrent à Naples, Ferdinand protesta pour la forme contre le décret du parlement sicilien. Ayant réuni le conseil des ministres, il souleva la question de la guerre de Sicile; mais le ministère, absorbé entièrement par la guerre de Lombardie, ne voulait pas qu'on prît les armes contre l'île révoltée. Deux de ses membres semblaient disposés à entrer dans les vues du roi : le colonel des Uberti, ministre des travaux publics, et Ruggiero, ministre des affaires ecclésiastiques. Ce dernier, s'étant trop avancé, dut donner sa démission. Le ministère refusa donc au roi les moyens de reconquérir la Sicile, et le président Troya lui disait cavalièrement : « C'est en Lombardie que Votre Majesté reconquerra la couronne de Sicile. » Il était évident que tout cela ne pouvait que fortifier la haine secrète du roi contre l'ordre constitutionnel et contre la guerre lombarde. Dès lors, son dessein fut arrêté : gagner du temps, faire semblant de céder en toute chose, et, en attendant, caresser les Suisses, flatter de toutes manières les lazzaroni, et se préparer à la lutte terrible qui devait anéantir la liberté napolitaine.

Si l'on réfléchit à tout ce qui précède, on ne manquera pas de

convenir que de graves dangers menaçaient le royaume des Deux-Siciles. Les habitants de l'île, avec des passions violentes, avec des cœurs ulcérés par une haine ancienne, considéraient comme leur liberté toutes les conquêtes faites sur la monarchie, toutes les humiliations infligées au Bourbon, toutes les injures adressées au peuple napolitain. Dans la Péninsule, on voyait des réactionnaires conspirant contre le peuple en diffamant le monarque; des patriotes, prompts à la confiance, prompts au soupçon, toujours inquiets et indisciplinables, n'usant de la liberté que pour commettre des excès; des ministres, dépourvus en face du roi de cette modération qui est propre à ceux qui aiment un gouvernement libre, vrai et possible; dépourvus en face du peuple de cette sévérité nécessaire à en réfréner les abus, et qui ne peut être exercée que par des hommes jouissant dûment et sans bornes des faveurs de l'opinion; des ministres, dis-je, inhabiles à dominer la position, à comprendre que les nécessités du temps, les intérêts du peuple et ceux du monarque voulaient être proclamés et soutenus également, surveillés et jusqu'à un certain point dominés, afin que l'un ne pût empiéter sur l'autre au moyen de tumultes anarchiques, et que l'autre perdit toute espérance de réussir, par de ténébreuses conspirations, à charger la nation de nouvelles chaînes.

La querelle suscitée entre les deux parties du royaume offrait à tous les hommes honnêtes le triste et douloureux tableau de deux peuples prêts à la guerre civile, remués par les passions les plus terribles, les intérêts les plus graves, dans une époque de renaissance politique, et sous les yeux d'un roi hautain et cruel.

On voudrait en vain s'arrêter à examiner les moyens de défense employés plus tard par les Siciliens. Ils affirmèrent que Ferdinand était justement déchu du trône en vertu de ce droit imprescriptible que nul n'a jamais dénié au peuple de chasser les tyrans et de recouvrer sa liberté; que le roi était tombé dans les cas de déchéance prévus par la constitution jurée par ses ancêtres, et qu'il n'avait lui-même jamais annulée; qu'il n'avait pas été déposé dans le tumulte d'une émeute populaire, mais au sein d'un parlement où siégeaient des hommes recommanda-

bles par leur caractère et par leur haute position, d'un parlement légalement élu et constitué, convoqué par Ferdinand lui-même par son décret du 6 mars. Mais ce n'est pas la question de droit qui, dans ce cas comme toujours, ne pouvait être tranchée que par la force, que l'on examine ou que l'on juge : c'est de savoir s'il fut sage et opportun de mettre cette force au service de luttes intestines, lorsque l'Italie réclamait tout le sang, tous les trésors de ses enfants. Puisque l'existence des peuples est un fait et non une théorie, puisqu'il ne faut pas perdre de vue la réalité pour de vagues abstractions, il est nécessaire de savoir si, dans les circonstances où se trouvait le pays, la lutte persévérante soutenue par les gouvernants de Palerme fut pour eux une gloire ou une faute.

A une époque où Gênes, oubliant ses anciennes rivalités, se réconciliait avec le Piémont, l'île de Sardaigne avec la terre ferme, Pise avec Florence, seule la Sicile persistait à s'isoler et envenimait ses vieilles haines, loin de les oublier. Les Siciliens, aigris par les injures qu'ils avaient reçues de Naples, épris de leur indépendance, songeaient à une séduisante séparation. Mais quelles étaient ces injures, ces trahisons, ces lâchetés, qui, à entendre les insulaires, étaient venues, depuis la révolution du 12 janvier, changer la vieille antipathie des deux peuples en une haine profonde et à tout jamais irréconciliable? La Sicile, au 12 janvier, s'était soulevée; elle attendait de Naples le signal qu'on lui avait annoncé ; au lieu de cela, les Napolitains *avaient lâchement laissé embarquer* des soldats contre l'île. Les Siciliens luttaient pour la liberté, *les Napolitains* les avaient mitraillés. Les Siciliens, à la nouvelle du soulèvement de la Calabre, ne devaient pas être les derniers à y arriver avec des armes; mais, faits prisonniers, on devait les conduire chargés de chaînes à Naples, où *la populace* devait faire de ce spectacle un sujet de réjouissance. A Messine, comme partout, *les Napolitains* avaient combattu et commis des cruautés inouïes, des dévastations, des incendies. Enfin, si l'on recherche de plus anciens griefs, *les Napolitains* avaient enlevé à la Sicile la liberté, annulé ses constitutions, englouti ses trésors, occupé tous les emplois, commis

tous les excès, réduit l'île à un état de désolation, de misère et de dépendance!

Les crimes reprochés ici aux Napolitains n'étaient que les crimes commis par le roi, par ses ministres, ses soldats ou ses lazzaroni. La population était innocente de tant de forfaits, et il y avait, au contraire, pour les deux peuples une raison grande et juste de haïr et de combattre ensemble la tyrannie jusqu'alors soufferte, au lieu d'offrir le pitoyable spectacle de se servir des chaînes qu'ils venaient de briser pour se frapper entre eux. Allumer une telle guerre civile, n'était-ce pas causer la joie et le triomphe de ses ennemis? Les Napolitains auraient pu se plaindre eux aussi, et avec beaucoup plus de raison, que Ferdinand Ier, chassé de sa capitale, en 1799, par le peuple qui proclamait la république, avait trouvé à Palerme un accueil des plus flatteurs et avait été l'objet de fêtes splendides, comme s'il se fût agi d'un roi qui, après une guerre glorieuse, eût apporté la paix au pays; que ce fut la Sicile où naquit la réaction qui ensanglanta les terres napolitaines et détruisit leur liberté; que ce furent des Siciliens, transformés en bourreaux, qui firent périr sur l'échafaud Cirillo, Pagano et mille autres illustrations napolitaines. Ils auraient pu ajouter que le Bourbon, chassé une seconde fois de Naples en 1806, reçut également le plus bruyant accueil du peuple palermitain. Le destin se réservait de changer ces joies serviles en pleurs, pleurs causées par l'homme même et par les cruautés que les Palermitains fêtaient sottement. Pendant que Naples, sous la domination des rois français, acquérait des lois, des institutions civiles, la paix et la gloire, ce fut toujours des plages de la Sicile que sortirent les bandes qui couvrirent de sang la Péninsule en y commettant des actes de brigandage et des violences de tout genre. En 1815, une armée victorieuse d'Autrichiens foula aux pieds le sol de la patrie des Napolitains, et une armée sicilienne vint mêler ses baïonnettes à celles de l'étranger, fière de conduire en triomphe le Bourbon à Naples et de l'imposer au peuple vaincu. Cinq ans d'esclavage commun aux deux peuples s'écoulèrent, et lorsqu'en 1820, les Napolitains seuls secouèrent le joug, lorsqu'ils voulurent faire part à leurs

frères de Palerme de la liberté proclamée par eux, ce fut alors que les Palermitains, jusque-là dociles à servir, repoussèrent leurs libérateurs, en disant pour la première fois : *Nous séparer de vous, c'est notre liberté.* Aussi, au lieu de s'unir pour assurer leur commune destinée, ils préférèrent se couvrir d'un sang fratricide, et faciliter par la guerre civile le triomphe de l'Autriche. Cet exemple ne servit cependant pas aux Siciliens, car ils ne s'apercevaient point en 1848 que la même faute allait les jeter dans le même abîme.

Quant à l'abandon, à la désolation, à la misère qui affligeaient la Sicile, pourquoi ne pas reconnaître le triste fruit de cette même séparation administrative dont les Siciliens étaient si obstinément jaloux, et dont le gouvernement les avait laissé jouir? En effet, l'île ne participait ni aux ordres administratifs, ni à l'armée, ni aux lois, ni aux impôts qu'avait Naples. Elle conservait en toutes choses ses franchises, véritable source de maux, parce que, par elles, les Siciliens étaient opprimés par la féodalité, et voyaient la propriété concentrée en très-peu de mains, les impôts inégalement répartis, le sol dépourvu de routes, les hommes d'une ignorance complète dans la proportion de quatre-vingt-dix-neuf sur cent, des châteaux superbes à côté de huttes sauvages, des couvents très-riches, et dans leurs terres deux millions de prolétaires. Lorsque Ferdinand II, par amour du despotisme, eut enfin l'idée de rendre égale la condition des deux parties de son royaume; lorsqu'il voulut surtout transporter dans l'île les codes français, l'aristocratie sicilienne s'épouvanta de tant de civilisation, et, haïssant l'égalité sanctionnée par ces lois, elle trouva que se séparer de la Péninsule, c'était garantir sa propre liberté. On profita de la haine qui était immense et aveugle chez les insulaires contre les habitants de la terre ferme, et on s'en fit une arme pour conquérir plus facilement une indépendance qui, en réalité, était aussi avantageuse aux classes privilégiées que nuisible à la patrie commune.

Les bons conseils ne manquèrent pas aux Siciliens; ils en reçurent, non des *pères de la patrie*, mais d'un homme dont on aurait dû le moins les attendre, d'un homme qui n'en donna

jamais de plus sages. Voici ce que Mazzini écrivait alors aux Siciliens, dans une lettre qu'il faut conserver à l'histoire : « Siciliens! vous êtes grands. Vous avez en peu de jours fait plus pour l'Italie, notre patrie commune, que nous tous en deux ans d'agitation, de mouvement généreux dans son but, mais trop hésitant et trop diplomatique dans ses moyens. Vous avez épuisé toutes les ressources pacifiques; vous avez senti la sainteté d'une guerre entreprise pour défendre les droits imprescriptibles de l'homme et du citoyen. Dans un moment solennel d'inspiration, vous avez pris conseil de votre conscience et de Dieu; vous avez décrété d'être libres, vous avez combattu, vaincu et conservé la modération des forts dans la victoire. Et votre victoire a changé le sort de l'Italie; votre victoire a marqué une nouvelle phase du développement italien; la période des institutions et des pactes a été substituée à celle des concessions et des réformes. Par votre victoire, le peuple italien a acquis la conscience de sa force, la foi dans son droit.

» C'est grâce à vous que nous autres exilés italiens nous nous promenons avec un front plus fier et plus serein au milieu des étrangers, qui nous plaignaient hier et qui aujourd'hui nous admirent. Que Dieu bénisse vos armes, vos femmes, vos prêtres; et vous tous, aimez-nous, de même que vos frères vous aiment et vous aimeront toujours!

» Mais parce que nous vous aimons, parce que nous répétons aux étrangers avec orgueil vos noms et vos actions, parce que nous saluons en vous un élément qui marque un progrès italien, nous avons le droit de vous parler librement, comme des frères à des frères; nous avons le droit de vous dire : *Vous nous appartenez; vous ne pouvez pas vous détacher de nous; vous ne pouvez pas vous être révélés les meilleurs entre tous les Italiens, pour vous mettre à l'écart, pour vous isoler. Vous avez été grands par la valeur pour remplir les devoirs du présent : nous vous demandons d'être grands par l'amour, par le pressentiment de l'avenir.*

» Les plus populeux, les plus forts par position, par navires, par armes, vous formez une partie importante de l'État d'Italie.

» Vous qui avez été les premiers à soulever en Italie le cri de liberté, les premiers à triompher, vous qui avez mérité l'admiration unanime de vos concitoyens de la terre ferme, vous avez acquis une influence qui ne périra point, une puissance morale que personne ne veut et ne peut vous contester, des droits que personne n'osera désormais vous ravir. Pourquoi voudriez-vous, en vous isolant, diminuer vos forces et celles de vos concitoyens? Pourquoi, par un suicide volontaire, descendriez-vous du rang que vous pouvez obtenir étant réunis, à celui d'occuper en Europe un quatrième, un dernier rang, et vous condamner à une faiblesse éternelle en vous soumettant à l'inévitable influence étrangère? Est-ce parce que le gouvernement de Naples vous a longuement opprimés et traités comme une colonie? Mais la même tyrannie ne pesait-elle pas sur vos concitoyens de la terre ferme? Ne la détestaient-ils pas, ne la détestent-ils pas autant que vous? Ne protestèrent-ils pas par les conspirations, les associations secrètes, et par leur sang le plus pur? Vos bourreaux ne furent-ils pas les bourreaux des Napolitains? Des faits solennels d'insurrection fraternelle n'ont-ils pas eu lieu plusieurs fois entre vous et les Calabrais? Ces faits n'eurent-ils pas une manifestation éclatante vis-à-vis de l'Italie, vis-à-vis de l'Europe, lorsqu'en 1847 un même drapeau fut soulevé à Reggio et à Messine? Ah! n'oubliez pas, ô Siciliens, l'alliance que les martys de Reggio, de Messine et de Gerace scellèrent de leur sang. Ne trahissez pas, après la victoire, les promesses que vous avez faites avant la bataille. Soyez aujourd'hui et toujours des frères, comme vous avez juré de l'être. Ne permettez pas que l'étranger dise : *Ils seront peut-être libres, mais jamais réunis et puissants*. Vous avez montré à l'Italie la force de la valeur; montrez-lui aussi la sainteté de l'amour, la religion de l'unité, qui seule peut lui donner une troisième fois en Europe de la gloire, une mission, un pouvoir d'initiation.

» Je ne suis pas Napolitain. Je suis né à Gênes, ville grande aussi, dans le temps, par sa vie propre, indépendante et libre; grande, pour avoir donné, en 1746, à l'Italie assoupie le dernier exemple d'amour de la patrie, de même que vous en avez aujour-

d'hui donné le premier à l'Italie qui se réveille. Comme vous, nous avons été cédés en 1815, sans notre consentement, à un autre État Italien avec lequel les souvenirs des rivalités passées envenimaient les haines; comme il arrive dans toute union qui n'a pas été librement choisie, mais qui est l'effet d'une violence étrangère, nous avons eu pendant des années bien plus de douleurs à supporter que d'avantages à ressentir : néanmoins, tous ceux qui parmi nous aimaient la patrie commune, tous ceux qui avaient le désir et la foi dans l'avenir, saluèrent cette union comme un sort providentiel. Dans ce lent mais constant mouvement de population, qui désormais approche à son terme, et qui, usé par le travail des siècles, retardé par l'influence des races dominantes, par les aristocraties féodales, par les ambitions de municipes rivaux, prépare maintenant à l'Europe, après l'Italie des Césars et l'Italie des Papes, l'Italie du Peuple, chaque fraction de la terre italienne jointe à une autre fraction, marque un triomphe pour nous, une difficulté pacifiquement écartée. Que le Ciel ne permette pas, ô Siciliens! qu'un funeste exemple nous soit aujourd'hui donné par vous!

» La question, ô Siciliens! n'est pas posée entre Naples et vous, mais entre vous et l'Italie future; entre un haut enseignement d'union et un mauvais exemple d'individualisme local; entre l'Europe, qui attend, pour juger vos œuvres, de savoir si vous renaissez en vue d'une vie nationale ou pour satisfaire un simple égoïsme de liberté et d'utilité matérielle, et l'Autriche, qui cherche les moyens de nous fouler aux pieds, et qui y réussira si, au lieu de nous resserrer en phalanges, nous nous restreignons dans la formule immorale de *chacun pour soi,* dans la haïssable indifférence des destinées communes. La question, en un mot, est posée entre la puissante et active vie européenne qui se prépare pour vingt-six millions d'Italiens, riches d'esprit, de cœur et de moyens, et l'existence nulle, impuissante, dominée par la première influence étrangère venue, existence réservée à votre île si elle se détache de la Péninsule. Songez-y. Plusieurs d'entre vous parlent de vos constitutions, de vos traditions, de votre droit public fondé sur les précédents de 1812 : au nom de

Dieu! ne veuillez pas que la haute position que vous venez d'acquérir au prix de vos dernières gloires descende à des proportions si pitoyables! Si vous pouviez vous résigner à reculer vers le passé et à y chercher les titres de votre droit, vous renieriez en même temps l'Italie future et la conscience qui vous poussait à vous soulever et vous rendait dignes de vaincre.

» Les titres de votre droit, ô Siciliens, ne se trouvent pas dans une constitution disproportionnée aux inspirations de notre époque, une constitution qui vous a été accordée lorsque le cabinet anglais n'avait d'autre but que de faire de votre île *une station militaire* pour ses armées (paroles de lord Castelreagh au parlement, en 1821), et qui vous fut enlevée aussitôt que ce besoin cessa par la chute de Napoléon. Les titres que vous recherchez, vous les avez dans votre soulèvement du 12 janvier et dans l'enthousiasme avec lequel il fut imité d'une extrémité à l'autre de la Péninsule. Ce droit ne vous manquera pas, parce qu'il fait partie du nouveau droit italien, droit qui ne connaît pas les traités de 1815, et qui donnera la formule d'une nouvelle vie descendant de la notion de Dieu jusqu'à l'interprétation du peuple : ce sera la vie d'une nation qui n'a jamais existé jusqu'ici, et qui va exister. Quant à l'autre, le vieux droit, dérivé de faits qui ne sont pas votre œuvre, écrit il y a quarante ans en formules ambiguës et trompeuses, violées à tous moments par les princes et effacées désormais par les larmes et le sang des peuples, il ne relierait votre progrès qu'à une tradition de mensonges; il se traînerait dans les filets d'une diplomatie corrompue et corruptrice, et vous préparerait tôt ou tard infailliblement des trahisons semblables à celles que vous avez déjà souffertes.

» Siciliens! frères, vous sentez-vous assez forts pour restreindre en vous seuls la vie à laquelle aspire l'Italie tout entière, assez mûrs pour vous élancer d'un bond à l'idéal qui se cache dans vos âmes, pour vous donner d'un seul coup des lois gouvernementales supérieures à toutes celles qui existent aujourd'hui, des lois qui soient un vif enseignement pour toute la nation? Dans ce cas unique, le droit de vous recommander l'union avec les États de terre ferme cesserait en moi, cesserait en nous tous.

Mais si vous sentez que ce dessein est prématuré, s'il n'y a aujourd'hui entre vous et les Napolitains que des questions de forme, d'institutions différant uniquement au point de vue particulier d'une plus grande ou d'une moindre émancipation locale, écoutez la parole d'un frère qui aime, après Dieu, la patrie commune, et qui a consumé sa vie dans cet amour; c'est la parole, j'ose le dire, de toute l'Italie. Placez dans un des plateaux de la balance le saint nom de nation; ne donnez pas à vos frères qui vous regardent l'exemple d'un démembrement; restez unis à vos concitoyens de la Péninsule : unis pour livrer avec eux la bataille de la liberté, pour gagner bientôt avec nous toutes les batailles de l'indépendance; unis pour nous réconforter de votre présence et de votre grave parole dans nos réunions, dans nos assemblées; unis afin que les frères encore esclaves prennent courage à se jeter dans la guerre sacrée; unis afin que l'ennemi étranger tremble à notre aspect, afin que l'ennemi étranger sente la vertu du sacrifice de nos âmes et nous admire; unis afin que les destinées de l'Italie s'accomplissent par votre aide plus rapidement, et que l'humanité se réjouisse et que Dieu protége, belle par puissance et par amour, sa terre privilégiée. »

Les Siciliens répondaient que Mazzini ne connaissait pas le roi de Naples et son gouvernement; que les funestes espérances placées en ce souverain ne pouvaient être que la source de grands malheurs pour l'Italie. En cela, ils ne se trompaient pas. Si les Siciliens restèrent isolés, je serais plutôt disposé à en rejeter la faute sur les Napolitains, qui n'eurent pas la vertu de les imiter. Soupçonnant également leur roi, et le sachant irréconciliable avec la liberté, ils ne surent pas secouer son joug, et par une modération coupable, ils se bornèrent à implorer sa coopération impossible à la guerre italienne. Les peuples des Deux-Siciles avaient une égale certitude de la mauvaise foi de Ferdinand; il fallait s'y soustraire. Méconnaître l'autorité du roi, se régir par des gouvernements provisoires, c'étaient des nécessités auxquelles on aurait pu à Naples obéir au 29 janvier, comme on l'avait déjà fait à Palerme. Il s'agissait non-seulement de sauver la liberté contre la haine déclarée du despote, mais de se mettre aussi en

mesure de pouvoir franchement concourir à la guerre de l'indépendance nationale. Jusque-là, au lieu de reprocher des torts aux Siciliens, je ne puis assez les applaudir. Mais il n'en est pas de même lorsque je me demande si les insulaires furent animés d'un sentiment vraiment national dans leurs résolutions. Ils ne cessaient de se montrer très-dévoués pour l'indépendance italienne; ils légitimaient leur soulèvement par la nécessité de concourir à la guerre d'Italie; ils faisaient sans cesse étalage des sentiments italiens les plus élevés : si tout cela était sincère, n'aurait-il pas suffi aux Siciliens d'avoir chassé de l'île les troupes napolitaines, d'avoir rejeté toute transaction avec Ferdinand, d'avoir créé un comité de gouvernement, en un mot de s'être mis, en fait, dans un état complet d'indépendance? Pour donner un libre essor à leur violent amour pour l'affranchissement de l'Italie, avaient-ils besoin de s'avancer jusqu'à déclarer la déchéance de la race des Bourbons du trône de la Sicile?

Qui pourrait le croire! les Siciliens devaient se vanter un jour de leur grande prudence; ils devaient déclarer que l'on vit rarement un peuple passer de l'esclavage à la liberté *avec autant de sagesse;* ils devaient s'efforcer de prouver que *la pensée de rattacher fermement la Sicile à la glorieuse nationalité italienne domina tous les actes du parlement;* que, pour ne pas troubler l'union avec l'Italie, le parlement ne refusa point *de transiger avec le tyran;* qu'il *retarda autant que possible* la déclaration de déchéance de Ferdinand, en attendant toujours *que le bandeau tombât des yeux de ce monarque;* qu'il l'aurait retardée plus longtemps encore *si l'annonce d'une fédération italienne,* rendue nécessaire par les événements de Lombardie, *ne lui eût fait croire qu'un plus long retard serait une sorte de renonciation à ce pacte sacré qui devait fonder l'avenir de l'Italie;* enfin, que pour que la Sicile *pût se faire représenter à cette fédération,* il fallait qu'elle sortît de la situation précaire dans laquelle elle se trouvait, et qu'elle se donnât une forme de gouvernement indépendante.

Quel était donc le bandeau que les Siciliens attendaient de voir tomber des yeux de Ferdinand, après que celui-ci, contraint

par la gravité des circonstances, eut fait des concessions qui, repoussées, avaient été suivies par d'autres plus larges et parfaitement conformes aux premières espérances du soulèvement, espérances qui, s'agrandissant toujours à mesure qu'elles étaient satisfaites, et repoussant toutes les transactions possibles, devaient enfin aboutir à ce résultat, que ce n'était plus un bandeau que Ferdinand devait arracher, mais bien une couronne qu'il devait perdre? Quant à la fédération italienne, il ne s'agissait pas d'un congrès où il fallait envoyer des diplomates reconnus par les membres des autres gouvernements rassemblés; il ne s'agissait pas d'une Diète où il fallait se faire représenter par des hommes investis des pouvoirs de la nation. La fédération italienne allait se réunir dans les camps de la Lombardie : tout homme qui se fût présenté là, prêt à défendre la patrie avec son fusil, en aurait été légitimement un des membres. Pour être admis sur les champs de bataille, il n'était pas besoin d'autre titre que le nom d'Italien. Or, à quoi aboutit tout ce bruit que firent les Siciliens, je le demande? et en quoi la publication de leur décret de déchéance, pour avoir leur part dans la fédération italienne, était-elle utile à l'Italie?

Milan et Venise chassaient de leurs murs les Autrichiens; Charles-Albert passait le Tessin; la Toscane et Rome faisaient avancer sur leurs frontières les troupes de ligne et les légions des volontaires; le ministère et le peuple obligeaient à Naples le roi à envoyer une armée en Lombardie et une escadre dans l'Adriatique. En Sicile, le député Farina se levait dans la séance du parlement du 28 mars, et parlait avec emphase *des frères italiens qui de tous côtés accouraient unanimement pour s'entr'aider à expulser l'étranger de l'Italie;* il ajoutait avec fierté que *la Sicile, ayant été la première à prendre les armes contre les tyrans et à demander la fédération italienne, devait participer à la régénération de la patrie commune.* Après ce pompeux préambule, il proposait, et c'était un coup d'éclat, qu'on envoyât *quatre canons* à la Toscane, *un canon* à Milan, et *quatre drapeaux siciliens* à Rome, à Livourne, à Gênes et à Turin. *Ces drapeaux,* disait-il, *baignés du sang des martyrs de la Sicile,*

voltigeront sur la terre très-sacrée de l'Italie, et apprendront aux combattants à imiter les héros siciliens! Lamasa prenait ensuite la parole, et prononçant belliqueusement quelques mots sur l'obligation qu'avaient les Siciliens *de sceller de leur sang la belle fédération italienne,* demandait qu'on fît partir pour l'Italie, outre les canons et les drapeaux, une armée de *cent soldats* qui auraient *représenté* la Sicile sur les champs de bataille. Il ne faut pas oublier que Farina et Lamasa étaient deux des plus bouillants patriotes, et cela explique comment ils purent se montrer si généreux envers l'Italie. Mais le marquis de Torrearsa, président de la chambre, imposa silence à ces propositions guerrières, en disant que « de telles motions étaient imprudentes, parce qu'elles équivalaient à une déclaration de guerre à l'Autriche, et que la guerre des Siciliens ne devait être que contre Naples. » Le député Santocanale montait alors à la tribune et prononçait ce discours : « Messieurs, nous devons beaucoup à l'Italie, mais elle nous doit aussi quelque chose. Si les Italiens ont été les premiers à exciter les esprits, nous avons été les premiers à soulever les bras. Cependant, l'Italie a une dette à nous acquitter : c'est de faire justice à la sainteté de notre but, en nous rendant indépendants de Naples. Messine est toujours entourée des horreurs de la guerre; Naples ne s'est pas encore expliquée avec nous. Attendons jusqu'au mois de mai, pour que les Napolitains et les Italiens puissent déclarer leur volonté à l'égard de Palerme. Le cours rapide des événements ne nous permet pas encore une ligue italienne; les peuples de la Péninsule ne nous connaissent pas intimement. Les Italiens, qui nous appellent aujourd'hui leurs frères, nous ont regardés dans le temps comme un peuple rebelle; il nous faut faire connaître clairement à l'Italie nos sentiments. Souvenez-vous des Carbonari de Naples en 1820, souvenez-vous des Piémontais : les Siciliens furent alors exclus de la ligue italienne, et tenus comme étrangers à la cause commune. Mais l'on dit qu'il s'agit aujourd'hui d'une époque de vertu, de progrès; que l'Italie n'a qu'une voix et qu'une pensée. Eh bien! Messieurs, je demande que le parlement soit chargé de manifester solennellement la volonté du peuple sicilien; qu'on

envoie des députés en Italie pour y expliquer nos sentiments et obtenir l'engagement de délivrer la Sicile de la dépendance du roi de Naples. Je demande aussi qu'on expédie en Italie dix mille exemplaires de notre constitution de 1812, afin que les Italiens apprennent à quelle hauteur nous nous sommes élevés, et quel faîte de grandeur nous pouvons encore atteindre. »

Il était évident que les Italiens ne comprenaient rien de leur cause nationale. Ils la faisaient consister dans l'affranchissement de leur patrie de la domination autrichienne, tandis qu'elle se réduisait à affranchir la patrie sicilienne de la domination napolitaine. Ce n'est pas en Lombardie qu'il fallait porter les armes, mais sur Naples. A cette condition, les Siciliens auraient consenti à entrer dans la fédération italienne au moyen de quatre canons, de quatre drapeaux et de cent soldats. En attendant, ils se faisaient précéder par une phalange de dix mille exemplaires de leur constitution.

Santocanale se plaignait de ce que les Napolitains et les Piémontais avaient exclu, en 1820, la Sicile de la ligue italienne. La Sicile s'en était exclue elle-même, en proclamant son indépendance de la Péninsule. En 1848, elle se tenait également étrangère à la cause commune. Elle ignorait même qu'il y avait une cause commune à tous les peuples italiens. On parlait de la nation sicilienne, qui aurait fait alliance avec la nation italienne lorsque celle-ci serait arrivée à conquérir son indépendance; on ne comprenait pas en Sicile que la révolution qu'on y avait faite ne pouvait triompher qu'à la seule condition que la liberté de toute l'Italie fût assurée. Si l'Italie tombait, les libertés de ses municipes auraient-elles pu se conserver? Les provinces d'un pays ramené à l'esclavage pourraient-elles rester indépendantes? Si les Siciliens eussent compris cela, auraient-ils, au lieu de concourir à la guerre lombarde, provoqué la guerre civile entre eux et Naples?

Qu'on ne dise pas que les Siciliens ne pouvaient aller combattre en Lombardie parce qu'ils avaient à craindre chez eux la guerre de la part du roi de Naples. Ils étaient si convaincus que Ferdinand ne pouvait faire et n'aurait fait aucune guerre, qu'on

ne vit de leur côté aucun préparatif militaire. Ferdinand était alors pressé par les Napolitains de concourir à la guerre lombarde; il y envoyait une avant-garde de 18,000 soldats, que devait suivre un corps d'armée de 36,000 hommes. Indépendamment de cela, tant qu'on aurait combattu en Lombardie, Ferdinand se serait vu obligé de suspendre ses vengeances contre l'île. En effet, son expédition contre Messine n'eut lieu qu'en septembre, c'est-à-dire alors que l'armée italienne avait été battue, et que Radetzky était rentré à Milan : ce qui prouve une fois de plus que la question sicilienne, comme toutes les questions italiennes, allait se décider dans les champs de la Lombardie.

Si l'on voulait, par hypothèse, admettre que Ferdinand aurait pu faire avancer une armée, au mois de mars ou d'avril, pour châtier la Sicile, les Siciliens, qui n'étaient pas préparés à repousser cette expédition, n'auraient eu de meilleur moyen de la prévenir qu'en s'engageant dans la guerre lombarde, sans tenir compte des menaces de leur roi. Qu'on suppose que le gouvernement provisoire de la Sicile, en s'abstenant de prononcer la déchéance de la famille royale des Bourbons, eût fait entendre à Ferdinand ces paroles : « Nous voulons oublier pour un moment que nous sommes Siciliens, et nous souvenir seulement que nous appartenons à la grande famille italienne. Résolus à prendre part à l'indépendance de la patrie commune, nos armes, notre sang, sont dus à l'Italie; nous marchons en Lombardie; notre pays reste sans défense; vous pouvez l'assaillir, mais vous serez responsable de cette lâcheté devant l'Italie tout entière. Si vous voulez vous épargner ce nouveau crime, imitez notre exemple : que notre querelle reste en suspens. Nous n'avons pas voulu la trancher, puisque nous conservons un gouvernement provisoire. L'Italie, après la victoire, réunie dans un congrès national, prononcera sur nous. Ou, si vous le préférez, suivez-nous en Lombardie, prouvez-nous là votre loyauté, combattez avec nous : nous ne refuserons plus ce roi qui aura concouru au triomple de la liberté et de l'indépendance d'Italie. » Dans quel embarras Ferdinand ne se serait-il pas trouvé alors? Quelle force la Sicile n'aurait-elle pas donnée aux patriotes napolitains, qui étaient tout

enflammés pour exiger le concours du roi à la guerre lombarde? Comment le roi aurait-il pu résister à ces forces combinées?

Je conclus que les Siciliens, en mars 1848, étaient maîtres de la position. Pour peu qu'ils eussent compris leurs véritables intérêts, pour peu qu'ils eussent nourri dans leurs cœurs des sentiments italiens, ils auraient pu entraîner le roi de Naples à la guerre qui s'engageait en Lombardie, assurer la victoire par le concours d'une puissante armée napolitaine, et faire triompher leur cause par le seul moyen qui pouvait y conduire, par le triomphe de la cause italienne. Mais le mouvement de Sicile fut mesquinement municipal. Sans vouloir prendre part *à une guerre contre l'Autriche*, sans se préparer à une guerre contre le roi de Naples, les Siciliens se reposaient entièrement sur la diplomatie étrangère; et s'ils se souvinrent de leurs canons, ce ne fut que pour faire feu, des plages de Messine, contre l'escadre napolitaine qui allait dans les eaux de l'Adriatique, comme tout le monde le savait alors, pour concourir avec l'escadre piémontaise à la guerre d'Italie, ce qui offrit à Ferdinand l'avantage, dont il profita habilement, de rejeter sur eux tous les torts et de leur reprocher, non sans raison, de troubler la résurrection de l'Italie et d'en compromettre le glorieux avenir : reproche singulièrement placé dans sa bouche, mais grandement mérité par les Siciliens.

En attendant, Ferdinand protestait contre le décret de sa déchéance du trône de la Sicile, et demandait à ses ministres les moyens de garantir ses droits sur l'île. Les ministres, comme il arrive à ceux qu'une liberté inespérée jette dans l'ivresse, voulaient être les tyrans de ce tyran qui les avait jusqu'alors épouvantés. En s'indignant de toute réclamation de la part du roi, ils appelaient rébellion de Ferdinand envers l'Italie son désir de garantir ses droits contre la rébellion de ses sujets. Au lieu de s'adresser aux Siciliens et de leur dire avec plus de raison : *C'est en Lombardie que vous conquerrez votre indépendance,* les ministres disaient à Ferdinand : *C'est en Lombardie que vous conquerrez votre couronne*. En vérité, pour imposer des lois si dures à un prince, il aurait fallu d'abord le jeter dans une prison.

Ainsi, un fanatisme sicilien empêchait les accords, un fanatisme napolitain préparait de nouvelles discordes, et cette passion insensée devait amener pour le pays des conséquences sanglantes.

En un mot, quel mobile pouvait pousser Ferdinand II à se mêler à la guerre lombarde? L'ambition devait déterminer le roi de Sardaigne à lever l'épée. Ferdinand n'était pas non plus dépourvu d'ambition, et les instructions qu'il donna à Léopardi en l'envoyant à Charles-Albert, en qualité d'ambassadeur, le montrèrent surabondamment. Ces instructions portaient que le ministre eût *à procurer ces agrandissements de territoire et de puissance qui, dans le cas d'un succès heureux de la guerre, se trouveraient en rapport avec la coopération de l'armée napolitaine.* Si les peuples italiens, pour s'affranchir du joug étranger, n'avaient pas besoin de leurs princes, pourquoi les invitaient-ils à la guerre? pourquoi n'avaient-ils pas fait une révolution démocratique? Et s'ils avaient voulu rester dans les termes d'une transaction, s'ils avaient besoin de leurs princes, s'ils avaient déjà appris par expérience que les généreuses aspirations à l'indépendance nationale n'étaient pas propres à satisfaire les ambitieuses convoitises des rois; s'ils voyaient que Charles-Albert, *le grand Italien,* ne se décidait à combattre en Italie qu'avec le caractère de conquérant, comment pouvaient-ils se flatter que Ferdinand II, *ce rebelle Italien,* se serait résigné à n'être plus que le chevalier du moyen âge, le don Quichotte de l'Italie? L'ambition de Charles-Albert ne laissait pas de place à celle de Ferdinand. En se permettant seul un agrandissement d'État, Charles-Albert offensait d'autant plus vivement Ferdinand, que celui-ci avait toujours été fier de s'intituler *le premier des princes de la Péninsule.* Il dut en outre cruellement souffrir de voir le roi de Sardaigne détrôner les princes de la famille des Bourbons. Enfin, on ne s'était pas borné à réduire le roi de Naples à une condition subalterne vis-à-vis de Charles-Albert : non-seulement on lui avait enlevé tout motif de se mêler à la guerre, mais encore on voulait exiger de ce fier Bourbon une abnégation toute nouvelle dans les annales de la royauté; on demandait, en un mot, qu'il s'employât à donner des couronnes aux autres,

tandis que la sienne lui tombait de la tête. Soucieux des conquêtes d'autrui bien plus que de la conservation de ses domaines, Ferdinand devait, cessant d'être roi de Sicile, aider Charles-Albert à devenir roi d'Italie. Il faut l'avouer, le roi sarde n'aurait pas franchi le Tessin si dans ce moment-là Gênes, Nice, la Savoie, en se soulevant, avaient rejeté son autorité. Ce qu'on demandait au roi de Naples était donc impossible.

Pourquoi Charles-Albert refusa-t-il la ligue que Ferdinand lui proposait, une ligue qui leur aurait assuré réciproquement l'intégrité de leurs États? Pourquoi, après la publication du décret de déchéance, Charles-Albert ne protesta-t-il pas contre ce décret du parlement sicilien, au lieu de laisser ses partisans intriguer pour lui faire décerner la couronne de Sicile? Pourquoi les Italiens en masse, placés entre les Siciliens qui se déclaraient étrangers à la cause commune, et le roi de Naples qui, bon gré mal gré, envoyait une armée et une escadre au secours de l'Italie, ne garantirent-ils pas à Ferdinand, par un cri unanime, la conservation de la Sicile? Pas de justice envers un roi qui s'était fait haïr! Le souvenir du passé aveuglait sur les nécessités présentes. L'esprit public était si exalté et si faussé en Italie, que toute imprudence, toute violence contre les monarques étaient des actes d'héroïsme. Aussi ne cessait-on d'élever aux nues la vertu des Siciliens. Lorsque Ferdinand II parlait de ses droits sur la Sicile, il était appelé traître, au sein de son ministère, dans les journaux, dans tous les coins de l'Italie. Il n'était certainement pas l'ami de l'Italie; j'ignore s'il l'aurait jamais été, quand même on eût tenu avec lui une conduite différente. On n'avait pas tort de se défier de lui. Il était donc d'autant plus blâmable de le provoquer, qu'on le connaissait davantage comme un homme dominé par l'esprit de vengeance. Avec un peu d'art et de prudence, on aurait pu le placer dans la position de ne pouvoir nuire à la liberté de ses peuples et à l'indépendance de l'Italie que par une méchanceté toute spontanée, que rien ne justifiait. Au contraire, rois, peuples, ministres, tous travaillèrent pour venir en aide à son désir de reprendre le caractère tyrannique qu'il avait abandonné un moment.

L'ambition nouvelle d'un roi tendait, au nord de l'Italie, à imposer une annexion à des provinces séparées; la haine ancienne d'un peuple séparait, au midi, un royaume uni sous un seul sceptre. Au moment où les Italiens, pour expulser de leur pays un puissant ennemi étranger, avaient besoin de se lever comme un seul homme, ils se trouvaient divisés par la volonté de se détacher violemment les uns des autres s'ils étaient réunis et celle de se réunir tout aussi violemment s'ils étaient détachés. Si l'amour de la patrie, qui, en réalité, réchauffait les cœurs de tous, eût été moins distrait par les ambitions prématurées de quelques-uns, et mieux servi par les lumières des multitudes, on n'aurait pas manqué de différer jusqu'après la victoire contre l'Autriche toutes les questions d'ordre intérieur et de rapports à introduire entre les divers États italiens. Si j'avais à décider sur les différentes nécessités du citoyen de Milan, de Venise, de Turin, de Florence, de Rome, de Naples, de Palerme, et sur les nécessités du citoyen italien, sur ce que chacun d'eux devait aux besoins particuliers de son municipe et ce que la patrie italienne attendait de tous, je me croirais insuffisant à prononcer dans un sujet si difficile à examiner, si grave par son but. Mais les intérêts étaient identiques; on ne demandait que la même chose à l'individu et au citoyen, au municipe et à l'Italie. La révolution italienne ne pouvait s'arrêter heureusement qu'au moment où elle aurait planté son drapeau victorieux sur les Alpes. La nationalité italienne ayant alors corps et vie, tous ses membres auraient participé à cette vie; l'indépendance commune aurait assuré l'indépendance de chacun. Par conséquent, triomphe de la révolution générale, création de la nation italienne, liberté de tous, liberté de chacun, tout marchait ensemble. Se détacher de ce faisceau, c'était manquer le but commun et se trahir soi-même. Les récriminations d'un peuple contre son prince, les ambitions d'un prince sur des provinces qui ne lui appartenaient pas, les plaintes élevées ici contre des constitutions peu libérales, les nouvelles concessions demandées là, les défiances qui se voyaient partout, les rancunes intestines, les gages que les uns voulaient de l'obéissance des autres et les

autres de la bonne foi des uns, et ce penchant effréné à chercher des garanties partielles lorsque rien ne garantissait encore l'existence de l'ensemble, étaient des choses qu'on réclamait sans que les nécessités du moment les justifiassent, et qu'on accordait sans que la conscience en validât la concession. Il n'y avait pas un seul membre du corps italien qui eût conservé son mouvement quand le cœur aurait cessé de battre. La guerre était allumée entre deux époques qui n'admettaient pas de transactions possibles; elles tendaient à s'exclure : si la nouvelle époque avait triomphé, toutes les sociétés italiennes se seraient trouvées en moins d'un an assises sur des bases de bonheur en même temps spécial et commun; si l'ancienne époque avait eu le dessus, tous les États Italiens se seraient vus repoussés vers un odieux passé. Je répète donc que l'individu et le citoyen, le municipe et l'Italie, n'avaient que les mêmes dangers et les mêmes intérêts : il fallait se soutenir ou tomber tous ensemble.

De ce qui précède, on peut inférer quelle coopération à la guerre lombarde Charles-Albert pouvait espérer de la part du roi de Naples. Qu'il me soit permis en même temps de faire observer la singulière coïncidence à Naples et en Sicile du rêve non moins singulier des modérés italiens, qui voyaient progresser la liberté et l'indépendance nationale par l'heureux accord des princes avec les peuples!

CHAPITRE XII.

Actes des nouveaux ministres à Rome. On demande l'expulsion des Jésuites. Le Pape laisse éclater son courroux. Enthousiasme des Romains à la nouvelle de la victoire des Milanais; ils brisent les armoiries impériales et demandent au Pape qu'il convoque une Diète nationale. Les ministres pourvoient à la guerre. Pie IX consent à éloigner les Jésuites. Une seconde proclamation du Pape est un nouvel éclat de sa colère. Départ de l'armée pontificale. Vaines instances du Pape pour attirer Charles-Albert à une ligue. L'armée pontificale s'arrête aux frontières. Durando hasarde la publication d'un ordre du jour belliqueux, qui donne au Pape l'occasion de faire éclater encore plus violemment sa colère. Tentative de réaction faite à Rome. État des partis en Toscane. L'armée toscane marche vers les frontières. Événements de Modène et de Parme. Tableau de la condition de l'Italie.

Nous avons abandonné Rome au moment où l'on venait de publier le statut et de nommer un nouveau ministère. Le programme ministériel annonçait qu'on se proposait d'appliquer le statut loyalement, de confier l'administration publique à d'honnêtes fonctionnaires, de pourvoir à l'organisation d'une armée, de restaurer les finances, de former enfin la ligue des princes italiens en faveur de l'indépendance nationale. En effet, les nouveaux ministres pourvurent, dès le premier jour, à l'amélioration du crédit public et à l'affranchissement du commerce. Ils déclarèrent rachetables les dîmes et autres droits qu'on payait aux ecclésiastiques, destituèrent les juges les plus haïs des commissions militaires, appelèrent au commandement de l'armée le général piémontais Jean Durando qui se trouvait à Rome, envoyèrent le capitaine Lopez à Naples pour acheter des armes et des munitions; enfin, ils firent partir des troupes pour Pesaro, et décrétèrent le 20 mars que les drapeaux pontificaux seraient ornés d'une bande aux trois couleurs italiennes.

Le Pape se sentait entraîné par les événements. En subissant la violence sans l'avouer, il laissait faire ce qu'il n'aurait pas pu empêcher. Le peuple romain se trouvait en pleine révolution, et

il n'en savait rien; il croyait de bonne foi marcher d'accord avec le gouvernement. La question des Jésuites donna à Pie IX l'occasion de laisser échapper un éclair du courroux qu'il avait dans le cœur, et les Romains ne s'en aperçurent pas. Dès que Naples eut donné l'exemple de chasser violemment les Jésuites, les clameurs du peuple augmentèrent à Rome contre ces religieux. Pie IX, qui en était vivement affligé, voulut admonester ses sujets par une proclamation où on lisait ces passages : « Romains! écoutez encore une fois la voix d'un père qui vous aime... Rome est le siége de la religion; ici demeurèrent toujours ses ministres, qui, sous diverses formes, constituent cette admirable variété dont se pare l'Église du Christ. Nous vous invitons tous et vous engageons à la respecter, et à ne provoquer jamais le terrible anathème d'un Dieu irrité, qui enverrait les foudres de ses saintes vengeances contre les offenseurs de ses ministres. Épargnez cette nouvelle douleur au Pontife qui a été déjà trop contristé par des scandales semblables consommés ailleurs.... Nous sommes convaincu que ces paroles suffiront pour faire rentrer dans le devoir tous ceux qui auraient formé de méchants desseins, dont l'exécution, en déchirant notre cœur, ne ferait qu'attirer sur leurs têtes les fléaux par lesquels Dieu punit toujours les ingrats. Si par malheur ces paroles ne suffisaient pas pour rappeler au droit chemin les égarés, qu'on sache que pour le maintien de l'ordre public nous sommes disposé à nous servir de la garde civique et de toutes les autres forces auxquelles nous commandons. Nous ne voulons pas tourmenter notre esprit, ni chagriner le cœur de tous les fidèles par la prévision des résolutions que nous serons forcé de prendre pour éloigner les fléaux que Dieu voudra peut-être lancer sur le peuple pour le châtier, et nous voulons espérer que la bénédiction apostolique que nous répandons sur tous éloignera nos funestes présages. »

La persécution dont on poursuivait les Jésuites dans toute l'Italie était insensée. Chassés d'un pays, ils allaient demeurer dans un autre, ou ils restaient déguisés dans le pays même dont on les chassait; de sorte qu'au lieu de les tolérer et de veiller sur eux comme sur des ennemis connus, on réussissait à les avoir

pour ennemis invisibles, bien plus dangereux et acharnés à nuire. D'ailleurs, ils ne formaient qu'une très-petite fraction du parti hostile à la liberté; se borner à se prémunir contre eux, ce n'était pour les Italiens que se liver à des mesures partielles, en perdant de vue les grandes nécessités qui pesaient sur la patrie. Si l'ordre des Jésuites succombait dans es autres États, comme un ancien crime sous la justice de la haine, cet exemple ne pouvait être suivi dans les États de l'Église sans une grave imprudence de la part du peuple. On savait que le Pape affectionnait cet ordre bien plus que l'Italie, et ce Pape venait alors d'accorder une constitution. Pourquoi les Romains voulurent-ils l'offenser, sans aucun profit pour eux, dans les affections les plus vives de son cœur? Il avait raison de les appeler ingrats. Mais d'un autre côté, ces menaces de terrible anathème et de saintes vengeances, attribuées, suivant l'habitude, à un Dieu farouche, n'étaient pas moins propres à inspirer du dégoût, car elles semblaient dire que Pie IX, pour la défense de cinquante moines, était disposé à foudroyer trois millions de sujets. Néanmoins, ces admonestations ne firent qu'effleurer les esprits, sans y pénétrer; les Romains étaient si exaltés, que tout ce qu'on jetait dans le feu de leurs âmes, pour l'éteindre, en était embrasé. Ils continuèrent donc à s'abandonner à leur élan, sans même soupçonner que le Pape n'était pas avec eux.

En vérité, tout concourut à pousser peu à peu les Italiens à un état d'aveugle effervescence : d'abord, les grandes espérances que le style biblique des premières proclamations de Pie IX avait fait concevoir, puis ses temporisations calculées, les réformes accordées seulement sous la pression des émeutes, les provocations de l'Autriche, la résistance obstinée du roi de Naples, la révolution de Paris, le soulèvement victorieux de la Sicile; enfin, pour mettre le comble à leur entraînement révolutionnaire, les nouvelles du soulèvement du canton de Neuchâtel, les bouleversements de la Bavière, de Hambourg, du Wurtemberg, de la Saxe et, ce qui devait exciter le plus les esprits, l'avis de la révolution du 21 mars à Vienne, qui, exagérée par la renommée, faisait croire que la dynastie était déchue du trône et que la capi-

tale de l'empire était gouvernée démocratiquement. Alors l'enthousiasme des Romains ne connut plus de bornes; toutes les cloches de la ville retentirent joyeusement; les citoyens de toutes les classes encombrèrent les rues, les places; on tira des coups de fusil en signe de réjouissance; on répandit des fleurs, on arbora des bannières sur les tours, on en para les balcons, et la foule courait en criant : *Italie! Italie!* et en maudissant l'empire autrichien. Les armoiries impériales furent partout arrachées et traînées dans la boue, au milieu des applaudissements de la multitude, et malgré les conseils de quelques hommes prudents. Une masse compacte de peuple, où l'on voyait mêlés ensemble des prêtres, des moines, des femmes, guidés par Ciceruacchio, marcha vers le palais de l'ambassade autrichienne, où l'on écrivit sur les murailles : *A la Diète italienne!* Puis, après beaucoup de chants et d'autres démonstrations exaltées, la foule monta au Capitole, et, dans le temple d'Araceli, chanta une hymne au Seigneur. Enfin, tous accoururent au Colisée, où le père Gavazzi et le docteur Masi réchauffèrent, par leurs sermons et leurs poésies, l'amour de la patrie. Le soir, la fête se termina par une magnifique illumination.

L'histoire doit conserver un de ces traits qui suffisent à définir une époque ou un peuple : au milieu de la grande excitation des esprits qui régna ce jour-là à Rome, on adopta à l'unanimité la proposition d'adresser une pétition à Pie IX pour le supplier de vouloir bien protéger et faciliter l'œuvre de la résurrection italienne, en convoquant à Rome une Diète nationale! Les Palermitains, les Milanais, en se soulevant, avaient donné à leurs plus gros canons le nom de Pie IX; ce même nom avait servi comme signe de ralliement dans toutes les émeutes populaires; maintenant, ce nom devait être employé pour obtenir la convocation d'une Diète nationale à laquelle tous les princes italiens et le Pape même auraient obéi comme des sujets! C'était de la folie pure, et chacun cependant alors pensait que c'était de la sagesse. La vérité est que dans l'imagination des Italiens, le monde n'avait jamais eu de plus grand révolutionnaire que Pie IX.

Le jour suivant, la gazette du gouvernement répondit en con-

damnant l'insulte faite aux armoiries impériales. Mais le ministère se hâta en même temps de décréter la formation d'un corps que l'on appelait d'*observation,* composé de quatre régiments de ligne indigènes, de deux régiments suisses, de deux autres de cavalerie, de trois batteries de campagne et de deux compagnies du génie. On nomma un conseil supérieur de guerre; on permit d'enrôler des soldats volontaires, en désignant pour leur commandant le colonel Ferrari. Durando fut élevé au commandement suprême de l'armée.

A peine prenait-on ces dispositions, qu'à Rome se répandait le bruit de la victoire complète des Milanais, de la fuite de Radetzky, de la proclamation de la république à Venise, et bientôt après de la déclaration de guerre du Piémont. La joie du peuple romain ne pourrait se décrire. Ceux qui s'étaient tenus jusqu'alors éloignés des affaires politiques, furent pris subitement d'un enthousiasme d'autant plus grand, chez quelques-uns, qu'il était faux. Tous les ennemis de la liberté demeurèrent comme frappés de la foudre. Le gouvernement eut bien à se réjouir des préparatifs militaires qu'il avait commandés, ce qui lui donnait l'air d'avoir prévu les événements et de vouloir les seconder. Il ne s'arrêta pas là : pour dominer la situation, il s'appliqua à réaliser rapidement les réformes civiles auxquelles depuis deux ans des commissions spéciales travaillaient sans fruit. La peur seule, et tant qu'elle dure seulement, rend favorables aux intérêts du peuple les mauvais gouvernements. On mit alors de l'ordre dans le paiement des taxes, qu'on exigeait et qu'on dissipait sans contrôle; on chargea la consulte d'État d'examiner des projets de chemins de fer; on fortifia le crédit en promettant le paiement des intérêts sur la rente consolidée; on admit la concurrence dans le commerce et les industries; on ordonna qu'avant vingt jours fût complétement instruit et publié le procès sur la conspiration de juillet; on fit grâce à plusieurs prisonniers non compris dans l'amnistie comme coupables de résistance à la force publique.

Les magistrats, les fonctionnaires publics furent avertis d'avoir à veiller diligemment à l'exécution des lois, à la répression des

crimes, à la défense des libertés garanties par le statut. Enfin, en accordant ce qui avait été refusé quelques jours auparavant, ce qui aurait coûté alors la vie à des citoyens s'ils eussent renouvelé leurs demandes avec insistance, on invita les Jésuites à sortir de l'État, ce qu'ils firent. Mais Pie IX ne savait être fort ou faible qu'à demi : la gazette du gouvernement détruisit, le 30 mars, tout le mérite des concessions du jour précédent, en déclarant les raisons qui les avaient motivées. On y lisait que le Pape avait voulu pourvoir à la sûreté personnelle des Jésuites poursuivis par la menace d'une injuste violence; Pie IX regardait ces religieux *comme ses infatigables collaborateurs à la vigne du Seigneur;* il éprouvait le plus amer dépit en voyant l'agitation croissante des partis acharnés à les persécuter; il avait manifesté au Père général de la Compagnie ses craintes; le Père avait répondu qu'il était prêt à céder devant l'exigence du peuple, ne voulant pas servir de prétexte à l'effusion du sang; après cela, on avait pris des arrangements pour pourvoir à leurs écoles, à leurs maisons, à la garantie de leurs propriétés, et les Jésuites s'étaient volontairement éloignés.

L'expulsion des Jésuites n'était donc pas une satisfaction accordée à l'opinion publique. Déclarés collaborateurs du Pape à la vigne du Seigneur, éloignés par mesure de précaution en face de l'effervescence populaire, les fameux Pères en étaient arrivés à pouvoir se poser en victimes. Pourtant, quelques jours auparavant les Jésuites avaient provoqué la colère du peuple, qui se tenait tranquille depuis la récente admonestation du Pape. Un père Rossi, en prêchant, dans l'église, des doctrines anti-libérales et imprudentes, avait causé un scandale, et toute la ville s'était remplie de querelles et de bruyantes démonstrations. Une institution humaine, décriée à ce point que son nom seul était devenu un proverbe injurieux, n'étant pas corrigée par la vertu de ses membres, ni réformée par aucun acte de l'autorité, devait inévitablement se trouver exposée à la haine populaire. On ne peut pas toujours justifier cette haine, mais l'histoire prouve qu'il en a été ainsi de tout temps. Au moment où les Jésuites étaient devenus l'objet d'une colère universelle en Europe, et

qu'on les chassait de tous les États où l'on avait établi la liberté, s'ils eussent été en Italie ces hommes de Dieu pour lesquels on voulait les faire passer, ils auraient dû volontairement céder aux circonstances et se dissoudre. Mais ces Pères étaient résolus, et ils ne le cachaient pas, à braver la haine publique, à la provoquer jusqu'à ce qu'ils eussent succombé sous le choc de la violence, disant que de cette manière leur expulsion ne serait qu'un fait, et que du moins ils sauvegarderaient leur droit. Quoi qu'il en soit, j'ai exposé tout-à-l'heure mes idées à ce sujet, et ce qui en résulta en Italie vient à l'appui de mon opinion; car tout le fruit qu'on recueillit de l'expulsion des Jésuites, ce fut d'avoir envoyé en pèlerinage quelques hommes simples sans importance; les fourbes, les méchants, restèrent, se cachèrent, se mirent au second plan, fortifièrent les partis rétrogrades, et furent plus actifs, plus obstinés et plus nuisibles, alors que les Italiens les croyaient morts, qu'ils ne l'auraient été si on les eût laissé vivre au milieu de la révolution.

On peut juger quelle peine eut à souffrir Pie IX, défenseur si ardent des Jésuites quelques jours auparavant, de se voir dans la nécessité de les chasser. De ce moment, il ne sut adresser aux Italiens que des prophéties de malheur. Le 30 mars, il publia une allocution où il s'exprimait ainsi : « Les événements qui, avec une rapidité effrayante, se succèdent et s'enchaînent, ne sont pas une œuvre humaine. Malheur à ceux qui au milieu de ce vent qui agite, arrache et brise les cèdres et les chênes, n'écoutent pas la voix du Seigneur! Malheur aux mortels orgueilleux qui voudraient s'attribuer le mérite ou la faute des bouleversements qu'on voit arriver, au lieu d'adorer les desseins insondables de la Providence!... Nous, à qui la parole est accordée pour interpréter l'éloquence muette des œuvres de Dieu, nous ne pouvons nous abstenir de vous manifester que nous avons raison de nous plaindre hautement des offenses faites aux ministres de la religion... Nous ne pouvons aussi vous taire que l'usage modéré de la victoire est une chose plus grande et plus difficile que la victoire elle-même. Si l'époque actuelle en rappelle une autre semblable de votre histoire, qu'il plaise à Dieu que les er-

reurs de vos ancêtres vous instruisent. Souvenez-vous que toute stabilité et toute prospérité ont pour base la concorde; que Dieu seul est celui qui met d'accord les habitants d'une même maison; que Dieu accorde ce privilége seulement aux hommes humbles et pleins de mensuétude, à ceux qui gardent ses lois en respectant les libertés de son Église. Souvenez-vous que la justice seule bâtit, que les passions détruisent, et que celui qui prend le nom de Roi des rois, s'appelle aussi le dominateur des peuples. Puissent mes prières monter jusqu'aux pieds du Seigneur, et faire descendre sur vous cet esprit de force et de sagesse dont le principe n'est que la crainte de Dieu, afin que nos yeux voient la paix rétablie sur cette terre d'Italie; car si dans notre charité universelle, embrassant tout le monde catholique, nous ne pouvons pas l'appeler notre terre bien-aimée, Dieu au moins a voulu qu'elle fût plus proche de nous. »

La révolution italienne déclarée un effet des secrets insondables de la Providence, et non une œuvre humaine; comparée aux tumultes anarchiques de la populace de Rienzi; définie un vent qui arrache et brise les cèdres et les chênes, arbres sacrés ou faits pour avoir la durée des siècles; le soin unique de sauver au milieu d'une aussi vaste tempête politique la nacelle de saint Pierre; la stabilité, la justice, la concorde, le succès, présentés comme des priviléges réservés aux hommes d'une grande mansuétude qui respectent les franchises des ecclésiastiques, et, par suite, refusés à ceux qui avaient offensé les Jésuites; la paix souhaitée à l'Italie, plutôt que la victoire, à la veille d'une guerre; et l'Italie appelée la terre plus proche, mais non la plus aimée d'un Pontife dont la charité n'était qu'universelle, voilà des sentiments dignes sans doute d'un Pontife qui n'eût été que le vicaire du Christ, mais tout à fait décourageants dans la bouche d'un prince Italien. Néanmoins, les Italiens interprétèrent ces paroles comme une exhortation à serrer leurs rangs et à s'enflammer d'un plus violent amour pour la liberté et l'Italie; de sorte que se jetant sur leurs armes, ils acclamèrent Pie IX et se déclarèrent les chevaliers dévoués de la religion. Je ne saurais vraiment décider si ce peuple, trompé ou trompeur, était incapable de rien

comprendre, ou s'il voulait faire semblant de ne comprendre jamais (1).

Dès le 24 mars, toute la troupe de ligne avait quitté Rome avec le général Durando. Dans la nuit du 25 et dans la matinée du 26, étaient parties les gardes civiques et les légions des volontaires sous les ordres de Ferrari, nommé général. Enfin, vers le soir du 28, arrivèrent la nouvelle de l'entrée des Piémontais dans la Lombardie et un exemplaire de la proclamation de Charles-Albert. La proclamation fut imprimée et répandue par toute la ville, et elle y causa une joie si grande, qu'on illumina la ville; la multitude accourut au palais de la légation sarde, en acclamant Charles-Albert; le ministre Pareto se montra et adressa au peuple des remercîments dans un discours inspiré par le plus ardent amour de la patrie.

En attendant, le ministère, pressé par les circonstances, apprenait à faire ce qu'on aurait dû pratiquer deux ans auparavant; il introduisait dans le pays, par voie de décret, ces réformes que les commissions n'avaient jamais su proposer. Le 1er avril, on publia une loi électorale provisoire, suffisamment démocratique; elle plut, parce qu'elle fit croire que le gouvernement voulait appliquer largement le statut. Les magistrats municipaux furent chargés de préparer diligemment les listes électorales. D'autres décrets firent disparaître les règlements barbares qui déshonoraient le système pénitencier. On empêcha les juges de procé-

(1) Il est certain qu'il n'existe peut-être pas d'autre peuple qui sache, comme les Italiens, se moquer avec plus de finesse de celui qui cherche vainement à les tromper. Au milieu de toutes les embûches dont vous les entourez, ils marchent vers leur but, sûrs d'eux-mêmes et sans se laisser arrêter. Faisant semblant de ne jamais comprendre, ils vous remercient de vos pernicieux conseils comme de marques signalées de l'intérêt que vous prenez pour eux; mais ils ont le regret de ne pouvoir les agréer. Les éclats de votre colère sont les admonestations d'un père plein de tendresse; vos injures, vos menaces, sont des paroles mystérieuses qui cachent des trésors de bonté qu'ils s'obstinent à vous attribuer; par conséquent, ils en sont édifiés et non offensés, ni effrayés. En créant des obstables continuels devant eux, vous les faites trébucher à chaque pas; ils se redressent, continuent leur marche, et vous appellent un ami qui prend plaisir à exercer leurs forces. Offrez-leur une coupe de poison, ce sera un breuvage salutaire auquel ils ne sont pas dignes de toucher; et lorsque vous vous fâchez et leur tournez le dos, ils vous poursuivent de leurs éloges; et en se sauvant par eux-mêmes et malgré vous, ils vous acclament leur sauveur : c'est le génie de railler en flattant.

der d'après des accusations et des dénonciations anonymes, immense abus qui avait fait la joie des inquisiteurs. Le ministère voulait placer à la tête des provinces des hommes capables et intègres ; mais ce fut là qu'on rencontra de grands obstacles, car le Pape voulut qu'on respectât les gouverneurs ecclésiastiques ; ceux-ci étaient si jaloux de leurs offices temporels, que si l'on touchait à un seul d'entre eux, ils se soulevaient tous et remplissaient le monde de leurs cris, comme si l'on eût attenté à la religion. Il ne fut possible d'envoyer, le 10 avril, que trois laïques seulement pour gouverner les provinces : le comte Lovatelli alla à Ravenne, restée sans gouverneur depuis que le cardinal Ferretti, au premier bruit de la révolution de Paris, avait abandonné son poste sans la permission du Pape, et s'était confiné dans une de ses abbayes ; le comte Fabbri fut envoyé à Pesaro, pour y remplacer le bon cardinal Fieschi, accusé de manquer de vigueur, puisqu'il laissait dominer dans la légation un certain Gabussi, que le ministre Galletti y avait envoyé comme directeur de la police, mais qui laissait un trop libre essor aux passions populaires; enfin le chevalier Bonfigli remplaça à Rieti Mgr Badie, qui passa à Frosinone, où le légat Mgr Pilla fut le seul sacrifié, parce qu'il y était trop haï : il ne sut jamais se consoler de sa disgrâce. Le ministère rencontra moins de difficulté dans le changement des gouverneurs laïques, pour la plupart décriés et incapables de favoriser le nouvel ordre de choses politiques. Les finances appelèrent aussi l'attention particulière des ministres. On avait déjà contracté un emprunt avec la maison Delahante de Lyon ; mais cette maison, par suite de la crise financière causée par la révolution parisienne, avait négligé de remplir ses obligations. Le gouvernement romain avait dû négocier d'autres emprunts avec la banque et les citoyens les plus riches ; mais c'était peu de chose en face des besoins désormais augmentés par la levée d'une armée sur le pied de guerre. Il fut donc nécessaire, le 11 avril, de rendre obligatoire le cours des billets de la banque romaine ; et le Pape alla cette fois jusqu'à constituer aux possesseurs des billets une hypothèque sur les biens des congrégations religieuses, avec la faculté, à défaut de paiement, de vendre à

l'enchère publique les biens hypothéqués : tant était impérieuse la nécessité du moment, et tant les hommes étaient forcés de se transformer eux-mêmes.

Pendant que le gouvernement prenait à Rome ces mesures de prévoyance, les légions de volontaires poursuivaient leur chemin vers la frontière; de nouveaux citoyens armés grossissaient leurs rangs dans les villes et les campagnes qu'elles traversaient. Arrivés à Foligno, elles s'y arrêtèrent quelques jours, car le général Ferrari voulut prendre le temps de les organiser un peu. Il est impossible d'exprimer la joie avec laquelle ces légions étaient partout accueillies et les dons qu'elles recevaient. Le marquis Gualterio, intendant général de cette troupe, recommandait à la charité des citoyens la noble cause qu'on allait défendre; on obtenait ainsi une grande quantité de chevaux, d'habits, d'argent. Des prêtres et des moines, qui étaient partis en qualité d'aumôniers, quêtaient pour la patrie. Le père Gavazzi, l'un de ces aumôniers, s'improvisait une chaire au milieu des places, et, non content de prêcher la guerre à l'étranger, il foudroyait les riches et les prêtres qui n'aidaient pas cette entreprise nationale.

D'autres volontaires, partis de Ravenne et de la basse Romagne, sous les ordres de l'ingénieur Montanari, 1,000 Bolonais commandés par Mattei, lieutenant-colonel de la garde civique, et l'*armée de cent* jeunes gens qui représentaient la Sicile dans la guerre italienne, avec Lamasa à leur tête, se réunirent à Ferrare pour aider les citoyens à prendre la forteresse. Les Autrichiens s'étaient enfermés dans le fort, résolus à se défendre. Les Siciliens, ivres encore du succès qu'ils avaient obtenu à Palerme, où ils avaient sans canons assailli et pris des châteaux, voulaient qu'on courût sans retard à l'assaut de la citadelle de Ferrare; mais ce conseil téméraire trouvait peu de personnes disposées à le suivre. Sur ces entrefaites, on reçut l'avis que des navires, sortis des plages de la Vénétie, tentaient un débarquement à Comacchio. Lamasa et Montanari volèrent de ce côté, forcèrent les navires à s'éloigner, et arrachèrent à l'ennemi par capitulation les petits forts qu'il occupait sur la plage de Comacchio. Ayant

vu que ces forts ne valaient pas la peine d'être conservés, ils résolurent de les démolir; mais, malgré tous leurs efforts, ils ne purent obtenir l'autorisation du cardinal légat de Ferrare. Préférait-il la garnison autrichienne à celle des troupes italiennes? Lamasa et Montanari enlevèrent les douze canons qu'il y avait et rentrèrent à Ferrare avec le projet de s'en servir pour assiéger la citadelle. Cependant, cette entreprise n'eut pas de suite; les Autrichiens avaient fait sentir qu'ils n'auraient pas cédé avant d'avoir ruiné la ville par tous les moyens dont ils disposaient. Le cardinal, craignant les dommages qui menaçaient la cité, protesta contre toute tentative d'assaut, et le général Durando, qui se trouvait à Ferrare, affirma qu'on ne pourrait battre la citadelle sans artillerie de siége. Les volontaires s'efforçaient en vain de soutenir que leur enthousiasme tiendrait lieu de canons. Il est certain que quelques jours de blocus auraient suffi pour prendre la citadelle, parce que les Autrichiens n'avaient pas de vivres, et l'on pouvait facilement leur couper les eaux. Mais Durando avait des instructions secrètes, et il se bornait à introduire de l'ordre parmi ses légionnaires, qui murmuraient contre lui et se plaignaient qu'on les empêchât de s'emparer de la citadelle, qu'on les laissât oisifs à Ferrare, qu'on ne les conduisît pas au moins au-delà du Pô.

En sa qualité de souverain Pontife, dont la charité était universelle, Pie IX ne voulait pas prendre les armes contre une puissance catholique. Mais il avait eu deux motifs pour consentir à une expédition : d'abord il eût été dangereux de résister à l'élan national; ensuite, on pouvait espérer que les hommes les plus ardents partiraient tous pour la guerre, et qu'ainsi le gouvernement pourrait marcher sans entraves. On avait fait de vaines instances pour obtenir que Charles-Albert reçût en Piémont l'armée pontificale, ce qui lui aurait permis d'expédier en Lombardie un plus grand nombre de ses troupes. Cette négociation n'avait pas réussi, parce que Charles-Albert n'avait pas besoin de garnison dans son pays. Après tout, le Pape avait résolu le problème en envoyant son armée sur le Pô et en défendant au général Durando de prendre part à la guerre tant que les Autrichiens

n'envahiraient pas les États pontificaux. Aussi, quoique les volontaires arrivés sur le Pô montrassent une extrême ardeur à combattre, Durando ne pouvait les satisfaire, se trouvant lié par les ordres précis qu'il avait reçus et qu'il était obligé de cacher.

Aussitôt que le gouvernement romain eut appris que les Piémontais étaient entrés en Lombardie, on envoya à Durando des instructions contradictoires. Aldobrandini, ministre de la guerre et chevalier franc et loyal, écrivit au général en lui ordonnant *de se mettre en correspondance avec le quartier général du roi de Sardaigne et d'agir d'accord avec lui;* le cardinal Antonelli fit entendre à Durando que le désir de Charles-Albert était que les troupes pontificales s'arrêtassent aux frontières et s'y fortifiassent, afin de tenir en échec l'armée autrichienne, en le prévenant *qu'une conduite opposée dérangerait les opérations du roi de Piémont.* Durando, obéissant en même temps à ces ordres différents, ne bougea pas de Bologne, et envoya Maxime d'Azeglio au camp du roi pour lui rendre compte de la force de l'armée pontificale, des ordres reçus de Rome, et pour combiner avec lui ce qu'il y avait à faire.

Dans les premiers jours d'avril, le Pape envoya Mgr Corboli vers le roi de Sardaigne en qualité de légat extraordinaire. Ses instructions portaient qu'il devait représenter le Pontife au camp du roi, hâter la conclusion de la ligue italienne et demander un emprunt d'argent pour soutenir l'armée romaine. La demande d'une ligue faite à un roi qui se trouvait sur le champ de bataille était cette fois un artifice qui tendait à ouvrir des négociations dont la durée aurait été traînée en longueur de façon à ce que, grâce à la ruse habituelle de la cour romaine, pendant tout ce temps les soldats pontificaux n'eussent pris aucune part à la guerre. Charles-Albert trancha cette intrigue en répondant qu'il n'avait besoin que des soldats du Pape. En effet, ayant dû à ce moment diriger sur Venise trois bataillons qui occupaient Modène et ne pouvant laisser sans défense cette ville, dont le duc était à Cataïo, d'où il excitait ses partisans à se soulever, Charles-Albert envoya le capitaine Minghetti à Bologne, afin d'obtenir que le cardinal légat Amat permît à 2,000 hommes de

la division Durando d'aller occuper Modène. Le cardinal congédia le capitaine Minghetti en l'assurant qu'il allait promptement satisfaire à sa demande. Mais quelques heures après le retour du capitaine au camp du roi, une dépêche y arriva par laquelle le cardinal faisait entendre que les Suisses, à son très-grand regret, s'étaient résolument refusés à marcher sur Modène, *se faisant un scrupule de conscience d'obéir* sans avoir d'abord connu la volonté expresse du Pontife; quant à la disposition d'esprit des autres troupes pontificales, elle avait paru encore plus rebelle au cardinal.

Le désir des volontaires de se lancer au-delà du Pô était au contraire si vif, qu'on ne pouvait plus le contenir. Durando se vit obligé d'en référer à Rome, et de demander qu'on levât une défense qui rendait sa position fort difficile. Mais le ministère n'osait ordonner qu'on marchât en avant sans l'autorisation du Pape; il déclara donc à Pie IX que la tranquillité de l'État allait se trouver en grand danger si l'incertitude du gouvernement au sujet de la guerre devait continuer; les ministres se montrèrent disposés à renoncer au pouvoir, ne voulant pas encourir la responsabilité d'une opposition plus longue à un mouvement national si énergique. Pie IX répondit qu'il n'avait pas encore pris de détermination, et qu'il ne pouvait pas en prendre avant qu'il eût reçu des nouvelles du camp piémontais sur la ligue proposée. Et comme un des ministres voulut lui faire observer qu'il ne s'agissait pas seulement de faire passer le Pô aux troupes, mais de coopérer à une guerre *qui devait nécessairement entraîner des hommes à une mort dont aucune conscience de chrétien ne voudrait prendre la responsabilité sans le consentement du prince,* le Pape le rassura et effaça tous les scrupules de son ministre en lui disant *qu'il aurait toujours le temps de retirer ses troupes quand il serait résolu à ne point prendre part à la guerre.* Enfin, Pie IX se tira d'affaire par une équivoque. Il écrivit à Durando *en l'autorisant à faire tout ce qu'il jugerait nécessaire pour la tranquillité et le bien des États pontificaux.* Un homme énergique eût feint de trouver cette autorisation suffisante; mais Durando était dépourvu de hardiesse autant que de talents supé-

rieurs. Il craignit que s'il prenait part à la moindre escarmouche, on pourrait toujours l'accuser d'avoir troublé la paix de l'État. Un nouvel incident vint augmenter sa perplexité.

Pour apaiser l'impatience de ses soldats avec des mots, puisqu'il ne pouvait faire autrement, le général avait publié, le 5 avril 1848, la proclamation suivante . « Soldats ! la noble terre lombarde, glorieux théâtre d'une guerre d'indépendance, alors qu'Alexandre III bénissait le serment de Pontida, est maintenant occupée par de nouveaux guerriers, dont nous allons partager les dangers et les victoires. Eux aussi, nous aussi, comme nos ancêtres, avons été bénis par un grand Pontife, qui, juste, saint et plein de mansuétude, a reconnu également que la raison extrême des armes est la seule raison juste et possible contre un ennemi qui foule aux pieds tout droit, toute loi divine et humaine. Son cœur céleste ne pouvait manquer d'être contristé à la pensée des maux qui accompagnent une guerre; il ne pouvait oublier que tous ceux qui se préparent au combat sous des bannières diverses, sont tous ses enfants. Il voulait accorder du temps à la résipiscence, et la parole qui devait donner le signal de la céleste vengeance s'arrêta incertaine sur ses lèvres augustes. Mais le moment arriva où sa mensuétude se serait changée en coupable connivence avec l'iniquité. Cet homme de Dieu a dû reconnaître désormais que si l'Italie ne sait pas se défendre, elle est condamnée par le gouvernement d'Autriche au pillage, aux cruautés d'une horde de sauvages, aux incendies, à la ruine complète. Il a vu Radetzky porter le glaive de la guerre contre la croix même du Christ, enfoncer les portes du sanctuaire, y pénétrer avec son cheval, y profaner les autels, et faire violer les cendres de nos pères par les pieds de ses immondes Croates. Le saint Pontife a béni vos épées, qui, réunies à celles de Charles-Albert, doivent exterminer les ennemis de Dieu et de l'Italie, ces barbares qui ont outragé Pie IX, profané l'église de Mantoue, assassiné les frères lombards, et qui se sont mis hors la loi par leurs iniquités. Cette guerre de la civilisation contre la barbarie est une guerre non-seulement nationale, mais au plus haut point chrétienne. Soldats! j'ai donc décidé que nous marcherons au

combat avec la croix du Christ sur nos poitrines. Avec elle et par elle nous serons victorieux, comme nos ancêtres le furent. Notre cri de guerre sera : *Dieu le veut!* »

Cette proclamation rassura ceux qui doutaient et tranquillisa l'armée. Chaque soldat orna sa poitrine de la croix aux trois couleurs. Mais aussitôt que Pie IX eut lu la proclamation, sa colère fut extrême. Parler de lui et de la religion d'une manière qui scandalisait les consciences des fidèles; faire de la croix un symbole de combat; offenser les Autrichiens qui étaient la fleur des catholiques, ce furent les plaintes amères que le Pape, sortant de sa modération ordinaire, exhala si haut, que personne ne put l'apaiser. En vérité, je ne sais pourquoi Durando aurait mal fait de parler ainsi si Pie IX eût été sincère dans sa volonté de faire la guerre à l'Autriche, comme il le laissait croire par ses préparatifs. Le langage du général n'était coupable que parce que le Pape nourrissait dans le fond de son cœur des vœux contraires à ceux qu'il voulait que le monde lui attribuât. La proclamation avait l'importance d'une déclaration de guerre; elle bouleversait ce système d'ambiguïtés dont Pie IX s'enveloppait; elle le forçait à sortir de sa réserve et à se déclarer avec franchise. Il lui fallait désavouer le langage de Durando, ce qu'il ne pouvait faire sans avouer son aversion pour la cause italienne, et Pie IX n'hésitait pas à prendre ce parti. Il criait bien fort *qu'on l'avait mis dans le cas de ne pouvoir plus se taire, et que le temps était venu pour lui de se faire connaître au monde catholique, et de tranquilliser par un grand acte public les consciences, qui devaient être bien contristées*. Il lui passait déjà par la pensée cette allocution fatale que nous lui verrons prononcer le 29 du même mois d'avril. Les ministres usèrent de toute leur influence pour le dissuader de cette résolution funeste, et ne durent pas employer peu de prières et de génuflexions pour réussir à le calmer et à le rendre de quelque manière satisfait d'une déclaration qu'ils firent imprimer, le 10 avril, dans la gazette officielle; elle était conçue ainsi : « Un ordre du jour publié à Bologne exprime des idées et des sentiments qu'on pourrait croire dictés par Sa Sainteté. Le Pape, quand il veut déclarer ses sentiments,

parle *ex se,* et jamais par la bouche de ses subalternes. » C'était implicitement désavouer le général Durando vis-à-vis de l'armée et la cause italienne devant l'Italie.

Les progrès de la révolution avaient relevé les espérances du haut clergé et de tous les partisans de l'absolutisme, dans la même mesure qu'ils avaient aigri l'esprit de Pie IX. Les réactionnaires, se voyant débarrassés des jeunes gens les plus ardents qui se trouvaient sur le Pô, et encouragés par l'idée qu'un mouvement rétrograde n'aurait pas déplu au Pontife, s'appliquèrent à en préparer les éléments et l'occasion. Ils résolurent de persuader au Pape qu'il fallait abattre, par sentiment d'humanité et de progrès civil, les murs du quartier des Juifs, où les Israélites étaient obligés de se tenir enfermés, et leur permettre de sortir de cet enclos ignominieux. Pie IX, mû par un généreux sentiment, donna son consentement. Les conspirateurs comptaient sur l'irritation que cette mesure devait causer dans la masse immense des hommes ignorants et superstitieux. En effet, aussitôt que l'on répandit le bruit qu'on allait améliorer la condition des sectaires de Moïse, toute la populace se souleva; on vit des individus parcourir la ville, haranguer la plèbe sur les places, décrier la résolution adoptée par le Pape, enflammer les superstitions populaires. Un soulèvement était inévitable, d'autant plus qu'on avait choisi un jour de la semaine sainte pour procéder à la démolition des murs et des portes de la juiverie. La populace soulevée allait bouleverser la ville sans rencontrer d'obstacles puisqu'il n'y avait plus de troupes; la guerre civile allait faire manquer la guerre à l'étranger. Mais les patriotes romains ayant été instruits de la conspiration, se réunirent pour la déjouer. Le jour où l'on devait démolir la juiverie étant enfin arrivé, Ciceruacchio, suivi de ses nombreux partisans, et tous les citoyens que le ministre de la police Galletti réussit à armer, occupèrent tous les postes de la ville, entourèrent le quartier des Juifs, et, contenant la fureur de la populace, se mirent eux-mêmes à abattre les murs. Ce travail fut accompli heureusement, et Rome resta tranquille. Les chefs de la conspiration qui virent leurs espérances trompées, et les hommes simples qui ne comprenaient

rien à ce tumulte, s'écrièrent alors qu'on avait causé beaucoup de peine au Pontife en exécutant avec un si grand bruit une opération qu'il voulait faire exécuter en silence, et en laissant croire que le mérite en revenait au parti populaire plutôt qu'au chef de l'Église. Pie IX, qui n'avait eu aucun soupçon, se troubla de cette agitation inattendue du peuple, et s'écria naïvement : « On m'avait assuré que tous les révolutionnaires étaient au camp! »

Tel était à Rome l'état des choses. Si nous tournons nos regards vers la Toscane, nous trouverons que les rapports entre le prince et le peuple n'étaient pas là plus sincères qu'à Rome.

Cette excitation dans les esprits des Toscans qui s'était manifestée dès le printemps de 1847, n'avait fait qu'augmenter depuis à mesure que les événements étaient devenus plus graves et plus compliqués. Là, les deux partis des exaltés et des modérés se trouvaient aux prises plus violemment qu'ailleurs. Les premiers étaient convaincus que l'Italie ne pourrait se sauver que par la vertu du peuple : ils aspiraient donc à briser tous les liens par lesquels on cherchait à retenir l'élan généreux d'un large mouvement populaire. Nous avons vu qu'ils avaient fait une tentative à Livourne, et qu'on l'avait comprimée. Les modérés étaient les plus forts; dans leurs rangs se trouvaient les hommes les plus distingués par le talent, par la naissance ou par les souvenirs d'une ancienne gloire italienne : il y avait Ridolfi, Capponi, Centofanti, Salvagnoli et d'autres; on y voyait alors, plus résolu que tous, Montanelli. Ceux-ci ne cessaient de caresser la fantaisie d'une Italie qui aurait été sauvée par la vertu de ses princes. Par conséquent, modération dans le peuple, confiance dans les princes qui le gouvernaient, et qui, en s'alliant entre eux, auraient chassé l'étranger du pays, voilà ce que conseillaient les modérés. Accusés de tiédeur et de conception pindarique par les hommes du parti contraire, ils se vengeaient en appelant leurs adversaires des fous turbulents et dangereux. Quel était celui des deux partis qui avait vraiment conscience de la position des choses en Italie? On n'aurait pas dû oublier que sur tous les points de la Péninsule, les réformes politiques avaient été le fruit du sang, parce qu'il avait fallu les arracher aux princes, tous plus ou moins

résolus à les refuser. On ne fonde pas sur cette base de violence des gouvernements durables. Celui qui imagine pouvoir changer un ennemi en ami par les humiliations qu'il lui inflige, se trompe grandement.

Les Italiens ne devaient donc pas se flatter de pouvoir jouir à l'intérieur d'une liberté assurée; ils devaient encore moins s'attendre que leurs princes, contraints à se dépouiller d'un empire absolu qu'ils appelaient légitime, consentiraient eux-mêmes à sceller leur abdication en s'engageant sincèrement à combattre contre les Autrichiens, oppresseurs de l'Italie, mais leurs alliés. Quel rêve étrange! Les princes étaient hier des tyrans que le peuple a terrassés, et de cette révolution naît aujourd'hui un pacte social en vertu duquel ces mêmes princes dont on vient de châtier l'insolence, s'engagent à consommer leur défaite. Dès qu'ils doivent user du succès, les Italiens victorieux brisent leurs épées et s'en remettent au vaincu; ils prennent même l'attitude du suppliant, et, comme des coupables, demandent leur amnistie. Ce n'est pas un peuple libre qui se relève, c'est une vile masse d'ilotes qui se révoltent et qui sentent ne pouvoir se constituer un droit de leur existence d'emprunt que par la permission de leurs maîtres, de ces maîtres qui, humanisés désormais par les vives offenses dont on les a couverts, ne peuvent manquer d'ouvrir les entrailles de leur miséricorde à ceux qui les ont offensés. Cette fausse position enveloppe l'avenir de l'Italie. Aspirer à la liberté par l'humilité de la servitude, c'est cimenter la servitude par la liberté même, c'est cacher la mort de la nation dans ses espérances de résurrection. Après tant d'audace, le peuple travaille à se faire fouler aux pieds, et les princes apprennent à tuer l'Italie par les Italiens. Il n'y avait que deux partis à prendre : s'abstenir de la révolution, ou l'accomplir après l'avoir commencée. Si l'on ne voulait pas se ranger du côté des exaltés, il y avait moins de raison à rester dans le rang des modérés; il fallait se résigner à l'ancienne condition d'opprimés. La majorité des Italiens choisit une voie moyenne qui n'aboutit à rien, comme toujours. La révolution avait éclaté partout, et c'était l'œuvre du peuple : les modérés voulaient laisser aux princes le soin de l'accomplir.

De graves événements vinrent détourner l'attention de ces discordes intestines. La nouvelle de l'insurrection de Milan et de Venise causa dans toutes les classes d'une population qui n'avait pourtant jamais gémi sous le joug autrichien, de tels transports de joie et un tel élan belliqueux, qu'on vit combien Metternich s'était trompé en disant que l'Italie n'était qu'une expression géographique, combien s'était trompé Lamartine en l'appelant la terre des morts. Entre tous les autres peuples de la Péninsule, les paisibles Toscans se distinguèrent par leur ardeur à s'enrôler comme volontaires et à demander la guerre. Les patriotes les plus bouillants se plaignaient tout haut du gouvernement, en s'écriant que les mesures militaires avaient été mal prises, que les armements étaient trop incomplets, que le ministère était indigne de diriger l'entreprise. Ils arrivaient jusqu'à désirer que le gouvernement refusât l'autorisation de marcher en Lombardie, afin que de là sortît l'occasion de renverser le ministère. Le ministre Ridolfi renforçait sa position en appelant au ministère Neri Corsini, qui jouissait de toute la faveur du peuple. Il était dès lors d'une bonne politique pour lui de s'associer à l'entraînement général, au moins en apparence, et d'envoyer en Lombardie ceux dont l'opposition commençait à devenir inquiétante. C'est pourquoi, dès le 21 mars, le grand-duc prononçait ces paroles : « L'heure de la complète résurrection de l'Italie est arrivée. Quiconque aime la patrie commune, ne peut lui refuser les secours qu'elle réclame de lui. Je vous ai promis de seconder de tous mes efforts l'élan de vos cœurs : me voici prêt à tenir ma parole. » Ce langage énergique parut nouveau dans la bouche de Léopold II; mais il pouvait le tenir sans trop de danger, étant de sang autrichien. Le ministère reconquit pour quelques heures une apparence de popularité.

Le lendemain, le grand-duc passe en revue au fort Saint-Jean-Baptiste deux légions de volontaires. Ce prince, connu pour sa mollesse, y déploya une ardeur si belliqueuse, que tout le monde en fut étonné. Comment avait-il pu tout à coup se dépouiller de sa lâche nature, développer et porter au comble cette fierté de l'homme de guerre? Il fit déployer ses étendards, encouragea au

combat, et ses cris retentissaient comme des coups de sabre sur les armures des Autrichiens; on aurait cru qu'il flairait de loin le sang de ces ennemis, et qu'il était impatient de fouler aux pieds sur un champ de bataille leurs corps déchirés et leurs cervelles éparses. Les légionnaires, réunis aux troupes de ligne, allèrent sur la frontière de Pistoja et de Pietrasanta. Le drapeau toscan avait été orné, par décret du prince, d'une bande tricolore. Sur la route, les troupes furent saluées par de sympathiques acclamations, les fleurs pleuvaient sur les baïonnettes brillantes, les cloches des villages lançaient les plus joyeuses volées. Il y avait en tout 6,000 hommes, dont la moitié de volontaires. Ce nombre restreint pourrait être attribué au peu d'amour pour l'Italie et la liberté; néanmoins, il était bien grand pour la Toscane. La tiédeur et le mauvais vouloir du gouvernement avaient négligé tout moyen d'augmenter les forces du pays; ce n'étaient pas les hommes qui manquaient, mais tout ce qu'il faut pour marcher au combat. Cependant, Léopold II ne cessait de soutenir le rôle d'un lion courroucé qui éguise ses dents et hérisse sa crinière. Quel amour de la gloire! quelle haine contre l'Autriche! L'Italie pouvait se réjouir d'avoir trouvé son champion le plus fervent et le mieux inspiré! Il publiait des proclamations comme celle-ci : « Soldats! la sainte cause de l'indépendance de l'Italie va se décider sur les champs de la Lombardie. Les citoyens de Milan ont acheté déjà la liberté au prix de leur sang et d'un héroïsme dont l'histoire offre peu d'exemples. L'armée sarde marche au grand combat, commandée par son magnanime roi, sous les ordres duquel se placent les princes royaux. Enfants de l'Italie, héritiers de la gloire militaire de leurs ancêtres, les Toscans ne peuvent, ne doivent pas garder un repos honteux dans un moment aussi solennel. Volez donc avec les valeureux citoyens qui sont accourus sous vos drapeaux, volez au secours des frères lombards. L'amour de la patrie excite en vous ce courage dont les guerriers toscans ont donné des preuves en tout temps. La discipline vous accordera la force qui ne vient pas toujours du nombre, et la victoire sera avec vous. Honneur aux armes italiennes! » Les actes du gouvernement ne répondaient

pas à ce belliqueux langage. En effet, à peine arrivés à Massa, les colonnes expéditionnaires reçurent l'ordre de s'arrêter et d'empêcher la proclamation de la république dans le duché de Modène; ce qui voulait dire qu'au lieu de combattre, elles étaient destinées à faire la police à Modène; office ingrat, auquel plusieurs volontaires refusèrent de prendre part; de ce nombre fut Montanelli, qui s'éloigna du camp, s'en alla à Milan, et de là dans le Tyrol.

Les Modenais, par la fuite de leur duc, étaient restés maîtres d'eux-mêmes. Jusqu'au 20 mars, le jeune duc, résolu de résister à la manière autrichienne, avait opprimé ses sujets par les rigueurs les plus barbares. Ce jour-là, plusieurs avaient été publiquement frappés; il en était né un tumulte, et la nouvelle en étant arrivée à Bologne, les Modenais qui s'y trouvaient réfugiés avaient fait un appel aux armes. A ce cri, les jeunes gens des écoles de Bologne et un grand nombre de citoyens s'étaient armés avec la résolution de marcher sur Modène. Le cardinal légat Amat n'avait trouvé d'autre moyen de calmer les esprits que celui de faire partir vers les confins de Modène 200 Suisses, 40 dragons et les volontaires les plus ardents, qu'il n'avait pas réussi à contenir. Amat avait aussi envoyé à Modène le capitaine de la garde civique Aglebert, afin de communiquer au duc la résolution qu'on avait été obligé de prendre à la suite du mouvement éclaté à Bologne, et de l'avertir des grands dangers qu'on allait courir s'il ne cessait pas son système de répression. Alors, le duc avait consenti à faire des concessions tardives, insuffisantes, mal agréées; il avait nommé une régence, en lui donnant la faculté d'accorder un statut imité de celui du Piémont. Après avoir agi ainsi par des actes et avec le langage de ceux qui avouent humblement leurs fautes, il aurait pu rester à Modène et y représenter la comédie du prince constitutionnel, à l'instar de Léopold II en Toscane, de Pie IX à Rome et de Ferdinand II à Naples: il n'aurait pas manqué de modérés pour prêcher au peuple d'avoir toute confiance en lui. Mais le duc de Modène fut un tyran plus honnête et plus sincère : il voulut se réfugier avec sa famille au milieu des Autrichiens, et sortir avec eux de

ses États. Les Modenais méconnurent bientôt son autorité. Les choses en étaient là, quand les Bolonais arrivèrent sur les confins du duché, et que les troupes toscanes reçurent l'ordre d'y faire la police. C'était se donner une peine inutile, puisque les Modenais, après avoir brillamment fêté la liberté acquise, au lieu de songer à proclamer la république, se hâtaient de s'armer pour prendre part à la guerre lombarde.

Il en était de même à Parme. Là régnait ce duc qui, avant de s'échapper honteusement de Lucques, l'année précédente, y avait laissé des traces ineffaçables de son âme lâche et perfide. Il avait ajouté aux crimes odieux de Lucques ceux de Parme, où, guidé par la plus terrible des furies, la peur, il avait répandu et laissé répandre beaucoup de sang. Enfin, le 20 mars, il avait nommé une régence avec faculté d'accorder toutes les institutions qu'on croirait opportunes. On s'était appliqué à élaborer une constitution, et il avait fait les instances les plus vives pour que le travail fût achevé le plus promptement possible, en disant *qu'il ne voulait pas laisser le peuple dans l'incertitude, et le faire douter de sa ferme et sincère volonté de gouverner populairement et de se rapprocher de la ligue italienne*. Puis il avait juré le statut, et à cette occasion avait publié une proclamation où on lisait ces phrases : « Voulant montrer combien j'aime le salut et la grandeur de l'Italie, combien je déplore les courts instants où la nécessité et la position géographique et politique de cet État m'ont soumis à l'influence étrangère....... j'enverrai un bataillon de ligne au secours des Lombards, et mon fils Ferdinand, capitaine d'une compagnie des valeureux volontaires qui voudront le suivre, vous offre son bras, ô Parmesans! Il montrera, je l'espère, que dans ses veines coule toujours le sang des preux ducs de Savoie et celui de Henri IV. » Ce Ferdinand avait déjà cent fois prouvé qu'il n'était qu'un sbire vulgaire. Néanmoins, il osa se présenter à Milan, où il déclara vouloir combattre pour l'Italie; mais les Milanais, sourds à ses bravades, le retinrent en ôtage, puis lui laissèrent rejoindre son père, qui, haï des Parmesans, avait abandonné ses États en se réfugiant d'abord à Bologne chez le cardinal légat, et de là, mal vu du peuple et craignant des

embûches, avait fui secrètement vers des contrées étrangères. Au moment de s'éloigner de Parme, le 9 avril, il avait autorisé le corps municipal à nommer un gouvernement provisoire, et avait laissé l'État sous la tutelle du roi Charles-Albert. Les Parmesans, délivrés enfin de leur duc, étaient disposés à concourir de toutes leurs forces au triomphe de l'indépendance italienne.

Qu'on juge maintenant combien fut merveilleux cet accord que, selon les modérés italiens, la révolution devait resserrer et avait en effet resserré entre les peuples et les princes, à Parme, à Modène, à Florence, à Rome, à Naples, en Sicile. Qu'on juge aussi quelle étonnante alliance de princes était là toute prête à revendiquer pour l'Italie son indépendance. La Sicile armait pour sa propre défense. A Naples, on arrachait au roi la permission de diriger sur la Lombardie un petit corps d'armée, dont la coopération à la guerre, comme on pouvait facilement le prévoir, devait être aussi sincère que la volonté de celui qui lui donnait l'ordre de partir. La même ardeur poussait le Pape et le grand-duc de Toscane à faire marcher leur petit nombre de soldats, pour s'arrêter sur les frontières de leurs États respectifs. De toutes parts on voyait des populations animées courir au combat, et des princes qui, peu disposés à seconder l'entraînement de leurs sujets, laissaient s'évaporer pompeusement dans des proclamations leur ardeur belliqueuse. On pouvait donc par avance, sans prétendre à un grand esprit prophétique, annoncer quels seraient les fruits que la campagne de 1848 devait donner à l'Italie; ils étaient certains et évidents, et résultaient directement de la fausse position où se trouvaient les Italiens par l'effet de cette illusion dont on les nourrissait, qu'après avoir conquis la liberté comme peuple, ils pouvaient et devaient espérer l'indépendance nationale comme sujets.

On a trop dit et répété que le peuple italien avait été un géant furieux qui, après avoir tout abattu autour de lui, s'était lui-même donné la mort. Non, il fut réellement un géant par sa force; mais par un fatal esprit de modération, il se mit sous la tutelle de quatre enfants rusés qui lui ont crevé les yeux et brisé les bras.

CHAPITRE XIII.

Affaires intérieures de la République de Venise; les provinces se séparent de la capitale; la France et l'Angleterre refusent tout secours. Embarras de Manin. État de Milan après les cinq jours de combat. Quelques réflexions sur l'opposition constante entre le gouvernement et les patriotes. État déplorable de l'armée autrichienne. Charles-Albert, qui pourrait la détruire, ne bouge pas de Pavie. Radetzki réussit à réunir et à mettre en sûreté son armée. Charles-Albert se résout à sortir de Pavie. A cette nouvelle, le gouvernement de Milan dissout le Comité de la guerre. Cattaneo, privé de tout pouvoir, cherche à nouer des intelligences avec les Hongrois. Le gouvernement laisse tomber ces conférences; il lui suffit de Charles-Albert.

Voyons quelle était la condition de la Vénétie et de la Lombardie au moment où Charles-Albert y entrait pour en faire le théâtre de ses entreprises.

La situation de Venise était pleine de difficultés; tout y était nouveau, tout était à créer. Manin avait maintenu les employés de l'administration autrichienne, seuls assez rompus aux affaires pour les expédier promptement; mais l'administration par elle-même avait changé d'objet, et les finances étaient à improviser. On avait réuni en peu de jours 4,000 hommes de garde civique, mais il n'y avait pas d'officiers pour leur donner une instruction militaire. Les officiers, presque tous allemands, étaient sortis de Venise; les Vénitiens, que l'Autriche n'avait jamais admis à servir dans les armes spéciales, étaient incapables d'exercer les citoyens. Trois mille hommes de troupes italiennes, formées dès longtemps au métier des armes, étaient restés dans la ville; il aurait été utile de s'en servir comme d'un noyau d'armée et de les employer à instruire les volontaires; mais le gouvernement vénitien, ne voulant pas conserver des cadres autrichiens, avait commis la faute de dissoudre ce corps et d'en éparpiller les soldats dans d'autres corps non formés et hors d'état de rendre des services. Quant à la marine, Venise avait perdu sa flottille.

Les navires vénitiens se trouvaient à Pola lorsque les Autrichiens étaient sortis de Venise, et le bateau à vapeur qui avait transporté à Trieste l'ex-gouverneur Palfy, devait, en passant, commander à la flottille de rentrer à Venise. Mais Palfy avait empêché que l'ordre fût transmis, et aussitôt arrivé à Trieste il avait ordonné à l'escadre impériale de s'emparer des navires vénitiens. Venise se voyait donc obligée de se servir de barques armées pour défendre ses canaux.

De nouveaux embarras étaient venus se joindre à ceux-là. Les provinces vénitiennes, à l'exception de celle de Vérone, occupée par l'ennemi qui s'y trouvait en force, s'étaient en peu de jours délivrées de la présence des Autrichiens. Manin s'était hâté de les réunir à la capitale, en leur faisant entendre que Venise renonçait aux idées aristocratiques de l'ancienne république, qui n'avait voulu régner que sur des esclaves; Venise déclarait libres les provinces, et se proposait de resserrer avec elles des rapports fondés sur des bases démocratiques, entraînant pour tous l'égalité des droits et des devoirs. Jusqu'à ce qu'une assemblée constituante vînt donner au pays une forme définitive de gouvernement, on avait cherché à établir un pouvoir public provisoire. En cela, Tommaseo et Manin n'avaient pas été d'accord : le premier aurait voulu un comité exécutif, composé des députés de Venise et de ceux que les provinces auraient envoyés; Manin, dominé par l'idée que rien ne nuit plus aux progrès des révolutions que les bavardages d'une assemblée, avait désiré conserver une liberté complète d'action, et n'avait consenti qu'à la réunion d'un conseil d'État, auquel Venise et chacune des provinces auraient envoyé trois députés. Ce conseil s'était assemblé le 12 avril. Toutes les provinces, Padoue, Vicence, Bellune, Rovigo, en exceptant toujours Vérone, encore soumise, y avaient envoyé leurs représentants. Mais, comme on devait s'y attendre, les députés ne pureut se résigner à la condition de simples conseillers. Les peuples ne savent constater qu'ils sont sortis de la servitude qu'en se hâtant d'exercer les actes du maître; cette impatience les trahit; et les représentants des provinces vénitiennes réclamèrent le droit de délibérer en commun sur les affaires

publiques d'autant plus vivement que leur inexpérience était plus grande. Cependant, ils ne purent pas vaincre l'opposition de Manin. Celui-ci, au fond, avait raison : il ne voulait pas permettre qu'on l'entravât dans sa marche; mais en repoussant aujourd'hui les représentations des conseillers avec rudesse, en leur adressant le lendemain de dures paroles, des reproches, et refusant même quelquefois de les recevoir, il finit par les dégoûter de telle façon, qu'ils séparèrent bientôt leur cause de celle de Venise. Nous verrons plus tard ces provinces, abandonnées à elles-mêmes, subir tous les inconvénients de la division, jusqu'au plus grave de tous, celui de se soumettre enfin au Piémont, qui devait, sans les défendre, les livrer à l'Autriche. Si elles n'eussent pas refusé de reconnaître la suprématie de Manin, si elles lui eussent permis d'étendre sur toute la Vénétie les idées de prévoyance qu'il fut réduit à concentrer sur la capitale seule, cet homme aurait assuré à l'État entier, je ne dis pas un triomphe, mais au moins une chute glorieuse et suprême comme celle de Venise.

A ces difficultés, déjà si nombreuses et si graves, venaient s'ajouter celles de la place publique. Les uns reprochaient aux dépositaires du pouvoir de montrer trop d'énergie, les autres d'en déployer trop peu. Les soldats se révoltaient et exigeaient que les ministres accourussent pour écouter leurs réclamations dans les casernes. Un jour, les dragons vendirent leurs effets, et le tailleur Toffoli, ministre, dut aller les haranguer; ce qu'il fit avec des paroles si animées, que les dragons, repentants et honteux, rachetèrent ce qu'ils avaient vendu. Un autre jour, on sut que le peuple voulait séquestrer un steamer arrivé de Trieste, en représailles de violences exercées dans cette ville contre des matelots vénitiens. Le gouvernement s'y refusait. Les agitateurs appelèrent alors Manin pour s'en expliquer avec lui. Manin accourut irrité : « Je vous parle peut-être, dit-il, pour la dernière fois. Aucun gouvernement n'est possible s'il lui faut à chaque instant justifier ses actes sur la place publique. Quant à moi, je ne me soumettrai jamais à une pareille obligation; relativement au steamer, je tiendrai ma parole. Je suis prêt à abandon-

ner mon poste; mais, tant que j'y resterai, je ferai respecter mon autorité et ne mettrai pas moins de zèle à maintenir l'ordre que je n'en ai mis à chasser l'Autriche. »

On est surpris de voir, au milieu de tant de difficultés, Manin conserver la présence d'esprit nécessaire pour pourvoir à la défense de la ville. En vain le patriarche de Venise, qui avait refusé de donner sa signature pour l'élargissement de Manin, déclarait maintenant œuvre de Dieu la victoire du peuple, et bénissait les drapeaux; en vain Pie IX envoyait aussi sa bénédiction; Venise avait à se défendre sur trois points : à la frontière du Tyrol, à celle du Frioul, et du côté de la mer. Les consuls d'Amérique, de Suisse et de Sardaigne avaient immédiatement reconnu la république. Mais ce qui importait le plus à Manin, c'était de gagner la bienveillance et les secours de la France et de l'Angleterre. Cependant, nous avons vu ailleurs que la France, décidée à éviter la guerre, refusa non-seulement d'envoyer quelques navires dans l'Adriatique pour couvrir Venise du côté de la mer, mais encore de vendre aux Vénitiens des fusils et des bateaux à vapeur. Quant à l'Angleterre, cette puissance se montrait résolue à observer fidèlement les traités de 1815, qui lui avaient tant profité. La guerre contrariait ses intérêts, qui sont le mobile de sa politique, et les questions de nationalité et d'indépendance italiennes n'attiraient pas la sympathie d'un cabinet que les sentiments généreux ne dirigeaient pas. Dawkins, son consul à Venise, arrivait jusqu'à dire naïvement que le soulèvement de Venise pourrait être d'un mauvais exemple pour les sujets indiens! Par conséquent, lord Palmerston n'entendait pas empêcher que l'Autriche réduisît par les armes les provinces révoltées, et se bornait à lui conseiller, quand elle les aurait reconquises, de les soumettre à un régime plus libéral.

Venise ne pouvait donc compter que sur l'union des forces de la haute Italie. Cependant, on commençait à connaître quelles conditions Charles-Albert mettait à cette union; bon nombre de Vénitiens semblaient disposés à les accepter; Manin et tout le parti républicain les repoussaient. Ce que l'on consentit seulement à demander au roi de Sardaigne, ce fut un général qui

pût commander les troupes vénitiennes et diriger la défense de la ville. On obtint le général Albert Lamarmora.

Après avoir parcouru toutes les autres contrées italiennes et vu dans quel état elles se trouvaient au moment même où Radetzky s'était échappé de Milan et où Charles-Albert se décidait à passer le Tessin, il nous faut maintenant rentrer en Lombardie.

Pendant que Radetzky, dans la nuit du 22 mars, fuyait de Milan, le soulèvement du royaume lombardo-vénitien était général. Tout semblait être l'effet d'un accord, quoique au contraire tout arrivât spontanément. Zichy rendait par capitulation les forts de Venise et s'embarquait pour Trieste avec 6,000 hommes. Les garnisons d'Osopo et de Palmanova déposaient les armes. Les montagnards de la Carnia et du Cadore coupaient les routes qui conduisent à l'Autriche. Le Tyrol se montrait agité; il n'y avait à Trente que 200 soldats seulement, et la nouvelle forteresse près de Bressanone se trouvait dégarnie. Les jeunes gens de Lecco, de Bergamo, de Valtellina, de Valcamonica occupaient les passages qui mènent du Tyrol dans les vallées de l'Adda et de l'Ollio. La Rocca d'Anfo, au haut de la vallée du Clisio, avait été prise. La mer et les Alpes étaient fermées à l'ennemi. Dans l'intérieur, les villes vénitiennes s'étaient toutes soulevées hardiment. Schwartzenberg, commandant de Brescia, obtenait sous conditions la faculté de se retirer. A Bergamo, un fils du vice-roi, resté pendant quelque temps au pouvoir des citoyens, obtenait avec peine de partir avec sa suite. Les volontaires délivraient Varèse, Como, Monza, en faisant prisonniers tous les soldats. A Crémone, 3,000 Italiens désertaient et livraient six canons; 400 hussards demandaient qu'on les laissât partir. Les forts de Pizzighettone et de Piacenza avec leur artillerie étaient abandonnés; 800 Hongrois, sortis de Parme, capitulaient à Colorno; les garnisons parties de Modène et de Reggio cherchaient à se réfugier à Mantoue. Étourdis au milieu de ce vaste mouvement, les généraux autrichiens, ignorant ce qui arrivait sur d'autres points, se demandaient l'un l'autre des secours qu'ils ne pouvaient se donner; leurs dépêches tombaient aux mains

des insurgés. Les garnisons mêmes des places fortes de Mantoue et de Vérone chancelaient; tous les citoyens se paraient de rubans tricolores; on attendait d'un moment à l'autre un soulèvement; on n'entendait que le cri de *Vive l'Italie!* Ici le peuple embrassait dans les rues les Croates, en les appelant ses frères; dans les cafés, on fêtait les officiers; plus loin, les citoyens prenaient sur leurs épaules des hussards et les portaient en triomphe, en criant : *Vivent nos frères hongrois!* En même temps, malgré tous les obstacles opposés par Charles-Albert, des colonnes de volontaires venaient vers Milan de la Suisse, de Gênes, de Casale, d'Acqui, d'Alexandrie, de Saluce.

Radetzky, quittant furtivement Milan au point du jour, s'était dirigé vers Lodi, puisque la route plus élevée et sèche à travers les terres de Bergamo et de Brescia était fermée. L'armée vaincue se trouvait au milieu d'un pays coupé en tous sens de canaux, de fossés qui s'entrelacent; on donne à ces fossés le nom de *rets :* c'est l'image qu'ils représentent à qui les voit tracés sur les cartes. Il n'était pas difficile de rompre tous les ponts, d'enfoncer les routes sous les ruisseaux, de contenir les eaux et de les faire déborder dans les prés, d'abattre les arbres qui les bordent et les traversent, d'envelopper l'ennemi dans un immense marais, où le passage des chars et des canons serait entravé. Les combattants de Milan savaient tout cela et étaient disposés à poursuivre l'ennemi; mais depuis cinq jours personne n'avait eu un instant de repos; beaucoup dans cet intervalle n'avaient pas revu leurs familles; on devait laisser respirer des gens épuisés de fatigue; il fallait quelque temps pour passer en revue les hommes en état de marcher, afin de choisir ceux qui étaient armés le moins imparfaitement, nommer les chefs, fournir à tous de la poudre, des vivres, de l'argent, et surtout décider ce qu'il y avait à faire et où l'on devait aller. On recevait de toutes parts des nouvelles exagérées et contradictoires. Cattaneo crut qu'il n'y avait d'autre moyen de savoir de quel côté tonnait le canon, que de faire cesser les volées retentissantes de toutes les cloches de la ville. On entendit la voix du canon du côté de Marignano. Il était alors évident que les hommes de cette contrée ou

ceux de Lodi disputaient à l'ennemi le passage du Lambro. C'est donc de ce côté que se dirigèrent les citoyens les plus bouillants, réunis à ceux qui venaient d'arriver de Como, de Lecco, de la Suisse. Mais l'ennemi répandait sur son passage le bruit qu'il ne s'éloignait de Milan que pour se procurer des vivres, et que dans trois jours il aurait assailli la ville avec les forces réunies de toutes les garnisons voisines. A Milan, où l'on ignorait encore les soulèvements éclatés à Brescia, à Crémone, à Venise, on dut recommander aux colonnes expéditionnaires, déjà mal pourvues et mal ordonnées, de se tenir toujours à peu de distance de la ville. Dans la crainte que Radetzky ne revînt bientôt sur Milan, une compagnie d'ingénieurs s'occupa à y restaurer les barricades.

En attendant, Milan s'était remplie de gens accourus de tous les villages de la banlieue. Les uns avaient des armes, d'autres venaient en chercher; la plupart voulaient voir leurs amis, qu'ils ne retrouvaient souvent que parmi les morts, ou étaient mus par la seule curiosité de visiter les traces du combat. Les paysans en foule restaient ébahis à regarder les voitures de luxe et les meubles les plus riches brisés et amoncelés au milieu des rues, les murailles criblées par les balles, les balcons de granit crevés par le canon, les restes encore fumants de l'incendie, les cadavres étendus dans les hôpitaux, ou mal ensevelis dans le château, ou abandonnés dans les fossés, et au milieu de tant d'horreurs, les combattants qui se montraient fiers d'être appelés valeureux, et les femmes qui étaient orgueilleuses d'avoir remué les pavés, ou chargé les armes, ou combattu elles-mêmes. Mais la foule des curieux s'augmentant à chaque instant, allait changer en fête une scène de deuil, et empêchait de pourvoir de logements, de vivres et d'armes les volontaires; de telle sorte qu'on fut obligé d'établir un cordon à quelque distance de la ville, afin de repousser les hommes désarmés qui voudraient y pénétrer. On écrivit même aux chefs des villages des environs de Milan, en les priant d'en retenir chez eux les habitants, et de profiter de leur ardeur pour enrôler des corps de volontaires.

Dans le cours du premier jour de la délivrance de Milan, le

23 mars, Cattaneo, en utilisant tout le monde au milieu de la grande agitation qui régnait en ville, pourvut à la défense des pays exposés au danger, réunit des compagnies de citoyens, leur donna des chefs, des armes, des instructions, conféra cette charge à d'autres dans les villes éloignées; tout cela se faisait à la hâte. Ticozzi fut envoyé avec une colonne de volontaires sur la route postale de Lecco, afin d'occuper cette route militaire qui mène au Stelvio, et avec ordre de détacher des petites compagnies vers le Bergamasco et vers la Brianza, pour observer l'ennemi et inquiéter ses derrières; il devait aussi miner le pont de Lecco. On sut que le corps municipal de Monza se montrait trop tiède; on expédia donc là Joseph Scanzi, afin de prendre les dispositions opportunes à la défense de cette ville. Sept citoyens se dirigèrent sur différents points du Crémonèse; l'un d'eux était Attilio Cernuschi. Leurs instructions étaient ainsi conçues : « Le commissaire de Crémone choisira dans la masse des soldats qui ont fait leur soumission, des colonnes mobiles auxquelles on donnera des chefs habiles et fidèles, *pourvus d'aides-de-camp à cheval;* ces colonnes se dirigeront *prudemment* sur l'ennemi. On aura soin avant tout de maintenir les communications entre Lodi, Cremona et Crema, en parcourant le pays, en coupant les routes par des fossés et des barricades formées d'arbres et de terre, surtout là où les routes sont enfermées entre deux canaux, et en élevant des redans clos de tous côtés. Les colonnes, n'ayant pas d'artillerie ni de cavalerie, marcheront avec un certain nombre de fourgons destinés aussi à servir de retranchements improvisés, dans quelque position que l'on se trouve. Il ne faut pas oublier qu'entre Crémone et Brescia est placée la grande masse des forces autrichiennes, au milieu desquelles on ne doit pas s'engager avec des troupes irrégulières et sans lien entre elles. Il faut surtout profiter des innombrables lignes d'eau qui parcourent le pays, en défendre et en fortifier les points de communication. On doit fortifier Crémone et y élever des barricades suivant le système pratiqué par les Milanais. Qu'on excite les Crémonais à nommer immédiatement un comité de guerre, composé de *jeunes gens* hardis et influents, avec *quelque* citoyen

de vieille expérience; qu'on les exhorte à publier un grand nombre de proclamations, afin de nourrir l'enthousiasme populaire; qu'on les invite à envoyer un représentant vers le comité central de Milan, et à se pourvoir d'argent pour mettre en mouvement les ouvriers et les paysans. Les chefs des colonnes expéditionnaires se mettront en rapport avec Georges Clérici, chef de l'état-major général des colonnes mobiles. »

On cherchait ainsi à donner la chasse à un ennemi fugitif. Les ordres transmis étaient immédiatement exécutés, et Cattaneo envoyait une nouvelle ordonnance ainsi conçue : « L'ennemi se retire, et, ne pouvant suivre la route postale de Mantoue ni celle de Brescia, il va lentement, défilant par des chemins tortueux vers la plaine bressane, soit pour parvenir au camp de Montechiaro, soit pour atteindre les châteaux de Mantoue, puisque cette ville est déjà au pouvoir des habitants. Formez des colonnes mobiles avec les jeunes gens les plus valeureux; approchez-vous le plus possible de l'ennemi pour le harceler dans sa difficile retraite, qu'il ne peut opérer qu'à raison de six ou sept milles par jour; coupez les routes au-devant de sa marche; mettez-vous en rapport avec les officiers, en leur offrant de l'argent s'ils se rendent. Dans vos mouvements, ne vous éloignez pas des lieux habités, afin que la cavalerie ou l'artillerie ne puisse vous atteindre; conduisez avec vous des voitures chargées de gros fagots et de matelats pour en former des barricades ambulantes; mettez-vous en rapport avec la colonne mobile bressane et avec les colonnes milanaise et suisse du commandant Manara, qui doit se trouver vers Soncino, à l'avant-garde des auxiliaires piémontais. Agissez, agissez, remplissez votre page, comme nous avons rempli la nôtre. »

On ne négligeait pas de diriger sur d'autres points les volontaires, à mesure qu'il en arrivait. Les Génois parurent sur la route de Pavie; Cattaneo se hâta de leur écrire : « Nous vous sommes reconnaissants du secours fraternel que vous nous apportez. Depuis hier soir, notre ville est délivrée de la présence de l'ennemi. Il dirige ses masses, confuses et avilies, principalement vers les routes de Lodi, Crema, Crémone et Mantoue, déjà

en partie occupées et coupées. Valeureux amis! si vous voulez avoir votre part de la victoire, précipitez vos pas sur les traces de l'ennemi fugitif. Que Dieu nous veuille heureux, comme il nous a voulu libres et glorieux! Vive l'Italie! »

D'autres citoyens furent envoyés pour soulever le Mantouan derrière l'ennemi. Louis Torrelli partit le 24 pour la Valtellina afin d'ouvrir par le passage d'Aprica une communication avec Valcamonica, et ensuite par le Tonale avec le Tyrol italien, où l'on dirigeait de Milan un citoyen de ce pays. Enfin, on s'adressa au commandant de la garde civique de Bologne, en l'exhortant à passer le Pô et à couper à l'ennemi les routes de Padoue et de Vicence, en occupant les monts Euganei et Berici.

A Milan, on recueillait en même temps des chevaux pour former un régiment; Carnovali ouvrait une école d'artillerie, et le toscan Montemerli une école d'infanterie. On ramassait les armes jetées dans les champs; on travaillait activement à fabriquer de la poudre; on attendait une grande quantité d'armes que des négociants suisses et allemands étaient allés acheter dans des pays étrangers pendant le siége de la ville.

Ces dispositions auraient eu besoin d'être favorisées par les nobles personnages qui composaient le gouvernement provisoire; ceux-ci auraient dû donner de la vigueur aux desseins des patriotes, en offrant de l'argent et tant d'autres choses manquant à une jeunesse hardie qui n'avait à consacrer à la patrie que ses bras. Mais ces chambellans mécontents avaient bien d'autres pensées que celle d'augmenter les forces du peuple. La confusion était immense au sein du gouvernement provisoire. Composé de royalistes et de républicains, ils se surveillaient les uns les autres avec défiance, et se poussaient réciproquement à faire des fautes pour compromettre leur rivaux et rester seuls maîtres du terrain. Personne n'avait un portefeuille à soi : chacun faisait un peu de tout. Casati et Durini tenaient fortement au principe autrichien de la *collèctivité*, afin qu'au beau milieu de cette confusion, personne n'eût à répondre de ses actes. Il n'y avait qu'un ministre, le ministre de la guerre, Pompée Litta, et c'était justement celui dont on pouvait le mieux se passer, puisque le conseil de guerre

pourvoyait avec une rare activité aux nécessités de la lutte. Quant aux finances, le gouvernement avait supprimé d'un trait de plume, afin de se rendre populaire, la plupart des impôts sans les remplacer. La Lombardie, qui payait par an quarante millions à l'Autriche, ne trouvait plus d'argent pour ses dépenses urgentes.

Les citoyens et le gouvernement ne pouvaient s'entendre entre eux. Le 23 mars, la ville se trouvant menacée de voir bientôt Radetzky revenir avec une armée, les citoyens avaient demandé qu'on démolît le château. Casati, songeant que peut-être le roi de Sardaigne pourrait en avoir besoin pour tenir en respect la ville, promit de raser une partie des deux tours; Cattaneo lui fit observer qu'à cause même de leur hauteur, elles étaient peu propres à être défendues, et qu'on pouvait les conserver au moins comme des monuments anciens; il ajouta que ce qu'il importait d'abattre, c'était le reste du château : un bâtiment vaste et solide, libre vers la campagne, et placé aux flancs de la ville, serait redevenu en toute occasion une forteresse. Le surlendemain, Casati se borna à faire rabaisser les tours de quelques mètres. Plus tard, les citoyens firent de nouvelles demandes pour la démolition de tous les lieux fortifiés dont on pouvait inquiéter la ville; un des gouvernants, Fava, qualifia d'incendiaire cette requête, et donna l'ordre d'arrêter le typographe Agnelli qui l'avait imprimée et Jules Jerzaghi qui l'avait écrite. Trois mois après, le 26 juin, Radetzky dut remercier le gouvernement de lui avoir conservé une forteresse de laquelle il continua à épouvanter la ville.

Mais des débats plus violents entre les citoyens et le gouvernement eurent lieu sur la question des armements. Les premiers pensaient que le roi de Sardaigne, en arrivant en Lombardie, respecterait mieux un peuple qu'il trouverait militairement organisé; ils ne voulaient pas permettre qu'il n'y fût reçu que par la milice des barricades, objet certain de son mépris. Par conséquent, il fallait hâter la formation d'une armée régulière. Les membres du comité de la guerre visant à ce but, appelèrent en conseil tous les vétérans de l'armée italique du temps de Napo-

léon. Plusieurs d'entre eux avaient été nommés colonels et généraux sur les champs de bataille avant 1814, tandis que les généraux actuels de Charles-Albert n'étaient que lieutenants ou gardes d'honneur. Le respect dû au rang et à l'expérience des premiers aurait été un frein pour les citoyens. Néanmoins, les vétérans ne voulaient pas comprendre ce que la patrie attendait d'eux; ils voulaient imposer au mouvement spontané d'un peuple les habitudes d'obéissance et les formes solennelles convenant à un pays qui est dans son état normal; ils demandaient, par exemple, un ministère avec toutes ses sections au complet. Cependant, Cattaneo parvint à les satisfaire en leur accordant un secrétariat avec les trois sections les plus nécessaires pour le personnel, le matériel et la comptabilité de l'armée. Cela fait, on voulut que ces vétérans nommassent eux-mêmes les officiers, afin d'écarter l'embarras que le roi de Sardaigne n'aurait pas manqué d'apporter à l'armée lombarde, en y adaptant, comme dans l'armée piémontaise, les grades militaires aux titres de noblesse. Une lutte s'engagea avec les membres du gouvernement provisoire, qui s'étaient hâtés de demander à Charles-Albert des officiers piémontais en disponibilité. Quels officiers pouvait avoir à offrir le Piémont, qui, après trente ans de paix, appelait sous les armes toutes sortes de soldats? Il arriva donc que ceux qu'on envoya à Milan étaient des hommes chassés de l'armée du roi, parmi lesquels je citerai un certain Farcito de Vinea, qui fut immédiatement nommé colonel du premier régiment, et qui, après quelques jours, fut forcé de donner sa démission, un journal de Gênes ayant raconté l'histoire de son déshonneur.

Le gouvernement provisoire mit non-seulement la corruption dans cette armée naissante, mais il fit tout son possible pour en empêcher la formation. Il laissa longtemps oisifs, et dispersa ensuite à peu près 3,000 soldats italiens qui s'étaient révoltés contre l'Autriche à Crémone et à Pizzighettone, et 7,000 autres qui avaient déserté. Il opposa mille obstacles à l'armement. Les négociants qu'on avait envoyés pour acheter des armes dans les pays étrangers, commençaient à revenir; quatre cents fusils arrivaient de Lugano, les seuls qu'on y eût trouvés; le gouver-

nement retardait à en payer le prix, dans l'espoir de gagner un demi-franc par fusil : en attendant, le canon de Radetzky tonnait non loin de Milan. Les patriotes avaient désigné pour les soldats l'uniforme vert, qui était national à l'Italie ; mais les rétrogrades voyaient avec regret reparaître les couleurs de la glorieuse armée qu'ils avaient sacrifiée en 1814 à l'Autriche. Par conséquent, tantôt prétextant qu'on n'avait pas trouvé de drap vert, tantôt que cette couleur n'était pas durable, ils s'opposèrent à cette mesure et s'obstinèrent à vouloir que les soldats lombards fussent revêtus de l'uniforme piémontais. Les Lombards refusèrent et n'acceptèrent que leur couleur nationale.

On reprochera peut-être aux patriotes lombards une opposition qui pouvait nuire à la patrie. On dira que si un amour vrai de la patrie les eût animés, ils auraient consenti à tout ce qu'on leur demandait. Quel que fût leur uniforme, ne pouvaient-ils combattre avec une même valeur ? Mais pourquoi n'adresse-t-on pas plutôt ce reproche à ceux qui demandaient des sacrifices pénibles et injurieux à des jeunes gens dont il fallait respecter même les illusions, nécessaires pour soutenir un enthousiasme si utile à la défense de la patrie, à laquelle ils offraient leur sang ? La discipline peut s'accorder avec le courage chez de vieux soldats formés à une rigoureuse soumission ; mais un peuple soulevé est dans un état fébrile, dans un état d'énergique individualité qu'il faut diriger et non contrarier ni étouffer. Cependant, c'est toujours le système qui prévaut chez les hommes nés dans le régime du despotisme : ils ne savent pardonner au peuple d'avoir une volonté, quoiqu'ils trouvent bon pourtant que ce peuple, dans un cas donné, veuille bien se sacrifier pour la patrie. Ils prétendent, en un mot, que le peuple doit jouer à leur profit, alternativement, le rôle du mouton pour leur obéir, et celui du lion pour les défendre.

Ces luttes entre les patriotes et le gouvernement provisoire s'agitaient au moment même où on n'aurait dû s'occuper qu'à poursuivre Radetzky. La nomination de Théodore Lecchi comme chef suprême de l'armée qui restait à former, fut l'occasion d'une nouvelle lutte. Cattaneo s'adressa à Lecchi, et en le renseignant

sur les différents ordres qu'il avait envoyés dans la journée, le priait de les compléter. Mais Lecchi partageait tous les préjugés de ceux qui ont passé de longues années sous les drapeaux; il ne comprenait qu'une guerre méthodique, et secouait la tête quand on lui parlait d'expéditions révolutionnaires. Enfin, il refusa aux volontaires la permission de combattre, alléguant la vieille règle, qu'il ne faut pas opposer en rase campagne à des soldats réguliers un corps irrégulier. Il poussa même la fidélité au principe jusqu'à déchirer les ordres que Cattaneo voulait expédier aux volontaires. La conséquence de tout cela fut que Milan, n'ayant pas encore de soldats réguliers, ne devait plus combattre. Cattaneo ne put s'empêcher de parler en ces termes à Lecchi et aux vieux colonels qui l'entouraient : « Voulez-vous donc que ces pauvres volontaires, qui se sont donné la peine de faire quatre marches pour se procurer la joie de tirer un coup de fusil à la bannière autrichienne, rentrent dans leurs montagnes comme ils en sont partis, et tout cela parce que vous êtes inébranlables dans votre règle, qui ne vaut plus rien? Vous ne voulez pas qu'ils se hasardent en rase campagne contre des troupes régulières? D'abord, il est douteux qu'une armée qui se retire en désordre et sans artilleurs puisse s'appeler régulière; il est douteux aussi qu'on puisse appeler rase campagne ce pays tout coupé de canaux, de fossés, et qui est un vrai marais. Et puis, où doit-on poursuivre l'ennemi, si ce n'est là où il se trouve? » Lecchi consentit enfin à accorder aux volontaires la permission de continuer leur marche, et envoya immédiatement à Manara et à Arcioni, qui se trouvaient à Treviglio, l'ordre d'aller en avant avec leurs colonnes impatientes de combattre.

L'armée de Radetzky se voyait dans un sérieux embarras. Pendant toute la journée du 23, elle n'avait pu que se traîner jusqu'au pont de Marignano, sur le Lambro; elle le trouva coupé. Une poignée de jeunes gens, au nombre de quarante-cinq environ, osèrent lui faire face, et dans le premier moment firent éprouver des pertes à la colonne du général Wratislace; mais les Autrichiens envahirent bientôt la campagne, brûlèrent quelques maisons, pillèrent, massacrèrent, et rétablirent le pont. Voyant

que les trois routes militaires de Lecco, Brescia et Crémone étaient coupées, Radetzky fut contraint de défiler avec peine vers Crema, Orzinovi et Leno, sur une seule ligne de chemins provinciaux, tortueux et défoncés, encaissés entre des terres couvertes d'eau et remplies d'arbres et de fossés. Une colonne occupant vingt-sept mille de longueur, engagée dans ce détroit, n'aurait pu se concentrer si on l'avait assaillie de flanc; les sections n'auraient pu se porter secours entre elles, surtout si on ajoute à leur embarras l'encombrement des fourgons, des voitures, des blessés, des femmes, des prisonniers, des ôtages, des soldats italiens qui cherchaient l'occasion de s'évader ou de se révolter, et des autres soldats, tous de langages divers, tous ennemis entre eux, épouvantés, pressés par la faim, abandonnés de leurs officiers. Un cheval tombé, un char brisé, auraient suffi pour faire obstacle; une attaque dirigée contre cette armée en désordre, rien que le bruit imprévu du canon, la nuit, auraient pu causer une confusion complète. Après avoir passé plusieurs jours en pleine campagne, sans abri, exposés à une pluie torrentielle, souvent sans pain, continuellement poursuivis et harcelés par les bandes des volontaires, les Autrichiens arrivèrent près de Lodi et virent intact le pont de l'Adda; brisés de fatigue et mourant de faim, ils s'arrêtèrent enfin, tombant à terre au pied des maisons.

Les officiers autrichiens étaient démoralisés. La fuite de Metternich, le désordre des finances, l'agitation générale qui se manifestait en Pologne, en Bohême, en Hongrie et même à Vienne, leur faisaient croire que l'empire était détruit; ils songeaient à se sauver. Plusieurs abandonnèrent leurs bataillons. Les populations soulevées dans le bas Bressan prirent une bande de soixante officiers fugitifs, deux colonels et un des frères Schonhals. On envoya demander conseil à Cattaneo pour savoir si l'on pouvait assurer une pension à quelques officiers de l'état-major, qui étaient disposés à passer au service des Italiens. La somme qu'on exigeait pouvait égaler un capital de 500,000 francs; mais on voulait que la promesse fût signée par trois membres du gouvernement provisoire. Cattaneo ne réussit à obtenir qu'un

seul consentement; les autres membres du gouvernement lui déclarèrent que ses demandes étaient inopportunes, puisque Charles-Albert ne pouvait tarder à arriver avec son armée.

Or, il n'y avait rien qui choquât plus le sentiment public des Milanais que la venue du roi sarde. Les nouvelles des heureuses révolutions qui éclataient dans toute l'Europe, la fuite précipitée des Autrichiens auxquels on donnait partout la chasse au son des cloches, la république proclamée à Venise, les mouvements populaires qui s'opéraient avec grand bruit dans toutes les villes depuis l'Adige jusqu'à l'Isonzo, faisaient croire à tort ou à raison qu'il n'y avait plus besoin de soldats pour chasser les Autrichiens. Il semblait que Radetzki ne fût plus en état d'opposer une sérieuse résistance. On parlait de lui fermer le passage des Alpes, de conquérir l'Illyric, l'Istrie, la Dalmatie, et pour quelques-uns c'était peu que d'aller jusqu'à Vienne. Les Milanais étaient confirmés dans ces illusions par une brochure dans laquelle César Cantù leur disait qu'ils avaient tout fait et qu'ils pourraient facilement accomplir le peu qui restait à faire. Il arriva qu'à Milan les masses populaires se plaignaient continuellement, en disant : « Les Piémontais viennent nous secourir après la victoire; pourquoi ne sont-ils pas venus lorsque Radetzky nous foudroyait avec ses canons? » Voilà quelles étaient les tristes conséquences de la faute de Charles-Albert, de n'avoir pas pénétré en Lombardie sans conditions pendant le combat de Milan.

D'un autre côté, la conduite du gouvernement provisoire de Milan n'était pas moins insensée. Composé presque entièrement d'hommes dépourvus de ce génie qui fait concevoir les grandes idées et exécuter les fortes résolutions, il ne savait pourvoir à la guerre, de même qu'il n'avait pas su pourvoir à la paix. Depuis que Charles-Albert était entré en Lombardie, les nobles de Milan croyaient qu'il ne leur restait plus rien à faire. Ils laissaient entendre qu'avec les troupes piémontaises sur le Mincio, les Lombards ne devaient se donner aucun souci; et, se plaçant à l'ombre des lauriers des cinq jours de combat soutenus à Milan, ils attendaient que les murs de Peschiera et de Mantoue tombassent pendant qu'ils admireraient de loin ces grands exploits. Quand

on leur disait : « Organisez-vous, armez-vous, hâtez-vous ! » ils répondaient : « Eh quoi ! n'y a-t-il pas les Piémontais ? » Aussi firent-ils entendre à Cattaneo qu'il ne devait se donner aucune peine pour la guerre, puisque *si elle s'était trouvée entièrement accomplie, il aurait été peu poli d'y inviter Charles-Albert !* Et Durini ajouta avec un air de triomphe *qu'on aurait bientôt fait prisonnier Radetzki lui-même ;* mais le bon Casati s'opposa à cet exploit en disant *qu'une telle victoire serait immorale.*

La nuit du 24 au 25 mars, une brigade piémontaise entra à Milan ; le gouvernement provisoire l'avait demandée avec instance au roi. Elle était sous les ordres du général Bes. Cattaneo proposa alors à Casati de lancer, le jour suivant, ces troupes par le chemin de fer à Treviglio. Là se trouvaient 3,000 volontaires avec deux canons ; les Piémontais seraient donc arrivés à Treviglio le soir même du 25, à une marche de distance du flanc de Radetzky ; ils auraient pu menacer le pont de l'Ollio, ou du moins continuer à harceler l'ennemi ; et comme Radetzky n'avait pas d'artilleurs et ne comptait que peu de cavalerie, la conformation du pays, parsemé d'arbres et de fossés, n'étant pas d'ailleurs propre à ce genre de troupes, les assaillants ne couraient pas de danger en s'approchant. Casati répondit en ordonnant sèchement qu'on logeât les troupes dans le château. Cattaneo s'adressa enfin directement au général Bes, en l'exhortant à profiter de l'heureuse occasion ; mais le général n'avait pas d'instructions à cet égard.

L'arrière-garde autrichienne, le matin du 28, se trouvait encore à Crema ; il n'y avait que trente milles de distance, et c'était le sixième jour depuis l'évacuation de Milan par l'ennemi. Les troupes piémontaises, retenues immobiles à Milan par leurs chefs, frémissaient d'impatience. La hardiesse des volontaires était immense ; mais, bien qu'utile à inquiéter les Autrichiens, elle ne pouvait suffire à les vaincre. Les colonnes commandées par Manara, Arcioni et Torres, arrivèrent à Crema le soir du 28 et en chassèrent l'arrière-garde ennemie. Torres se dirigea sur Leni. Plus au nord, Manara et Arcioni, les premiers à franchir le Serio, l'Ollio et le Clisio, arrivèrent à Salò et y surprirent les

Autrichiens au moment où ils extorquaient une contribution; puis, montés sur les bateaux à vapeur du lac de Garda, ils allèrent en côtoyant vers Desenzano, et s'avancèrent jusqu'à échanger des coups de fusil avec les canonniers ennemis des batteries de Peschiera. Tout cela n'empêchait pas que Radetzky, quoique continuellement harcelé, ne continuât péniblement sa marche; il eut ainsi le temps de recueillir de toutes parts les détachements dispersés et les garnisons fugitives de Pavie, de Plaisance, de Parme, de Bergamo et de Brescia. Charles-Albert laissait échapper une occasion très-heureuse pour lui : il aurait pu rapidement s'avancer sur l'un ou l'autre flanc d'un ennemi si embarrassé, par les deux routes militaires de Brescia et de Crémone et par un chemin de fer; une autre route par Plaisance, sur la droite du Pô, était libre; il pouvait se servir des moyens immenses de transport que le luxe des villes et la richesse des campagnes lui auraient fournis; enfin, les bateaux à vapeur du Pô pouvaient en douze heures transporter 3,000 hommes de l'embouchure du Tessin à celle du Mincio et remorquer autant de barques qu'on en voudrait prendre dans les canaux milanais. Il lui était donc facile de devancer sous Mantoue, et même sous Vérone, un ennemi qui se traînait avec effort; Charles-Albert, donnant la main aux insurgés, pouvait alors entrer par surprise dans ces forteresses mal gardées; et, en raison du soulèvement général de l'Italie et de l'impuissance momentanée de l'ennemi, il pouvait, pour quelque temps du moins, fixer sa base d'opérations partout, sur l'Adda, sur le Pô, dans le marais de Venise, et trouver du pain et des hôpitaux dans toutes les villes.

Mais Charles-Albert, en arrivant à Pavie, y avait établi son quartier-général, et, ne croyant pas avoir de forces suffisantes pour poursuivre Radetzky, le laissa tranquillement se concentrer. Radetzky comprimait dans sa marche le mouvement des villes. A Brescia et à Bergamo on avait obligé des généraux autrichiens à capituler, sans prendre garde de leur imposer au moins la condition qu'ils eussent aussitôt à se retirer en Autriche par le chemin direct des montagnes; par conséquent, ces généraux pouvaient se détourner de leur route et rejoindre Radcztky, qui

marchait à leur rencontre. Les ordres qu'on avait donnés aux populations de ces contrées, de couper les routes et d'abattre les ponts au-devant de l'ennemi, n'étaient pas arrivés toujours à temps, ou n'avaient pas été partout exécutés complétement. Le général Lecchi, qui aurait dû aller personnellement diriger les opérations de ses Bressans, des Crémonais et des volontaires qui accouraient de toutes parts, se rendit tranquillement à Pavie pour baiser la main du roi. De son côté, le gouvernement provisoire continuait à faire comprendre à tous que désormais l'armée se chargeait de tout, et que le peuple ferait mieux de ne pas se mêler de la guerre. Aussi Radetzky, dans le parcours de quatre-vingts milles, trouva les ponts, depuis celui du Lambro, tous en état de faciliter son passage. Le 28, il passa l'Ollio avec le centre de sa colonne; le 30, il était à Ghedi, qui se trouve au midi de Brescia; son corps s'élevait à 26,000 hommes, avec 1,500 chevaux, et il envoyait par Leno 6,000 autres soldats.

Les partisans de Charles-Albert ne manquèrent pas de sourire de la puérile vanité avec laquelle les Lombards croyaient et assuraient qu'ils avaient chassé Radetzky jusqu'au Mincio. Cette retraite, dirent-ils, devait être faite par Radetzky afin de réunir dans un seul corps les garnisons éparses et se placer dans un lieu fortifié; il devait la faire et il l'exécuta en vue de l'arrivée de l'armée piémontaise; si cette armée ne se fût alors approchée du Tessin, le maréchal aurait dompté Milan le sixième ou le septième jour après l'insurrection, ou du moins, en réunissant les garnisons dispersées, il serait retourné sur la ville avec une armée formidable, et, par la faim et par la force, l'aurait sans doute reconquise, et après elle toutes les autres villes seraient tombées en son pouvoir. J'ai prouvé ailleurs que Radetzky, chassé entièrement de la ville après cinq jours de combat, sans artilleurs, sans munitions, sans vivres, affaibli par de graves pertes, mis en danger d'être bloqué dans le château et contraint de se rendre avant deux jours, prit la résolution de s'éloigner de Milan, vaincu par l'insurrection seule. L'armée piémontaise était si peu disposée à passer le Tessin, que la déclaration de guerre ne fut faite par Charles-Albert que deux jours après la

fuite de Radetzky. Quant à la probabilité que le maréchal, en réunissant les autres garnisons, serait retourné sur la ville et l'aurait bientôt reconquise avec toutes les autres, je la crois mal fondée, car l'insurrection s'était trop étendue sur tous les points de la Lombardie et de la Vénétie, et les forces autrichiennes étaient trop faibles, dispersées et démoralisées, pour qu'il ait eu l'espérance de soumettre avec elles le pays. Radetzky, s'il eût été heureux, n'aurait fait que s'enfermer dans ses forteresses, en attendant qu'il lui arrivât de Vienne un corps d'armée de secours, avec lequel, je ne le nie pas, il aurait pu, après de longs combats, reconquérir le royaume lombardo-vénitien.

D'ailleurs, si les partisans de Charles-Albert parlèrent ainsi pour se moquer de l'insurrection lombarde, ils furent grandement injustes, parce qu'on ne peut, on ne doit pas refuser des éloges à un peuple qui, sans armes et depuis longtemps sous le joug d'un ennemi puissant, avait eu la hardiesse de se soulever et la force de vaincre. Si les amis du roi sarde voulurent avec leurs vanteries se procurer une satisfaction d'amour-propre, je pense qu'ils auraient mieux fait de se taire et de rougir de honte, en reconnaissant que si Radetzky devait se retirer pour réunir dans un lieu fortifié les troupes impériales dispersées, c'était précisément un devoir pour Charles-Albert de l'empêcher d'atteindre son but; et il pouvait le faire. Ainsi donc, avoir laissé Radetzky concentrer ses forces, ce fut la première faute par laquelle le roi de Piémont ouvrit la campagne. Le maréchal autrichien avait perdu à Milan une grande bataille : Charles-Albert le sauva d'une complète déroute. Lorsque le premier eut enfin rassemblé son armée dans le camp de Montechiaro, on put dire que le second s'était créé un ennemi sérieux.

Charles Albert se décida enfin à sortir de Pavie avec son armée. Aussitôt que le gouvernement provisoire de Milan en eut reçu l'avis, il se montra impatient de faire cesser tout pouvoir populaire et de ramener les citoyens aux conditions normales de l'obéissance. Il croyait n'avoir plus besoin du peuple, et qu'il suffisait de remettre le pays au roi, qui saurait le conserver. Il commença donc par imposer à Cattaneo et aux autres membres

du comité de la guerre, de soumettre à son approbation non-seulement tout ordre qu'ils voudraient lancer, mais aussi les nouvelles concernant la guerre, qu'ils avaient la coutume de publier. Un gouvernement qui se vantait d'avoir été nommé par le peuple au milieu des barricades, se hâtait bien vite de répudier le principe de la publicité. Voici la vérité : les patriotes, qui voyaient de loin se préparer un grand désastre, ne se privaient pas de l'annoncer par des mots qui semblaient alors trop durs, mais qui ensuite furent trouvés prophétiques; le gouvernement croyait que pour bien voir il ne s'agissait que de se bander les yeux. Dès lors, il ne fut plus possible de prononcer une seule vérité relative à la guerre, sans être qualifié d'espion autrichien. Les membres du comité de la guerre ne voulurent pas rester plus longtemps à la tête d'une administration de simple apparat, pour se voir un jour exposés à une cruelle responsabilité. Cattaneo avait déjà suffisamment prouvé qu'il n'était pas un ambitieux. Le 31 mars, trois de ses collègues et lui offrirent leur démission, déclarant au peuple, dans une proclamation, qu'ils avaient fait tout ce qui avait été en leur pouvoir. Cattaneo, pour n'être pas un obstacle au gouvernement, cessa même d'écrire dans les journaux et de recevoir ses amis.

Le jour suivant, le gouvernement déclara publiquement que Cattaneo et ses collègues avaient bien mérité de la patrie, en même temps qu'il s'occupait de défaire tout ce qu'ils avaient fait. Il décréta que le comité de la guerre serait remplacé par un ministère régulier, avec toutes ses sections, et se réserva le choix des fonctionnaires. Enfin, il remit tout pouvoir dans la main de Collegno et de Sobrero, tous deux Piémontais et envoyés par le roi. Charles-Albert se trouva ainsi maître de la position.

Toutefois, du fond de sa retraite, Cattaneo rendit un dernier service à son pays : il était convaincu qu'on aurait pu gagner avec avantage à la cause italienne les Hongrois, pour lesquels les Autrichiens et les Croates étaient des ennemis aussi bien que pour l'Italie. Dans ce but, il proposa à Litta, ministre de la guerre, de rendre à leur patrie les prisonniers et les blessés hongrois. Tous les deux visitèrent dans ce but les hôpitaux, et

Cattaneo écrivit à la nation hongroise la lettre suivante : « Valeureux Hongrois! parmi les prisonniers et les blessés qu'un combat de cinq jours a fait tomber entre nos mains, il y en a plusieurs qui appartiennent à votre noble pays; nous vous renvoyons ceux qui appartiennent à l'ordre ecclésiastique, parce que leurs personnes sacrées ne doivent pas subir les lois de la guerre, et afin qu'ils vous annoncent notre volonté de vous rendre, sans rachat ni échange, tous les autres prisonniers et blessés. A cet effet, nous avons visité les hôpitaux, et nous faisons faire des recherches dans les dépôts de prisonniers des autres villes; aussitôt que nous les aurons réunis tous à Pavie et à Crémone, nous attendrons que vous ayez envoyé des commissaires pour les conduire, au moyen des bateaux à vapeur du Pô et de l'Adriatique, jusqu'à Trieste, avec tous les égards dus à leur état. Que Dieu les accompagne avec sa grâce, puisqu'il a voulu que notre victoire les rachetât de leur service au sein d'une armée d'esclaves.

» Témoins des terribles dangers que notre peuple presque sans armes a surmontés, ils vous diront quels actes d'incroyable cruauté ont été commis par les satellites d'une ancienne tyrannie. Quand ils vous parleront de vieillards, de femmes, d'enfants taillés en pièces ou brûlés vivants, vous comprendrez de quel abîme de misère Dieu nous a sauvés. Quand ils ajouteront que malgré cela notre peuple irrité a accueilli comme ses frères les prisonniers et les blessés, vous verrez combien il est digne de l'amitié de tous les hommes généreux, et vous chasserez loin de vous la défiance et la haine que les renards auliques ont fait naître entre votre nation et la nôtre.

» Hongrois ! le 28 avril 1814, quatre semaines après la chute de Paris, nous avons librement et volontairement accueilli l'armée autrichienne dans notre ville, à la condition qu'un prince du sang de Marie-Thérèse nous gouvernerait comme un État indépendant. Au contraire, nous avons subi trente-quatre années d'oppression perfide et de spoliation continuelle; et notre plus grande douleur était que nous et toute la nation étions représentés aux yeux du monde comme race lâche et dégénérée. Le

sang de trois cent mille de nos combattants, qui avait arrosé dans les guerres de la France les champs de Colberg, d'Austerlitz, de Raab, de Girona, de Valence, de Cattaro, de Malo-Garoslavetz, de Bautzen, de Dresde, de Leipsik, de Hanau, de Mantoue, avait été perdu pour notre honneur. Dieu soit loué, qui nous a enfin accordé les mitraillades de Palerme et de Milan! Notre peuple se trouve maintenant semblable à un gentilhomme qui s'est délivré de la calomnie par un duel. Ce peuple vous tend donc sa main consacrée par la victoire, et pure de vengeances et de cruautés. Il ne vous demande pas que vous ayez à violer vos devoirs envers votre pays : il vous demande cette noble amitié qui liait dans les temps anciens les champions mêmes que la destinée contraignait à se combattre.

» Que Dieu veuille toucher les cœurs pervers de ceux qui disposent des nations et les poussent à s'entr'égorger. Il serait digne de la civilisation du siècle que les peuples ne brandissent l'épée que pour la défense de leur sol natal. La Hongrie, pendant la lutte séculaire contre les Ottomans, a eu à sa droite Venise, à sa gauche la Pologne. Ces trois nations, réunies alors dans la gloire, furent ensuite les victimes de la même trahison. Que Dieu les réunisse encore dans le combat et dans la victoire. L'ennemi commun vient du nord. Valeureux Hongrois! souvenez-vous de vos frères Polonais; souvenez-vous qu'au-delà de la terre ennemie, au pied des Ourals, languit dans les ténèbres et l'ignorance du servage la patrie de vos ancêtres! Souvenez-vous aussi de ce que vous devez à l'Italie! Elle fut italienne, la première charrue qui sillonna la terre de Teissa; ce furent des mains italiennes qui posèrent le premier pont sur votre Danube; toute votre patrie est couverte des reliques de nos pères. L'Italie vous a donné la religion du Christ; l'Italie vous a prêté pendant dix siècles la langue des autels et des lois, lien principal de votre unité nationale. Suivant le nouveau droit des gens, nous pouvons tous nous considérer comme des amis, des égaux, chacun restant dans les bornes inviolables de sa patrie. Ce qui nous est le plus cher après la victoire qui nous a rendus libres, c'est votre amitié. Dieu soit avec vous! »

Cette adresse, traduite en langue hongroise et signée par Litta, obtint du comité de Pesth une prompte réponse, où on lisait entre autres choses ce qui suit : « L'étranger abuse des richesses et du sang des Hongrois. A la nouvelle de la révolution italienne, nous avons poussé les ministres à rappeler nos régiments. A la lecture de votre adresse, nous nous sommes écriés qu'une guerre scélérate contre vous n'était plus tolérable. Nous proclamons au nom du peuple hongrois, qu'il ne sera plus enfant de cette terre libre celui qui combattra contre la liberté. Notre vœu le plus ardent est que l'Italie et la Pologne soient libres, pour notre bonheur et pour celui de l'Europe entière. »

Le gouvernement provisoire approuva ce projet d'alliance, mais ne voulut pas consentir à donner la liberté aux soldats; il ne délivra que deux aumôniers, puis laissa tomber les négociations. Quel besoin avait-on des Hongrois? l'armée piémontaise sortait alors de Pavie.

CHAPITRE XIV.

État de l'armée piémontaise au moment de son entrée en campagne. Forces dont disposait Radetzky à la même époque. Proclamations de Charles-Albert du 31 mars à ses soldats et aux Lombards-Vénitiens. Contraste entre la hardiesse des corps volontaires et la lenteur des mouvements calculés de l'armée piémontaise. Combat de Goito, 9 avril. Combats de Monzambano et de Borgnetto, les 9 et 10 avril. Radetzky se retire derrière l'Adige; les Piémontais s'arrêtent sur le Mincio. Après une vaine tentative pour s'emparer par un coup de main des forteresses de Peschiera et de Mantoue, les Piémontais reviennent se reposer sur le Mincio. Force, division, qualités de l'armée piémontaise.

L'armée de Charles-Albert n'était pas préparée à la lutte. Les dissensions avec l'Autriche, l'agitation qui régnait en Italie et dans toute l'Europe, laissaient bien prévoir des événements qui auraient pu rendre nécessaire la coopération des armes piémontaises; mais toutes les précautions prises pour un cas de guerre s'étaient bornées à appeler sous les armes quatre contingents et à ordonner l'achat de 400 chevaux d'artillerie, car il n'y en avait que 600. Les contingents et les premiers chevaux commençaient à peine à arriver au moment où le soulèvement de Milan éclata. On sait quelle explosion il y eut alors dans l'esprit public des Piémontais, et avec quelle fureur ils proclamèrent la guerre de l'indépendance; les premiers symptômes révolutionaires apparaissaient déjà dans les provinces; le gouvernement se trouva dans un embarras sérieux. Sa politique usée de temporisation l'aurait sans doute entraîné dans un abîme, si Charles-Albert, avec une précipitation nécessaire, mais qui parut généreuse, ne s'était décidé à occuper la Lombardie et à sauver le Piémont en écartant les troubles intérieurs au moyen d'une guerre nationale.

La déclaration de guerre avait été publiée à Turin le 24 mars; on avait voulu prendre alors les dispositions pour rappeler de leurs garnisons les troupes afin de les diriger sur les frontières,

et pour se procurer tout ce qui était indispensable à l'organisation d'une armée qui doit entrer en campagne. Mais les événements pressaient. Charles-Albert s'était vu obligé de partir de Turin dans la nuit du 26, et de se diriger sur Pavie en entraînant après lui tous les régiments qu'il avait trouvés sous sa main, quoiqu'ils fussent incomplets et hors d'état d'entreprendre la guerre.

L'armée sarde, au moment de son entrée en Lombardie, formait trois divisions : la première, commandée par le lieutenant-général d'Arvillars, se composait de 8,820 hommes et 704 chevaux. La seconde division, commandée par le général Broglia, comptait 6,438 hommes et 884 chevaux. La troisième division était commandée par le duc de Savoie, qui avait sous ses ordres 7,863 hommes et 607 chevaux. Ces forces, réunies à celles qui suivaient le quartier-général, donnaient un ensemble de 23,200 hommes. Et il faut remarquer que les cadres des régiments de cavalerie n'étaient pas même remplis sur le pied de paix. On était à la fin de mars; par conséquent, on avait dans les cadres de l'infanterie et de l'artillerie les contingents de l'année même 1848, c'est-à-dire des conscrits. Dans les classes récemment appelées sous les armes, il y avait beaucoup d'hommes qui depuis six ans ne maniaient plus le fusil. Enfin, les fusils à pierre ayant été récemment remplacés par ceux à percussion, un grand nombre de soldats ne connaissaient pas la manière toute différente et toute nouvelle de s'en servir.

Voyons maintenant quelles étaient à ce moment les forces dont disposait Radetzky.

Suivant la note, retrouvée dans sa chancellerie, des corps qui composaient son armée au 13 mars, les chiffres nominaux des bataillons et des escadrons indiquaient 85,000 hommes; mais les chiffres vrais, si l'on se règle d'après ce qu'on vérifia à l'égard de quelques bataillons, ne pouvaient guère donner que 70,000 hommes. Il y avait eu à peu près 10,000 déserteurs, 7,000 prisonniers et blessés, et 4,000 morts; en y ajoutant les 7,000 soldats qu'on avait embarqués à Venise, la diminution causée dans l'armée de Radetzky s'élevait à 28,000 hommes : les deux

cinquièmes de ses troupes. Il faut, en outre, tenir compte du matériel immense de guerre et de marine abandonné à Venise et dans les autres châteaux de Comacchio, de Palmanova, d'Osopo, de Rocca d'Anfo, de Plaisance, de Pizzighettone, de Milan et d'autres villes. On avait trouvé à Plaisance seulement cinquante canons, que les citoyens offrirent aux Milanais; mais le gouvernement provisoire ne se donna pas même la peine de les envoyer prendre. Il ne restait donc à l'ennemi, dans tout le royaume lombardo-vénitien, que 42,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient encore beaucoup d'Italiens. Une partie de ces forces était immobilisée pour la défense de Ferrare, de Legnago, de Mantoue, de Peschiera et de Vérone; le reste, errant avec Daspre à l'entour de Padoue, avait réussi à se concentrer, bien qu'il eût été très-facile d'intercepter les corps sortis de différentes villes. Mais les maladies et les blessures devaient en peu de temps amoindrir ces forces : celles des Italiens devaient, au contraire, s'accroître de jour en jour en nombre et en connaissances militaires.

Charles-Albert, sorti de Pavie, ne s'adressa pas à Milan : le parti patriotique était là plus fort que dans les autres villes de la Lombardie, et trop enthousiasmé à cause de la victoire remportée sur Radetzky. Nous savons combien on y voyait avec dédain l'intervention piémontaise, offerte à la condition de la soumission du pays à la couronne sarde. Le gouvernement provisoire n'avait fait qu'aigrir le parti de l'opposition. Qu'on ajoute que Joseph Mazzini, ami de Cattaneo, était arrivé vers cette époque à Milan. Les troupes piémontaises qui y étaient entrées sous les ordres du général Bes dans la nuit du 25 mars, avaient dû, après quelques jours, sortir de la ville, fatiguées de se voir exposées aux rancunes de la population; elles étaient passées à Brescia. Toutes ces circonstances avaient déterminé Charles-Albert à éviter Milan et à donner la préférence à Pavie, où, ayant reçu la visite des autorités milanaises, il s'excusa sur sa résolution de ne pas visiter la capitale en disant qu'il ne voulait y entrer que couronné des lauriers de la victoire. Arrivé à Pavie le 29 mars, il en sortit le jour suivant à la tête de ses trois faibles divisions, en se dirigeant vers Lodi et en laissant aux autres corps de l'ar-

mée l'ordre de le rejoindre immédiatement après leur arrivée avec l'immense attirail des objets nécessaires à la guerre. A Lodi, il sut l'émotion causée à Milan et ailleurs à son sujet et au sujet de ses soldats, et il en fut sérieusement attristé. On accusait les troupes piémontaises de s'avancer trop lentement; on reprochait au roi son désir de s'approprier la Lombardie, convoitise qui avait écarté de l'Italie le secours puissant de la France. Charles-Albert se vit obligé de publier à Lodi, le 31 mars, deux proclamations, l'une à ses soldats et l'autre aux Lombards-Vénitiens. Il se félicitait avec les premiers d'avoir fait jusqu'alors plus que ce qu'on pouvait raisonnablement attendre d'eux. « Soldats! disait-il, nous avons passé le Tessin, et nous touchons enfin la terre sacrée de la Lombardie. Je vous dois des éloges pour la promptitude avec laquelle vous avez parcouru en trois jours 110 milles. Plusieurs d'entre vous, partis des confins les plus éloignés de l'Etat, ont pu à peine rejoindre à Pavie leurs drapeaux; mais ce n'est pas le temps de nous reposer : nous parlerons de repos après la victoire. Soldats! notre mission est grande et sublime; nous devons délivrer notre patrie commune, cette terre italienne, de l'étranger qui depuis plusieurs siècles l'opprime : l'âge à venir nous enviera les nobles lauriers que Dieu nous promet. D'ici à quelques jours, d'ici à quelques heures, nous serons en face de l'ennemi : pour vaincre, il vous suffira de vous souvenir de vos exploits pendant huit siècles et des faits mémorables que le peuple milanais vient d'accomplir; il vous suffira de vous souvenir que vous êtes des soldats italiens. Vive l'Italie! »

La proclamation adressée aux Lombards-Vénitiens était ainsi conçue : « Appelé par vos concitoyens, poussé surtout par la main de Dieu, qui, pardonnant à l'Italie ses anciennes fautes en vue des maux infinis qu'elle avait soufferts, a voulu lui redonner une vie nouvelle et très-glorieuse, je viens au milieu de vous à la tête de mon armée, et j'obéis, en agissant ainsi, aux impulsions les plus intimes de mon cœur. Je viens au milieu de vous *sans fixer d'avance aucune condition :* je viens *seulement* pour accomplir la grande œuvre commencée par votre admirable valeur. Italiens! notre patrie sera bientôt débarrassée de la pré-

sence de l'étranger. Je bénis la Providence, qui fait luire à mes yeux ce beau jour, qui a voulu que mon épée servit à préparer le triomphe de la plus sainte des causes. Italiens! notre victoire est certaine. Mes armes, hâtant la fin de la lutte, rétabliront au milieu de vous cette sûreté *qui vous permettra de pourvoir avec un esprit serein à l'organisation de votre propre gouvernement. Le vœu de la nation pourra s'exprimer sincèrement et librement.* Maintenant, dans ce jour solennel, n'écoutez que l'amour de la patrie, méprisez vos anciennes discordes, et l'Italie sera. » Nous verrons plus tard comment ces promesses désintéressées furent remplies.

En attendant, la hardiesse des corps de volontaires qui, s'avançant toujours sans prendre garde à l'armée qu'ils avaient devant eux, dispersaient les Autrichiens partout où ils les rencontraient, ne faisait que faire ressortir davantage la lenteur que les troupes régulières mettaient dans leurs mouvements. Les soldats piémontais, qui étaient alors pleins d'enthousiasme pour l'Italie, et du courage desquels on aurait pu obtenir ce qu'on ne pouvait pas espérer de leur discipline, se voyaient retenus comme spectateurs de ce qui se passait au-delà du Mincio : ils étaient à peine sur les bords de l'Adda. L'intrépide Torres, toujours le premier sur les traces de l'ennemi, écrivait aux généraux Franzini, Bes, Bava, d'Arvillars, au roi même, pour avoir quelque bataillon régulier, au moins quelques canons, quelques fusils, un peu de poudre, un peu de plomb, et n'obtenait que de stériles compliments. Le 2 avril, il écrivit à Franzini une lettre dont voici quelques passages : « Je n'ai pas négligé un seul des ordres que vous m'avez adressés de Lodi, quoique je n'aie pas encore reçu le renfort demandé, et que, par l'absence du moindre fournisseur qui m'assure au moins les vivres, s'il ne peut me donner un peu d'argent pour ceux de mes légionnaires qui en manquent entièrement, je me vois dans la dure nécessité de remplir les fonctions d'avant-coureur, de général et quelquefois de gendarme... Si je suis resté un peu en deçà du point que vous m'avez indiqué, la raison en est simple : la prudence et l'amour qui me lie à mes compagnons, m'obligent de me garder contre toute surprise de

l'ennemi s'il parvenait à m'entourer; dans ce cas, vous savez bien quel serait le sort de mes enfants, par cela seul qu'ils sont des volontaires... Maintenant, le général Bes m'invite à protéger Calvisano; je le ferai. Et puisque, dans une course que j'ai faite ce matin jusqu'aux portes de Montechiaro, je me suis assuré que les Autrichiens se disposent à faire *un mouvement stratégique* (c'est le nom qu'ils donnent à une fuite), je suis décidé à pousser ma légion, la nuit prochaine, jusqu'aux collines qui bordent Montechiaro... Vous verrez que je tiendrai ma parole. »

Le roi, toujours fixé à Lodi, savait lui aussi que l'ennemi s'était concentré dans les fortes postions de Montechiaro. Au lieu de passer l'Adda et d'aller culbuter les Autrichiens dans la confusion où ils se trouvaient, Charles-Albert crut qu'attaquer les Autrichiens dans leur forte position serait une folie, et le 2 avril il se dirigea par Crême sur Crémone, en disant qu'il voulait tourner le camp ennemi. Pendant qu'il se donnait toute cette peine, le général Franzini reçut de Torres la lettre suivante : « Montechiaro, 4 avril, 5 heures du matin. — Je suis à Montechiaro, où, sans armes, sans secours et sans instructions, j'ai réussi à remplacer l'ennemi dans son campement. J'y suis entré depuis quelques instants; et quoique je voie les Autrichiens, forts de 4 à 5,000 hommes, se retirer en deux colonnes sur Castiglione et vers Lonato, je ne les poursuis pas, parce que mes jeunes enfants sont restés avec quatre ou cinq cartouches au plus par homme. Au nom de l'Italie que vous dites aimer et qui veut être libre, secourez-moi! Voulez-vous, oui ou non, m'envoyer quelque renfort? Il est maintenant évident que l'ennemi se retire derrière le Mincio; ne vous leurrez donc pas en lui supposant d'autre plan stratégique que celui d'échapper, s'il le peut, par le chemin le plus rapide. Je vais faire part au général Bes de mon succès, et, bien certain qu'il voudra s'avancer pour ne pas laisser de trève à l'ennemi, aussitôt que j'en aurai reçu l'avis, je ne désespère pas, d'accord avec lui, d'occuper ce soir même Castiglione ou Lonato. »

Mais Bes ne sortit pas de Brescia, et Torres ne reçut du quartier général aucun secours. L'armée piémontaise arrivait tran

quillement, le 5 avril, à Bozzolo; ce mouvement stratégique tendait réellement à tourner les positions que les Autrichiens, en retraite derrière le Mincio, occupaient successivement; mais enfin, on ne faisait ainsi qu'escorter leur retraite, tandis qu'on aurait pu la rendre impossible si les projets de Torres eussent été secondés par un corps de troupes régulières. Il faut reconnaître, en vérité, que les généraux de Charles-Albert ne comprenaient rien aux mouvements de Radetzky en lui attribuant le dessein de se camper dans les lieux forts pour attendre l'attaque dans une position avantageuse; en conséquence, ils craignaient de se hasarder, de la même manière que Radetzky, qui, visant uniquement à couvrir sa retraite, redoutait de les attendre. La notion la plus simple de la guerre devait suffire à faire comprendre que le vieux maréchal, avec une armée en déroute, ne pouvait désirer la lutte : il fallait donc le forcer à combattre.

Mais si Radetzky ne désirait pas de rencontre, Charles-Albert croyait aussi avoir ses raisons pour l'éviter. Son armée, qui avait passé le Tessin le 25 mars, n'arriva sur l'Ollio que le 5 avril, et sur le Mincio le 8; elle avait fait quatre-vingts milles en quinze jours. Le premier souci des généraux n'avait pas été de défaire un ennemi démoralisé, en désordre, et de lui ôter le temps de saccager le pays et d'approvisionner ses forteresses: ainsi que le général Franzini l'expliqua plus tard devant les chambres piémontaises en rendant compte de la campagne, *on voulut profiter des repos continuels pour introduire un peu de discipline dans les troupes et pour exercer les conscrits au maniement des armes, exercice dont ils avaient un besoin extrême;* et le général Dabormida s'exprima ainsi devant le Sénat : « On ne fait pas une armée avec des hommes arrachés depuis peu à la charrue et aux fabriques, la plupart de 33 à 36 ans, pères de nombreuses familles, et nouveaux au métier des armes. »

Quant aux officiers supérieurs, on ne sait pas comment ils pouvaient haïr un ennemi qu'ils avaient toujours vu en amitié et en alliance avec leur prince contre la France ou contre l'Italie, ni comment ils pouvaient brûler d'amour pour l'indépendance italienne, eux qui avaient jusqu'alors étouffé sur les lèvres de la

jeunesse tout cri de liberté, toute parole d'amour pour l'Italie. Devaient-ils donc mourir maintenant pour un drapeau tricolore, dont la bordure seule, conservée dans les caves d'une maison, eût été, quelques mois auparavant, un crime puni de l'échafaud?

Les Piémontais, en arrivant à Bozzolo, trouvèrent le pont de l'Ollio coupé et défendu par une compagnie de volontaires commandée par Griffini, qui, dans la matinée du même jour, avait été attaquée par un fort détachement d'Autrichiens et l'avait battu complétement. Voyons quels furent les premiers exemples que les troupes royales donnèrent aux combattants du peuple : le roi s'arrêta à Bozzolo, et l'avant-garde de son armée campa à Marcaria, sur la gauche de l'Ollio; elle se composait d'un seul bataillon, d'un escadron de cavalerie et d'une section d'artillerie. Une compagnie était placée en avant-poste sur la route de Mantoue, pendant qu'un peloton de cavalerie était en observation mille pas au-delà des sentinelles de l'infanterie, et logeait dans une ferme.

Les Autrichiens, instruits de ces dispositions par leurs espions, sortirent de Mantoue vers minuit; il n'y avait qu'un corps de hulans et des chasseurs tyroliens. « Vers une heure du matin [1], quelques Tyroliens s'avancèrent en rampant et firent une décharge sur ce peloton de cavalerie, qui, s'étant laissé surprendre et sentant le feu derrière lui, se retira avec précipitation. L'exemple fut imité par les sentinelles de l'infanterie; par conséquent, il fut facile à une quarantaine de hulans de se lancer sur nos cavaliers qui ne s'étaient pas remis de la surprise, et de faire neuf prisonniers avec dix chevaux. » Un coup de canon d'alarme ayant averti le corps principal, le général Bava courut à la poursuite de l'ennemi qui se retirait; mais il ne put le rejoindre. « En attendant, une compagnie envoyée en exploration rencontra un détachement de son même régiment qui revenait; ne se reconnaissant pas l'un l'autre, car la nuit était obscure, ils échangèrent quelques coups de fusil; un soldat fut tué et d'autres blessés. Cette

[1] Je rapporterai dorénavant, sur tous les événements de la guerre, les paroles mêmes consignées dans leurs rapports par les généraux Franzini, Dabormida et Bava. Je ne pourrais me fonder sur des documents plus authentiques.

première rencontre prouva combien il était difficile de conduire des troupes qui ignoraient les premiers éléments de l'art de la guerre. Bientôt ce furent d'autres coups de fusil, de nouvelles alertes, de nouvelles frayeurs, au point qu'on assaillit une bande de meuniers des alentours, en les prenant pour des ennemis. Un régiment entier de cavalerie qui revenait tranquillement, croyant être attaqué en queue par une colonne nombreuse de cavalerie ennemie, se sauva au galop. Dès lors, l'épouvante se répandit au milieu des populations, et nos troupes furent continuellement en alarme. Pendant la nuit, qui favorise la peur, elles croyaient voir partout l'ennemi ; les coups de fusil se faisaient entendre à chaque moment. Ces fausses alertes se renouvelèrent plus ou moins souvent. »

Tout cela, au commencement de la campagne, produisit un mauvais effet sur les volontaires, qui, combattant non pas sous les ordres du roi, mais poussés par un élan personnel, par la passion de venger des injures souffertes, et par le génie de la liberté, étaient habitués à charger l'ennemi et à le chasser devant eux. Les choses cependant ne devaient pas toujours marcher ainsi : les Piémontais devaient déployer une grande valeur dans plusieurs combats. Mais, malgré cela, on pouvait prévoir que lorsque Radetzky, muni de renforts, viendrait à reprendre l'offensive, il mettrait en fuite des adversaires qui n'avaient pas su le vaincre quand il était faible et démoralisé. A la première affaire Charles-Albert devait s'apercevoir que ce n'étaient pas des soldats sérieux qu'il conduisait au combat.

Le 7, l'armée s'ébranla, quittant Bozzolo pour tenter le passage du Mincio entre Mantoue et Peschiera. Le général Bava reçut alors une lettre de Torres, qui ne craignait pas de pousser toujours en avant, comme un chevalier du moyen âge; elle était ainsi conçue : « J'ai reçu hier votre seconde lettre, et j'ai été douloureusement frappé en voyant qu'après tant d'instances faites auprès de vous pour obtenir des armes et des munitions, dont j'ai un besoin pressant, vous ne me dites pas un mot à ce sujet. Songez vous-même à la position que vous me faites ! Malgré votre ordre d'avoir à ne pas traverser le Mincio, votre lettre m'est par-

venue quand j'étais déjà à Pozzolo, observant l'ennemi du haut de la tour. J'avais la plus grande peine à contenir mes braves compagnons, qui voulaient être conduits à une charge à la baïonnette, puisqu'ils n'ont plus de cartouches. J'ai passé hier soir le Mincio avec le reste de ma colonne; j'ai employé la nuit à me fortifier à Pozzolo, car mes éclaireurs me signalaient l'approche de l'ennemi. En effet, je me vois ce matin assiégé par 4 à 5,000 hommes de toutes armes, qui font mine à chaque instant de vouloir m'attaquer; cependant ils ne l'ont pas encore osé.... Personne n'a peur chez moi; avant que les Autrichiens viennent m'atteindre avec leurs canons, ils doivent abattre deux églises que je tiens devant moi, et elles seront un os dur à ronger. En attendant, je fais construire un radeau par lequel vous pourrez m'envoyer des secours, attendu que je ne recule plus. J'ai aussi trois barques sur le Mincio à vos ordres; mais ayez la charité de m'envoyer au moins un barril de poudre. »

Torres ne reçut rien. On voyait percer déjà dans le camp de Charles-Albert la haine contre les citoyens qui prenaient part à la guerre; cette haine qui, comme on le verra plus tard, immola l'un après l'autre tous les corps des volontaires.

Le roi poursuivait sa marche sur le Mincio, qui sort du lac de Garde à Peschiera, et, coulant du nord au sud, passe par Mantoue pour se jeter dans le Pô. Cette rivière se trouvait sur le chemin des Piémontais. Le général autrichien, se gardant bien de les attendre, s'était replié sur la gauche de la rivière. Entre Peschiera et Mantoue on la traverse sur trois ponts, dont l'un est celui de Goito. Le 8 avril, le général Bava, commandant le premier corps de l'armée, en arrivant sur le Mincio, sut que les Autrichiens tenaient en force le village de Goito; il donna l'ordre de l'attaquer à la division d'Arvillars, qui formait l'avant-garde. L'attaque fut engagée par les *bersaglieri*, les deux compagnies de volontaires milanais et génois, et le bataillon royal de Navi, soutenus par le feu des batteries de la division; la brigade de la Reine appuyait le combat, et la brigade d'Aosta se tenait en réserve. L'ennemi s'était retranché dans le village, et, caché dans les maisons, il tirait avec avantage contre les Italiens et se

défendait bravement, surtout les Tyroliens, dont les officiers mêmes maniaient le mousquet. Le colonel Alexandre Lamarmora, toujours à la tête de ses *bersaglieri,* qui étaient les plus exposés au feu de l'ennemi, fut blessé par une balle à la bouche; malgré cela, il se défendit vigoureusement avec son épée contre trois Tyroliens qui lui ordonnaient de se rendre, et réussit à se retirer. Il y eut un instant d'hésitation parmi ses soldats; un désastre était imminent, lorsque le général d'Arvillars se poussa en avant, en s'écriant : *Messieurs, c'est maintenant moi qui marche à votre tête.* Le combat se ranima et dura quatre heures. L'artillerie piémontaise, tirant avec beaucoup d'adresse, chassa les Autrichiens des maisons qu'ils occupaient sur la gauche de la rivière. Ceux-ci n'avaient pas de canonniers. Ils avaient été expulsés du village. Résolus à se retirer, ils firent d'abord sauter le pont; mais la mine avait été si mal placée, qu'une partie du pont resta intacte. Un *bersaglieri* piémontais s'élança hardiment sur le parapet sous un feu très-vif, et réussit à atteindre la rive droite de la rivière; plusieurs soldats le suivirent et d'autres se jetèrent à la nage; tous réunis renouvelèrent l'attaque. Pendant ce temps, le pont était rétabli, et toutes les troupes passaient de l'autre côté. Les Autrichiens se retirèrent en désordre vers Valeggio, laissant sur le terrain un canon et cent morts ou blessés. Cent soldats italiens désertèrent et se réunirent aux Piémontais. Ceux-ci perdirent quelques braves soldats et eurent beaucoup de blessés. Ce fut le premier fait d'armes des Piémontais contre les Autrichiens, et on regarda l'affaire du village de Goito comme l'augure de plus grands triomphes.

Les Autrichiens ayant perdu Goito, occupèrent les deux autres ponts sur le Mincio, ceux de Valeggio et de Monzambano. Le jour suivant, 9 avril, la division du général Broglia s'avança en trois colonnes sur Monzambano; l'ennemi passa la rivière, brûla le pont, et, se retranchant dans les maisons, commença le feu. Les Piémontais rétablirent le pont, et lorsque le passage en fut rendu possible, le général d'Ussillon, à la tête du 1er régiment et d'un bataillon du 16e, s'élança, sous une grêle de balles, sur la rive opposée du Mincio; les Autrichiens, quoiqu'ils eussent des

forces considérables, se retirèrent à Borghetto, village placé entre Goito et Monzambano, vis-à-vis de Valeggio, et laissèrent éparpillés sur les collines un certain nombre de chasseurs. Quelques heures après, le colonel Mollard, du 2e régiment, renforcé d'une demi-batterie, marcha contre le village de Borghetto et l'emporta; les Autrichiens rompirent là aussi le pont et se retirèrent. On travaillait pour rétablir le pont afin de poursuivre l'ennemi; le travail était déjà accompli, et le lieutenant Pellissier avec un sergent et un grenadier touchaient enfin la gauche du Mincio, lorsqu'un boulet de canon détruisit tout ce qu'on avait fait; les Autrichiens arrêtèrent alors leur marche et recommencèrent un feu si vif, que les Piémontais furent obligés de s'abriter derrière Borghetto. Le 10, les Autrichiens attaquèrent le village, mais cessèrent bientôt leur feu, voyant que leurs adversaires y étaient bien retranchés et résolus à se défendre. Le jour suivant, les deux ponts de Monzambano et de Borghetto se trouvèrent restaurés pour permettre à l'artillerie d'y passer. Alors, le colonel Mollard se jeta sur l'autre rive et marcha rapidement sur Valeggio, qui fut abandonné par les Autrichiens sans résistance. Le général Broglia établit à Valeggio cinq bataillons et une batterie, sous les ordres du général d'Ussillon, et Charles-Albert alla camper à Volta, en s'emparant ainsi de toute la rive gauche du Mincio, que Radetzky avait mollement défendue.

A voir des positions si fortes occupées par 11,000 Autrichiens et si facilement abandonnées, on pouvait désormais apercevoir clairement que le plan de Radetzky était de n'engager nulle part une lutte sérieuse et de ne tenir la campagne d'aucune façon, parce qu'il ne pouvait le faire avec une armée désorganisée. Il se proposait de se retrancher sur l'Adige, d'attendre des renforts du Tyrol et du Frioul, et de se mettre jusque-là en mesure de conserver les places fortes que les Piémontais attaqueraient. Instruit par l'expérience et par la connaissance du terrain qu'on ne pouvait avantageusement défendre les lignes du Tessin, de l'Adda, de l'Ollio et del Chiese, Radetzky, en sortant de Milan, avait formé le projet de s'arrêter, tant que les circonstances le permettraient, dans les positions de Lonato, de Castiglione et

de Montechiaro. Obligé de les abandonner, il se serait retiré derrière le Mincio, appuyant sa droite à Peschiera et sa gauche à Mantoue. Enfin, dans le cas où ses troupes auraient été insuffisantes ou mises en danger par un événement quelconque, ils les aurait logées dans les quatre forteresses, tout en maintenant en campagne de gros corps de troupes pour gêner le passage du Mincio et inquiéter sur tous les points les agresseurs, les assaillir à l'improviste, soutenir enfin une guerre plus ou moins sérieuse, suivant les circonstances et les moyens dont disposerait l'ennemi. Il voulait aussi faire changer souvent les quatre garnisons, autant par des raisons de tactique que pour les tenir toujours en éveil, toujours alertes, et leur donner ainsi l'occasion de piller le pays, de surprendre l'ennemi, de le poursuivre en cas de victoire, et en cas de défaite, de se trouver à même de rentrer rapidement et en sûreté dans les forteresses.

Quand on réfléchit à tout ce qui précède, on doit être bien étonné d'entendre parler, dans le camp piémontais, des escarmouches de Goito, de Monzambano, de Borghetto et de Valeggio comme de quatre batailles gagnées; chacun assurait qu'on *avait contraint* l'armée autrichienne à reculer. La campagne semblait finie avec gloire; et, en effet, Charles-Albert, campé à Volta, n'y resta pas moins de dix-sept jours, sans faire autre chose que jouir de ses triomphes. Pendant ce long intervalle, comme si l'on ne devait pas se hâter d'achever la défaite d'un ennemi que l'on croyait déjà définitivement vaincu, on ne fit que quelques reconnaissances dont je parlerai tout-à-l'heure.

Pendant que les Piémontais escarmouchaient contre les Autrichiens sur le Mincio, les corps de volontaires combattaient vaillamment. Si leur audace eût été partagée par les généraux de Charles-Albert, Radetzky aurait été devancé sur la ligne de l'Adige, entouré et séparé de ses forteresses. Cette colonne d'environ 600 volontaires que nous avons vue vers la fin de mars partir de Salò, traverser le lac de Garde sur des bateaux à vapeur et s'avancer jusqu'à échanger des coups de fusil avec les artilleurs de Peschiera, ayant reçu l'ordre de se montrer sur les derrières des Autrichiens, entre Lazise et Bardolino, repassa le lac et se

jeta entre Peschiera et Vérone. On doit croire, en considérant le petit nombre de ces jeunes gens et le danger de l'entreprise, que cet ordre avait pour but de les exposer à être taillés en pièces et de s'en défaire, car si l'on eût voulu porter une véritable attaque sur les derrières de Radetzky, attaque qui lui aurait été fatale, on n'aurait pas manqué au moins de renforcer la faible bande des volontaires par la brigade que le général Bes laissait toujours dormir près de là, dans la ville de Brescia. Quoi qu'il en soit, ces jeunes gens valeureux, ne voyant pas le péril toutes les fois qu'ils avaient à combattre pour l'Italie, se jetèrent, comme je le disais, entre Peschiera et Vérone, et, sous le canon ennemi, s'emparèrent d'une poudrière appartenant à la forteresse et y enlevèrent cinq cents caisses de poudre. Leur audace, excitée par ce succès, les détermina à assaillir Castelnuovo, bourg situé au nord de Vérone et ayant 2,000 habitants et 200 Autrichiens de garnison : ils s'en emparèrent promptement. Mais, peu satisfaits de ce succès, ils commirent la faute de s'arrêter dans le bourg pour leur malheur et celui des habitants, car, le jour suivant, 3,000 Autrichiens sortis de Vérone les attaquèrent, vainquirent toute résistance, tuèrent ou firent prisonniers un grand nombre de défenseurs, mirent en fuite les autres, puis livrèrent le village aux flammes, fusillèrent les prisonniers et punirent cruellement les habitants de l'accueil favorable qu'ils avaient fait aux Italiens, en égorgeant à peu près cinq cents de ces malheureux qui avaient échappé à l'incendie de leurs maisons. Les volontaires qui s'étaient sauvés se réunirent dans leur camp primitif, tout près du lac de Garde, et continuèrent à défendre cette frontière de la Lombardie du côté de la Vénétie et du Tyrol, luttant sans cesse contre l'ennemi ainsi que contre la faim et le froid des Alpes; nous les verrons là combattre avec la même intrépidité, jusqu'à la fin d'août, lorsque Charles-Albert se sera déjà réfugié dans son royaume.

D'un autre côté, pendant que les Piémontais se reposaient sur le Mincio, Torres s'était avancé sous Mantoue et avait engagé des négociations avec les habitants, qui promirent d'ouvrir leurs portes à la première compagnie de troupes régulières qui se pré-

senterait. Torres s'adressa au quartier général du roi, et écrivit au général d'Arvillars la lettre suivante : « Castiglione, 17 avril. — Accordez-moi, pour un seul jour, un seul bataillon, et je vous donne ma parole d'entrer à Mantoue la nuit prochaine. Si ce bataillon m'est accordé pour quelques jours de plus, je n'ai pas le moindre doute de pouvoir occuper aussi Legnago. Il faut se hâter, car les paysans commencent à s'apercevoir que les volontaires, bien que je les multiplie en les mettant en mouvement de tous côtés, sont toujours les mêmes et en petit nombre; et il ne serait pas impossible que je fusse attaqué par un ennemi qui n'a pas osé jusqu'ici me disputer le passage. » Torres n'obtint que des protestations d'une haute considération. Alors il envoya le poète Mameli, son ami le plus intime, au camp des volontaires mantouans, commandés par Longoni, pour tâcher de l'associer à son entreprise. Mais Longoni, que Charles-Albert avait nommé depuis quelques jours capitaine des bersaglieri, répondit par un refus et blâma qu'on agît sans ordres. « Mais on ne nous en donne pas, répondit Mameli, à moins que ce ne soit l'ordre de retourner sur nos pas ! » Et l'autre ajouta : « Dans ce cas, on doit obéir. » Torres reçut cette réponse. Au lieu d'obéir, il écrivit de nouveau au général d'Arvillars : « Marmirolo, le 18. — Je ne puis m'expliquer cet abandon dans lequel on laisse ma légion. Les opinions politiques de son chef seraient-elles, par hasard, son crime? Est-ce que le sang des enfants de l'Italie n'est pas digne d'être versé pour elle si on les accuse d'être républicains? Je n'ai rien fait qui ne m'honore comme Italien; je renouvelle la demande d'un seul bataillon de renfort, et je m'engage à prendre Mantoue : cette place est abandonnée à elle-même. Les habitants craignent d'être trahis. Ils ne feront aucune démonstration compromettante en notre faveur tant que Charles-Albert ne se sera pas individuellement et gravement compromis à son tour envers son parent et son allié. Je me résume : Veut-on que je m'empare de Mantoue sans résistance? Dans ce cas, on n'a qu'à me faire soutenir par un bataillon de troupes régulières, et ajouter ensuite à cette démarche deux mots par lesquels on m'annoncera officiellement que c'est de la part de Charles-Albert

que ce renfort m'ést envoyé. Je suis sûr qu'en me faisant précéder à Mantoue par une semblable dépêche, je pourrai y entrer sans coup férir une heure après; sinon, qu'on me donne au moins des munitions au moyen desquelles je puisse, au besoin, soutenir une lutte de quelque temps, et je me fais fort d'y entrer et de m'y maintenir tant que votre armée n'aura pas compris que c'est elle et non la diplomatie qui doit nous débarrasser de l'odieuse présence d'un maître étranger. Enfin, je me permets de vous dire que si la légion Torres est contrainte par le désespoir à se dissoudre, ce sera l'indice que la guerre que vous faites ne porte de la guerre que le nom. »

En effet, on ne voulait au quartier général qu'amener cette légion à se dissoudre. Elle voulait faire sérieusement la guerre; et son chef, par sa bravoure et par ses talents militaires, semblait destiné à se trouver bientôt à la tête d'une armée républicaine en Italie. Sa perte fut décidée. A l'abandon, on ajouta la calomnie et on employa tous les moyens les plus lâches pour le réduire au désespoir. Torres ne tarda pas à se trouver contraint de briser son épée et de se retirer momentanément à Milan.

Ceux qui gouvernaient à Milan, à chaque bruit d'une escarmouche, envoyaient des députés au quartier général pour complimenter le roi; ils illuminaient la ville et saluaient les grandes victoires de l'armée piémontaise par des démonstrations d'enthousiasme qui n'auraient guère pu être plus éclatantes après de véritables batailles. Cependant, l'armée continuait à se reposer. Les généraux occupaient les châteaux magnifiques des Véronais et des Mantouans, et se laissaient rarement voir aux soldats, qui, de leur côté, apprenaient le maniement des armes, chose dont ils avaient le plus grand besoin. Les Lombards les plus clairvoyants étaient découragés et murmuraient contre la paresse de l'armée; et le gouvernement provisoire s'empressait de faire imprimer dans les journaux, comme un signe de bonheur et de succès, cette phrase : *L'armée piémontaise conserve la ligne du Mincio*. Il semblait pourtant que ce n'était pas le moment de conserver, mais de gagner quelque chose. Maître des collines du Mincio, Charles-Albert aurait dû poursuivre sa fortune. Mais il

est trop vrai qu'il ne savait pas ce qu'il devait faire, et il perdait son temps à consulter ses généraux, qui le savaient encore moins que lui. On n'avait aucun renseignement sur la position, les mouvements, les desseins de l'ennemi. Le plus grave obstacle que l'on rencontra pendant toute la campagne et qu'on ne sut pas vaincre, ce fut la difficulté de trouver des espions et des explorateurs; on marchait contre les Autrichiens les yeux fermés, ce qui empêcha ou fit échouer plusieurs projets. L'attaque nocturne dont les meuniers furent victimes sur l'Ollio, l'incendie de Castelnuovo sous Vérone, et les vengeances que les Autrichiens exerçaient partout, avaient peut-être épouvanté et aigri les paysans; ou bien ils étaient encore indifférents, car il faut avouer que les causes de cette guerre n'étaient nullement définies dans leur esprit. D'autre part, Radetzky était admirablement servi par les restes d'une police dont l'organisation lui avait coûté trente-quatre années de travail.

On avait tant de fois célébré les miracles des volontaires, on avait répété si souvent que les Autrichiens étaient démoralisés et désorganisés, que Charles-Albert voulut s'assurer si tout cela était vrai : c'était un essai qu'il n'avait pas fait en temps opportun. Il voulut donc commencer par les forteresses : c'était ce qu'il y avait de plus difficile; mais d'après tout ce qu'on avait dit, les commandants des forteresses ne devaient pas manquer de se rendre devant une simple menace. D'ailleurs, on avait besoin d'aguerrir les troupes, et puisqu'elles avaient déjà connu les batailles, il fallait maintenant leur faire connaître les siéges. Il fut donc décidé qu'on s'emparerait de Peschiera, forteresse importante qui du côté des Alpes couvre Brescia et Milan, et qui ouvre le chemin de la Lombardie à celui qui vient du Tyrol ou d'outre-Mincio. Charles-Albert avait hâte de s'en emparer sans retard, pour y déposer les malades, les vivres, la grosse artillerie, et pour dominer le lac de Garde, et par là faciliter le transport des vivres et des fourrages, qui manquaient sur les pauvres collines du Mincio. Par cette résolution, il montrait à quel point on a eu raison de dire que, bon soldat, il n'était que médiocre capitaine. Il n'avait pas pris le temps de faire venir ses parcs de

siége et disposait de trop peu de ressources pour emporter Mantoue. Quant à Peschiera, plus facile à prendre, il eût été avantageux sans doute d'en faire un lieu d'abri pour les malades, de dépôt pour les vivres et l'artillerie; mais une considération devait tout dominer. Puisque Radetzky semblait éviter le combat, il fallait le lui offrir, le forcer à l'accepter dans des conditions désavantageuses, le poursuivre, et profiter de l'ardeur italienne pour saisir au vol la victoire, au lieu de se consumer inutilement devant une forteresse et de laisser aux ennemis démoralisés le temps de se remettre et de reprendre courage.

On envoya sous Peschiera la division Federici. Les canons de siége manquaient; on dut se servir de canons de campagne. On éleva quatre batteries sur les points les plus avantageux des collines qui commandent Peschiera, et on les arma de canons de 16 avec quelques obusiers. Le feu de l'ennemi ne réussit pas à empêcher ce travail. Le 13, le roi arriva au camp, visita les batteries et commanda le feu. Les Autrichiens répondirent vigoureusement, tirant avec des canons de 32, placés sur les lunettes qui couvrent la forteresse; mais leur tir était mal dirigé et ne produisait aucun effet : au contraire, les Piémontais, plus experts dans le maniement de l'artillerie, réussirent, après quelques heures de feu, à démonter plusieurs canons de l'ennemi. Sur ces entrefaites, on eut le temps d'observer quelles étaient les défenses de la place, et l'on s'aperçut qu'elle était très-forte, puisque les lunettes, séparées du corps de la place par un large fossé plein d'eau, étaient appuyées à de fortes murailles contre lesquelles il fallait des canons de siége. Quelqu'un proposa au roi de tenter, vers la nuit, de s'emparer d'une lunette par un coup de main; mais le roi, en admettant même que cela pût se faire, réfléchit que les lunettes étant battues par le corps de la place, ses soldats ne pourraient s'y maintenir; de sorte que, devant nécessairement les abandonner, le désavantage de la retraite surpasserait de beaucoup l'utilité de la conquête.

Après cette puérile tentative d'attaque, il parut au roi que c'était le temps de voir se réaliser les affirmations des Lombards, et il fit intimer au commandant de la place l'ordre de se rendre.

Cette intimation dut paraître ridicule au vieux général Ratt, qui répondit qu'il avait l'ordre de défendre la forteresse, et qu'il ne la rendrait pas, d'autant qu'il était assuré que Radetzky marchait à son secours. Puis il fit recommencer le feu par tous les canons du corps de la forteresse. Ses défenseurs étant inébranlables, et la place ayant été reconnue solide, le roi ordonna la retraite, et il laissa sur la rive droite du Mincio une seule brigade pour bloquer Peschiera. Les Piémontais n'eurent que trois blessés, volontaires de la compagnie de Griffini, et ils se vantèrent de cette malencontreuse entreprise, en l'appelant une reconnaissance *nécessaire à démentir les illusions des Lombards sur la faiblesse des Autrichiens, et à habituer au feu les soldats avant de les lancer dans des batailles rangées.*

Après avoir vu manquer l'attaque de Peschiera, Charles-Albert crut qu'il lui serait plus facile de s'emparer de la formidable Mantoue. Il se souvint que Torres avait assuré, quelques jours auparavant, que cette place était abandonnée. En effet, la plus grande partie de la garnison se trouvait à Rivalta, et de là fourrageait partout, au grand désespoir des populations. Les Autrichiens réussissaient ainsi à approvisionner Mantoue de blé, de bestiaux et de tout ce qui leur tombait sous la main. Ils recueillirent dans une seule excursion 1,200 bœufs. Les troupes royales qui occupaient Volta auraient pu au moins parcourir les campagnes environnantes, en faire enlever et transporter ailleurs les vivres et les chars, couper les routes, et y pratiquer des redoutes avec la coopération des paysans, qui, avant le pillage, étaient encore bien disposés. On laissa Radetzky accomplir à son aise tous ses préparatifs de guerre.

Le 18, Torres n'avait demandé qu'un bataillon de renfort, et avec cela il promettait d'entrer à Mantoue, dont les habitants étaient pour lui. Le 19, Charles-Albert se décida à tenter lui-même cette entreprise. Mais au lieu d'arriver, par des chemins détournés et à la faveur de la nuit, inopinément sous la place, il s'avisa d'attaquer de front et sur les flancs les Autrichiens, qui se tenaient à Rivalta, de leur couper la retraite et de se montrer sous la place, ne doutant pas qu'alors la population se soulève-

rait. Suivant ce plan, il importait peu qu'on marchât contre Mantoue avec des canons de campagne. Dans la matinée du 19, quatre colonnes partirent, chacune de 3,000 hommes; elles étaient sous les ordres du général Bava. Mais les Autrichiens, qui étaient instruits de ces mouvements, n'attendirent pas l'ennemi, et, comme on aurait pu s'en douter, rentrèrent dans la place de Mantoue, où, après avoir laissé approcher à peu de distance des fortifications les bersaglieri piémontais, ils ouvrirent un feu violent d'artillerie, dans le but de favoriser une sortie qu'ils tentèrent inutilement : ils furent contraints de rentrer dans la place, après avoir essuyé de graves pertes. Alors, les troupes du roi cessèrent le feu et s'arrêtèrent devant Mantoue, en attendant d'un moment à l'autre quelques signes d'un mouvement intérieur dans la ville. On ne réfléchissait pas que tout était changé du moment que la population était retombée sous le joug de la garnison rentrée dans la forteresse. Bava se plaignit donc à tort de la froideur des Mantouans; le roi avait manqué l'occasion de s'emparer de Mantoue. Les habitants de cette ville, habitués à vivre à côté d'une forteresse, et ayant par nécessité et par tradition une certaine connaissance des choses militaires, devaient pressentir l'issue de la guerre, d'après l'hésitation de l'armée piémontaise, ses longs repos et la patience avec laquelle elle tolérait les pillages de l'ennemi.

Charles-Albert arriva sous Mantoue, passa en revue ses troupes, observa attentivement la forteresse, et ne tarda pas à s'apercevoir que le siége était presque impossible, ou qu'il durerait au moins très-longtemps. On reconnut que les fortifications extérieures étaient plus nombreuses qu'en 1797, lorsque les Français assiégèrent la place; on découvrit enfin que Mantoue avait de deux côtés un marais très-vaste et impraticable, et que de l'autre côté la plaine pouvait être inondée à une hauteur de plusieurs mètres; de là on conclut que les maladies épidémiques ravageraient l'armée des assiégeants; en un mot, on observa la position de Mantoue comme on aurait fait d'une forteresse ignorée et découverte par hasard dans un pays non encore exploré; après quoi on acquit la conviction que pour s'en emparer il fallait en faire

le blocus en règle. Le roi trouva plus simple d'ordonner à ses soldats de rentrer au quartier général.

On fut obligé de convenir que les deux expéditions de Peschiera et de Mantoue avaient été insensées et représentaient une perte inutile de temps et de forces. Cependant, on s'efforça de les justifier en disant *qu'on avait compté avec vraisemblance sur l'insurrection populaire, puisque ce n'était que pour la favoriser dans toute la Lombardie que Charles-Albert avait pris les armes*. Lorsque les avis et les conseils de ceux qui avaient fait espérer des soulèvements populaires auraient pu amener un résultat avantageux, on les avait méprisés comme des rêves de gens qui ignoraient l'art de la guerre; lorsque les grands capitaines eurent à se disculper de leurs lourdes fautes, ces fautes furent représentées comme inévitables, vu que la guerre ne devait pas être traitée avec les règles seules de l'art, mais qu'elle devait compter aussi sur les insurrections. Quoi qu'il en soit, ces expéditions ne produisirent que deux mauvais résultats : les Autrichiens se confirmèrent dans l'opinion que les Piémontais étaient courageux, mais qu'ils ne se connaissaient point à la guerre; ces derniers s'aperçurent que leurs capitaines ne valaient pas plus qu'eux, et que leurs adversaires n'étaient ni si faibles ni si abattus qu'on les avait représentés. Les uns reprirent autant de confiance qu'en perdirent les autres, et des deux côtés on commença alors à pressentir que la campagne ne serait ni brève, ni facile, ni sans grande effusion de sang.

Sur ces entrefaites arrivèrent sur le Mincio toutes les troupes dont le Piémont avait pu disposer, à peu près 55,000 hommes.

On put alors compléter les différents corps de l'armée, et leur donner cette force compacte qui leur manquait. On continua à exercer les soldats au maniement des armes. On les partagea en six divisions formant deux corps et une division de réserve : les deux corps furent commandés par les généraux Bava et Sonnaz; la réserve par le duc de Savoie, fils aîné du roi. L'artillerie fut placée sous les ordres de son second fils, le duc de Gênes. Le roi se réserva le commandement suprême.

Il faut savoir que le soldat piémontais, obligé de servir pen-

dant seize ans, ne reste sous les drapeaux que quatorze mois. Il doit reprendre les armes toutes les fois qu'il y est appelé dans le cours des seize années. La composition de l'infanterie était donc défectueuse, soit parce que les cadres insuffisants ne permettaient pas qu'on passât promptement de l'état de paix à l'état de guerre, soit parce que la plupart des soldats ne faisaient que d'arriver sous les drapeaux. On voyait bien, du reste, que l'armée n'était pas préparée à une campagne : un grand nombre de soldats avaient rejoint le quartier général sans capotes. Néanmoins, ils étaient vaillants, ainsi que l'ont été toujours les Piémontais; et après avoir entendu dans leur pays proclamer si haut l'indépendance italienne et l'affranchissement de leurs frères de Lombardie, ils étaient pleins d'enthousiasme dans ces premiers temps de la guerre.

La cavalerie et l'artillerie étaient excellentes, mais en petit nombre; l'état-major n'avait ni science ni expérience; une paix de trente-quatre ans n'avait pu que nuire à la pratique des armes. « L'ignorance des principes, écrit le général Bava, qui fut la cause de tant de malheurs, devait être prévue après une paix si longue et dans une armée composée de généraux et de soldats qui n'avaient jamais fait la guerre, et qui étaient absolument nouveaux en tout ce qui regardait le service de campagne, ne sachant ni se poster, ni se gouverner, ni se défendre. » Et le général Franzini, ministre de la guerre, en parlant de lui et des deux commandants de l'armée, Bava et Sonnaz, devant la Chambre des députés, fit cet aveu public : « J'exposai au roi, par écrit, que toute notre expérience sur le champ de bataille ne consistait, quant à moi, que dans trois ans de service faits comme lieutenant de l'artillerie à cheval dans les armées françaises; quant à Bava, il avait servi deux ou trois ans avec le grade de capitaine, et avait abandonné l'armée française à l'âge de vingt-un ans. Sonnaz avait servi deux ans seulement comme lieutenant des hussards d'honneur. Sa Majesté me répondit que l'Italie devait tout faire par elle-même, et qu'il n'acceptait pas la proposition d'un maréchal français, dont je lui avais parlé comme d'un chef vaillant et nécessaire pour doubler la valeur de son armée. »

Dans le cours de trente années, les grades militaires avaient été distribués, comme des récompenses honorifiques, aux cadets des familles nobles; et les titres de mérite avaient été : la haine de la liberté et des opinions jésuitiques. La direction de la police avait formé la principale occupation des commandants militaires des provinces. Les généraux étaient plutôt des chefs de gendarmes que des hommes de guerre. On n'avait jamais songé à envoyer les jeunes officiers se mêler et se former dans les guerres étrangères, par exemple en Algérie. Une génération militaire avait passé en Piémont toute sa vie à languir dans les garnisons, et même à se dépraver par le jeu, par la bigoterie, par tous les vices. Ce n'était pas une raison pour que les officiers instruits et généreux manquassent dans l'armée; et puisque les vieux généraux n'avaient pas plus d'expérience qu'eux, il aurait mieux valu préférer les plus jeunes pour le commandement : ils se trouvaient au moins dans l'âge d'apprendre et de vaincre les hésitations de l'inexpérience par les pensées hardies et les inspirations vaillantes de la jeunesse. Mais les influences de la cour, puissantes auprès du roi, même sur le champ de bataille, laissèrent aux plus ignorants la direction de la guerre. Aussi, pendant que sa politique extérieure, comme je l'expliquerai plus tard, enchaînait son armée sur les rives du Mincio, sa politique intérieure lui enlevait, même dans ce camp étroit, la résolution et l'entrain qui auraient pu augmenter ses forces. En attendant, le vieux Radetzky pouvait sûrement agir d'après la tactique qu'il avait vu exécuter sur ces mêmes lieux cinquante ans auparavant, et que ses officiers s'occupaient à étudier sur le terrain depuis trente ans.

En un mot, l'armée sarde n'avait point d'état-major. Après avoir péroré trois ans sur la nécessité de chasser de l'Italie les barbares, les généraux du roi s'étaient rendus à la guerre sans cartes routières. « Je crus, écrit Bava, devoir m'arrêter et passer là la nuit, pour ne pas exposer les colonnes à se trouver au milieu des ténèbres en présence d'un ennemi qui était maître de positions qui nous étaient inconnues, attendu que l'état-major n'avait pas pu se pourvoir de cartes géographiques et topographiques du théâtre de la guerre, et que nous-mêmes n'avions pu

nous en procurer, à cause de nôtre départ précipité. » Cattaneo dut visiter avec des officiers piémontais les magasins de Milan afin de réunir les cartes qu'on pourrait y trouver; mais elles n'étaient pas bonnes, car l'institut topographique, qui avait accompli beaucoup de travaux spéciaux de stratégie militaire, avait depuis quelque temps transporté à Vienne son dépôt, et l'unique magasin de Milan où ses cartes se vendaient avait été vidé par les Autrichiens avant leur fuite. Le major Angelo Tedesco fit alors imprimer à ses frais une petite carte pour éclairer, sur la défense de Salò, le général piémontais Sobrero, qui confondait cette position sur le lac de Garde avec celle du torrent Caffaro sur le lac d'Idro, à laquelle il disait avoir déjà pourvu. Ces fautes fatales n'auraient pas été commises si, au lieu de nommer ministres de la guerre à Milan Sobrero et Collegno, seulement parce qu'ils étaient piémontais et généraux, on eût laissé subsister le comité milanais préposé à la guerre, où il y avait de vaillants officiers, habiles en stratégie. Ceux-ci, poussés par leur propre zèle, avaient accompagné pendant les premiers jours les généraux du roi; mais l'orgueil, qui escorte toujours l'ignorance, fit refuser bientôt leurs services. Après cela, on ne s'étonnera plus qu'il ait été nécessaire d'explorer la position de Mantoue pour savoir que cette forteresse est entourée de marais. On peut pardonner aux officiers français descendus en Algérie de n'avoir pas connu en 1830 un terrain nouveau pour eux; mais que des officiers piémontais n'aient pas eu de cartes et aient ignoré la topographie d'un royaume voisin du leur, de cette terre d'Italie rendue classique par les guerres de Napoléon, cela prouve une négligence impardonnable et l'ignorance absolue de leur art.

Enfin, ce ne fut pas le moindre des inconvénients que d'avoir Charles-Albert en personne à la tête de l'armée. Voici les paroles de Bava : « Le roi obligeait l'armée à immobiliser une grande partie de ses forces pour garder son auguste personne; il exposait davantage l'intendance générale, dont il se faisait suivre, et qui encombrait énormément les chemins avec ses nombreux chars d'équipages. C'était, en un mot, une véritable super-

fluité. » Et ailleurs il dit : « J'ordonnai vivement à mes troupes de poursuivre leur marche dans la direction prescrite par le roi, quand on me dit que le roi allait arriver ; mais les troupes, dans l'espérance d'être passées en revue, voulurent s'arrêter. Le roi arriva vers les neuf heures, et l'inconvénient prévu ne manqua pas de se vérifier, puisqu'il fallut perdre plus de quatre heures pour accomplir la cérémonie et sortir avec l'artillerie de l'embarras immense des équipages dont nous étions entourés. » Ainsi, le roi rendait inutile, pour être gardé, la meilleure partie de l'armée, embarrassait les mouvements avec ses équipages, empêchait par les pompes de la cour l'exécution des ordres donnés par lui-même sur le champ de bataille, et, par ce caprice qui est naturel aux princes, se mêlait aux desseins particuliers de ses généraux et les troublait.

Telles étaient les forces et les qualités de l'armée piémontaise, sur laquelle on comptait pour faire triompher l'indépendance de l'Italie [1].

[1] L'expérience acquise dans les campagnes de 1848 et de 1849 fit sentir au Piémont la nécessité de réformer complétement l'armée. Aussi, on a vu en Crimée, et dernièrement en Italie, le soldat piémontais se distinguer par sa valeur et sa discipline, et marcher à la victoire sous les ordres de nouveaux capitaines.

CHAPITRE XV.

Charles-Albert refuse le concours des volontaires lombards; il rend impossible l'organisation d'une bonne armée lombarde. Le gouvernement provisoire de Milan se débarrasse des volontaires. Guerre malheureuse du Tyrol. Les volontaires rentrent en Lombardie; leur fâcheuse condition, leurs plaintes; insultes auxquelles ils sont en butte. Injustes accusations contre Allemandi; ses torts réels. Par quelles exigences on réveille chez les Lombards l'esprit municipal, qui était à l'état latent. Le général Durando est chargé de réorganiser la défense des frontières de la Lombardie du côté du Tyrol; ses projets. Mouvement immense des esprits en Italie et entraînement vers la guerre; comment il est comprimé par la politique de Charles-Albert.

Voyons quelle aide donna la Lombardie et quelles ressources Charles-Albert sut y puiser pour augmenter la force de son armée.

Le soulèvement de Milan et des autres provinces de la Lombardie avait réveillé au plus haut point dans le peuple l'esprit militaire qui s'était manifesté d'une façon si éclatante au temps de Napoléon. Ces hommes, que l'énervante éducation autrichienne semblait avoir plongés dans la torpeur, s'étaient relevés d'un seul coup, et il n'y avait eu de toutes parts qu'un cri pour courir aux armes. L'empressement de s'enrôler, de courir à la frontière, l'ardeur tumultueuse de la jeunesse, prouvaient que tous les citoyens se sentaient appelés à de nouvelles destinées. La Lombardie eût bien atteint ces destinées si la sagesse politique eût égalé l'ardeur du patriotisme. La nature et les conditions mêmes du soulèvement évoquaient le souvenir de l'énergique esprit municipal du moyen âge. Que cet esprit fût un bien ou un mal, peu importe; il était un fait : on pouvait le condamner en principe, mais il fallait le respecter comme un fait dont le temps seul pouvait permettre d'atténuer la portée. Bien dirigé, il eût été un élément de force : on voulut le froisser, il fut une cause de dissolution. On bâtit un édifice avec les outils qu'on possède, non avec ceux qu'il serait plus désirable d'avoir et qui

ne sont point encore inventés. Que voulait-on? L'union. Or, l'union existait dans les esprits; tous les Italiens voulaient conquérir au prix de leur sang la liberté et la nationalité de leur patrie. L'ambition de Charles-Albert ne put s'en contenter; il ne désira qu'une union matérielle, une *fusion*. Dès lors, l'organisation d'une armée lombarde devint une impossibilité.

Le gouvernement provisoire de Milan se trouvait entouré de difficultés auxquelles, vu sa position fâcheuse, il ne pouvait parer. Il fallait envoyer des troupes sur l'Adige et le Mincio pour montrer que le concours de la Lombardie à la guerre n'était pas éphémère; il fallait garder les débouchés des Alpes, depuis le mont Stelvio jusqu'au lac de Garde, confins que l'armée piémontaise, concentrée sur le Mincio, ne voulait ou ne pouvait couvrir. Pour cela, on avait besoin de soldats, d'armes, de vêtements, et surtout de temps et de concorde. Dès les premiers jours qui suivirent le soulèvement, on avait commencé les enrôlements volontaires. Mais, chose singulière, Charles-Albert ne voulait que des troupes régulières; il haïssait les volontaires lombards, qui auraient, selon lui, répandu dans son armée de dangereuses idées de liberté. D'un autre côté, comme conquérant il redoutait tout autant la formation d'une armée lombarde régulière, qui, après la guerre, aurait été un obstacle à ses projets ambitieux. Il voulait du moins que cette armée fût entièrement en ses mains, et, dans ce but, il avait tout d'abord confié à ses généraux le portefeuille de la guerre. Après cela, il éloigna des enrôlements, ou relégua, dans des bataillons séparés, les étudiants, les gardes nationaux qui s'offraient pour participer à la guerre, les bandes de volontaires qui défendaient la frontière du Tyrol, et même le bataillon des instructeurs, vieux militaires qui auraient pu donner à l'armée de bons officiers. Ces exclusions étaient commandées, et on leur donnait pour prétexte le refus spontané des jeunes gens eux-mêmes, qui répugnaient d'entrer dans les rangs d'une armée régulière. On ne faisait rien, il est vrai, pour vaincre cette répugnance. C'est ainsi qu'on arriva à exclure de l'armée les citoyens les plus instruits et les plus courageux. Il y avait déjà deux bataillons d'étudiants qui

demandaient à marcher au camp; il aurait fallu profiter de leur ardeur. Le général Perrone nous apprend, dans ses Mémoires, que « le ministre de la guerre ordonna, au nom du roi, d'incorporer les deux bataillons d'étudiants dans une division piémontaise. » C'était peut-être une mesure sage, mais elle semblait plus qu'une injustice à des jeunes gens qui croyaient voir en cela plutôt un acte de tyrannie qu'une mesure dictée par le patriotisme. Les étudiants refusèrent, en s'écriant que Charles-Albert *se souciait bien plus de se procurer des sujets que des soldats.* En effet, pour entrer dans l'armée piémontaise il fallait commencer par prêter serment de fidélité au roi. Les lombards avaient pris les armes pour arriver à l'affranchissement de leur patrie; Charles-Albert leur barrait le chemin en disant : « On ne va jusqu'à la patrie qu'en passant par-dessus les marches de mon trône (1). »

(1) Les Lombards ont été trop injustement accusés d'avoir, en 1848, compromis le succès de la guerre par leur esprit de discorde. On se trompe également en disant qu'ils se sont corrigés de cette faute en 1859, et que l'expérience du passé leur a appris à reconnaître le roi de Piémont comme leur sauveur. On ne sait pas combien la position des choses a été différente dans les deux époques.

En 1848, les Lombards s'étaient soulevés et avaient, par la force de leurs armes, brisé le joug de l'Autriche. Dans l'Italie centrale, à Rome, à Naples, les populations avaient contraint leurs princes à accorder des constitutions et à concourir à la guerre nationale. Une ligue sous le point de vue militaire, une confédération sous le point de vue politique, c'étaient les nécessités généralement senties et qui dérivaient de la position même des choses. Charles-Albert, que les Lombards ne désiraient pas et ne pouvaient considérer comme leur allié, veut les obliger, même avant le combat, avant le victoire, à le reconnaître comme leur maître. Sa prétention, tendant à confisquer à son profit une révolution qui n'a pas été son œuvre, heurte si rudement l'esprit public, qu'elle répand la jalousie chez les autres princes italiens, le mécontentement dans les populations, la défiance et la division partout.

En 1859, les Italiens, sur tous les points de la Péninsule, gémissent dans la servitude, et ils ne prennent la force de se relever et de s'affranchir qu'à l'approche de l'armée piémontaise. Victor-Emmanuel, même avant le combat, avant la victoire, apparaît comme leur sauveur : la révolution italienne est son œuvre, et ce roi a l'adresse de ne pas exiger des populations l'obéissance; il se déclare simplement le premier soldat de l'indépendance italienne. Son drapeau n'est plus alors le drapeau du Piémont, mais celui de l'Italie. Il n'y a plus d'États italiens qui se livrent au Piémont : c'est le Piémont qui offre l'exemple de se fondre dans l'Italie. La vertu d'un roi qui a su corriger la faute de son père, établit ainsi une position de choses telle, que les Italiens, en se groupant volontairement autour de son trône, ne font que se donner une patrie commune.

Les élèves de théologie, après avoir combattu sur les barricades, s'étaient enrôlés avec d'autres étudiants et demandaient des uniformes militaires pour marcher à la guerre. Le gouvernement provisoire répondit que le trésor était à sec et ne permettait pas de pourvoir à leurs besoins. On vit alors ces jeunes gens faire l'exercice sur la place d'armes, en habit sacerdotal et avec leurs tricornes. Le ministre, poussé par la honte à faire quelque chose, fit alors arranger pour eux les vieux uniformes des espions de la police autrichienne, changeant en rouge les parements jaunes. On ne fit jamais non plus aucun préparatif de défense dans les campagnes et dans les montagnes; on ne se disposa ni pour des levées en masse, ni pour d'autres démonstrations populaires. Le chanoine Vimercati, qui, suivi d'autres prêtres, s'offrit pour aller prêcher aux paysans la guerre sainte, reçut une sévère réprimande, et n'obtint cette permission que lorsque tout fut fini.

On peut être convaincu après cela que dans les cadres de l'armée régulière lombarde il n'entra que le rebut de la population. La faveur la plus scandaleuse distribua les grades. Des hommes ignorants et impropres aux armes, les employés les plus ineptes du ministère, dont l'unique mérite était d'avoir provoqué des démonstrations en faveur de Charles-Albert, se montrèrent inopinément revêtus des titres militaires les plus pompeux; le peuple en restait hébahi. Les officiers piémontais eux-mêmes ne dissimulaient pas leur juste mépris envers ces militaires improvisés qui étaient cependant leur œuvre. Et néanmoins, lorsqu'on en vint à incorporer ces recrues lombardes dans les quatrièmes bataillons piémontais, et que le général Fava voulut leur faire prêter serment de fidélité au roi, tous refusèrent, ce qui fut amèrement senti par les troupes royales, incapables de concevoir pourquoi leurs frères lombards, qu'elles étaient venues sauver, avaient des sentiments si peu respectueux envers leur maître et semblaient si peu flattés de l'honneur de lui obéir. Ce fut ainsi que les illusions tombèrent l'une après l'autre, pour céder enfin la place à la haine la plus profonde entre les deux peuples italiens, qui auraient pu heureusement rester d'accord si on avait

voulu les réunir, mais qui devaient nécessairement se diviser en voulant que l'un absorbât l'autre.

On consacra tout le mois d'avril à organiser ces auxiliaires de l'armée sarde. Quelques colonnes de volontaires se réunirent à cette armée comme compagnies libres; elles se distinguèrent à Goito et dans tous les autres combats. Il était aussi arrivé sur le Mincio un bataillon de Parmesans, qui donnèrent pendant toute la guerre des preuves d'une grande valeur, et un bataillon de Modenais, qui fut incorporé dans la troisième division.

Cependant, Milan était encombré de bandes de volontaires, qui, désireux de combattre comme soldats du peuple, dédaignaient de se fondre avec les soldats du roi. Elles grossissaient chaque jour, et d'autres s'organisaient facilement, cette manière de guerroyer étant plus conforme à l'esprit révolutionnaire de l'époque. Le gouvernement provisoire ne savait comment se débarrasser de ces jeunes gens, qu'il appelait *ennemis du trône*, et dont la présence à Milan lui semblait dangereuse. En même temps, il lui fallait sauver les apparences, et il ne pouvait entièrement exclure l'élément populaire d'une guerre d'indépendance sans offenser le sentiment national. Il parut donc favoriser les volontaires et donner une satisfaction à leur ambition de gloire; mais il calcula la distribution des postes qu'on avait à défendre de façon que les difficultés, les maladies, la confusion, fussent de nature à dégoûter les légionnaires et à amener leur dissolution. Ainsi, les hommes des plaines de Crémone furent envoyés à la mort dans les glacières des frontières du Tyrol; les montagnards de Côme allèrent prendre les fièvres dans les marais de Crémone : personne ne fut admis à défendre la patrie près du toit de son village. Les légionnaires, impuissants à soutenir une bataille rangée, auraient su garder les gorges des Alpes, qui n'avaient pas de défenseurs. Tous demandaient à marcher du côté des Alpes, et le gouvernement provisoire, voulant d'abord introduire un certain ordre dans ces bandes de volontaires, courageux bien plus que disciplinés, confia cette charge à Allemandi, valeureux soldat et bon citoyen, qui était colonel fédéral en Suisse. On lui accorda le titre de général, commandant

suprême de tous les corps de volontaires suisses, piémontais, lombards, génois, etc. Allemandi accepta et s'appliqua à grouper en un seul corps les colonnes de Manara, Thanberg, Torres, Bonfanti, Longhena, Simonetta, Arcioni, Camperio, Morosini, Dandolo. L'entreprise était bien difficile; mais Allemandi l'eût peut-être heureusement accomplie, si le gouvernement provisoire n'eût pas entravé ses desseins.

Allemandi se proposait d'entrer dans le Tyrol italien, d'occuper Rive, Roveredo et Trente, de fermer les passages très-importants de ces vallées, d'enlever de ce côté à Radetzky toute espérance de secours, et dans le cas d'une déroute, de lui fermer la retraite. A cet effet, il fallait envoyer dans le Tyrol un nombre considérable de volontaires; sans cela, on aurait compromis les amis qu'avait l'Italie dans ces rudes régions. Il fallait aussi les soutenir avec une brigade piémontaise pourvue de chevaux et de canons, et relier leurs mouvements avec les opérations de l'armée au-delà de l'Adige. On devait enfin, vu la pauvreté du pays, pourvoir les volontaires d'argent, de capotes, de souliers et de pain. On aurait dû entreprendre cette expédition dans les premiers jours d'avril, lorsque l'ennemi n'avait de ce côté que quelques centaines de soldats. Mais le gouvernement provisoire n'eut réellement pas la volonté de donner une sérieuse direction à l'entreprise. Les généraux du roi, n'en comprenant pas l'utilité, y consentirent de mauvaise grâce. Ils soutinrent que leur armée devant s'arrêter en deçà de l'Adige, n'était pas assez forte pour envoyer un détachement à cinq ou six jours de distance du lieu central de ses opérations.

Il faut ajouter, que quoique abandonnant les volontaires à eux-mêmes, on ne les laissa pas tous partir, puisque le roi retint dans son avant-garde les légions de Thanberg, de Griffini et celles de Pavie et d'autres villes, qu'il trouvait les mieux disciplinées. Ceux qu'on laissa marcher vers le Tyrol à leurs frais et périls n'atteignaient pas le nombre de 3,000, tous jeunes, et dépourvus de chevaux, de canons, de provisions de guerre et de bouche, de capotes, de souliers de campagne; et l'on permettait cette tentative lorsque Radetzky, s'étant retiré derrière l'Adige, occupait

la ligne de Legnaco à Trente, et ne conservait sur la rive droite que Mantoue, Peschiera, et le Tyrol italien, où quelques centaines de soldats s'étaient accrus jusqu'à quatre mille, munis de canons et de chevaux, et lorsque la crainte s'était réveillée chez les populations.

Trois lignes principales d'opérations pouvaient être suivies en Lombardie, à partir du Stelvio vers le lac de Garde. La première part du Stelvio même, et va par la vallée Valtellina à Como; la seconde se détache du Tonale, et aboutit à Bergamo; la troisième suit le cours del Chiese jusqu'à Brescia. La ligne qui favorisait réellement un certain développement de forces était la dernière, et ce fut par elle que s'avança le corps principal des volontaires lombards; une diversion était réservée à un autre corps qui devait tenter le passage du Tonale au val de Sole.

Les volontaires, entraînés par leur enthousiasme, pénétrèrent dans le Tyrol, où ils étaient convaincus qu'ils arriveraient jusqu'à Trente sans que l'ennemi osât les arrêter. En effet, les Autrichiens s'étaient concentrés sur la rive droite de l'Adige, de telle sorte que les légions lombardes purent successivement occuper Londino, passer la ligne de montagnes qui sépare les eaux du Chiese de celles du lac de Garde, et arriver à Tione. La colonne qui marchait par le Tonale passa également la montagne et descendit à val de Sole. Le commencement de l'expédition laissait espérer un heureux succès. Les volontaires furent bien accueillis par la population. A Tione, on planta l'arbre de la liberté, on arbora le drapeau tricolore, et on nomma un gouvernement provisoire. Le soir du 13 avril, on s'empara du château-fort de Stenico; le 14, on arriva aux Sarches. Les Autrichiens étaient là retranchés sur le pont, et les Lombards, après quelques coups de fusil, s'élancèrent baïonnette en avant et forcèrent le passage du pont, chassèrent l'ennemi de maison en maison dans tout le village des Sarches, et l'obligèrent à reculer jusqu'au vieux château de Toblino, où il s'enferma, en défendant de là le passage vers Trente. L'avis d'assaillir le château le soir même n'ayant pas, vu le manque d'artillerie, prévalu dans le conseil, on employa la nuit à l'entourer de tranchées et à abattre les

ponts qui conduisent à Trente et à Rive. Le lendemain matin, l'ennemi reçut de Trente des renforts, et, ayant repris courage, tenta une sortie; mais il fut contraint à s'enfermer de nouveau dans le château. Une seconde sortie, exécutée vers midi, ne fut pas plus heureuse. Les Autrichiens, n'espérant plus refouler les assiégeants au-delà des Sarches, et ne pouvant plus longtemps se soutenir dans le château, décidèrent de l'abandonner et battirent en retraite vers Trente. Poursuivis vivement, ils perdirent beaucoup de monde et quelques chars. Une quarantaine de Lombards eurent l'audace de s'avancer jusqu'à Vezzano, où ils plantèrent l'arbre de la liberté, au milieu des applaudissements de la population et des bénédictions du curé, qui parut en grande pompe. Rejoints par le reste du bataillon, ils se disposaient à passer la nuit à Vezzano, et ils avaient déjà placé les avant-postes en face de l'ennemi, lorsqu'ils reçurent l'ordre de se retirer et de se replier sur Toblino.

Les Lombards avaient accompli tous ces faits sans qu'ils eussent aucune nouvelle de leur général Allemandi. Quels soins le retenaient ailleurs, et quels obstacles s'opposaient au succès de son expédition? Allemandi lui-même nous l'explique. « Au milieu d'une affluence si grande de volontaires, écrit-il, tout nous manquait; Ferranti, commissaire-fournisseur, ne se trouvant pas dans le cas de pourvoir aux besoins de l'armée sarde, pouvait beaucoup moins penser à mes troupes. Quant au gouvernement provisoire, malgré l'approbation qu'il avait accordée à l'expédition, il n'était prodigue que de promesses. Je lui écrivais en vain, que l'expédition n'aurait pas lieu; que le Tyrol n'était pas la riche plaine de la Lombardie, où le soldat est dans le cas de se procurer à tout instant ce qu'il lui faut; qu'on ne pourrait rien espérer des montagnards, dénués eux-mêmes de toutes choses; qu'on n'aurait rien à tirer des montagnes escarpées; en vain je le pressais de m'envoyer des secours. Pour toute réponse, on m'adressait tous les jours de Milan de nouveaux volontaires désarmés, auxquels on avait assuré qu'ils trouveraient dans mon quartier général tout ce qu'il leur fallait pour entrer immédiatement en campagne: c'étaient des hommes qui, pleins d'amour

pour la patrie, troublaient les rêves ambitieux et les tendances *fusionnistes* des gouvernants : on les envoyait à la mort !

» En même temps, Arcioni, sans attendre les instructions nécessaires, se séparait à la hâte du corps expéditionnaire, et m'écrivait à Tione qu'il n'avait ni capotes, ni souliers, ni munitions, ni vivres, ni argent. Dépourvu moi-même de tout, entouré d'une foule nécessiteuse et toujours croissante de volontaires, je ne pus satisfaire à ses demandes, et je ne fis que lui envoyer quelques-unes des caisses de poudre enlevées à Peschiera, et un peu d'argent, en l'engageant à ne pas s'avancer davantage sans attendre mes ordres. Mais Arcioni, entraîné par le courage de ses jeunes gens, finit par s'aventurer dans les gorges des montagnes les plus affreuses, et fut exposé aux plus cruelles privations. »

Comme on le voit, Allemandi comprenait que dans la position où on l'avait reduit, il ne pouvait poursuivre l'expédition. Toutes ses sollicitations près du gouvernement provisoire pour obtenir des secours ayant été inutiles, il envoya l'ordre aux volontaires de ne pas pénétrer plus avant dans le Tyrol, et de s'arrêter à Tione. Il demanda des secours au quartier général du roi, et écrivit au général Salasço, en lui réclamant un corps de troupes piémontaises et des canons. Il reçut une réponse négative. Désespéré, il voulut se rendre personnellement au camp et adresser lui-même à Charles-Albert la demande de quatre bataillons de ligne et d'une batterie d'artillerie, afin de s'emparer de Rive, Roveredo et Trente, fortifier les positions conquises, couper les routes, détruire les ponts, et empêcher que Radetzky reçut des renforts. Allemandi nous rend compte du résultat de cette démarche. « Charles-Albert, dit-il, fit semblant d'approuver entièrement mes projets, s'en déclara très-satisfait, et, me serrant amicalement la main, me dit avec un cordial épanchement : *Général, je comprends parfaitement votre position ; je m'occuperai tout de suite de votre affaire, et j'espère vous donner une réponse satisfaisante : revenez d'ici à une demi-heure.* »

D'après ces paroles, le général ne douta plus du succès de sa démarche ; et, en effet, on ne tarda pas à le rappeler. Mais, au

lieu de retrouver le roi, il se vit en présence du général Franzini, qui lui dit : *Il nous est impossible, général, de vous accorder la troupe et l'artillerie que vous avez demandées à Sa Majesté. Nous nous attendons d'un jour à l'autre à une grande bataille, et nous ne pouvons affaiblir notre armée en envoyant un détachement dans le Tyrol; néanmoins, vous pouvez espérer qu'on vous donnera plus tard quelques canons.*

Ce fut après cette réponse qu'Allemandi envoya aux Lombards, qui, contrairement à ses intentions, s'étaient avancés jusqu'à Vezzano, l'ordre de se retirer à Toblino, et de là à Stenico. Cet ordre arrivait au camp le 16, et trouvait les volontaires fatigués des marches et des combats soutenus pendant deux jours et deux nuits, mécontents de l'abandon dans lequel ils croyaient avoir été laissés par leur général, et de l'absence de tout ce qui leur était le plus indispensable dans la position difficile où ils se trouvaient, entourés par l'ennemi, exténués par la faim. Néanmoins, ces jeunes hommes ne voulaient pas abandonner leur camp; les officiers se rassemblèrent et écrivirent une adresse à Allemandi, en le priant de ne pas les contraindre à perdre une position conquise par tant d'efforts et avec le sang de leurs plus généreux concitoyens. Ils promirent de défendre leur camp jusqu'à la dernière extrémité pendant toute la journée et la nuit suivante, espérant que dans cet intervalle on les aurait pourvus de munitions, dont ils avaient le plus grand besoin. En effet, ces jeunes gens intrépides avaient résolu, en cas d'attaque, de brûler le peu de cartouches qu'ils avaient, et de se jeter ensuite tête baissée dans les rangs de l'ennemi, pour s'ouvrir un passage avec leurs baïonnettes. Mais à l'approche de la nuit, une seconde lettre du général, écrite de Salò deux jours avant, leur annonça *qu'il ne fallait rien faire sans le concours de l'armée piémontaise, et que ce concours était pour le moment refusé.* Le 17, on mit à la disposition d'Arcioni la colonne Baretta et deux canons qui devaient être arrivés à Tione le 16 au soir. Mais Baretta ne se trouvait pas là, et le capitaine Chiodi refusait de marcher au secours d'Arcioni avec les deux canons, en répondant qu'une autre lettre d'Allemandi lui avait ordonné de ne pas

s'avancer au-delà de Tione. Tous les capitaines des compagnies recevaient en route l'avis de se réunir à Tione, où le général les appelait en conseil; d'autres avis annonçaient que le général se trouvait à Milan, et qu'il ne se rendait pas à Tione. On le voit, la confusion était à son comble.

En attendant, les colonnes Sedaboni et Molossi, en retraite vers Arco et Tenno, avaient été plusieurs fois assaillies par les Autrichiens, qu'elles avaient toujours repoussés avec fureur. Le froid était très-vif, la pluie tombait mêlée de grêle, les routes étaient défoncées. Le 19, un bataillon de 600 Autrichiens, habillés en volontaires lombards et déployant un drapeau tricolore, surprit une colonne de 400 Italiens qui les avaient salués comme leurs compagnons. Aussitôt qu'ils s'aperçurent de la tromperie, ils s'élancèrent comme des lions sur leurs ennemis, et les obligèrent à prendre la fuite après une lutte acharnée de trois heures. Les Italiens eurent plusieurs morts et des blessés; ils envoyèrent ces derniers à Stenico; mais, par une confusion de noms, les blessés furent conduits par leurs compagnons à Sclemo, où se trouvaient les Autrichiens : le colonel Zobel les fit tous fusiller sous les murs du village.

On savait que l'ennemi avait reçu des renforts. Stenico n'était pas une place qu'on pût défendre avec peu de troupes. Les volontaires commençaient à se défier de tout; ils disaient bien haut qu'Allemandi, le ministre de la guerre, le gouvernement provisoire, ne les avaient pas seulement abandonnés, mais trahis. Tout semblait les avertir que leur dévouement ne sauverait pas l'Italie. Ils n'avaient de vivres que pour deux jours; en s'enfermant dans le château de Stenico, ils auraient bientôt été pris par la famine. Ils décidèrent donc de se retirer sur Tione.

Quant à Allemandi, qu'on accusait de trahison, puisque, dans l'ignorance des faits, toutes les apparences étaient contre lui, il faut dire qu'après le refus de secours essuyé de la part du roi, il ne s'était pas encore découragé. Il s'était rendu à Milan, après avoir envoyé aux Lombards l'ordre de rétrograder sur Tione. Ses espérances nous sont expliquées par lui-même en ces termes: « Ne pouvant exécuter mon attaque contre Trente, et d'après

l'ordre que m'avait donné le gouvernement provisoire de ne rien entreprendre sans le concours de l'armée piémontaise, me voyant réduit à l'inaction, abandonné dans les gorges étroites du Tyrol avec mes volontaires qui manquaient de tout ce qui est nécessaire pour faire la guerre, leurré, bercé par le gouvernement provisoire de promesses de secours qui n'arrivaient jamais, je me rendis à Milan pour protester avec indignation contre l'abandon dans lequel on laissait des braves qui mouraient pour la patrie. C'est à ce moment que j'acquis la certitude de la complète incapacité de ce gouvernement provisoire pour conduire les affaires de la guerre, dont il ne s'occupait nullement; son temps était absorbé par des intrigues politiques pour la prochaine fusion des deux États. Ne voulant pas être complice d'un système que je réprouvais et qui ne pouvait que nous conduire à la ruine de la patrie, j'offris ma démission avec insistance: elle fut acceptée. » Je suis bien loin de croire, en effet, qu'Allemandi ait été plutôt le complice que le jouet du gouvernement provisoire. Ce qui m'étonne, c'est de voir qu'il ait fait avancer les volontaires mêmes jusqu'à Tione avant de s'être assuré les moyens de poursuivre l'expédition. A cet égard, on a cherché à l'excuser en disant que, dépourvu de l'énergie et de l'autorité nécessaires pour être le vrai modérateur de ses miliciens, il se laissa entraîner par leurs violentes exigences. Mais si on ne peut lui imputer les désastres de l'expédition, il méritera toujours des reproches pour ses vaines protestations et pour sa démission offerte précipitamment à Milan, tandis que par sa présence à Tione il aurait pu faire agir les troupes et les canons du capitaine Chiodi, afin de couvrir et de rendre moins malheureuse la retraite d'une poignée de braves.

Les colonnes lombardes, après avoir soutenu avec honneur pour leur drapeau d'autres assauts partiels, avaient réussi à se concentrer à Tione. On reçut là l'ordre du jour qui annonçait la dissolution des corps francs, attendu que *le gouvernement de Milan n'avait pas l'intention de continuer à agir dans le Tyrol.* Ces jeunes gens, frémissant et pleurant, furent arrachés plutôt qu'éloignés de cette terre qu'ils avaient arrosée de leur sang. Le

gouvernement de Milan ne s'était pas borné à les priver de tout secours, mais il avait poussé sa haine contre les volontaires jusqu'à cacher au public leurs heureux combats, et à propager souvent, à inventer même des faits qui pouvaient les décrier. C'est ainsi qu'au lieu de dire que les Autrichiens avaient été chassés des Sarches après trois heures de combat et après avoir défendu une à une toutes les maisons du village, on répandit la nouvelle que les Autrichiens, *voyant s'approcher les volontaires, avaient résolu de se retirer des Sarches afin d'occuper le château de Toblino*. De même, on avait passé sous silence que Toblino avait été assiégé; qu'on avait repoussé deux sorties de la garnison; qu'enfin le château avait été évacué par l'ennemi et occupé par les Lombards. Ce que les journaux du gouvernement avaient publié, c'était que, devant Toblino, *les colonnes des volontaires s'étaient brisées contre des forces régulières et les difficultés locales*. Ce n'était pas, disait-on, par le manque de toutes sortes de secours que ces jeunes gens trahis avaient abandonné le Tyrol: *la conduite des combattants, dans un pays où les sympathies autrichiennes étaient encore puissantes, avait été détestable; les légions lombardes étaient remplies de ces tristes gens qui profitent des bouleversements politiques pour satisfaire leur rapacité et leurs vices; aussi, il ne tarda pas à arriver que les montagnards furent irrités de leurs excès honteux, qui semèrent dans les vallées le scandale et la haine*. C'est une vieille tactique de tous ceux qui sont formés à l'école de la tyrannie, de ne point trouver suffisant d'immoler leurs victimes: ils doivent ajouter encore l'infamie à la mort, et récompenser par l'outrage la valeur qui succombe.

Les Tyroliens italiens avaient d'abord accueilli les colonnes des volontaires avec des transports de joie. Ils les auraient mieux secondées si on les eût vues plus nombreuses et si leurs efforts eussent été soutenus par un corps de troupes régulières. Quelques jours après, les bandes des libérateurs, désordonnées, faibles, presque nues, n'avaient fait présager à la population aucun succès. Lorsque les Lombards, rentrés à Stenico, avaient délibéré s'ils s'enfermeraient dans le château, les habitants du vil-

lage les avaient exhortés à sortir du pays et à ne pas les ruiner en s'y arrêtant davantage, car les maisons étaient couvertes en chaume, et à l'approche des Autrichiens, le premier coup de canon les aurait mises en flammes. En effet, sortis de Tione le 21, les Lombards virent les habitants cacher les bannières tricolores et tâcher de se soustraire à la vengeance autrichienne en se parant des couleurs jaune et noir; ce qui ne leur servit pas à grand'chose, puisque plusieurs d'entre eux furent traînés en Allemagne. La même politique infernale qui vouait au massacre les colonnes de volontaires, décriait la cause italienne dans les vallées du Tyrol.

Ces colonnes de volontaires rentraient en Lombardie, les unes par le val des Sarches, vers le val de Ledro, les autres par le val del Chiese derrière le Caffaro, qui marque la limite entre la province de Brescia et le Tyrol. Ces dernières arrivèrent le 24 au matin à Brescia, ville dévouée à Charles-Albert, et, bien que très-italienne, trompée par l'idée que l'armée du roi aurait pu par elle seule tout faire pour l'émancipation de l'Italie. Les volontaires furent reçus par les Bressans, non comme des Italiens qui venaient de se battre pour la liberté de la patrie, non comme des frères, ainsi qu'ils devaient s'y attendre, mais comme on aurait pu accueillir l'étranger qui serait venu imposer son joug. Partout, silence et froideur. Quelques employés insultèrent la colonne Manara. La marche des derniers jours avait eu lieu sous une pluie torrentielle. La vue de ces jeunes gens, exténués par la fatigue et les privations, était pénible; ils étaient cependant l'élite de la population, la fleur des écoles, avec leurs professeurs en tête; et leurs cœurs saignaient à cause de l'abandon où les hommes qui prétendaient diriger la révolution les avaient laissés. Leur rancune était poussée à son comble par l'accueil qu'ils recevaient de leurs compatriotes, eux qui, pour défendre la patrie, avaient renoncé aux douceurs de la vie et à la vie elle-même. Peu d'entre eux avaient des manteaux, presque tous avaient leurs souliers entr'ouverts, cent cinquante et plus marchaient pieds nus. En dehors de ceux qui étaient arrivés à Brescia, d'autres corps s'étaient retirés à Bergamo, à Côme, à Milan; d'autres

s'étaient dissous, désespérant du salut de leur patrie. Cette malheureuse expédition du Tyrol excita dans toutes les villes de la Lombardie, si l'on en excepte Brescia, la colère et les plaintes de la population. On cria de toutes parts à la trahison, et on ne pouvait certainement appeler d'un autre nom cette imprudence de tenter avec si peu de forces une entreprise qui devait présenter des difficultés d'autant plus sérieuses qu'elle ne se combinait pas avec les opérations de l'armée piémontaise, qui, au contraire, se reposait sur le Mincio. Le gouvernement de Milan n'eut d'autre moyen de se disculper qu'en déversant sur Allemandi les plus infâmes calomnies. On l'accusa de s'être placé à la queue plutôt qu'à la tête de l'expédition, de n'avoir eu ni le talent de diriger, ni la fermeté de modérer ses miliciens. On en vint jusqu'à vouloir le faire arrêter à Bergamo et traduire à Milan, comme l'auteur responsable du résultat malheureux de l'entreprise.

Les volontaires n'étaient pas tous morts; l'irritation pour leurs misères grandissait; le gouvernement provisoire dut faire semblant de se donner le plus grand mal pour qu'on crût qu'il n'avait pas eu l'idée de trahir le peuple. On concentra à Bergamo, à Brescia et en d'autres villes les volontaires qui étaient restés sous leurs drapeaux. On établit partout des comités de guerre, et on expédia des commissaires et des officiers piémontais pour réorganiser ces corps : tout ce qui donnait l'idée d'une force émanée du peuple était un embarras dont le gouvernement ne savait comment se délivrer. Le 25 avril au soir, le colonel Cresia, de l'armée sarde, arrivait à Brescia avec d'autres officiers de Charles-Albert, et proposait aux volontaires de s'incorporer dans les régiments piémontais, de prêter serment de fidélité au roi, qui leur aurait donné les habillements ainsi que la solde comme à ses propres soldats. Ces paroles firent tomber le voile des yeux de ces jeunes gens, qui virent alors pourquoi on les avait maltraités. A l'ordre du jour du colonel Cresia, ils répondirent résolument : « Oui, nous voulons bien faire partie d'une armée quelconque qui soit italienne, mais nous ne nous soumettrons jamais aux ordres d'un roi ni d'une fraction quelconque

de l'Italie. Devant les Italiens, nous sommes Italiens; mais si on nous parle de Toscans, de Piémontais, ou de toute autre fraction de l'Italie, nous n'oublions pas que nous sommes Lombards. »

Qui souleva donc en Italie les questions d'un vieux municipalisme? Ce ne fut certainement pas l'œuvre de ceux qui, considérant tous les habitants de la Péninsule comme un peuple unique, le peuple italien, étaient prêts à se fondre en lui et à coopérer ensemble au triomphe de la patrie commune. Il fallut que le roi sarde eût dit aux Lombards : « Soyez Piémontais! » pour qu'ils répondissent : « Nous sommes Lombards! » L'ambition d'absorber ces populations qu'on promettait de délivrer, voilà ce qui réveilla l'esprit municipal, qui se taisait au nom de l'Italie. Charles-Albert eût pu affranchir le pays; il l'aurait fait comme un étranger descendu en Italie.

Les légionnaires entrés à Brescia n'y trouvèrent ni justice ni pitié. Réduits enfin au désespoir par Cresia, qui leur imposait de crier : *Vive Charles-Albert, roi d'Italie!* ils n'y tinrent plus et crièrent : *Vive la république italienne!* Après quoi ils sortirent de Brescia, nus, affamés, et se rendirent à Milan, où ils arrivèrent le 28. Leur entrée fut un triomphe. L'accueil qu'on leur fit consola leurs cœurs brisés, et fit le plus grand honneur aux Milanais, aussi prompts à combattre l'ennemi qu'à faire éclater leur reconnaissance envers ceux qui, à leur exemple, avaient exposé leur vie pour la liberté commune. Là, ces jeunes gens échappés à la mort écrivirent un rapport de leur expédition, rapport qui se terminait par ce cri de douleur : « Nous aurons contre nous ceux qui n'ont pas de foi dans la révolution, qui n'ont pas de foi dans le peuple lombard, qui sont contents de changer de bât sans avoir la hardiesse de se remettre sous l'égide de la liberté; mais nous aurons avec nous tous les hommes généreux. Ceux-ci connaîtront ceux qui ont désormais dans leurs mains les destinées de la Lombardie : ils verront si c'est de cette manière qu'on peut obtenir l'alliance de tous les éléments propres à faire triompher la révolution, et qu'on peut inspirer de la confiance à quiconque doit abandonner son toit paternel pour combattre l'étranger. On saura qu'on a fait tout ce

qu'il était possible de faire pour éloigner de la noble entreprise les hommes les plus ardents à la soutenir, pour les faire périr, pour les ternir vis-à-vis du peuple lombard, autant que pour abaisser le peuple lombard aux yeux de l'Europe. »

En attendant, la province de Brescia était menacée par les Autrichiens, qui, ayant pris courage par la retraite des volontaires, étaient descendus par le val del Chiese jusqu'à la rivière du Caffaro. Le danger ne menaçait pas seulement la province de Brescia, mais l'ensemble des opérations de la guerre. En effet, l'armée piémontaise, à cette époque, se décidait à sortir de son doux repos et se préparait à faire le siége de Peschiera; on commençait à sentir l'importance de tenir l'ennemi éloigné de l'extrême droite de l'armée assiégeante. Charles-Albert ne se déterminait pas pour cela à détacher des troupes pour occuper les frontières du Tyrol bressan, défense qui n'exigeait pas moins de 4,000 hommes. Les Autrichiens, à la vérité, n'avaient que 2,500 hommes à peu près entre le val de Ledro, Rive et le val del Chiese; mais ils étaient assez nombreux pour inquiéter les opérations du siége, ainsi qu'on le verra plus tard, au point qu'il s'en manqua de peu qu'ils ne réussissent à le faire lever. Il fallait donc de force recourir à de nouveaux corps de volontaires après avoir dispersé les premiers. Brescia avait organisé un bataillon des déserteurs italiens du régiment Hangwitz; on l'avait envoyé au Caffaro, sous les ordres de Baretta, officier piémontais. Milan y avait expédié tout ce que le gouvernement provisoire avait pu réunir, c'est-à-dire une compagnie de jeunes gens qui s'étaient intitulés les *volontaires de la mort*. Il était resté aussi sur les confins 250 à 300 hommes sous les ordres de Thanberg. Manara cherchait à mettre en ordre à Salò les restes de sa légion. Toutes ces forces montaient à 1,400 hommes, mal armés, sans vêtements. Le gouvernement de Milan destina au commandement de ces 1,400 hommes le général piémontais Jacques Durando. Cet officier aurait préféré ne point se charger d'une mission d'une nature telle, que les tribulations en étaient certaines et les chances de succès douteuses; et sa défiance venait de la haine des Lombards contre les Piémontais. Les Lombards, gâtés,

comme il le disait, par l'esprit municipal et républicain, au lieu d'aspirer ardemment à se déclarer sujets piémontais, n'auraient que subi cet honneur, et par suite il aurait été difficile de former un corps régulier obéissant à ses ordres. Néanmoins, cédant aux instances de Collegno, ministre de la guerre, il accepta le commandement, et vers la fin d'avril partit pour Brescia.

Durando visita le Caffaro et Salò, passa en revue le peu de troupes qui s'y trouvaient, et vit qu'il n'y avait autre chose à faire que de les organiser en se bornant étroitement à la défensive, et en ne tentant d'opérations que d'accord avec l'armée immobilisée sur le Mincio.

Après avoir raconté comment on sacrifia dans le Tyrol les volontaires italiens, exemple qu'on verra ensuite imité sur tous les points de l'Italie où d'autres bandes de volontaires se trouvèrent réunies, je ne puis passer outre sans présenter quelques réflexions à ceux qui ignorent l'histoire et ne cessent d'accuser le peuple italien d'avoir peu servi par ses œuvres son désir immodéré de jouir de la liberté.

Les Italiens n'avaient à aucune époque opéré un mouvement aussi général, avec autant d'énergie et d'ensemble, que celui de 1848. Jamais de plus beaux jours, dans le cours des temps, n'avaient éclairé cette terre. L'étranger ne l'aurait pas alors visitée pour son ciel limpide, pour ses champs fertiles, pour ses magnifiques monuments, pour les tombes de ses héros primitifs et ses ruines célèbres; mais il y aurait vu un peuple plein de vie, frémissant, se précipitant le fer à la main sur les traces de l'ennemi pour le chasser au-delà des Alpes, d'où il était venu souiller le sol sacré. Il aurait vu les villes changées en familles, réchauffées par une seule et même passion; des provinces différentes, divisées par des rivalités séculaires, se rapprocher, s'unir, et n'avoir plus qu'un cœur, une vie, une destinée! Les jeunes gens brandissent les armes, les femmes encouragent leurs maris et leurs enfants, les prêtres bénissent les drapeaux, tous jurent sur l'autel de la patrie de laver la honte de vingt siècles. Leur entreprise est sainte, puisqu'il s'agit de l'indépendance; elle est doublement sainte, si on veut la juger téméraire, puisque tout sacrifice fait

à la patrie est d'autant plus généreux qu'il est moins calculé. Leur guerre est légitime, puisque chaque peuple a le droit de repousser son agresseur, et que par là il ne fait que défendre ses biens, son toit, l'honneur de sa famille, tout ce que l'homme a de plus sacré, depuis les tombeaux de ses ancêtres jusqu'aux autels de Dieu. Pour lui l'Autrichien est un tyran, car l'étranger, quel qu'il soit, n'est toujours et ne peut jamais être que tyran; ses caresses mêmes, ses libéralités ne sont que le raffinement, l'embûche de la tyrannie. Voilà ce que les Italiens sentaient tous dans leurs cœurs, et il ne se trouvait pas un seul d'entre eux qui ne préférât la mort au joug indigne qu'il supportait depuis trop longtemps, hélas! Et ceux qui sont aujourd'hui à pleurer de loin sur les maux, sur la honte de leur patrie, tout en rejetant la faute sur celui qui en a été le principal auteur, ne peuvent se rappeler le passé sans bénir des colères, des audaces généreuses, et s'écrier du fond de leur âme : Gloire aux martyrs!

Mais si les événements de la guerre ne répondirent pas à l'excitation si grande des esprits, quelle en fut la cause? Tout dériva de ce double point de vue sous lequel Charles-Albert et les patriotes italiens considérèrent la guerre de l'indépendance. Le premier, se montrant en Lombardie comme le champion du peuple en apparence, et en fait ne voulant être que conquérant, eut besoin de se servir du mot *liberté,* de se procurer le respect et l'obéissance par le pacte d'annexion, de mêler l'écusson de Savoie avec le drapeau italien, de faire à tous illusion en promettant qu'à l'ombre de son épée l'Italie conquerrait sa nationalité, de décrier comme des hommes absurdes et dangereux ceux qui s'opposaient à ses desseins, en attendant l'heure de les opprimer. Il n'y avait pas à se tromper; son armée était presque nulle, et tout-à-fait impuissante à accomplir par elle seule l'entreprise difficile dans laquelle il s'était engagé. Il pouvait trouver dans la Lombardie des intrigants prompts à faire triompher à tout prix ses vœux ambitieux; mais s'il s'agissait de combattre, le seul sang qu'on verserait pour la patrie serait celui des patriotes. L'or des premiers pouvait donner pour quelques jours une couronne; les bras des seconds pouvaient seuls sauver l'Italie.

Entre les deux, Charles-Albert ne balança point : le roi de Piémont ne craignait rien davantage que les patriotes. Il brisa donc la force de la nation.

Je laisse à chacun le soin de juger, d'après les faits, si les patriotes n'étaient animés que par des passions anarchiques, ou si, au contraire, ils furent poussés, malgré eux, à faire une vive opposition à la misérable avidité de régner que Charles-Albert voulut prématurément manifester, et à la crainte, à la défiance qui troublaient son sommeil dans ces jours d'enthousiasme et d'entraînement dont il fallait profiter et qu'il comprima. Le courage de cette bouillante jeunesse, animée par l'amour de la patrie, poussée par le noble désir de secouer le joug étranger, ne savait pas tolérer les calculs de la paresse, les tergiversations de la diplomatie. Les patriotes italiens n'aspiraient qu'à combattre les Autrichiens sous un drapeau quelconque, pourvu qu'il fût italien; et au succès de cette entreprise il aurait d'abord mieux valu employer la valeur audacieuse des citoyens que la stratégie craintive et absurde des capitaines mis à la tête de l'armée sarde. Cette armée, je le répète, n'aurait dû servir que de soutien à une guerre nationale. Il fallait que le peuple entrât, lui aussi, dans la lice; que chaque village fût mis en état de défense, que chaque ville devînt une forteresse, que chaque citoyen prît un fusil pour défendre la patrie, que l'ennemi eût autant de barrières à surmonter qu'il y avait de montagnes, de vallées, de bois, de rivières. On fit tout, au contraire, pour obtenir que le peuple ne prît aucune part à la guerre; on déclara qu'il n'y avait pas besoin du peuple; on fatigua, on trompa, on immola les premiers citoyens qui voulurent courir aux armes; en un mot, on eut peur du peuple armé; et comme on n'avait pu éviter la guerre, on voulut combattre avec ses propres troupes; on n'accepta l'aide des citoyens que comme soldats ayant prêté serment de fidélité au roi. Il faut convenir que Charles-Albert et les Italiens ne surent et n'étaient pas dans le cas de s'entendre. Le premier ne comprit pas le mouvement italien ou en eut peur. Ce mouvement avait été populaire : au lieu de s'en déclarer le chef et de le diriger, Charles-Albert voulut le com-

primer. Roi avant tout, il se substitua avec empressement à la révolution; dès lors, la force de son armée remplaça la force du peuple; le salut de l'Italie s'identifia avec les intérêts de sa couronne : les Italiens avaient rêvé une guerre de délivrance, il ne voulut qu'une guerre de conquête ([1]).

([1]) Victor-Emmanuel, en entreprenant sincèrement une guerre nationale, n'a pas hésité un instant à se servir d'un de ses éléments naturels, de l'intervention du peuple. Des milliers de citoyens, accourus de tous les coins de l'Italie, ont été libres de s'enrôler sous les drapeaux piémontais ou dans les corps francs, sous les ordres de capitaines qui inspiraient une grande confiance. Tout Italien n'a prêté serment de fidélité au roi que comme soldat et sans se déclarer par là son sujet. On n'a pas ainsi compliqué la question militaire par la question politique, et chaque soldat n'a pas été obligé de perdre de vue la patrie pour laquelle on reconnaissait qu'il devait combattre. Personne n'ignore quels prodiges ont opéré ces volontaires dans la guerre de 1859.

Le concours du peuple, indispensable dans les guerres nationales, était absolument nécessaire en Italie, eu égard au caractère de ses habitants. Par l'effet des mauvais gouvernements qui ont désolé pendant les derniers siècles la Péninsule, la vigueur naturelle de l'esprit italien, empêchée de s'exercer dans les affaires publiques, s'est restreinte dans l'individu. Dès lors, l'individu s'est séparé de la société et s'est constitué en face d'elle comme une puissance avec laquelle il faut compter. Cet esprit d'individualisme explique beaucoup de mystères, bons ou mauvais, de l'histoire d'Italie; de là, le peu de confiance dans la justice publique et l'entraînement à la vengeance; de là, chaque homme muré dans la vie privée, et les liens de famille si resserrés au milieu de la dissolution de tous les liens sociaux; de là, la fréquence des duels, du brigandage politique et des assassinats par haine de partis, la facilité de se livrer à des émeutes, la résistance opiniâtre contre les actes de la tyrannie toute puissante, l'inébranlable constance de chaque homme au sein de la servitude générale, la conscience de ses propres droits conservée dans tous les cœurs malgré l'anéantissement de la liberté de tous. On peut, en Italie, réduire à l'esclavage un peuple tout entier; mais on ne réussit pas par là à empêcher que le cœur de chaque citoyen, pris isolément, ne batte toujours libre. Quant à la formation d'une armée, on se tromperait si l'on croyait qu'un soldat italien puisse jamais se considérer comme fondu dans la masse. Une armée n'est que la réunion de milliers d'unités; et si l'on veut une action commune, il faut mettre dans l'esprit de chacun un but et un désir communs de l'atteindre. Par conséquent, on a toujours vu les Italiens s'élancer dans les corps francs, et leur force a été d'autant plus grande que leur liberté individuelle a été moins comprimée.

CHAPITRE XVI.

Politique de Charles-Albert. Isolement de Charles-Albert, qui, par son ambition, détourne de l'Italie la sympathie et les secours de tous les princes italiens et de tous les peuples étrangers. Une armée autrichienne s'avance sur la Vénétie. A quelles conditions le roi sarde permet au général Durando de marcher au secours de Venise; il était bien tard. Plan de campagne qu'on aurait dû suivre pour sauver l'Italie. Guerre timide et lente, que les généraux piémontais préfèrent. Durando passe le Pô avec son corps de soldats pontificaux; arrêté d'abord dans sa marche par le roi Charles-Albert, il continue à s'avancer au moment où Nogent, avec l'armée autrichienne, se trouve déjà au cœur de la Vénétie. Avec quelles forces on se flatte de pouvoir arrêter l'ennemi.

J'ai indiqué dans quel but Charles-Albert voulut éloigner de la guerre les volontaires italiens. L'amitié des princes d'Italie, ainsi que celle de la France, de la Suisse et des autres puissances européennes, ne réussit pas mieux à se faire agréer par lui.

Nous savons qu'on n'avait poussé Charles-Albert à la guerre contre l'Autriche qu'en excitant en lui les craintes et les convoitises d'un roi; mais si dans son cœur si faible le désir était toujours réfréné par la peur, il n'en était pas ainsi de ses partisans et de la tourbe des flatteurs qui l'entouraient. Il travaillait à en augmenter le nombre, sans s'apercevoir qu'ils le compromettaient par leur zèle excessif à le servir. Il nommait chevalier tout écrivain qui faisait son éloge; il faisait offrir des honneurs et des emplois d'autant plus libéralement que les individus qu'il recherchait lui étaient plus contraires. Ayant en vue une guerre qui devait venger l'Italie, il s'était rapproché de la plupart des exilés italiens de toute secte, de toute terre, et avec ceux-là mêmes qu'il avait en d'autres temps condamnés à l'échafaud. Berchet, qui avait cent fois chanté dans ses vers la lâcheté du roi, était maintenant un de ses courtisans; Gioberti, le fameux proscrit mazzinien, s'était fait son homme d'affaires. Il existe

peu de caractères qui ne fléchissent sous le coup prolongé des misères de l'exil, de sorte que la qualité d'émigré n'est pas toujours une déclaration des principes pour lesquels on est censé avoir souffert. Charles-Albert avait ainsi refait sa renommée chez des hommes jeunes par leur crédulité, vieux par leur faiblesse, et dont la pensée ne conservait plus aucun souvenir des trahisons et des persécutions dont ils avaient été les victimes. Ils parlaient déjà de déposséder les autres princes italiens. La presse piémontaise ne cessait de proclamer ouvertement Charles-Albert roi d'Italie. Gioberti prêchait, avec une subtilité sophistique, que *l'unité valait mieux que l'union*. La conquête de la Lombardie n'était qu'un acheminement à celle de toute l'Italie. Des commissaires, des orateurs, d'anciens partisans, toujours trahis et toujours pleins de confiance, se répandaient dans toutes les contrées de la Péninsule. On soulevait une querelle contre le grand duc de Toscane pour certains villages placés sur les cimes des Apennins; on pressait le peuple de Livourne, la bourgeoisie de Florence. On engageait des négociations pour commencer à détacher Bologne de l'État pontifical. On intriguait à Plaisance pour obtenir que la souveraineté de cet État, laissé par son duc, au moment de son départ, sous la tutelle de Charles-Albert, fût conférée subitement à ce roi; et le duc qu'on voulait déposséder appartenait à la famille des Bourbons; et à Naples régnait un autre Bourbon; et ce Bourbon, forcé par ses peuples, venait alors d'envoyer des soldats et des navires pour aider la cause italienne. Mais tout cela était peu : on offensait doublement le roi de Naples en entamant des intrigues en Sicile, afin que la couronne de cette île fût offerte au second fils de Charles-Albert; cependant, tout le monde savait que Ferdinand II n'était pas un homme docile et endurant. Un prince moins ambitieux et plus prudent que Charles-Albert aurait dû intervenir dans le déplorable conflit entre le roi et les Siciliens, et faire tous ses efforts pour les concilier, afin que, dans un moment décisif pour l'Italie, l'armée d'un État de neuf millions d'habitants concourût à sa défense; au contraire, Charles-Albert laissait à Palerme attiser les feux et proposait d'asseoir sa famille sur le trône de la Sicile.

L'union qu'on voulait renouer dans le nord de l'Italie était donc détruite dans le midi : là, on partageait les États depuis longtemps réunis; ici, on voulait absorber des pays toujours séparés. On arrivait ainsi à introduire partout la guerre. Les princes italiens vivaient en grande appréhension de l'ambition du roi sarde. N'était-ce pas assez que leurs sujets les eussent contraints à accorder des constitutions et fussent partout en révolution pour arracher de nouvelles franchises, et le roi sarde devait-il réduire ces princes à une position encore plus difficile? Il les provoquait de la sorte à une réaction sanglante, dans laquelle il leur tardait déjà trop d'entrer. Entraînés dans l'atmosphère de la liberté et n'y trouvant pas leur élément de vie, ils se sentaient suffoqués. On avait pu les contraindre, au nom de l'Italie, à faire semblant de vouloir une guerre contre l'Autriche; mais y avait-il une raison pour les engager à soutenir cette guerre, depuis que, détournée de son objet, elle ne devait servir qu'au profit d'un autre roi? Quels conseillers auraient engagé Ferdinand II à serrer la main de celui qui commençait par dépouiller ses parents? Ferdinand ne voulait, ne pouvait que trahir l'Italie; et comme s'il lui manquait des prétextes, Charles-Albert se hâta de lui en offrir. Tout le mal qui devait arriver à la Péninsule avait donc déjà sa raison d'être. Tant d'intrigues avaient effacé tout espoir d'une alliance des princes italiens, difficile par elle-même, et désormais complétement impossible. Charles-Albert se réduisait à soutenir seul, et avec des forces inégales, une guerre dans laquelle il devait nécessairement succomber.

Nous verrons quels furent, après un an, les tristes effets de cette fausse et téméraire politique albertiste. Je me borne ici à dire que ce n'est qu'après avoir vu l'impossibilité de sauver l'Italie par la vertu et l'accord des princes, que les populations en vinrent à l'idée de tenter cette entreprise par leur union directe. Le mouvement devint alors démocratique; les républicains occupèrent la place que les princes avaient voulu déserter.

Si nous tournons nos regards vers les puissances européennes, nous trouvons que l'armée piémontaise ayant passé le Tessin, tous les cabinets du nord et de l'occident s'étaient plus ou moins

déclarés contraires à la guerre de Lombardie. Je ne parle pas de la Prusse et de la Russie, qui, si elles l'eussent pu, auraient écrasé l'Italie sous les pieds de leurs soldats. Mais la France, après son offre intéressée et équivoque d'envoyer une armée au secours des Italiens, s'était retirée, et nous savons que Lamartine ne trouvait pas *honnête* une guerre contre l'Autriche et n'aurait pas toléré sur les confins français la formation d'un grand État italien. L'Angleterre craignait que la république française ne se mêlât des affaires d'Italie; elle désirait la paix, si utile à ses intérêts commerciaux, et cherchait par des moyens diplomatiques à faire cesser la guerre et l'agitation populaire dans la Péninsule. Si les monarchies et les fausses républiques étaient des ennemis ou des amis douteux de l'Italie, il n'en était pas de même de la Suisse. Les Suisses désiraient l'éloignement de l'Autriche de leurs frontières; mais ils ne pouvaient vouloir que, par la soumission de la Lombardie, toute la frontière méridionale, du Jura au Tyrol, et les voies des deux mers, vinssent à être possédées par la maison de Savoie, toujours adversaire de la liberté, intolérante en religion, et nécessairement devenue plus arrogante par l'agrandissement de sa puissance. Par conséquent, le jour même où l'armée de Charles-Albert passait le Tessin, les auxiliaires suisses avaient écrit une protestation contre l'occupation militaire du pays par la maison de Savoie, et contre le dessein déjà manifesté par le gouvernement provisoire de Milan *de faire une seule famille avec la Sardaigne*. Quelques-uns des hommes d'État et de guerre de la Suisse les plus remarquables, au premier bruit du soulèvement de Milan, avaient parlé d'envoyer une armée au secours de la Lombardie; mais ils s'arrêtèrent quand ils virent qu'il ne s'agissait que d'un changement de roi; ils s'élevèrent contre les Lombards bien plus qu'ils ne le devaient, comme si ceux-ci eussent été d'accord pour accepter un nouveau maître. De son côté, Charles-Albert avait fait entendre aux Suisses, par l'intermédiaire de l'Angleterre, qu'il se souciait peu de leur amitié.

Enfin, je ne m'arrêterai pas à exposer comment Charles-Albert fit ouvertement refuser ou éluda adroitement les nombreuses propositions des volontaires français, polonais et suisses, qui lui

auraient fourni de bons officiers dont le Piémont manquait. L'aide des volontaires suisses, formellement offerte à Casati, fut également rejetée. Il est inutile aussi de dire que les membres du gouvernement provisoire, dévoués au roi sarde, ne poursuivirent pas les négociations qu'on avait entamées dans l'Istrie, la Dalmatie et la Hongrie. Nous avons vu ce qu'ils firent pour dégoûter et compromettre les amis que la cause italienne avait dans le Tyrol. Quoi de plus? Les adversaires du gouvernement autrichien étaient nombreux et frémissants à Vienne même : on n'en tira aucun parti en faveur de la guerre italienne. On fit tout pour isoler Charles-Albert et pour détourner de l'Italie cette sympathie que l'Europe libre devait nourrir pour la cause des Italiens bien plus ardemment qu'elle n'en avait témoigné pour la cause des Grecs : l'Autriche était généralement haïe et redoutée comme un ennemi inexorable de toute liberté et de toute nationalité.

Qu'on cesse donc de répéter que l'Italie est tombée parce qu'elle *a voulu faire par elle-même*. Cette phrase, qu'on cite continuellement pour prouver la vaine prétention des Italiens à pouvoir se suffire, n'a été prononcée que par un roi qui voulait éloigner tout obstacle entre sa proie et lui. Où trouve-t-on que l'Italie ait agi avec toutes les forces dont elle pouvait disposer? Charles-Albert n'aimant ni les auxiliaires étrangers, ni les soldats et les volontaires italiens, ni les princes de l'Italie, ni les puissances de l'Europe, en un mot ne voulant que son armée, réduisit les forces de la Péninsule tout entière à celles d'un seul de ses États : la guerre ne fut plus italienne, mais piémontaise. Il devait donc arriver ce qui en effet se réalisa, c'est-à-dire que l'armée sarde même, pleine d'enthousiasme d'abord à l'idée de marcher à l'aide de ses frères d'Italie, ne les voyant pas avec elle partager les peines et les dangers, commença à soupçonner qu'on la poussait à un combat inégal, à se plaindre, à accuser d'ingratitude les Lombards, à maudire l'Italie. Par conséquent, son ardeur tomba peu à peu ; elle combattit, vainquit plusieurs fois, mais en regrettant de repasser le Tessin. Arrivèrent enfin les dures épreuves, les moments d'angoisse ; il manqua alors le dévouement du sacrifice, qui ne s'obtient jamais des multitudes s'il n'est provoqué et

compensé par des sacrifices pareils de la part de celui qui doit en profiter. Aussi la cause qui avait éveillé tant de sympathies, tant d'enthousiasme, s'affaissa peu à peu, usée presque avant qu'on l'eût servie, morte faute d'aliment. On fit avorter ainsi le mouvement populaire le plus spontané et le plus généreux qu'on ait vu peut-être en Europe depuis les croisades.

Vers cette époque arrivaient sur le Mincio lès troupes toscanes et les volontaires toscans et napolitains, avec le 10e de ligne que le roi de Naples avait envoyé à Livourne : ils formaient à peu près 6,000 hommes.

Sur ces entrefaites, la guerre avait commencé, non contre Venise, mais contre ses provinces, que Radetzky voulait à tout prix reconquérir, parce qu'elles étaient son unique voie de communication avec Vienne. Le bruit courait que vers la fin de mars étaient partis de Vienne des troupes régulières et de nombreux volontaires avec beaucoup d'artillerie. Les Croates commençaient déjà à se montrer sur le Tagliamento et l'Isonzo, mettaient le feu aux bourgs, épouvantaient les populations. Par sa position, Venise allait devenir le véritable théâtre de la guerre; mais isolée, que pouvait-elle? Ses provinces n'ayant pas compris la nécessité qu'un grand citoyen comme Manin eût la direction de la défense du pays, s'étaient séparées de la capitale, à laquelle cependant elles ne cessaient de demander du secours dès qu'elles se croyaient menacées. Le 7 avril, le gouvernement de Venise avait fait partir une légion de volontaires dont l'enthousiasme était extrême, et que les prêtres, placés sur le seuil de leurs églises, bénissaient au passage, au milieu des plus vives acclamations. C'était une preuve de bonne volonté, pas davantage. Charles-Albert, immobile sur le Mincio, ne se souciait pas de la Vénétie. Les troupes toscanes avaient été placées sous Mantoue. Durando ne bougeait pas de Bologne. Les troupes napolitaines sortaient alors de Naples et marchaient lentement sans qu'on sût avec quelles intentions. Nulle part on ne voyait de dispositions pour une défense de la Vénétie, dont les habitants, peu ardents pour l'indépendance, surtout dans le Frioul, et se trouvant abandonnés, commençaient à s'exaspérer; sans devenir

partisans de l'Autriche, ils se seraient soumis volontiers à cette puissance au prix de quelques libertés.

Ce fut dans cette occasion qu'un écrivain napolitain lança l'anathème contre ses concitoyens; et je veux rapporter ses paroles, non parce qu'elles méritent d'être conservées, mais parce qu'elles anticipèrent sur le reproche qu'ensuite tout étranger ne cessa plus d'adresser aux Italiens. Parlant des préparatifs de l'Autriche pour assaillir la Vénétie, il s'écria : « Il y avait alors peu de gens qui accordassent leur foi et une importance à ces tristes nouvelles et à d'autres semblables; la multitude, ayant vu le premier sourire miraculeux de la fortune, se reposait sur l'étoile de l'Italie et croyait l'empire détruit. Nous autres Italiens, nous sentons trop la violence de la passion et la vivacité de la fantaisie, et nous nous enivrons pour peu et pensons toucher du doigt le ciel. Ivresse funeste, vice exécrable, qui nous fait estimer trop peu l'ennemi, d'où il s'ensuit que pour peu aussi notre enthousiasme s'évapore; et l'ennemi sait pour cela nous prouver qu'il est valeureux autant que nous, mais plus fort, et qu'il a beaucoup plus de fermeté et de discipline, vertus plus efficaces et plus appréciables que la valeur. Il n'y a pas de choix : ou nous devons laisser de côté les fantaisies des poètes et nous élever à ces vertus fortes et sévères, ou il faut nous résigner à chanter pour très-longtemps encore plus d'élégies pour adoucir notre douleur que d'hymnes à la victoire. Il n'y a pas de choix : ou nous devons être convaincus une fois pour toutes que pour lutter avec un peuple ferme, discipliné et fort, il faut avoir de la fermeté, de la discipline et de la force, et, par suite, au lieu de mépriser les Autrichiens, apprendre à les imiter dans la constance et dans le culte de l'honneur militaire, ou nous serons condamnés éternellement à l'opprobre de voir fouler notre patrie sous les pieds d'un maître étranger. Je prononce une dure vérité, mais elle est la seule qu'un Italien au cœur libre puisse adresser aux Italiens qui aspirent à la liberté. »

Cet Italien au cœur libre qui donnait des leçons de constance à ses concitoyens, qui les excitait à imiter les Autrichiens dans le culte de l'honneur militaire, était un de ceux qui, à ce mo-

ment, se tenaient humiliés et à genoux devant Pie IX et Charles-Albert, attendant d'être délivrés par leur seule vertu; un de ceux qui condamnaient, flétrissaient tout mouvement de vie, toute manifestation de volonté de la part du peuple, et qui ne s'arrogeaient aucun droit de porter leur tête autrement qu'au gré de leurs maîtres. Il se plaignait que les Italiens sentissent trop, à cette époque, la violence de la passion et fussent ivres de confiance dans leur force, comme si les peuples pouvaient et devaient jamais se trouver dans un autre état moral pour affronter fièrement un ennemi puissant. Celui qui avait entrepris de les diriger, qui avait mis sa science à la tête de leurs forces, qui s'était approprié personnellement la guerre et avait le devoir d'y pourvoir, c'était celui-là qui devait avoir la prudence et accorder une importance aux dangers qui menaçaient le pays, pour les réparer après les avoir prévus. Il ne sut pas ou ne voulut pas remplir cette mission; et les Italiens tombèrent, non parce qu'ils s'étaient reposés sur l'étoile de l'Italie, mais parce qu'ils eurent une aveugle confiance dans l'étoile de Savoie; leur enthousiasme ne s'évapora pas en élégies, mais dans un lac de sang. Un lâche, survivant au carnage des braves, peut seul fouler aux pieds leurs ossements et insulter aux misères publiques.

Qu'on expose les faits au lieu de blasphémer contre un peuple qui a été trahi. Charles-Albert savait très-bien que les Autrichiens s'apprêtaient à envahir la Vénétie, et il ne se pressait pas de la secourir. Un égoïsme ambitieux était son seul mobile. « Il faut bien faire quelque chose pour lui, si vous voulez qu'on fasse quelque chose pour vous! » disait le vieux général La Marmora, que le roi avait envoyé à Venise sur la demande de Manin. Maxime d'Azeglio était plus explicite, et laissait échapper le secret des hésitations de ce prince. « Comment voulez-vous, s'écriait-il, qu'un roi vienne en aide à une république? » Ces paroles exprimaient clairement que Charles-Albert ne venait pas en aide à l'Italie; que les Vénitiens n'étaient pas des Italiens, et n'étaient rien tant qu'ils n'étaient pas ses sujets. Attentif à ces ouvertures indirectes et à d'autres encore, le gouvernement de Venise se montra désireux d'y répondre, et envoya au camp

Paleocopa, ministre de l'intérieur et des travaux publics, avec mission d'accepter la flotte et des troupes sardes, mais de réserver à l'assemblée constituante, dont la convocation était prochaine, la question de savoir si Venise, renonçant à la république, consentirait à faire partie d'un royaume de la haute Italie avec Milan pour capitale. Triste politique que celle de soulever ces questions intérieures au moment du danger commun, et de subordonner la défense du pays à sa soumission! Bien que les paroles du ministre vénitien n'engageassent personne, Charles-Albert feignit de s'en montrer satisfait et ne marchanda pas davantage son appui. Il donna ordre à Durando de marcher avec toutes ses troupes au secours de Venise. Mais ce fut une nouvelle tromperie, comme on le verra plus tard.

Dès les premiers jours d'avril, Durando avait donné des chefs et une forme de corps militaire aux volontaires de Bologne, de Ferrare et d'autres provinces de la Romagne. Ayant reçu l'ordre de marcher au secours de la Vénétie, il envoya à Venise le capitaine Aglebert pour s'entendre avec le gouvernement provisoire de cette ville sur tout ce qui concernait les vivres, la paie, les logements nécessaires aux troupes. En attendant, Zambeccari, qui commandait le corps dit du Haut-Rhin, désireux de conduire ses soldats au combat, avait passé le Pô et s'était avancé jusqu'à Legnaco, puis à Badia, enfin à Bevilacqua; il avait eu une heureuse escarmouche avec l'ennemi; mais, s'étant arrêté dans ce dernier lieu, il avait couru un grand danger : il fut entouré par les Autrichiens, qui, après avoir repoussé les défenseurs, mirent le feu au village. Les chasseurs du Haut-Rhin avaient aussi passé le Pô, le 8, se dirigeant vers Ostiglia, et, les 16 et 17, avaient été suivis des volontaires de la basse Romagne sous les ordres du général Ferrari, et des bersaglieri du Pô commandés par le bouillant et généreux comte Mosti de Ferrare. Ils avaient été partout accueillis avec un grand enthousiasme; les populations, ayant leurs prêtres à leur tête, étaient allées à leur rencontre, en les embrassant et en les acclamant comme leurs amis et leurs libérateurs.

Cependant, Durando n'était pas si confiant dans la fortune,

qu'il n'estimât l'entreprise beaucoup plus difficile qu'on ne le croyait dans le camp de Charles-Albert, et il le déclara par écrit au roi. Les nouvelles légions autrichiennes qui s'approchaient de la Vénétie rendaient, à ses yeux, grave et imminent le danger de cette contrée. Mais Charles-Albert n'avait pas tant de hâte; il ne voyait que l'ennemi qu'il avait en face de lui. Croyant donc qu'il convenait mieux de veiller autour de Mantoue pour empêcher l'ennemi de dévaster les terres de Parme et de menacer le territoire du Pape, il commanda à Durando, qui avait passé le Pô, de s'arrêter et de camper à Ostiglia et Governolo, ce qui fut fait le 21 avril. On se borna à envoyer à Palmanova un petit nombre d'artilleurs.

Ce fut ainsi que la bannière des clefs sacrées dépassa les confins de l'État pontifical; et Pie IX ne s'en offensa pas, car il faut savoir que l'État de l'Église s'étendait autrefois au-delà du Pô jusqu'au Polésine de Rovigo. Cette part de territoire fut enlevée à l'État et cédée à l'Autriche en vertu des traités de 1815; mais Rome n'avait jamais renoncé à ses droits, et, après avoir protesté, s'était réservée de les faire revivre aussitôt qu'elle le pourrait. Bien que Pie IX eût un scrupule de conscience à prendre part à la guerre de l'indépendance et à permettre qu'on versât le sang des Autrichiens, qui étaient de bons catholiques et encore meilleurs que les Italiens, il fut satisfait que le drapeau pontifical fût transporté sur ces terres appartenant au domaine de l'Église, et il lui parut que le moment était arrivé de faire valoir ses protestations. Alors lui revinrent à la pensée d'autres droits, d'autres et de plus anciennes protestations relatives à des terres enlevées à l'Église et maintenant comprises dans les États de Modène et de Parme. Le bon Pontife, qui n'approuvait pas que les Italiens enlevassent la Lombadie à l'Autriche, aurait bien voulu de son côté lui enlever les villes et les châteaux qui avaient autrefois appartenu au domaine de saint Pierre; et quoique son horreur pour l'effusion du sang très-chrétien des Autrichiens en faveur de l'indépendance italienne eût été grande, il aurait cependant accordé qu'on en répandît un peu en faveur de l'intégrité de son patrimoine.

Pendant que Durando était à Ostiglia, les légions modenaises chassaient de Governolo un bataillon d'Autrichiens. Après ce grand exploit, il reprit son doux repos à Ostiglia, imitant en cela son digne roi, tandis que Nugent, qui descendait des Alpes pour se joindre à Radetzky, ne trouvait point d'obstacles sur ses pas. Ayant passé l'Isonzo, il livrait au feu et au pillage le Frioul, ce qui fit que la république de Venise poussa de grands cris en appelant Charles-Albert à son aide. Charles-Albert ordonna alors à Durando de faire marcher rapidement sur Trévise deux bataillons de grenadiers et deux de chasseurs, que le général Albert La Marmora, commandant la défense de Venise, campa sur la Piave, seule ligne qu'on pouvait encore défendre après qu'on eut laissé les Autrichiens s'emparer de celles de la Livenza et du Tagliamento, où ils avaient abattu tous les ponts construits de Trévise à Udine. Sur ces entrefaites, le général Ferrari marchait lui aussi avec les légions des volontaires de Rovigo, et il était arrivé le 27 avril vers Trévise. Le jour suivant, le roi sarde commanda à Durando de faire aussi avancer sur la Piave tout le reste de ses troupes.

On envoyait donc environ 7,000 hommes de troupes régulières et 10,000 volontaires de l'État romain sur la Piave, pour repousser une armée autrichienne forte de 24,000 hommes, sous les ordres de Nugent! On fondait aussi, par une confiance enfantine, quelques espérances sur le corps de 16,000 Napolitains venant à peine d'entrer dans l'État romain, lesquels marchaient avec une lenteur incroyable qui ne pouvait être que calculée. On était assuré, ou on voulait le paraître, qu'on aurait dans la Vénétie une armée de 33,000 hommes, suffisante non-seulement à faire face à Nugent, mais aussi à le détruire complétement. En attendant, Nugent arrivait sur la Piave.

C'était donc dans la Vénétie qu'allait se décider le sort des Italiens. Les généraux du roi, d'après leurs aveux mêmes, n'avaient jamais embrassé dans leur pensée tout le champ de guerre. Ce champ se déployait dans un vaste cercle, commençant entre le Tyrol et les Grisons, longeant le Stelvio, le Tonale, les lacs d'Idro et de Garde, le Mincio, le bas Pô, les marécages vénitiens et les

forteresses de Palmanova et d'Osopo jusqu'au passage de la Panteba; de là, suivant le cours des Alpes, il embrassait la Carnia et le Cadore, et se renouait au Tyrol, en renfermant dans son sein les terres si souvent ensanglantées du Vicentin et du Trévisan. Les volontaires seuls avaient cherché à défendre la ligne entre le lac de Garde et les Grisons, quoique l'ennemi, dans les guerres précédentes, eût toujours tenté de ce côté aussi à faire irruption sur les derrières de la position du Mincio. On avait recommandé aux volontaires, au moment de leur départ, de descendre promptement dans le Tyrol, autant pour propager l'insurrection jusqu'aux confins naturels de l'Italie, que pour renforcer sur les derrières et sur le flanc l'armée régulière. Si Charles-Albert se fût franchement et décidément déclaré le champion de l'Italie, sans écouter ni les convoitises ni les craintes d'un prince; si au lieu d'être diplomate, il eùt été uniquement soldat, il aurait visé directement aux Alpes. Laissant découverts les duchés et la Lombardie, où les citoyens armés pouvaient défendre le pays, il aurait envahi subitement avec son armée le Tyrol. De là, traînant avec lui les peuples soulevés et les montagnards véronais, il aurait pu descendre sur les collines de Vérone, recueillir les croisés qui se trouvaient à Montebello; forcer la place de Vérone dont la population se remuait, ou du moins la serrer; enlever à l'ennemi la liberté de se ravitailler par le pillage et de recevoir des secours du côté des Alpes. Vérone prise ou assiégée, sans s'y arrêter beaucoup, il devait se pousser en avant, contraindre Radetzky à sortir de ses forteresses en lui coupant la retraite, défendre fraternellement les villes vénitiennes, armer le Cadore, le Tyrol, le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, affronter Nugent sur l'Isonzo, par où il cherchait avec peu de soldats à s'avancer, et obliger les Croates à mourir de faim sur leur pauvre frontière. Que valaient, dans ce cas, les petits châteaux de Peschiera et de Legnaco, laissés en arrière et gardés par quelques centaines d'Autrichiens? Le ciel de Mantoue aurait dévoré le peu de troupes qui auraient voulu longtemps s'y arrêter. Radetzky, qui, dans l'attente de secours, évitait la bataille, se voyant écarté de sa base des Alpes, aurait reculé, et on aurait pu le vaincre

en bataille ou le faire prisonnier, malgré la désapprobation de Casati.

Pour l'exécution de ce plan de guerre, Charles-Albert disposait alors de 60,000 hommes de troupes régulières, de 10,000 volontaires lombards, de 6,000 Toscans, de 17,000 Romains, de 10,000 Vénitiens, sans compter l'aide certaine des populations et celle possible des Napolitains. C'était le système le plus raisonnable d'une guerre sûre et prompte. Vainqueur, il descendait les Alpes avec le caractère d'idole et de maître de l'Italie; vaincu, il n'aurait pas eu l'amertume et l'ignominie d'une ambition déçue. Il aurait pu être un héros, il ne fut qu'un roi ordinaire.

Charles-Albert, en effet, n'était pas propre à concevoir des idées si hardies; aucun de ses généraux ne sut le conseiller, et il préféra malheureusement une guerre timide et lente, en consumant les forces et l'enthousiasme de ses soldats contre les forteresses de l'ennemi. Qu'attendait-il, immobile depuis un mois sur le Mincio? Pourrait-on expliquer cela autrement qu'en disant qu'il voulait donner à Radetzky le temps de se recueillir, de se ravitailler, de recevoir des renforts et de tomber sur lui quand il aurait la force de l'écraser? Ni dans le cours de la campagne, ni depuis cette époque jusqu'à ce jour, ses généraux, malgré tout ce qu'ils ont avoué devant les chambres piémontaises, malgré tout ce qu'ils ont déclaré confusément dans leurs écrits, n'ont jamais pu indiquer quelle pensée les avait dirigés dans la formation de leur plan de guerre; ce qui prouve clairement la vérité proclamée alors par Cattaneo et à laquelle peu de gens ajoutèrent foi : c'est que dans cette guerre il n'y eut aucune pensée militaire, mais que seulement y domina la pensée politique d'occuper la Lombardie tant que l'Autriche, bouleversée au dedans, pressée au dehors par la diplomatie anglaise et française, ne consentirait pas à signer une nouvelle paix de Campoformio, et jusqu'à ce que les peuples, fatigués et découragés, s'y résignassent.

Je reproduis les sages considérations de ce grand Italien. Le roi sarde, dit-il, n'était pas si confiant dans ses victoires à venir, qu'il se flattât vraiment de voir tant de peuples et tant de princes

courir aveuglément au combat pour l'agrandir et s'inféoder tous à lui. Il ne suffisait pas pour cela d'avoir l'adresse de ses sophistes et l'applaudissement de ses flatteurs : il devait attendre le jugement de l'Europe, qui lui aurait à peine accordé par indulgence la possession de la Lombardie. Bien des gens, surtout parmi les hommes de guerre, avaient déjà fait observer que cette région était à l'empire un appendice qui, de trois côtés, ne le touchait nullement; que les Alpes, des lacs et des rivières les divisaient là même où ils se touchaient; que, par suite, la Lombardie était difficile à occuper, impossible à défendre. Mais dépasser le Mincio, c'était tout autre chose, attendu que le Tyrol italien faisait partie de la confédération germanique, et que la Vénétie, jointe à la Ligurie, aurait constitué un nouvel état maritime qui changeait les conditions de l'Angleterre dans la Méditerranée.

Par conséquent, la politique de Charles-Albert était pleine de contradictions. S'il ne considérait que l'Italie, il devait s'attacher au principe de la nationalité, marcher en avant résolument et ne s'arrêter que sur la cime des Alpes. Comme le champion de la nationalité et de l'indépendance, il devait soutenir les espérances que l'approche de son armée avait fait naître dans les villes vénitiennes; il lui fallait à tout prix sauver ces villes, uniquement parce qu'elles étaient italiennes, sans leur imposer aucune condition, et il ne pouvait contracter une paix qui fût venue les exclure de l'Italie libre en laissant l'Autriche sur le Mincio. Comme monarque, il devait, en récompense de son appui, exiger que les villes vénitiennes abdicassent le principe républicain et abandonnassent Venise dans le cas où Venise aurait refusé de renoncer aux traditions de son ancienne souveraineté. Comme conquérant de la Lombardie, et ayant besoin de se faire pardonner cette conquête par les cours de l'Europe, il devait montrer que l'occupation de la Lombardie avait lieu malgré lui et qu'elle était conseillée par l'intérêt commun aux princes de mettre obstacle aux desseins des républicains lombards, dont il lui fallait exagérer l'audace. Il devait donc bien se tenir en garde, ne pas parler des Alpes, ne pas toucher au Tyrol et encore moins à la

Vénétie; en un mot, il devait puiser ses desseins de guerre dans les convenances de la politique et non dans les règles de la guerre. Il n'était pas seulement un capitaine qui avait à vaincre, il était un envahisseur qui avait à enlever un État.

Cela explique plusieurs choses qui sans cela paraîtraient incompréhensibles ou qu'il faudrait attribuer à une ineptie trop grande. En effet, nous pouvons maintenant comprendre pourquoi il entrava l'expédition des volontaires sur les monts du Stelvio et du Tonale, pourquoi il toléra que la ligne de l'ennemi entourât l'extrémité septentrionale du lac de Garde en le menaçant par les vallées du Clisio sur le flanc et par derrière. Le droit euroropéen avait établi dans le congrès de Vienne que ce composé irrationnel, moitié allemand et moitié slave, qu'on appelle *confédération germanique,* s'étendait jusqu'en deçà de ce lac, italien plus que tout autre, ombragé d'oliviers et de cèdres et consacré par la muse de Catulle. Charles-Albert ne pouvait donc répondre à l'invitation du peuple belliqueux du Tyrol; et comme les volontaires italiens étaient sortis de Milan pour pénétrer précisément dans cette terre et revendiquer les frontières de l'Italie là où la nature les a posées et où la raison les indique, il devait d'abord faire échouer cette entreprise, puis imposer aux volontaires échappés au massacre un chef de sa confiance tel que Durando, qui eût l'habileté d'inutiliser ces hommes valeureux et, s'il le fallait, de les livrer au carnage, ce qu'il sut exécuter plus tard trop fidèlement. Quant à la Vénétie, il est maintenant facile de s'apercevoir pourquoi le roi sarde l'abandonna à elle-même, et trouva convenable de la sacrifier pour arriver ainsi à signer sur le Mincio une paix égoïste. Il est vrai qu'il y envoya l'armée romaine et qu'il se proposait d'y diriger aussi les troupes napolitaines; mais ce n'étaient pas ses soldats. D'ailleurs, la première armée seulement y pénétra, et comme elle était presque entièrement composée de volontaires, nous verrons qu'il les laissa tailler en pièces sous ses yeux sans vouloir les secourir. S'il eût porté la guerre au-delà de la rivière, il n'aurait plus conservé l'espérance de faire la paix du Mincio.

Cattaneo conclut donc que ces données expliquent quel était

le plan de guerre du roi sarde. Il lui convenait de rester toujours dans le voisinage du Mincio, faisant ainsi semblant de vouloir marcher vers les Alpes; il voulait faire la guerre d'un prince en affectant de faire une guerre nationale. Par conséquent, ses généraux, renonçant complétement aux exemples de l'agilité napoléonienne, n'occupèrent, dans le circuit du champ naturel de la guerre, que cet arc de vingt milles décrit par le cours supérieur du Mincio, de Peschiera à Mantoue; ensuite, ils s'allongèrent à gauche jusqu'à Rivoli, à droite jusqu'à l'embouchure du Mincio, mais toujours s'immobilisant devant la Lombardie, et suivant un système de guerre qu'on avait vu pratiquer un siècle auparavant, système qui, ne pouvant être offensif, réussit enfin à n'être pas même défensif : conception triste et téméraire, dépourvue de gloire et pleine de dangers, puisqu'il fallut s'exposer à toutes les chances d'une déroute, sans tenter celles de la victoire.

CHAPITRE XVII.

Blocus de Peschiera. Combats de Villafranca, de Sommacampagna, de Cola, de Sandrà. Positions respectives des deux armées autrichienne et sarde le 29 avril. Bataille de Pastrengo le 30. Le même jour on combat à Peschiera et sur toute la ligne des Piémontais jusqu'à Mantoue. Charles-Albert ne laisse recueillir aucun fruit de cette victoire. Joie des populations pour ce premier succès des armes italiennes. Le roi sarde médite une attaque contre Vérone. Position de cette place. Le général Bava cherche en vain à détourner le roi de cette téméraire entreprise. Motifs qui poussent Charles-Albert à la tenter à tout prix. Dispositions d'attaque. Combats de Santa Lucia et de la Croix-Blanche. Retraite des Piémontais. Leur découragement. On attribue à tort aux républicains de Milan la défaite essuyée par l'armée. Causes véritables de ce malheur. Triste condition de l'armée piémontaise. Charles-Albert reprend ses quartiers sur les collines de Peschiera.

Après trois semaines de repos sur le Mincio, Charles-Albert, qui laissait les Autrichiens descendre des Alpes, occuper, dévaster la Vénétie, se décida de son côté à assiéger l'une après l'autre les forteresses de l'ennemi. Il commença par le siége de Peschiera, dont il voulait s'emparer au plus tôt pour avoir la liberté de marcher sur le haut Adige et de menacer Vérone.

Peschiera est traversée par le Mincio; les Piémontais étaient campés sur la rive droite. Pour compléter le siége, il fallait passer sur la rive gauche et enlever à l'ennemi les postes qu'il occupait entre Peschiera et Vérone, afin qu'il n'eût pas le moyen de troubler les opérations des assiégeants. Les troupes royales, surtout la cavalerie, avaient fait jusqu'alors plusieurs reconnaissances vers Roverbella et Villafranca. Les Autrichiens s'étaient souvent montrés à Villafranca au point du jour; le major Maffei avait reçu du général de Sonnaz l'ordre de faire tout ce qu'il pourrait pour les surprendre, ce qui lui réussit le 20, où il tomba à l'improviste sur un escadron de hulans, qui s'enfuirent avec une telle précipitation, qu'on ne put leur enlever que trois prisonniers et deux chevaux. Cette heureuse rencontre et d'au-

tres semblables avaient prouvé que l'ennemi n'avait pas l'idée de conserver la rive gauche du Mincio; par conséquent, le premier corps de l'armée n'eut pas d'obstacles à surmonter le 26 avril, pendant sa marche vers Roverbella. Le 27 et le 28, le reste de l'armée passa également la rivière à Goito, Valeggio, Monzambano, et sur un pont de barques jeté près de Volta, sans autre incident qu'une petite escarmouche soutenue à Villafranca. Les Autrichiens revinrent à Villafranca avec des forces plus grandes; ils avaient de l'infanterie et des hussards. Le général Broglia envoya le major Saxel les attaquer avec un bataillon de Savoie, un escadron de lanciers et la compagnie des volontaires parmesans. Les Autrichiens se retirèrent à la hâte sur Sommacampagna, en combattant énergiquement; arrivés là, une charge impétueuse de cavalerie les mit en déroute. Ils perdirent quelques morts et 24 prisonniers.

L'armée autrichienne occupait les positions importantes de cette chaîne de collines qui, partant du mont Baldo, s'étend obliquement de Pastrengo à Valeggio, entre le Mincio et l'Adige. Le 28, le premier corps de l'armée piémontaise, formé des divisions d'Arvillars et Ferrero, reçut l'ordre d'occuper les positions de Custoza, Sommacampagna et Sonà, passant par Villafranca; ce qui fut exécuté sans combat. Les Piémontais furent accueillis à Villafranca comme des libérateurs. Le second corps, composé des divisions Broglia et Federici, prit en même temps position à Castelnuovo, Santa Giustina et dans les environs, entourant Peschiera des deux côtés de la rivière. Pour en compléter le blocus, le général Bes, commandant la brigade de Piémont, fut chargé de s'avancer sur Pacengo et Cola; il avait avec lui les volontaires de Pavie et six canons. A Cola, son avant-garde rencontra l'ennemi, engagea le combat et rejeta les Autrichiens à deux milles au-delà de ce bourg. Mais ceux-ci ayant reçu un renfort d'infanterie et de chevaux, s'arrêtèrent et recommencèrent un feu vigoureux. Obligés enfin de se retirer, les Piémontais occupèrent Cola. L'heureux succès de ce combat permit à la division Broglia de s'établir à Sandrà.

Le 29 avril, à huit heures du matin, une division autrichienne,

commandée par le prince de la Torre Taxis, descendit en plusieurs colonnes de Piovezzano et de Pastrengo, et se présenta devant Sandrà pour en déloger Broglia. Deux régiments de la brigade de Savoie se trouvaient campés devant Sandrà et s'étendaient sur les collines de Santa Giustina pour prendre en flanc les Autrichiens; deux régiments de la brigade Cuneo se tenaient en seconde ligne; le troisième régiment, se trouvant à Cola, reçut l'avis qu'une attaque était imminente. Le feu commença à neuf heures du matin et dura jusqu'à quatre heures et demie du soir, moment où l'ennemi, vigoureusement rejeté, se replia vers Pastrengo; un régiment de Croates couvrit la retraite de toute la division et la sauva d'une déroute complète. Les Autrichiens perdirent beaucoup de monde; un grand nombre de soldats italiens désertèrent du régiment Hangwitz.

Le 29 au soir, les Piémontais occupèrent toutes les positions qui s'étendent depuis Villafranca jusqu'aux bords de l'Adige. La division de réserve se trouvait à Oliosi; la cavalerie à San Giorgio in Salice; la division toscane, retranchée à Curtatone et Montanara, gardait la position importante de Goito et bloquait Mantoue du côté droit du Mincio; toutes ces places, occupées et reliées entre elles, accomplissaient le blocus de Peschiera et couvraient entièrement la Lombardie.

Ce fut alors qu'arrivèrent au camp les derniers contingents piémontais, quatre compagnies du corps franc venues de la Sardaigne, d'autres chevaux, d'autres parcs d'artillerie, qui montèrent ainsi à quinze, deux compagnies de pontonniers munis du matériel nécessaire, et une grande quantité de munitions. Il n'avait pas fallu peu d'activité pour préparer tout cela dans un pays comme le Piémont, où la guerre n'avait pas été prévue et où rien ne se trouvait en état au départ de l'armée.

Les petits engagements soutenus par les Piémontais, du 26 au 29 avril, avaient clairement prouvé que l'ennemi se proposait deux buts : molester les troupes sardes sur leur flanc gauche pour empêcher leur marche sur Vérone, rendre difficile le complet investissement de Peschiera, dont la position avait beaucoup empiré par le blocus de la place, sur le lac de Garde, avec deux

bateaux à vapeur montés par une compagnie du Royal Navi, qui l'empêchaient de recevoir aucun secours. Radetzky, malgré son désir d'éviter une bataille sérieuse, après qu'il eut vu Peschiera complétement investie, réunit toutes ses troupes dans une forte position, sur la droite de l'Adige, à l'embouchure des vallées du Tyrol : c'était la position de Pastrengo, qui domine l'Adige là où la rivière fait un détour, en défend le passage à quelques lieues de Vérone, et assure les communications, par la rive droite, avec Rivoli et le Tyrol, au moyen de ponts de barques à Pescantina et à Pontone, au-dessous de Bussolengo. Le maréchal autrichien se montrait décidé à disputer vivement cette position, d'où il menaçait l'armée piémontaise, qui, de son côté, n'aurait pu entreprendre le siége de Peschiera qu'après avoir chassé de là l'ennemi. Charles-Albert fixa la bataille au jour suivant, 30 avril.

Trois divisions autrichiennes défendaient les hauteurs de Pastrengo : la division Wocher, composée des brigades Wahlgemuth et archiduc Sigismond, et quatre autres brigades de Lichstenstein, de Rath, de Taxis, de Schaaffgotsche : en tout 25,000 hommes, sous le commandement du général d'Aspre, qui avait à ses côtés l'archiduc Sigismond. Les positions avaient été visitées par Radetzky, qui, après avoir donné ses ordres, était rentré à Vérone.

Le but principal de Charles-Albert était de s'emparer de Bussolengo, village placé dans la plaine, sur l'Adige, à quelques milles de Vérone, et protégé par des collines qui s'allongent en remontant l'Adige vers le Tyrol; ce village est commandé aussi, au-delà de la rivière, par le village de Pescantina, où l'ennemi avait la facilité de dresser des batteries couvertes pour défendre le passage de l'Adige sur les pontons. Bussolengo étant dominé, à peu de distance, par la forte position du village de Pastrengo, on avait résolu dans le conseil de guerre que l'attaque commencerait contre ce dernier poste, le plus important.

Le conseil de guerre avait jugé que cette attaque serait beaucoup facilitée si on l'engageait à la pointe du jour. Mais le 30 avril était un dimanche, et Charles-Albert, sacrifiant toutes les convenances stratégiques, ne voulut pas que ses soldats

négligeassent d'entendre la messe et pussent mourir en état de péché. Par ce motif, l'armée ne fut pas en ordre avant onze heures. C'était un peu tard; heureusement, la bravoure des Piémontais répara le temps perdu.

Le général Broglia, avec sa division, composée de la brigade de Savoie, général d'Ussillon, d'un régiment Savone, général Conti, et d'un corps de 1,500 volontaires parmesans, arrivés au camp avec quatre canons et 40 chevaux, reçut l'ordre de s'avancer de Santa Giustina sur la droite, suivant les collines du côté de Piovezzano. Ce mouvement était appuyé par la brigade des Gardes avec le général Biscarreti, brigade appartenant à la division du duc de Savoie, qui marchait à sa tête; quelques compagnies de bersaglieri ouvraient la marche. La seconde brigade du duc de Savoie, celle de Cuneo avec le général d'Aviernoz, et la brigade Reine avec le général Trotti, détachée de la division d'Arvillars, partirent de Sandrà en se dirigeant contre le centre de l'armée autrichienne, placé sur le côté gauche de la colline, vers le lac. En même temps, la brigade Piémont, avec le général Bes, eut l'ordre de tourner la gauche du village de Pastrengo. La cavalerie, placée sur le flanc droit de la ligne de bataille, devait seconder le combat et veiller sur la route de Vérone, par laquelle les Autrichiens auraient pu tenter une diversion. C'étaient en tout 25,000 soldats, force égale à celle de l'ennemi, qui était de plus favorisé par sa forte position. Charles-Albert, ayant ce jour-là à ses côtés César Balbo, président de son conseil des ministres, s'arrêta devant Sandrà sur une hauteur d'où il dominait tout le champ de bataille.

La brigade de Piémont, conduite par le général Federici, est la première à l'attaque, et son impétuosité est telle, qu'après un combat long et obstiné, elle rejette vaillamment l'ennemi, de colline en colline, sur Pastrengo. En même temps, la brigade Cuneo, secondée par une batterie d'artillerie que le major Lamarmora dirige avec son intelligence et sa bravoure ordinaires, engage le combat sur la droite et force l'ennemi à se retirer également sur le coteau de Pastrengo; mais là elle rencontre devant elle un canal profond et fangeux qui l'empêche d'avancer.

Un soldat de la brigade de Savoie, voyant au-delà du canal un officier autrichien, traverse le canal à la nage, s'élance à l'improviste sur l'officier, le désarme et revient en apporter l'épée à son capitaine. Le roi, qui voit de loin cette brigade suspendre la poursuite sans qu'il en sache le motif, descend la colline et arrive à la tête de ses troupes; il dirige le passage du canal, et alors toute la brigade Cuneo, ainsi que la brigade de Piémont, qui était déjà arrivée au pied de Pastrengo, s'élancent sur les pentes du coteau à l'assaut du village. Le roi, entouré d'un escadron de carabiniers, se mêle aux assaillants. L'aile droite des Piémontais s'avance avec une impétuosité et une valeur qui sont imitées par l'aile gauche et par le centre. Mais la résistance des Autrichiens est énergique et devient à chaque instant plus vive. Résolus à tenter un dernier effort, ils se jettent violemment sur les deux brigades de la gauche des Piémontais; leurs décharges, bien nourries et à bout portant, renversent des lignes entières d'assaillants. Ceux-ci ont un moment d'hésitation, mais leur troisième régiment d'infanterie reste inébranlable au feu, et donne aux autres corps le temps de se remettre. Un grand danger vient tout à coup menacer les Piémontais : une décharge vigoureuse des Autrichiens épouvante les chevaux des carabiniers, qui reculent, entraînant avec eux, au pied du coteau, le roi et une colonne d'infanterie. A cette vue, le major de Saint-Front ne perd pas courage; il remet en ordre ses trois escadrons de carabiniers, commande la charge, et à leur tête s'élance au galop sur la pente du coteau; tous le suivent, le roi le premier. Presque en même temps, l'infanterie arrive au pas de course sur le haut de Pastrengo, repousse l'ennemi dans le village, où il l'assaille, et le chasse de maison en maison. Le lieutenant Cocatrix, de la brigade de Savoie, s'efforce d'enfoncer la porte d'une maison défendue par une bande de Croates; le soldat Perier se jette devant lui, le repousse résolument, enfonce la porte et tombe frappé de deux balles, en disant à son supérieur qu'il meurt content de lui avoir sauvé la vie : c'était un soldat qui était père de quatre enfants. Les Autrichiens, expulsés de toutes parts, abandonnent le coteau et rejoignent en désordre les ponts pour repasser l'Adige.

Pendant qu'on combattait à Pastrengo, d'autres faits d'armes avaient lieu sur toute la ligne des Piémontais. Le général Manno, de la division Federici, attaquait les ouvrages avancés de Peschiera et repoussait la garnison, qui avait tenté une sortie. Le général Sala, avec sa brigade de cavalerie et un détachement d'infanterie, battait, sur le flanc de l'armée combattant à Pastrengo, un corps d'infanterie et de hulans sorti de Vérone, et l'obligeait à prendre la fuite. Un autre corps de 3,000 Autrichiens, fantassins, chevaux et canons, également sorti de Vérone, assaillait Sona et Sommacampagna, où se trouvait le quartier général du roi sarde; mais il était repoussé par le général Sommariva avec la brigade Aoste, soutenue par quelques canons et une compagnie de bersaglieri. Enfin, les Napolitains et les Toscans, qui occupaient Curtatone, ayant été assaillis par la garnison de Mantoue, l'obligeaient bien vite à rentrer dans la place; et les volontaires, campés à Governolo, faisaient, eux aussi, payer cher aux Autrichiens une sortie qu'ils avaient tentée.

Ces combats partiels et la bataille de Pastrengo, qui dura cinq heures, firent le plus grand honneur aux soldats piémontais et aux légions des volontaires, dont l'ardeur fut un témoignage de leur attachement à la cause italienne. Tous montrèrent une valeur et une discipline admirables, et eurent peu de pertes à regretter, à cause de la vivacité de leurs attaques. Au contraire, l'ennemi parut découragé et ne tint pas ferme devant le feu de l'artillerie piémontaise, habilement dirigé. Repoussé au-delà de l'Adige, il fut contraint de se retirer sur Vérone et d'abandonner Bussolengo, où le lieutenant Riccardi eut la hardiesse de pénétrer le premier, à la tête d'un détachement des Gardes. Les Autrichiens perdirent, sur le seul coteau de Pastrengo, 1,200 morts ou blessés, et environ 500 prisonniers; un de leurs généraux fut blessé. Les Piémontais n'eurent à déplorer, parmi les officiers, que la mort du jeune marquis Bevilacqua, qui, arrivé au camp le jour précédent, tomba glorieusement à la tête de son régiment de cavalerie Piémont Royal.

Malheureusement, on ne recueillit pas de cette victoire tout l'avantage qu'on en pouvait et devait tirer. A quatre heures, tout

était fini, et il y avait encore deux heures de jour. Les Autrichiens fuyaient en désordre. On avait bien le temps de les poursuivre, d'arriver à l'Adige en même temps qu'eux, de leur causer des pertes considérables, de se jeter dans la vallée et de leur couper les communications. Mais Charles-Albert, qui avait combattu valeureusement comme un simple soldat, aussitôt qu'il se vit maître de Pastrengo, par défaut d'audace ou de pensée, tira sa montre et s'écria : « Il est quatre heures: c'est assez pour aujourd'hui. » Par conséquent, il fit rappeler les troupes qui poursuivaient l'ennemi, réprima leur ardeur, et sauva Radetzky d'un désastre qui aurait assurément changé l'aspect de la guerre. Il fut amèrement critiqué par ses propres officiers. « Si nous avions poursuivi les Autrichiens sur la rive gauche, écrivait Ferrero, notre succès aurait été complet, car ils étaient si démoralisés, qu'ils n'auraient opposé qu'une très-faible résistance. Nous avons passé la nuit sur les hauteurs de Pastrengo; les feux du bivouac ennemi, situé sur la rive gauche de l'Adige, étaient fort près de nos avant-postes. » Cette faute inexplicable de Charles-Albert était d'autant plus regrettable, qu'il avait besoin d'un grand succès pour provoquer un mouvement général.

Tout ce qui suivit la bataille de Pastrengo ne donna pas aux Piémontais l'idée d'une victoire : ceux qui avaient été vaincus une heure auparavant, menacèrent leurs vainqueurs. Le roi passa la nuit à Santa Giustina, dans une maison d'où l'on voyait distinctement les Autrichiens à peu de distance, réfugiés dans d'autres maisons. Il n'avait avec lui qu'un petit nombre de carabiniers de son escorte. Un négociant vaudois, appelé Vertu, enrôlé parmi les volontaires, s'apercevant du danger qu'il y avait d'être surpris, se mit seul en faction sur le mur d'un jardin, et y resta jusqu'à l'arrivée du régiment des Gardes. Le jour suivant, 1er mai, Charles-Albert se rendit à Bussolengo, que la division Broglia occupait déjà, et, apercevant de cette hauteur les Autrichiens campés sur l'autre rive de l'Adige, tout près de lui, vers Pescantina, il commença à comprendre que les résultats n'auraient pas été différents si la bataille de Pastrengo eût été indécise. Il ordonna alors une reconnaissance afin de détruire le pont

de barques que l'ennemi avait de ce côté-là. Le général Robilant se mit à la tête de sa brigade de cavalerie et s'avança jusqu'à Pontone, où il trouva que les Autrichiens, ayant repassé la rivière, avaient à leur aise défait le pont et retiré toutes les barques sur la rive gauche. De ce même point, avec les mêmes barques, ils continuèrent tranquillement à descendre sur la rive droite de l'Adige, et furent jusqu'à échanger des coups de fusil avec les avant-postes piémontais de Pastrengo. Charles-Albert, le 3, donnait l'ordre au général Broglia de les déloger des positions qu'ils avaient occupées : les Autrichiens s'éloignèrent rapidement. Poursuivis jusqu'à Rivoli, ils ne perdirent que deux morts et deux blessés. Ils ne cessaient de passer le fleuve avec leurs barques, de tenter des surprises, de molester les troupes royales; le 5, on fut même dans la nécessité de les chasser de Pontone, en abattant avec l'artillerie les maisons où ils se cachaient.

En attendant, aussitôt que le bruit de la victoire de Pastrengo, premier succès des armes italiennes exagéré par la renommée, se répandit dans la Péninsule, la joie que les populations en ressentirent fut extrême. On se hâta, en Piémont et en Lombardie, à contribuer à la guerre par des offres de chevaux, de chars, de munitions, et d'une grande quantité d'objets d'or et d'argent. Les femmes piémontaises s'occupèrent avec ardeur de recueillir des chemises, des draps, de la toile et des étoffes de toute espèce pour les envoyer au camp. Ce fut surtout un fait admirable dans cette occasion, ainsi que pendant toute la campagne, que la charité des femmes lombardes. On ne pourrait dire tous les secours, tous les soins qu'elles prodiguèrent aux blessés et aux malades, soit dans les maisons privées, soit dans les hôpitaux de Milan, de Brescia, de Crémone, de Valeggio, de Desenzano, de Castiglione; on sacrifiait toutes les jouissances de la vie pour venir en aide aux défenseurs de la patrie, qui étaient soignés avec un amour qui n'aurait pas été plus grand s'ils eussent été les fils de ces dames charitables. J'ait dit que le jeune marquis Bevilacqua, de Brescia, avait été tué à Pastrengo: sa mère, dame très-riche, après cet holocauste offert à la patrie, se décida à en venger le sang par des traits de piété; et, regardant comme ses

enfants tous les compagnons de son fils, elle s'établit à Valeggio, où elle ouvrit un hôpital pour les blessés. Là, elle-même et sa jeune fille soignaient les blessés de leurs propres mains et avec des attentions et des paroles inspirées par un vif amour de la patrie; tous ceux qui furent l'objet de cette exquise charité en conservèrent une gratitude ineffaçable envers ces deux anges de consolation. Je passe sous silence tout ce que les femmes de Milan envoyèrent au camp au secours des blessés, de même que je me tais sur la bienfaisance des chirurgiens milanais, professeurs distingués, qui, voyant l'armée piémontaise dépourvue d'hommes de leur art, y accoururent en foule et se partagèrent les hôpitaux. Ils étaient presque tous d'opinion républicaine. Eh quoi! il n'y avait pas de partis en Italie en face de l'ennemi. Il suffisait de vaincre, et les Italiens seraient tombés aux pieds de l'homme heureux qui les eût proclamés indépendants. Voilà le peuple qui, au dire de quelques imposteurs, ne méritait pas de secouer son joug ([1]).

([1]) Tous ceux qui entendent parler, en pays étranger, de république et de républicains en Italie, en sont effrayés et attribuent aux Italiens les passions, les tendances, les utopies, les idées de socialisme, de communisme, et toutes les ambitions, tous les maux qu'ils ont eu à craindre chez eux. Cependant, rien n'est plus faux que de supposer au peuble italien des penchants dangereux et subversifs des bases naturelles de la société. Il est vrai qu'il existait, en 1849, les deux partis des modérés et des exaltés; mais on se tromperait beaucoup si l'on croyait que le but des premiers était la principauté constitutionnelle, et le but des seconds la république. Le but était identique pour les uns et pour les autres : une juste liberté, garantie par l'indépendance nationale. Les deux partis différaient uniquement dans le choix des moyens à adopter pour atteindre l'objet des vœux communs. Les uns se reposaient sur leurs princes et croyaient pouvoir marcher d'accord avec eux vers la liberté et l'indépendance; les autres se méfiaient des princes et soutenaient que la patrie ne devait jamais être libre et indépendante que par la vertu et par la force du peuple. Tant que Pie IX et les autres princes italiens laissèrent croire qu'ils pouvaient soutenir la cause nationale, la majorité de la nation se fit courtisane; cette cause trahie, le mot de *république* fut prononcé.

En 1859, Victor-Emmanuel, connu comme l'ami sincère de la liberté et de l'indépendance italienne, a facilement rallié les deux fractions du parti libéral, et l'on n'entend plus parler de modérés ni d'exaltés.

En un mot, guidez le peuple italien vers son affranchissement de la double servitude intérieure et étrangère, et ce peuple vous comblera d'acclamations en vous suivant, sans se soucier de savoir si vous êtes le roi ou le pape. Lorsqu'il aura compris que vous le trahissez, n'attendez pas qu'il se résigne : il passera au-dessus du roi, au-dessus du pape, pour arriver jusqu'à la patrie, et, ne comptant plus que sur ses forces, il saura combattre et mourir.

L'occasion avait été perdue à Pastrengo; il fallait tâcher d'en faire naître une autre. L'armée piémontaise n'était pas éloignée de Vérone. Charles-Albert conçut le projet de tenter une attaque contre cette formidable place de guerre.

Véronne a 60,000 habitants. Elle est la plus importante des quatre forteresses qui défendent la double ligne militaire du Mincio et de l'Adige, parce qu'elle est placée sur les deux rives de ce dernier fleuve lorsqu'il sort des montagnes, et la forteresse en domine le cours et couvre la route du Tyrol. La partie de Vérone qui repose sur la rive gauche de l'Adige est dominée par des hauteurs munies de châteaux; celle qui est assise sur la rive droite, dans la plaine, est défendue par un camp retranché devant lequel s'élèvent d'autres fortifications. Les Autrichiens occupaient toute la ligne, depuis Chievo jusqu'à Tomba, par la Croix-Blanche, San Massimo et Santa Lucia, et avaient des avant-postes à Camponi, Feniletto et Dossobono.

Le parc de grosse artillerie, qu'on attendait d'Alexandrie et qui était destiné au siége de Peschiera, n'était pas encore arrivé au camp sarde. Le roi se proposait donc de laisser la division Federici au blocus de Peschiera et à la défense de Pastrengo; suivi de toutes les autres troupes, il aurait dirigé une triple attaque contre les positions centrales de la Croix-Blanche, de San Massimo et de Santa Lucia. Maître de celles-ci, il se serait avancé sous les murs de Vérone, et dans le cas où tout aurait heureusement réussi, ou il aurait pris la ville de vive force, ou il y aurait déterminé l'explosion d'un mouvement national, ou enfin le maréchal Radetzky se serait décidé à sortir de la forteresse, dans laquelle il se tenait enfermé avec son armée. On aurait pu alors le battre dans une bataille rangée.

Il y avait des correspondances secrètes entre les habitants de Vérone et Charles-Albert. Le comte Castagneto et le général Franzini traitaient en son nom et n'épargnaient pas les promesses et l'argent; mais on n'arrivait à rien conclure. Cependant, le roi se flattait qu'une partie de l'armée adverse, composée d'Italiens et de Hongrois, passerait de son côté, et que les Véronais, à la vue du drapeau tricolore, s'insurgeraient, surtout si

Radetzky était sorti des fortifications pour affronter les Piémontais : suppositions extravagantes qui devaient donner lieu à une déplorable catastrophe! Le bon sens seul aurait dû démontrer l'impossibilité de s'emparer par un coup de main d'une forteresse comme celle de Vérone, défendue par plus de 30,000 hommes; la place se trouvant ainsi munie de soldats, la population ne se serait pas exposée à un massacre certain en se soulevant; et le maréchal Radetzky, qui voulait temporiser, se trouvant satisfait d'avoir à écraser les Piémontais au pied de ses châteaux, se serait bien gardé d'en sortir et de s'exposer aux hasards d'une bataille. Mais ces considérations ne se présentèrent pas à l'esprit de Charles-Albert. Rien de plus téméraire que d'aller défier l'ennemi dans une forteresse, principale défense de cette ligne de l'Adige à laquelle Radetzky attachait justement tant de prix; la témérité devenait ensuite de la folie, à cause des dispositions d'attaque qu'on adopta.

Il aurait fallu, au moins, étudier sérieusement l'entreprise, et surtout faire reconnaître le terrain, qui était complétement ignoré. Un conseil de guerre s'étant réuni le 5 mai au soir, le général Bava, chargé du commandement, demanda qu'on retardât l'expédition jusqu'à ce qu'on eût le temps de s'y préparer convenablement; le roi ne voulut pas accorder un seul jour à la réflexion. Son impatience n'était pas sans motif. La perte des avantages qu'on aurait pu tirer de la bataille de Pastrengo avait été odieusement commentée; tous demandaient au plus vite une nouvelle bataille : les amis, pour l'honneur des armes et l'avancement de la guerre; les ennemis, par leurs murmures et leurs calomnies... La chambre des députés de Turin commençait à s'occuper du triste état de l'armée, et on y parlait de l'incapacité des généraux. Le bruit courait aussi que le Pape avait maudit, dans une allocution, la guerre contre l'Autriche; et si ce bruit venait à se vérifier, il devait être funeste à l'Italie. Le gouvernement anglais prononçait déjà le mot d'*armistice*, tandis que ses agents allaient partout disant qu'il fallait au moins se dépêcher. Toutes ces circonstances déterminèrent Charles-Albert à mettre de côté les hésitations et à marcher en avant. Résolution fu-

neste, puisqu'un revers, au-devant duquel il courait, ne devait qu'aggraver les embarras dont il voulait se délivrer!

La ferme détermination du roi avait fait taire les généraux qui formaient le conseil. Voici les dispositions qu'on adopta. L'armée marcherait sur Vérone en cinq colonnes. Deux colonnes, composées de deux brigades, Casale et Acqui, sous les ordres des généaux Passalacqua et Villafalletto, et de la brigade de cavalerie du général Olivieri, formeraient l'aile droite, commandée par le général Ferrero, et sortiraient de Villafranca et de Custoza. La colonne du centre, où se placeraient les bersaglieri, la compagnie des volontaires sous les ordres de Griffini, les deux brigades Aoste et Gardes avec les généraux Sommariva et Biscaretti, et le bataillon Royal Navi, partirait de Sommacampagna; elle serait commandée par le général Bava; là se trouverait le roi; la brigade Aoste avec ses chasseurs marcherait en tête de colonne. La quatrième colonne, sous les ordres du duc de Savoie, et composée des deux brigades Reine et Cuneo avec les généraux Trotti et d'Aviernoz, et de la brigade de cavalerie du général Sala, sortirait de Sona. La cinquième colonne, où se réuniraient la brigade de Savoie avec le général d'Ussillon, une brigade mixte d'un régiment Savona et du régiment de Parme, sous les ordres du général Conti, et la brigade de cavalerie du général Robilant, partirait de Santa Giustina. Le départ aurait lieu à sept heures du matin. Toutes les colonnes devaient se réunir et se concentrer sur les hauteurs qui s'élèvent devant Finiletto et Cabnetta à gauche, s'appuyer aux collines de Palazzina à droite, soutenues en arrière par beaucoup d'artillerie et par une brigade de cavalerie. La division du centre, s'ébranlant la première, attaquerait San Massimo; la gauche, la Croix-Blanche; la droite, Santa Lucia. La cavalerie irait couper la retraite aux troupes autrichiennes qui occupaient Tomba. La division de réserve se tiendrait en arrière de celle du centre et en suivrait le mouvement.

Ainsi, on attaquait une ligne de plus de trois milles d'étendue, sans avoir seulement déterminé le point vers lequel devaient converger tous les efforts des assaillants. Les ordres n'étaient pas précis; on tardait beaucoup à les transmettre; le terrain

n'avait pas été exploré; on négligeait de s'éclairer sur les mouvements et les dispositions de l'ennemi.

Radetzky connaissait déjà tout le plan d'attaque des Piémontais; il était bien servi par les nombreux espions qu'il avait partout; par conséquent, il était sur ses gardes et avait envoyé en avant quelques corps qui se trouvèrent postés sur la route assignée à la division du centre des assaillants. La brigade Aoste, qui formait l'avant-garde, rencontra à l'improviste l'ennemi et s'arrêta, en attendant que le reste de la division arrivât sur place; mais celle-ci était encore bien loin, et elle-même n'était suivie qu'à grande distance de sa réserve. Le général Bava nous fait connaître dans ses écrits « qu'on avait communiqué les ordres aux régiments le matin même du jour où ils devaient combattre; les obstacles imprévus et de toute nature, les fossés, les torrents, la grande quantité des arbres et des haies qu'on trouva dans ces champs empêchèrent les divisions d'arriver à leur poste à l'heure fixée, et l'on ne put engager le combat sur toute la ligne en même temps, mais successivement et par intervalles. »

La brigade Aoste soutint seule le feu contre les nombreux corps ennemis qui étaient sortis à sa rencontre; lorsqu'elle fut rejointe par le reste de la division, où se trouvaient le roi et Bava, le combat se raviva, et les Piémontais gagnèrent du terrain en s'avançant contre San Massimo, avant que les autres divisions pussent seconder ce mouvement. Mais, pour comble de malheur, toute la colonne, en s'avançant toujours, se trompa de chemin, se jeta sur la droite, et alla sortir en face de Santa Lucia, point d'attaque assigné à la colonne de droite, qui n'était pas encore arrivée sur le terrain. Les Autrichiens avaient de grandes forces réunies à Santa Lucia, dans le cimetière et sur les hauteurs environnantes; leur feu força le roi et Bava à engager le combat. « Au point où se trouvaient les choses, écrit Bava, il n'était plus possible de nous arrêter, et il ne nous restait que la chance d'agir audacieusement et de nous pousser en avant. »

Comme si les campagnes de Vérone avaient été pour les géné-

raux italiens une terre aussi ignorée que le centre de l'Afrique, ils s'écrièrent dans leurs rapports, après la bataille, que celui qui n'a pas vu de ses yeux ce pays pourrait difficilement imaginer les difficultés infinies que le sol oppose à tout effort d'une armée. En effet, les campagnes sont tellement couvertes de mûriers, les arbres y sont si serrés, les vignobles sont liés à des pieux à une telle hauteur, que l'homme ne peut rien voir à quelques pas de distance. Qu'on ajoute à ce tableau, des champs entrecoupés partout par des fossés et d'énormes murailles en pierre, que le soldat, surtout s'il était à cheval, ne pouvait franchir qu'avec beaucoup de peine et de danger. Ces murailles, d'ailleurs, empêchaient de voir et offraient à l'ennemi de bons retranchements. Les Autrichiens s'étaient aussi retranchés dans le village de Santa Lucia; leur système de défense embrassait les maisons et la tour même de l'église. Le roi envoya plusieurs officiers pour hâter la marche des autres divisions, afin d'attaquer le village en le tournant; mais le terrain retardait la marche des soldats, d'où il arriva que la colonne du centre dut seule soutenir le feu impétueux de la grande masse des Autrichiens. En vain les soldats du roi tentèrent d'enlever le premier retranchement du village; leurs vaillants efforts, pendant plusieurs heures, se brisèrent contre cet obstacle. L'artillerie, gênée par les anfractuosités du terrain, ne pouvait manœuvrer librement, pendant que celle des Autrichiens, couverte par les tranchées, répandait la mort au milieu des assaillants. On tenta plusieurs assauts brillants et acharnés; ils furent toujours repoussés. Le général Bava, suivi du bataillon des chasseurs des Gardes, se jeta alors sur la gauche et attaqua la Pellegrina, où l'ennemi était très-fort; après un combat furieux, il réussit à s'en emparer. Il retourna de là à Santa Lucia, où il trouva tous les officiers de son état-major occupés à remettre en ordre la brigade des Gardes et celle d'Aoste, fort maltraitées. « Ces malheureux bataillons, écrit-il lui-même, s'étaient enfoncés dans des entonnoirs qui étaient de vrais labyrinthes, d'où on ne pouvait sortir que par une marche en arrière de près d'un mille... Par conséquent, après des efforts inutilement faits pour obtenir que la brigade

des Gardes surmontât ces obstacles, je crus qu'il valait mieux la maintenir dans sa mauvaise position. » Rien de plus épouvantable que cet aveu d'un général qui, sans avoir fait reconnaître le terrain et sans cartes, tient la fleur de ses troupes sous la mitraille, dans une position d'où elles ne pouvaient aller ni en avant ni en arrière.

Il était une heure de l'après-midi lorsque le général Ferrero arriva heureusement avec une partie de la colonne qui formait la droite, et à laquelle avait été réellement assignée l'attaque de Santa Lucia. On tenta de nouveau alors un assaut impétueux contre les retranchements des Autrichiens, et malgré leur résistance énergique, on parvint à s'en emparer. La division du centre avait fait des prodiges de valeur, mais avait souffert de graves pertes en morts et surtout en blessés; là était tombé mortellement blessé le colonel Caccia, l'un des meilleurs officiers de l'armée.

Aussitôt que les Autrichiens furent contraints d'abandonner Santa Lucia, arriva au camp le reste de la colonne de la droite, sous les ordres du général d'Arvillars. Le roi entra dans le village, d'où l'on voyait Vérone et ses fortifications, et il se mit de là à observer si Radetzky sortirait pour engager une bataille, ou si les habitants se soulèveraient.

Pendant que de ce côté les Piémontais s'arrêtaient dans la position conquise, sur leur gauche, la division Broglia, arrivée très-tard à l'attaque de la Croix-Blanche, rencontrait les mêmes obstacles, la même résistance. Les soldats combattaient avec valeur; mais cela n'empêcha pas qu'un régiment, fort maltraité par l'artillerie autrichienne, n'enfreignît les ordres de ses chefs et ne se retirât du combat; ce qui fit abandonner l'attaque, qu'on n'aurait pu continuer sans danger, l'ennemi étant maître de San Massimo, point central qui n'avait pas été attaqué; en effet, il aurait pu de là prendre sur le flanc et par derrière les colonnes des assaillants et les rompre. Aussitôt que cet avis parvint au roi, il s'aperçut qu'en s'obstinant à rester seul à Santa Lucia, il y serait bientôt entouré par l'ennemi. Il commanda alors la retraite, en faisant marcher en tête de colonne la division du

centre, qui avait le plus souffert; il laissa à Santa Lucia les brigades Reine et Cuneo, avec ordre de n'abandonner la position que lorsque les colonnes en marche seraient assez éloignées. Mais les Autrichiens, s'étant aperçus de la retraite, rentrèrent à Santa Lucia, recommencèrent le feu contre les deux brigades chargées de la garde de cette position, et ils les auraient défaites si le vaillant duc de Savoie, qui commandait cette arrière-garde, ne se fût mis à la tête de la brigade Cuneo, et ne se fût jeté sur l'ennemi avec une impétuosité telle, qu'il le rejeta beaucoup plus loin qu'il ne l'avait été le matin. « Ce fut alors, écrit le général Bava, qu'un grand nombre de bersaglieri autrichiens réussirent à occuper, sans être aperçus, quelques maisons devant les pas de la division en retraite, laquelle, surprise par une attaque imprévue, se mit en désordre et s'abandonna à une fuite précipitée, que les efforts et les prières des officiers ne purent empêcher. Quelques-uns en vinrent jusqu'à jeter leurs sacs, et sans le feu très-vif d'une demi-batterie, commandée par le lieutenant Salino, sans la valeureuse opposition des volontaires sous les ordres de Griffini, et sans les anfractuosités du terrain qui embarrassaient la cavalerie autrichienne, la division aurait souffert des pertes immenses. »

On put alors accomplir la retraite avec ordre, et si tranquillement, que le roi, qui dans le combat de Santa Lucia s'était toujours trouvé à la tête des assaillants, n'ayant pas le courage d'abandonner ses soldats morts ou blessés, eut le loisir de s'arrêter à Fenilone, où il fit ensevelir les cadavres et charger les blessés sur des chars. Il fut le dernier à se retirer, de même qu'il avait été le premier à avancer.

Les Italiens, dont la perte fut d'abord exagérée, n'eurent en réalité que 2,000 hommes morts ou blessés; la perte des officiers fut très-grande en proportion; cependant, parmi les officiers supérieurs, il ne manqua que le colonel Caccia. Les Autrichiens perdirent un nombre égal de soldats, mais le chiffre des morts et des blessés parmi leurs officiers supérieurs fut plus grand. Dans les premiers, se trouvaient le général Strasoldo et le colonel Leuzondorff; le feld-maréchal Salis fut mortellement

blessé; le général prince Schwartzemberg fut blessé aux reins, et l'on dut amputer deux colonels; le général Wratislaw eut son cheval tué sous lui. Radetzky avait menacé de la peine de mort les habitans de Vérone qui tiendraient ouvertes leurs portes ou leurs fenêtres.

La valeur des assaillants fut admirable, suivant en cela l'exemple de la plupart de leurs officiers : les généraux Lazzari et Sommariva se distinguèrent; nul n'égala en hardiesse Charles-Albert et le duc de Savoie. Le roi se trouva un moment tellement exposé au feu, que dans son escorte de carabiniers il y eut au moins quarante morts ou blessés; un officier d'ordonnance fut tué à ses côtés pendant qu'il observait Vérone de sa position à Santa Lucia. Si je voulais raconter tous les actes de bravoure des soldats piémontais, j'aurais à écrire de nombreuses pages; il suffira d'en rapporter quelques-uns pour en donner une idée. Le lieutenant Carisio, qui voit le régiment Savona mis en désordre par la mitraille, prend un drapeau, se met à la tête des soldats, et, bien que gravement blessé, les ramène intrépidement à l'assaut. Le maréchal Bottero, assailli par deux hulans, leur résiste; il tombe de cheval, se relève, et, combattant à pied avec son épée, blesse l'un des hulans, met l'autre en fuite. Un sergent du 17e d'infanterie, qui s'avance pour sauver un de ses compagnons blessé, est entouré à l'improviste par un officier et trois Croates : il tue l'officier, blesse deux des soldats, met en fuite le troisième, et, bien que blessé lui-même de trois coups de baïonnette, ne se retire qu'en rapportant avec lui son compagnon. Le canonnier Deschamps a une main emportée par un boulet, et, malgré toutes les remontrances, il veut continuer à servir sa pièce avec la main qui lui reste. Le lieutenant marquis Delcarretto, étendu à terre mortellement blessé, continue, tant que la vie ne l'a pas abandonné, à commander ses troupes tranquillement et avec une voix forte et sûre. Les blessés, amputés sur le champ de bataille, crient sous le fer des chirurgiens : *Vive Charles-Albert!* Le prêtre Grillo, enfin, sous une grêle de balles, assiste les blessés, les fait transporter hors du camp, console les moribonds et ne s'interrompt que pour s'armer de

ses pistolets, pour tirer sur un Croate ou pour arrêter quelques-uns de ses soldats qui reculent devant le feu. Radetzky même rendit témoignage de la valeur de ses ennemis, en disant dans son bulletin : « ... Les assauts principaux de notre adversaire étaient dirigés contre Santa Lucia, que l'ennemi attaqua avec autant de valeur qu'en déployèrent nos troupes pour la défendre... Santa Lucia fut deux fois prise d'assaut... Nous avons malheureusement à déplorer la mort d'un grand nombre de vaillants officiers. Nous ne pouvons préciser la perte de nos soldats. »

Ce fait d'armes ne produisit d'autre effet que celui très-déplorable de décourager de jeunes soldats par la vue d'une effusion de sang inutile. L'incapacité des chefs, désormais évidente, ôta toute confiance aux troupes et amoindrit en elles cet entrain qui vient de la certitude d'être bien guidé. Dès lors, on commença dans l'armée à douter du succès de la guerre. Pourquoi, en effet, ce vain et absurde assaut de front contre une forteresse qu'on ne voulait et qu'on ne pouvait assiéger? Les généraux, avant de se retirer, ne songèrent pas même à détruire l'enceinte du cimetière et les autres retranchements de Santa Lucia qui couvraient la forteresse. Charles-Albert et le duc de Savoie, son fils, avaient eu beau prendre avec une rare bravoure leur part de tous les périls : on les admirait, mais on n'en murmurait pas moins, car ce n'était pas seulement de courage qu'il s'agissait.

Néanmoins, le général Bava se plaignit de la presse, qui donnait *des relations trop froides du combat*. Et lorsque, après la retraite, pendant laquelle vint s'ajouter le fléau d'une pluie torrentielle aux souffrances déjà si grandes des soldats, ceux-ci, rentrés dans leurs campements, s'emportèrent contre l'ignorance des généraux qui avaient causé un échec [illegible] à l'armée, il ne manqua pas d'Italiens, partisans de la concorde à tout prix et résolus à admettre, même alors qu'on avait le couteau sur la gorge, que la victime et le bourreau devaient et pouvaient rester d'accord; il ne manqua pas d'Italiens, dis-je, qui condamnèrent ces murmures et les attribuèrent, non aux soldats mêmes, mais

aux orateurs des cercles républicains de Milan, en les imaginant arrivés au milieu du camp sur les ailes des vents. *C'étaient eux qui, fous, endurcis dans l'impiété, contraires à la guerre qu'ils appelaient royale, et se laissant croire les plus chaleureux amis de l'Italie, ses défenseurs les plus forts, pénétrèrent perfidement dans les rangs des soldats, compatirent avec une grande hypocrisie aux douleurs que les soldats, par amour envers leur roi, supportaient sans souffrir, jetèrent dans leurs esprits le germe de la défiance envers leurs bons généraux, et refroidirent cette foi avec laquelle les troupes avaient affronté jusqu'alors la mort avec enthousiasme.*

Au lieu d'aller jusqu'à Milan pour trouver des républicains qui fussent coupables des désordres dont les campagnes de Vérone étaient le théâtre, on aurait mieux fait de considérer qu'il n'y avait que des républicains dans cette légion de Griffini qui, avec leur courage et leur héroïque sacrifice, couvrirent la retraite de l'armée piémontaise, rompue et défaite à Santa Lucia. Comment empêcher que l'incapacité manifeste des généraux n'irritât des soldats qui avaient la conscience d'avoir été menés à un massacre inévitable, malgré leur grande valeur déployée dans le combat? Ce fut le général Bava lui-même qui écrivit ainsi : « Dans le combat de Santa Lucia, *plusieurs officiers supérieurs* se laissèrent voir à pied pendant toute l'action; *plusieurs* quittèrent leurs épaulettes afin de ne pas servir de point de mire aux Tyroliens et *se cachèrent* dans la foule des soldats. » Bava lui-même ajouta encore ces paroles : « *Plusieurs officiers de grande intelligence* commencèrent à critiquer le général Franzini et tous les autres chefs de l'armée, en faisant cela publiquement dans les cafés de Valeggio et de Sommacampagna, comme [illegible]raient fait dans les cafés de la rue du Pô, à Turin. » Ce [illegible]icier Ferrero qui écrivit ce qui suit : « Je puis certifier que l'attaque des avant-postes de Vérone a été une tentative téméraire et mal dirigée; les différents corps d'armée ont complétement manqué d'ensemble; il est évident que l'on n'avait pris aucune mesure pour reconnaître le terrain sur lequel les opérations devaient s'exécuter; on nous a fait assaillir des

retranchements munis d'artillerie, tandis que l'effet de nos batteries était nul, ne pouvant approcher à cause des difficultés du terrain. Il est très-fâcheux qu'au lieu d'effectuer notre retraite *comme à la suite d'une grande manœuvre,* on n'ait pas détruit les ouvrages de Santa Lucia, dont nos troupes s'étaient emparés.»

Ainsi, au lieu de se plaindre de la presse, qui ne flattait pas la présomptueuse ignorance des chefs de l'armée, on aurait mieux fait de condamner la trompeuse sûreté dans laquelle on retenait les citoyens, en répandant de fausses nouvelles qui attribuaient les mouvements désunis des colonnes d'attaque, non à la faute des généraux, mais à l'ardeur immodérée des soldats. Et l'on ne disait rien des généraux et des colonels qui s'étaient cachés, ni de la fuite dont les Gardes avaient donné l'exemple, ni des volontaires qui avaient sauvé les troupes régulières fuyant en déroute. Maintenant que les faits sont connus, on ne lira pas sans dégoût ce bruyant bulletin publié par le général Salasco : « L'élan avec lequel nos troupes ont marché à l'assaut, méprisant tout obstacle, a été la cause pour laquelle les ailes du corps d'armée qui devaient aider à la prise des positions, en les assaillant de flanc, ne purent arriver assez à temps. » Et on se taisait relativement au désordre de la retraite, et, plus encore, on changeait cette retraite en une fuite précipitée de l'ennemi, en se vantant que « les Autrichiens ne respirèrent que lorsqu'ils furent arrivés sous la protection des canons de Vérone. »

Mais pour approfondir la question de savoir quelles furent les causes du mécontentement qui commençait à se manifester dans l'armée piémontaise, il me faut donner quelques explications sur la condition qui lui était faite à cette époque. J'ai dit que le Piémont avait eu trente ans de paix; que, pendant les vingt années précédentes, ses soldats avaient été confondus avec les armées françaises; qu'ainsi son armée, pendant cinquante ans, n'avait jamais combattu seule et n'avait pas une personnalité propre. J'ai dit que Charles-Albert avait fait énerver son armée par des influences jésuitiques, et qu'on ne pouvait espérer voir sortir de son sein ces hommes d'un esprit vif et généreux qui brillent à l'improviste au milieu des dangers. J'ai dit enfin plu-

sieurs fois, que cette armée, au moment d'entrer en campagne, n'était ni préparée, ni exercée, ni pourvue de tout ce que la guerre exige. Et cependant, les soldats commandés par le roi de Piémont devaient combattre contre ceux de l'Autriche, qui ayant toujours été mêlés à toutes les violences contre les peuples, et, par suite, habitués à faire la guerre ou à la craindre continuellement, conservaient dans l'état de paix une aptitude à tous les services spéciaux du soldat.

J'ajouterai que l'armée italienne, placée au milieu de l'Italie qu'elle défendait, avait fréquemment à souffrir les tortures de la faim. D'après la convention du 26 mars, le gouvernement provisoire de Milan devait fournir les vivres; les commissaires du roi devaient les administrer; personne n'était chargé de les transporter; personne ne devait en rendre compte. Le gouvernement provisoire était obligé de fournir pour chaque soldat vingt-huit onces de pain par jour, neuf de viande, neuf de riz, une demi-once de lard, une demi-bouteille de vin; mais, à cause des vices de l'administration, le trésor milanais en paya une quantité double, sans tenir compte de tout ce que les villes et les particuliers donnèrent en abondance au camp et aux hôpitaux. L'armée n'avait jamais fait de longues marches; arrivée sur les rives du Mincio, elle n'en avait pas bougé ou s'en était peu éloignée; et malgré tout, l'armée avait souffert les tortures de la faim! Le général Bava nous explique cette énigme, en avouant que « les transports sur le champ de bataille n'étaient pas confiés à un corps régulier, mais à des charretiers pris au hasard. Comment croire avec confiance que ces hommes, *sans être dirigés par personne,* et n'obéissant qu'à leur volonté, allaient exécuter, surtout pendant la nuit, les ordres qu'on leur donnait? » Le même général nous apprend quels furent, dans les faits d'armes, les déplorables effets de ce désordre. « Le retard des vivres, dit-il, empêchait le départ à l'heure prescrite. » Et ailleurs il ajoute : « Le duc de Gênes me fit sentir qu'il ne pouvait partir à onze heures, toujours à cause du retard des vivres. L'ennemi, profitant de ces malheureux retards, avait eu le temps de se fortifier. » Et plus loin il dit encore : « La route était encombrée

de chars de vivres qui venaient nous rencontrer. Si les princes fussent au moins partis peu après l'heure prescrite, nous aurions trouvé l'armée autrichienne en marche et partagée en plusieurs corps. » Enfin, il déclare que « les vivres furent toujours le plus grand des obstacles dans toutes les entreprises. *Ce n'était pas que les magasins n'en fussent pourvus en abondance;* mais pour parer au désordre, il aurait fallu organiser un corps régulier chargé du transport des effets des régiments et des vivres. *Le service des vivres était ignoré chez nous, comme tous les autres.* »

Le service sanitaire n'était pas mieux connu. De dégoûtantes maladies corrompaient l'armée, décimaient les rangs des soldats, souillaient le pays. La faute n'en était pas autant aux médecins qu'aux généraux. « Depuis trois mois, écrit l'officier Ferrero, les soldats n'ont pas quitté leurs vêtements et ont toujours dormi sur la terre, n'ayant pour toit que la voûte des cieux.... Quelques personnes tournent en dérision le délabrement de notre tenue : Que de laids soldats! qu'ils sont délabrés! » Mais il y avait pire encore : il y avait sur le champ de bataille huit chirurgiens seulement pour une division de 10,000 hommes, et ils n'avaient pas toujours les instruments les plus nécessaires de leur art, ou ils étaient mauvais; à Santa Lucia, pour opérer des amputations, on eut besoin d'emprunter des instruments à la brigade des volontaires de Parme. Tout cela arrivait parce que le Piémont n'avait pas eu une armée pour la guerre, mais une armée pour la paix, et dirigée, non contre les ennemis de la patrie, mais contre les citoyens. Je laisse parler l'officier Ferrero. « La route, dit-il à propos de l'expédition de Vérone, était jonchée de mourants et de blessés que l'on transportait sur des chariots, des caissons d'artillerie et des planches... Nos chirurgiens, dépourvus d'instruments nécessaires aux amputations, furent obligés d'avoir recours aux Parmesans... Au combat de la Croix-Blanche, j'ai vu un pauvre caporal qui avait le bras emporté par un boulet; le sang sortait à flots de sa blessure, sans qu'aucun homme de l'art fût là pour lui donner les soins que réclamait son état..... Plusieurs officiers offrirent leurs mouchoirs pour en faire des compresses... Des blessés m'ont dit

qu'ils avaient cruellement souffert sur les chariots, les caissons d'artillerie, et le petit nombre de voitures de l'ambulance. En effet, ces derniers véhicules sont suspendus sur de mauvais ressorts, au point que les cahotements causent non-seulement des douleurs, mais provoquent souvent l'hémorrhagie. » Voilà des soldats qui auraient dû être bien contents de souffrir, pour ne pas donner par leurs murmures un démenti aux partisans de la merveilleuse concorde! C'était une nouvelle utopie, qui succédait à celle de l'accord entre les princes et les peuples révoltés, et à celle aussi des princes ligués contre l'Autriche pour favoriser l'indépendance nationale.

On n'avait pas exploré le terrain aux alentours de Vérone; mais cela n'avait pas été une simple négligence: il manquait dans l'armée tout service d'exploration et d'avant-postes, et même tout service de cavalerie légère. Bava se plaint d'avoir inutilement proposé « qu'on organisât des escadrons de cavalerie légère, fournis de chevaux choisis, dont l'office aurait été de se porter séparément, ou même réunis en corps au besoin, pour explorer les mouvements de l'ennemi, le surprendre, l'inquiéter et répandre souvent l'alarme dans ses rangs et sur ses derrières, *ainsi qu'on fait dans toute armée bien réglée, ainsi que notre adversaire faisait.* »

On aurait pu, devant Santa Lucia, jeter des ponts sur les canaux, égaliser le terrain, et surtout se débarrasser des obstacles causés par les arbres et les futaies; mais l'armée n'avait ni ingénieurs, ni sapeurs. Mon récit paraîtrait un pamphlet, si Bava ne venait lui-même à mon aide, en disant : « On reconnut que le défaut d'outils et le petit nombre des ingénieurs avaient retardé beaucoup les travaux... Un vice énorme fut signalé dans les haches des sapeurs de tous les régiments, lesquelles n'étaient que de simples objets de parade, complétement inutiles dans les circonstances nécessaires; et il ne fut pas possible de réparer ce vice, puisque le corps du génie ne possédait point d'instruments. »

Enfin, si le mécontentement relâchait la discipline, Bava nous apprend comment elle était rétablie: « Les plus grands

crimes, écrit-il, restaient sans punition immédiate, puisqu'il n'y avait pas de police ni de tribunaux militaires, et les coupables devaient être jugés par les magistrats civils; de sorte que, à cause des mouvements des troupes, on était obligé de traîner avec nous les coupables, qui ne manquaient pas de trouver une occasion de prendre la fuite, et on les voyait quelquefois revenir impunément devant nous. »

Il était bien nécessaire de chasser les barbares, ainsi que le comte Balbo, Maxime d'Azeglio et le général Durando le criaient; mais il fallait se dépouiller de toute vanité, et n'être pas plus barbare que ceux qu'on voulait chasser.

Après l'affaire de Vérone, l'armée revint sur les collines de Peschiera. Elle était découragée. Voici les paroles de Bava : « L'armée, composée en grande partie de soldats provinciaux, se trouva privée de ce mobile qui distingue le vrai soldat du citoyen armé, qui, s'il est bon pour un élan momentané, n'est pas apte à soutenir les peines et les dangers d'une retraite. Un soldat de cette nature a besoin de mouvement, de victoires; le moindre revers l'abat, et il n'y a pas de force humaine qui puisse empêcher le désordre : » ce qui prouve une fois de plus que l'armée piémontaise ne pouvait et ne devait servir que de point d'appui à une guerre nationale.

CHAPITRE XVIII.

Réunion des chambres piémontaises. A Rome, les patriotes murmurent contre les cardinaux rétrogrades; les modérés, amis de la concorde à tout prix, s'offensent de ces murmures. État des provinces. L'Autriche déclame contre Pie IX et lui fait craindre un schisme en Allemagne. Tergiversations du Pape pour éviter de prendre part à la guerre contre l'Autriche. Son allocution du 29 avril. Les ministres donnent leur démission; le peuple se soulève. Déclamations des modérés dans cette occasion. Le Pape est contraint de rappeler les premiers ministres, à la condition qu'ils continueront la guerre contre l'Autriche. Le peuple se calme. Seconde allocution de Pie IX adressée au peuple, qui se soulève encore plus furieusement. Quelles sont les véritables raisons qui portent Pie IX à haïr la guerre. Les ministres offrent définitivement leur démission. Le Pape cède devant l'émeute et est obligé de constituer un ministère avec Mamiani à sa tête.

L'armée piémontaise, dans l'attente du parc de gros calibre nécessaire pour entreprendre le siége de Peschiera, s'arrêta sur les collines qui entourent cette place et sur le Mincio. Relâchés déjà par l'oisiveté d'avril, les soldats se contristèrent et s'énervèrent davantage dans une oisiveté nouvelle qui dura encore un mois. Je profiterai de leur repos pour faire une tournée en Italie et observer les événements étranges et lugubres qui vont s'y passer.

Le Piémont s'essayait aussi bien à la guerre qu'à la vie constitutionnelle avec tous les tâtonnements de l'inexpérience. Le 27 avril, eurent lieu les élections des députés au parlement. Il n'y avait pas alors de partis dans le pays; une seule opinion dominait : on voulait de suite Charles-Albert roi d'Italie, et bientôt après de toute la Péninsule. Les hommes du passé adoptaient volontiers ce dessein monarchique; ceux qui étaient avec obstination dévoués à l'Autriche, se cachaient; le petit nombre de républicains n'étaient que des idéologues, et ils faisaient des vœux pour le triomphe des armes italiennes à l'ombre de l'épée de Charles-Albert. Les élections, non influencées par aucune

idée politique, ne furent dirigées que par des présomptions ou des considérations personnelles. Il n'y avait pas d'hommes connus par leur vie publique : on préféra donc les amnistiés de 1821, parce qu'ils avaient souffert pour la cause de la liberté; les écrivains qui, dans une époque de servage, avaient été les plus hardis; les propriétaires, parce qu'ils étaient riches, et surtout les avocats, puisque leur profession fait supposer que, s'occupant de l'étude du droit, ils en sont les meilleurs défenseurs : erreur singulière, car cette classe de gens, respectables par leurs lumières, est la peste des assemblées politiques. Les avocats apportent malgré eux ces ruses de la pensée avec lesquelles ils sacrifient la vérité, cette coutume de défendre les opinions les plus absurdes par le seul désir de se distinguer, cet esprit de chicane qui dans le prétoire les rend rivaux entre eux par métier, souvent adversaires, toujours amis. Le commerce avili, les industries méprisées, la noblesse et le clergé haïs, quelques efforts qu'on eût faits, ne parvinrent pas à avoir de représentants. Quant à la nomination des sénateurs, elle fut très-impopulaire; et on ne pouvait pas faire autrement dans un pays aristocratique. Il fallait contenter tout le monde, en choisissant les sénateurs parmi les nobles les plus considérables, qui en grande partie regrettaient cependant les anciennes institutions. On vivait dans une époque de révolution, et cette chambre privilégiée ne pouvait pas être à craindre. Gioberti, qui en avait été nommé membre, et qui, en y introduisant l'élément populaire, aurait pu la couvrir de son grand nom, lui donna, au contraire, le coup de grâce par son refus. Il se fit élire député.

Le 8 mai les Chambres se réunirent. La population de Turin était en grand mouvement, et désireuse d'assister à ce spectacle inaccoutumé de souveraineté populaire; les places, les rues étaient encombrées de monde; on voyait la garde civique sous les armes. Le même jour, la Chambre élective commença à s'occuper de la vérification des pouvoirs, qui dura très-longtemps par inexpérience et parce qu'à l'appel de chaque élection s'élevaient quatre ou cinq avocats pour la discuter, non une seule fois, mais quatre ou cinq fois de suite, comme si l'on eût voulu

faire le premier étalage d'une loquacité devenue libre. Le plus long débat eut lieu sur la question de savoir si les magistrats pouvaient légalement siéger dans la Chambre élective. Quelques orateurs censurèrent, contrairement à l'opinion ministérielle, la magistrature, à cause des vices bien connus de son institution : le ministre de la justice s'en offensa. Brofferio, le plus beau parleur de la Chambre, s'éleva contre le ministre, en disant : « Qu'on honore nos magistrats pour leur intégrité, pour leur science. Mais les temps sont changés : à toute époque on exigea dans les juges, la science, l'étude, l'application ; maintenant, on doit exiger qu'ils soient chargés du sacerdoce de la patrie, autant que de la justice. Je demande à votre impartialité si nos juges sont admirés par leur vertus politiques? Ce n'est donc pas une injure que de faire des vœux pour qu'une magistrature, pliée jusqu'ici docilement sous le joug, puisse donner des preuves d'amour envers la patrie et de respect envers la liberté des citoyens, avant d'être admise à jouir des honneurs du parlement. Les étrangers se sont souvent adressés aux magistrats piémontais pour obtenir de savantes interprétations des lois, et jamais certainement pour en avoir des enseignements de dignité politique.» Si ces arguments spécieux eussent pu prévaloir, quel est le député, siégeant dans la Chambre, qui se fût trouvé dans les conditions voulues par l'orateur?

Aussitôt que la Chambre fut constituée, elle s'occupa de la guerre. Depuis plusieurs jours on ne recevait que de mauvaises nouvelles de l'armée. On exaltait la valeur des soldats, on murmurait de quelques généraux ignorants ou peureux de vaincre; on parlait aussi de l'inexpérience du roi et du désordre que sa personne apportait dans le camp. Quelques députés déclarèrent vouloir interpeller le ministère sur les conditions de l'armée. Pour éviter le scandale d'une discussion publique, on convint que les interpellations auraient lieu à huis-clos. Balbo fit des réponses évasives, et déclara que tout ce qu'on disait contre les généraux était absurde et faux. La Chambre se tint pour satisfaite, invitant cependant le ministère *à pourvoir à ce que les commandants de l'armée méritassent la confiance de ceux qui*

leur obéissaient. Plusieurs députés se plaignirent plus tard d'avoir été trop faciles à se contenter, en disant que, moyennant de plus fortes discussions et quelque scandale, ils auraient pu peut-être donner une meilleure direction à la guerre. Je crois que si l'optimisme de Balbo était insensé, les plaintes des députés auraient été vaines et dangereuses, parce qu'elles n'auraient fait qu'augmenter dans le camp l'abattement des soldats valeureux, irriter les lâches et offenser le roi, sans remédier à rien : le commandement suprême de l'armée était dans les mains de Charles-Albert; toute censure ne pouvait s'adresser qu'à lui, et il était inviolable.

Des événements plus importants me rappellent à Rome. L'ordre des choses politiques qu'on y avait récemment établi n'avait rien changé que les apparences. Le Pape ne conversait qu'avec les seuls cardinaux qui étaient investis de quelque autorité publique; les autres, qu'on regardait comme rétrogrades, s'éloignaient ou étaient éloignés de la cour; on faisait même semblant d'en haïr quelques-uns. Tout cela n'empêchait pas que les membres du sacré collége formassent, en vertu du statut, le sénat politique du prince, et eussent, en même temps que le pouvoir, le désir de se mêler des affaires du gouvernement. Leur haine contre les nouveautés introduites dans l'État était d'autant plus vive, que le parti libéral, par ses discours et ses actions, savait moins s'attirer leur bienveillance : de là, les amis de la prudence exagérée tiraient le sujet de nouvelles lamentations, et ils appelaient insensés les murmures qu'on élevait contre les cardinaux, *qui n'étaient rien moins qu'une institution constitutionnelle, une liste d'éligibles à la principauté*... Cependant, personne ne niait leur opposition à l'ordre de chose actuel, et qu'ils ne conspirassent pour le détruire; mais les partisans de la concorde à tout prix ne voyaient le mal que du côté du parti libéral, qui avait la sottise de reconnaître ses ennemis, de s'en plaindre, et surtout le tort de vouloir parer à leurs attaques. Je répète, pour ma part, que les Romains, et même tous les Italiens, se trouvaient alors dans cette fausse position par laquelle sont passés d'autres peuples avant et après eux, position impossible à tenir, et

qui naît toutes les fois qu'une révolution, arrêtée à mi-chemin, transige aujourd'hui avec ceux qu'elle a humiliés hier. Ce n'est point l'insouciance envers des ennemis offensés qui désarmera leur vengeance. Quel est celui qui ne jette pas un cri d'alarme lorsque le voleur est à sa porte? Néanmoins, quelques-uns soutiennent qu'il aurait mieux valu qu'il restât endormi. Il se serait laissé voler et même tuer, mais tout doucement et sans violence: le paisible système de la concorde l'aurait suivi jusqu'au tombeau.

En vérité, toute la prélature, moins quelques exceptions, comme Corboli, Morichini, Pentini, qui ne jouissaient d'aucun crédit à la cour, toute la prélature, dis-je, guerroyait contre les institutions libérales, au moyen de ces ruses dans lesquelles nul ne peut égaler les prêtres. Il y avait les restes du *sanfédisme* et du parti grégorien, qui, ayant de profondes racines à la cour et dans le pays, minaient le statut au moyen d'intrigues, de dissimulations, d'insinuations les plus perfides. Tous les anciens employés conservés dans leurs postes ne savaient pas s'accommoder à un système de contrôle, de responsabilité, de publicité, et éludaient les mesures promptes et énergiques que les temps réclamaient, et qui étaient adoptées par les ministres récemment nommés. Ils mettaient en cela cette habileté qu'ils avaient acquise à l'école du gouvernement clérical, et qui consiste à ne pas faire de bruit, à se montrer paisibles et humbles, à s'effacer, à payer par de belles phrases, ou à ne rien dire que par des signes d'yeux et de lèvres, faisant consister toute leur science de bien faire dans la science de savoir attendre, brisant par leur inertie tout effort d'une volonté hardie, et réparant sourdement la fortune d'un parti avec un succès plus certain que n'en obtiennent ceux qui l'ont bruyamment renversée. Aussi peut-on par là inférer de quels embarras les nouveaux ministres se trouvaient entourés : comme laïques, ils ne pouvaient rien gagner contre un prince investi de la double autorité temporelle et spirituelle. Tout est différent dans ces deux autorités, par rapport à la manière de juger des choses humaines, l'entendement, l'expérience, les points de vue d'utilité et de justice. Et

lorsqu'un prince, qui garde la foi et l'épée, déplace une affaire d'État du domaine politique pour la porter dans celui de la conscience, ce qui est si facile, il n'y a aucun moyen pour la sagesse humaine d'entrer en lice contre la métaphysique des théologiens, les doctrines des canons et des bulles : elle reste toujours vaincue, et est condamnée comme par le jugement d'un arbitre infaillible, qui n'admet ni conseil ni opinion opposée à la sienne.

Les ministres avaient encore à supporter une autre peine : c'était le déluge des pétitions. Ce mal était inévitable à Rome, où des gens oisifs et cupides, de toutes les classes de la société, étaient habitués, depuis des siècles, à faire cortége à tout homme riche ou puissant, à vivre de faveurs, à se repaître de l'argent de l'État; et ce monopole était si bien organisé, qu'il avait ses agents, ses caissiers : ceux-là promettaient des grâces, des emplois, des pensions; ceux-ci se rendaient dépositaires des sommes convenues pour prix de ces faveurs. Et les gouvernants au nom desquels on pactisait, ignorant souvent ces marchés, étaient épiés dans leurs amitiés, dans leurs haines, dans leurs faiblesses; assaillis continuellement par d'importuns demandeurs, qui, repoussés d'un côté, donnaient l'assaut d'un autre, et retournant cent fois avec une étonnante imperturbabilité dans la même antichambre, étaient d'autant plus heureux et estimés par la foule que leur audace était plus impertinente. Or, cet essaim d'intrigants, à cause du changement des hommes et des choses gouvernementales, s'était fait plus nombreux et plus actif; la phalange des pétitionnaires s'était aussi davantage grossie; et comme la liberté était à la mode, c'était à qui passerait pour le plus libéral, les uns se posant en victimes des ministres précédents, les autres faisant valoir leur qualité d'amnistiés, tous donnant des raisons politiques comme cause de leurs malheurs vrais ou simulés. Ceux-là mêmes qui étaient reconnus comme instruments des factions *sanfédistes,* déclaraient impudemment avoir accepté les faveurs du gouvernement grégorien pour abuser de sa confiance et préparer l'établissement du nouvel ordre de choses. Un certain Bisoni, exécuteur des hautes-

œuvres de la police, écrivait au ministre Recchi comme un homme auquel *la perfidie des temps passés n'avait pas permis de manifester son ancien libéralisme;* mille autres, à son exemple, protestaient de leurs opinions libérales, en les présentant comme un droit à obtenir les faveurs de l'État. Les hommes qui se trouvaient au pouvoir, au milieu de tant d'embûches et d'importunités, souffraient une oppression écrasante.

Il y aurait eu motif à désespérer qu'un tel peuple pût jamais être amené à une vie libre et civile, et l'on aurait pu dire avec Montesquieu qu'une nation corrompue ne peut avoir que des oppresseurs, s'il n'était très-vrai que les hommes sont tels que le gouvernement les forme, et que les uns ne peuvent s'améliorer si l'autre ne commence par se dépouiller de ses abus corrupteurs. Du reste, la meilleure partie de la population romaine était si étrangère à ces intrigues, que toutes ses pensées, toutes ses affections étaient tournées vers la guerre et encourageaient cette noble entreprise. Les luttes intestines des partis avaient même cessé de troubler la paix du pays. Les jeunes gens instruits et courageux s'adonnaient aux armes et couraient défendre l'Italie. Plusieurs écrivains avaient laissé la plume pour manier l'épée. On voyait encore à Rome des hommes qui, chaleureux d'esprit bien plus que fermes de cœur et de bras, préféraient guerroyer sur la place publique, en se mêlant à la multitude, accoutumée, lorsque ses passions sont excitées, à apprécier davantage celui qui sait le mieux déclamer et faire le plus de bruit. Ceux-ci, caressés par les ministres antérieurs, et surtout par Savelli, qui favorisait d'autant plus la licence qu'il s'opposait aux libertés publiques, s'étaient désormais habitués à pénétrer dans les salles des gouvernants, à s'asseoir à leurs côtés, à diriger leurs actes, à promettre leur appui et à menacer de la colère des clubs. Ils continuaient donc, de la place publique, à dominer le gouvernement, de sorte qu'ils entraient à toute heure dans les bureaux, apportaient des nouvelles ou en demandaient, voulaient un compte de ce qu'on y faisait, couraient en informer les cercles, arrêtaient les courriers sur les routes, et soutenaient de mille manières leur autorité de tribuns en face de l'autorité du

gouvernement. L'agitation politique était ainsi devenue une industrie; le favoritisme était passé des sacristies dans les clubs, dont les recommandations avaient la force d'ordres. On croyait de cette manière veiller à ce que la chose publique ne fût pas trahie, et servir continuellement d'aiguillon aux gouvernants, afin qu'ils pourvussent à certains expédients financiers dont on commençait à parler, comme ceux de droit au travail, de droit à la propriété commune. Le 11 avril, une petite bande de paresseux se rassembla au centre de la ville, en criant : *Pain et travail!* La garde civique les dispersa et en arrêta quarante. Quelques-uns nommèrent ceux qui les avaient payés pour les faire crier, et les ministres voulaient qu'on fît un procès ; mais comme on découvrit bientôt que des personnages trop hautement sacrés étaient impliqués dans l'affaire, l'enquête fut arrêtée et l'attentat resta impuni. Rome était laissée en proie à une licence effrénée, alimentée par quelques instigateurs qu'il aurait été facile de frapper; mais le mal n'avait pas de remède, puisque ceux qui auraient dû le réparer avaient un intérêt à le laisser grandir.

Les provinces étaient plus tranquilles que la capitale, mais elles n'étaient pas moins animées de la haine la plus vive contre le gouvernement clérical. Le statut avait proclamé l'égalité civile des citoyens, et ouvert à tous la voie aux emplois publics ; néanmoins, les priviléges ecclésiastiques subsistaient, et les ministères, les tribunaux supérieurs, le gouvernement des provinces, se trouvaient toujours dans les mains des prêtres. Les Romains désiraient voir disparaître ces préférences, et voulaient que les emplois publics fussent accordés aux citoyens, suivant le mérite et non les classes. Il était facile de s'apercevoir que ces germes de soupçon et de mécontentement pouvaient d'un moment à l'autre se développer. En un mot, c'était une époque de réaction contre la caste sacerdotale, généralement détestée. A l'exception de ce motif de querelles, les provinces, qui avaient été pendant tant d'années le foyer de la révolution, vivaient satisfaites des réformes constitutionnelles qu'on avait obtenues, et s'étaient réconciliées avec la domination temporelle du Pape depuis que les légions romaines s'apprêtaient à soutenir la cause de l'indé-

pendance, et qu'il semblait que cette domination n'était pas un obstacle à la nationalité italienne. La guerre, voilà donc le grand intérêt national qui appelait dans tout l'État pontifical l'attention des peuples, et qui calmait les rancunes et les défiances provoquées par le peu de sincérité avec laquelle le gouvernement favorisait les réformes intérieures. Pie IX devait bientôt briser le frein de ce grand intérêt.

Si les Italiens se firent illusion jusqu'au point de croire que la révolution qui avait éclaté dans leur patrie avait été l'œuvre de Pie IX; si, depuis que la guerre de l'indépendance avait commencé, ils poétisèrent le Pape jusqu'à en faire un nouvel Alexandre III ou un Jules II, monté sur un mulet blanc, à la tête de nouveaux croisés, poursuivant, l'épée dans une main et les foudres du Vatican dans l'autre, les ennemis de l'Italie, — les gouvernements absolus de l'Europe, et surtout l'Autriche, ne manquèrent pas, de leur côté, de l'appeler un novateur effréné et de le maudire comme le démon de la révolution, ce qu'ils crurent et affirmèrent d'abord par trop de simplicité. Mais dès qu'il fut manifeste aux hommes les moins clairvoyants que Pie IX, dans toutes ses œuvres, subissait une pression, une violence de la part du peuple, l'Autriche ne continua pas moins à répéter, mais cette fois-ci par malice, les mêmes injures contre le Pape. Le but que l'Autriche se proposait clairement, en s'obstinant à représenter Pie IX comme le seul et vrai provocateur de la guerre d'Italie, était d'exciter, ainsi que je l'expliquerai bientôt, l'esprit du clergé allemand contre Rome, et d'épouvanter le Pape par la crainte d'un schisme. Cette puissance, pleine de fourberie, voyait que la cause italienne perdrait beaucoup dans l'opinion du monde et des Italiens eux-mêmes, si l'on parvenait à détacher d'elle Pie IX.

Pie IX était loin d'approuver et de vouloir cette guerre. Nous savons qu'afin de calmer l'ardeur impatiente du peuple par une apparence de satisfaction, il avait fait marcher sur les frontières une armée qui avait reçu l'ordre de s'y arrêter.

A l'époque où est arrivé mon récit, au mois d'avril, Durando restait encore immobile sur le territoire des États de l'Église, et rien ne faisait prévoir qu'il aurait l'audace d'aller prendre part à

la guerre sans un ordre exprès du prince. Celui-ci était si peu disposé à lui donner cet ordre, que, suivant sa politique ordinaire, la cour romaine, pour laquelle, je le répète, une grande part de la science de bien faire consiste dans la science de savoir attendre, insistait, au contraire, plus que jamais activement auprès du roi sarde pour l'engager à envoyer ses légats à Rome, comme Naples l'avait fait et comme la Toscane était en train de le faire, afin de fixer les conditions de la ligue italienne. Insister pour la conclusion de cette ligue, c'était pour le Pape se donner la popularité que méritait un grand empressement pour l'heureux succès de la guerre. Au fond de ces insistances, se cachait l'idée que les conférences ayant lieu à Rome, l'armée pontificale aurait eu, en attendant, un prétexte raisonnable de rester en repos sur la frontière. Il aurait été facile, au moyen des ruses habituelles de la cour romaine, de faire si bien durer les discussions du congrès! On y aurait sermoné sans résultat jusqu'à ce que la guerre, soutenue par les seules armes piémontaises, eût été finie, avant que les troupes pontificales eussent l'ordre d'y participer.

En attendant, Charles-Albert se trouvait sur le Mincio, et il avait devant lui un ennemi à combattre, et derrière lui Pie IX, qui l'invitait à venir pérorer à Rome. Le but réel de cette invitation papale était si mal déguisé, que le roi sarde ne s'y laissa pas prendre. Il répondit, invitant à son tour le Pontife d'envoyer sur le Mincio ses légats pour le représenter dans un congrès militaire, où l'on aurait stipulé de simples conditions d'alliance pour la guerre, ajoutant que, tant que celle-ci durerait, il fallait ne pas s'occuper d'autre chose. Cette réponse sévère, mais juste, troubla quelque peu l'esprit et les desseins de Pie IX. Lui qui s'était donné l'air de désirer ardemment la conclusion de la ligue afin de pouvoir accorder à l'Italie le contingent de soldats que, comme souverain temporel, il lui devait, et puis de pouvoir s'appliquer, en qualité de Pontife, à faire ce qu'il aurait jugé nécessaire pour assurer la conscience des catholiques; lui qui avait dit publiquement et répété ces choses pour qu'on le crût disposé à une guerre qu'il voulait réellement éviter, ne vit qu'avec douleur tous les nœuds de sa trame tranchés d'un seul coup

par le peu de mots de Charles-Albert, qui, avec autant de brièveté que de netteté, semblait lui dire : Que celui qui veut la guerre, ne fasse pas semblant de la vouloir, mais qu'il vienne la discuter avec moi. Pie IX, voyant ses artifices déjoués par cette franchise toute militaire, n'eut alors d'autre moyen que de se montrer troublé par le refus du roi sarde. Faire valoir des soupçons sur les desseins secrets que ce roi pouvait nourrir, c'était pour le Pape un nouveau moyen de temporiser. Il commença donc à se plaindre de l'injustice qu'on lui faisait, en prétendant que lui, Pontife de paix, avec des forces temporelles faibles et restreintes, pût prendre part à un congrès guerrier. Mais si la ligue qu'il tenait à conclure à Rome ne devait pas être militaire, que voulait-il donc qu'elle fût? Le masque commençait à tomber. Le Pape ne manqua pas aussi de dire, qu'ayant voulu une alliance des princes italiens sous son patronage, la conduite du roi sarde lui faisait maintenant craindre qu'il ne visât à établir en Italie la suprématie d'un prince militaire et militant. Mais en laissant échapper ces plaintes, il oubliait qu'on pouvait lui répondre que personne ne l'empêchait de disputer à Charles-Albert cette suprématie, en se mettant lui-même à la tête de la cause italienne. Son nom valait plus que l'armée sarde. Les mêmes doutes contre les vues ambitieuses de la famille de Savoie formaient aussi un prétexte pour le roi de Naples et pour le grand-duc de Toscane; ceux-ci avaient également fait les plus vives instances pour la ligue italienne et avaient envoyé leurs représentants à Rome. Fait étrange! tous les princes qui voulaient le moins la guerre, avaient le plus ardemment désiré la ligue; la ligue était refusée par le seul prince qui avait déjà pris les armes. Qu'était-ce donc que cette comédie? qui voulait-on tromper?

On a reproché à Charles-Albert de n'avoir pas envoyé des mandataires à Rome pour conclure la ligue. On a prétendu que cela ne contribua pas peu à fomenter les jalousies, les soupçons, les résolutions à venir des autres cours italiennes. On a ajouté qu'en laissant les princes libres, Charles-Albert contribua malheureusement à les délier de l'Italie et à les pousser à se jeter là

où ils étaient attirés par la force de leurs propres intérêts monarchiques. Mais ces reproches sont sans valeur. Sans doute, Charles-Albert commit une faute en laissant entrevoir si vite son ambition; ses partisans lui firent beaucoup de mal en favorisant les intérêts de la maison de Savoie au point de menacer les intérêts des autres princes italiens; mais la conduite de Charles-Albert n'est tout-à-fait inexcusable que vis-à-vis de l'Italie. Quant aux souverains, n'avaient-ils pas le moyen d'éluder la menace et de couper les ailes à l'ambition du roi sarde? Le roi de Naples n'avait-il pas des soldats plus nombreux et mieux disciplinés que les soldats du Piémont? Pie IX n'était-il pas ce Pontife que les Italiens avaient tant exalté, ce Pontife grandi par l'opinion jusqu'à remplir la Péninsule de sa seule personne comme un géant immense? Qui les empêchait donc de s'élancer résolument au milieu de la guerre, et d'arracher des mains de Charles-Albert, par la prépondérance de leurs forces matérielles et morales, cette suprématie qu'il voulait s'attribuer, en le reléguant au troisième rang des princes italiens! Je conclus que Charles-Albert, ayant l'épée à la main contre les Autrichiens, ne pouvait se rendre à Rome pour y assister à une séance académique. Son désir de s'imposer comme roi à des peuples qui ne consentaient à le reconnaître que comme allié, fut certainement impolitique, nuisible à l'Italie et à lui-même; mais cette ambition ne servit d'épouvantail aux autres princes que parce que ceux-ci étaient bien résolus à s'abstenir d'une guerre qu'ils détestaient.

Le roi de Naples, le Pape et le grand-duc de Toscane, par cela seul qu'ils voulaient trahir l'Italie, arrivèrent à craindre celui qui voulait la défendre à son profit. Ferdinand II, qui avait été contraint de faire marcher un corps de ses troupes vers le Pô, était, en effet, moins disposé à disputer à Charles-Albert l'honneur de la victoire qu'à se mettre en garde contre les suites de cette victoire, et il faisait pour cela entendre qu'il aurait voulu faire occuper par ses troupes la forteresse d'Ancône. Pie IX, auquel cette demande rappela les projets anciens d'agrandissement en Italie que le roi de Naples avait jadis formés; Pie IX, qui

nourrissait les mêmes soupçons contre Charles-Albert, arriva à se convaincre que, dans l'éventualité d'une guerre entre les deux rois, il paierait de ses États les frais de leurs discordes ou de leur pacification. Dès ce moment, ses regards se tournèrent vers l'Autriche. Mais l'Autriche ne cessait de lui manifester son courroux; l'Autriche lui faisait un crime d'avoir provoqué la révolution italienne. A cette époque, l'Allemagne même était le théâtre de grands mouvements populaires, et tous les prélats catholiques de l'Allemagne, ennemis chez eux des libertés publiques, partisans de l'absolutisme impérial, qui, associé aux intérêts de leur caste, en garantissait la durée, maudissaient l'Italie, d'où était parti le premier cri d'indépendance qui avait bouleversé l'Europe. Puis, lorsqu'on sut en Allemagne que les troupes pontificales couraient aussi défendre l'Italie, il n'y eut pas d'outrages que les évêques allemands ne prodiguassent à Pie IX. Mgr Viale, nonce à Vienne, et Mgr Sacconi, nonce à Munich, excitaient la haine en répandant avec un zèle et une assiduité infatigables les bruits les plus sinistres contre le Pape et contre Rome, en même temps qu'ils n'étaient pas moins assidus et zélés pour rapporter à Pie IX les affaires de l'Allemagne, en les colorant de manière à faire naître en lui la crainte d'un schisme.

Il n'y avait pas de crainte plus capable de terrifier un pape tel que Pie IX, que ce danger qu'on lui représentait comme imminent, et on ne pouvait se donner une meilleure occasion de ranimer les espérances et les intrigues de tous les ennemis de la liberté et de l'Italie. On connaissait très-bien la conscience timorée de Pie IX. Sanfédistes et prélats, désormais privés de tout pouvoir, n'avaient depuis longtemps et ne pouvaient avoir d'autre moyen de reprendre leur ancienne domination que les armes autrichiennes. Enclins donc à faire des vœux pour leur triomphe, ils profitèrent adroitement de l'occasion qui leur était offerte de favoriser par leurs trames celles que la diplomatie austro-russe tissait avec une grande habileté pour enlever à la cause italienne l'aide puissante de la papauté. Tous tendaient vers ce but par des voies diverses : les uns excitaient la prélature allemande contre Rome, les autres épouvantaient la conscience

du Pontife par la crainte d'un schisme, et d'autres enfin alimentaient la jalousie du prince par la crainte des prétentions d'envahissement que Charles-Albert et le roi de Naples venaient de manifester.

Pie IX, placé au milieu de tant d'intrigues, prit bientôt son parti; mais il sut le cacher avec une adresse dont personne ne l'aurait cru capable. On faisait pressentir à la cour et à la ville qu'il parlerait de la guerre d'indépendance dans un prochain consistoire. Les ministres interpellèrent Pie IX sur la foi qu'il fallait accorder à ces bruits, et lui exprimèrent leurs craintes qu'il ne lui plût de prononcer un discours contraire à la cause italienne. Le Pape les rassura en disant : « Je ne veux que tranquilliser les consciences, alarmées par les artifices infâmes de ceux qui cherchent à répandre du scandale et des schismes dans l'Église catholique. » L'ambiguïté de ces paroles n'échappa pas aux ministres, qui, afin de mieux s'assurer des intentions de Pie IX, demandèrent pour l'armée l'autorisation de prendre part à la guerre. Pie IX laissa leurs sollicitations sans réponse. Tout cela confirma les ministres dans le soupçon que le Pape n'eût l'idée de combattre, dans le consistoire, le sentiment national, ce qui, à leur avis, aurait mis en danger la tranquillité de l'État et l'avenir de la principauté ecclésiastique. Ils se sentaient fortifiés dans cette opinion par l'autorité de Rossi, qui, parlant de la guerre et de la nécessité d'y prendre part, s'exprimait ainsi : « Le sentiment national et l'ardeur guerrière qu'on voit en Italie sont une épée, une arme, une force puissante : que Pie IX l'étreigne résolument dans sa main, ou elle passera dans les mains des partis, qui l'emploieront contre lui et contre la papauté. » Les ministres décidèrent donc de protester à l'unanimité devant le Pontife, en lui déclarant leur ligne de conduite dans un Mémoire que je résume ici :

« Les ministres, prosternés respectueusement devant Votre Sainteté, la supplient de lire avec une bienveillante attention ce Mémoire, où l'on expose la situation actuelle du pays et du gouvernement par rapport à la paix et à la guerre. Nos paroles ne nous sont pas dictées par l'orgueil, mais par la conviction

la plus profonde; c'est un devoir de conscience que nous remplissons.

» Lorsque le soulèvement lombard éclata, un esprit très-ardent de nationalité se raviva dans toutes les populations de l'État romain, ainsi que chez tous les Italiens. On vit partout l'empressement de courir aux armes, de s'enrôler, de marcher au secours des Lombards qui combattaient déjà contre l'étranger. Il aurait été impossible de réprimer ce mouvement, même si on l'eût voulu. Le gouvernement de Votre Sainteté se proposa de le diriger; il lui donna ordre, instructions et chefs; et cette opération, qui semblait menaçante, réussit admirablement sans qu'aucun désordre eût troublé l'État.

» On a envoyé des troupes pour garder les frontières. Cette action, qui ne secondait pas le mouvement national, ne pouvait être que précaire, et elle tomba aussitôt que l'armée, arrivée aux frontières, demanda à les passer. Néanmoins, le gouvernement put même alors éviter une déclaration de guerre ouverte, en répondant, selon la volonté de Votre Sainteté, que le général Durando devait faire tout ce qui était nécessaire pour la sûreté et l'avantage de l'État. Mais il faut pourtant déclarer loyalement que les ministres, en transmettant cette instruction, ne se dissimulèrent pas qu'elle valait autant qu'une autorisation d'entrer en Lombardie.

» Depuis lors, nous avons plusieurs fois adressé à Votre Sainteté les prières les plus vives, afin qu'il vous plût de nous ouvrir nettement votre pensée au sujet de la guerre. Nous attendons encore cette déclaration, qui est maintenant plus que jamais nécessaire, si l'on considère la tranquillité du pays, la dignité du gouvernement, et les conditions actuelles du ministère et de l'armée. L'avenir de l'État et celui de l'Italie dépendent de cet acte suprême.

» Maintenant, Votre Sainteté a eu la bonté de nous assurer que votre parole allait se faire entendre. Nous l'attendons avec anxiété et nous l'accueillerons avec obéissance; mais, avant de l'entendre, permettez-nous de vous présenter avec une respectueuse franchise quelques observations.

» La résolution de Votre Sainteté doit être basée sur un double ordre d'idées qui ressortent de votre double qualité de chef de l'Église catholique et de prince de ces États. Quant à la première, vos ministres n'ont rien à y voir : Votre Sainteté prendra de Dieu ses inspirations. Mais, quant au temporel, c'est pour nous un devoir de vous soumettre notre opinion. La question qui nous occupe ne peut être résolué que de trois manières : ou Votre Sainteté consent que vos sujets fassent la guerre ; ou elle déclare ne pas vouloir absolument qu'on fasse cette guerre ; ou, enfin, elle décide que, voulant la paix, elle ne peut empêcher que la guerre soit faite.

» Au sujet de la première de ces déterminations, le ministère croit qu'elle est exigée par la nécessité des temps ; qu'elle relèvera l'autorité matérielle et morale du gouvernement ; qu'elle préparera, en dominant le présent, toute l'efficacité d'action possible pour l'avenir. Au contraire, le ministère est fermement convaincu que la seconde solution produirait tous les maux et compromettrait gravement le pouvoir temporel de la papauté. On ne peut songer sans frémir aux réactions et aux désordres qui auraient lieu après une décision qui serait contraire à cet enthousiasme dont les peuples sont aujourd'hui animés.

» Il reste la troisième hypothèse, c'est-à-dire celle où Votre Sainteté, en se déclarant opposée à la guerre, prétendrait ne pouvoir l'empêcher. Ce serait avouer que la guerre, tout en la reconnaissant inévitable, est faite en opposition à votre volonté, et qu'elle est l'effet d'un mouvement anarchique auquel le gouvernement n'a pas la force de résister. Indépendamment de l'abaissement que cette déclaration apporterait à l'autorité morale du gouvernement, il est évident que les conséquences, relativement au pays, ne seraient pas différentes de celles que produirait la seconde manière de résoudre le problème : les princes et les peuples italiens sentiraient refroidir leur zèle pour la cause de l'indépendance ; une partie des volontaires retourneraient chez eux ; les autres seraient très-incertains de savoir s'ils doivent rester au camp malgré la volonté de leur prince. Quant à ceux qui voudraient s'y arrêter à tout prix, le lien de

respect, de dévouement, d'amour qui les rattache à leur prince, serait brisé, peut-être pour toujours. D'un autre côté, l'étranger ne manquerait pas, dans son propre intérêt, d'interpréter malicieusement cet acte. Il dirait que c'est une tromperie, un jeu, parce que si le gouvernement ne peut empêcher ce mouvement anarchique, il doit au moins montrer sa bonne foi en employant contre lui tous les moyens qu'il possède. S'il fournissait, au contraire, des armes et des munitions aux volontaires; s'il leur donnait des généraux pour les conduire au combat, tout cela indiquerait qu'il approuve en secret cette guerre, s'il la condamne en apparence. L'autorité pontificale ne serait pas ainsi moins atteinte qu'elle ne pourrait l'être par une déclaration expresse de guerre. Enfin, les troupes qui, après une proclamation de Votre Sainteté infligeant un blâme à la guerre, voudraient rester au-delà du Pô, se verraient entièrement privées de ces droits que les nations civilisées accordent dans les guerres les plus acharnées lorsqu'elles ont été précédemment déclarées. Nos soldats seraient traités comme des assassins, des brigands; et, cependant, ils sont des sujets pontificaux, obéissent à des généraux nommés par Votre Sainteté, se couvrent de l'uniforme papal, et portent le drapeau romain et la croix.

» Telles sont les considérations que nous déposons avec humilité aux pieds de Votre Sainteté. »

Le Pape parut se troubler à la lecture de ce Mémoire; il n'y fit aucune réponse. Dès lors, les ministres laïques n'hésitèrent pas à lui signifier qu'ils donneraient leur démission s'il venait par ses paroles à réprouver la guerre dans le consistoire. Pie IX entendit même cela; mais il attendait ses inspirations du ciel. Le ministre d'Autriche, le ministre russe Boutenieff, et quelques autres diplomates, l'assistaient dans ses dévotes contemplations. Il y eut pourtant un profane qui trahit les saints secrets de cet oratoire, en rapportant à l'un des ministres que le Pape se proposait quelque chose de très-avantageux à la maison d'Autriche. Ce ministre ne craignit pas d'en parler à Pie IX, qui baissa la tête et ne répondit rien.

Enfin, le 29 avril arriva : c'était le jour assigné au consis-

toire. L'allocution avait été déjà imprimée, et le cardinal Antonelli, président du conseil des ministres, la gardait sur lui. Antonelli avait montré plus d'ardeur que ses collègues à signer le Mémoire; maintenant, il gardait l'allocution et se taisait : il en demandait même compte à ceux qui lui en demandaient à lui-même. Les courtisans, le neveu du Pape, tous ceux qui étaient dans la confidence, se taisaient ou se montraient les plus curieux d'en apprendre quelque chose : telle est la cour pontificale.

L'allocution était ainsi conçue : « Nous avons plusieurs fois, frères vénérables, flétri dans cette enceinte l'audace de ceux qui n'ont pas craint de nous faire injure et d'offenser, par suite, ce siége apostolique, en disant faussement que nous avions dévié en plusieurs choses des institutions très-saintes de nos prédécesseurs, et, chose horrible à dire! de la doctrine même de l'Église. Il y a des gens qui continuent à parler ainsi de nous, comme si nous avions été les auteurs principaux des révolutions qui ont éclaté récemment en Italie et en d'autres pays de l'Europe. Nous avons entendu, surtout dans les régions allemandes, ce cri qu'on répandait au milieu du peuple : Le Pontife romain s'est servi d'émissaires et d'autres artifices pour exciter les peuples italiens à introduire des changements dangereux dans les affaires publiques. Aussi, avons-nous su que quelques ennemis de la religion catholique ont profité de cette occasion pour allumer dans l'esprit des Allemands la fureur de la vengeance et pour les aliéner à l'unité du Saint-Siége. Mais bien que nous n'ayons pas le moindre doute que les peuples de l'Allemagne catholique et les très-nobles évêques par qui ils sont gouvernés n'aient la plus grande horreur des injures que les méchants nous adressent, nous nous sommes aperçu qu'il nous faut réparer les scandales que pourraient en avoir reçus des hommes inconsidérés ou plutôt simples d'esprit. Nous voici donc prêt à frapper de confusion ces calomnies, qui non-seulement sont une offense à notre personne, mais aussi au suprême apostolat que nous exerçons. »

Pie IX disait ensuite que ses détracteurs basaient leurs calom-

nies sur le fait des réformes qu'il avait introduites dans le pouvoir temporel; et pour se disculper de tout ce qu'il avait fait, il rappelait à la pensée des cardinaux que ces réformes avaient été demandées par les puissances européennes à son prédécesseur Grégoire, qui avait dû consentir à quelque chose; et lui, en le remplaçant dans le pontificat, contraint par les mêmes instances diplomatiques, s'était vu obligé d'accomplir ce que Grégoire avait laissé inachevé, et avait commencé par ce qu'on exigeait de lui de préférence à toute autre chose, l'amnistie. Il venait ainsi avouer que ce mot même de pardon n'avait pas été dicté par son cœur, et il concluait en répétant que rien n'avait été fait dans les premiers temps de son pontificat qui n'eût été conforme aux volontés précises des souverains de l'Europe. Il était vrai que les Italiens s'étaient beaucoup réjouis de ses œuvres, et qu'ils l'avaient vivement acclamé; mais cette joie, ces acclamations, ne pouvaient être imputées à sa faute, puisqu'il avait cherché dans sa capitale à réprimer de toute manière les applaudissements, les réunions et les clameurs populaires. Enfin, il se défendait contre l'accusation d'avoir favorisé dans les autres États italiens les soulèvements du peuple, en rappelant que dès l'allocution du 4 octobre de l'année précédente, il avait loué la bienveillance et les soins paternels des princes envers leurs sujets, et avait exhorté les sujets à rester humbles et obéissants devant leurs maîtres légitimes, de même qu'à adhérer fermement à la doctrine catholique, à fréquenter les églises, et à agir en toutes choses avec un esprit d'humilité et de sacrifice.

Ceux qui, après dix ans, s'obstinent encore dans le monde à représenter Pie IX comme un Pontife qui se proposait de faire par une bonté toute spontanée le plus grand bien à ses peuples, n'ont pas lu certainement son allocution du 29 avril.

Il poursuivait ainsi : « Hélas! quel bonheur pour tous s'il eût plu à Dieu que le succès couronnât mes conseils paternels!... Mais tout le monde connaît la déplorable agitation qui a éclaté au milieu des peuples italiens!... Quant à ceux qui s'agitèrent dans cet État et qui abusèrent de nos bienfaits, nous leur pardonnons, nous les invitons à être sages et nous demandons

ardemment à Dieu, Père des miséricordes, qu'il éloigne de leurs têtes les fléaux dont il frappe tous les hommes ingrats.

» Les peuples de l'Allemagne ne pourraient être en colère contre nous, si l'on n'eût pas ici applaudi aux scélératesses consommées contre l'Autriche dans la haute Italie. Mais ce n'a pas été notre faute si nous n'avons pu réfréner l'ardeur de quelques-uns de nos sujets égarés : d'autres princes de l'Europe, bien qu'ils nous surpassent de beaucoup par le nombre des soldats, ne réussirent pas mieux que nous à comprimer la turbulence de leurs sujets. Dans cet état de choses, nous avons été contraint d'envoyer nos soldats aux frontières, mais nous n'avons voulu leur imposer que la défense de l'intégrité de l'État pontifical.

» Mais puisque quelques-uns désirent aujourd'hui que nous aussi, à l'exemple des autres peuples et princes d'Italie, nous prenions part à la guerre contre les Autrichiens, nous avons cru que c'était le moment de déclarer clairement, ouvertement, dans cette réunion solennelle, que cela s'éloigne de beaucoup de notre pensée, car nous occupons indignement sur la terre la place de Celui qui est auteur de paix, messager de charité, et, conformément au devoir de notre suprême apostolat, nous embrassons tous les gens, tous les peuples et toutes les nations d'un égal amour paternel. »

Enfin, il *répudiait* tous *ces conseils perfides* qui, dans des livres et des journaux, engageaient le Pontife *à se mettre à la tête d'une confédération des peuples italiens;* il prévenait ces peuples de se tenir en garde contre *ces conseils pernicieux,* et de rester dévoués à leurs princes, *dont ils avaient éprouvé la bienveillance.* Quant à lui, satisfait de conserver sa domination sur les populations que la divine Providence lui avait accordées *comme un ornement de son siége apostolique,* toutes ses pensées, ses soins, *ses études, étaient dirigés vers ce but que l'Église eût chaque jour de nouveaux agrandissements;* mais la promesse flatteuse d'une plus vaste autorité temporelle en Italie ne l'aurait pas séduit jusqu'à le déterminer à se jeter dans la guerre. Ce qui aurait été agréable à son cœur, c'eût été d'avoir pu apaiser les discordes et mettre en paix les combattants. Une satisfaction

encore plus grande pour lui aurait été que ses enfants fussent saisis *d'une révérence sans bornes* pour les choses sacrées *et les ministres du culte*. Mais il avait la douleur immense de voir arriver chaque jour le contraire, et il n'avait plus de repos depuis qu'il voyait surtout s'enraciner profondément l'habitude très-funeste et perverse de faire une guerre atroce aux excellents prélats, *de menacer les propriétés de l'Église* et de méconnaître ses droits *très-sacrés*. *A cet égard*, il se réservait d'élever à Dieu des prières continuelles *pour qu'il voulût bien le défendre contre Sion!*

Cette allocution fut bientôt le sujet de tous les commentaires. « Enfin, il a parlé en Pape! » s'écria le cardinal Lambruschini. L'allocution avait été prononcée et publiée en latin; cela sauva peut-être Rome, le soir même du 29 avril, d'une terrible explosion. Mais le jour suivant, la version italienne circula dans toute la ville; et pour mettre le comble à l'irritation, arriva cette nouvelle que les Autrichiens avaient pris et pendu un soldat romain, en plaçant cette inscription sur la potence: *C'est ainsi qu'on traite les soldats de Pie IX!* Cette cruelle injure s'étant ajoutée au ressentiment national, la colère se propage et devient bientôt universelle; les clubs s'assemblent, la tempête gronde, la garde civique prend les armes et fraternise avec le peuple. Sterbini, Ciceruacchio et d'autres chefs haranguent la foule, excitent toutes les anciennes rancunes contre la cour romaine, le Pape et les cardinaux, poussent tous les cœurs à la vengeance. De terribles menaces éclatent contre les cardinaux les plus haïs, principalement contre Lambruschini et Della Genga. Celui-ci, serrant les poings convulsivement, jure de venger le sang versé; celui-là veut renverser le gouvernement des prêtres, en les appelant traîtres à l'Italie, et établir à Rome un gouvernement populaire. D'autre part, recommencent les lamentations des modérés, ces amis éternels de la concorde, qui, même en vue de cette injuste et inique provocation faite à un peuple aspirant à l'indépendance, n'osent même pas faire remonter leurs griefs à celui qui en est l'auteur. Cependant, ces hommes pacifiques sont les mêmes individus qui naguère semblaient les

partisans les plus exaltés de la guerre italienne; ce sont eux qui parlaient alors plus haut que tout le monde de nationalité et d'indépendance. Qu'importe! aujourd'hui les maîtres ont parlé; et, qu'ils aient voulu la vie ou la mort de l'Italie, il faut applaudir : voilà ce qu'exige le système de la concorde. Puisque les maîtres le veulent ainsi, le peuple doit se résigner à mourir; et si ce peuple, au contraire, s'agite et menace celui qui le trahit, il *est sans mesure dans son orgueil, sans mesure dans ses désirs; il parle de toutes choses avec beaucoup trop de licence, et s'abandonne à des actes qui ressemblent à une révolution.* Toutes ces circonstances sont dignes d'être connues et considérées, afin qu'on sache bien que le parti des modérés fut un eunuque qui s'opposa en Italie à toute démonstration de force, et travailla à rabaisser tout le monde au niveau de sa faiblesse. Voulait-il donc se trouver toujours d'accord avec le Pape? Mais le Pape ne voulait pas de guerre d'indépendance; donc, pas de guerre d'indépendance italienne, pas de nationalité. Mais le Pape ne voulait pas même de liberté constitutionnelle; donc, à bas la constitution. Mais le Pape se plaignait de ce qu'on l'eût contraint à accorder une amnistie; donc, pas d'amnistie. Qu'est-ce que voulait le Pape? Il avait condamné en masse toutes les réformes, en les déclarant arrachées à son prédécesseur et à lui par les exigences des puissances européennes et les violences des Italiens; il avait déclaré n'aspirer qu'à l'élargissement des privilèges de l'Église, à l'inviolabilité des biens de l'Église; donc, on devait fouler aux pieds toutes les réformes, on devait trouver raisonnable que la fortune du clergé prenne hypothèque sur le peuple, et que l'État disparaisse pour ne laisser subsister que l'Église. Si l'on eût dû se guider d'après les volontés de Pie IX et de Ferdinand II, quel sort aurait eu l'Italie? L'ancien servage. Donc, les modérés italiens ne visaient qu'au rétablissement de l'ancien servage. Après les déclarations contraires de leurs maîtres, persister à vouloir être libres et indépendants, c'eût été pour eux un acte de rébellion. Donnez maintenant un nom à ce parti. Je ne le trouve pas. Ce parti était un paradoxe; il ne se reconnaissait aucun droit; il n'avait conscience de la raison

d'être comme peuple, que le bon plaisir des maîtres. Voulait-on lui permettre d'ouvrir les yeux? la lumière du ciel n'était pas faite pour lui. Dans une époque de grand mouvement national, il aspirait à cueillir les fruits de la liberté, mais avec les lâchetés de l'esclavage.

Et dans quel moment répudiait-on la guerre? Alors que les Italiens se trouvaient en face de l'ennemi : ils devaient précisément déposer les armes à ses pieds, pour réaliser *la conciliation entre les combattants;* ils devaient dire aux Autrichiens : Recommencez à être nos tyrans! Mais où, à quelle époque a-t-on vu une nation plus vivement offensée dans ses plus chères aspirations? Eût-on jamais cru que le peuple romain, dans cette occasion, eût pu donner un signe de docilité dont les citoyens d'aucun autre pays ne fourniront assurément pas d'exemple? Tout le monde crie, menace, bat des pieds; il semble que tout va être bouleversé à Rome. Des princes, des ducs, des sénateurs, Rignano, Doria, Corsini, se jettent au milieu du peuple ameuté; Mamiani, le professeur Orioli, pénètrent dans les cercles; ils cherchent des paroles et des moyens efficaces pour empêcher que le tumulte ne dégénère en révolte. Reconnaissant la justice du ressentiment national, ils démontrent que pour ne pas faire à la cause italienne une blessure plus profonde que celle produite par l'allocution, il faut abandonner toute idée subversive de la forme du gouvernement. Ils réussissent à calmer la multitude; et bien qu'elle se calme, les modérés ne l'absolvent pas pour cela. Réduit même à ce point, le peuple romain est toujours coupable : *s'il cesse de menacer, de verser le sang et de se révolter, il ne répare pas le scandale de telle sorte qu'il consente à renoncer à l'idée d'exiger que le gouvernement et le Pape persistent à combattre en faveur de la cause italienne.* C'est ce que je disais tout-à-l'heure : puisque le gouvernement et le Pape ont répudié l'Italie, tous les Italiens doivent être d'accord avec lui pour haïr la patrie.

La garde civique même était *coupable,* parce qu'*au lieu d'écouter le sentiment de son devoir, qui l'appelait à faire servir ses armes à comprimer le peuple, elle se montrait animée du*

même esprit qui agitait la population. En attendant, les ministres, qui avaient résigné leurs pouvoirs, restaient encore au Quirinal, et priaient Riguano, Doria, Corsini, d'accepter du Pape la mission de constituer un nouveau ministère; mais ceux-ci s'y refusaient, affirmant qu'il était impossible de calmer la ville et de gouverner l'Etat si l'on continuait à s'opposer au sentiment national; ils priaient de leur côté les ministres de rester à leurs places, puisque la confiance du peuple leur était acquise. Mamiani et Sterbini, délégués des clubs, arrivaient alors au Quirinal pour interpeller le cardinal Antonelli; le premier exposait les causes de la colère populaire, et parlait de la nécessité de continuer la guerre si l'on voulait rétablir la tranquillité; le second, plus enflammé, laissait entendre que si l'on ne donnait pas satisfaction au peuple, les faits succéderaient bientôt aux paroles.

Pie IX était stupéfait; il ne pouvait comprendre comment son allocution avait pu produire tout ce désordre : l'homme était en lui complétement absorbé par le prêtre. Il ne savait pas s'expliquer comment ses peuples, ce troupeau docile de l'Église, s'étaient soudainement enflammés d'une ardeur si belliqueuse. Est-ce qu'ils allaient cesser d'être avides de cilices et de souffrances, fiers de leur anéantissement, glorieux de leurs humiliations et des défaites de la patrie? Un désir coupable d'indépendance pouvait-il avoir la force de leur faire préférer les horreurs de la guerre aux délices de la résignation, à l'avantage de s'en remettre à la Vierge et de plier la tête sous le joug légitime de l'étranger? Aussi, Pie IX accusait-il les Romains d'ingratitude, déclarait-il qu'il ne céderait point, et que, si on l'inquiétait, il partirait et abandonnerait Rome à son malheureux sort.

C'était la première fois qu'on voyait paraître ce projet dans ses discours; il le nourrissait déjà depuis quelque temps. A cette époque, il avait noué des négociations avec le roi de Naples pour passer dans son royaume, et Ferdinand l'attendait. En même temps, la diplomatie étrangère, ennemie de l'Italie, commençait à s'agiter et à intriguer, en se disputant la personne du Pape, qui, éloigné de son siége, aurait enlevé à la cause italienne tout

le prestige dont elle était entourée. Forbin Janson, légat de la France, se trouvait toujours à côté de Pie IX et le comblait d'offres et de bons offices; d'autres diplomates rivalisaient avec lui. Dans la nuit du 30 avril, un cardinal s'avisa de proposer au Pape de se rendre sans retard à Milan, et il colora sa proposition en disant que le Pape, ayant dit dans son allocution qu'il aimait la paix, devait aller s'offrir comme médiateur de paix, à la condition que la nationalité italienne fût proclamée. Il ajoutait que cet acte admirable atténuerait le triste effet produit par l'allocution; il semblait, enfin, à ce cardinal, que la cause italienne devait tirer profit de l'éloignement du Pape, soustrait ainsi au danger de toute violence, soit de la part d'une diplomatie insidieuse, soit de la part des réactionnaires, tandis que sa présence à Milan pouvait communiquer aux armes italiennes une grande force morale, affliger et décourager les Autrichiens.

Il était bien étrange que Pie IX dût se donner la peine d'un voyage pour soutenir la cause italienne, ce qu'il aurait pu faire à Rome même, et rien qu'en prononçant quelques mots. Mais puisque ces quelques mots avaient été prononcés, et d'un ton décourageant pour l'Italie; puisque, après cela, toutes les transactions auxquelles Pie IX eût voulu descendre n'auraient paru ni sincères ni spontanées, mais qu'on les eût prises pour un de ces expédients ordinaires aux gouvernements lorsqu'ils veulent sortir d'un embarras par une tromperie, il faut être positivement convaincu que la proposition dudit cardinal cachait un but autre que celui qu'il annonçait. Et ce qui me confirme dans ce jugement, c'est que Pie IX agréa le projet et voulut que pour le mettre immédiatement à exécution, on en parlât à Piazzoni, représentant à Rome le gouvernement provisoire de Milan. La preuve dernière que tout cela n'était qu'une nouvelle comédie cléricale dirigée contre l'Italie, nous l'avons dans ce fait qu'un légat du Pape s'étant rendu chez Piazzoni au milieu de la nuit, et lui ayant communiqué le désir du Pape, le ministre milanais, qui devait connaître quelque chose de cette affaire, hocha la tête, et, avec des mots entrecoupés, obscurs et décourageants, refusa de s'y prêter.

En attendant, les cercles prolongèrent leurs discussions bien avant dans la nuit, et ne se séparèrent qu'après avoir résolu de se réunir de nouveau, le jour suivant, pour adresser une pétition au Pape et lui demander son ferme concours à la guerre de l'indépendance avec les moyens les plus larges dont le pays pourrait disposer. Ce parti donnait à la révolution un caractère légal, ce qui dans la cour pontificale sonnait plus mal que les tumultes populaires.

Les ministres démissionnaires ne s'éloignèrent pas du Quirinal pendant cette nuit. Pie IX, perdant l'espoir de pouvoir former un nouveau ministère, tournait ses pensées vers son fidèle Ferretti, cardinal, et le priait de consentir à prendre dans ses mains, le jour suivant, les rênes du gouvernement, et de l'annoncer par une proclamation. Mais en présence de la garde civique armée et des clubs désormais maîtres de Rome, Ferretti sentit son impuissance et laissa la place libre à d'autres. Le jour parut; Pie IX sut par le cardinal Antonelli que le ministre milanais avait refusé, et que les clubs se proposaient de lui adresser une pétition pour l'engager à la guerre. Cette dernière nouvelle troubla fortement le Pape, et il voulut qu'on empêchât de toutes manières cette pétition de parvenir jusqu'à lui. A cet effet, on appela au Quirinal Mamiani, et on l'invita à prendre part au gouvernement. Mamiani s'y refusa, en disant que le peuple se tranquilliserait pourvu que les anciens ministres, reprenant le pouvoir, donnassent l'assurance de continuer le même système qu'ils avaient suivi relativement à la cause italienne. On était occupé de ces négociations à la cour, lorsque Sterbini et d'autres chefs des clubs parvinrent au Quirinal, et, ayant demandé compte des résolutions du prince, firent entendre l'expression désagréable des volontés d'un peuple frémissant, appelèrent le cardinal Antonelli un traître, demandèrent la formation d'un ministère d'où il serait exclu ainsi que les autres cardinaux. Dans une cour où l'on voulait enter la liberté sur la souche pourrie d'un vieil absolutisme, ce langage franc, populaire, parut plein d'irrévérence et très-impertinent à des prélats qui, peu habitués à rencontrer des marques d'opposition, ne savouraient que ce doux

murmure des courtisans avec lequel on empoisonne en charmant. Cela suffit pour que la peur, jetée dans la balance, la fit pencher en faveur du peuple. Les anciens ministres, ayant obtenu le consentement du Pape, ressaisirent le pouvoir et l'annoncèrent à la population, le 1er mai, par une proclamation qui concluait ainsi : « Sa Sainteté nous a autorisés à continuer franchement l'exercice de nos fonctions. Unanimes aujourd'hui comme toujours sur toutes les questions, nous nous occuperons donc avec un cœur italien de toutes les mesures que, dans l'état actuel des choses, notre conscience nous dictera comme nécessaires au bien de l'État et de la cause italienne. »

Cette proclamation arriva à un moment opportun, et réussit à calmer l'effervescence du peuple, qui, craignant des trahisons, s'agitait furieusement. L'un voulait courir fermer les portes de la ville, pour empêcher la sortie de quiconque n'aurait pas une permission écrite de Rospigliosi, commandant de la garde civique; l'autre plaçait des sentinelles devant les maisons des cardinaux; d'autres arrêtaient le départ des courriers. La garde civique, suivant le langage des modérés, *s'arrogeait* la police de la ville, et l'exerçait *militairement contre toutes les règles de la civilisation*. Quelques-uns saisirent au bureau de la poste les lettres adressées au cardinal Antonelli et à d'autres prélats, et, se réjouissant de pouvoir démasquer les traîtres, portèrent ces lettres à l'Hôtel de Ville pour y être décachetées et lues. Cette opération allait commencer, lorsque Simonetti, ministre des finances, parut dans la salle, et adressa des reproches à ceux qui y étaient rassemblés, lesquels, à ces paroles, se laissèrent timidement enlever les lettres d'entre les mains. Voilà ce qu'étaient les Romains, disciplinés même dans l'effervescence de leurs passions. Les modérés puisèrent dans ce fait une nouvelle occasion de déclamer contre *l'indigne violation* que le peuple voulait consommer, un peuple *qui avait la prétention d'aspirer à la liberté!* Et ils ne se trompaient pas, puisque les idéologues admettant que la cause de la liberté est honnête, ne comporte que des moyens honnêtes, et doit mettre honnêtement du zèle à se faire fouler aux pieds. Les gouvernements absolus se permettent seuls ces

violations, et d'autres encore, qu'on trouve utiles au maintien de l'ordre, qui triomphe ainsi malhonnêtement; et je ne crois pas que tout le monde sache qu'en fait de civilisation, en avoir beaucoup n'est pas une chose moins nuisible à la cause des nations qu'en avoir peu.

Les ministres obtinrent du Pontife qu'un légat serait envoyé à Charles-Albert pour conférer à ce roi le commandement des troupes pontificales, immobiles sur le Pô, et pour donner des explications propres à tempérer l'effet sinistre que l'allocution avait dû produire. Pie IX confia cette mission à Louis-Charles Farini, écrivain d'une histoire de l'État romain dont j'ai tiré la plupart des passages mis en caractères italiques, toutes les fois que j'ai voulu reproduire les opinions du parti des modérés italiens, parmi lesquels Farini figure comme l'élève le plus pur [1]. Les ministres le chargèrent aussi d'apaiser les désordres qui avaient lieu dans les provinces qu'il devait parcourir pour se rendre en Lombardie.

L'allocution du 29 avril avait causé également dans les provinces une grave excitation des esprits. Par conséquent, Farini dut communiquer aux gouverneurs quelques instructions relatives au maintien de l'ordre. Ces instructions, en partie prudentes et en partie assaisonnées de cette ruse subtile que le nouveau légat pontifical avait sucée à la source épiscopale, prescrivaient *qu'on eût à laisser faire* aux corps municipaux les préparatifs nécessaires à la guerre; *qu'on eût à destituer les libéraux trop prononcés,* en les remplaçant par des citoyens *honnêtes et dévoués au prince; qu'on eût à donner une distraction* à la multitude, en l'occupant des élections des députés. Si des indices d'opposition et des désirs *excessifs* venaient à se manifester, *il fallait leur imprimer une tendance pacifique,* en favorisant *la vieille panacée* des pétitions au prince. Il fallait en outre *espionner, rapporter tout au gouvernement,* et dans le

(1) Farini, qui a été dernièrement gouverneur de l'Émilie, a refait sa vie et renoncé à ses anciennes utopies. Il s'est montré enfin convaincu que ce n'était pas d'accord avec les ducs et avec le Pape que les Italiens arriveraient à être libres et indépendants.

cas d'un attentat *contre la souveraineté temporelle* du Pontife, contre le statut ou contre l'indépendance de l'État, soit que c'eût été l'œuvre de factions indigènes, soit que des forces étrangères eussent prêté leur concours, *on devait résister;* et ayant à céder devant la force, on devait protester et transporter ailleurs le siége du gouvernement.

Bologne était la ville où l'allocution du Pape avait le plus troublé les esprits. Bologne, ville cultivée, amie de la liberté et peu disposée à l'effervescence des pays méridionaux, n'avait jamais su s'accorder avec le gouvernement clérical, toujours négligent quant aux besoins de sûreté et de civilisation, et actif seulement dans l'œuvre d'espionner et d'opprimer les sentiments politiques. Néanmoins, plus Pie IX s'était montré décidé à patroner l'Italie, plus les Bolonais, pleins d'enthousiasme pour la cause nationale, s'étaient attachés à lui. Voyant maintenant qu'il s'opposait à la guerre, fondement de toute espérance de liberté et de gloire italiennes, les Bolonais s'étaient éloignés de Rome et avaient prêté l'oreille aux invitations qu'on leur faisait d'entrer dans la formation d'un royaume de la haute Italie : c'étaient les partisans de Charles-Albert qui soutenaient ces négociations. On parlait donc à Bologne de différentes manières : les uns voulaient un gouvernement populaire, les autres songeaient à se donner à Charles-Albert; d'autres encore proposaient d'établir un gouvernement provisoire tant que le sort de l'Italie n'aurait pas été décidé et que les provinces n'auraient pas adopté un système uniforme de gouvernement. Ce dernier parti aurait été exécuté s'il n'avait pas été arrêté par les conseils du cardinal Amat et du sénateur Zucchini, et surtout par les assurances données par Farini que Pie IX était si loin de vouloir déserter la cause italienne, qu'il l'envoyait au camp du roi sarde pour lui offrir le commandement des troupes pontificales. Bologne resta dans l'attente, sans avoir beaucoup de confiance. Farini transmit au Pape un rapport de ses opérations à Bologne et en d'autres villes de la Romagne, en concluant que l'ordre se maintiendrait dans les provinces si un ministère digne de confiance dissipait la crainte que la cause italienne pourrait être trahie; dans le cas

contraire, les populations se déclareraient indépendantes de Rome et feraient par elles-mêmes cette guerre que le gouvernement romain n'aurait pas voulu soutenir.

Cependant, malgré les promesses des ministres, Rome ne se tranquillisait pas. Toute confiance avait été détruite. Ces mêmes ministres qui avaient été le jouet des intrigues de la cour pontificale, auraient-ils désormais une perspicacité plus grande et une liberté qu'on leur avait toujours refusée ? On continuait donc dans la ville à lancer des injures contre les adversaires bien connus de la cause italienne. Le tumulte grandit, au point que Pie IX, à l'insu de ses ministres, se détermina à publier une seconde proclamation. On ne peut décider s'il voulut calmer les esprits, ou si, irrité de l'opposition, il voulut donner un libre essor à sa colère. Il est certain que, répétant les arguments contenus dans sa précédente allocution, et attribuant tout ce qui arrivait à la méchanceté et à l'ingratitude des Romains, il parvint à les aigrir davantage. Il affirmait n'avoir eu d'autre volonté que celle d'envoyer les troupes aux frontières pour s'y arrêter. Il répétait qu'il était plus que jamais opposé à la guerre, en ajoutant qu'il se voyait avec regret *impuissant à réprimer ceux de ses sujets qui étaient imbus du malin esprit de nationalité.* Il protestait contre *l'inique agitation populaire* qui menaçait de se livrer à des actes de violence, et la définissait *un scandale, un excès énorme, une fureur inouïe de gens qui ne voulaient pas raisonner*. Il terminait sa proclamation par les menaces ordinaires *de châtiments que Dieu apprêtait pour l'Italie,* et il s'exprimait cette fois plus clairement en disant : « Italiens, est-ce que vous espérez qu'il reste oisif dans nos mains, le pouvoir que Dieu nous a donné? Détrompez-vous, et sachez tous, une fois pour toutes, que nous sentons la grandeur de notre dignité, de notre force, et que nous saurons la faire triompher. »

Enfin, de quoi s'agissait-il? Pourquoi le Pape consentait-il à s'armer contre ses sujets de cette force qu'il ne voulait pas employer contre les Autrichiens? Est-ce parce que ceux-ci étaient catholiques? S'agissait-il donc d'un scrupule religieux? Pourrait-on dire, ainsi que tous les gens pieux l'assuraient alors, et l'af-

firment même aujourd'hui, qu'il ne convenait pas au chef de l'Église chrétienne de lever le glaive contre un peuple chrétien? Mais, est-ce que les pontifes ne se sont jamais occupés de prendre les armes? L'histoire nous dit qu'ils ont provoqué plus de guerres qu'ils n'en ont empêché. L'histoire raconte qu'ils se sont couverts cent fois d'une cuirasse; qu'ils ont soulevé l'épée, se sont mis à la tête des armées, ont personnellement combattu, ont soutenu des siéges, sont tombés prisonniers. Est-ce qu'ils ont fait cela pour des motifs religieux? Non; ils ont versé le sang pour agrandir la puissance temporelle de la papauté. Est-ce qu'ils ont fait cela contre des hérétiques? Non; ils ont porté leurs armes contre des peuples chrétiens. Ils se sont souvent alliés aux Sarrasins contre les chrétiens. Faut-il renouveler le souvenir des alliances qu'ils ont formées avec Bajazet pour exterminer les Siciliens; avec d'autres sultans, pour frapper d'autres peuples de l'Italie? Voudrait-on dire que ces pontifes ont été du nombre de ceux qui ont souillé l'apostolat? Non; il en est un ou deux d'entre eux que nous honorons sur les autels. Si je veux me borner à l'Autriche, a-t-on oublié les cinq ou six siècles de guerres continuelles et acharnées que les papes ont soutenues contre les empereurs d'Allemagne? Est-ce que, dans les derniers temps, Joseph II, ayant fait occuper Comacchio par ses soldats et ayant empêché le gouvernement de Naples de payer les tributs ordinaires au pontife, Clément XI n'a pas fait marcher une armée de 20,000 hommes contre l'armée impériale, commandée par Daun? Et tandis que celui-ci, répugnant à la guerre, proposait des accommodements, le Pontife, au contraire, ne les a-t-il pas repoussés, engageant audacieusement le combat? N'a-t-on pas vu alors le rare exemple d'un homme de guerre qui invoque la paix, et d'un pape qui en appelle aux armes? Vingt ans plus tard, un autre pape n'a-t-il pas intrigué, conspiré, combattu contre Napoléon? Il s'agissait de Français : n'étaient-ils pas catholiques aussi bien que les Autrichiens? ne l'étaient-ils pas encore à meilleur titre, eux qui formaient ce peuple même qui, pendant dix siècles, a eu constamment l'épée hors du fourreau au service de l'ambition pontificale; ce peuple qui était venu tant de fois délivrer

Rome des empiétements des empereurs allemands; ce peuple enfin, qui, depuis les temps des Lombards jusqu'à nos jours, était toujours descendu en Italie, appelé par les pontifes, pour y étouffer tout germe de nationalité italienne, sous quelque forme, sous quelque nom qu'il eût commencé à se développer? Pie IX lui-même, qui veut que ses sujets apprennent à vivre quand ils devraient mourir pour la patrie, ne doit-il pas leur apprendre à mourir quand ils l'offenseront dans ses droits réguliers? Poussera-t-il alors sa philanthropie chrétienne jusqu'à s'abstenir d'appeler les armes de tout le monde à se teindre dans le sang des Romains?

Qu'on ne dise donc pas que ce fut comme pontife que Pie IX ne voulait,. ne pouvait vouloir la guerre contre l'Autriche; ce fut comme prince qu'il ne voulait, ne pouvait vouloir cette guerre. Qu'on ne parle plus des scrupules du chef de l'Église; qu'on nous explique plutôt les intérêts du monarque. On se sert souvent du manteau de la religion pour couvrir bien des ambitions; mais en les cachant on les rend plus hideuses, puisqu'on ajoute l'hypocrisie à l'injustice.

La réunion, dans la papauté, des deux qualités de chef de l'Église universelle et de chef d'un petit État italien, produit, entre autres mille effets funestes, celui de placer la religion et la patrie dans une condition ruineuse. La religion et la patrie, représentées confusément par le même homme, ne peuvent avoir une double et distincte existence; inconciliables entre elles par origine, par but, par intérêts, et obligées pourtant à se confondre dans une seule et même chose, il s'ensuit que l'une ou l'autre doit nécessairement périr. En effet, à cause de cette fusion de qualités opposées, si le Pape voulait devenir un prince italien, il serait aussi un pape italien; il perdrait, dans ce cas, le catholicisme. S'il voulait se conserver pape universel, il ne pourrait être prince italien; dans ce cas, il effacerait l'État. De même que la religion est universelle, il faut donc aussi que l'État soit universel. Donc les Italiens n'ont pas de patrie; leur pays est la patrie de tout le monde. Demandez à Pie IX ce que sont pour lui ses sujets. Il vous a déjà répondu : il ne vous a

pas dit que ses sujets forment un peuple qu'il a à gouverner, il vous a dit qu'ils sont *un ornement* mis par Dieu autour du siége apostolique.

Bien des gens s'évertuent de notre temps à soutenir, à prouver que la papauté n'est pas contraire à l'existence de la nationalité italienne. Ces gens s'efforcent aussi à trouver, à proposer des transactions, des arrangements entre les deux pouvoirs que le Vatican exerce en même temps. C'est se donner une peine inutile : il faut commencer par la séparation complète des deux pouvoirs; sans cela, il ne sera jamais possible d'obtenir que la patrie reste aux Italiens, et la religion au Pape. Que les Italiens y songent bien.

Pie IX veut rester ce que ses prédécesseurs ont été, le chef du monde. Dès lors, il ne peut plus devenir un prince italien. Il doit se conserver cosmopolite comme prince, de même qu'il l'est comme pontife. On verra un jour que cet idéal de cosmopolitisme finira par succomber, ou que la papauté ne pourra durer en Italie. Mais Pie IX n'a pas même soupçon de cette impossibilité. Quand les peuples qui l'entourent se soulèvent au contact des Autrichiens, il s'ouvre à ceux-ci sans défiance, comme il le ferait à l'univers entier. Au sein de la guerre, une inconciliable opposition éclate entre les Italiens et lui; les premiers disent au second : « Aide-nous à repousser au-delà des Alpes une nation étrangère qui nous opprime. Qu'est-ce qu'elle fait chez nous? » L'autre leur répond : « Est-ce que les Alpes sont les confins de mon empire? Est-ce que cette nation est étrangère pour moi? Qui vous a dit que vous êtes chez vous? » Chaque ville d'Italie chasse les Autrichiens, le Pape leur délivre un titre de rentrée dans ces villes, un diplôme de possession. Les Italiens combattent le maître; le Pape reconnaît la légitimité du servage. L'Autriche gagne en droit tout ce qu'elle perd par le fait, et la colère du Pape réduit les Italiens à ne pouvoir conquérir leur liberté qu'à la condition de l'usurper.

Pie IX peut-il figurer comme un des membres du grand conseil des princes dans une Italie libre et indépendante? Non; il n'y a pas parité dans leur condition : dans le conseil des princes,

on ne connaît que des égaux; le Pape prétend être au-dessus de tous par sa qualité de chef de l'Église. Chacun des princes ne domine que chez lui; le Pape doit aussi dominer chez les autres. Un maître universel n'admet pas de partage : s'il cesse d'être tout, il n'est plus rien. Il est donc essentiellement despote. Se trouvant partout, il n'est nulle part; il n'a pas de pays.

Par quel motif croit-on que les papes accordèrent le sceptre de l'empire d'abord à un roi français, ensuite à un roi allemand? Ce ne fut pas, comme on l'a dit, parce qu'ils ne comprirent jamais une Italie sans un empereur bysantin, français ou tudesque, et parce qu'ils étaient fascinés au point de ne pas concevoir un autre idéal de société : ce fut parce que les papes, dès ces temps reculés, sentirent qu'étant eux-mêmes les plus grands étrangers en Italie, ils ne devaient trouver qu'à l'étranger le point d'appui de leur domination dans le pays. Il fallut donc entretenir les Italiens dans l'impuissance de s'affermir, comme si, dérobés à eux-mêmes, évaporés dans le monde, ils ne s'appartenaient pas. Leur patrie avait, par une faveur suprême, la primauté éternelle de l'empire; on établit ainsi chez eux la primauté de la servitude. Dès lors, ils apprirent à mettre leur gloire à s'effacer et à s'enorgueillir de leur asservissement comme d'une grandeur historique, d'une institution nationale. En même temps, cet empereur ne reconnut son droit que de Rome; ce fut une force mise au service de l'Église. La main de Léon avait déterré dans la poussière de trois siècles le titre effacé des anciens dominateurs du monde, et il en avait décoré son esclave. L'empereur n'obtint donc que le masque de César et les fonctions de valet. Son sceptre fut souvent le marteau qui démolit les villes rebelles à l'Église, le tison qui alluma les bûchers de l'inquisition. Au temps des querelles de Rome avec l'empire, ce sceptre servit quelquefois aussi à frapper les pontifes eux-mêmes. On se disputa le droit de dominer en Italie; mais toutes les fois que l'esprit national parut, le sacerdoce et l'empire se réunirent subitement pour l'étouffer; et l'on vit des papes livrer à l'empereur, des Guelfes qui, en appuyant ouvertement la démocratie sur la papauté, croyaient leur cause gagnée; de même qu'on vit des

empereurs livrer aux papes, des Gibelins qui, profitant de la faveur impériale, aspiraient à se créer une patrie indépendante : l'épée et le bûcher se rapprochèrent pour déverser sur le peuple italien tous les genres de mort. Comment Pie IX aurait-il pu, d'après cela, affranchir l'Italie du servage de l'Autriche?

Reprenant mon récit, je dis que la seconde proclamation de Pie IX, comme il fallait s'y attendre, ralluma la colère du peuple. La proclamation fut déchirée; le tumulte, les cris ne connurent plus de bornes. Les haines anciennes s'aigrirent; les soupçons contre les gouvernants cléricaux se fortifièrent; les fautes vraies furent exagérées, on en imagina de fausses, et les unes et les autres furent aveuglément accueillies et crues par une foule furieuse qui ne savait plus que soupçonner et haïr. Pie IX, qui ne voulait pas la guerre contre l'étranger, en soulevait et en soutenait une plus furibonde contre son peuple.

Les ministres n'auraient pu réprimer le tumulte quand même ils l'eussent voulu, soit parce que la force se trouvait tout entière du côté du peuple, soit parce que leur autorité était nulle dans le sein même du gouvernement. Ils étaient fatigués d'une agitation populaire qu'ils avaient cherché à calmer en reprenant le pouvoir, mais que le Pape s'était étudié à renouveler en se hâtant de détruire les promesses que lui-même avait autorisé à faire au peuple. Leur découragement était à son comble. En outre, ils ne savaient plus tolérer qu'on les eût réduits au point d'être les objets de la haine mal dissimulée des courtisans. Ils s'indignaient principalement de se voir de tous côtés entourés par le mystère avec lequel on avait commencé par accorder une constitution sans qu'ils en connussent le contenu; puis, le prince constitutionnel, sans leur conseil, avait délibéré sur une question de guerre ou de paix; enfin ce même prince avait fait, à leur insu, des proclamations au peuple. Ils n'étaient donc pas les ministres d'une principauté constitutionnelle; le statut n'était que lettre morte; Pie IX préférait les formes de l'inquisition. Ils se décidèrent à offrir tous résolument leur démission, et la donnèrent sans vouloir entendre ni remontrances ni prières.

Il ne restait au Pape qu'un seul moyen d'éviter une révolution

générale : c'était d'appeler au pouvoir Mamiani, qu'il haïssait infiniment. Mamiani accepta, à la condition qu'il continuerait la politique des ministres précédents relativement à la cause italienne, et que le cardinal Antonelli céderait son poste à un laïque qui aurait les attributions de ministre des affaires étrangères dans leur seul rapport avec les intérêts temporels de l'État. Le Pape subit ces conditions, et le 4 mai le nouveau ministère fut formé : le comte Machetti était ministre des affaires étrangères laïques ; le professeur Rossi, ministre de grâce et de justice ; l'avocat Lunati, ministre des finances ; le prince Doria, ministre de la guerre ; le comte de Rignano, ministre des travaux publics. C'étaient des hommes honnêtes, et du parti des modérés. Le parti avancé recevait un échec, n'ayant comme représentant que le docteur Galletti, ministre de la police. Un seul cardinal, Ciacchi, obtenait la présidence du conseil et le ministère des affaires étrangères ecclésiastiques : c'était un homme très-populaire à cette époque, à cause de ses protestations faites à Ferrare contre l'occupation autrichienne. Enfin, Mamiani conservait pour lui le ministère de l'intérieur. Mamiani, ancien proscrit rentré dans le pays sans accepter les conditions exigées par le décret d'amnistie, auteur d'ouvrages qui étaient à l'index, arrivé au pouvoir sous de mauvais auspices, et imposé au Pape par l'agitation populaire, était plus que personne désagréable à Pie IX.

Rome reprit sa tranquillité.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.